

Bibliothèque numérique

medic@

**Chambre syndicale des pharmaciens
de la Seine. - Bulletin de la Chambre
syndicale des pharmaciens de la
Seine**

*1919. - Paris : Chambre syndicale des pharmaciens
de la Seine, 1919.*

Cote : BIU Santé Pharmacie P 40100 1919

Lire à la page 21 :
la Loi sur les loyers

25^e Année.



BULLETIN
DE LA
CHAMBRE SYNDICALE
DES
PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884)

MENSUEL, SUCCESSIVEMENT DIRIGÉ PAR

V. RIETHE, Fondateur. — D^r Henri MARTIN, Directeur honoraire.

A. JABOIN, Ancien Président.

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

J. FEUILLOUX, Docteur en Pharmacie.

Membre-adjoint au Comité disciplinaire.

N° 1 — 31 JANVIER 1919

ABONNEMENTS	{	Paris et Départements	6 fr.
		Étranger	8 fr.

SIÈGE SOCIAL :

5, Rue des Grands-Augustins, 5

PARIS (6^e) TÉL. : Gobelins-18-37

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

AVANTAGES OFFERTS A SES MEMBRES

PAR LA

Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Seine

La CHAMBRE SYNDICALE protège ses membres contre le tort que leur cause l'exercice illégal de la profession et assure la défense de leurs intérêts moraux et matériels.

Elle les conseille et, chaque fois que cela est possible, leur donne tout son concours, pour l'heureuse solution de leurs difficultés personnelles.

Elle leur procure des avantages importants, au point de vue de leurs assurances, notamment par les services professionnels suivants

Assurance mutuelle contre les accidents en pharmacie (Fondée en 1886);

Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites (Fondée en 1903);

Assurance mutuelle contre le bris des glaces, etc., etc.

La CHAMBRE SYNDICALE met en outre à la disposition de ses membres :

1° Un service de placement pour le personnel;

2° Un service de recouvrements, à la fois économique et rapide;

3° Un Conseil de famille, destiné à solutionner par arbitrage les différends entre confrères;

4° Un Registre spécial pour les offres directes de vente d'officines;

5° Une Bibliothèque professionnelle, composée d'ouvrages de jurisprudence, formulaires d'actes sous-seing privé, tarifs pharmaceutiques, formulaires de toute nature, etc., etc.;

6° Une salle de réunion à l'usage des sections syndicales et toutes réunions de défense professionnelle.

Pour éviter toute perte de temps,

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

à

Monsieur le PRESIDENT

de la CHAMBRE SYNDICALE

des PHARMACIENS de la SEINE

5, Rue des Grands-Augustins — PARIS (VI^e)

L'Administration la fera parvenir aux services compétents

(Affaires judiciaires, Administration Syndicale et Sociétés de Secours Mutuels, Rédaction du Bulletin, Réglementation, Sociétés d'arrondissements, Caisse de Retraites, Publicité, Recouvrements et Assurances, Cessions d'officines et Changements d'adresses, Placement du Personnel.)

Les lettres portant une suscription personnelle seront remises au membre du Conseil nommé désigné comme destinataire.

Pour les changements d'adresses, renvoyer l'ancienne bande du BULLETIN avec la nouvelle adresse.

P40100

Lire à la page 394 :

Cérémonie Commémorative

25^e Année.



BULLETIN

DE LA

CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884)

MENSUEL, SUCCESSIVEMENT DIRIGÉ PAR

V. RIETHE, Fondateur. — D^r Henri MARTIN, Directeur honoraire

A. JABOIN, Ancien Président.

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

J. FEUILLOUX, Docteur en Pharmacie.

Vice-Président de la Chambre Syndicale.

N° 12 — 31 DÉCEMBRE 1919

ABONNEMENTS

{ Paris et Départements. 12 fr.
Étranger. 15 fr.

SIÈGE SOCIAL :

5, Rue des Grands-Augustins, 5

PARIS (6^e) TÉL. : Gobelins-18-37

AVANTAGES OFFERTS A SES MEMBRES

PAR LA

Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Seine

La CHAMBRE SYNDICALE protège ses membres contre le tort que leur cause l'exercice illégal de la profession et assure la défense de leurs intérêts moraux et matériels.

Elle les conseille et, chaque fois que cela est possible, leur donne tout son concours, pour l'heureuse solution de leurs difficultés personnelles.

Elle leur procure des avantages importants, au point de vue de leurs assurances, notamment par les services professionnels suivants

Assurance mutuelle contre les accidents en pharmacie (Fondée en 1886);

Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites (Fondée en 1903);

Assurance mutuelle contre le bris des glaces, etc., etc.

La CHAMBRE SYNDICALE met en outre à la disposition de ses membres:

1° Un service de placement pour le personnel;

2° Un service de recouvrements, à la fois économique et rapide;

3° Un Conseil de famille, destiné à solutionner par arbitrage les différends entre confrères;

4° Un Registre spécial pour les offres directes de vente d'officines;

5° Une Bibliothèque professionnelle, composée d'ouvrages de jurisprudence, formulaires d'actes sous-seing privé, tarifs pharmaceutiques, formulaires de toute nature, etc., etc.;

6° Une salle de réunion à l'usage des sections syndicales et toutes réunions de défense professionnelle.

Pour éviter toute perte de temps,

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

à

Monsieur le PRESIDENT

de la CHAMBRE SYNDICALE

des PHARMACIENS de la SEINE

5. Rue des Grands-Augustins — PARIS (VI^e)

L'Administration la fera parvenir aux services compétents

(Affaires judiciaires, Administration Syndicale et Sociétés de Secours Mutuels, Rédaction du Bulletin, Réglementation, Sociétés d'arrondissements, Caisse de Retraites, Publicité, Recouvrements et Assurances, Cessions d'officines et Changements d'adresses, Placement du Personnel.)

Les lettres portant une suscription personnelle seront remises au membre du Conseil nominativement désigné comme destinataire.

Pour les changements d'adresses, renvoyer l'ancienne bande du BULLETIN avec la nouvelle adresse.

PHARMACIE CENTRALE DE FRANCE



FONDÉE PAR DORVAULT
EN 1852
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS
entre seuls Pharmaciens
AU CAPITAL DE DIX MILLIONS

CHARLES BUCHET & C^{ie}
Successeurs
de Menier, Dorvault et C^{ie}
Em. Genevoix et C^{ie}



SIÈGE SOCIAL :

7, rue de Jouy, Paris (4^e)

BUREAUX et MAGASINS :

21, rue des Nonnains-d'Hyères.

USINE A SAINT-DENIS (SEINE)

Succursales à LYON et à BORDEAUX. — Agences à Lille, Marseille, Nancy,
Nantes, Rouen, Toulon et Toulouse — Office à LONDRES

Fabrique de PRODUITS CHIMIQUES PURS pour la Pharmacie

Bi-carbonate de soude, sels de bismuth, de fer, de magnésie, d'antimoine, de chaux, etc., chloral, acides purs, sels de mercure, iodures et bromures, lactates, phosphates, glycérophosphates, etc., etc.

ALCALOÏDES ET GLUCOSIDES

Aconitine, Cocaïne, Digitaline, Cicutine, Atropine, Brucine, Quassine, Strophantine, Strychnine, Véatrine, Spartéine, etc., etc.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET GALÉNIQUES

Extraits mous et secs obtenus dans le vide ; Extraits fluides selon la Pharmacopée américaine, Granules dosés, Dragées, Pilules, Capsules gélatineuses élastiques entièrement solubles, Onguents, Tissus emplastiques, Teintures et Alcoolatures, Ovules, Sacharolés, granules, Médicaments galéniques du Codex.

POUDRES IMPALPABLES

FABRIQUE DE SULFATE

ET DE SELS DE QUININE

PRODUITS ANESTHÉSIIQUES

Chloroforme, Ether, Bromure d'éthyle.

Laboratoires spéciaux pour la préparation des

SÉRUMS ET AMPOULES STÉRILISÉS

pour Injections hypodermiques.

MÉDICAMENTS COMPRIMÉS

DROGUERIE MÉDICINALE ET HERBORISTERIE DE 1^{er} CHOIX

Importation de Drogues exotiques et Produits rares. Huiles de foie de morue médicinales pures.

POUDRES IMPALPABLES

CONFISERIE PHARMACEUTIQUE

PRODUITS CONDITIONNÉS

FABRIQUE DE CHOCOLAT

POUDRE DE CACAO

CRÈPE VELPEAU



PRODUITS OENOLOGIQUES

OBJETS DE PANSEMENTS

ASEPTIQUES ET ANTISEPTIQUES

STÉRILISÉS

BANDAGES ET ACCESSOIRES

PRODUITS ALIMENTAIRES AU GLUTEN POUR DIABÉTIQUES — PRODUITS HYGIÉNIQUES

Exposition Universelle : TROIS GRANDS PRIX, Paris 1900.

DESNOIX ET DEBUCHY

Téléphone : ARCHIVES 54-57

Pharmaciens de 1^{re} classe.

Téléphone : ARCHIVES 54-37

FOURNISSEURS DES HOPITAUX CIVILS ET MILITAIRES

Membre du Jury. — Hors Concours, Exposition Universelle de 1900.

17, Rue Vieille-du-Temple, Paris (4^e).

OBJETS DE PANSEMENTS

ANTISEPTIQUES & ASEPTIQUES

Cotons, Gazes, Bandes, Compresses, Catguts, Drains, Lint, Mackintosh, Protective Soie, Crins de Florence, etc., etc.

PRODUITS STÉRILISÉS

SPÉCIAUX POUR LA CHIRURGIE

Catguts stérilisés. — Drains, Crins, Soies stérilisés. —
Coton, Compresses, Bandes, Gazes stérilisés
pour pansements vaginaux et utérins, hystérectomie, ouretage, etc.

PAPIER RÉVULSIF D.C.

Par boîtes de 10, 25, 50 et 100 feuilles.

EMPLATRES MÉDICAMENTEUX

ET ANTISEPTIQUES

Emplâtre rouge (formule Vidal), Acide salicylique, Iodoforme,
Goudron, Huile de cade.
Ichthyol, Ichthyol et Résorcine, Acide picrique, Acide phénique
Huile de foie de morue, Oxyde de zinc, etc., etc.

PLASTIMA

SPARADRAP BLANC CAOUTCHOUTÉ

Bobines sur 1, 2, 3, 5, 7, 10 centimètres.

EMPLATRE POREUX ANCELIN

La pièce. » 50

THAPSIA

TOILES VÉSICANTES — TAFFETAS D'ANGLETERRE

BAUDRUCHES GOMMÉES

MOUCHES DE MILAN D.C. — TOILE SOUVERAINE

TOUS LES SPARADRAPES

ONGUENTS — EMBLATES — HUILES

PAPIERS MÉDICINAUX

50915-12-19. — Imp. VILLAIN et BAR, 22, rue Dussoubs, Paris.

PHARMACIE CENTRALE DE FRANCE



FONDÉE PAR DORVAULT
EN 1852

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS
entre seuls Pharmaciens
AU CAPITAL DE DIX MILLIONS

CHARLES BUCHET & C^{ie}
Successeurs
de Menier, Dorvault et C^{ie}
Em. Genevoix et C^{ie}



SIÈGE SOCIAL :

7, rue de Jouy, Paris (4^e)

BUREAUX et MAGASINS :

21, rue des Nonnains-d'Hyères.

USINE A SAINT-DENIS (SEINE)

Succursales à LYON et à BORDEAUX. — Agences à Lille, Marseille, Nancy,
Nantes, Rouen, Toulon et Toulouse — Office à LONDRES

Fabrique de PRODUITS CHIMIQUES PURS pour la Pharmacie

Bi-carbonate de soude, sels de bismuth, de fer, de magnésie, d'antimoine, de
chaux, etc., chloral, acides purs, sels de mercure, iodures et bromures, lactates, phos-
phates, glycérophosphates, etc., etc.

ALCALOÏDES ET GLUCOSIDES

Aconitine, Cocaïne, Digitaline, Cicutine, Atropine, Brucine, Quassine, Strophantine,
Strychnine, Vénérine, Sparteine, etc., etc.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET GALÉNIQUES

Extraits mous et secs obtenus dans le vide; Extraits fluides selon la Pharmacopée
américaine, Granules dosés, Dragées, Pilules, Capsules gélatineuses élastiques entière-
ment solubles, Onguents, Tissus emplâtrés, Teintures et Alcoolatures, Ovules, Sac-
charolés, granulés, Médicaments galéniques du Codex.

POUDRES IMPALPABLES

FABRIQUE DE SULFATE

ET DE SELS DE QUININE

PRODUITS ANESTHÉSQUES

Chloroforme, Ether, Bromure d'éthyle.

Laboratoires spéciaux pour la préparation des

SÉRUMS ET AMPOULES STÉRILISÉS

MÉDICAMENTS COMPRIMÉS

pour Injections hypodermiques.

DROGUERIE MÉDICINALE ET HERBORISTERIE DE 1^{er} CHOIX

Importation de Drogues exotiques et Produits rares. Huiles de foie de morue médicinales pures.

POUDRES IMPALPABLES

CONFISERIE PHARMACEUTIQUE

PRODUITS CONDITIONNÉS

FABRIQUE DE CHOCOLAT

POUDRE DE CACAO

CRÈPE VELPEAU



PRODUITS OENOLOGIQUES

OBJETS DE PANSEMENTS

ASEPTIQUES ET ANTISEPTIQUES

STÉRILISÉS

BANDAGES ET ACCESSOIRES

PRODUITS ALIMENTAIRES AU GLUTEN POUR DIABÉTIQUES — PRODUITS HYGIÉNIQUES

Exposition Universelle : TROIS GRANDS PRIX; Paris 1900.

DESNOIX ET DEBUCHY

Téléphone : ARCHIVES 54-57

Pharmaciens de 1^{re} classe.

Téléphone : ARCHIVES 54-57

FOURNISSEURS DES HOPITAUX CIVILS ET MILITAIRES

Membre du Jury. — Hors Concours, Exposition Universelle de 1900.

17, Rue Vieille-du-Temple, Paris (4^e).

OBJETS DE PANSEMENTS

ANTISEPTIQUES & ASEPTIQUES

Cotons, Gazes, Bandes, Compresses, Catguts, Drains, Lint, Mackintosh, Protective, Soie, Crins de Florence, etc., etc.

PRODUITS STÉRILISÉS

SPÉCIAUX POUR LA CHIRURGIE

Catguts stérilisés. — Drains, Crins, Soies stérilisés. —
Coton, Compresses, Bandes, Gazes stérilisés
pour pansements vaginaux et utérins, hystérectomie, ouretage, etc.

PAPIER RÉVULSIF D.C.

Par boîtes de 10, 25, 50 et 100 feuilles.

EMPLATRES MÉDICAMENTEUX

ET ANTISEPTIQUES

Emplâtre rouge (formule Vidal), Acide salicylique, Iodoforme,
Goudron, Huile de cade,
Ichthyol, Ichthyol et Résorcine, Acide picrique, Acide phénique
Huile de foie de morue, Oxyde de zinc, etc., etc.

PLASTIMA

SPARADRAP BLANC CAOUTCHOUTÉ

Bobines sur 1, 2, 3, 5, 7, 10 centimètres.

EMPLATRE POREUX ANCELIN

La pièce. » 50

THAPSIA

TOILES VÉSICANTES — TAFFETAS D'ANGLETERRE

BAUDRUCHES GOMMÉES

MOUCHES DE MILAN D.C. — TOILE SOUVERAINE

TOUS LES SPARADRAPS

ONGUENTS — EMLATRES — HUILES

PAPIERS MÉDICINAUX

48522. — Imp. DUNY et C^{ie} (M. VILLAIN et M. BAR, succ^{rs}), 22, rue Dussoubs, Paris.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1919-1920

I. BUREAU

MM.

- PRÉSIDENT :** BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVII^e). — Sur rendez-vous à son domicile ou le samedi, de 2 h. à 4 h. au Siège social. — WAGRAM 02-76.
- VICE-PRÉSIDENT :** FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI^e). — Le jeudi à son domicile ou le samedi de 2 h. à 4 h. au Siège social.
- SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :** BERNHARD, 11, rue Lafayette (IX^e). — Le samedi, à 3 h. au Siège social; jeudi à son domicile. — GUTENBERG 49-33.
- SECRÉTAIRE ADJOINT :** WEILL, 7, avenue d'Orléans (XV^e). — Tous les dimanches matin à sa pharmacie.
- TRÉSORIER :** COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (III^e). — Sur rendez-vous à son domicile.
- ARCHIVISTE :** N. . .
- DIRECTEUR DU BULLETIN :** FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI^e)

II. CONSEILLERS

M.

- ANCIEN PRÉSIDENT :** CORDIER, 27, rue de la Villette (XIX^e).

DÉLÈGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

- 1^{re} (I^{er} et II^e Ar^t) : LONGUET, 54, rue des Lombards (I^{er}). — Le mercredi après-midi. — CENTRAL 46-56.
- 2^e (III^e et IV^e Ar^t) : NORMAND, 324, rue Saint-Martin (III^e). — Le mardi, de 14 h. à 16 h. — ARCHIVES 36-55.
- 3^e (V^e et VI^e Ar^t) : HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — Tous les mercredis. — Gobelins 28-99.
- 4^e (VII^e et XVI^e Ar^t) : JAMMES, 9, Rond-point de Longchamp (XVI^e). — Le Lundi après-midi. — PASSY 02-28.
- 5^e (VIII^e et XVII^e Ar^t) : PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (XVIII^e). — Jeudi, de 2 h. à 4 h. — WAGRAM 14-59.
- 6^e (IX^e et XVIII^e Ar^t) : BERTHET, 2, rue Ramey.
- 7^e (X^e et XIX^e Ar^t) : COLLIN, 19, boulevard Magenta (X^e). — Tous les jours, de 1 h. à 3 h. — NORD 15-18.
- 8^e (XI^e et XX^e Ar^t) : COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (XI^e). — Le Mardi, de 14 h. à 16 h.
- 9^e (XII^e et XIII^e Ar^t) : BOINOT, 18, place d'Italie, le Mercredi matin et sur rendez-vous. — Gobelins 26-75.
- 10^e (XIV^e et XV^e Ar^t) : SÉRARD, 29, avenue d'Orléans (XIV^e). — Le Jeudi, de 3 h. à 5 h. — Gobelins 25-85.
- 11^e (LEVALLOIS) : DELMOND, 4, avenue, Sainte-Foy à Neuilly-sur-Seine. — 1^{er} et 3^{es} vendredis, le matin. — 10-99 NEUILLY.
- 12^e (ASNIÈRES) : WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières. — Le lundi matin. — 228 ASNIÈRES.
- 13^e (SAINT-DENIS) : TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — Mardi matin. — 5-52 SAINT-DENIS.
- 14^e (AUBERVILLIERS) : GRÈS, 14, rue de la Forge, à Noisy-le-Sec.
- 15^e (MONTREUIL) : FAYOL, 17, boulevard de Belfort, à Montreuil-sous-Bois. — Tous les matins. — 3-29 MONTREUIL.
- 16^e (SAINT-MAUR) : LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — Jeudi.
- 17^e (IVRY) : POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry-sur-Seine.
- 18^e (MONTROUGE) : RŒSKÉ, 51, rue Ernest-Renan, à Issy. — Le mardi et le vendredi, de 9 h. à 12 h. — 131 ISSY.



III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

MM.

PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xviii ^e).
VICE-PRÉSIDENT :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi ^e).
SECRÉTAIRE :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (ix ^e).
ARCHIVISTE :	DUFAU, 56, rue du Cherche-Midi (vi ^e).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 4, place Denfert-Rochereau (xiv ^e).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (viii ^e).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (vii ^e).
	GUILLAUMIN, 168, boulevard Saint-Germain (vi ^e).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (x ^e).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Antin (ix ^e).
	RENARD, 8, rue de Passy (xvi ^e).
	RENGNIEZ, 56, rue de Passy (xvi ^e).
MEMBRES ADJOINTS :	DAUTREVAUX, 63, rue de la Chapelle (xviii ^e).
	JAMMES, 9, Rond-Point-de-Longchamp (xvi ^e).
	LESURE, 70, rue du Bac (vii ^e).

IV. COMMISSIONS

MM.

CONSEIL DE FAMILLE :	BARTHET, <i>Président</i> , FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, COULLON, CORDIER.
CONTENTIEUX :	BARTHET, <i>Président</i> , FEUILLOUX, BERNHARD, CORDIER, LONGUET, HERBAIN, COLLIN, DELMOND, LOISEL.
ÉTUDES :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , BERNHARD, WEILL, CORDIER, LONGUET, COLLESSON, BERTHET, SÉRARD, JAMMES.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , PELLISSIER, BERTHET, GRÈS, FAYOL, POUILH, RÊSKÉ, JAMMES.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , NORMAND, JAMMES, PELLISSIER, BERTHET, BOINOT, WALTER, FAYOL, POUILH, SÉRARD.
TARIF :	BARTHET, <i>Président</i> , BERNHARD, WEILL, LONGUET, HERBAIN, COLLIN, WALTER, TRINQUART, GRÈS, RÊSKÉ, SÉRARD.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , HERBAIN, BOINOT.
BULLETIN :	BARTHET, <i>Président</i> , FEUILLOUX, BERNHARD, LONGUET.

CONSEIL JUDICIAIRE

MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (viii ^e).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (vi ^e).
CLAPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (viii ^e).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (i ^{re}).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (i ^{re}).
BAREILLIER-FOUCHE, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (ix ^e).
N. . . , agent judiciaire, au Siège social.

ASSURANCES

MAURICE-LAJOUX, assureur-conseil, 13, rue de Provence (ix^e). Tél. : CENTRAL 75-54.

SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de la publicité, 17, rue du Delta (ix^e).

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 28, rue de Surène, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ÉLYSÉES 04.96 — 08.98.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

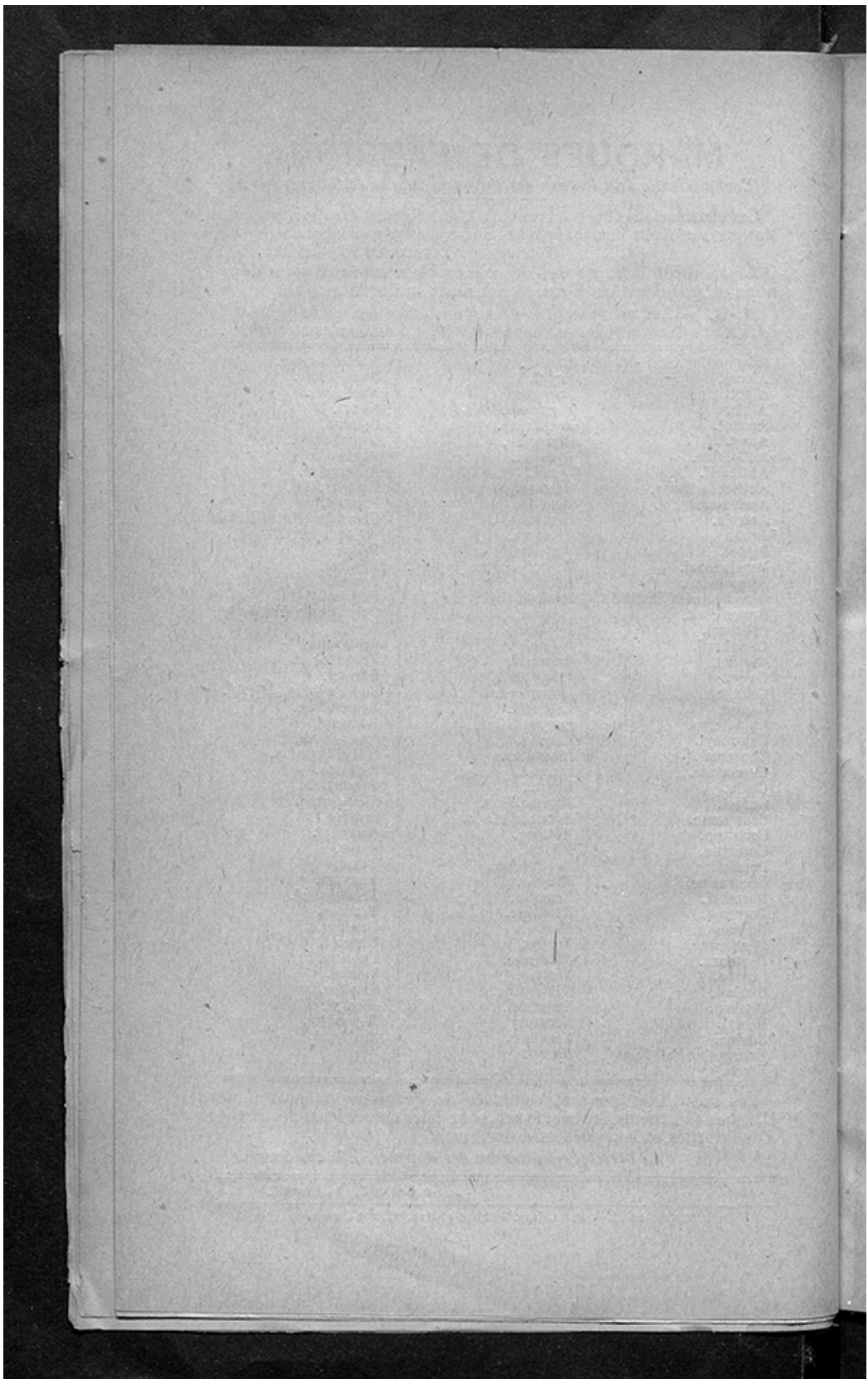
Albotannina.	Eugeol.	Nucleobasique.
Alecce.	Fogyl.	Nucléophile.
Algotropine.	Formosa.	Nucligène.
*Alkia.	Formosan.	Nuxyl.
Anexol.	Formosine.	Opiosan.
Anny.	Glycorose.	Ovoprotéina.
Antialbine.	Gynodor.	*Paludol.
Antibacil.	*Gynol.	Panergetyl.
Antiscarlatinoso.	Hémase.	Pasteurettes.
Arrhénomartiol.	Hémolin.	Péruol.
Artrolo.	Hémoxyl.	Pharmacie Mutualiste de
*Atlas.	Hibérina.	Champigny.
Béatol.	Histogan.	Pilosa.
Bencinnazol.	Hydrabenzique (Ampoule).	*Pilosine.
Bioglobéine.	Ildor.	Pilosol.
Bons Remèdes (Institut).	Ionabol.	Polyacol.
Bromo-Salt.	Isoapiol.	Polysodique (Ampoule).
Cabroval.	Isocalcine.	Poral.
Camphroil.	Isoseptol.	Protargina.
Capillol.	Isosantal.	Protector (Le).
*Celer.	Jubolitan.	Puratol.
Cellulase.	Kalocutine.	Radiosodique (Ampoule).
Céram.	Lactogyl.	*Renovelline.
Chinoteina.	Laryngitaline.	Romanyl.
Chlorobyl.	Leucho.	*Sanguinose.
Chocomat.	Libérateur.	Scillailthymfus.
Chacomate.	Linycol.	*Sédatine.
Ciella.	Listral.	Séromyose.
Codéol.	Marrostilline.	Siccoderm.
Codoforme.	*Métopirine.	Sodinol.
Cortexon.	Métrose.	Sucrogyl.
Cutoxine.	Milacyl.	Syvor.
Daméol.	Morhulaine.	Taxol.
Décoracine.	Mydéol.	Thuynol.
Dermitol.	Némolin.	Trioxophanol.
Dermosa.	Néodéine.	Uradose.
Dermosan.	Néodol.	Urodose.
*Dermosine.	Néodyl.	Uronéol.
Dermoxa.	*Néoforme.	Uxoline.
Dhyma.	Néolyse.	Vamiol.
Dialirol.	Néoseptine.	Vanafer.
Digénal.	Néoseptol.	Vigoryl.
Dortyl.	Néoseptyl.	Xopoudrol.
*Edrine.	Néovigor.	Zinglycol.
Energosine (du Dr Brown).	Noctyl.	
Etach.	Nucléasine.	

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (28, rue de Surène, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques, J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

50096-9-1919. — Paris. Imp. VIELAIN et BAR, 22, rue Dussoubs.



BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Janvier 1919.

SOMMAIRE

Surveillons nos achats, p. 1. — Avis important, p. 2. — Procédé boche, p. 3. — Recommandation importante, p. 3. — Copie d'une fausse ordonnance, p. 4. — Protestation nécessaire, p. 4. — Réunion des représentants des Syndicats de réglementation, et des membres du Conseil d'administration de l'Association générale des pharmaciens de France, p. 5. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 14 janvier 1919, p. 6. — Souscription en faveur des Confrères belges et français des régions envahies, p. 12. — Souscription Parmentier, p. 12. — De Médor à Follette, p. 13. — Distinctions honorifiques, p. 14. — Instruction pour les étudiants en pharmacie, p. 17. — Académie des sciences, p. 19. — Loi modifiant l'article 25 du 21 germinal an XI, p. 20. — Loi relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, p. 21. — Fédération Nationale d'Assistance aux Mutilés des Armées de terre et de mer, p. 27. — Informations, p. 27. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 30. — de Fabrique, p. 32.

SURVEILLONS NOS ACHATS

Ainsi qu'on le verra dans la lettre du directeur de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques, voici que nous est enfin promis, pour bientôt, le régime de la liberté commerciale. Nous espérons que le vœu adopté par les membres du Conseil d'administration de l'A. G., dans sa séance du 19 janvier, hâtera la réalisation des desirs de la majorité des pharmaciens français, qui se résument pour eux dans la liberté des achats.

Mais pour tirer le meilleur parti de l'ère de liberté qui va s'ouvrir, nos confrères ont quelques obligations nouvelles.

Nous les supposons meurtris par le régime des restrictions et pénétrés de la nécessité qui leur est imposée, pour la défense de leurs intérêts, de s'occuper d'une façon constante des prix d'achats des produits chimiques et pharmaceutiques.

Les pharmaciens démobilisés auront surtout à se rendre compte, sans plaisir, des prix pratiqués depuis quatre années. S'ils ne le font pas, ils auront d'amers déboires.

J'entends dire que les prix vont être modifiés avantageusement par le libre jeu de la concurrence.

Mais le meilleur moyen de rendre cette concurrence profitable à nous tous acheteurs, c'est d'abord de réduire au minimum nos acquisitions pendant les mois prochains.

Il nous faut prévoir une période de transition difficile, tant que les



importations et surtout les fabrications n'auront pas déversé sur le marché les produits en quantité normale.

Nous avons assez crié que nous payons trop cher : le meilleur moyen pour avoir des prix normaux, c'est d'acheter, pendant un temps limité, presque au jour le jour.

Songez, chers confrères, que la liquidation des stocks est ouverte officiellement : il se produira très probablement des tractations qui ne seront pas avantageuses pour les finances de l'État mais qui profiteront certainement aux gros acheteurs qui ne pourront pas être des pharmaciens.

Si les petits ruisselets de la pharmacie par quoi s'écoulera le trop plein, s'ouvrent largement, la baisse des prix sera retardée d'autant. Patientons, vivons à la semaine, vivons au mois, puisqu'aussi bien nous avons été obligés de prendre cette habitude par suite du fonctionnement de l'Office et comme conséquence de la rareté des produits et de l'élévation des cours.

Sachons résister aux sollicitations qui ne manqueront pas de se produire dans nos officines. Nous avons perdu, depuis la guerre, l'habitude de consulter les mercuriales des marchés de la droguerie et pour la meilleure des raisons, c'est que presque aucun prix courant ne pouvait être tenu à jour. Je prévois que le service des prix-courants ne va pas reprendre de suite : entre les prix taxés d'hier et les prix d'après-demain, il y aura une marge considérable ; elle ne nous sera défavorable que si notre indifférence ou notre paresse le permettent.

Bien tardivement, j'en fais l'aveu, je me suis rendu compte du service inappréciable que rendait au petit pharmacien la tenue quotidiennement surveillée du livre d'achats. Mû par le sentiment du néophyte qu'une expérience profitable a désabusé je voudrais convaincre mes confrères de cette vérité : il ne sert de rien de crier à l'abus, quand on peut soi-même travailler à le corriger.

Dans un prochain article, nous espérons pouvoir apporter quelques précisions, pour justifier ces généralités que mes lecteurs voudront bien me pardonner par considération pour ma bonne volonté.

J. FEUILLOUX.

AVIS IMPORTANT

Nous prions instamment nos membres syndiqués de faire bon accueil aux quittances semestrielles et annuelles qui vont leur être présentées incessamment. En cas de refus légitime, ils voudront bien en adresser les motifs et leurs réclamations à notre trésorier H. COULLON, 408, rue Vieille-du-Temple, Paris (3^e).

Procédé boche !

Au *Bulletin* du 30 novembre dernier, j'ai stigmatisé la conduite des directeurs de la Société chimique des usines du Rhône, dans un article de ton volontairement modéré.

J'estimais que je devais écrire les lignes réfléchies que j'ai publiées sous le titre : *Les exploits de la Société des usines du Rhône*, car j'étais l'interprète des réclamations du public privé de médicaments.

Dans la grande presse, personne n'a mis en relief les agissements de la puissante Société, à tout le moins je n'ai pas eu connaissance d'essais de ce genre.

Dans la presse professionnelle, quelques collègues (les deux Paul, entre autres, M. Paul GARNAL et M. Paul HUBAULT), avaient déjà soulevé un coin du voile camouflé qui couvre la *Société des usines du Rhône*.

J'ai considéré comme un devoir d'exposer, en pleine épidémie meurtrière, les doléances du corps pharmaceutique, dans un organe syndical qui n'a pas encore pris l'habitude des polémiques virulentes.

J'ai dit loyalement le peu que je savais, j'ai visé droit au but, j'ai touché juste, et la meilleure preuve c'est que la richissime Société des usines du Rhône s'est empressée de me faire savoir qu'elle retirait sa publicité du *Bulletin de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine*. Ainsi l'article du directeur du *Bulletin* se trouve estimé : cinq cents francs.

Même en temps de vie chère, cela peut passer pour un bon prix et n'était ma modestie justifiée, je serais tenté d'en tirer quelque vanité.

Je préfère déduire de cet incident personnel que mes confrères m'excuseront d'avoir relaté la seule conclusion logique :

La *Société des Usines du Rhône* a usé vis-à-vis de ma chétive personne d'un procédé qui pue le Boche, mais qui n'empêchera jamais le directeur du *Bulletin* de défendre, en toute indépendance, les intérêts professionnels.

J. F.

Recommandation importante.

Dans l'intérêt général et pour faciliter à nos confrères mobilisés la connaissance des lois parues depuis la guerre, nous publions dans le *Bulletin* : *La loi sur le moratorium des veuves*, la loi sur les loyers. Le texte de cette dernière prendra deux ou trois numéros. Nous prions nos confrères de conserver la série des numéros du *Bulletin* de cette année, afin qu'ils aient facilement, sous la main, les renseignements utiles. Nous nous proposons de faire paraître en février et en mars une étude sur le régime fiscal en ce qu'il touche aux bénéfices industriels et commerciaux. Nous rappelons que les abonnés de la revue *Judicio* trouveront auprès de M^r A. CRINON, l'assistance et la représentation gratuites devant les Commissions arbitrales.

Copie d'une fausse ordonnance

présentée dans une pharmacie de la rive gauche.

Ch. cocaïne : trente centigrs.

Eau distillée : 10 grs.

Introduire un tampon de ouate légèrement imbibé de la solution dans les fosses nasales au moment des crises douloureuses.

Paris, 20-12-1918.

D^r BERT.

1, rue Truffaut.

PROTESTATION NÉCESSAIRE

Dans une récente séance de l'Académie de médecine, M. le professeur CHAUFFARD a eu à cœur de proposer aux suffrages de ses pairs, la motion suivante :

« L'Académie de médecine, reconnaissant les admirables services rendus, au cours de cette longue guerre, par nos médecins aux armées, veut à l'heure de la victoire, honorer respectueusement la mémoire de ceux d'entre eux qui sont morts pour la patrie, puis adresser à tous nos confrères des armées un public hommage pour leur courage, leur abnégation, leur dévouement sans limite. Elle leur exprime sa très haute estime et sa fraternelle sympathie. »

Naturellement cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

Nous nous réjouissons de cet hommage rendu aux médecins mobilisés, mais nous regrettons qu'aucun des pharmaciens de la section de pharmacie à l'Académie de médecine, n'ait saisi cette occasion de faire citer à l'ordre du jour de l'Académie nos confrères mobilisés.

Nous voulons croire qu'aucun de nos honorables Maîtres n'assistait à la séance, ou alors nous ne comprenons pas ce regrettable oubli.

Mieux que quiconque nos Maîtres savent les services rendus par les pharmaciens mobilisés. Ils auraient certainement provoqué l'unanime adhésion à la mention élogieuse du rôle des « collets verts ». Est-ce que l'Union sacrée ne saurait trouver un refuge à la docte Académie ?

J. F.

RÉUNION

des représentants des Syndicats de réglementation, et des membres du Conseil d'administration de l'Association générale des pharmaciens de France.

Provoquée par MM. les représentants des Syndicats de Réglementation cette réunion eut lieu au siège social, 5, rue des Grands-Augustins, le samedi 18 janvier, à 14 h. 30, sous la présidence de M. le Dr H. MARTIN, Président de l'A. G.

Présents : MM. FUMOZE et COMAR, du Syndicat général de la Réglementation.

M. CASTANET, Secrétaire général de la Chambre syndicale des Produits pharmaceutiques.

M. LONGUET, Secrétaire général du groupe des Tiekettistes.

MM. CABROL, DUJARDIN et RACHT, de la Société des marques réglementées.

MM. H. MARTIN, CRINON, COLLARD, CORDIER, CHEVRET, LAURENCIN, JOLY, FEUILLOUX, membres du Conseil d'administration de l'A. G.

Le Dr H. MARTIN souhaite la bienvenue à nos confrères spécialistes et prie MM. LONGUET et FEUILLOUX d'être les secrétaires de la séance.

Puis il donne la parole à M. COMAR pour exposer les raisons qui ont motivé la réunion de ce jour : mécontentement des pharmaciens justifié par l'insuffisance du taux de la remise grevée des frais de port et d'emballage, encore plus onéreux depuis la guerre ; majoration subéquente du prix marqué par un certain nombre de pharmaciens syndiqués de province.

Un large débat confraternel s'institue à la suite de l'exposé de M. COMAR. Toutes les questions sont envisagées de façon à amener une collaboration suivie entre fabricants, grossistes et détaillants.

En fin de séance, les deux résolutions suivantes sont adoptées à l'unanimité :

1^o Intégralité, pour le pharmacien, de la remise accordée par la Réglementation imposée par le fabricant.

2^o Transformation de la Commission d'arbitrage, pour la représentation à cette Commission, des membres du Syndicat général de la Droguerie française, en vue d'établir des sanctions contre les délinquants appartenant à l'une des trois catégories : pharmaciens, droguistes, fabricants.

Suivant la décision à prendre, il sera accordé aux représentants du groupe visé une représentation prépondérante.

L'un des Secrétaires de la séance,

J. FEUILLOUX.

Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 14 janvier 1919.

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Étaient présents : MM. LAURENCIN, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, NORMAND, LENAÏN, COLLESSON, LOISEL et POULIÉ.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

Décès. — M. le Président a le regret de faire part au Conseil du décès de M. Jean LACROIX, pharmacien aide-major de 1^{re} classe, survenu aux armées le 30 septembre 1918.

Notre confrère Jean LAROCHE a eu la douleur de perdre sa fille, âgée de 16 ans.

Nous apprenons aussi la mort de notre confrère Louis LUCET, de Bois-Colombes, et celle de M. ROSSET, 38, boulevard Montparnasse.

Le Conseil adresse ses bien sincères condoléances à ces familles tant éprouvées.

Correspondance. — L'Union amicale d'Alsace-Lorraine nous adresse ses remerciements pour la souscription qui lui a été votée par notre dernier Conseil.

La Fédération nationale d'assistance aux Mutilés de terre et de mer demande le concours de notre Chambre syndicale pour aider à placer les mutilés de guerre.

Une note à ce sujet sera publiée au *Bulletin*.

Communication de la Préfecture de police. — M. le Président donne lecture de la lettre suivante :

Paris, le 7 janvier 1919.

Le Préfet de Police
à Monsieur le Président de la Chambre syndicale
des pharmaciens de la Seine.

« Aux termes de l'article 40 du décret du 14 septembre 1916, sur le commerce des substances vénéneuses, les pharmaciens qui délivrent les substances du Tableau B aux médecins, vétérinaires, chirurgiens-dentistes et sages-femmes pour l'exercice de leur profession, sont tenus de m'adresser tous les trimestres, le relevé des livraisons de toxiques faites par eux à ces praticiens.

« Or, les relevés qui me sont parvenus pour les trois premiers trimestres de 1918, sont en nombre extrêmement faibles et beaucoup de pharmaciens négligent de se conformer à l'obligation prescrite par les dispositions susvisées.

« Cependant mon administration a le plus grand intérêt à se rendre compte de la destination des toxiques vendus par les pharmaciens et les relevés trimestriels qu'ils doivent me fournir, peuvent seuls me permettre d'exercer, sur le commerce des stupéfiants, un contrôle utile.

« En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien inviter les pharmaciens de la Seine à se conformer strictement aux dispositions de l'article 40 du décret du 14 septembre 1916.

« D'autre part, l'examen des relevés du 1^{er} trimestre 1918 a permis d'établir que des substances du tableau B sont parfois délivrées à des praticiens ne se trouvant pas dans les conditions requises, soit qu'ils n'aient pas leurs domiciles dans les communes où ils se sont procuré ces substances, soit qu'ils appartiennent actuellement à l'armée et que, comme médecins militaires, ils n'aient pas à demander aux pharmaciens civils les médicaments dont ils doivent être approvisionnés par les infirmeries régimentaires, ou les formations sanitaires dont ils relèvent.

« Il conviendrait de rappeler, aux pharmaciens que l'interdiction qui leur est faite, par le décret du 14 septembre 1916, de délivrer des stupéfiants à des médecins n'habitant pas leur commune, comprend implicitement pour eux l'obligation de vérifier que les médecins qui leur présentent des bons de toxiques sont bien autorisés à exercer, vérifications qu'ils peuvent facilement faire en consultant les annuaires médicaux dont ils disposent. Il reste entendu aussi que les titulaires du diplôme d'Etat français qui n'exercent pas, c'est-à-dire qui n'ont pas fait la déclaration prévue à l'article 22 de la loi du 30 novembre 1892, ne sont pas habilités à recevoir des stupéfiants dans les conditions exclusivement réservées à ceux qui exercent.

« Je vous serais donc obligé d'attirer l'attention de vos confrères, par l'organe de votre *Bulletin*, sur l'intérêt qu'il y a, pour la protection de la santé publique, à ce qu'ils s'inspirent des indications précitées dans la délivrance aux médecins des substances vénéneuses inscrites au tableau B. »

Pour le Préfet de police :

Le Chef de la 2^e division,

M. HONORAT.

Communication de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France. — M. le Président fait part au Conseil de la lettre de M. Eugène PROTHÈRE, publiée dans notre dernier *Bulletin*, relative au projet d'ériger un monument à Parmentier.

Office des produits chimiques et pharmaceutiques. — M. LAURENCIN. — En réponse à mes nombreuses protestations adressées à l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques, le Directeur vient de m'adresser la lettre suivante :

« En réponse à votre lettre du 7 courant, j'ai l'honneur de vous faire
« connaître qu'en ce qui concerne le benzoate de soude il n'est pas en
« mon pouvoir d'interdire la vente de ce produit provenant de l'étranger
« à un prix supérieur à la taxe ; il n'est également pas en mon pouvoir
« de le faire réquisitionner. Néanmoins, si vous voulez me signaler les
« Maisons qui vendent actuellement ce produit au-dessus de la taxe,
« peut-être pourrai-je intervenir auprès du Service de Santé pour qu'il
« réquisitionne le benzoate de soude en stock dans ces Maisons et le
« faire vendre à des prix normaux, mais qui seront toutefois supérieurs
« au prix réglementé.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considé-
« ration distinguée. »

A la date du 23 décembre dernier, j'avais reçu cette autre lettre de
l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques :

« J'ai l'honneur de vous confirmer les termes de notre dernier entre-
« tien.

« Des dispositions étant sur le point d'être prises actuellement par
« divers services de guerre pour rendre la liberté entière aussi bien
« pour l'achat et la vente, que pour l'entrée et la sortie de France de
« divers produits, jusqu'à présent contrôlés, j'envisage de rendre la
« même liberté à ceux de ces produits qui sont actuellement régle-
« mentés pour la livraison et la vente aux pharmaciens. Parmi ceux-ci
« figurent :

Acide salicylique ;
Salicylate de soude ;
Salol ;
Salicylate de méthyle ;
Résorcine ;
Glycérine ;
Eau oxygénée ;
Huile de Ricin ;
Bi-carbonate de soude ;
Formol.

« Je me propose de laisser libres ces produits à dater du 1^{er} jan-
« vier 1919 estimant que les stocks disponibles et la fabrication sont de
« nature à assurer tous les besoins sous réserve d'une atténuation de
« la crise des transports.

« Néanmoins, si vous estimez qu'il y a intérêt pendant un certain
« temps à constituer pour chacun des produits un petit stock chez un
« droguiste, de façon à donner satisfaction au moyen de bons visés par
« l'Office, aux réclamations des pharmaciens qui n'auraient pu trouver
« à être approvisionnés dans le commerce, je suis à votre disposition
« pour constituer ces stocks tant que le besoin s'en fera sentir.

« En ce qui concerne les autres produits, à savoir :

Quinine ;
Aspirine ;
Antipyrine ;
Pyramidon ;
Benzoate de soude ;

« les réglementations actuellement en vigueur continueraient à fonctionner pendant un certain temps, la liberté n'étant pas encore rendue à ces produits pour l'entrée et la sortie de France et l'approvisionnement pouvant rester de ce fait défectueux.

« Je crois cependant qu'à dater du 1^{er} mars, la liberté pourrait être accordée également à ces produits, sous réserve de constitution d'un stock comme il a été dit plus haut.

« Je vous serais obligé de me faire connaître dans le plus bref délai si votre Syndicat partage ma manière de voir à ce sujet.

« Je vous adresse inens, ainsi que vous m'en avez manifesté le désir, les quantités de divers produits contingentés qui ont été mises à la disposition des droguistes pour le mois de janvier.

« J'appelle néanmoins votre attention sur ce que :

« En ce qui concerne les cinq derniers produits qui correspondent à de gros tonnages, les droguistes n'ont pu que très difficilement prendre livraison, jusqu'à présent, des quantités attribuées, en raison de la crise des transports.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée. »

Répartitions faites par l'Office le 25 décembre et destinées à assurer les besoins des pharmaciens jusqu'au 25 janvier :

Quinine	1.300 Kilos
Aspirine	1.700 —
Antipyrine	1.500 —
Salol	800 —
Pyramidon	600 —
Salicylate de soude cristallisé	1.300 —
— — — amorphe	— —
— — — de méthyle	1.200 —
Résorcine	300 —
Acide salicylique cristallisé	400 —
— — — amorphe	— —
Benzoate de soude	1.300 —
Glycérine	100.000 —
Eau oxygénée	40.000 —
Huile de ricin	30.000 —
Bi-carbonate	100.000 —
Formol	16.000 —

Proposition de publication d'un exposé résumant les lois, décrets, arrêtés, intervenus depuis le 31 juillet 1914. — Un de nos confrères, M. BAUCHE, 39, rue Vaneau, vient d'adresser à M. le Président la lettre suivante :

« Un grand nombre de pharmaciens mobilisés n'ont pu se tenir au courant des principales modifications survenues dans la législation pendant la guerre. S'il n'est pas indispensable de posséder l'exposé complet des lois, décrets, arrêtés intervenus depuis le 31 juillet 1914, il est par contre nécessaire de bien connaître le nouveau régime fiscal, la loi de finance du 31 décembre 1917, la loi sur les loyers.

« Pour être suffisamment éclairé sur ses droits et sur les prescriptions légales à observer, il faut pour ceux qui ne sont pas initiés à la science du Droit, se reporter non seulement aux textes législatifs et réglementaires, mais encore à des commentaires autorisés.

« Où trouver ces commentaires ? Dans des ouvrages spéciaux, très onéreux, qu'il faut savoir choisir judicieusement. On me répondra peut-être, avec juste raison, que le *Bulletin* de la Chambre syndicale a renseigné ses lecteurs, au fur et à mesure de la promulgation des lois nouvelles. Mais tous les mobilisés savent que le *Bulletin* n'est pas régulièrement parvenu, par suite des mutations et déplacements successifs, et qu'au surplus, il n'était pas aisé, loin de son domicile, de colliger les documents intéressants portés à notre connaissance.

« Comme suite à ces considérations, j'ai l'honneur de demander au Conseil de la Chambre syndicale s'il ne serait pas possible de faire rédiger un memento pratique coordonnant les notions juridiques indispensables sur les lois précitées.

« Par cette innovation, le Conseil rendrait un service inestimable aux nombreux sociétaires mobilisés. De retour dans leur foyer, ils auraient ainsi, sous la main, un guide éclairé pouvant les conseiller dans leurs relations avec le propriétaire et l'administration des Contributions. »

M. LOISEL. — Il y aurait une chose à faire, renvoyer cette question à M^e CRINON en lui demandant si, dans son journal de droit *Judicio* il ne pourrait pas condenser tous ses points.

M. FEUILLOUX. — C'est une question à présenter à l'Association générale qui, si elle veut en prendre la responsabilité, n'aura qu'à déléguer ses pouvoirs à M^e CRINON.

Je crois donc que le Conseil d'administration pourrait proposer ce travail, avec avis favorable, au prochain Conseil de l'A. G. (Adopté.)

Fausse ordonnance. — M. DEBRUÈRES, pharmacien, rue du Four, signale à l'attention de la Chambre syndicale une fausse ordonnance que le Conseil décide de publier dans le prochain *Bulletin*.

Herboristes. — M. le Président lit au Conseil la lettre suivante adressée par un de nos confrères :

« Je me vois obligé d'attirer de nouveau votre attention sur la vente des tisanes composées, présentées comme de véritables médicaments, par les herboristes.

« Tisanes pectorales, spécialement composées, pour la guérison des affections des bronches, tisanes antirhumatismales, tisanes contre les maux d'estomac, tisanes dépuratives, etc., mélanges de plantes diverses dont la composition ne figure naturellement pas sur l'étiquette et dont l'enveloppe extérieure est non moins naturellement dépourvue de la vignette obligatoire dans les pharmacies.

« Vous nous avez bien dit à différentes reprises que les tribunaux n'étaient pas très disposés à accueillir avec faveur nos plaintes en exercice illégal au cours des hostilités, outre que celles-ci sont maintenant terminées, d'autres moyens d'action sont heureusement mis à notre disposition.

« Je vous prie donc de vouloir bien présenter au Conseil la proposition :

« 1^o d'attirer l'attention de la Préfecture de police sur les abus commis dans cet ordre de faits ;

« 2^o celle de l'Ecole en ce qui concerne l'inspection des herboristes ;

« et 3^o d'avertir le Syndicat de la droguerie du danger que pourraient courir ses membres en continuant à fournir aux herboristes les moyens d'exercer illégalement la pharmacie.

« Je demande également que notre Chambre syndicale décide de faire intervenir l'action publique contre les fournisseurs complices de l'exercice illégal de la pharmacie par les herboristes. »

Affaires judiciaires. — M^e A. GRINON, remplaçant M^e POIGNARD, malade, a obtenu, le jeudi 12 décembre 1918, confirmation du jugement prononcé contre M. C. . . . pharmacien, pour possession de deux officines, le condamnant à 500 francs de dommages-intérêts envers la Chambre syndicale et à 500 francs d'amende.

Etat de Caisse. — M. COULLON, Trésorier, donne lecture de son Etat de Caisse qui se solde au 31 décembre 1918 par un excédent de 4.451 fr. 70.

Admissions. — MM. BERTRAND (Philippe-Jean), 193, avenue du Maine, Paris ; parrains : MM. BOULOUY et LECOQ.

M. BERGER (Angel-Edmond-Raoul), 60, rue Dutot, Paris ; parrains : MM. BEURTON et BERGER.

M. FAYET (Jean-Claude), 304, rue Saint-Jacques, Paris ; parrains : MM. BERNHARD et LAURENCIN.

Candidatures nouvelles. — M. AMSLER (Albert-Ernest), 36, Grande-Rue, Créteil.

M. CHATY (Lucien), 89, avenue d'Italie, Paris.

M. DENISOT (Georges-Charles-Joseph), 19, rue de Fleurus, Paris.

M. GÉRY (Louis-Armand), 127, rue de la Chapelle, Paris.

M. GUILLEMIN (Henri-Louis), 3, rue du Pont, Charenton.

M. PIERRE (Léon-Simon), 39, rue Charles-Nodier, Pré-Saint-Gervais.

M. THIEULIN (Emile), 55, boulevard de Sébastopol, Paris.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Démission. — M. Eug. COLLIN, 41 bis, rue de Paris, Colombes.

SOUSCRIPTION

en faveur des Confrères belges et français
DES RÉGIONS ENVAHIES

DIX-NEUVIÈME LISTE

Noms et adresses des Souscripteurs.	Montant des souscriptions.
MM. DUREL, 7, boulevard Denain, Paris	100 »
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris.	100 »
GUIGNIER, 91, rue Saint-Lazare	50 »
GUILLEMOTEAU, 26, rue Richer	25 »
LESAGE, à Clamart	20 »
LOISEL, 4, square des Maronniers, Saint-Maur	50 »
Pharmacie Centrale des Pharmaciens de France, 21, rue des Nonnains-d'Hyères	1.000 »
POMPANON, 43, rue de Rennes, Paris	100 »
Société du Phoscao (envoyé par M. Dardanne	500 »
VALENTIN, 48, Grande-Rue, à Créteil	150 »
VICARIO, 17, boulevard Haussmann, Paris	500 »
VINCENT, 12, rue du Pont-Neuf, Paris	100 »
WEISS, 21, place des Vosges, Paris	500 »
Montant de la dix-neuvième liste	3.195 »
Montant des listes précédentes	14.508 70
Total au 24 janvier 1919	<u>17.700 70</u>

Souscription Parmentier.

MM. FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris	40 »
LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard, Paris	25 »
LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt, Paris	10 »
LOISEL, 4, square des Maronniers, à Saint-Maur	10 »
SIMON, à Carnac (Morbihan).	3 25
Société du Phoscao (envoyé par M. Dardanne)	100 »
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil	5 »
VICARIO, 17, boulevard Haussmann, Paris	50 »
Total au 24 janvier 1919	<u>213 25</u>

De Médor à Follette !

(Lettre d'un chien sanitaire à sa petite amie).

Je suis très inquiet, ma chère Follette,
Sans lettre de toi depuis un grand mois...
Çà, m'oublieras-tu, petite levrette ?
Rien que d'y penser je suis aux abois !
Parti sur le front comme volontaire
J'appartiens depuis au Corps de Santé...
Mais n'en parle pas au vétérinaire
Il serait froissé dans sa dignité.

Quelqu'un du quartier m'a dit qu'en cachette
On voyait souvent ton museau busqué
Se laisser conter volontiers fleurette
Par le gros Sultan, ce sale embusqué.
Comment toi, m'amour, si belle et si fière
Peux-tu te commettre avec ce froussard
A qui mon plus grand bonheur après guerre
Sera de fourrer mes crocs quelque part ?

Tu voudrais savoir, curiosité pure,
Dans quel patelin on est installé...
Ignorerais-tu que par la Censure
Depuis fort longtemps on est muselé...
A ce sujet-là tu me dis, Follette,
Qu'on garnit de cuir ton museau futé...
Ma tranquillité serait plus complète
Si l'on muselait l'autre extrémité !

Dans tous tes billets tu gémis sans cesse :
« Nous manquons de tout, la France est bien bas... »
Parbleu ! je vois bien où le bât te blesse :
Plus de bon susucré et plus de bâbas !...
Tu n'as, selon toi, plus rien à te mettre
Qu'un vieux paletot avec passepoil.
— « Bientôt — me dis-tu — cet hiver peut-être
« J'en serai réduite à sortir à poil ! »

Pour moi, je me plais bien mieux qu'à l'arrière :
On ignore ici fouet, laisse et collier ;
Jamais nul n'a vu la moindre fourrière...
— Ce qui fait d'ailleurs rager le fourrier ! —
Seul notre adjudant est hargueux et rogne ;
Il gueule pour tout... même pour des riens.
Il est tout le temps d'une humeur de dogue
Comme s'il croyait parler à des chiens.

Hier soir, avec Dick, mon vieux camarade,
Comme nous mourions de faim, sans remords,
On s'est envoyé toute une pintade
Que comptaient, le soir, manger nos majors,
Mais le châtime — contre notre attente —
N'a pas été long, car une heure après,
Bien que chien d'arrêt j'avais la courante
Et Dick, chien courant, était aux arrêts.

Mon tout dernier maître était un grand diable
Qui dans le civil était comédien...
Et je partageais son lit et sa table
Car entre cabots on s'entend très bien !
Mais las de jouer une même panne,
Lui qui fut César et Napoléon,
Sur le parapet, montant d'un air crâne
Il s'est fait tuer un soir pour de bon.

On l'a rapporté respirant à peine...
J'ai léché ses mains couvertes de sang.
Il m'a regardé... puis, perdant haleine,
Il a murmuré d'un ton caressant :
— « Ah ! c'est toi Mirza, ma petite chienne
« Que j'ai dû laisser en quittant Paris... »
Sa tête à ces mots roula sur la mienne
Et sous mes baisers j'ai clos ses yeux gris.

J'ai le cœur serré de te savoir seule...
Sois prudente au moins... car dans les journaux
Il n'est question que de « grippe épagneule »
Garde-toi surtout de boire aux ruisseaux.
Mais il faut mettre un terme à ma prose
J'ai l'espoir bientôt, si tout marche bien,
D'aller embrasser ta gueugueule rose...
Reçois les baisers de ton gros chien-chien !

Médor.

Pour copie conforme :
Eric ALAIN.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Croix de la Légion d'honneur

Par décision du Ministère de la guerre sont inscrits au tableau spécial de la Légion d'honneur, pour chevalier, à compter du 28 décembre 1918 :

MM. TASSILLY (Eugène), chef de bataillon d'infanterie (territorial) à l'inspection des études chimiques.
DELAPOSTE (Alfred), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
BARRUÉ (Jean-Félix), pharmacien aide-major de 1^{re} classe (territorial).
SARRAZIN (Nestor-Emile), pharmacien major de 2^e classe (réserve).
WIBAU (Jules), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
CROUZILLARD (Paul-Louis), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
HODENCO (Joseph-Alexis), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
SANSON (Célestin), pharmacien major de 2^e classe (réserve).
PIE (Alexis), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
MERVEAU (Jules), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
MARTIN (Léon-Achille), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
GUILLLOT (Albert), pharmacien major de 2^e classe (réserve).
TARBOURIECH (Pierre-Joseph), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
BALDY (Frédéric-Marie), pharmacien major de 1^{re} classe (territorial).
CHASSAIGNE (Louis-Antoine), pharmacien aide-major de 1^{re} classe (territorial).
BRACQUEMONT (Auguste), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
BONDOUY (Théophile-Joseph), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
LECLAIR (Edmond-Louis), pharmacien major de 1^{re} classe (territorial).
BEN SIMON (Isaac-Jacques), pharmacien major de 2^e classe (territorial).
DUMESNIL (Ernest-Joseph), pharmacien major de 2^e classe (territorial).

Military Cross (Légion d'honneur anglaise).

Chef d'escadron JAMMES, commandant le 2^e groupe du 105^e d'artillerie.

« Officier remarquable sous tous les rapports, trouvant toujours la solution juste dans les circonstances les plus difficiles, tant dans la troupe que dans l'état-major. A pris part à toutes les grosses affaires se faisant toujours remarquer par sa belle conduite au feu. 5 citations, 4 blessures. »

7^e citation à l'ordre du corps d'armée :

« A fait preuve au cours des 3 périodes de rudes combats, sur l'Aisne, dans les Flandres, sur l'Ourcq, des plus belles qualités militaires, rendant, comme commandant du S. R. A., les plus grands services au commandement de l'artillerie du 2^e corps de cavalerie.

« par son intelligence toujours en éveil; son ingéniosité, son activité et son dévouement à toute épreuve.

« Est parvenu en particulier, dans les Flandres, de concert avec l'artillerie britannique, à recueillir sur l'artillerie allemande des renseignements qui permirent de la neutraliser avec succès. »

Nous renouvelons à M. JAMMES, notre vaillant confrère du Rond-Point-de-Longchamp, nos plus chaleureuses félicitations.

Citations — Croix de Guerre

Le commandant du 67^e bataillon de chasseurs alpins cite à l'ordre du bataillon :

Le pharmacien aide-major de seconde classe, VINCENT (Marcel), du 67^e bataillon de chasseurs alpins : « Pharmacien aide-major de 2^e classe, homme de devoir et d'une haute conscience, mobilisé depuis le début de la campagne a demandé à servir dans un bataillon actif où il s'est dépensé sans compter et a fait preuve d'un dévouement au-dessus de tout éloge dans l'accomplissement de sa fonction. S'est distingué particulièrement pendant la période difficile du 3 au 18 juin 1918; n'a été évacué qu'à la dernière limite de ses forces. »

M. Marcel VINCENT est le fils de M. G. VINCENT, pharmacien, 12, rue du Pont-Neuf.

DESCOURAUX (Jean), médecin auxiliaire classe 1918 :

« Était déjà signalé par son courage aux affaires du Mont-Noir. Le 29 juillet au Mont-sans-Nom, a fait preuve du plus grand sang froid en aidant à l'évacuation des nombreux blessés de son P. S. sous un bombardement de tous les instants. »

M. DESCOURAUX, fils de notre confrère de la place de la République, est étudiant en médecine et en pharmacie.

Extrait de l'ordre du groupe n° 45 du 8 novembre 1918 :

Paul FIÉVET, 3^e bataillon de marche d'infanterie légère d'Afrique, pharmacien aide-major de 4^e classe :

« Auxiliaire précieux du médecin chef, a fait preuve d'un dévouement absolu et inlassable au cours des dernières affaires, se dépensant sans compter avec un courage et un zèle au-dessus de tout éloge. »

P.-S. — Le 3^e bataillon de marche a reçu la fourragère aux couleurs de la Légion d'honneur.

Ordre de la 6^e armée du 18 septembre 1918, n° 638 :

Maurice FIÉVET, 216^e régiment d'infanterie, 17^e compagnie.

« Sous-officier de renseignements d'un bataillon, a été pour le groupe d'observateurs qu'il dirigeait un modèle d'activité et de cou-

« rage, pendant les combats du 21 juillet (contre-offensive). Blessé en accomplissant sa mission. » (4^e citation).

Extrait de l'ordre du régiment, n° 1360 du 28 juillet 1918 :

Georges FIÉVER, du 116^e régiment d'infanterie, 2^e compagnie :

« Au cours des combats des 15 et 16 juillet 1918, a, sous un bombardement très violent, assuré son service d'observateur, avec le plus grand sang-froid. »

Extrait de l'ordre du régiment, n° 2683 :

Jean FIÉVER, téléphoniste au 150^e régiment d'infanterie :

« Le 15 juillet 1918, s'est dépensé sans compter pour assurer la réparation des lignes téléphoniques malgré les bombardements très violents. » (2^e citation).

P.-S. — Les trois unités ci-dessus ont reçu la fourragère aux couleurs de la médaille militaire.

INSTRUCTION

Pour les étudiants en pharmacie des classes antérieures à la classe 1918, qui ont été sous les drapeaux pendant la guerre.

I. — Ancien régime.

(Loi du 19 avril 1918, décrets des 26 juillet 1883 et 29 juillet 1889.)

Les étudiants en pharmacie qui ont commencé leurs études suivant l'ancien régime, pourront, pour accélérer leur scolarité, faire en un trimestre les travaux pratiques correspondant à l'année de la reprise de leurs études. Ces travaux seront disposés de telle manière qu'en trois mois l'étudiant puisse recevoir la formation pratique essentielle.

Ces étudiants pourront passer le premier et le deuxième examen probatoire après la dixième inscription.

II. — Nouveau régime.

(Décret du 26 juillet 1909.)

a) Le décret du 20 décembre 1918 a autorisé les étudiants qui ont commencé leurs études suivant le nouveau régime à les terminer suivant l'ancien régime. Cette mesure est destinée à abrégier leur scolarité tout en leur assurant une instruction professionnelle et scientifique suffisante.

b) Les étudiants de quatrième année n'auront plus qu'à passer leurs examens probatoires. Ils devront faire d'autre part une période de trois mois de travaux pratiques, disposés de telle manière que ces tra-

vaux puissent leur assurer dans ses éléments essentiels la formation d'une année.

c) Les étudiants de troisième année de la classe 1914 et des classes antérieures qui n'ont pu commencer leur scolarité de cette année, pourront se présenter aux examens définitifs, après une période de trois mois d'études, pendant laquelle ils seront autorisés à suivre les travaux pratiques correspondants.

Les étudiants de troisième année qui ont déjà bénéficié de l'instruction du 25 mars 1918 devront faire un trimestre de travaux pratiques pour pouvoir poursuivre leur scolarité.

Les étudiants de 3^e année qui n'ont pas bénéficié de l'instruction du 25 mars 1918 pourront en bénéficier ultérieurement, ils devront subir l'examen semestriel et faire un trimestre de travaux pratiques pour poursuivre leur scolarité.

Pour ces étudiants, il sera organisé quelques conférences et des travaux de microbiologie.

d) Parmi les étudiants de 2^e année appartenant à la classe 1914 et aux classes antérieures, ceux qui n'ont pu encore bénéficier de l'instruction du 25 mars 1918 et qui en bénéficieront ultérieurement devront passer l'examen de fin de 2^e année de l'ancien régime. Ils devront, d'autre part, faire un trimestre de travaux pratiques pour pouvoir entrer en 3^e année.

Ceux qui ont bénéficié de l'instruction du 25 mars et passé l'examen de fin d'année devront faire un trimestre de travaux pratiques pour poursuivre leur scolarité.

e) Les étudiants des classes 1914 et des classes antérieures admis à l'examen de validation de stage, mais qui n'ont pu commencer leur scolarité, entreront en seconde année; mais ils devront passer l'examen qui termine la première année et faire une période de trois mois de travaux pratiques, tout en suivant l'enseignement et les travaux pratiques de deuxième année. Il en sera de même pour les étudiants des autres classes qui n'ont pas bénéficié de l'instruction du 25 mars 1918.

Les étudiants qui ont bénéficié de l'instruction du 25 mars 1918 et passé l'examen qui termine la première année devront faire, pendant trois mois, les travaux pratiques de première année, tout en suivant l'enseignement et les travaux pratiques de deuxième année.

III. — Stages.

Les stagiaires de l'ancien et du nouveau régime pourront passer sans délai l'examen de validation de stage, s'ils ont déjà fait au moins six mois de stage.

Les stagiaires qui, tout en ayant accompli leur stage n'ont pu, à cause de leur incorporation, passer l'examen de validation, pourront commencer leur scolarité à condition de subir avec succès l'examen de validation avant de se présenter à tout autre examen.

IV. — Enseignement.

Dés conférences et travaux pratiques complémentaires seront organisés pour les matières insuffisamment étudiées par les étudiants du nouveau régime qui opteront pour l'ancien.

L'organisation des travaux pratiques à effectuer pendant une période de trois mois, correspondant à une année, devra être soumise à l'Assemblée des professeurs et approuvée par elle.

Paris, le 10 janvier 1919.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des beaux-arts,*

L. LAFFERRE.

Académie des sciences.

Séance du 7 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON GUIGNARD (1)

Renouvellement du bureau. — M. Paul PAINLEVÉ, président sortant, prononce une allocution de remerciement à l'Académie et installe au fauteuil de la présidence, M. Léon GUIGNARD, président pour l'année 1919.

En prenant possession de son siège, M. le professeur L. GUIGNARD s'exprime en ces termes :

MES CHERS CONFRÈRES,

La tradition qui vous fait choisir votre président parmi les plus anciens membres de l'Académie n'est pas toujours sans inconvénient pour la direction de vos séances, et, convaincu de mon insuffisance à cet égard, mon premier mouvement avait été de décliner le grand honneur que vous m'avez fait en m'appelant à ce fauteuil.

Certes, si par l'exemple seul on pouvait se conduire, j'aurais trouvé en mes prédécesseurs les modèles les plus accomplis. Mais on n'imité pas plus l'autorité qu'on n'improvise le talent, et vous assurer de toute une bonne volonté, en échange de toute votre indulgence, m'eût semblé une garantie bien mince pour présider comme il convient à vos réunions.

Cependant, l'expérience si avisée de nos secrétaires perpétuels, leur constant dévouement, pour lequel nous ne saurions assez leur montrer toute notre gratitude, m'ont engagé à ne pas me dérober à l'insigne faveur dont votre bienveillante confraternité m'a donné un si éclatant témoignage.

Mes chers confrères, je vous remercie bien cordialement.

Il y a bientôt cinq ans, en dépit des avertissements répétés de ceux qui ne voulaient pas obstinément fermer les yeux pour ne pas voir, nous étions surpris par une guerre qu'un ennemi implacable préparait depuis un demi-siècle et sur la férocité de laquelle il comptait pour nous abattre. Qui oserait dire que nous n'ayons pas été, il y a quelques

(1) C'est un honneur pour la Pharmacie française et pour le Corps de l'Internat en pharmacie des hôpitaux de Paris, de voir porté à la Présidence de l'Académie des sciences notre Maître M. le professeur Léon Guignard, Directeur honoraire de l'Ecole supérieure de Pharmacie de Paris. Nous sommes heureux d'être l'interprète du Bureau de la Chambre Syndicale, en lui adressant nos respectueuses félicitations.

J. F.

semaines, surpris de même par la paix ? Pour être moins grosse de risques que la première, cette surprise rendrait inutile nos deuils et nos sacrifices si nous n'apportions sans retard l'effort nécessaire à l'exploitation de notre victoire.

Mais la collaboration de la science et de l'industrie pour la défense nationale a montré ce qu'on pouvait attendre de ce pays, auquel on déniait si insolemment tout esprit d'organisation. La nation qui a été, pendant la guerre, à la hauteur des circonstances les plus tragiques, déjouant par une improvisation ingénieuse et héroïque les plus lourds calculs de l'ennemi, saura de même, dans la paix, s'adapter aux exigences nouvelles de la lutte économique. Il s'agit de parfaire l'œuvre d'affranchissement par le développement de toutes les forces intellectuelles, de toutes les énergies de la France. Qui saurait, mieux que l'Académie, prendre les initiatives nécessaires et coordonner les efforts ?

Avec son éloquence coutumière, M. PAINLEVÉ a rappelé, dans notre dernière séance publique annuelle, ce que l'union de la science pure et de ses applications avait réalisé, dans ces longues et douloureuses années, pour organiser la victoire. Ce qu'il n'a pas dit, c'est l'impulsion vigoureuse et féconde donnée à cette collaboration par le Ministre qui avait créé la commission des inventions, mais il n'est personne ici qui ne la connaisse et ne l'apprecie toute à sa valeur.

Je suis certain, mes chers confrères, de répondre à vos sentiments unanimes en adressant nos affectueux remerciements à notre éminent président sortant, qui, malgré de très lourdes charges assumées par ailleurs, n'a pas cessé d'apporter à l'Académie le concours de son entier dévouement. (Applaudissements.)

LOI

Modifiant l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI et étendant le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 25 de la loi du 21 germinal an XI est complété ainsi qu'il suit :

« Au décès d'un pharmacien, la veuve, les enfants ou héritiers pourront continuer de tenir son officine ouverte pendant un délai qui, en aucun cas, ne pourra dépasser une année à compter du lendemain du décès, aux conditions de présenter à l'agrément de l'École ou Faculté dont dépend l'inspection de l'officine un étudiant majeur et pourvu d'au moins huit inscriptions de scolarité, en même temps qu'un pharmacien diplômé, établi ou non, sous la responsabilité duquel seront dirigées et surveillées toutes les opérations de l'officine.

« L'autorisation de gestion sera délivrée après avis conforme de l'École ou Faculté, par le préfet du département dans lequel est située l'officine. »

ART. 2. — Le délai d'un an accordé par l'article premier de la présente loi à la veuve, aux enfants ou héritiers d'un pharmacien décédé, est suspendu à dater du 31 juillet 1914. Un nouveau délai de deux ans est accordé aux personnes visées audit article. Il aura comme point de départ, le 1^{er} novembre qui suivra la date à laquelle le décret prévu aux articles premier et 2 de la loi du 4 juillet 1915 sera promulgué au siège de chacune des Écoles ou Facultés dont dépend l'inspection de l'officine.

Ce même délai profitera aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés antérieurement à la mobilisation au profit desquels le délai d'un an avait commencé à courir, mais qui n'était pas entièrement révolu audit jour.

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 9 février 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
*Le Ministre de l'Instruction publique,
des beaux-arts et des inventions
intéressant la défense nationale,*

Paul PAINLEVÉ.

Le Ministre de l'Intérieur,
MALVY.

Le Ministre de l'Agriculture,
Jules MÉLINE.

Le Ministre des Colonies,
Gaston DOUMERGUE.

LOI

*relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état
de guerre.*

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les contestations entre propriétaires et locataires, nées par suite de la guerre et relatives à l'exécution ou à la résiliation des baux à loyer, seront réglées par les dispositions exceptionnelles et temporaires ci-après :

TITRE PREMIER

Résiliations.

ART. 2. — Les baux à loyer seront, sans préjudice des causes de résiliation résultant du droit commun ou des conventions, résiliables conformément aux dispositions suivantes.

ART. 3. — Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve, de ses héritiers en ligne directe, ou, à leur défaut, de ses héritiers collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués.

La déclaration est adressée au bailleur par lettre recommandée.

S'il y a désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, la Commission arbitrale apprécie.

Cette déclaration aura lieu, à peine de forclusion, dans les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès et, si le décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de cette promulgation.

Lorsque le propriétaire établira qu'il a, sur la demande du locataire et pour les convenances personnelles de celui-ci, effectué dans les lieux loués, des travaux ou aménagements exceptionnels qu'il devait amortir pendant la durée de la location, la commission arbitrale, prévue au titre III de la présente loi, pourra, en tenant compte de la situation de fortune des parties et de la plus-value résultant de ces travaux pour l'immeuble, décider que la résiliation aura lieu moyennant une indemnité dont elle fixera le montant et les délais de paiement.

ART. 4. — La résiliation du bail peut, dans les mêmes cas, et sous condition de la déclaration prévue à l'article 3 dans les délais déterminés par ledit article, être prononcée sur la demande des autres héritiers du locataire et ayants-droit. Elle est alors ordonnée par la Commission arbitrale, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité.

S'il y a désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, la Commission arbitrale apprécie.

ART. 5. — La résiliation peut être prononcée sans indemnité, sur la demande de la femme, des enfants ou, à leur défaut, des ascendants des locataires appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté, peut être présumé.

Elle peut l'être également au profit des autres ayants-droit de ce locataire avec ou sans indemnité. S'il y a désaccord entre ceux qui ont le droit de réclamer la résiliation, la Commission arbitrale apprécie.

La déclaration prévue à l'article 3 doit alors être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis donné par le ministère de la guerre qu'il y a présomption de décès.

Si l'avis de présomption de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, la déclaration devra être faite dans le délai de six mois à dater de ladite promulgation.

ART. 6. — Lorsque tous les membres d'une Société en nom collectif, ou tous les gérants d'une Société en commandite simple, ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la Société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur, ou, à défaut du liquidateur, sur la déclaration des héritiers ou ayants-droit.

S'il y a désaccord entre les héritiers, la Commission arbitrale apprécie.

Si l'un des associés en nom collectif ou en commandite a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures reçues ou de maladie con-

tractée sous les drapeaux, et si son décès a entraîné la dissolution de la Société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou, à défaut du liquidateur, sur la demande d'un ayant-droit.

La déclaration prévue à l'article 3 doit être faite, à peine de forclusion, dans les cas déterminés au paragraphe 1^{er} du présent article, dans les trois mois de l'avis officiel du décès du dernier sociétaire en nom collectif ou du dernier gérant de la Société en commandite simple.

Dans le cas prévu par le troisième paragraphe, elle doit être faite dans les trois mois de la dissolution de la Société.

Si le décès prévu au paragraphe 1^{er} ou si la dissolution de Société prévue au troisième paragraphe sont antérieurs à la promulgation de la présente loi, les délais ci-dessus impartis courent à partir de ladite promulgation.

La résiliation dans les cas prévus par le présent article a lieu, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité.

ART. 7. — Si le locataire établit que, par suite de blessures reçues, ou de maladie contractée ou aggravée sous les drapeaux ou par suite de fait de guerre, s'il n'est pas mobilisé, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle, la résiliation sera prononcée, sur sa demande, sans indemnité.

Le locataire, dans les cas prévus au paragraphe précédent, devra faire, à peine de forclusion, la déclaration prévue par l'article 3, dans les six mois qui suivront sa mise en réforme ou la consolidation de son infirmité et, si ces événements sont antérieurs à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation.

ART. 8. — Seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent et dans les mêmes conditions, les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures ou de maladies occasionnées par ces faits.

La déclaration prévue à l'article 3 devra être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis officiel du décès et, si cet avis de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation.

ART. 9. — La résiliation du bail pourra être prononcée, avec ou sans indemnité, sur la demande du locataire qui justifiera que la guerre a modifié sa situation dans des conditions telles qu'il est évident que dans sa situation nouvelle il n'aurait pas contracté.

La déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.

ART. 10. — La résiliation du bail pourra de même, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2, être prononcée, avec ou sans indemnité, à la demande du bailleur qui justifiera :

1^o Ou que le locataire emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée et cause ainsi un dommage au bailleur :

2° Ou que le locataire ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille ;

3° Ou que le locataire, non exonéré en vertu de la présente loi, ne se conforme pas, en ce qui concerne les paiements, aux décisions de la Commission arbitrale.

ART. 11. — Dans tous les cas prévus ci-dessus, la résiliation devra être déclarée ou prononcée pour un terme d'usage, en observant les délais ordinaires des congés sans que ceux-ci puissent excéder trois mois.

Toutefois, la Commission arbitrale pourra ordonner que la résiliation produira effet à partir d'une autre date fixée par elle.

ART. 12. — La demande de résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions doit être notifiée aux créanciers antérieurement inscrits.

Le locataire devra produire à l'appui de sa demande en résiliation un état des inscriptions pouvant grever son fonds, ou un certificat négatif.

Les créanciers pourront notifier leur opposition dans le délai de quinzaine, à la charge de déclarer qu'ils entendent continuer le bail et en assumer les charges à leurs risques et périls pour parvenir à la réalisation dans les conditions prévues par la loi du 17 mars 1909.

ART. 13. — Le bail du locataire qui n'a pu emménager du fait de la mobilisation est résilié de plein droit à la demande du locataire.

TITRE II

Exonérations et délais.

ART. 14. — Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conventions, il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, des réductions de prix pouvant aller, à titre exceptionnel, jusqu'à l'exonération totale, au locataire non mobilisé, qui justifiera avoir été privé par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement du loyer.

Le locataire mobilisé sera dispensé de cette justification ; il appartiendra au propriétaire d'établir que la mobilisation du locataire lui a laissé le moyen d'acquitter tout ou partie des loyers échus.

Dans tous les cas, la Commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des revenus du locataire.

ART. 15. — Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 14, et comme tels totalement exonérés du paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories ci-après déterminées, et qui sont :

1° Ou bien mobilisés ;

2° Ou bien réformés à la suite de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée à la guerre ;

3° Ou bien attributaires soit de l'allocation militaire, soit de l'allocation des réfugiés, soit des secours de chômage régulièrement organisés par les départements et les communes, soit des secours permanents des bureaux de bienfaisance ou encore inscrits sur les listes d'assistance dressées en exécution de la loi du 14 juillet 1905 :

a) A Paris, dans le département de la Seine et dans les communes de la banlieue placées dans un rayon de 25 kilomètres des fortifications de Paris :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 500 francs, si le locataire est célibataire ; à 600 francs, s'il est marié ;

b) Dans les communes de 100.001 habitants et au-dessus, et dans les communes dont la distance des fortifications de Paris est supérieure à 25 kilomètres sans excéder 40 kilomètres et ayant plus de 2.500 habitants :

Logements dont le loyer est inférieur ou égal à 350 francs, si le locataire est célibataire ; à 400 francs, s'il est marié ;

c) Dans les communes de 20.001 à 100.000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 250 francs, si le locataire est célibataire ; à 300 francs, s'il est marié ;

d) Dans les communes de 5.001 et à 20.000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 francs, si le locataire est célibataire ; à 200 francs, s'il est marié ;

e) Dans les communes de 1.001 à 5.000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 francs, si le locataire est célibataire ; à 150 francs, s'il est marié ;

f) Dans les communes de moins de 1.000 habitants :

Logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 francs, si le locataire est célibataire ; à 100 francs, s'il est marié.

Les chiffres prévus aux alinéas précédents seront majorés de 100 francs par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire et pour chaque fils ou membre de la famille du mobilisé qui habitait sous le même toit dans les villes et communes comprises dans les catégories a et b ; de 75 francs dans les villes et communes comprises dans la catégorie c ; de 50 francs dans les autres communes.

Toutefois, sont exceptés du bénéfice des dispositions qui précèdent les locataires mobilisés à l'égard desquels il sera justifié qu'ils reçoivent, par suite de la mobilisation, un traitement, une solde ou une rétribution supérieurs d'un quart au traitement, au gain, à la rétribution ou au salaire qu'ils recevaient avant la guerre et pour toute la période de temps pendant laquelle il les reçoivent.

Si les locataires désignés aux paragraphes premier du présent article n'ont été mobilisés que pendant une partie de la durée de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera qu'à la période de temps pendant laquelle ils auront été mobilisés.

De même, si les attributaires d'allocations ou secours prévus au quatrième paragraphe du présent article n'ont été admis à ces allocations ou secours que pendant une partie de la durée de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera qu'à cette période.

La présomption qu'un locataire attributaire de l'allocation militaire remplit les conditions de l'article 14 pourra être combattue par la preuve

contraire devant la Commission arbitrale, excepté si ce locataire peut invoquer une des autres causes d'exonération prévues par la présente loi.

Les locataires mobilisés, affectés, en vertu de l'article 6 de la loi du 17 août 1915, à des établissements industriels travaillant à la défense nationale, pourront se prévaloir de l'exonération prévue au présent article, s'ils sont occupés dans un établissement trop éloigné de leur domicile habituel pour maintenir leur habitation dans les lieux loués et s'ils ne reçoivent pas un traitement, un salaire ou une rétribution supérieurs d'un quart à ceux qu'ils percevaient avant la guerre.

Dans tous les autres cas, ils seront soumis au régime des articles 14 et 16.

ART. 16. — Sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la Commission arbitrale, sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 14 et comme tels exonérés du paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1^{er} août 1914 au 1^{er} avril 1918 :

Les locataires, mobilisés ou non, occupant des logements compris dans l'une des catégories déterminées à l'article 15 et non exonérés de plein droit pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités.

A compter du 1^{er} avril 1918, ces locataires seront placés sous le régime de l'article 14 et pourront invoquer le bénéfice des dispositions de la présente loi devant les Commissions arbitrales.

ART. 17. — Dans tous les cas il pourra être accordé au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions.

ART. 18. — Pendant toute la période pour laquelle l'exonération totale leur est accordée en vertu des articles qui précèdent, les locataires seront maintenus en possession des lieux loués.

Seront également maintenus en possession des lieux loués, pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront la cessation des hostilités, les locataires ayant obtenu des exonérations ou des réductions, à charge par eux de se conformer aux décisions rendues par les Commissions arbitrales ou, lorsque ces exonérations ou réductions résulteront d'accords intervenus librement avec les bailleurs, aux conditions fixées par ces conventions.

Ces dispositions s'appliquent aux cas de bail expiré ou non expiré, ainsi qu'au cas où la location est régie par l'usage des lieux.

ART. 19. — Sont interdites pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution à l'égard des locataires mobilisés.

En conséquence, ceux-ci ne pourront être appelés devant la Commission arbitrale qu'à l'expiration du délai de six mois à compter du jour où ils auront cessé d'être présents sous les drapeaux.

Toutefois, ils pourront, à toute époque, s'ils le préfèrent, demander aux Commissions arbitrales de statuer dans les conditions prévues à la présente loi.

(A suivre.)

**Fédération Nationale d'Assistance aux Mutilés
des Armées de terre et de mer**

Siège social : 63, avenue des Champs-Élysées, Paris.

Paris, le 11 décembre 1918

MONSIEUR,

Je me permets de m'adresser à votre bonté et à votre charité patriotique pour vous prier de m'aider dans la lourde tâche du placement des mutilés de la guerre.

La Fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer a été fondée en décembre 1914; vous savez sans doute par les articles de Maurice BARRÈS, dans l'*Echo de Paris*, les grands services qu'elle a déjà rendus dans toute la France pour la prothèse, la rééducation et le placement.

Depuis sa fondation, je me suis particulièrement occupé du placement et le nombre croissant chaque jour des mutilés qui viennent s'inscrire à la Fédération est pour moi la cause d'un gros souci. C'est pourquoi j'ai recours à vous pour vous prier de recommander chaudement notre Œuvre. J'aurai besoin de toutes les bonnes volontés pour trouver des places pouvant convenir à tous les malheureux blessés ou amputés dont un grand nombre se trouve dans un complet dénuement.

Veuillez m'excuser de venir ainsi vous importuner, mais je considère qu'un devoir sacré incombe aujourd'hui à tous les Français : celui de venir en aide à tous ces braves, souvent des héros, à qui nous devons tant puisqu'ils sont les sauveurs de notre chère Patrie. Or, le meilleur moyen de leur payer notre dette de reconnaissance est de leur procurer des situations et des emplois.

Recevez, je vous prie, Monsieur, avec tous mes remerciements anticipés, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le Directeur du Service de placement :

Comte DE CHAUMONT-GUITER.

INFORMATIONS

Adjudication après décès de M. NICOD, en l'étude de M^e A. MOREL D'ARLEUX, notaire à Paris, 5, rue du Renard, le 14 février 1919, à 3 heures, d'un fonds de commerce de

PHARMACIE-DROGUERIE

à Paris, rue des Lombards, n^{os} 2 et 4 (4^e arr.).

Mise à prix pouvant être baissée : 60.000 francs. Marchandises en sus à dire d'experts. Loyer d'avance à rembourser 5.000 francs. — Consignation 5.000 francs. — S'adresser sur lieux et audit notaire.

A céder de suite pharmacie bien achalandée et placée dans bon quartier de Paris. — Affaires faciles à augmenter. — Bonne occasion à saisir. — **Prix 12.000 francs**, moitié comptant.

S'adresser à M. MAILLET, 23, rue d'Athènes, Paris (9^e).

M. ROESKÉ, pharmacien, 51, rue Ernest-Renan, à Issy, offre gratis une **collection** de bocaux, de poudriers, de pommadiers avec capsules et couvercles, à pharmacien des pays évacués qui voudrait remonter sa pharmacie.

Pharmacien de 1^{re} classe, interne des hôpitaux de Paris, **demande une gérance de pharmacie** à Paris ou dans la banlieue, avec promesse d'achat ou d'association. — Recettes 45.000 francs au minimum.

Ecrire à M. PÉRIENON, pharmacien aide-major, hôpital Bégin, à Saint-Mandé (Seine).

A vendre, après décès du titulaire, la **pharmacie Grin**, 9, place Général-Beuret, Paris (15^e) (métro Vaugirard). — Affaires 60-70.000 fr., loyer avec appartement, 2.000 fr.

Pharmacie, petite banlieue parisienne, affaires 35.000 francs, loyer, 1.500 francs, **à céder 25.000 francs**.

Se renseigner au Siège social.

Pharmacie à vendre après décès. — S'adresser à M^{me} veuve SCHAEDELIN, 148, boulevard du Havre, à Colombes (Seine).

Pharmacie à vendre, après décès. — S'adresser à M^{me} veuve LECERF, 220, faubourg Saint-Antoine (12^e), de midi à 2 heures.

A vendre pharmacie dans quartier populaire, au centre de Paris : affaires faciles à augmenter : bail : 9 ans. S'adresser, pour renseignement, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

A céder, après décès, pour le prix du matériel et de l'installation, pharmacie située à 80 kilomètres de Paris, dans une petite ville : S'adresser au Siège social.

Jeune pharmacien de 1^{re} classe, diplômé de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, ayant la pratique des laboratoires d'analyses médicales et des recherches bactériologiques, demande une gérance de pharmacie dans le département de la Seine, avec promesse d'association ou d'achat.

Formation de Société.

Les sous-produits de la laine au capital de 400.000 francs, Siège social, 104, rue du Landy, Plaine Saint-Denis (Seine), durée 18 ans.

Publié le 27 septembre 1918.

Société des laboratoires DURET et RÉMY, Société anonyme au capital de 1.500.000 francs divisé en 3.000 actions de 500 francs.

Publié le 17 janvier 1919.

PATROUILLEAU et C^{ie}, rue de Rouvray, 6 bis, à Neuilly-sur-Seine, produits chimie organique, au capital de 12.500 francs.

Compagnie des Polders de l'Ouest, 6, rue Sédillot, Paris, produits chimie organique (modifications), capital 2.000.000 de francs.

Société anonyme du premier arrondissement, rue Rembrandt, n° 4. Produits chimie organique (prorogation, capital 2.000.000).

Société des produits de synthèse (produits chimie organique, rue Petit, n° 9, Clichy (modifications, capital 200.000 francs).

Enregistrement des diplômes

CHASSAIGNE (Lucien-François), le 4 décembre 1918. — Domicile, 32, rue du Mont-Thabor, Paris.

BENARD (Léon-Alphonse), enreg. le 9 décembre 1918. — Domicile, 32, rue du Mont-Thabor, Paris.

PILNER (Henri-Jean-Marie), enreg. 18 décembre 1918. — 44, rue des Jardins, Nogent-sur-Marne.

LETOURMY (Georges-Albert-Louis-Joseph), enreg. 3 janvier 1919. — 4, rue Poussin, Paris, 16^e.

VERATEL (Jean), enreg. le 3 janvier 1919. — 38, rue Godefroy, Puteaux (Seine).

DUBOURG (Louis-Marie), enreg. le 9 janvier 1919. — 2, avenue Menelotte, Colombes (Seine).

WAGNER (Albert-Stéfan-Batery), enreg. le 21 janvier 1919. — 107, avenue de la Reine, Boulogne-sur-Seine.

Ventes.

M. HY, pharmacien, faubourg Saint-Denis, 61, Paris (10^e), à M. PINEL, pharmacien. — Entrée en jouissance le 15 décembre 1918.

M. CHAUZEIX, pharmacien, 39, rue Charles-Nodier, au Pré-Saint-Gervais (Seine), a vendu à M. PIERRE, pharmacien. — Entrée en jouissance le 20 novembre 1918, publication du 11 décembre 1918.

M^{me} veuve CHASSIN a vendu ses droits dans un fonds de produits anti-asthmatiques à M. DUMESNY, pharmacien, 53, boulevard St-Martin, Paris (3^e). — Entrée en jouissance le 1^{er} décembre 1918, publié le 20 décembre 1918.

M^{me} veuve BASQUE, avenue Gambetta, 121, Paris (20^e), a vendu à M. COFFIN, pharmacien, publié le 22 décembre 1918.

M^{me} veuve LARTIGAUT et enfants, a vendu à M. VIRATELLE, pharmacien, ses droits à la pharmacie 38, rue Godefroy, à Puteaux (Seine). — Entrée en jouissance le 10 décembre 1918, publié le 29 décembre 1918.

M. BARRAL et M^{me} veuve BALBÈRE, ont vendu les droits de M. GUILLERMOND dans diverses spécialités pharmaceutiques à M. DEGLOS. — Jouissance 1^{er} janvier 1919, publié le 29 décembre 1918.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|--|
| M. Auzard, 54, rue d'Enghien, remplacement jusqu'au 10 février. | M. Camagna, 27, avenue Estibal, Parc Saint-Maur, demande remplacements ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Alexandre, pharmacien, 10, chaussée Dupont, à Boulogne, demande gérance ou remplacement. | M ^{lle} Candiard, 278, faubourg Saint-Antoine (n'a jamais travaillé en pharmacie), demande place de conditionneuse. |
| M ^{me} Barretz, 15, rue du Départ, demande place de conditionneuse. | M. Chauveau, 17, rue Lemerrier, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bastien, pharmacien, hôtel Jules-César, avenue Ledru-Rollin, demande gérance. | M. Chauvin, 26, avenue Daumesnil, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Berche, pharmacien, 49 ter, rue de Beaumont, à Roubaix (Nord), demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M. Chevrel, 150, faubourg Saint-Denis, demande gérance ou remplacements. |
| M ^{lle} Boehm, 20, rue Carnot, Bicêtre, n'a jamais travaillé en pharmacie, demande place de conditionneuse. | M. Choplin-Claveau, 21, rue Dussoubs, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Boiron, 4, rue Caulaincourt, demande place de 2 ^e élève. | M. Combaudon, 42, boulevard du Havre, Colombes, demande remplacements. |
| M. Bonnet, 37, rue Galande, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Delbès, 4, rue d'Orléans, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bord, 162, rue de Neuilly, Puteaux, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Dubois, 203, faubourg Saint-Martin, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. |
| M. Bosc, Bureau du Recrutement, Dreux (Eure-et-Loir), demande remplacement pour le dimanche. | M ^{lle} Faisant, 34, rue Pierre-Larousse, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M ^{me} Brancourt, 14, rue Raspail, Bois-Colombes, veuve de pharmacien, demande emploi quelconque. | M. Garnier, 18, rue de Clervaut, Montmorency (Seine-et-Marne), demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bruyère, officier d'administration, service de santé, secteur 31, demande gérance à partir de mars. | M ^{me} Gourin, 20, rue Carnot, Bicêtre (n'a jamais travaillé en pharmacie), demande emploi quelconque. |
| M. Bureau, 9, rue Thellier, Berck-Plage, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M. Holoigue, 46, rue de Bondy, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|--|
| M ^{lle} Jacquement, herboriste, 225, rue Saint-Jacques, demande à être employée dans une pharmacie. (N'a jamais travaillé). | M ^{lle} Pallot, hôpital complémentaire n° 48, La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret), demande place de préparatrice. |
| M. Lafargue, pharmacie Durand, Poitiers (Vienne), demande place de 1 ^{er} élève. | M. Pelletier, 21, rue des Belles-Feuilles, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Lafond, 10, rue Perdonnet, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Pernet, pharmacien, Fort de l'Est (Saint-Denis), demande gérance ou remplacements. |
| M ^{me} Lainé, 12, rue Séguier, demande place de caissière ou de conditionneuse (n'a jamais travaillé en pharmacie). | M ^{me} Peylet, 5 bis, rue des Audriettes, demande place de conditionneuse ou de garçon de courses. |
| M ^{lle} Laudot, 42, quai de l'Hôtel-de-Ville, désire apprendre la pharmacie. | M. Portes, 5, rue Nicolas-Charlet, demande remplacements (titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie). |
| M. Lavalley, pharmacien, 20, boulevard Richard-Lenoir, demande gérance. | M. Psarras, 9, rue Saint-Sébastien, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Ledent, 83, avenue de la République, Vincennes, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Romet, 23 ^e coloniale, 28 ^e compagnie, fort de Montrouge, demande remplacements, libre 4 après-midi par semaine. |
| M. Lefèvre, à Villemer, par Villecerf (Seine-et-Marne), demande place de 2 ^e élève. | M. Roquet, Rest. Buffart, 6, rue Brignoles-Galiérat, Clamart, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Loinard, 32 bis, rue des Trois-Frères, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Sery, 142, faubourg St-Denis, Paris, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève (titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie). |
| M ^{lle} Louart, 23, rue de Vaugirard, dem. place de préparatrice. | M. Sueur, 113, rue de La Bourdonnais, demande remplacement, gérance ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Magnenand, pharmacien, 24, rue du Chemin-de-Fer, Lagny (Seine-et-Marne), demande gérance. | M ^{lle} Tacheer, 31, rue des Deux-Ponts, demande place de conditionneuse. |
| M ^{me} Ménageois, 65, boulevard de Grenelle, demande place de conditionneuse (n'a jamais travaillé en pharmacie). | M. Vanhove, 31, route d'Auber-villiers, Pantin, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M ^{lle} Montagnard (Marguerite), 3, passage Deschamps, demande place de conditionneuse. | M. Varrain, 7, rue Poncelet, demande remplacements. |
| M ^{lle} Montagnard (Louise), 3, passage Deschamps, demande place de conditionneuse. | |
| M ^{me} Monteillet, 17, rue d'Orléans, demande place de conditionneuse. | |

(S'adresser au Service.)

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

* Abbaye de Médis.	* Gloria (Sirop).	Pepto-gomme.
Adiabé.	* Grez (Elixir).	Phagnum.
Albertose (poudre).	Gum (Pepto-).	* Phocéens (des).
Alguénol.	Guwhyll.	Phoscarnis.
* Allochloral.	* Hématogènes (Pilules).	Porol.
Ashigum.	Hémoglobine.	Posay (Produits de).
* Atruche (une).	Herbogarettas.	Pseudogarettas.
Bacarine (Ether de).	Herbigarettas.	* Quaker.
* Bayard (Vin de).	Herbogarettas.	Queuille (Georges).
Beaumont (Abbaye de).	Horsebeef.	R. A. L. (Produits).
Billonal.	Imitas.	Relenta.
* Blot (Vin de).	* Incasse.	Revanche.
* Bret (A. le).	* Indiana.	* Roche Posay.
* Bret (Pilules).	Iodarsine.	* Saccharo-Serum.
* Brun (D').	Iodarsyl.	Saccharosyl.
Calypta.	* Iron-Ox.	Sanigarettes.
Capsal.	Ixa.	Sigarettes.
Carnil.	* Lab.	Simigarettes.
Chlorhygiène (Le).	* Laprade (Liquor de).	Similigarettes.
Clona.	Libertad.	Similis.
* Coq (un).	Libertas.	Simita.
Dermium.	Libertine.	Simitab.
Divi (Litinas).	Libertis.	Sorbine.
Dotherum.	* Liberty (Société).	Staphedum.
* Dubonnet (Quina).	Listol.	Steramine.
Elem.	Litinas Divi.	Sucoral.
Epaetogem.	* Marcheur (Trésor du).	* Sudor (Le).
Eudermium.	* Médicis (Thérapeum de).	* Torpille.
* Eureka (Cigarettes).	Mellona.	* Trésor du Marcheur.
* Flamisset (Henri).	Nasci (Ampoules).	Triglycéro.
Forget Me Not.	* Néogatacol.	Tugonol.
* Fougère (Etheree).	Newgarettas.	* Vals (Poudres de).
Frone (du Dr Iron).	Noctyl.	* Vindevogel (Dr J.).
Fumitas.	Nourricie (Parfait).	Virgulum.
Galbosé.	* Orsay (D').	* Vittel (Sels de).
Garettes.	* Ox (Irone).	Willsengold (D').
Gélamine.	Pancaine.	Zimitas.
Georgease.	Pangastrine.	Zigaritas.
* Gignoux frères.	* Passerelle (Produits).	Zigaros.
Globulogénol.		

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques.

J. Louis Jeune.

Le Gérant, V. PROUX.

48422. — Paris. Imp. DUREY et Co, 22, rue Dussoubs. — 1-1949.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

28 Février 1919.

SOMMAIRE

Pour l'application du décret sur les substances vénéneuses, par les médecins, p. 33. — Remboursement des tickets, p. 34. — Avis, p. 34. — Nécrologie, p. 35. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 11 février 1919, p. 36. — Fausses ordonnances, p. 38. — Bulletin de variations, p. 39. — Distinctions honorifiques, p. 48. — Souscription en faveur des Confrères belges et français des régions envahies, p. 49. — Souscription Parmentier, p. 49. — Impôts sur le revenu, les bénéfices commerciaux, les bénéfices de guerre, p. 50. — Loi ayant pour objet de garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail, p. 56. — Loi relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (*suite et fin*), p. 58. — Informations, p. 72. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 73. — Marques de Fabrique, p. 75.

Pour l'application du décret sur les substances vénéneuses, par les médecins.

Voici que bientôt seront rentrés dans leurs officines tous nos confrères mobilisés. La profession va les reprendre tout entiers et s'ils veulent se mettre en règle, *comme c'est leur devoir*, avec les prescriptions du décret sur les substances vénéneuses, ils s'apercevront bientôt que l'exercice de la pharmacie a été grevé, en leur absence, de charges nouvelles.

Ce sont des Maîtres de la pharmacie qui ont élaboré cette réglementation des toxiques : il est donc légitime de penser qu'ils ont voulu surtout nous protéger. Ce but principal n'apparaît pas de suite et pour comprendre l'excellence de leurs intentions, il faut faire d'abord cette amère constatation que notre profession, comme toutes les autres d'ailleurs, nourrit plutôt mal que bien, un contingent méprisable de brebis galeuses.

A cause de ces mauvais confrères nous sommes astreints à une comptabilité à laquelle nous nous soumettons avec la perspective douteuse de contribuer à l'arrêt du développement du morphinisme et du cocaïnisme. Nous devons contrôler les ordonnances des médecins dont la responsabilité en matière de prescriptions magistrales est nettement confirmée par l'article 20 du décret : « L'auteur de la prescription est tenu, sous les sanctions prévues par la loi du 19 juillet 1845, de la

dater, de la signer et de mentionner lisiblement son nom et son adresse, d'énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et d'indiquer le mode d'administration du médicament. »

Dans la pratique, les pharmaciens se heurtent à l'ignorance, à l'indifférence ou à la mauvaise volonté de la plupart des médecins. Et cela est irritant, parce qu'au total c'est le pharmacien qui souffre d'abord de la non-observation du règlement par le médecin.

Nous craignons que pendant de longues années encore les médecins qui ne veulent à aucun prix laisser restreindre leur liberté intégrale de prescrire, selon leur habitude, ne rendent très difficile l'application du décret par les pharmaciens.

Nous exerçons journellement avec l'effroi de nous voir remettre une ordonnance libellée de façon illégale, car neuf fois sur dix, cette ordonnance fantaisiste ne sera pas régularisée par le médecin qu'on ne peut pas trouver chez lui, ou qui invectivera le pharmacien qui vient le déranger pour ce que le docteur appelle des *chinoïseries*.

Cette garantie qu'on a voulu instituer en faveur des pharmaciens se retourne donc contre eux et par le fait du médecin, les ordonnances que refuse le pharmacien scrupuleux s'en vont ailleurs ; ainsi diminuent les recettes du pharmacien strict observateur du décret.

Est-ce cela qu'ont voulu nos Maîtres ? Evidemment non, et pourtant l'expérience de deux années autorise cette constatation désagréable : la majorité des pharmaciens souffre de fautes imputables aux seuls médecins.

Nous demandons à M. le Ministre de l'Intérieur de prendre les mesures nécessaires auprès du corps médical, pour que les ordonnances soient rédigées conformément au décret.

J. FEUILLOUX.

P. S. — Nous prions nos confrères de vouloir bien lire attentivement la loi sur les loyers et la loi sur la reprise des employés mobilisés. Au sujet de la reprise du personnel mobilisé, le Conseil d'administration invite nos confrères à se conformer à la loi, dans un sentiment de justice et de solidarité envers nos collaborateurs.

Remboursement des Tickets.

Les pharmaciens mobilisés sont invités à faire, dès leur rentrée, le bordereau des *tickets non remboursés* et à l'adresser à l'un des commissionnaires en spécialités.

AVIS

Vient de paraître le nouveau Bulletin de Variations que tous les pharmaciens peuvent se procurer au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins (prix 0 fr. 30 ou par la poste 0 fr. 45).

NÉCROLOGIE

M. Alfred WEIL,

ancien Président de la Chambre syndicale.

Le 21 février, nous avons accompagné au cimetière Montparnasse un de nos syndicalistes les plus fervents : M. Alfred WEIL, qui appartenait à notre Chambre syndicale depuis 1881.

Ancien élève de l'Ecole supérieure de pharmacie de Strasbourg, M. WEIL après avoir combattu pendant la guerre de 1870, s'était installé à Montrouge, route d'Orléans, où il jouissait de l'excellente réputation qui l'avait désigné aux suffrages de ses collègues pour la présidence de la Chambre syndicale en 1902.

Alfred WEIL fut aussi Président de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France.

Mais l'œuvre à laquelle il donna tous ses soins et qu'il mena au degré de prospérité que nous connaissons actuellement fut la *Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites*.

Nous l'avons fréquenté surtout au Comité disciplinaire de la Chambre syndicale; son caractère de praticien consciencieux et instruit se manifestait dans de nombreux rapports et analyses qu'il ne cherchait jamais à éluder, malgré ses occupations professionnelles.

Nous déplorons la mort de ce confrère loyal dont le sens pratique très développé éclairait toujours les questions soulevées dans les délibérations du Conseil d'administration de la Chambre syndicale.

Nous prions sa famille d'agréer nos regrets sincères et de croire à la fidélité du souvenir que nous garderons de notre dévoué confrère.

J. LAURENCIN.

Auguste DELANNOY

La disparition prématurée de cet aimable confrère va causer un grand vide dans la pharmacie parisienne. Ses nombreux amis, dont j'avais l'honneur d'être, regretteront toujours le camarade si accueillant, si désireux de rendre service qu'était DELANNOY. Combien d'entre nous ont eu recours à lui, pendant la période troublée que nous venons de traverser, surtout parmi les mobilisés. Toujours sur la brèche, parcourant Paris en tous sens, il a trouvé le moyen d'être utile à tous et cela simplement, modestement en se cachant presque du bien qu'il faisait. Tous les pharmaciens de la Seine, tous ceux des pays envahis dont il avait pris la cause vigoureusement en mains, conserveront pieusement la mémoire de DELANNOY.

Lors de l'Assemblée générale prochaine, j'analyserai plus complètement la vie de notre ami, emporté si soudainement, alors que tout laissait espérer qu'il vivrait encore de longues années pour le plus grand bien de tous.

Qu'il me suffise aujourd'hui d'adresser à sa famille, au nom du Conseil d'administration de la Chambre syndicale et en mon nom, l'expression unanime de nos sincères regrets.

J. LAURENCIN.

Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 11 février 1919.

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Etaient présents : MM. LAURENCIN, COULLON, FEUILLOUX, COLLESSON, DELMOND, WALTER, GRÈS, FAYOL, LOISEL et POUIL.

M. LAURENCIN souhaite la bienvenue aux membres du Conseil qui viennent d'être démobilisés.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

Décès. — M. LE PRÉSIDENT. — J'ai le regret de vous annoncer la grande perte que nous venons de subir en la personne de M. DELANNOY, qui a toujours combattu pour les revendications syndicales et qui vient de disparaître à la suite d'une opération douloureuse.

Correspondance. — M. le Président a le plaisir d'informer le Conseil que notre Président honoraire M. CORDIER, vient d'être promu pharmacien major de 1^{re} classe.

Le Conseil lui adresse ses bien sincères félicitations.

M. A. GOBERT, nous fait part du mariage récent de sa fille. Nous adressons à notre confrère et aux jeunes époux, nos meilleurs vœux de bonheur.

Office des produits chimiques et pharmaceutiques. — M. le Président lit au Conseil la lettre suivante qui lui a été adressée par l'Association générale, le 30 janvier dernier :

« Nous nous empressons de vous faire connaître qu'une nouvelle organisation, qui entrera en vigueur le 1^{er} février, vient d'être faite par l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques, pour l'achat et la vente, en France, des produits sous son contrôle.
« En voici les parties intéressant directement les pharmaciens :
« Glycérine, produits salicylés (à l'exclusion de l'aspirine, eau oxygénée. — L'achat et la vente de ces produits sont complètement libres.
« Huile de ricin, bicarbonate de soude. — L'achat et la vente sont également libres ; en outre, les droguistes pourront recevoir de l'huile de ricin des services de l'aviation et du bicarbonate de soude sur les stocks mis à la disposition de l'Office par le Service de Santé.
« Formol. — La vente est complètement libre ; mais la fabrication continue à être contrôlée et des attributions seront faites sur les quantités mises à la disposition de l'Office.
« Antipyrine, pyramidon, aspirine, benzoate de soude. — Rien n'est changé pour le moment à l'organisation antérieure ; les demandes des

« pharmaciens doivent donc être adressées à l'Office dans les conditions actuellement en vigueur. »

Cette lettre a été annulée par une autre du 5 février adressée par l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques :

« J'ai l'honneur de vous informer que j'ai décidé de rendre la liberté complète, à partir du 1^{er} mars 1919, pour les produits encore contin-
« gentés à savoir :

Antipyrine,
Aspirine,
Pyramidon,
Quinine,
Benzoate de soude.

« Les pharmaciens pourront donc s'approvisionner chez leur fournisseur habituel. Les taxes qui avaient été fixées antérieurement pour ces produits sont abolies.

« Pour le cas où certains pharmaciens ne pourraient obtenir satisfaction en s'adressant aux fournisseurs, je constituerai un petit stock de chacun des produits sus-mentionnés, afin de donner satisfaction aux réclamations qui me seraient adressées.

« Ces produits seraient alors délivrés au cours du jour ; ces prix ne seront toutefois pas inférieurs aux anciens prix taxés. »

Fausse ordonnance. — Notre confrère Goudal nous signale encore de fausses ordonnances. Une insertion sera faite à ce sujet dans le prochain *Bulletin*.

Etudiants en pharmacie. — M. Grès demande au Conseil de vouloir bien proposer à l'Association générale et au groupe pharmaceutique de la Chambre le vœu suivant :

« Que tous les étudiants en pharmacie mobilisés soient autorisés à suivre les cours et les travaux pratiques, qu'ils soient de l'auxiliaire ou de l'active et quelle que soit leur classe », en faisant valoir leur petit nombre et l'intérêt général qui demande des pharmaciens ;

Et de faire faire, par un député du groupe pharmaceutique, une demande écrite au Ministre pour savoir si :

« Un étudiant en pharmacie ayant deux inscriptions et étant de la classe 18 dans l'active, peut demander de suivre les cours et travaux pratiques de l'Ecole où il est inscrit. S'il peut demander de suivre les cours organisés par le Service de Santé pour être nommé pharmacien auxiliaire. »

Ces vœux sont adoptés par le Conseil et seront transmis à l'Association générale.

Intérêts commerciaux. — Le Conseil décide, sur la proposition de M. COLLESSON, d'adresser une protestation aux Commissionnaires en spécialités qui favorisent nettement les pharmaciens de province au détriment de ceux de la région parisienne.

Admissions. — MM. AMSLER (Albert-Ernest), 36, Grande-Rue, à Créteil, parrains : MM. VALENTIN et LOISEL.

M. CHATY (Lucien), 89, avenue d'Italie, à Paris ; parrains : MM. DONXIO et GUYOT.

M. DENISOT (Georges-Charles-Joseph), 19, rue de Fleurus, Paris ; parrains : MM. DUFAU et MOULHAC.

M. GÉRY (Louis-Armand), 427, rue de la Chapelle, Paris ; parrains : MM. GUILLAUMIN et AUBRIOT.

M. GUILLEMIN (Henri-Louis-Abel), 3, rue du Pont, à Charenton ; parrains : MM. POULIN et LOISEL.

M. PIERRE (Léon-Simon), 39, rue Charles-Nodier, au Pré-Saint-Gervais ; parrains : MM. BEYTOUT et CHAUZEIX.

Une candidature est réservée pour supplément d'enquête.

Candidatures nouvelles. — M. FIAMMA (Bernardin), 24, rue de la République, à Saint-Mandé.

M. GRANDPERRIN (Auguste), 30, rue de Bretagne, à Asnières.

M. VERGELOT (Charles-Louis), 46, rue du Commerce, à Paris.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de Caisse qui se solde, au 31 janvier dernier, par un excédent de 8.328 fr. 35.

Fausse ordonnance.

Il circule dans Paris des ordonnances attribuées au docteur BONNET, 12, rue de Ponthieu, qui quoique portant son timbre et sa signature sont de fausses ordonnances ; elles sont ainsi libellées.

Cure de désintoxication :

Chlorhydrate d'héroïne, quatre-vingt centigr.

Eau stérilisée, soixante grammes.

f. s. a. une solution pour inject. hypodermiques à faire dans l'espace d'une semaine.

Elles portent tantôt le nom de M^{me} DE VILLARS, tantôt celui de M^{me} MORET, 43, rue de la Paix.

M. le D^r SÉE, 82, avenue Emile-Zola, Paris, nous informe qu'une jeune morphinomane lui a soustrait un bloc d'ordonnances dont elle se sert pour se procurer de la morphine en imitant plus ou moins bien son écriture et sa signature.

En conséquence, M. le D^r SÉE invite les pharmaciens à ne plus délivrer de médicaments stupéfiants portés sur des ordonnances avec son entête.

BULLETIN DE VARIATIONS

Etabli, comme les précédents, avec la collaboration d'un Représentant de l'Administration de l'Assistance Publique de Paris.

Les Confrères sont priés de mettre en tête de leurs prochaines factures la mention suivante : « Mémoire fait avec le nouveau Bulletin de variations, en date du 1^{er} Janvier 1919, N° 21. »

TARIF

des manipulations pour les préparations magistrales

3° Pommades. — La mise en tubes d'étain : 0 fr. 60, tube compris.

4° Décoctions, évaporations, infusions, lixiviations, macérations.

— Les prix des décoctions, des évaporations, des infusions, des lixiviations et des macérations sont établis en ajoutant à l'indemnité fixe et au prix des substances, un prix proportionnel de manipulation fixe ci-dessous :

Jusqu'à 100 grammes	0 30
De 101 à 250 —	0 35
— 251 à 500 —	0 55
— 502 à 1000 —	0 75

6° Bols, granules, paquets et pilules. — La division d'une poudre en paquets et la division d'une masse pilulaire en granules ou en pilules sont réglées comme il suit, d'après le nombre de granules, de paquets ou de pilules :

De 1 à 10 : 0 fr. 04 le granule, le paquet ou la pilule.	} En outre de l'indemnité fixe et du prix des substances.
A partir du 11 ^e : 0 fr. 03 le granule, le paquet ou la pilule.	

7° Cachets, pastilles et tablettes. — La division d'une poudre en cachets médicamenteux est réglée comme il suit, d'après le nombre des cachets :

De 1 à 10 : 0 fr. 03 le cachet.	} En outre de l'indemnité fixe et du prix des substances, mais y compris la valeur des rondelles de pain azyme.
A partir du 11 ^e : 0 fr. 04 le cachet.	

10° Ampoules stérilisées (augmentées de 25 %).

11° Analyse d'urine (augmentée de 50 %).

12° Analyse bactériologique (augmentée de 50 %).

13° Indemnité de nuit. — 2 fr. 30 en plus du prix des médicaments.

Indemnité fixe	DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème	Indemnité fixe	DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème
0 10	Acétate d'ammonia- que liquide	24	0	Ampoules de chlorhy- drate de cocaïne à 1 ou 2 centigr. : les 6 : 3 fr. » les 12 : 5 fr. »	
0 50	— de morphine	74	0	Ampoules d'huile cam- phrée, les 6 : 3 fr. » les 12 : 5 fr. »	
0 10	(sous-)deplomb liquide	21	0	Ampoules autres que celles ci-dessus : Additionner l'indem- nité fixe, le prix des substances, le prix de la manipulation et un prix d'ampoule fixé à : les 6 : 2 fr. 50 les 12 : 4 fr. » (Tous ces prix s'en- tendent pour des am- poules de 1 cc. ; pour des ampoules conte- nant 2, 3, 4 et 5 cc., il y a lieu à augmen- tation de 0 fr. 05 par cc. et par ampoule. Ex. : Ampoules de cacody- late de soude à 1 cc., les 6 : 3 fr. » les 12 : 5 fr. » Ampoules de cacody- late de soude à 2 cc., les 6 : 3 fr. 30 les 12 : 5 fr. 60 Ampoules de cacody- late de soude à 3 cc., les 6 : 3 fr. 60 les 12 : 6 fr. 20 etc.	
0 10	Acétone	35			
0 20	Acide azotique offi- cinal	20			
0 40	— chromiquecris- tallisé	38			
0 30	— chromique en solution (Codex)	34			
0 10	— citrique pulv.	36			
0 20	— formique 50 %	28			
0 10	— lactique officinal	49			
0 20	— phénique	40			
0	Alcool absolu	37			
0	— officinal à 95°	34			
0	— rectifié à 90°	32			
0	— — à 80°	30			
0	— — à 60°	28			
0	— camphré fort	34			
0	— camphré faible	29			
0	Alcoolat de cannelle	34			
0	— — cochléaria composé	34			
0	— — Fioravanti	34			
0	— — lavande	35			
0	— — mélisse composé	35			
	le flacon : 2 fr.				
0	— — menthe	35			
0	— — romarin	34			
0	— — vulnéraire	33			
0	Alcoolature vulnéraire	29			
0 20	Alcoolatures d'aconit, d'anémone pulsatille et autres plantes in- digènes	34			
0 20	Aldéhyde formique so- luté officinal	32			
0	Amadou	31	0 50	Apomorphine	74
0	Amidon pulv.	27	0 40	Arrhénal	52
0	Ampoules de cacody- late de soude, etc.		0 10	Azotate de potasse pulv.	26
	les 6 : 3 fr. »		0	Bain de barèges arti- ficier (Codex), le bain : 4 fr. 50	
	les 12 : 5 fr. »				

0	Bain de Plombières,	0	Camomille allemande.	25
	le bain : 2 fr. 50	0	— romaine	33
0	— sédatif de Raspail,	0	Camphre	44
	le bain : 1 fr. 25	0	— pulvérisé	45
0	— sulfureux liquide,	0 20	— monobromé	49
	le bain : 0 fr. 75	0	Cannelle de Ceylan . . .	35
	Bassin de lit en porce-	0	— — pulv.	36
	laine, forme ronde,		Canules, toutes aug-	
	la pièce : 9 fr.		mentées de 40 %.	
	Bassin de lit en tôle		except. : Canule en	
	émaillee, forme pelle,		verre, l'une : 0 fr. 80.	
	la pièce : 20 fr.		Canule double usage,	
0	Baudruche gommée,		avec robinet, l'une :	
	0 ^m 10 : 0 fr. 60		2 fr.	
	0 ^m 05 : 0 fr. 35	0	Capillaire de Montpel-	
0	Baume de Commandeur		lier.	24
0	— de Fioravanti . . .	0	— du Canada.	30
0	— Opodeldoch so-	0	Capsules d'huile de ricin	
	lide.		4 caps. de 6 gr. : 1 fr. »	
	le flacon : 3 fr. :		6 — 4 — 1 fr. 20	
	le 1/2 flacon :		8 — 3 — 1 fr. 50	
	2 francs.		(plus les 20 % d'aug-	
0	— Opodeldoch li-		mentation qui pèsent	
	quide		sur toutes les cap-	
0 10	— Tranquille . . .		sules en général).	
0 20	Belladone, feuilles mon-	0 20	Carbonate de créosote . .	53
	dées	0 20	— — gaiacol	52
0 30	— pulv.	0	Carbonate (Bi-) desoude	
0 20	Benzoate de lithine. .		pulv.	14
0 10	Benzonaphtol		Cerceau de fer pour	
0 20	Bétol		lit, la pièce : 12 fr.	
0	Bicarbonate de soude	0	Charbon végét. granulé	27
	pulv.	0	Chiendent coupé . . .	18
0 30	Boldine,	0 40	Chlorhydrate de cocaïne	77
	les 5 centigr. : 2 fr. »	0 50	— d'héroïne	76
	les 10 — 3 fr. 75	0 50	— de mor-	
	Bougies (toutes aug-		phine.	74
	mentées de 40 %).		0 gr. 05 : 0 fr. 35.	
0	Bourgeons de sapin. .	0 20	Chlorure de méthyle,	
0	Bouts de sein cristal		remplissage du réci-	
	sans tube, la pièce :		pient : 2 fr. 75.	
	1 franc.	0 20	Chlorure (proto-) de	
0	Bouts de sein cristal		mercure pur ou add.	
	avec tube, la pièce :		d'une poudre inerte. .	40
	1 fr. 50.	0 20	Chlorure (Mélange de	
0 30	Bromoforme		bi-) de mercure et	
0 20	Bromure de camphre .		d'ac. tartrique, coloré	
0	Busserole, feuilles . .		ou non	40
0 20	Calomel pur	0 50	Codéine	74
0 20	— addit. d'une	0 50	— (phosphate de). . .	78
	poudre inerte. . . .			

0 30	Collargol, 0 gr. 10 :		0	Eau distillée de fleur	
	0 fr. 30	62		d'oranger.	18
0	Collodion (élastique ou		0 20	— distillée de lau-	
	non)	36		rier-cerise	18
0 20	— iodoformé ou			Eau minérale naturelle :	
	salicylé.	40		d'Abila,	
0	Colombo, racine	33		net, la bout. : 1 20	
0 10	— — pulv.	35		— de Bussang,	
0	Comprimés d'aspirine			net, la bout. : 0 90	
	50 centigr.	50		— de Carabana,	
0 20	Comprimés de sublimé			net, la bout. : 1 20	
	à 0 gr. 50, les 40 :			— de Contrexéville.	
	1 fr. 50.			net, la bout. : 1 10	
0	Coton iodé.	40		— d'Evian,	
0	Crayons utérins à tous			net, la bout. : 1 10	
	médicaments, le			— Pougues (St-Léger)	
	crayon : 1 fr. 20.			net, la bout. : 1 10	
0	Crayons utérins à tous			— de Rubinat,	
	médicaments, les 5 :			net, la bout. : 1 20	
	5 fr.			— de Saint-Galmier,	
0 20	Créosotal	33		net, la bout. : 0 65	
0	Crétylitol officinale . .	30		— de Vals (toutes	
0	— sodique dissous . . .	30		sources),	
0 10	Cynoglosse (masse pi-			net, la bout. : 1 30	
	lulaire)	50		— de Vichy (Etat),	
0	Dextrine	24		net, la bout. : 1 10	
0 20	Diascordium.	37		— de Vichy (Larbaud-	
	Dragées (toutes aug-			Saint-Yorre),	
	mentées de 20 % sur			net, la bout. : 0 90	
	les derniers bulletins			— de Vichy (Parc et	
	de variations)			Mesdames),	
0 30	Duboisine et ses sels,			net, la bout. : 0 90	
	1 cent. : 0 fr. 40			— de Villacabras,	
	2 — 0 fr. 80			net, la bout. : 1 20	
	5 — 2 fr. »			de Vittel,	
0	Eau albumineuse, le			net, la bout. : 1 10	
	litre : 3 fr. 50; le		0	Elixir de Garus. . . .	31
	1/2 litre : 2 fr. . . .	16	0 10	— — kola	29
0	Eau de mélisse des		0 10	— — longue-vie . . .	31
	Carmes, le flacon :		0	— — pepsine.	31
	2 fr.	35	0 10	— — terpine.	32
0 20	Eau oxygénée offici-		0	Emplâtre diachylon. .	29
	nale.	15	0 20	— d'opium (ex-	
0 10	Eau végéto-minérale			trait).	55
	(de Goulard) : le		0	— de savon	29
	litre : 3 fr. 20;		0 20	— de Nigo	31
	1/2 litre : 1 fr. 75.		0 10	Esprit de Mindererus .	24
0 20	Eau-de-vie allemande.	33	0 20	Ether sulfurique	
0	— camphrée.	29		anesth. officinal . . .	38
0	Eau distillée de can-		0 20	Eucalyptol.	51
	nelle.	48			

0	Eucalyptus globulus,	0 40	Gouttes blanches de
	feuilles		Gallard
0	— — pulv.	0 20	Gaiacol crist.
0 10	Extrait d'absinthe	0	Graine de lin mondée . .
0 30	— d'aconit	0	— — — triée à la
0 30	— de belladone		main
0 10	— de coca	0 50	Granules d'arsenic.
0	— de gui		d'atropine, etc. (dou-
0 20	— d'hamamélis		bler les prix).
0 20	— d'hydrastis	0	Guimauve, racine
0 20	— d'ipécacuanha	0 30	Hermophenyl
0 30	— de noix vomique	0 50	Héroïne (chlorhydrate
0 10	— de noyer (feuilles) . . .		d')
0 30	— d'opium (thébaï-	0	Huile d'amande
	que)	0	— — — douce
0 10	— de quinquina		vraie
	gris mou	0 10	— de belladone
0 10	— de quinquina	0	— blanche
	gris sec	0 10	— de cade vraie
0 10	— quinquina rouge	0 10	— — — désodo-
0 10	— de salsepareille		risée
0 10	— — Saturne	0	— de camomille
0 30	— — scille	0	— — — cam-
0 10	— — valériane		phrée
0 10	— fluide de coca	0	Huile camphrée
0 10	— fluide de condu-	0 10	— chloroformée
	rango	0 40	— de croton
0 20	— fluide d'hama-	0	Huile de foie de morue
	mélis		brune :
0 10	— fluide de kola		le litre, 9 francs
0 10	— fluide de quin-		le 1/2 litre, 5 francs . .
	quina	0	Huile de foie de morue
	pour un litre de		blonde :
	vin, la dose :		le litre, 13 francs
	1 fr. 50		le 1/2 litre, 7 francs . .
0 10	— fluide de salse-	0	Huile de foie de morue
	pareille		ambrée officinale :
0 20	— fluide de vibur-		le litre, 15 francs
	num		le 1/2 litre, 8 francs . .
0	Farine de lin	0	Huile de foie de morue
0	— — moutarde		blanche :
0 20	Formaldéhyde (formol,		le litre, 20 francs
	soluté officinal)		le 1/2 litre, 11 francs . .
0 20	Gaiacol cristallisé	0 20	Huile de foie de morue
0	Glycérine officinale		créosotée :
	le litre : 17 fr. » :		le litre, 16 fr. 50
	le 1/2 litre : 9 fr.		le 1/2 litre, 9 francs . .
0 10	Glycérophosphate de	0 10	Huile goménolée (10%) .
	chaux	0 30	— grise (Codex)
0	Glycérophosphate de	0 10	— de jusquiame et
	de chaux granulé		autres par di-
	(sucré)		gestion

0	— de laurier	37	0	Manne en larmes	33
0	— d'olive	31	0	— — — sortes	31
0	— — stérilisée au- dessous de 30 gr. : 1 franc	40	0	Médecine noire, la dose : 4 fr. 70.	
0	Huile d'olive purifiée et stérilisée, 50 gr. : 2 francs.		0	Menthe poivrée mondée	30
0	Huile de paraffine	33	0 40	Méthylarsinate de soude	52
0 20	— phéniquée	32	0 50	Morphine basique.	75
0	— de ricin ou de palmachristi	30		Moutarde en feuilles, la feuille : 0 fr. 15	
0	Huile de vaseline	32		les 40 feuilles : 4 fr. 50	
0	— volatile de téré- benthine offic.	25	0	Onguent populeum.	30
0 20	— volatile de win- tergreen artificielle.	36	0	Oranger (feuilles).	19
0 20	Iodoforme	47		Ovules simples : 1 ovule : 0 fr. 50 ; 6 ovules : 2 fr. 50 ; 12 — : 4 fr. 75.	
0 20	Jusquiame, feuilles mondées.	32	0 20	Oxyde de mercure (précipité rouge ou jaune).	42
0 30	— — — feuilles mon- dées pulv.	37	0 20	Oxyde de zinc (pero- xyde).	47
0	Kola granulée	33	0 20	Oxymel scillitique	25
0 10	— pulvérisée	25		Pastilles (toutes aug- mentées de 2 numé- ros au barème par le Bulletin du 1 ^{er} juil- let 1918).	
0 10	Lacto-phosphate de chaux.	34		Ex. : Pastilles de bau- me de tolu du 21 passe au 23.	
0	Lactose	35	0	Pâte de zinc	33
0	Lanoline.	36	0	Pensée sauvage, plante mondée	26
0	Limonade purgative au citrate de magnésie (à 50 gr. et au-des- sous, la dose : 1 fr. 50. Au dessus de 50 gr., ajouter 0 fr. 25 par chaque 10 gr. ou fraction de 10 gr.		0 10	Peptonate de fer liquide	40
0	Lin (graine de) mon- dée.	20	0 10	— — — sec.	46
0	— — — — — triée à la main	22	0 10	Peptone liquide.	39
0 10	Liniment au chloro- forme (Codex)	33	0 10	— — — sèche	52
0 10	Liqueur de Van Swie- ten, le litre : 1 fr. 10 le 1/2 — : 0 fr. 65	7	0 10	Perborate de soude.	32
0	Looch blanc	24	0 10	Permanganate de po- tasse	48
0	Looch huileux, la dose : 1 looch : 1 fr. 50 1 fr. 45.		0 10	Phénacétine	55
0	Magnésie calcinée.	34	0 20	Phénol officinal.	40
			0 20	Phosphate de gaiacol.	58
			0 10	— — — soude cristallisé.	28
			0 10	Phosphate de soude desséché pulv.	32
			0 20	Phosphotal.	58
			0 20	Pilules de Dupuytren — d'iodure (pro- to-) de mercure.	

0 10	Pipérazine.	71	0 40	Quassine crist. (Codex)	80
0	Polygala de Virginie .	40		les 5 centigr. : 1 fr. 25	
	Pommades (toutes aug-			les 10 centigr. : 2 fr. 25	
	mentées de deux nu-		0	Queues de cerises . . .	34
	méros au barème		0 20	Quinine brute	35
	par le Bulletin du		0 20	— pure.	58
	1 ^{er} octobre 1918).		0 10	Quinium.	53
	Ex. : Pommade d'Au-		0 10	— granulé.	31
	tenrieth, primitive-		0	Quinquina rouge entier	
	ment 34, passée au			ou concassé	26
	36, maintenant 38.		0	Quinquina rouge gra-	
	A l'exception des pom-			nulé sucré.	31
	mades désignées ci-		0 10	Quinquina rouge pulv.	32
	dessous qui sont ta-		0	Rhum.	32
	riifiées comme suit :		0	Saccharose.	35
0	Pommade camphrée. .	34	0 20	Salicylate de naphtol .	35
0	— de goudron. . . .	30	0 20	— — soude	40
0	— d'Helmerich. . . .	32	0 20	Salinaphtol	55
0 10	— de Lucas		0 20	Salophène.	65
	Championnière	42	0	Salsepareille fendue et	
0 20	— ophtalmique	46		coupée	37
	15 gr. : 1 fr. 50.		0 20	Santonine	66
0	— soufrée.	30	0 10	Sel de nitre pulv. . . .	26
0	Potion antispasmodi-		0	— Vichy.	14
	que étherée, la po-		0	Seringues à injections	
	tion : 1 fr. 20.			pour hommes, la	
0	Potion antispasmodi-			pièce : 0 fr. 60.	
	que opiacée, la po-			Seringues à injections	
	tion : 1 fr. 50.			pour oreilles ou nez,	
0	Potion béchique ou			la pièce : 0 fr. 75.	
	pectorale, la potion :		0	Silicate de potasse dis-	
	0 fr. 95.			sous	23
0	Potion calmante ou an-		0	Sirop antiscorbutique .	24
	tispasmodique opia-		0 20	— de codéine	28
	cée, la potion : 1 fr. 50		0	— — gentiane.	19
0	Potion de Choppart, la		0	— — iodo-tannique. . .	22
	potion : 4 fr.		0	— — — phos-	
	la 1/2 : 2 fr. 25.			phaté	23
0	Potion cordiale, la po-		0 10	— de lactucarium	
	tion : 1 fr. 50.			opiacé	23
0	— huileuse, la po-		0	— — papaine.	34
	tion, 1 fr. 45.		0	— — raifort com-	
0	— purgative : la po-			posé.	24
	tion : 1 fr. 70.		0	— — — iodé.	25
0	— de Rivière, les		0	— — salsepareille	
	2 flacons : 2 fr. 40.			simple	25
0 30	Poudre de Dover . . .	45	0	— — salsepareille	
0 20	Précipité blanc. . . .	40		composé.	26
0 20	— jaune ou rouge	42	0	— — sucre ou sim-	
0 30	Quassine amorphe . . .	70		ple	14
			0	— — valériane	24

Sondes molles en caoutchouc (sondes Nélaton), la pièce : 2 fr. 75.	0 30	—	de fève de St-Ignace.	40
0 10 Soufre précipité . . .	32	0	— gentiane.	31
0 Sparadraps de diachylon, le mètre : 3 fr. » les 0 ^m 10 : 0 fr. 35		0 20	— d'iode. . . .	37
tous les autres sparadraps sont augmentés de 50 %.		0 20	— gaïacolée (10 %).	44
0 Sué de réglisse	27	0 20	— de jalap composée.	33
0 Sucre de lait pulv. . . .	35	0 20	— d'opium (thébaïque).	43
0 20 Sulfate de cuivre pur pulv.	20	0 10	— de valériane.	33
0 20 Sulfogaiacolate de potasse	51	0	— vulnéraire. .	29
0 10 Sulfure de potasse sec.	49	0 10	Terpine	36
0 Suspensoirs ordinaires, la pièce : 4 fr. 75.		0	Thé purgatif	28
0 Suspensoirs à ceinture 1/2 élastique, la pièce : 2 fr. 75.			la boîte : 4 fr. 10.	
0 Suspensoirs élastiques à poche mobile, la pièce : 4 fr.		0 20	Thigénol.	50
0 Suspensoirs à hydrocèle, la pièce : 3 fr. 25.		0 20	Thiocol	51
Taffetas chiffon, le mètre : 12 francs.		0	Uva-Ursi.	18
Taffetas gommé, le mètre : 10 francs.		0 50	Valérianate d'atropine.	80
(Les divisions portant une augmentation dans les mêmes proportions que précédemment.)		0	Valériane officinale. .	33
0 Talc de Venise. . . .	42	0 10	— pulv.	35
0 Tarlatane (pour cataplasmes), le mètre : 1 fr. 10.		0	Vaseline.	30
0 10 Teinture d'aloès . . .	27	0	— Chesebrough n° 1 .	35
0 10 — — composée.	31	0	— Lancelot extra.	35
0 10 — — de Colombo.	33	0	— boriquée . .	30
0 — — d'eucalyptus.	32	0	— camphrée. .	33
		0	— à l'oxyde de zinc.	30
		0 20	— au sublimé (Codex).	30
		0 50	Vératrine	70

Vins médicaux (tous augmentés de 7 numéros au barème), (trois numéros par le Bulletin d'avril 1918, deux numéros par celui de juillet 1918 et deux numéros par celui d'octobre 1918).

Ex. : Vin d'absinthe, anciennement 14, porté au 18, puis au 19, maintenant 26.

OBJETS DE PANSEMENT

	Largeur 0 ^m 05	Largeur 0 ^m 07	Largeur 0 ^m 10		
Bandes de flanelle. les 5 mètres.	3 20	3 95	4 70		
— — gaze hydrophile.	0 80	1 »	1 20		
— — tangepe.	0 80	1 »	1 20		
— — tarlatane.	0 80	1 »	1 20		
— — — phéniquée.	0 80	1 »	1 20		
— — toile.	1 70	2 »	2 50		
— — crépon (fillet bleu).	1 70	2 20	3 »		
— — — (fillet rouge).	2 45	3 »	4 45		
— — plâtrées.	1 »	1 20	1 45		
Ceinture de crépon, de 5 mètres de longueur sur	0 ^m 20	la pièce	8 fr.		
Ceinture de crépon, de 5 mètres de longueur sur	0 ^m 30	—	12 fr.		
Compresse de gaze stérilisées :					
En récipients hermétiquement clos, grandes, les 6. }					
— — — moyennes, — 9. }			6 fr.		
— — — petites, — 12. }					
	Kil.	500 gr.	250 gr.	125 gr.	50 gr.
Coton ordinaire cardé. 15 »	7 60	3 90	2 »	0 90	
— hydrophile. 15 »	7 60	3 90	2 »	0 90	
— — (par divisions) 15 »	7 60	3 90	2 »	0 90	
— — — stérilisé (en récipients hermétique- quement clos) » » » » »	3 50	2 »			
Cotons boriqué, iodé, iodoformé, etc. augmentés de 10 %.					
Coton iodé, le flacon.			3 »		
— le 1/2 flacon.			1 75		
Gaze hydrophile purifiée, le paquet de 5 mètres.			4 50		
— — — 1 mètre.			1 »		
— — — aseptique stérilisée, en récipients hermétique- quement clos, le flacon ou boîte de 5 mètres			7 25		
— — — 1 mètre			2 »		
Gaze boriquée, le paquet de 5 mètres.			4 »		
— — — 1 —			1 »		
— iodoformée officinale, le flacon de 1 mètre.			3 »		
— — — 0 ^m 50.			1 80		
— au peroxyde de zinc, le mètre.			3 25		
— phéniquée, le flacon de 1 mètre.			1 50		
— salicylée, le paquet de 5 mètres.			4 50		
— — — 1 mètre.			1 20		
— salolée officinale, le flacon de 1 mètre.			3 »		
— au sublimé, le paquet de 5 mètres.			4 »		
— — — le mètre			1 »		

Gouttière en toile métallique pour bras coude	la pièce : 10 »
— — — — — jambe et pied	— 11 50
— — — — — pour cuisse, jambe et pied	— 16 »
Mackintosh, le mètre	10 »
— les 0 ^m 30	5 50

TARIF DE LA VERRERIE

Pour la verrerie et la poterie, les prix du tarif édition 1914 sont triplés.

Ex. : Goulots verre blanc ou coloré, de 4 gr. à 150 gr. : 0 fr. 30 au lieu de 0 fr. 10.

Avis. — Ces prix s'entendent pour Paris seulement, le prix de revient étant augmenté en Province pour les multiples frais supplémentaires occasionnés par suite de la mobilisation et les grandes difficultés de réapprovisionnement.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Croix de la Légion d'honneur

Par décret du 4^{er} février 1919 est promu au grade de commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur :

M. BÉHAL (Auguste), Vice-Président du Comité de direction de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques au Ministère du commerce et de l'industrie, professeur à l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, membre de l'Académie de médecine, officier du 8 juin 1910.

M. MAYÉRAS (Alphonse-Charles), pharmacien de 1^{re} classe de la marine (réserve), est promu chevalier de la Légion d'honneur (janvier 1919) :

« A rendu des services remarquables en étudiant et en améliorant des fabrications touchant à la défense nationale. »

Citations — Croix de Guerre

Ordre du régiment, 2^e compagnie n° 153, 21 juin 1918.

DUFAYARD (Jacques), pharmacien aide-major.

« Affecté au régiment depuis neuf mois, y a rendu de précieux services en développant les moyens de protection contre les gaz par ses visites minutieuses, par sa propagande inlassable et par ses perfectionnements ingénieux. A montré le plus grand dévouement à la

« suite des bombardements à l'ypérite de mai 1918. Au cours des attaques du 11 au 13 juin 1918 s'est occupé très activement des blessés, dans un poste de secours, très précaire, en zone constamment et fortement battue. »

Ordre du régiment, 9^e compagnie n° 94, 16 décembre 1918.

DUFAYARD (Jacques), pharmacien aide-major :

« Pharmacien du 135^e régiment territorial, a demandé malgré son âge à servir dans un régiment. Au cours de la période des combats du 11 juin au 9 novembre 1918, a donné maintes fois un bel exemple de devoir et de courage, en se portant, au mépris du danger, aux points les plus avancés soumis à des bombardements toxiques pour veiller aux mesures à prendre. A rendu les plus grands services dans l'instruction de la troupe et des cadres au sujet de la protection contre les gaz. »

SOUSCRIPTION

en faveur des Confrères belges et français
DES RÉGIONS ENVAHIES

VINGTIÈME LISTE

Noms et adresses des Souscripteurs.	Montant des souscriptions.
MM. D' BENGUE, 47, rue Blanche	100 »
BEYTOT, 4, rue du Faubourg-Poissonnière (2 ^e versement)	1.000 »
GOBERT, 40, rue des Acacias	100 »
MARIE, rue Jean-Jaurès, à Puteaux	20 »
POUILH, 27, rue de Choisy, à Ivry	50 »
ROUSSELET, 77, rue Rambuteau	20 »
SOURCIN, 63, rue de Vanves	50 »
Montant de la vingtième liste	1.340 »
Montant des listes précédentes	17.700 70
Total au 20 février 1919	<u>19.040 70</u>

Souscription Parmentier.

DEUXIÈME LISTE

MM. FREYSINGE, 6, rue Abel, Paris	10 »
MARIE, rue Jean-Jaurès, à Puteaux	5 »
POUILH, 27, rue de Choisy, à Ivry	10 »
ROUSSEAU, 4, place de la République, à Levallois	10 »
ROUSSELET, 77, rue Rambuteau, à Paris	5 »
VEYRIÈRES, 34, avenue de Courbevoie, à Asnières	10 »
Montant de la deuxième liste	50 »
Montant de la première liste	213 25
Total au 20 février 1919	<u>263 25</u>

Impôts

sur le revenu, les bénéfices commerciaux,
les bénéfices de guerre.

Les pharmaciens pour la plupart mobilisés, vont se trouver à leur retour au foyer, en présence d'un système d'impôts complètement remanié.

Absorbés par la remise en état de leurs officines ou de leurs affaires, il ne leur sera guère possible de se reconnaître dans ce véritable réseau fiscal tendu depuis la guerre sur des principes nouveaux.

Ainsi que nous y avons fait allusion dans notre dernier numéro, nous nous proposons de faire une étude succincte des impôts de création récente.

Nous avons donc accepté la proposition du Bureau des Marques qui nous a offert un exposé ou pour mieux dire une vue d'ensemble des réformes effectuées, de façon à ce que nos lecteurs puissent se faire une idée au moins générale des obligations auxquelles ils vont être soumis, sauf à s'adresser eux-mêmes au dit Bureau en ce qui concerne les cas particuliers.

Le point de départ des modifications apportées à notre vieux système fiscal réside dans la loi du 15 juillet 1914 qui est le pivot de toute une organisation nouvelle. Nos lecteurs n'ont certainement pas oublié les fameuses discussions relatives à l'impôt sur le revenu; or, c'est cet impôt que nous a donné la loi précitée, d'ailleurs modifiée depuis. Elle comporte la création d'un impôt « général » atteignant l'ensemble des ressources du contribuable au-dessus d'une limite fixée par la loi.

En principe, et sous réserve des difficultés d'application, cet impôt se rapproche de la justice autant que faire se peut, dans toute conception humaine, et notamment en matière d'impôt. Toujours est-il que le mécanisme en est ingénieux, au moins en théorie, car pour augmenter les ressources du Trésor, il ne sera plus besoin d'avoir recours aux combinaisons savantes d'autrefois, ou d'explorer des terrains plus ou moins inconnus; il suffira d'élever la quotité d'un cran, sans changer en rien la matière imposable. C'est la théorie du pressoir dans toute sa simplicité, sauf qu'à un moment donné, les tours de vis supplémentaires ne peuvent redonner aux pommes le jus déjà exprimé.

La réforme a été complétée par la loi du 31 juillet 1917 qui a institué une série d'impôts dits *cédulaires* portant séparément sur chaque sorte de revenu et auxquels vient se superposer l'impôt général dont nous venons de parler. Cette loi, dans son article premier, supprime purement et simplement « les principaux » des contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres, et des patentes, ainsi que les centimes additionnels calculés sur ces « principaux » au profit de l'Etat.

Il convient de remarquer qu'aux termes de l'article 44 de la même loi... « jusqu'au vote d'une loi spéciale établissant des taxes nouvelles « de remplacement, les centimes départementaux et communaux por-

« tant sur les anciennes contributions personnelle-mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, continueront provisoirement d'être établis et perçus d'après les règles précédemment en vigueur. »

Conformément à cette disposition (art. 44), les avertissements ont été libellés comme par le passé, en tenant compte de la suppression prévue à l'article premier. Certains contribuables optimistes, sensibles à la réduction constatée sur l'année précédente, en ont conclu immédiatement que les impôts diminuaient en pleine guerre, ce qui les a remplis d'allégresse. Nous avons le devoir de leur rappeler, qu'entre l'article premier et l'article 44 cités plus haut, il y en a 42 qui ont pour but précisément de combler avec usure la diminution toute provisoire constatée sur leurs feuilles de contributions incomplètes.

Les impôts cédulaires auxquels sont soumis les revenus des différentes catégories sont les suivants :

- 1° Contribution foncière des propriétés bâties et non bâties.
- 2° Impôt sur les revenus des valeurs et capitaux mobiliers.
- 3° Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.
- 4° Impôt sur les bénéfices des exploitations agricoles.
- 5° Impôt sur les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères.
- 6° Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.

Ajoutons, ce qui ne surprendra personne, que la profession de pharmacien a été rangée au point de vue fiscal parmi les professions commerciales et que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux intéresse nos lecteurs au premier chef.

Nous allons les en entretenir.

Au surplus, la cédula relative aux bénéfices industriels et commerciaux est de beaucoup la plus importante, tant par suite du rendement qui en est attendu que du principe nouveau qu'elle consacre.

Jusqu'en 1917, la patente atteignait les bénéfices commerciaux d'après les signes extérieurs : la nouvelle loi vise directement le revenu lui-même.

Pour chaque contribuable, l'impôt fait l'objet d'une cote unique, établie au siège de la direction de l'entreprise ou des diverses entreprises exploitées par les intéressés, si le siège de la direction est en France, et au lieu du principal établissement pour les entreprises dont la direction a son siège hors de France.

La loi a prévu deux modes différents de détermination du chiffre des bénéfices, qui doit être pris pour base de l'impôt.

1° Le bénéfice réel.

2° Le bénéfice déterminé en appliquant au chiffre d'affaires de l'année antérieure un coefficient ou taux de bénéfices approprié.

Il convient de remarquer, et c'est essentiel, que contrairement à ce qui a lieu en matière d'impôt général sur le revenu, et de contribution sur les bénéfices de guerre, la loi du 31 juillet n'envisage pas la déclaration du commerçant ou industriel comme base générale et exclusive de l'impôt cédulaire.

L'imposition d'après le montant des bénéfices réels est seule applicable en ce qui concerne :

- 1° Les Sociétés anonymes et les Sociétés en commandite par actions.
- 2° Les contribuables passibles de la contribution extraordinaire de guerre, qui sont tenus pour l'assiette de cette contribution, de déclarer les bénéfices qu'ils ont réalisés.

Par conséquent les contribuables de ces deux premières catégories, n'ont aucune déclaration spéciale à souscrire pour l'établissement de l'impôt cédulaire. Naturellement ils ont à se mettre en règle avec le fisc en ce qui concerne leurs bénéfices de guerre, mais ils n'ont à prendre aucune initiative en ce qui concerne l'impôt dont nous nous occupons présentement. Ils n'ont qu'à répondre à la demande de renseignements qu'est en droit de leur adresser le contrôleur en vertu de l'article 5.

Tous autres industriels et commerçants, et c'est dans cette catégorie que figure l'immense majorité de nos lecteurs, ont le choix de se faire taxer, soit sur le montant de leurs bénéfices réels, soit d'après l'évaluation de ces bénéfices basés sur leur chiffre d'affaires.

S'ils adoptent le premier système, et nous répétons que rien ne les y oblige, que c'est une question d'appréciation laissée à leur initiative, ils doivent fournir, avant le 1^{er} avril de chaque année un relevé de leurs comptes profits et pertes, de l'année précédente, et s'engager à fournir à l'appui, s'il y a lieu, toutes justifications nécessaires. (Art. 4.)

C'est le seul cas, en matière de bénéfices industriels, où le contribuable doit prendre l'initiative, et encore est-elle dépourvue de sanction. Car s'il ne fournit pas le relevé de son compte dans le délai prescrit, il est simplement considéré comme entrant dans la catégorie des contribuables à taxer d'après le deuxième système, c'est-à-dire d'après le chiffre d'affaires.

Par conséquent, au cas où les pharmaciens n'auront pas fait parvenir le résumé de leurs comptes de profits et pertes au contrôleur dans le délai qui vient d'être indiqué, ils n'ont pas à se préoccuper. Leur bénéfice imposable sera déterminé d'après leur chiffre d'affaires et à cet égard ils n'auront à prendre l'initiative d'aucune déclaration. Ils auront simplement, lorsqu'ils en seront requis par le contrôleur, à lui faire connaître par écrit, dans les 20 jours qui suivront la lettre recommandée qui leur sera adressée, si ce n'est déjà fait, le montant de leur chiffre d'affaires de l'année précédente.

S'ils refusent de répondre, le contrôleur l'évalue d'office et le montant de leur cotisation est majoré de moitié.

Ajoutons que la loi du 31 juillet 1917 ne remet point à une Commission départementale, comme pour les bénéfices de guerre, le soin d'établir pour chaque exploitant les bases de sa cotisation : c'est au contrôleur des contributions directes qu'il appartient exclusivement de déterminer, dans les hypothèses ci-dessus envisagées le bénéfice net passible de l'impôt.

Lorsque ce bénéfice lui est déclaré par le contribuable, son travail est simplifié ; mais l'article 4 de la loi du 31 juillet 1917, précise que le bénéfice passible de l'impôt cédulaire ne doit s'entendre que du produit net de l'entreprise, après déduction de toutes charges, y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation et les amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie ou de commerce. Il appartient au contribuable de tenir compte

de ces déductions. Une fois le produit net déclaré, il ne reste au contrôleur que d'appliquer le tarif prévu à l'article 12.

Quant à l'évaluation d'après le chiffre d'affaires, il faut d'abord déterminer ce qu'on entend par « chiffre d'affaires ». A notre avis, il doit s'agir, du moins pour les pharmaciens, du chiffre des ventes réalisées pendant l'année. Le chiffre des achats, en effet, peut n'avoir aucun rapport avec les bénéfices réalisés.

Une fois en possession du chiffre d'affaires, le contrôleur évalue le bénéfice imposable en appliquant à ce chiffre un coefficient approprié. (Art. 6 de la loi.)

On entend par coefficient, la quotité de bénéfices par 100 francs de chiffre d'affaires, déterminée à forfait et par catégorie de professions. La détermination de ce coefficient n'est pas laissée à l'initiative du contrôleur, mais est confiée à une Commission spéciale, instituée par décret sur la proposition du Ministre des finances, et dont la composition est fixée par la loi de 1917. (Art. 8.)

Aux termes de l'article 7, la Commission peut établir, pour chaque nature de professions, plusieurs catégories, suivant l'importance du chiffre d'affaires et les autres facteurs de productivité.

A chacune de ces catégories, il est attribué soit un coefficient unique, soit un taux maximum et minimum.

Dans ce dernier cas, le contrôleur arbitre, mais le contribuable est fondé à discuter.

La Commission dont il vient d'être parlé, a établi pour une période de trois ans le tableau prévu des coefficients. (Voir *Journal officiel* du 18 mars 1918.) (Déjà modifié *Journal officiel* du 30 décembre 1918.)

Les pharmaciens y sont compris au groupe 3 sous le titre : Industries chimiques, chauffage, éclairage.

Et sous les n° 128. — Accessoires de pharmacie et articles d'hygiène (fabricants et marchands), coefficient : 5 à 12 %.

Et sous le n° 129. — Produits pharmaceutiques, spécialités ou préparations pharmaceutiques, antipyrétiques, 15 à 40 %.

Et sous le n° 130. — Produits pharmaceutiques (marchands de), pharmaciens en gros, 5 à 20 %.

Et sous le n° 131. — Pharmaciens, 15 à 35 %.

Exemple : Un pharmacien a déclaré un chiffre d'affaires de 200.000 francs.

Le contrôleur peut lui attribuer un coefficient allant de 15 à 35 % : s'il lui applique celui de 15 %, le bénéfice imposable sera de 30.000 francs.

S'il lui applique celui de 35 %, ce bénéfice sera de 70.000 francs.

On voit par là, l'importance qu'il y a à suivre de très près les opérations du contrôleur, et l'intérêt que nos lecteurs peuvent avoir à nous consulter en cas de difficultés.

Quel rapport y aura-t-il par ailleurs, entre le bénéfice forfaitaire évalué d'après le chiffre d'affaires et le bénéfice réel ?

Pourquoi le choix entre deux méthodes qui peuvent ne pas concorder, au point que pour deux pharmaciens ayant le même chiffre d'affaires et la même somme de bénéfices, celui qui a opté pour la déclaration du bénéfice réel, peut être imposé au double de celui qui a suivi l'autre méthode, et vice-versa....

C'est que le législateur, toujours indécis, a encore pris une demi-

mesure. Il n'a pas osé poser nettement en principe, l'abolition du secret de la comptabilité commerciale auquel tient par-dessus, tout le commerçant français. Et il a voulu laisser au contribuable l'impression d'avoir la faculté de renoncer de lui-même au secret de ses affaires, en optant pour la déclaration de ses bénéfices réels, ou de le conserver en optant pour la déclaration de son chiffre d'affaires.

Enfin, le secret, si tant est qu'il est l'âme du commerce, se trouve grandement atteint.

En effet, si les coefficients fixés administrativement expriment réellement le rapport du bénéfice au chiffre d'affaires, le secret tant désiré devient celui de polichinelle : mais si ces mêmes coefficients ne représentent pas réellement le rapport indiqué, la base de l'impôt sera faussée, et la justice commandera que les coefficients soient redressés jusqu'à ce que soit trouvée la véritable proportion, c'est-à-dire jusqu'au moment où sera détruit le secret....

C'est donc le contrôleur qui fixe l'évaluation forfaitaire et provisoire. Il communique cette évaluation aux intéressés qui peuvent la discuter par écrit ou verbalement pendant 20 jours. Nous ne revenons pas sur l'importance de cette discussion, d'où dépend le chiffre du coefficient, puisque d'après l'exemple cité plus haut, et pour un même chiffre d'affaires de 200.000 francs, le contrôleur est libre d'imposer un revenu forfaitaire variant entre 30.000 et 70.000 francs.

A l'expiration de ce délai de 20 jours, le contrôleur arrête définitivement les bases de l'imposition (art 10).

Admettons que ces bases soient d'un bénéfice de 20.000 francs, quel sera le montant de l'impôt? Aux termes de l'article 12, la quotité est de 4 fr. 50 % et pour le calcul de la taxe, la portion des bénéfices n'excédant pas 1.500 francs est comptée pour un quart, soit pour 375 francs.

La portion comprise entre 1.500 et 3.000 fr., soit 3.500 fr.	
est comptée pour moitié, ci	1.750 »
et la portion comprise entre 3.000 et 20.000 fr. est	
comprise pour la totalité, soit	15.000 »

C'est donc sur un total de 17.125 »

que sera appliqué le taux de 4,50 % prévu au même article 12, soit pour une cote de 770,62 d'impôt.

N'oublions pas que ce chiffre peut ne pas être définitif, et qu'en vertu de l'article 52 de la loi du 31 juillet 1917, tout contribuable a droit, en ce qui concerne la part de l'Etat, à une réduction de 5 %, pour une personne à sa charge, de 10 % pour deux, de 20 % pour trois, et ainsi de suite, chaque personne au-delà de la troisième, donnant droit à une nouvelle réduction de 10 %, sans que le total des réductions puisse dépasser 50 %.

Par conséquent, si le pharmacien taxé plus haut à	770,62
à trois enfants (de moins de 21 ans), il a droit à une réduction de 20 %, ci	154,12

et sa cote se ramène définitivement à 616,50

Mais pour bénéficier de cette réduction, il doit faire la déclaration de ses charges de famille « autant que possible avant le 1^{er} avril de cha-

que année, pour éviter que cette déclaration n'arrive après l'imposition, auquel cas le contribuable est déchu du bénéfice de la réduction.

Nos lecteurs sont prévenus que des formules pour déclarations de charges de famille sont à la disposition du public, dans toutes les mairies, du moins à Paris.

Enfin, l'article 26 (titre III) de la même loi, intéresse également les pharmaciens; il est ainsi conçu :

« Tout particulier et toute Société... occupant des employés, « commis... moyennant traitement, salaire, ou rétribution, sont « tenus de remettre, dans le courant du mois de janvier de chaque « année, au contrôleur... un état indiquant le nom et le montant du « traitement de leurs employés. »

Nous croyons savoir que des imprimés sont mis à la disposition du public dans toutes les mairies et contenant tous renseignements utiles à la rédaction du dit état. Ne perdons pas de vue que cet état doit être fourni à l'époque fixée sous peine d'une amende de 5 francs par omission ou inexactitude.

En résumé, de tout ce qui précède, il résulte que le pharmacien a le choix, ou de se faire taxer sur le montant de ses bénéfices réels ou sur un produit forfaitaire calculé sur son chiffre d'affaires au moyen d'un coefficient approprié.

Dans le premier cas, il doit communiquer au contrôleur, avant le 1^{er} avril, un relevé de son compte de profits et pertes, et se soumettre à toutes les investigations de celui-ci.

Ce délai est dépourvu de sanction, puisque à défaut de déclaration, le contribuable se trouve compris automatiquement dans la deuxième catégorie, celle des pharmaciens qui doivent être taxés d'après leur chiffre d'affaires.

Dans ce second cas, il n'a qu'à attendre la demande du contrôleur et à lui répondre dans les 20 jours. En cas de refus, le contrôleur évalue d'office le chiffre d'affaires et l'impôt est majoré de moitié. Mais il appartient toujours au contribuable d'établir que le défaut de réponse dans les 20 jours, ne provient pas d'un refus, mais de toute autre cause, auquel cas la pénalité n'est pas encourue.

Mais en cas d'inexactitude dans les renseignements donnés au contrôleur « comptes profits et pertes », « chiffre d'affaires », l'impôt cédulaire est doublé sur la portion dissimulée, à condition que l'insuffisance constatée soit supérieure au dixième ou qu'elle excède 20.000 francs (Art. 11).

Il ressort des termes mêmes de cette disposition, que la pénalité du double droit ne frappe que les dissimulations frauduleuses, à l'exclusion des inexactitudes provenant d'une fausse interprétation de la loi.

Avant le 1^{er} avril, le contribuable doit faire la déclaration de ses charges de famille, sous peine de se voir déchu du bénéfice de la réduction.

Et dans le mois de janvier de chaque année, il doit adresser l'état de ses employés, sous peine d'une amende de 5 francs par omission ou inexactitude.

Mais tout n'est pas dit, et nous prions nos lecteurs de porter toute leur attention aux moindres détails de cette étude que nous avons voulu aussi complète que possible.

La déclaration relative à l'impôt global sur le revenu, qui, comme nous l'avons dit plus haut, vient se superposer aux impôts cédulaires, doit, aux termes de l'article 16 de la loi du 15 juillet 1914, être souscrite dans les trois premiers mois de chaque année, sous peine d'une majoration de 40 %. Or, cette déclaration comporte notamment l'énonciation des bénéfices commerciaux.

Sans doute, aux termes de l'article 50 de la loi du 31 juillet 1917, le contribuable à la faculté, pour la déclaration de l'impôt global, d'évaluer les revenus soumis à un impôt spécial établi par voie de rôle, d'après les règles fixées pour cet impôt spécial, mais une difficulté se présente :

Si en matière de bénéfices commerciaux le contribuable a opté pour la déclaration de ses bénéfices réels, dès lors qu'ils doivent être portés à la connaissance du contrôleur dans le même délai que son revenu global, il se bornera à reporter à la déclaration d'impôt sur le revenu le chiffre net de ses bénéfices commerciaux.

Mais s'il a opté pour une évaluation forfaitaire, qui certainement ne sera pas établie avant le 1^{er} avril, comment pourra-t-il remplir le paragraphe 4, numéro 5 de sa déclaration relative à l'impôt global? Nous estimons qu'il n'aura qu'à y insérer son chiffre d'affaires avec l'indication du coefficient légal sauf au contrôleur à rectifier ultérieurement.

Donc, de toute façon, une déclaration doit être souscrite avant le 1^{er} avril si ce n'est en vertu de la loi du 31 juillet 1917, du moins en vertu de celle du 15 juillet 1914.

En ce qui concerne les difficultés particulières, nos lecteurs pourront s'adresser au Bureau des Marques qui dispose d'un service spécial. Ce service d'ailleurs s'occupe non seulement des impôts dont nous venons d'entretenir nos lecteurs, mais il s'étend, en outre, à la contribution extraordinaire des bénéfices de guerre, à la taxe sur les objets de luxe, à la taxe des paiements aux divers droits dus par les Sociétés et même aux droits de timbre et d'enregistrement.

F. LOUIS jeune,

Directeur du Bureau des Marques.

LOI

ayant pour objet de garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les administrations, offices, entreprises publiques ou privées devront garantir à leur personnel mobilisé, pour toutes les personnes ayant un contrat de louage relevant des articles

20 à 24 du livre 1^{er} du Code du travail, et toutes les fois que la reprise de la personne sera possible, l'emploi que chacun occupait au moment de sa mobilisation.

Pour cette appréciation, il sera tenu compte uniquement, d'une part, des changements profonds survenus depuis le début de la guerre dans le fonctionnement des administrations, offices et entreprises, par suite de destructions d'établissements, modifications importantes dans les procédés de travail, pertes de clientèle; d'autre part, des maladies, blessures ou infirmités de nature à modifier notablement l'aptitude des personnels à l'emploi qu'ils occupaient avant la mobilisation.

S'il est resté apte audit emploi, l'intéressé sera repris au taux normal et courant de la rétribution de cet emploi dans l'administration, l'office ou entreprise, sans que le taux de son salaire ou de ses appointements soit inférieur à celui qui lui était attribué avant la guerre.

ART. 2. — Les contrats de travail à durée déterminée, soit écrits, soit résultant d'usage locaux, reprendront, sauf l'impossibilité prévue à l'article précédent, pour la durée restant en cours au moment de la mobilisation.

Toutefois, la dénonciation pourra en être faite par l'intéressé, si les conditions en sont devenues inférieures aux conditions normales et courantes de l'emploi, ou si, libéré du service, il a dû, le patron ne pouvant reprendre l'exécution du contrat, se placer dans une autre entreprise.

Cette dénonciation devra être faite par lettre recommandée pour les personnes déjà libérées au moment de la promulgation de la présente loi dans le mois qui suivra cette promulgation et, pour les autres, avant l'expiration du délai indiqué à l'article 5, paragraphe 2.

Dans les entreprises privées, le contrat de travail souscrit en vue de pourvoir au remplacement d'un mobilisé ne sera, en aucun cas, opposable à celui-ci et ne pourra, sous aucun prétexte, être invoqué par l'employeur comme une cause d'impossibilité ou d'empêchement à la reprise du contrat primitif.

Tout contrat de travail, qu'elle qu'en soit la durée, passé au cours de la guerre en vue du remplacement d'un mobilisé, expirera de plein droit lors de la reprise de son emploi par ce dernier; la préférence sera toujours accordée au contrat le plus ancien en date, suspendu du fait de la mobilisation du premier titulaire.

ART. 3. — Dans les administrations et établissements de l'Etat, des départements et des communes, dans les entreprises concessionnaires de services publics, ainsi que d'une façon générale dans toutes les entreprises, établissements et offices ayant fixé pour leur personnel, par des dispositions antérieures à la mobilisation, des règles d'avancement, d'augmentation de traitements ou de salaires, ou d'allocation de primes, il en sera tenu compte aux intéressés qui auraient pu en bénéficier durant leur absence.

Toutefois, il n'est point porté atteinte aux règles de concours ou de choix qui s'appliquent à certains changements de grades ou d'emplois.

Dans les mêmes administrations, offices, établissements ou entreprises, si la capacité de travail de certaines personnes est diminuée par la maladie ou la mutilation ou si l'organisation intérieure a subi de

telles modifications qu'il serait impossible de donner à chacun l'emploi qu'il occupait avant d'être mobilisé, il y aura lieu, à moins d'impossibilité, d'offrir aux intéressés des situations analogues ou équivalentes.

Les dispositions du présent article ne font point obstacle aux dispositions plus avantageuses que des fonctionnaires, employés ou ouvriers pourraient tenir du statut ou des règles de leur administration.

ART. 4. — La preuve que la reprise du contrat est impossible incombe à l'employeur. Faute de cette preuve, des dommages-intérêts seront accordés dans les conditions prévues par l'article 23 du livre I^{er} du Code du travail.

ART. 5. — Les dispositions de la présente loi seront applicables, quelle que soit la durée des services engagés antérieurement à la mobilisation et qui ont été suspendus de ce fait.

Pour être valable, la demande de réintégration de tout intéressé devra être notifiée par lettre recommandée dans le délai de quinze jours qui suivra sa libération ou le terme de son hospitalisation, ou de sa convalescence, ou la date de reprise de la marche normale de l'entreprise.

Lorsque la reprise des hommes rentrés dans leurs foyers ne pourra s'effectuer que successivement, leur réintégration devra se faire d'après leur spécialité et, dans chaque spécialité, d'après le rang d'ancienneté dans l'établissement en donnant, parmi les plus anciens, la préférence à ceux qui sont le plus chargés de famille.

ART. 6. — Les dispositions de la présente loi sont applicables :

- 1^o Aux gens de mer mobilisés dans les armées de terre et de mer ;
- 2^o Aux fonctionnaires communaux et départementaux, ainsi qu'à ceux des établissements publics.

ART. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Dans ce cas, le délai de notification de quinze jours prévu à l'alinéa 2 de l'article 5 ne commencera à courir qu'à dater du débarquement dans la colonie.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 novembre 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale.*

COLLIARD.

LOI

*relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état
de guerre (suite et fin) (1).*

ART. 20. — Les dispositions de l'article 19 sont applicables jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la promulgation de la présente loi.

(1) Cf. *Bulletin de la Chambre syndicale* n° 1 du 31 janvier 1919, pages 21 et suivantes.

sans que ce délai puisse dépasser six mois après le décret fixant la cessation des hostilités :

1° Aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1^{er} août 1914 ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

2° Aux femmes des militaires disparus dont la disparition a été officiellement constatée ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués ;

3° Aux personnes, parentes ou non, qui antérieurement au 1^{er} août 1914, vivaient habituellement dans les lieux loués avec le locataire mobilisé et qui justifieront qu'elles étaient à sa charge ;

4° Aux militaires réformés à la suite de blessures ou de maladie contractée ou aggravée à la guerre.

Si le décès ou la mise en réforme est postérieur à la promulgation de la présente loi ou survient moins d'un an avant cette promulgation, le délai courra du jour du décès ou de la date officielle de la mise en réforme.

Les dispositions de l'article 19 sont également applicables aux femmes de citoyens français retenus en pays envahis, internés en pays ennemis ou en pays neutres ou aux membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués, jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront leur libération.

Sont également admises au bénéfice de ces dispositions les Sociétés en nom collectif dont tous les associés, et les Sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

Art. 21. — Les décisions rendues entre le bailleur et le preneur sont acquises de plein droit à la caution ainsi qu'à celui ou à ceux qui, par suite de sous-location ou de cessions antérieures du droit au bail, sont tenus solidairement.

Au cas de sous-location, le locataire principal pourra toujours mettre en cause devant la Commission arbitrale le propriétaire et exercer à son égard les droits résultant de l'article 14, même en cas d'inaction du sous-locataire. Le même droit appartiendra à la caution en cas d'inaction du locataire cautionné.

Au cas de constructions édifiées sur le terrain d'autrui, le propriétaire des constructions, appelé devant la Commission arbitrale par ses locataires, pourra lui-même mettre en cause le propriétaire du sol et demander une réduction de son loyer vis-à-vis de ce propriétaire.

Dans tous les cas, la Commission arbitrale règlera la situation de chacun des intéressés.

Le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du loyer, en doit le montant au propriétaire en déduction ou jusqu'à concurrence de sa propre dette sans pouvoir invoquer pour le conserver les avantages d'exonération, de réduction ou de délais résultant de la présente loi.

Dans le cas visé au paragraphe ci-dessus, si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes ainsi perçues du sous-locataire, il devra au bailleur, à titre de pénalité de retard, un intérêt à 6 p. 100 l'an à compter du jour du paiement par le sous-locataire.

ART. 22. — L'obligation ci-dessus ne s'appliquera pas aux logeurs en garni.

Pour ces derniers, la Commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble et les charges du logeur, les réductions ou exonérations qui pourront lui être accordées sur les justifications prévues par l'article 14.

Les logeurs en garni ne pourront, contre le paiement de la somme ainsi fixée par la Commission arbitrale, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

ART. 23. — L'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur peut être limité à une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

Le bailleur peut, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet paiement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance.

ART. 24. — Ne pourront être compris dans ce gage, au même titre que les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets nécessaires au coucher et au travail du locataire et des membres de sa famille, les meubles, effets mobiliers, ustensiles et objets indispensables garnissant la salle à manger et la cuisine.

ART. 25. — Les sommes versées à titre de loyer d'avance ou de garantie de l'exécution du bail se compenseront de plein droit avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre.

ART. 26. — Les règles établies par les dispositions des articles 23 à 25 sont applicables aux locataires en garni.

Toutefois, les Commissions arbitrales devront déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires.

ART. 27. — Il sera tenu compte par les Commissions arbitrales des loyers payés par les locataires depuis le 1^{er} août 1914 et l'imputation en sera ordonnée, en tout ou en partie, soit sur les termes à échoir, soit sur les termes demeurés impayés.

Le paiement des indemnités de résiliation effectué depuis le 1^{er} août 1914 par les personnes visées au titre I^{er} ne mettra pas obstacle à l'exercice des droits accordés par la présente loi et pourra donner lieu à répétition.

Il en sera de même des jugements et arrêts rendus postérieurement au 1^{er} août 1914 et qui auront statué sur des demandes en paiement de loyers échus depuis la guerre.

Toutefois, les sommes payées en vertu de ces décisions ne seront pas sujettes à répétition.

ART. 28. — Toutes clauses et stipulations contraires à la présente loi seront considérées comme nulles et non avenues.

Toutefois, demeurent valables les conventions et les transactions librement conclues entre le bailleur et le preneur relatives à des baux intervenus depuis le 1^{er} août 1914, sous réserve qu'aucun fait nouveau, né de la guerre, ne soit survenu qui ait modifié la situation du locataire.

ART. 29. — Les bailleurs dont les locataires auront été exonérés, en tout ou en partie, en vertu des articles 14, 15 et 16 de la présente loi ou par suite de conventions librement consenties, conformément à l'article précédent, auront droit à une indemnité servie par l'Etat si, en vertu des lois d'impôt général sur le revenu, ils ne sont pas assujettis à cet impôt en raison de la modicité de leur revenu net total annuel, ou si, étant assujettis à cet impôt, leur revenu net total annuel, réduction faite de tous abattements et déductions prévus par la loi, ne dépasse pas les chiffres suivants :

1^o Cinq mille francs dans toutes les communes de moins de 100.000 habitants ;

2^o Huit mille francs dans les communes de 100.000 habitants et au-dessus et dans celles visées au paragraphe 7 de l'article 15 ;

3^o Dix mille francs à Paris, dans le département de la Seine et dans les communes de la banlieue visées au paragraphe 5 de l'article 15.

Le droit à indemnité pour pertes de loyer subies du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1915 sera réglé d'après le montant du revenu imposé aux rôles de l'impôt général sur le revenu pour l'exercice 1916 ; le droit à indemnité pour pertes de loyer subies en 1916 sera réglé d'après le montant du revenu imposé en 1917 et ainsi de suite, le droit à indemnité pour pertes de loyer subies pendant une année étant déterminé d'après le revenu assujéti à l'impôt général sur le revenu de l'année suivante.

Si, depuis le début des hostilités, le revenu net total pour lequel a été imposé le propriétaire a dépassé dans une année les chiffres ci-dessus, le propriétaire n'aura droit pour ladite année à aucune indemnité.

Les établissements publics de bienfaisance auront toujours droit à l'indemnité de l'Etat.

L'indemnité sera de 50 p. 100 des loyers dont le locataire aura été déchargé sans qu'elle puisse, ajoutée à la portion des loyers demeurés exigibles, être inférieure aux charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération ou réduction, annuités des créances hypothécaires, impôts et assurances compris.

En aucun cas, l'indemnité ajoutée au revenu imposé à l'impôt général sur le revenu, ne pourra procurer aux bénéficiaires un émolument total annuel supérieur aux chiffres de revenu énumérés au deuxième alinéa du présent article.

Seront assimilés aux propriétaires visés à l'alinéa premier les logeurs en garni dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 14, 15 et 16 de la présente loi, pourvu que le revenu net total annuel pour lequel ils ont été imposés ne dépasse pas les chiffres indiqués au présent article.

Les indemnités seront payées en dix termes annuels, sans toutefois que le premier terme puisse être inférieur à 1.000 francs ou à la totalité de la créance si celle-ci n'atteint pas le chiffre de 1.000 francs. Ce minimum ne sera exigible qu'à la première des demandes formées par le même propriétaire.

Le premier terme sera versé dans le mois de la date de la décision ministérielle statuant sur la demande en indemnité.

Les termes non échus porteront intérêt à 5 p. 100 l'an. Les intérêts seront payables chaque année en même temps que les termes successifs.

Art. 30. — Il sera remis à chaque ayant-droit un titre constatant sa créance.

Ce titre ne sera pas négociable, mais l'ayant-droit pourra demander qu'une partie de ladite créance soit déléguée à son créancier hypothécaire qui devra accepter cette délégation jusqu'à concurrence des intérêts, arrérages et annuités qui lui seront dus.

Les titres de créances ainsi délivrés pourront faire l'objet d'avances dans les conditions qui seront déterminées par le ministre des finances. Ils pourront également faire l'objet de transports conformément aux articles 1689 et suivants du Code civil.

Les demandes en indemnités formées par les propriétaires désignés au présent article seront, dans chaque département, adressées au directeur de l'enregistrement au plus tard dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Elles pourront l'être dès la promulgation de la présente loi.

Il en sera délivré immédiatement récépissé.

Un arrêté du Ministre des finances déterminera la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire. (Voir l'Officiel du 12 mai 1918, page 4103.)

Dans le délai de deux mois à dater du dépôt de la demande, le directeur de l'enregistrement fixera le montant de l'indemnité, par délégation du ministre, en conformité des paragraphes 4^{er} et 8 du précédent article. Cette décision sera notifiée, en la forme administrative, au propriétaire-demandeur.

Dans la quinzaine de la notification, celui-ci pourra adresser un recours au Ministre qui statuera dans le mois.

La décision du Ministre pourra faire l'objet d'un recours devant le Conseil d'Etat dans les conditions du droit commun.

Le recours aura lieu sans frais et sans intervention obligatoire d'un avocat.

La loi de finances déterminera les voies et moyens à l'aide desquels il sera fait face au paiement des indemnités prévues au précédent article.

Art. 31. — Toute réduction ou exonération de loyer prononcée par la loi ou par les Commissions arbitrales entraînera, sur la contribution foncière et la contribution des portes et fenêtres, principal et centimes additionnels, départementaux et communaux compris, et sur les taxes assimilées afférentes à l'immeuble loué, une remise proportionnelle à la perte de revenu subie par le propriétaire.

Cette remise devra, à peine de forclusion, être demandée par le propriétaire dans les trois mois qui suivront la date à laquelle la réduction ou l'exonération de loyer sera devenue définitive ; pour les réductions accordées avant la promulgation de la loi, le délai courra du jour de cette promulgation.

Tout propriétaire qui aura consenti des réductions ou exonérations amiables de loyer bénéficiera de cette remise.

Il produira, à l'appui de sa demande en remise ou en modération, une déclaration, dûment signée et certifiée sincère du montant du loyer auquel il aurait eu droit, de la quotité de la réduction consentie et de la période à laquelle elle s'applique.

En cas de fausse déclaration, les coupables seront passibles des peines portées à l'article 405 du Code pénal.

L'article 463 du même code pourra être appliqué.

Les demandes en réduction d'impôts seront présentées, instruites et jugées, comme les demandes en remise pour vacances de maison.

Les dispositions du présent article, à l'exception de la dernière, sont applicables aux droits d'enregistrement perçus ou exigibles sur les baux et locations ayant donné lieu à des réductions ou exonérations de loyer.

ART. 32. — Au cas où, par le fait de la guerre, le propriétaire se trouvera privé d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement de ses dettes hypothécaires et privilégiées, la Commission arbitrale pourra, sur sa demande, et nonobstant toutes stipulations contraires, lui accorder les délais qu'elle jugera nécessaires tant pour le paiement du principal en cas d'exigibilité, que pour le paiement des intérêts, annuités ou arrérages échus avant ou pendant la durée des hostilités.

Les délais auront pour point de départ la date d'exigibilité de la créance et ils ne pourront dépasser trois années plus une durée égale à celle des hostilités. Le retard déjà existant au début de la guerre sera imputé sur lesdits délais.

Le créancier sera appelé devant la Commission arbitrale, en la forme et de la manière prescrite au titre III de la présente loi.

La Commission arbitrale pourra décider qu'au jour de la cessation des hostilités, les intérêts, annuités ou arrérages impayés s'ajouteront au capital de la dette, avec ou sans intérêts, et qu'ils seront payés en fin de contrat.

En ce cas, ces intérêts, annuités ou arrérages profiteront des mêmes garanties et seront conservés de plein droit par l'hypothèque au même rang que le principal, même s'ils excèdent la limite de trois années fixée par l'article 2151 du code civil.

Toutefois, cette dernière disposition ne sera pas opposable aux créanciers hypothécaires postérieurs en rang et inscrits antérieurement au 1^{er} août 1914.

Nonobstant les délais prévus à la présente loi, les créanciers hypothécaires ou privilégiés pourront, dans les termes du droit commun, sur la poursuite intentée par d'autres créanciers, prendre part à toutes distributions de l'actif de leur débiteur.

Les dispositions du présent article sont applicables aux acquéreurs d'habitations à bon marché, de jardins ouvriers et de petites propriétés, qui amortissent leur prix d'acquisition par paiements périodiques.

ART. 33. — Pour la détermination du chiffre du loyer, dans tous les cas prévus à la présente loi, il ne sera tenu compte que des prix de loyer en vigueur au 1^{er} août 1914.

TITRE III

Juridiction et procédure.

ART. 34. — Toutes les contestations auxquelles la présente loi donnera lieu, seront, quel que soit leur chiffre, jugées par une Commission

arbitrale des loyers, composée, outre le président, de quatre membres, savoir, deux propriétaires et deux locataires.

En principe, il est institué dans chaque arrondissement et, dans les villes divisées en cantons ou arrondissements, dans chaque canton ou arrondissement, enfin, dans chaque canton suburbain du département de la Seine, une Commission arbitrale.

Le lieu où siégera la Commission arbitrale sera publié, par les soins de l'administration préfectorale, à la porte de chaque mairie du ressort.

Toutes les fois que, pour l'expédition des affaires, la subdivision paraîtra nécessaire, il y sera pourvu par un décret qui déterminera le ressort de chaque Commission arbitrale.

Un décret pourra également instituer plusieurs Commissions arbitrales fonctionnant simultanément dans la même circonscription, ou rattacher entre elles plusieurs circonscriptions.

Dans la huitaine de la promulgation de la présente loi ou des décrets prévus au paragraphe précédent, le premier président de la cour d'appel déléguera, pour présider chaque Commission, soit un des membres de la cour, soit un des membres des tribunaux du ressort, soit, en cas d'empêchement de tous ces magistrats, l'un des juges de paix ou suppléants de la justice de paix, ou un avocat ayant au moins dix années d'inscription au tableau.

Le premier président pourvoira au remplacement du président empêché temporairement ou définitivement.

Au cas où plusieurs Commissions seraient appelées, conformément aux dispositions du paragraphe 5, à fonctionner simultanément dans la même circonscription, il déterminera entre elles l'ordre de répartition des affaires.

ART. 35. — Dans chaque commune, sur convocation spéciale du préfet, et au plus tard dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, le Conseil municipal dresse trois listes de propriétaires et de locataires domiciliés dans la commune : une de propriétaires d'immeubles à loyer situés dans l'arrondissement, une de locataires non patentés, une de locataires patentés. Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, peuvent être inscrites sur ces listes. Ces listes comprendront deux propriétaires, deux locataires patentés et deux locataires non patentés par 200 habitants dans les circonscriptions arbitrales n'ayant pas plus de 30.000 habitants ; par 500 habitants, dans les circonscriptions ayant de 30.001 à 100.000 habitants et par 1.000 habitants dans les circonscriptions ayant plus de 100.000 habitants. A Paris, ainsi que dans les villes divisées en plusieurs cantons ou arrondissements, le Conseil municipal dresse les listes par canton ou arrondissement.

Les listes sont dressées chacune en deux exemplaires, dont l'un reste déposé à la mairie et l'autre doit être transmis, dans le délai fixé par l'arrêté de convocation, au sous-préfet du chef-lieu de l'arrondissement ou au juge de paix du canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales, à Paris au préfet de la Seine. Ces listes sont groupées par circonscription.

Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, une Com-

mission composée du président du Tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissements, des juges de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur, se réunit dans chaque arrondissement ou dans chaque canton comprenant une ou plusieurs circonscriptions arbitrales.

A Paris, cette Commission est composée, dans chaque arrondissement, du président du Tribunal civil ou du magistrat délégué par lui, président, du maire ou d'un adjoint délégué par lui, des conseillers municipaux, du juge de paix et d'un fonctionnaire des contributions directes désigné par le directeur.

Le président de la Commission prévue aux alinéas 3 et 4 du présent article tire au sort, en séance publique de la Commission, sur les listes préparatoires de la circonscription, dressées comme il vient d'être dit, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former les listes définitives.

Le nombre des propriétaires, des locataires patentés et des locataires non patentés à inscrire sur les listes définitives est de la moitié du nombre des propriétaires et du quart de celui des locataires portés sur les listes provisoires, avec un minimum de 80 propriétaires, de 40 locataires patentés et de 40 locataires non patentés.

La Commission avant de procéder au tirage au sort, statue sur les incapacités et prononce la radiation des propriétaires et des locataires soumis aux cas d'incapacité ou d'incomptabilité énumérés à l'article 7 ci-après.

ART. 36. — Les décisions de la Commission sont prises à la majorité. Au cas où tous les membres ne seraient pas présents, la séance serait remise à un jour suivant et il suffirait de la majorité des commissaires présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les listes définitives sont transmises au président de la Commission arbitrale par les soins du président de la Commission prévue à l'article 35.

ART. 37. — Ne pourront être compris dans les listes définitives d'assesseurs de la Commission arbitrale des loyers que les propriétaires ou locataires de la circonscription, âgés de plus de vingt-cinq ans, inscrits sur les listes électorales, non soumis aux cas d'incapacité ou d'incomptabilité prévus par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 24 novembre 1872.

Les femmes propriétaires ou locataires, âgées de vingt-cinq ans au moins, domiciliées dans la circonscription, pourront être comprises dans les listes d'assesseurs de la Commission arbitrale, pourvu qu'elles ne soient pas soumises aux cas d'incapacité prévus, en ce qui les concerne, par les articles 2, 3 et 4 de ladite loi.

Ne peuvent être choisis : 1° les locataires propriétaires d'immeubles de rapport dans le département et les départements limitrophes; 2° les locataires représentants habituels d'un ou de plusieurs propriétaires.

ART. 38. — Quinze jours au moins avant l'ouverture de chaque session, au lieu et à la date qui seront publiés dans la forme prescrite

à l'alinéa 3 de l'article 34, le président de la Commission arbitrale tire au sort publiquement sur les listes dressées en vertu de l'article 35, les noms des propriétaires et des locataires appelés à former la Commission arbitrale des loyers. L'un des deux locataires assesseurs doit être un locataire patenté et l'autre un locataire non patenté.

Le président tire, de plus, au sort les noms de cinq assesseurs suppléants, lesquels devront être domiciliés dans la ville où siège la Commission arbitrale, savoir : deux propriétaires et trois locataires, dont un locataire patenté.

Cette liste des assesseurs est déposée immédiatement au secrétariat; elle est communiquée à tout intéressé.

Le Président fixe la date de la session. Celle-ci dure deux mois au plus. Néanmoins, toute affaire commencée devra être jugée par la Commission devant laquelle elle aura été portée.

Le Président de la Commission arbitrale convoque les assesseurs.

Tout assesseur qui aura fait le service pendant une session sera dispensé, sur sa demande adressée au Président, pour la session suivante.

ART. 39. — Les assesseurs des Commissions arbitrales peuvent être récusés :

1^o Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation ;

2^o Quand ils sont parents ou alliés d'une des parties en ligne directe et en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement ou quand ils sont parents entre eux dans les mêmes conditions ;

3^o Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu action judiciaire, criminelle ou civile, entre eux et l'une des parties ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ;

4^o S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire ;

5^o S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause.

En outre, chaque partie aura respectivement le droit d'exercer deux récusations péremptoires.

La partie qui veut récuser un assesseur est tenue de former la récusation avant tout débat et d'en exposer les motifs dans une déclaration qu'elle remet, revêtue de sa signature, au secrétaire de la Commission arbitrale.

Il est statué sans délai par le Président dont la décision est en dernier ressort. Il prononce également sur les causes d'empêchements que les assesseurs proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 38.

En cas d'absence, d'empêchement ou de récusation de l'un des assesseurs, ou si, pour toute autre cause, la Commission est hors d'état de se constituer régulièrement, elle se complètera en appelant à siéger un assesseur suppléant, dans l'ordre du tirage au sort. A défaut d'assesseur suppléant, il sera procédé à un nouveau tirage au sort fait, en séance publique, sur les listes dressées en vertu de l'article 35, l'assesseur suppléant devant être domicilié dans la ville où siège la Commission arbitrale.

ART. 40. — Avant d'entrer en fonctions, les assesseurs prêtent, individuellement, devant le Président de la Commission, le serment de remplir leur devoir avec zèle et intégrité et de garder le secret des délibérations.

En cas d'absence sans excuse jugée valable, ou en cas de refus de service non justifié, l'assesseur sera condamné par le Président de la Commission arbitrale à une amende de cent francs (100 fr.) au moins et de trois cents francs (300 fr.) au plus, sous réserve de l'application de l'article 463 du Code pénal. Le Président statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par l'assesseur condamné.

Les assesseurs reçoivent sur les fonds de la justice criminelle, dans les conditions prévues par les articles 2, paragraphe 4, et 162 du décret du 18 juin 1811, les indemnités de déplacement et de séjour prévues pour les membres du jury criminel par les lois des 19 mars 1907 et 17 juillet 1908 et le décret du 18 juin 1811. Toutefois, les assesseurs suppléants ne peuvent prétendre à une indemnité que pour les jours où ils ont effectivement siégé.

Les magistrats désignés pour présider les Commissions arbitrales hors du chef-lieu de l'arrondissement, recevront, pour frais d'indemnité de séjour, l'indemnité prévue par l'article 3 de la loi du 4 octobre 1916.

ART. 41. — Le premier Président de la Cour d'appel désigne le secrétaire de la Commission arbitrale. Il peut le révoquer.

Le secrétaire, avant de prendre possession de ses fonctions, prête serment devant le Président de la Commission arbitrale.

Les émoluments sont ceux fixés par la loi du 27 mars 1907 dont les articles 58, 59, 60, 61 et 62 sont applicables.

Tout secrétaire convaincu d'avoir perçu une taxe non prévue ou supérieure au taux fixé est passible des peines portées à l'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifié par la loi du 10 mars 1898 et des articles 1030 et 1031 du Code de procédure civile.

ART. 42. — Il sera, dans tous les cas, procédé à un préliminaire de conciliation devant le Président de la Commission arbitrale de la situation de l'immeuble.

A cet effet, le demandeur fait convoquer le défendeur par lettre recommandée du secrétaire avec avis de réception; cette lettre indiquera les nom, profession et domicile du demandeur, l'objet de la demande, le jour et l'heure de la comparution, fixés par le Président au délai minimum de trois jours francs. A défaut d'un avis de réception établissant que le défendeur a été touché, en temps utile, le défendeur est cité par huissier.

Les parties comparaitront en personne, sauf en cas d'excuse jugée valable par le Président. Elles pourront toujours être assistées d'un avocat inscrit au tableau ou d'un officier ministériel.

Si, au jour indiqué par la lettre du secrétaire, le demandeur ne comparait pas, la cause est rayée du rôle et ne peut être reprise qu'après un délai de huit jours au moins.

ART. 43. — Il sera loisible aux parties, lors de la tentative de conciliation et si elles sont d'accord, de donner mission au Président pour prononcer sur leurs difficultés, comme arbitre amiable-compositeur en

dernier ressort et avec dispense d'observer toutes formalités judiciaires.

La décision sera exécutoire, sans qu'il soit besoin d'ordonnance d'exequatur.

ART. 44. — Les parties pourront toujours se présenter volontairement devant le Président, et, dans ce cas, il est procédé à leur égard comme si l'affaire avait été introduite par une demande directe.

ART. 45. — A défaut de conciliation ou si le défenseur ne se présente pas, le secrétaire convoque les parties par lettres recommandées, avec avis de réception, pour l'audience de la Commission arbitrale du lieu de la situation de l'immeuble, au jour qui aura été fixé par le Président lors de la tentative de conciliation et en observant le délai prescrit à l'article 42, alinéa 2. A défaut d'avis de réception, le défenseur est cité par huissier.

La citation contient les énonciations prescrites pour la lettre par l'article 42.

Les témoins, s'il y a lieu, seront appelés dans les mêmes formes et délais.

ART. 46. — Si la décision est rendue par défaut, avis de ses dispositions est transmis par le secrétaire à la partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les trois jours du prononcé.

L'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la date de la réception de la lettre recommandée, ou, à défaut d'avis de réception, dans la quinzaine de la notification par huissier. Elle a lieu par une déclaration au secrétariat, dont il est délivré récépissé. La lettre recommandée contiendra mention de cette prescription.

Toutes parties intéressées sont prévenues par lettre recommandée du secrétaire, avec avis de réception ou par exploit d'huissier, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.

La décision qui intervient est réputée contradictoire.

Toute décision contradictoire sera notifiée par le secrétaire dans la forme et les délais prescrits au paragraphe 1^{er} du présent article.

ART. 47. — Les délais sont comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile.

ART. 48. — Les parties doivent comparaître en personne et peuvent se faire assister par un membre de leur famille, parent ou allié au degré successible, par un avocat régulièrement inscrit ou par un officier public ou ministériel dans sa circonscription. En cas d'excuse jugée valable, elles peuvent se faire représenter par les personnes ci-dessus mentionnées. Si le représentant est un membre de la famille, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement, avec signature légalisée.

Il ne pourra être présenté que de simples observations ou conclusions.

Sont applicables les dispositions des articles 26 de la loi du 12 juillet 1905, 96 de la loi du 13 juillet 1911.

L'assistance judiciaire peut être accordée aux parties par le bureau d'assistance judiciaire prévu à l'article 3, paragraphe 1^{er}, de la loi du

10 juillet 1901. Elle est de droit pour les locataires énumérés à l'article 15 de la présente loi.

ART. 49. — Les audiences sont publiques. Toutefois, la Commission arbitrale pourra ordonner, sur la demande de l'une des parties, que les débats auront lieu en chambre du Conseil.

S'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamants, la Commission surseoir à statuer sur les questions de résiliation, d'exonération, réduction ou délais dont elle aura été saisie et renverra les parties à se pourvoir devant le tribunal compétent.

Les décisions de la Commission arbitrale seront sommairement motivées.

Elles seront toujours rendues en audience publique.

Elles comporteront la formule exécutoire prévue par les articles 146 et 543 du Code de procédure civile.

La reproduction des débats par la voie de la presse est interdite sous peine de l'amende édictée par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881.

La sentence de la Commission arbitrale règle en une décision unique pour toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront, sauf les délais plus étendus prévus par la présente loi, les rapports des parties entre lesquelles elle a été rendue.

ART. 50. — Les pouvoirs conférés aux tribunaux en matière d'autorisation maritale sont dévolus au Président de la Commission.

ART. 51. — Les décisions des Commissions arbitrales pourront être attaquées par la voie du recours en cassation pour excès de pouvoir ou violation de la loi.

Les pourvois seront formés, au plus tard le quinzième jour à dater de la notification prévue à l'article 46, par déclaration au secrétariat de la Commission arbitrale, qui aura rendu la décision, et notifiés, à peine de déchéance, dans la quinzaine, par exploit d'huissier.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées à la Cour de cassation. Aucune amende ne sera consignée. Le ministère d'un avocat ne sera pas obligatoire.

Le pourvoi sera porté directement devant la Chambre civile.

Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant la Commission arbitrale d'un canton ou d'un arrondissement voisin.

ART. 52. — Le secrétaire tient registre sur papier non timbré, coté et paraphé par le président, pour mentionner tous les actes d'une nature quelconque, décisions et formalités, auxquels donne lieu l'exécution de la présente loi.

Les copies pour extrait, certifiées conformes, seront, en cas de pourvoi, jointes au dossier.

Les décisions portées sur le registre prévu au paragraphe précédent seront signées du Président et du secrétaire, conformément à l'article 138 du Code de procédure civile. Les grosses et expéditions seront délivrées par le secrétaire.

ART. 53. — Les décisions ainsi que les extraits, copies, grosses ou expéditions qui en seront délivrés, et généralement tous les actes de

procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi, sont visés pour timbre et enregistrés gratis. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.

Toutefois, au cas où les parties produiraient à l'appui de leurs prétentions soit des actes non enregistrés et qui seraient du nombre de ceux dont les lois ordonnent l'enregistrement dans un délai déterminé, soit des actes et titres rédigés sur papier non timbré, contrairement aux prescriptions des lois sur le timbre, la Commission arbitrale devrait, conformément à l'article 16 de la loi du 23 août 1871, ordonner d'office le dépôt au greffe de ces actes pour y être immédiatement soumis à la formalité de l'enregistrement ou du timbre.

ART. 54. — En cas de plainte en prévarication contre les membres des Commissions arbitrales, il sera procédé contre eux suivant la forme établie à l'égard des juges par l'article 483 du Code d'instruction criminelle.

Les articles 505 à 508, 510 à 516 du Code de procédure civile, 126, 127 et 185 du Code pénal sont applicables aux Commissions arbitrales et à leurs membres individuellement.

La prise à partie sera portée devant la Cour d'appel.

ART. 55. — Demeurent, au surplus, applicables les articles 10, 11, 12, 14, 18, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 41, 42, 43, 54, 55, 130, 131, 168, 170, 171, 452, 474, 480 du Code de procédure civile en tout ce qui n'a rien de contraire à la présente loi.

TITRE IV

Dispositions générales.

ART. 56. — Les baux et locations verbales en cours au 1^{er} août 1914 seront prorogés à la demande du locataire, aux conditions fixées au bail et à compter du décret fixant la cessation des hostilités, savoir :

1^o Ceux afférents à des locaux à usage commercial, industriel ou professionnel, d'une durée égale au temps écoulé entre le décret de mobilisation et le décret fixant la cessation des hostilités;

2^o Ceux afférents à des locaux à usage d'habitation, d'une durée de deux années.

Toutefois, en ce qui concerne les locaux d'habitation rentrant dans la catégorie des petits logements prévus à l'article 15 et dont le locataire mobilisé sera resté plus de deux années sous les drapeaux, la durée de la prorogation sera égale au temps pendant lequel ce locataire aura été mobilisé.

Seront également prorogés, dans les mêmes conditions, au profit des locataires maintenus dans la vie civile par le décret de mobilisation, mais postérieurement mobilisés en vertu d'ordres individuels, les baux et locations verbales par eux contractés entre le 1^{er} août 1914 et la date de leur mobilisation.

Dans le silence du bail, la Commission arbitrale aura compétence pour juger si le bailleur peut se prévaloir du fait d'une modification survenue dans la nature du commerce ou de l'industrie pour se refuser à la prorogation du bail.

ART. 57. — Sont exceptés des dispositions des paragraphes 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 de l'article qui précède, les locataires à l'égard desquels le bailleur aura prouvé, devant la Commission arbitrale, qu'ils ont réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} juillet 1916.

Dans ce cas, la Commission arbitrale statuera sur la demande de prorogation.

ART. 58. — Les locataires mobilisés devront, à peine de forclusion, faire connaître leur volonté au bailleur, par acte extrajudiciaire, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la date de la cessation des hostilités.

Les locataires non mobilisés devront faire connaître leur intention au plus tard trois mois avant l'expiration du bail. Si le bail est expiré au moment de la promulgation de la loi ou s'il doit expirer moins de six mois après cette promulgation, ils devront faire connaître leur intention six mois au plus tard après ladite promulgation.

ART. 59. — Pour les locations faites sans écrit, le locataire admis à conserver la jouissance du local, pendant la durée fixée à l'article 56, pourra quitter les lieux loués pendant cette même période aux conditions déterminées par l'usage.

ART. 60. — L'autorisation nécessaire pour l'exercice de tous les droits reconnus à la présente loi pourra être accordée, dans les conditions prévues à l'article 50, à la femme du locataire appelé sous les drapeaux et qui se trouve dans la situation définie à l'article 5.

ART. 61. — Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées par des bailleurs ou des locataires envers tous intermédiaires qui se chargeraient de leurs intérêts moyennant des émoluments fixés à l'avance proportionnellement aux conditions et réduction à obtenir.

Les sommes ainsi payées en vertu de ces conventions nulles seront sujettes à répétition.

ART. 62. — Sont seuls admis au bénéfice de la présente loi :

- 1^o Les Français, les Alsaciens-Lorrains et les protégés français ;
- 2^o Les citoyens, les sujets et les ressortissants des pays alliés ;
- 3^o Ceux des pays étrangers qui seront admis à s'en prévaloir par un décret rendu sur la proposition du Ministre des affaires étrangères.

ART. 63. — Les sociétés d'habitations à bon marché auront droit à l'indemnité de l'Etat prévue par l'article 29, sans égard au montant de leurs revenus.

Il sera statué par une loi spéciale sur la situation des sociétés de crédit immobilier et de leurs emprunteurs.

ART. 64. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Toutefois, les indemnités prévues à l'article 29 ci-dessus seront allouées, s'il y a lieu, dans les conditions fixées par les Assemblées financières de la colonie et dans les limites des crédits régulièrement inscrits au budget de l'Algérie.

Des décrets du Président de la République, rendus dans un délai de six mois, édicteront dans les colonies et pays de protectorat français, autres que la Tunisie et le Maroc, les dispositions qui pourront être nécessaires pour trancher les questions nées de l'état de guerre en matière de loyers.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 mars 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, Ministre de la justice,

Louis NAIL.

Le Ministre des affaires étrangères,

Stephen PICHON.

Le Ministre des finances,

L.-L. KLOTZ.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,

des Postes et des Télégraphes,

des Transports maritimes

et de la Marine marchande,

CLÉMENTEL.

INFORMATIONS

Pharmacien désire gérance et dépôt de spécialités étrangères : lui écrire : M. GUYON, 93, rue du Mont-Cenis, Paris, 18^e.

Pharmacie, petite banlieue parisienne, affaires 35.000 francs, loyer, 1.500 francs, à céder 25.000 francs.

Se renseigner au Siège social.

A céder de suite pharmacie bien achalandée et placée dans bon quartier de Paris. — Affaires faciles à augmenter : bonne occasion à saisir. **Prix 12.000 francs**, moitié comptant.

S'adresser à M. MAILLET, 23, rue d'Athènes, Paris (9^e).

Lisez l'EXPORTATEUR FRANÇAIS

Grande revue mondiale d'informations, de défense et d'expansion des intérêts français, paraissant tous les jeudis, 1, rue Taillibout.

Le Courrier de la Presse

« lit tout »

« Renseigne sur tout »

Ch. DEMOGEOT, directeur, 21, boulevard Montmartre, Paris (2^e).

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 48-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|---|
| M ^{me} Barthe, 17, rue Servandoni, demande emploi quelconque. (N'a jamais travaillé en pharmacie). | M. Forestier, 25, rue Feutrier demande remplacement de trois après-midi par semaine. |
| M. Bastien, pharmacien, hôtel Jules-César, avenue Ledru-Rollin, à Paris, demande gérance. | M. Fuchs-Deport, 7 bis, rue du Loing, demande remplacements. |
| M. Bord, 162, rue de Neuilly, Puteaux, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Garen, 4, rue Vandam, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Brun, 64, avenue Jamin, Champigny, demande place de 2 ^e élève. | M. Gavrilovitch, 22, rue de la Pitié, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Bureau, 9, rue Thellier, à Berck-Plage (P.-de-C.), demande place de gérant ou de 1 ^{er} élève. | M. Goffi, 44, rue de l'Arbre-Sec, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Castets, 55, quai des Grands-Augustins, demande place de garçon de laboratoire. | M. Guffroy, à Fressin par Auchy-les-Hesdin (P.-de-C.), demande place de 1 ^{er} élève. (Est titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie). |
| M. Charton, 75, boulevard Blanqui, demande remplacements ou place de 1 ^{er} élève. | M. Huyghes-Lacour, chez M. Pamela, interne en pharmacie, hôpital des Enfants malades, rue de Sèvres, demande remplacements. |
| M. Cheveaux, 81, rue Bobillot, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Issartel, 1, passage Richard, Malakoff, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Danjou, 8, boulevard Port-Royal, demande place de 2 ^e élève. | M. Jannel, 9, rue Pasteur, Arcueil, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Decoin, 19, rue Albouy, demande place de garçon de laboratoire. | M. Jérémie, pharmacien, Aviatic-hôtel, 105, rue de Vaugirard, demande gérance. |
| M. Dejean, pharmacien chef des hôpitaux militaires, hôp. 50, Dôle, demande remplacements ou gérance de 2 ou 3 mois. | M ^{lle} Lair, 3, rue Paul-Saunière (14 ^e), demande place de conditionneuse-vendeuse. |
| M. Deniau, 3, rue Sedaine, demande place de 2 ^e élève. | M. Lauroy, Foyer colonial, boulevard Kellermann, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Deuzet, 7, rue Dutot, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M. Laurent, pharmacien, 4, rue des Epinettes, Saint-Ouen, demande gérance, de préfé- |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- rence dans pharmacie susceptible d'être vendue.
- M. Lavoine, pharmacien, 68, rue des Murlins, Orléans, demande gérance.
- M. Lecestre, poste restante Louvre, Paris, demande place de 1^{er} élève.
- M. Legrand, 81, rue de la Glacière, demande place de 1^{er} élève.
- M^{me} V^{ve} Lenormand, 54, rue Cardinet, demande place de caissière ou de vendeuse.
- M^{me} Lesceux, 4, rue de la Chapelle, Saint-Ouen, demande place d'élève, de préférence dans pharmacie anglaise.
- M. Leuilliez, pharmacien, 139, boulev. Montparnasse, demande remplacements.
- M^{lle} Louart, 23, rue de Vaugirard, demande place de 2^e élève.
- M. Marester, Hôtel des Colonies, 9, rue Oudinot, demande place de 1^{er} élève. Titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie).
- M. Marion, pharmacien, 19, rue Perdonnet, demande gérance avec possibilité d'acheter la pharmacie.
- M. Marre, C. A. M. A., 8, square Desaix, demande remplacement de quelques heures le soir.
- M^{lle} Mascré, 8, rue Gabrielle, Gentilly, demande place de conditionneuse.
- M. Maurel, 29, rue Blotière, demande place de 1^{er} élève.
- M. Morel, 97, rue Orfila, demande place de 1^{er} élève.
- M. Moulin, 131, boulevard Raspail, demande place de gérant ou de 1^{er} élève.
- M. Parizel, 3, rue Robert-Lecoq (16^e), demande gérance ou remplacements.
- M. Pinard, 8, rue Malar, demande place de garçon de laboratoire.
- M. Pioge, 17, rue Charlemagne, demande place de 2^e élève.
- M. Platakis, 23, rue Brey, demande place de 1^{er} élève.
- M. Provost, chez M. Trinquart, 69, avenue de Paris, La Plaine-Saint-Denis, demande remplacement pour les jeudis et vendredis.
- M. Racine, 51, rue de Miromesnil, demande place de 1^{er} élève.
- M. Rappeureau, 41, rue de Fontenay, à Bagneux, demande gérance.
- M. Ribault, 17, rue Balagny, demande place de 1^{er} élève.
- M^{lle} de Rosemont, 9, avenue du Palais, à St-Cloud, demande place de préparatrice.
- M. Sarazin, 30, rue Racine, demande place de 1^{er} élève.
- M. Sordélet, 8, rue Curton, Clichy, demande gérance ou place de 1^{er} élève.
- M^{lle} Treilles, 28, rue de Citeaux, demande place de conditionneuse-vendeuse.
- M. Turlur-Verjepe, pharmacien, 25, r. Berliet, Lille (Fives), demande place de directeur dans grande pharmacie ou laboratoire industriel.
- M. Vincent, 9, rue de la Gaucherie, Vierzon (Cher), demande place de 2^e élève.
- M. Voniochevitch, 9, rue Victor-Cousin, demande remplacements pour toutes les matinées et les dimanches.
(S'adresser au Service.)

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Aminocaine.	*Kol (Zee-).	Saccharose-Ruau.
Antichlorine.	*Laveur des Reins.	Salvy (Farine).
Appertol.	*Lhoste (Docteur).	Sanoderma.
Biosurrenal.	Marquez (Magnésie).	Santax.
Bourget (Produits).	Mer-Mer.	Saxin.
Bromocodéina.	Neuripin.	*Sédatine.
*Célestins (Source).	*Oenotannin.	*Sérothérapie (Clin. de).
*Chassaign (Vin de).	Oloform.	Siconina.
*Cryogenine.	Ophthalmo-Laveur.	Soleil de France.
*Cryophorine.	Orica.	*Soloid.
Curandine Ramos.	Orive (Jarabe).	*Spes.
Cutiplaste.	*Orthopyrine.	Spiro (Crème).
Dorcel.	*Orthothermine.	Squamicine.
Enule.	Pallamine.	*Stenofor.
Etat (Vichy-).	Pantol.	*Stériline.
Excitor.	Parachlorine.	Taburol.
Felbo.	*Pare (source du).	Tama.
*France (de).	*Passerelle (produits).	Tebecin.
Gaduro.	Perithiol.	Terkal.
Glicocinnamina.	*Pinard (Vinoides).	*Thiocol.
*Grande-Grille (source).	Plomm.	Tonifruit.
Guard (Vene).	Préventyl.	Troupeau (Paul).
*Hôpital (Source).	Ramos (Curandine).	Vamiol.
Iodaselle.	Résoderma.	Varino (D').
Iodimine.	Réysi.	*Vene Guard.
Iota (Ampoules).	Revanche (Crème).	*Vénus (Secrets de).
*Iso-Serum.	*Rhône (Laboratoire du).	*Vichy (Produits de).
*Javelline.	*Ruau (Saccharose).	Vinoides Pinard.
Jip (Comprimés).	Saccharo Serum.	Zee-Kol.

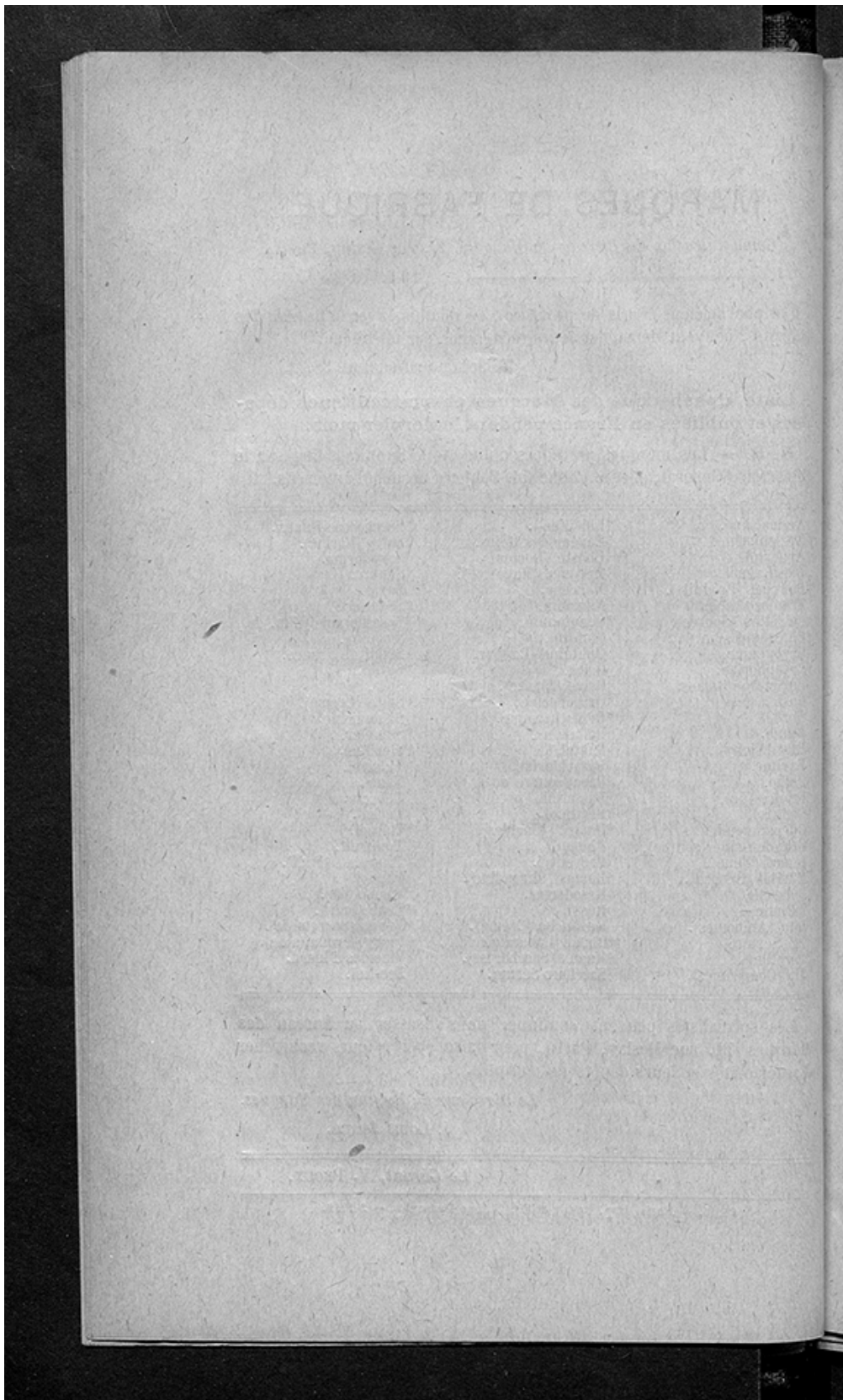
Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques,

J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

48545. — Paris. Imp. DUAUX et C^e, 22, rue Dussoubs. — 2-1949.



BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Mars 1919.

SOMMAIRE

La Conférence des Alliés, p. 77. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 11 mars 1919, p. 78. — Souscription en faveur des Confrères belges et français des régions envahies, p. 82. — Société de Médecine publique et de Génie sanitaire, p. 82. — Décret relatif aux Thermomètres médicaux, p. 84. — Arrêté déterminant la forme de la demande et les pièces à produire par les propriétaires prétendant au droit à indemnité en vertu de l'article 30 de la loi sur les loyers, p. 89. — Distinctions honorifiques, p. 93. — Bibliographie, p. 93. — Les groupements professionnels patronaux, p. 95. — Informations, p. 96. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 98. — Marques de Fabrique, p. 100.

La Conférence des Alliés

Quelle qu'importante que soit pour les destinées de notre Patrie la Conférence ouverte, depuis près de trois mois, à l'effet de régler les conditions de la Paix, ce n'est pas sur elle que nous voulons ramener l'attention de nos confrères.

Mon but est plus modeste et d'ordre purement professionnel : je veux parler simplement des manifestations de ce que l'on pourrait appeler notre diplomatie pharmaceutique.

De quoi s'occupe-t-elle actuellement ? Trois alliés devaient se réunir, non pas pour fixer le statut légal du remède secret, ce qui n'est pas de leur compétence, mais uniquement pour arrêter, dans un sentiment de justice, les nouvelles modalités de leurs rapports commerciaux au sujet de la vente des spécialités réglementées par les divers syndicats de fabricants.

Or, une conversation préliminaire eût lieu à notre Siège social, le 18 janvier 1919 ; un procès-verbal a été rédigé qui a paru au *Bulletin* du 31 janvier.

Les deux résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

1^{re} Intégralité, pour les pharmaciens, de la remise accordée par la réglementation imposée par le fabricant ;

2^{de} Transformation de la Commission d'arbitrage, pour la représentation à cette Commission, des membres du Syndicat général de la Droguerie française, en vue d'établir des sanctions contre les délinquants appartenant à l'une des trois catégories : pharmaciens, droguistes, fabricants.

Comme à cette réunion préliminaire il manquait un des alliés, le représentant des droguistes, les pharmaciens ont dû se résigner à une réunion ultérieure.

Dans leur esprit, il s'agissait d'un court délai : plus de deux mois se sont écoulés depuis ! Qu'on vienne railler maintenant les lenteurs de la diplomatie des Etats alliés ou associés ! N'avons-nous pas mieux dans notre belle corporation ?

A la réunion du 18 janvier, ils étaient quatre syndicats de spécialistes réglementés réunis pour s'entendre avec les détaillants.

D'où leur est venue cette inertie consécutive ? Est-ce de leur indifférence à l'égard des détaillants dont ils escomptent, sûrement à tort, l'ovine résignation.

L'arrêt des pourparlers provient-il de dissidences entre spécialistes, ou du mauvais vouloir des grossistes ?

Pour le moment j'enregistre la carence des droguistes qui ont certainement été mis au courant des résolutions adoptées par les spécialistes et les détaillants par notre confrère M. Comar. Ce dernier devait provoquer dans le plus bref délai la réunion des trois parties intéressées.

Espère-t-on chez les uns et les autres trainer les choses en longueur, gagner du temps ?

Ce calcul m'étonnerait de la part de gens rompus aux affaires comme les fabricants et les grossistes qui n'ignorent rien des desiderata des détaillants.

Que demandent ceux-ci ? L'intégralité de la remise, et l'élévation du pourcentage.

Tous les Syndicats pharmaceutiques se sont prononcés, dès avant la guerre, sur ces deux revendications essentielles. La guerre est terminée, la démobilisation des chefs de maisons est opérée, qu'attend-on pour nous donner satisfaction ?

L'heure des décisions pratiques a sonné.

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale porte cette question à l'ordre du jour de sa prochaine séance. Nous demandons la convocation pour avril des diplomates alliés.

J. FEUILLOUX.

**Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 11 mars 1919.**

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Etaient présents : MM. LAURENCIN, CRINON, CORDIER, COULLON, FEUILLOUX, LOISEL, TRINQUART, WEILL, COLLESSON, COLLIN, POUILH et NORMAND.

Excusés : MM. BARTHET et BOINOT.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

Décès. — M. LAURENCIN. — J'ai le regret de vous annoncer la mort d'un de nos anciens Présidents de la Chambre syndicale et de l'Association générale : M. WEIL, de Montrouge. J'ai assisté aux obsèques qui ont eu lieu au cimetière Montparnasse.

J'ai également à vous apprendre la mort de M. BARRAULT (Jules), 89, avenue de Wagram, membre de notre Chambre syndicale depuis 1913.

Le Conseil adresse à la famille de ces regrettés confrères ses bien sincères condoléances.

Correspondance. — M. BAGROS, pharmacien, 42, rue d'Auteuil, nous écrit :

« Je vous prie instamment de demander au Bureau de la Chambre syndicale que des démarches soient faites auprès du Ministre des finances et des Commissions du budget de la Chambre et du Sénat, contre le projet d'impôt sur le capital et contre toute mesure aggravant nos charges fiscales. J'invoque mes cinquante quatre mois de vie militaire dont quarante-quatre au front pour appuyer cette revendication. »

« Nous ne trouvons, à notre retour dans la vie civile, que trop de charges nouvelles. Nous avons eu la victoire et nous nous expliquons difficilement que la France songe à nous traiter comme nous aurait traités l'Allemagne si elle avait été victorieuse. »

M. LE PRÉSIDENT. — C'est évidemment, Messieurs, votre idée à tous, aussi bien que celle de tous les contribuables ; cette lettre sera transmise à l'Association générale.

Groupements de syndicats professionnels. — M. LE PRÉSIDENT. — Comme suite à la circulaire de décembre dernier concernant les groupements de Syndicats professionnels et adressée par M. le Ministre du Commerce, une réunion constitutive du groupement de l'industrie chimique, auquel la Chambre syndicale s'est inscrite, a eu lieu le 7 mars dernier. J'ai le plaisir de vous annoncer que M. CRINON a été nommé Vice-Président du Bureau provisoire, en ce qui concerne la pharmacie.

Association amicale des étudiants en pharmacie. — M. le Président a reçu deux lettres de ce groupement.

La première sollicite de notre Chambre syndicale une généreuse subvention pour aider l'A. A. dans sa tâche de rénovation rendue plus difficile par l'augmentation constante des frais généraux pendant la guerre et l'amoidrissement de leurs sources de revenus.

Le Conseil vote une somme de 200 francs.

Communication de l'Association générale. — M. COLLARD, Secrétaire de l'Association générale, a adressé à M. le Président la communication suivante :

« Comme suite à notre lettre du 30 janvier, nous vous informons

« que, à partir du 1^{er} mars 1919, l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques ne répartira plus l'antipyrine, l'aspirine, le benzoate de soude et la quinine. Les pharmaciens pourront donc s'approvisionner directement chez leurs fournisseurs.

« Pour le cas où certains pharmaciens ne pourraient, en s'adressant à leurs fournisseurs, obtenir les produits ci-dessus, l'Office en a constitué un petit stock ; ces produits leur seront livrés aux cours du jour, qui ne seront pas inférieurs aux prix taxés. »

M. LE PRÉSIDENT. — Il en résulte, Messieurs, qu'à part le petit stock qu'un pharmacien très pressé pourrait obtenir de l'Office, ce dernier n'existe plus que pour l'alcool.

Etudiants en pharmacie. — M. LE PRÉSIDENT. — Notre confrère GRÉS avait fait voter au dernier Conseil un vœu destiné à l'Association générale au sujet des étudiants en pharmacie encore aux armées.

J'ai adressé ce vœu de la Chambre syndicale à M. COLLARD qui me répond :

« Je me suis occupé à plusieurs reprises, avant la réception de cette lettre, des questions dont vous m'entretenez ; j'en ai parlé avec les membres de notre Bureau.

« En ce qui concerne le vœu que tous les étudiants en pharmacie suivent les cours et les travaux pratiques, il y a lieu de vous faire connaître que les étudiants de l'armée active ne peuvent prendre d'inscription. Il en résulte que le vœu émis par votre Conseil d'administration ne serait accepté par le Gouvernement que s'il était justifié par autre chose que par notre désir commun d'être utile et agréable à nos étudiants.

« Y a-t-il lieu de demander, en faveur des étudiants en pharmacie seulement, une modification de ce règlement ? Les seuls étudiants en pharmacie actuellement appelés à suivre les cours sont ceux qui remplissent certaines conditions ; les étudiants en pharmacie et ceux en médecine ont été l'objet de mesures particulières. Beaucoup d'étudiants en pharmacie actuellement mobilisés n'ont pas été appelés à suivre les cours organisés pour les étudiants en pharmacie ; il en est qui appartiennent, cependant, à la réserve de l'active et qui sont au front depuis les débuts de la guerre ; certains sont même en service depuis 6 ou 7 ans. Au moment où les étudiants en droit, en lettres et en sciences trouvent que les étudiants en pharmacie ou en médecine bénéficient de mesures exceptionnelles, il vous paraîtra sans doute qu'il est préférable de ne pas demander l'extension à des étudiants plus jeunes de ces mesures, mais qu'il convient de continuer d'abord nos démarches, commencées depuis deux mois, pour que satisfaction soit donnée aux desiderata exprimés par ceux des étudiants en pharmacie de la réserve qui, d'après les instructions actuelles, ne doivent pas être admis à suivre les cours tant qu'ils seront mobilisés.

« Les explications ci-dessus ne vous ont pas été fournies sans que j'aie conféré avec un confrère du Parlement des questions que vous désiriez voir poser au Ministre de la guerre. Elles rendent inutiles la

« première de ces questions. Quant à l'autre question, ce même
« membre du Parlement m'a fait observer que la réponse du Ministre
« serait formelle : l'étudiant visé par vous ne peut actuellement suivre
« les cours en vue du grade de pharmacien auxiliaire.

« Notre confrère est tout disposé, pour vous être agréable, à poser
« la question ; mais il m'a fait observer qu'il était préférable de ne pas
« s'attirer une réponse négative, au moins avant qu'on sache ce que
« seront la démobilisation de la réserve de l'active et le renvoi des ter-
« ritoriaux restés mobilisés. Selon ce que seront cette démobilisation
« et ce renvoi, il croit qu'il sera possible d'obtenir le maintien des
« cours en vue du grade de pharmacien auxiliaire, cours qu'il est
« question de supprimer, et d'obtenir même en faveur de nos étudiants
« mobilisés plus qu'ils n'ont aujourd'hui.

« Dans ces conditions, notre Bureau n'a pas voulu insister pour qu'il
« pose les deux questions avant de vous demander d'examiner son
« opinion et de lui faire connaître la manière de voir de votre Conseil
« d'administration. »

M. CORDIER. — En tous cas, ce que nous pouvons dire c'est que les
mêmes avantages sont actuellement accordés aux étudiants en médecine
et aux étudiants en pharmacie.

Affaire judiciaire. — Le Conseil délibère sur une affaire judiciaire
et en remet la solution à sa séance du mois d'avril.

Renouvellement des délégués des circonscriptions. — Six circonscriptions
doivent procéder au renouvellement de leurs délégués. Ce
sont les 1^{re}, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e et 16^e circonscriptions, représentées res-
pectivement par MM. LONGUET, WEILL, DELMOND, WALTER, TRINQUART
et LOISEL.

Une consultation auprès de tous les membres de ces différentes cir-
conscriptions sera faite par lettre.

Thermomètres médicaux. — M. FEUILLOUX. — Vous avez dû voir le
décret nouveau relatif à l'application de la loi sur les thermomètres. On
nous donne un mois avant d'être obligés de fournir des thermomètres
conformes aux conditions de la loi et il n'y en a pas sur le marché de
Paris ! Est-ce que l'Association générale s'est déjà préoccupée de cette
question ?

M. CRINON. — Non. Jusqu'à présent, l'Association générale ne s'en
est pas occupée. Mais le décret est tout récent, il ne date que de 3 ou
4 jours et, s'il n'y a pas de thermomètres dans un mois, on demandera
purement et simplement l'ajournement de l'application du décret.

Admissions. — M. FIAMMA (Bernardin), 21, rue de la République, à
Saint-Mandé.

M. GRANDPERRIN (Auguste), 30, rue de Bretagne, à Asnières.

M. VERGELOT (Charles-Louis), 46, rue du Commerce, à Paris.

Candidatures nouvelles. — MM. CHÈNEGROS (Lucien), 94, Grande-
Rue, à Nogent-sur-Marne.

M. DROUILLY (Henri-Pierre), 42, rue de la Jonquière, à Paris.
M. LORMEAU (Edmond-Etienne-René), 72, rue de Bagneux, à Mont-rouge.
M. PETIT, 65, boulevard Barbès, à Paris.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de Caisse qui se solde, au 28 février dernier, par un excédent de 8.284 fr. 75.

SOUSCRIPTION

en faveur des Confrères belges et français
DES RÉGIONS ENVAHIES

VINGT ET UNIÈME LISTE

Noms et adresses des Souscripteurs.	Montant des souscriptions.
MM. BOUSQUET, 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris	300 »
BRIESENMEISTER, 210 <i>ter</i> , boulevard Pereire	100 »
DEBAT, 80, faubourg Saint-Denis, Paris	50 »
FILVET, 53, rue Reaumur, Paris	100 »
GUILLEMOTEAU, 26, rue Richer, Paris	25 »
HUARD, 3, avenue d'Orléans, Paris	40 »
LEMY, 4, boulevard de Reuilly, Paris	50 »
VEIGNACLET, 9, avenue de la République, Paris	50 »
VIGIER et C ^e , 9, rue de la Gare, à Levallois	50 »
Montant de la vingt et unième liste	785 »
Montant des listes précédentes	19.040 70
Total au 20 mars 1919	19.825 70

Société de Médecine publique et de Génie sanitaire.

Séance du 22 janvier 1919.

La publicité trompeuse et dangereuse pour la santé publique.

Par M. René DAGN.

Notre collègue rappelle tout d'abord que M. Edmond BONJEAN fit déjà une communication sur le même sujet, à la Société, en 1915, communication qui fut faite aussi, d'ailleurs, à la Société de médecine légale et

à la *Société des experts-chimistes de France* et à l'*Association des hygiénistes et techniciens municipaux*.

Ces Sociétés émettent alors le vœu suivant, sur la proposition de M. Edmond BONJEAN.

Vœu : *Que le Service de la répression des fraudes organise, de concert avec les Assemblées scientifiques compétentes, la répression de la publicité trompeuse et des produits s'adressant au moins aux maladies épidémiques et contagieuses.*

M. René DAGE a le regret de constater que depuis trois ans, c'est-à-dire depuis l'époque à laquelle ce vœu a été émis à l'unanimité des Sociétés en question, les publicités trompeuses sont toujours aussi impunies qu'auparavant et que le Service de la répression des fraudes n'a pas daigné s'entretenir avec les groupements scientifiques ci-dessus au sujet des mesures à prendre pour mettre fin à ce scandale.

M. René DAGE ne voudrait pas qu'on prit cette constatation comme une critique sévère des services scientifiques et sanitaires du Ministère de l'agriculture dirigés par le distingué M. Eugène ROUX, car il sait combien de travaux importants furent accomplis pendant la guerre par ces services au personnel pourtant si réduit (analyses, produits agricoles, engrais, etc.). Cependant il ne peut s'empêcher de regretter qu'on n'ait tenu aucun compte du vœu émis à la suite de la communication de M. Edmond BONJEAN.

M. DAGE cite notamment un certain nombre d'annonces qui parurent dans certains quotidiens lors de l'épidémie de grippe récente et qui auraient dû être poursuivies par les services compétents suffisamment armés, à son avis, par la loi du 15 février 1902 ou loi de protection de la santé publique et celle du 1^{er} août 1905 ou loi de la répression des fraudes. Il demande que la *Société de médecine publique et de génie sanitaire* ne se désintéresse pas de la question étant donné que la santé publique est en jeu, et il propose que la Société rappelle, de façon pressante, à M. le Directeur de la répression des fraudes le vœu qu'elle a émis en 1915 pour mettre fin à cette publicité pharmaceutique dangereuse pour la santé du pays.

M. René DAGE dit que la Société a un devoir de salubrité scientifique et sociale à remplir en faisant traquer ces charlatans qui, souvent puissants, en profitent pour ne pas être inquiétés et bénéficient fréquemment de non-lieux scandaleux.

M. le D^r GRANJUX se joint à notre collègue et saisit l'occasion pour rendre hommage à la campagne que M. DAGE mène, dans l'*Actualité scientifique*, depuis plusieurs années, contre les marchands d'orviétan, trop souvent impunis, et qui abusent dangereusement de la crédulité publique. Le D^r GRANJUX signale que l'*A. de la Presse médicale* a aussi protesté contre certaines annonces pharmaceutiques malhonnêtes.

M. le D^r FAIVRE appuie également le vœu de M. René DAGE, et sur sa proposition il est décidé qu'on demandera à M. Eugène ROUX de vouloir bien réunir au plus tôt des collègues des principales Sociétés scientifiques afin de les entretenir des mesures qu'il y aurait à prendre contre les mercantis sans scrupules — fussent-ils très puissants — qui inondent la presse de publicités médicales et pharmaceutiques vantant des produits indésirables et dangereux ou n'ayant que des propriétés thérapeutiques imaginaires.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,
DES TRANSPORTS MARITIMES ET DE LA MARINE MARCHANDE.

DÉCRET

*Portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi
du 14 août 1918, rendant obligatoire la vérification et le contrôle des
thermomètres médicaux.*

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes
et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine mar-
chande et du Ministre des finances.

Vu l'article 2 de la loi du 14 août 1918, rendant obligatoires la véri-
fication et le contrôle des thermomètres médicaux, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions
requis des thermomètres médicaux, le mode de vérification et le
contrôle auxquels ils sont soumis, les droits à percevoir et, d'une
manière générale, toutes les mesures nécessaires pour l'application de
la présente loi. Ce règlement devra intervenir dans les trois mois qui
suivront la promulgation de la présente loi » ;

Vu l'avis du Ministre de l'agriculture, en date du 7 novembre 1918 ;

Vu l'avis du garde des sceaux, Ministre de la justice en date du 7
novembre 1918 ;

Vu l'avis du Ministre de l'intérieur en date du 18 novembre 1918 ;

Vu l'avis de l'Académie de médecine en date du 27 novembre 1918 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les thermomètres médicaux sont des thermo-
mètres à mercure du type maximum, dont la colonne de mercure après
emploi, et lorsque le réservoir du thermomètre revient à la tempéra-
ture ambiante, ne redescend pas d'elle-même, mais doit redescendre
sous l'action de secousses produites à la main.

Ils comportent un réservoir de verre rempli entièrement de mercure
et soudé soit à une tige percée longitudinalement d'un canal capillaire
et sur laquelle est gravée la graduation (modèle dit : thermomètre
gradué sur tige), soit à une tige mince percée longitudinalement d'un
canal capillaire et enfermée dans une chemise de verre contenant une
échelle graduée sur une plaquette placée au contact de la tige (modèle
dit : thermomètre à chemise).

Le réservoir sera exempt de fêlures. Le mercure doit être pur, sans
bulles d'air ni traces d'humidité ; il ne doit pas faire queue ni se divi-
ser en tronçons à l'intérieur de la tige.

La tige percée d'un canal capillaire sera parfaitement transparente, sauf dans la partie émaillée située à l'arrière, au cas où cette partie émaillée existe. Elle sera exempte de stries pouvant contenir des colonnes de mercure parasites; sa surface extérieure, pour les thermomètres gradués sur tige, sera prismatique, de telle sorte que la colonne de mercure soit vue élargie lorsqu'on regarde en face la graduation.

ART. 2. — Les réservoirs des thermomètres médicaux ne peuvent être construits qu'avec des verres présentant un retard de dilatation au plus égal à un dixième de degré à la température de 100 degrés.

Ces verres doivent porter une marque constituée par un filet coloré incorporé dans la matière et suffisamment large et opaque pour être visible.

Chaque lot de thermomètres médicaux déposé au service de vérification sera accompagné d'une déclaration ou d'une attestation faisant connaître le nom du fabricant du verre employé pour le réservoir et la qualité de cette matière.

ART. 3. — L'échelle de température adoptée pour la graduation des thermomètres médicaux est l'échelle normale centésimale du thermomètre à hydrogène.

La graduation des thermomètres médicaux est gravée sur la tige pour les thermomètres dits « à tige »; elle peut être gravée, tracée à l'encre ou imprimée sur la plaquette des thermomètres dits « à chemise ».

La graduation doit exister au moins de 35° C à 42° C., être divisée en dixièmes de degrés centésimaux et marquée par des traits nettement visibles. L'intervalle moyen d'un degré à un autre degré est d'au moins huit millimètres.

Les traits correspondant aux degrés et aux demi-degrés se distinguent par une longueur supérieure aux autres. Le chiffrage est fait en face de ces traits à chaque degré.

ART. 4. — Dans les thermomètres dits « thermomètres à chemise » la plaquette portant la graduation doit être placée exactement au contact de la tige thermométrique et suffisamment fixée dans la chemise pour ne subir par le choc aucun déplacement par rapport à cette tige. Cette plaquette sera en substance opale ou en métal.

La chemise ne doit contenir aucun corps étranger ni aucune trace d'humidité à l'intérieur et sera entièrement soudée à la lampe. Elle ne doit présenter aucune partie trouble ou opaque, sauf le filet coloré constituant la marque de fabrication du verre et visé à l'article 2.

Un repère constitué par un trait de 5 millimètres de long doit être tracé sur la chemise, perpendiculairement à l'axe du thermomètre et exactement à hauteur du trait de la graduation correspondant au degré 38 et sur le côté de ce trait. Ce repère servira de témoin pour la stabilité de l'échelle dans la chemise.

ART. 5. — Les thermomètres médicaux doivent donner des indications exactes en tous leurs points, à un dixième de degré centésimal près, en plus ou en moins.

Les thermomètres portant l'indication « minute » doivent, dans les limites d'exactitude fixées par le paragraphe précédent, indiquer en 20 secondes la température d'un bain d'eau agitée, à température constante, de manière à indiquer en moins d'une minute la température interne.

Lorsque le réservoir du thermomètre après emploi revient à la température ambiante, il est toléré un abaissement spontané de la colonne de mercure tel que l'indication finale du thermomètre ne diffère pas de la température vraie de plus d'un dixième de degré.

ART. 6. — En dehors du nom du constructeur obligatoirement gravé sur la tige, ou s'il s'agit d'un thermomètre à chemise, inscrit sur le dos de la plaquette graduée, tout thermomètre médical ne peut porter, dans les mêmes conditions d'inscription, que les marques du constructeur, le lieu de sa résidence, l'indication de « à maximum » et, le cas échéant, celle de « minute », et éventuellement, pour les thermomètres importés, les correctifs prévus par l'article 15 de la loi du 11 janvier 1892.

Le nom du constructeur peut être remplacé par sa marque lorsque celle-ci a été déposée au laboratoire d'essais du conservatoire national des arts et métiers.

Les indications visées au paragraphe précédent seront placées de manière à ne pas gêner la lecture de la graduation. Un espace libre de cinquante millimètres au minimum doit être réservé, dans les thermomètres à tige, à l'extrémité opposée du réservoir et sur le dos de la tige pour l'apposition de la marque de vérification.

ART. 7. — La vérification des thermomètres médicaux a lieu par les soins du conservatoire national des arts et métiers, soit dans son laboratoire d'essais de Paris, soit dans tous autres laboratoires désignés ou agréés par arrêtés du Ministre du commerce après avis du Conseil d'administration du conservatoire des arts et métiers.

Récépissé du dépôt des thermomètres pour vérification est délivré au déposant.

Le laboratoire procède à un examen préliminaire des thermomètres, en vue de constater s'ils sont construits conformément aux prescriptions des articles 1^{er} à 4 et de l'article 6 du présent décret. Après cet examen éliminatoire, il est vérifié si les instruments satisfont aux conditions d'exactitude exigées par l'article 5. Cette vérification se fait en trois points de l'échelle dans un bain d'eau agitée; elle ne peut avoir lieu que trente jours après le dépôt des thermomètres.

Les thermomètres reconnus exacts sont marqués du poinçon officiel de la vérification, du numéro d'enregistrement au dépôt et du millésime.

ART. 8. — Indépendamment du contrôle et de la vérification obligatoires imposés pour les appareils destinés à la vente, tout détenteur de thermomètre médical, que cet instrument remplisse ou non les conditions indiquées dans les articles ci-dessus, peut demander au service de vérification d'en faire l'essai. Il est délivré, dans ce cas, un procès-verbal de résultat d'essai indiquant les corrections de chaque instrument. Ce procès-verbal porte, s'il y a lieu, une mention spéciale indi-

quant que le thermomètre ne remplit pas les conditions imposées par la loi du 14 août 1918. Aucune marque n'est apposée sur le thermomètre.

Arr. 9. — Le service de vérification n'est pas responsable des dommages causés aux instruments par le fait même de la vérification.

Arr. 10. — Les constructeurs devant présenter à la vérification des thermomètres construits avec un verre déterminé, déposeront au laboratoire un thermomètre spécialement construit avec ce verre, afin de permettre au laboratoire d'étudier le retard de dilatation.

Ce thermomètre devra pouvoir être porté à 100° C. La graduation comportera les points 0° et 100° C. avec au moins deux degrés divisés en dixièmes de part et d'autres du zéro. Il ne sera pas nécessaire de faire d'autre graduation. La partie supérieure de ce thermomètre d'études doit rester adhérente.

Chaque fois qu'une nouvelle sorte de verre sera présentée, le service de vérification constatera, sur le thermomètre spécial, si ce verre remplit la condition indiquée à l'article 2 relativement au retard de dilatation. En outre, chaque fois qu'il le jugera utile, il constatera que le verre ayant servi à la construction des lots de thermomètres déposés pour la vérification est conforme au type défini par le thermomètre spécial correspondant et par la marque de fabrique.

Arr. 11. — Il est dû, à l'Etat, par thermomètre contrôlé :

- 1° Une taxe de 25 centimes pour l'examen préliminaire;
- 2° Une taxe de 60 centimes pour la vérification d'exactitude.

Il est dû, en outre, dans tous les cas, une taxe fixe et globale de 1 franc pour chaque présentation isolée ou par lot d'instruments au contrôle, quel que soit le nombre des instruments présentés.

Les taxes sont perçues au comptant pour le compte du Trésor, lors de l'accomplissement des opérations. Elles ne seront pas exigibles pour les instruments détériorés au cours des épreuves.

Elles sont remboursées, à l'exception du droit fixe de 1 franc perçu par lots, pour les instruments qui, après poinçonnage, viendraient à être exportés pour la vente, sur justification d'exportation délivrée par le service des douanes.

Un arrêté concerté du Ministre du commerce et de l'industrie et du Ministre des finances rendu, après avis du Conseil d'administration du Conservatoire national des arts et métiers, déterminera le mode de recouvrement des taxes et le mode de remboursement dans le cas prévu au paragraphe précédent.

La taxe de 60 centimes pour vérification d'exactitude est réduite de 25 p. 100, lorsque la vérification a lieu dans un laboratoire agréé dans les conditions de l'article 7 et quand les dépenses de matériel n'incombent pas au service de vérification.

Arr. 12. — Indépendamment des officiers de police judiciaire, les vérificateurs de poids et mesures, les commissaires inspecteurs des poids et mesures de la ville de Paris, les inspecteurs et inspecteurs-adjoints des pharmacies sont chargés de procéder aux recherches pour constater les infractions à la loi du 14 août 1918, et au présent décret.

Ils peuvent, à cet effet, librement effectuer leurs opérations dans les ateliers, boutiques, magasins, foires et marchés, où sont déposés, pour la vente, des thermomètres médicaux, ainsi qu'en cours de transport des mêmes appareils pour la livraison. Ils dressent procès-verbal de leurs constatations et placent sous scellés les thermomètres saisis.

Les procès-verbaux, ainsi que les thermomètres saisis, sont adressés au procureur de la République où le procès-verbal a été dressé. Le procureur de la République, dans le cas où il donne suite au procès-verbal, transmet les thermomètres au laboratoire d'essais du Conservatoire national des arts et métiers pour y être procédé à la vérification d'exactitude. Les résultats de cette vérification sont consignés dans un rapport qui est adressé au procureur de la République.

Les infractions constatées par les procès-verbaux et, le cas échéant, établies par les vérifications faites, sont déférées, par les soins du procureur de la République, aux tribunaux compétents.

ART. 13. — Les frais d'envoi et de vérification, résultant de l'application des dispositions de l'article 12, sont supportés par les contrevenants ou les délinquants.

Disposition transitoire.

ART. 14. — En ce qui concerne les thermomètres vérifiés par le laboratoire d'essais du Conservatoire national des arts et métiers, avant l'entrée en vigueur de la loi du 14 août 1918 et portant la marque de cet établissement, cette vérification tiendra lieu de celle qui est instituée par ladite loi.

ART. 15. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes, des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande et le Ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 mars 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,
des transports maritimes,
et de la marine marchande,*

CLÉMENTEL.

Le Ministre des finances,

L.-L. KLOTZ.

ARRÊTÉ

déterminant la forme de la demande et les pièces à produire par les propriétaires prétendant au droit à indemnité en vertu de l'article 30 de la loi sur les loyers.

Le Ministre des finances,

Vu la loi du 9 mars 1918, relative aux modifications apportées aux baux à loyers par l'état de guerre, notamment le septième paragraphe de l'article 30, ainsi conçu :

« Un arrêté du Ministre des finances déterminera la forme de la demande et les pièces justificatives à produire par le propriétaire » ;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre,

ARRÊTÉ :

TITRE I^{er}

Forme de la demande.

ARTICLE PREMIER. — Les propriétaires qui sont dans les conditions requises pour obtenir l'indemnité prévue à l'article 29 de la loi du 9 mars 1918 adressent une demande à cet effet, dans le délai imparti par l'article 30 de ladite loi, au directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre du département où se trouvent situés les immeubles qui ont donné lieu à exonération de loyers.

En vue de l'application du onzième paragraphe de l'article 29, ce chef de service fait renvoi de la demande à son collègue de la résidence du pétitionnaire.

ART. 2. — La demande est écrite sur papier timbré conformément à l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII.

Elle est signée par le pétitionnaire :

Elle renferme les indications suivantes :

1^o Les nom et prénoms du pétitionnaire ;

2^o Sa profession ;

3^o Sa résidence et, en cas de pluralité de résidence, sa résidence principale ;

4^o L'objet de la réclamation ;

5^o Le montant de l'indemnité sollicitée ;

6^o L'exposé sommaire des motifs qui sont de nature à justifier la demande.

La demande indique, en outre, lorsqu'elle émane d'une femme, si la pétitionnaire est célibataire, mariée, veuve, séparée de corps ou de biens, ou divorcée.

TITRE II

Justifications à produire à l'appui de la demande.

§ 1^{er}. — *Justifications relatives aux baux et locations verbales ayant fait l'objet d'une exonération ou réduction.*

ART. 3. — Pour chaque location ayant fait l'objet d'une exonération totale ou partielle, soit en vertu des articles 14, 15 et 16 de la loi, soit par suite de conventions librement consenties, il est produit :

A. — Lorsqu'il s'agit d'un bail écrit, l'original du bail, s'il est sous signatures privées, ou l'expédition en forme, s'il est notarié.

Dans le premier cas, il peut être suppléé à tout original égaré par une copie de l'enregistrement du bail que le receveur de l'enregistrement compétent délivre dans la forme prévue à l'article 58 de la loi du 22 frimaire an VII.

B. — Lorsqu'il s'agit d'une location verbale, une copie de la déclaration de cette location, délivrée dans la même forme par le receveur de l'enregistrement compétent.

Si la location n'a pas été déclarée dans le délai légal, le pétitionnaire produira une déclaration spécialement destinée à être jointe à sa demande d'indemnité. Les droits simples d'enregistrement exigibles sur cette déclaration seront imputés sur le montant de l'indemnité.

§ 2. — *Justifications relatives à la situation du locataire.*

ART. 4. — Il est produit :

I. — Pour chaque location rentrant dans les prévisions de l'article 14 de la loi, une copie de la décision de la Commission arbitrale qui a fixé la réduction accordée au locataire, ladite copie certifiée conforme par le Secrétaire de la Commission ;

II. — Pour chaque location rentrant dans les prévisions de l'article 15 de la loi :

A. — Si le locataire est ou a été mobilisé :

1^o Un certificat du chef de corps établissant la date à laquelle remonte la mobilisation et, le cas échéant, la date à laquelle a cessé.

Ce certificat fera connaître le montant du traitement de la solde ou de la rétribution reçue par le locataire par suite de la mobilisation et, le cas échéant, pendant quelle période de temps le locataire a reçu ce traitement, cette solde ou cette rétribution ;

2^o Une attestation du locataire, appuyée de toutes justifications utiles, faisant connaître le montant du traitement, du gain, de la rétribution ou du salaire qu'il recevait avant la guerre.

B. — Si le locataire a été réformé à la suite de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée à la guerre, un certificat de réforme faisant connaître la date à laquelle remonte la mobilisation et celle à partir de laquelle la mobilisation a cessé pour faire face à l'état de réforme ;

C. — Si le locataire rentre dans l'une des catégories visées au quatrième paragraphe de l'article 15 de la loi, un certificat du maire ou du percepteur des contributions directes faisant connaître celle de ces catégories à laquelle le locataire appartient effectivement, à quelle date il y a été admis et, le cas échéant, à quelle date il a cessé de bénéficier des allocations ou secours prévus audit paragraphe.

D. — Si le locataire mobilisé est ou a été affecté, en vertu de l'article 6 de la loi du 17 août 1915, à des établissements industriels travaillant à la défense nationale :

1° Un certificat du maire établissant s'il a, ou non, et, le cas échéant, pendant quelle période de temps, maintenu son habitation dans les lieux loués ;

2° Dans le cas de la négative, un certificat de l'employeur faisant connaître, sous sa responsabilité, le montant du traitement, du salaire ou de la rétribution que le locataire reçoit ou a reçue depuis son affectation ;

3° Une attestation du locataire, appuyée de toutes justifications utiles, faisant connaître le montant du traitement, du salaire ou de la rétribution qu'il recevait avant la guerre.

E. — Pour tout locataire appartenant à l'une quelconque des catégories A, B, C, D susvisées, un certificat du maire établissant :

1° Si le locataire est marié ou célibataire ;

2° Le nombre de personnes (enfants de moins de 16 ans ou autres) à la charge du locataire ;

3° Le nombre de fils ou de membres de la famille mobilisés, qui habitaient avec lui sous le même toit.

A défaut de l'attestation et des justifications prévues aux paragraphes A 2° et D 3° ci-dessus, ces éléments d'information pourront être remplacés soit par un certificat émané du chef d'entreprise chez lequel le locataire était employé avant la guerre, soit même par tout autre document susceptible de fournir les renseignements nécessaires.

III. — Pour chaque location rentrant dans les prévisions de l'article 16, un certificat du Secrétaire de la Commission arbitrale attestant que le propriétaire n'a pas administré devant la Commission la preuve que le locataire devait être privé du bénéfice de l'exonération.

Pour la période à courir à partir du 1^{er} avril 1918, le propriétaire produira, comme il est dit à l'article 4-1 ci-dessus, une copie de la décision de la Commission arbitrale fixant la réduction accordée au locataire, ladite copie certifiée conforme par le Secrétaire de la Commission.

IV. — Pour toute exonération résultant de conventions librement consenties, une déclaration faisant connaître :

1° Le montant du loyer auquel le bailleur aurait eu droit ;

2° La quotité de la réduction consentie ;

3° La période à laquelle elle s'applique.

La déclaration est signée et certifiée sincère sous les peines de droit tant par le bailleur que par le locataire.

Elle est appuyée de toutes quittances ou autres pièces susceptibles de la justifier.

§ 3. — *Justifications relatives à la situation du propriétaire au regard de l'impôt général sur le revenu.*

Art. 5. — Si le droit à indemnité s'applique à des pertes de loyer subies du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1915, le propriétaire produit, à l'appui de la demande, l'avertissement qui lui a été adressé pour l'acquit de l'impôt général sur le revenu applicable à l'exercice 1916, ou à défaut, un extrait du rôle délivré par le percepteur des contributions directes.

Si le droit à indemnité s'applique à des pertes de loyer subies en 1916, le propriétaire justifie par les mêmes moyens du chiffre pour lequel il a été inscrit en 1917 au rôle de l'impôt général sur le revenu et ainsi de suite d'année en année.

Le propriétaire qui n'a pas été inscrit au rôle de l'impôt général sur le revenu produit pour chaque exercice un certificat de non imposition également délivré par le percepteur des contributions directes.

§ 4. — *Justifications accessoires.*

Art. 6. — Le propriétaire qui prétend, en cas d'exonération ou réduction partielle, bénéficier des dispositions du 8^e paragraphe de l'article 29 de la loi produit, en outre des justifications prescrites par les articles qui précèdent :

1^o Une déclaration de la portion des loyers demeurés exigibles ;

2^o Un état des charges de la propriété correspondant aux locaux ayant fait l'objet d'une exonération ou réduction, ledit état accompagné de toutes pièces à l'appui, notamment :

a) Pour les travaux d'entretien ou de réparation :

Des factures ou mémoires dûment acquittés des entrepreneurs ou fournisseurs ;

b) Pour les annuités des créances hypothécaires :

Des quittances de ces annuités, avec référence au titre constitutif de l'hypothèque qui est désigné tant par sa date que par le nom et la résidence du notaire ;

c) Pour les impôts :

1^o Des avertissements ou extraits de rôles relatifs aux contributions foncières et des portes et fenêtres, ainsi qu'aux taxes municipales établies au nom du propriétaire et portant sur le revenu ou la valeur en capital des propriétés ;

2^o De toutes quittances ou autres pièces faisant connaître les sommes payées ou dues par le propriétaire au titre des taxes municipales autres que celles visées ci-dessus (taxes de balayage, de pavage, d'écoulement direct à l'égout, etc...).

d) Pour les assurances :

Des quittances des primes, avec référence à la police qui est désignée tant par sa date que par le nom et l'adresse de l'assureur.

ART. 7. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux logeurs en garni dont les sous-locataires auront été exonérés en vertu des articles 14, 15 et 16 de la loi.

ART. 8. — Le présent arrêté sera déposé au bureau du contreseing pour être notifié à qui de droit et inséré au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 10 mai 1918.

L.-L. KLOTZ.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Croix de la Légion d'honneur

M. GIRAudeau (Raoul), médecin aide-major de 1^{re} classe, pharmacien, ancien interne en pharmacie des hôpitaux de Paris, décoré de la Croix de guerre avec trois citations, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Citations — Croix de Guerre

FEIGNOUX (Raoul), pharmacien-major.

« Pharmacien de premier ordre. A toujours fait preuve de conscience et de dévouement, en particulier au mois de novembre 1914, où il a assuré son service à l'ambulance 3/9 à Ypres, d'une façon remarquable, malgré un bombardement violent d'artillerie lourde. »

M. FEIGNOUX est notre confrère de Montreuil-sous-Bois.

BIBLIOGRAPHIE

Réglementation des substances vénéneuses (Décret du 14 septembre 1916). — *Commentaire pratique pour les fabricants de spécialités pharmaceutiques*, par le Dr V. FUMOZE, pharmacien, président honoraire de l'Union des fabricants pour la protection de la propriété industrielle. Prix : 8 francs.

Paris, établissements FUMOZE, 78, faubourg Saint-Denis.

Malgré que M. le Dr V. FUMOZE se soit proposé dans son *Commentaire pratique* d'être utile surtout aux spécialistes, nous pensons, après lecture, que tous les pharmaciens tireront profit d'une étude attentive de l'œuvre de notre très distingué confrère.

L'auteur reconnaît : « que le décret a réalisé un progrès considérable dans la réglementation des substances vénéneuses » et il explique ainsi les difficultés de la tâche des rédacteurs du texte du décret :

« Nous n'ignorons pas que, pour les uns, ce texte pèche par excès, et pour les autres par défaut, dans l'ensemble de ses dispositions. Mais il en a été de même de tous les règlements au moment de leur apparition, et le décret s'exposait d'autant plus aux critiques, que ses auteurs avaient été dans l'obligation de tenir compte de tous les intérêts en cause : sauvegarde de la santé publique; intérêts respectifs des professions pharmaceutique, médicale et vétérinaire; intérêts de l'industrie des médicaments, intérêts des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes.

« Les médecins, soutenus par l'Académie de médecine, prétendaient réduire à leur plus simple expression les droits des pharmaciens à la vente, sans ordonnance, d'un certain nombre de médicaments; de même qu'ils étaient intransigeants au regard des renouvellements d'ordonnances dont ils n'acceptaient pas le principe.

« De leur côté, les pharmaciens tenaient à leurs anciens privilèges concernant le renouvellement des ordonnances et la vente, sans ordonnance, des médicaments n'offrant aucun danger sérieux pour les malades.

« Les vétérinaires, d'autre part, invoquant les nécessités particulières de leur profession, réclamaient le droit de vendre directement à leur clientèle les médicaments destinés à la médecine animale.

« Enfin, les représentants de l'industrie pharmaceutique demandaient la reconnaissance des droits de fait que les spécialités s'étaient acquises à la suite d'une longue tolérance du législateur et en raison de la faveur dont elles jouissent non seulement auprès du public, mais aussi auprès des médecins en général. »

Cette citation tirée de la *conclusion* du *Commentaire pratique* montre dans quel esprit, M. le D^r FUMOZE a rédigé ses explications et ses interprétations du décret.

Nos confrères détaillants ne peuvent que profiter de la documentation de l'auteur, de sa longue expérience et de son esprit méthodique.

J. F.

Vient de paraître :

Diagnostic Clinique

Examens et Symptômes

Par le D^r Alfred MARTINET avec la collaboration pour quelques chapitres des D^{rs} G. LAURENS, LUTIER, LÉON MEUNIER, et SAINT-CÈNE.

1 volume grand in-8° de 924 pages avec une riche illustration de 784 figures en noir et en couleurs

(Masson et C^{ie}, Editeurs, Paris). . . 30 fr. (+ 10 %).

C'est le *symptôme concret*, et lui seul, dans toute sa complexité, que rencontre la clinique.

Dans la pratique, le problème diagnostique se pose de la façon suivante : Un sujet consulte à l'occasion d'un malaise : il tousse, il maigrit, il ne dort plus, il a vomé du sang, il est « jaune », il souffre des « reins », il a des démangeaisons, il a des accès de fièvre, il a mal à la tête, il se sent fatigué, etc.

L'originalité de ce livre est précisément de partir de l'exposition de ces symptômes pour *exposer* « le malade » avant « la maladie ». C'était un plan qui n'avait jamais été tenté.

Si, comme nous en sommes certains, cet ouvrage devient à son tour « classique », le Dr MARTINET aura fait accomplir un progrès important à l'enseignement de la clinique.

On sent que ce livre a été conçu et exécuté pendant la guerre en pensant spécialement aux jeunes générations médicales que les hostilités ont éloignées des Facultés, des Hôpitaux et des Livres, et qui auront à s'assimiler plus rapidement que leurs aînées les notions nécessaires à la *pratique*.

La première partie de ce *Manuel* apprend à examiner le malade : selon qu'il se présente avec tel symptôme déterminé, il faut savoir l'interroger, le palper, l'ausculter, rechercher ses réflexes, analyser ses urines, examiner ses crachats, etc.

Une illustration abondante et, pour certains chapitres, entièrement originale permet à cette démonstration d'être à la fois brève et claire : l'exposition des procédés d'examen du cœur ou des voies respiratoires, par exemple, font l'objet, non d'une description verbale, mais d'une exposition concrète sous forme de schémas dessinés sous la direction de l'auteur.

La seconde partie passe successivement en revue tous les symptômes que rencontre la clinique.

En 33 chapitres, vivants, concrets et écrits en vue d'éclairer le diagnostic, le Dr MARTINET étudie séparément : la toux, la fièvre, l'insomnie, les douleurs lombaires, les algies des membres, etc., etc., en un mot tous les *symptômes* sous la forme même où ils peuvent s'observer.

Pour chacun d'eux, des tableaux d'ensemble présentés sous une forme synoptique constituent à la fois des mementos pratiques et des cadres d'examen pleins de suggestions.

L'auteur a pensé avec raison que l'ordre alphabétique donnerait au lecteur plus de facilité pour consulter et manier l'ouvrage.

Tel qu'il est, il constitue un *dictionnaire de Médecine pratique* où seraient contenues toutes les données utiles pour *découvrir le mal derrière le malade* et permettre d'instituer un traitement.

LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS PATRONAUX

M. CLÉMENTEL, Ministre du commerce, a entrepris la création d'une sorte de Parlement économique, composé des délégués des organisations professionnelles patronales, et qui serait appelé à étudier les

moyens de résoudre les problèmes du travail et d'assurer le développement industriel et commercial du pays.

Déjà deux groupements ont été constitués récemment, l'un par les industries du bâtiment, le second par celle des tissus. D'autres groupes viennent d'être créés qui seront ainsi composés :

INDUSTRIES CHIMIQUES. — *Président* : M. DUCHEMIN, Syndicat général des produits chimiques.

Vice-Présidents : MM. DIOR, Syndicat professionnel des fabricants de superphosphates; CRINON, Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France; BOCHAND, Société des chimistes français.

Une place de vice-président est réservée à l'un des membres du Comité, élus pour les Syndicats de produits chimiques de province.

Membres : MM. GIRAUD, Syndicat général des industries chimiques et commerces annexés, à Marseille; MAYOUSSIER, Syndicat de la grande industrie chimique; MALLET, Syndicat des pétroles; FAURE, Chambre syndicale des fabricants de produits pharmaceutiques; POULENC, Syndicat général des produits chimiques (produits pharmaceutiques); RADISSON, Syndicat commercial et industriel de Lyon (section produits chimiques); BINOCHÉ, Syndicat de la stéarinerie; JUNG, Syndicat professionnel des caoutchoucs, gutta-percha, tissus élastiques, toiles cirées, toiles cuir; MICHAUX, Syndicat de la savonnerie; CHAPUIS, Syndicat des matières colorantes; MICHEL, Syndicat général de la droguerie française; PECQUET, Union des droguistes et marchands de couleurs de France; ROUSSELOT, Chambre syndicale des fabricants de colles et gélatines; LECARON, Syndicat de la parfumerie française; SAIGNETTE, Fédération de la teinturerie et du nettoyage.

INFORMATIONS

Pharmacien de 1^{re} classe, docteur en médecine, récemment démobilisé, célibataire, reprendrait petite pharmacie, à la campagne, de préférence, dans région pittoresque. Ecrire au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

A vendre petite pharmacie, sise à Paris, 8^e arrondissement, fermée pendant la guerre : chiffre d'affaires : 33.000 francs. S'adresser au Siège social.

A vendre bonne pharmacie d'une importante ville du centre, bien située. Recettes 40 à 50.000 francs. S'adresser pour renseignements à M. Perdrix, 14, rue de Cadet, Paris, de 14 à 18 heures.

A céder, bonne pharmacie d'ordonnances, clientèle riche, dans quartier neuf de Paris : 30.000 francs de bénéfices nets, avant la guerre : prix demandé 115.000 francs ; s'adresser au Siège social.

A vendre 600 bocaux avec capsules étain, en très bon état pour installation complète de pharmacie et une caisse enregistreuse. S'adresser à M. Simon, 6, rue de Bagnolet, Paris.

Formation de Société.

ARGER et C^{ie}, 90, avenue Niel, eaux minérales, Rubinat, Llorach.
Capital social 736.900 francs. Acte not. du 8 février 1919.

Publiée le 18 février 1919. (Formation.)

QUENTIN et C^{ie}, 54, rue Sablonville, Neuilly (Seine), pharmacie A. S.
S. P., du 15 janvier 1919.

Publiée le 13 février 1919. (Dissolution.)

Enregistrement des diplômes.

DURAND (Louis), enreg. le 1^{er} mars 1919. — 89, rue Miromesnil,
Paris (8^e).

COURTOIS (Charles-Emile), enreg. le 6 mars 1919. — 3, rue d'Alen-
çon, Paris (15^e).

MAURIER (Ludovic-Constant-Marie), enreg. le 12 mars 1919. — 73,
rue des Carrières, Charenton (Seine).

Ventes.

M. ALIAS, a vendu à M. COUSIN, sa pharmacie, 6, rue Parrot, Paris.
Entrée en jouissance de suite, publiée le 18 février 1919.

M^{me} veuve BARTHELEMY, a vendu à M. BOULLÉ, ses droits de succes-
sion d'une pharmacie, 97, avenue Ledru-Rollin. — Entrée en jouis-
sance le 1^{er} février 1919, publiée le 20 février 1919.

M. DE WISSEGE, 4, avenue de la Bourdonnais, a vendu à M. LEN-
GRAND, 8, rue Raynouard, ses marques de sérums. — Entrée en jouis-
sance le 9 février 1919, publiée le 20 février 1919.

M. CHARPIN, a vendu à M. GAUTIER, sa pharmacie, 31, boulevard de
la Villette. — Entrée en jouissance le 1^{er} février 1919, publiée le 22
février 1919.

M. LANDELLE, a vendu à M. DELERUYELLE, sa pharmacie, place de la
Gare, Bécon-les-Bruyères. — Entrée en jouissance le 1^{er} février 1919,
publiée le 22 février 1919.

M. PLAYOULT, a vendu à M. BLANCHARD, sa pharmacie, 78, boulevard
Saint-Germain, Paris. — Entrée en jouissance le 1^{er} février 1919,
publiée le 22 février 1919.

M. BERGOUNIOUX, a vendu à M. DUPUIS, sa pharmacie, 81, route
d'Aubervilliers, Pantin. — Entrée en jouissance le 17 février 1919,
publiée le 1^{er} mars 1919.

Communauté MAYNIEL, a attribué à M. MAYNIEL, la pharmacie,
104, Grande-Rue, à Nogent-sur-Marne. — Entrée en jouissance le 29
mars 1916, publiée le 1^{er} mars 1919.

M^{me} veuve DOUCET, a vendu la pharmacie de son mari, 73, rue des
Carrières, Charenton, à M. MAURIER. — Entrée en jouissance le 9
mars 1919, publiée le 8 mars 1919.

M. PERRIN, a vendu à M. PLEUTELOT, sa pharmacie, 32, rue Lévis,
Paris (17^e). — Entrée en jouissance le 15 mars 1919, publiée le 13
mars 1919.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|--|
| M. Aisenberg, 50, rue des Ecoles, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M ^{me} Dallery, 6, place de l'Odéon, demande place de conditionneuse. |
| M ^{lle} Augrand, 41, boulevard de Versailles, Suresnes, demande place d'élève. | M. Deschamps, 15, rue Sévigné, demande remplacements en petite banlieue. |
| M. Azouz (Jules), 6, rue Sainte-Elisabeth, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Dubois, 203, faubourg Saint-Martin, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. |
| M. Beaugrand (Paul), chez M. Heinrich, 194, avenue du Maine, demande place de garçon de laboratoire. | M. Fenez, pharmacien, 18, rue des Vallées, Colombes, demande gérance. |
| M. Boriât (Alfred), 44, rue Barbès, Ivry, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Ferraille, pharmacien, chez M. Gaugry, 9, boulevard Raspail, demande gérance. |
| M. Breton, 8, passage d'Angoulême, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Fonteneau, 110, avenue de Saint-Ouen, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bruyère, 15, rue Croix-des-Petits-Champs, demande gérance. | M. Foret, 52, rue des Vinaigriers, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Casse, 41, rue Montcalm (titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie), demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. | M ^{lle} Fourdain, 5, rue Barthélemy, demande place de conditionneuse. |
| M. Chauvin, 26, avenue Daumesnil, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M. Galland, pharmacien, 91, avenue Emile-Zola, demande gérance ou remplacements. |
| M. Cheveaux, 81, rue Bobillot, demande remplacement de quelques jours par semaine. | M ^{me} Gaudet (Germaine), 44, boul. de Versailles, Suresnes, demande place d'élève. |
| M. Cleton, 16, rue d'Angoulême, demande place de 2 ^e élève. | M ^{me} veuve Gaudissant, 2, rue de la Cour-Gallet, Nogent-sur-Seine, demande place de conditionneuse ou de caissière. |
| M. Collard, pharmacien, 103, rue Bobillot, demande remplacements. | M. Girey, 1, rue Alexandre-Parodi, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Coscas, 6, rue La Grange-Battelière, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Glon, 19, avenue Victor-Hugo, demande place de 1 ^{er} élève. |
| | M. Goffi, 44, rue de l'Arbre-Sec, demande place de 1 ^{er} élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|---|
| M. Guillery, 6, rue des Renardières, Puteaux, demande place de 1 ^{er} élève. | M ^{lle} Mollin, 57, rue de Charonne, demande place de conditionneuse. |
| M. Guyon, pharmacien, 95, rue du Mont-Cenis, demande gérance. | M. Oukrat, pharmacien, 26, rue Milton, demande gérance. |
| M. Insogna, 63 bis, rue Dulong, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Petitjean, 40, rue de Passy, demande remplacements. |
| M ^{lle} Julhe, 57, rue de Vincennes, Montreuil, demande place d'élève. | M. Philippon, 4, rue du Ponceau, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Labitte, 166, rue de la Roquette, demande place de garçon de laboratoire. | M. Ravat, 8 bis, rue Coysevox, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. |
| M. Lajoinie, 55, rue de Reuilly, demande place de garçon de laboratoire. | M. Rollin, 41, rue de Lappe, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Leloutre, 86, rue Truffaut, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M ^{lle} de Rosemont, 3, rue des Usines, demande place d'élève. |
| M. Le Gall, 5, rue Lacharrière, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Sainte-Colombe, 144, rue de Flandre, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Larripa, 15, rue Meslay, demande place de 2 ^e élève. | M. Sallandre, 45, rue Gambetta, Beauvais, demande place de 2 ^e élève. |
| M ^{lle} Leob, 14, rue Lesueur, demande place de conditionneuse. | M. Savouyaud, 6, passage Pecquay, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Lerosier, 87, rue de Flandre, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Simon, restaurant des Glycines, 4, rue Neuve, Vitry, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M ^{me} Lesceux, 5, rue de la Chapelle, Saint-Ouen, demande place d'élève. | M. Sordelet, 8, rue Curton, Clichy, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. Liégeon, 4, av. des Champs-Élysées, Le Perreux, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Tabare, 57, rue Sedaine, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Lutier, faub. Saint-Jacques, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M. Thierry, 11, rue Montrosier, Neuilly, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Milet, pharmacie Rollet du Coudray, 2, place de la Gare, à Tours, demande place de 2 ^e élève. | M. Touzery, 61, quai de la Tourneille, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Minguet, 91, rue des Prairies, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. | M. Valat, 17, rue Cauchois, demande place de 1 ^{er} élève. |
| | M. Villemon, pharmacien, 47 bis, avenue de Clichy, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. |

(S'adresser au Service.)

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.



MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Amex.	Francesca (La).	Pinard (D ^r).
Amibiasine.	Fumac.	* Polaire (Eau).
Amidose.	Gaya.	Poro.
* Analga.	Gélofuge.	Primo.
Anjoult (Abbé d').	Généa.	Protibun.
Antex.	Glisseped.	Protikor.
Arso.	Gonosol.	Pulso.
Asuped.	Grapho.	* Pyridine Chenu.
Bello.	Gueriped.	* Pyroléine.
* Bengale (du).	* Hélix.	* Rébaud (D ^r).
Biostannol.	Hépo.	Rhipharol.
* Bourbonnais (Le).	Hermogel.	Rhuso.
Bridia.	Hétérone.	Rubinat-Serre.
Broncholsine.	Holcad.	Sabino.
Bryono.	Hypoesthésine.	Saccharo-Serum.
Calcarbo.	Ignb.	Saccharum.
Calmal.	* Iodogène.	Sanigarettes.
Camel.	Ipeco.	Sanusin.
Cantho.	Jacsal.	Sedocaine.
Carésol.	Kalbio.	Sempule.
Chenu (Pyridine).	Lacheso.	Sepio.
Chino.	Malcalm.	Sero-Saccharo.
Cormor.	Manget (D ^r).	Shamped.
Créophosan.	Minos.	Solubo.
Capro.	Morticor.	Sthénogénol.
Delphos.	Néosthénol.	* Sulfo.
Digestinine.	Nuxo.	* Tabloides.
Duriped.	Pamet (Abbé).	Thyrakrin.
Durped.	Pankrotanon.	Tubunic.
Elchina.	* Pax (pommade).	Tusyphol.
Engelo.	Pedex.	Urotroforme.
Ethéré (Extrait).	Pepso.	Vennzol.
Euphorbiase.	Péthic.	* Villeneuve (Symon de).
Eurhyton.	Phanes.	Virtéol.
* Eymonnet (Papier).	Phosferquin.	Virtéoline.
* Fakir du Bengale.	* Phoso.	Vré (Docteur).
Ferrogines.	* Phospharsyl.	Yank.
Fluatine.		

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques.

J. Louis Jeune.

Le Gérant, V. PROUX.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Avril 1919.

SOMMAIRE

Avis : Assemblée générale annuelle du jeudi 22 mai 1919, p. 101. — Répartition de l'Alcool, p. 102. — Desiderata à propos du futur Codex, p. 103. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 8 avril 1919, p. 103. — Errata au 21^e Bulletin de variations en date du 1^{er} janvier 1919, p. 111. — Rapport sur les opérations financières de la Chambre syndicale, pendant l'année 1918, p. 112. — Revue de Jurisprudence, p. 118. — Souscription en faveur des Confrères belges et français des régions envahies, p. 118. — Souscription Parmentier, p. 118. — Décret concernant les substances vénéneuses, p. 119. — Informations, p. 130. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 133. — Marques de Fabrique, p. 133.

AVIS

Assemblée Générale Annuelle du Jeudi 22 Mai 1919

Les membres de la Chambre syndicale sont instamment priés d'assister à l'Assemblée générale annuelle qui se tiendra à l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, dans la Salle des Actes.

L'ouverture de la séance aura lieu à 14 heures précises, le jeudi 22 mai.

Nos confrères recevront une convocation spéciale avec l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'administration.

Le Bureau espère que les pharmaciens répondront en grand nombre à cette convocation.

Pour répondre au désir des confrères mobilisés qui ont égaré ou n'ont pas reçu le *Bulletin* d'octobre 1916, dans lequel a paru le Décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses, le Bureau a décidé de reproduire de nouveau le texte de cet important Décret.

J. F.

RÉPARTITION DE L'ALCOOL

Association Générale des Syndicats Pharmaceutiques de France

(FÉDÉRATION NATIONALE FONDÉE EN 1878)

5, Rue des Grands-Augustins, PARIS (VI^e)

Paris, le 12 avril 1919.

CHER CONFRÈRE,

L'Office des produits chimiques et pharmaceutiques ne répartissant plus d'alcool aux pharmaciens, Monsieur le Ministre des Finances charge de ce service l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France. Nous nous empressons de vous en informer.

La répartition de l'alcool aux pharmaciens sera effectuée, d'une manière générale, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

Les demandes d'alcool devront être établies sur papier au nom du pharmacien et porter, en outre, le timbre de la pharmacie. Elles devront être adressées à notre siège social dans les dix premiers jours du mois. Toute demande envoyée par un pharmacien après le 10 sera reportée d'office au mois suivant ; exceptionnellement, les demandes d'alcool pour le mois d'avril pourront nous être adressées jusqu'au 20 courant.

Les bons de cession seront envoyés aux pharmaciens du 11 au 20 de chaque mois ; exceptionnellement, ceux du mois d'avril leur seront envoyés au fur et à mesure de leur établissement à partir du 15. Les quantités d'alcool attribuées à l'ensemble des pharmaciens par le Ministre des Finances étant limitées, vos demandes d'alcool seront réduites, s'il y a lieu.

Chaque demande d'alcool devra être accompagnée d'un mandat-poste ou d'un bon de poste (au nom de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France) de :

Un franc	pour les quantités inférieures à 20 litres ;
Un franc cinquante	pour les quantités de 20 à 50 litres ;
Deux francs	pour les quantités supérieures à 50 litres.

Il n'y a donc plus à joindre aux demandes des quittances de percepteur ou de receveur des finances, pour versement fait à l'Etat.

Nous ne doutons pas que vous faciliterez notre tâche et que vous justifierez ainsi la confiance que Monsieur le Ministre des Finances a témoignée au Corps pharmaceutique. Nous tenons, à ce sujet, à vous indiquer que, comme l'alcool que vous avez obtenu sur bon de cession de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques, l'alcool qui sera délivré sur bon de cession émanant de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France ne pourra servir qu'aux préparations pharmaceutiques ou à l'exécution des prescriptions médicales ; qu'en conséquence, il ne devra être ni cédé en nature, ni employé à la

préparation de produits non médicamenteux, par exemple de produits de parfumerie.

Recevez, cher Confrère, nos sincères salutations.

Pour le Bureau de l'Association :

Le Secrétaire,

E. COLLARD.

P. S. — Pour le remboursement des quittances envoyées à l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques, nous ferons parvenir des notes à remettre aux percepteurs.

DESIDERATA A PROPOS DU FUTUR CODEX

La prise en considération par l'Association générale de notre proposition relative à la *publication permanente du Codex* s'est manifestée par deux lettres adressées par notre grande fédération syndicale, l'une au Ministre de l'Agriculture, l'autre au Ministre de l'Intérieur (1).

Ces deux lettres ont eu pour effet l'adjonction de capacités nouvelles aux membres de la Commission du Codex et la réunion de cette Commission, occupée tout d'abord à rechercher les épreuves du 1^{er} supplément au Codex 1908 dont la rédaction était presque achevée au commencement des hostilités.

Aux dernières nouvelles la publication de ce supplément n'attend plus que l'établissement des doses maxima, omises dans l'édition de 1908, et celles des médicaments nouveaux ou modifiés figurant audit supplément.

Pendant que ce travail s'élabore, l'idée de préparer l'édition d'un *nouveau Codex* commence à être agitée dans les sphères compétentes.

Comment la nouvelle Commission organisera-t-elle son travail? Entreprendra-t-elle, comme ses aînées, de consulter les diverses Sociétés savantes ou professionnelles susceptibles de s'intéresser à cette question? Nous devons l'espérer et songer dès maintenant à ce que nous aurons à répondre lors de cette consultation.

C'est dans ce but que l'Association générale invitait récemment les Syndicats agrégés à lui faire connaître le plus tôt possible leurs desiderata sur les modifications à apporter au Codex actuel (2).

Comment notre Chambre syndicale va-t-elle de son côté interroger ses membres? A qui va-t-elle confier le soin d'examiner les propositions qui pourront lui être ainsi faites par ses sociétaires? A qui va-t-elle demander les travaux nécessités par l'établissement des formules dont l'insertion fera ensuite l'objet de nos vœux auprès de l'Association générale représentant officiellement nos intérêts au sein de la Commission permanente?

(1) *Bulletin de la Chambre syndicale*, 1918.

(2) *Bulletin de l'Association générale*, 1919, p. 12.

Telles sont les questions que dès aujourd'hui il y a lieu d'examiner. La Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine se trouve particulièrement bien placée pour conduire utilement la consultation des pharmaciens d'officine de son ressort, à laquelle elle se trouve invitée par l'Association générale.

Elle possède en effet, dans son organisation, un Comité composé de bonnes volontés éprouvées et de compétences reconnues par les suffrages de la majorité des pharmaciens du département, c'est son Comité disciplinaire, dont il faudra bien un jour élargir les attributions, dans l'intérêt d'une défense professionnelle mieux comprise et plus énergiquement conduite.

C'est à ce Comité disciplinaire que doit être confiée cette consultation. On devra la faire aussi large que possible et la faciliter par un questionnaire préalablement bien étudié. C'est à ce même Comité que l'on devra confier l'examen et le classement des réponses dont l'ensemble formera les propositions de la Chambre syndicale lesquelles seront ensuite transmises à l'Association générale.

Sans doute quelques sceptiques officiels souriront-ils en pensant au petit nombre des réponses qui résulteront de cette entreprise, mais comment admettre que les pharmaciens ne soient pas directement consultés sur les détails d'édition d'un ouvrage susceptible d'entraîner pour eux, non seulement des commodités professionnelles, qu'il s'agit bien entendu de rendre aussi nombreuses que possible, mais aussi des responsabilités dont il s'agit de mesurer l'étendue et de prévoir les conséquences.

Sans doute nous ne pourrions pas demander à notre Comité disciplinaire d'entreprendre les nombreux travaux nécessités par l'étude des médicaments nouveaux et l'établissement des formules à insérer dans le futur Codex, mais ici encore notre Chambre syndicale se trouve en situation de demander le concours d'une Société particulièrement qualifiée et à laquelle elle se trouve liée par l'histoire même de son origine : la Société de pharmacie de Paris, dont le rôle important dans l'élaboration des éditions successives du Codex est aussi connu de tous qu'unaniment apprécié.

Certes, il serait prématuré d'examiner ici le détail des modifications qu'il serait utile d'apporter à notre Pharmacopée; cependant, si elle doit nécessairement rester le *Formulaire officiel de la pharmacie française*, si notre Codex doit toujours contenir les nombreux *renseignements techniques* indispensables à notre pratique professionnelle, s'il doit renfermer le recueil des *Lois et Réglements* régissant les études et l'exercice de la pharmacie, nous devons encore lui demander autre chose.

M. Maurice FRANÇOIS, pharmacien des hôpitaux de Paris et chef du Laboratoire des fraudes, à l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, a publié à ce propos, en juin 1912, une série d'observations pleines d'intérêt sur lesquelles nous croyons devoir ramener l'attention de nos groupements professionnels (1).

Envisageant le Codex au point de vue de sa rédaction générale,

(1) Le Codex et la Loi des fraudes. Annales des falsifications, juin 1912, p. 171.

M. FRANÇOIS pose cette question : « Le Codex est-il un livre d'enseignement ? » Et il y répond de la manière suivante :

« Je réponds sans hésiter : c'est un livre d'enseignement et c'en doit être un. C'est le meilleur, le plus précis, celui qui ne contient pas d'inutilité, le livre post-scolaire qui permet au pharmacien de conserver une partie des notions acquises à l'Ecole.... »

« Il faut aussi, continue l'auteur, que dans sa prochaine édition, le Codex devienne un *Code officiel pour l'analyse des médicaments*.

« Au point de vue de la loi sur les fraudes, les produits pharmaceutiques constituent une classe particulière puisque jusqu'ici on admet que le pharmacien est lié par le Codex et que pour les régulièrement posséder, il doit vérifier leur qualité suivant les prescriptions spécifiées à la Pharmacopée.

« Dès lors, comment admettre que le détenteur d'un de ces produits puisse être innocenté ou condamné sur la foi d'analyses qui seraient pratiquées par des méthodes autres que celles qui ont dû présider à leur achat. Il semblerait donc rationnel d'édicter que les essais inscrits au Codex doivent servir aux pharmaciens et aux fabricants pour vérifier leurs produits et se mettre à l'abri des poursuites, aux chimistes des laboratoires des fraudes pour l'examen des échantillons prélevés par les inspecteurs, aux contre-experts pour la vérification des analyses des laboratoires des fraudes.

« Lors de la prochaine édition de la Pharmacopée, il faudra envisager la nécessité de doter d'un essai nouveau toute substance susceptible d'être prélevée par les inspecteurs et envoyée aux laboratoires des fraudes aux fins d'analyse; car il serait profondément injuste de prélever une marchandise sans avoir mis entre les mains du pharmacien les moyens d'en contrôler la qualité. »

Cette manière de voir ne mérite-t-elle pas d'être adoptée par notre Chambre syndicale ? Elle fera, nous l'espérons, l'objet d'un vœu auprès de l'Association générale.

Une autre question se pose maintenant à l'attention de nos groupements syndicaux : c'est la manière dont va être mise en mouvement la nouvelle *procédure de légalisation immédiate* pour les formules définitivement arrêtées par la Commission permanente du Codex, procédure qui doit dorénavant permettre à la Pharmacopée française de suivre pour ainsi dire pas à pas les progrès de la thérapeutique.

Il ne faut pas attendre plus longtemps pour la mettre en mouvement; il faut que par le jeu de toutes les bonnes volontés qui se sont manifestées à son sujet, son efficacité soit immédiatement mise à l'épreuve.

Pour cela, commençons par demander à la Société de pharmacie de Paris de bien vouloir faire mettre à l'étude de ses membres l'établissement de quelques formules qui manquent aux besoins de notre pratique quotidienne; par exemple :

ADRÉNALINE (solution officinale à 1/1000°) ;

EAU D'ALIBOUR ;

LIQUEUR DE DAKIN ;

MÉLANGE ANESTHÉSIQUE DE BONAIN, avec ou sans adrénaline;

POMMADE AU COLLARGOL ;

ensuite, prions l'Association générale de transmettre à la Commission

du Codex nos vœux pour la publication aussi prochaine que possible de ces formules dans l'organe officiel qu'elle croira devoir choisir : *Bulletin de l'Académie de Médecine* ou *Journal Officiel* ; et, lorsque nous aurons obtenu cette publication, nous aurons ouvert, à une amélioration professionnelle indéniable, une porte que depuis le 3 mai 1850 on croyait définitivement murée.

Tel est, à propos du prochain Codex, le programme d'action sur lequel nous serions heureux de voir la prochaine Assemblée générale de la Chambre syndicale manifester un sentiment d'intérêt, sur la proposition de son Bureau et de son Conseil d'administration.

E. DUFAU.

**Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 8 avril 1919.**

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Étaient présents : MM. LAURENCIN, BARTHET, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, CORDIER, NORMAND, HERBAIN, COLLIN, COLLESSON, WEILL, DELMOND, WALTER, TRINQUART, GRÈS, FAYOL, LOISEL et POUILLE.

Excusé : M. BOINOT.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance.
Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à notre Vice-Président M. BARTHET qui, pour la première fois depuis sa démobilisation, assiste à la réunion du Conseil.

Correspondance. — M. le Président a le regret de faire part au Conseil de la lettre de démission qui vient de lui être adressée par M. DESVIGNES, archiviste du Comité disciplinaire.

M. LAURENCIN. — C'est avec un grand regret que nous verrons disparaître M. DESVIGNES qui a toujours été un des membres les plus actifs et les plus conciliants du Comité disciplinaire.

M. CORDIER. — Je demanderai, en raison de la situation tout à fait enviable qu'a remplie M. DESVIGNES, que le Bureau prenne l'initiative de lui adresser une lettre de remerciements au nom du Conseil d'administration.

M. LAURENCIN. — C'était mon intention absolue.

M. le Président lit au Conseil une lettre de M. GAUCHER, représentant la 6^e circonscription ; ce confrère se trouve en ce moment dans l'impossibilité absolue d'accepter plus longtemps cette fonction.

M. LAURENCIN. — Cette lettre étant arrivée samedi, je n'ai pu encore convoquer la 6^e circonscription. Je demanderai donc au Conseil de

charger le Bureau de convoquer les 9^e et 18^e arrondissements, de façon à faire désigner un nouveau confrère en remplacement de M. GAUCHER.

M. le Président de l'Association amicale des Etudiants en pharmacie remercie les membres de la Chambre syndicale de la subvention qui a été accordée à leur groupement.

Comme suite aux démarches qui avaient été demandées, par M. BAGROS, lors du dernier Conseil, pour éviter toute mesure aggravant nos charges fiscales, M. COLLARD vient de nous adresser la lettre suivante :

« En réponse à votre communication relative à une lettre de notre confrère BAGROS, j'ai le plaisir de vous faire connaître que le Bureau de l'Association n'a cessé de s'employer pour éviter des charges fiscales nouvelles ; récemment encore il intervenait, d'accord avec la Confédération des Groupes commerciaux de France, pour que les impôts fussent mieux établis, d'accord avec les Syndicats commerciaux du Nord, pour que plus de bienveillance fut acquise aux commerçants des régions éprouvées et à ceux qui ont été mobilisés. C'est dans ce sens que nous travaillons encore, certains d'avoir l'adhésion des pharmaciens, notamment celle des membres de votre Chambre syndicale. »

Répartition de l'alcool. — M. LAURENCIN. — Vous avez su, Messieurs, que la répartition de l'alcool a été brusquement arrêtée, par suite de la suppression de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques. C'est l'Association générale qui a été chargée, pour l'avenir, de la distribution de l'alcool et cela sans en avoir été avisée et sans avoir aucun moyen pour procéder à cette distribution et faire le nécessaire.

Il en est naturellement résulté une confusion qui va durer encore quelques jours. Toutefois, je dois vous dire que M. COLLARD s'est très vivement occupé de cette question qui paraît être en bonne voie et nous pouvons espérer une solution prochaine.

M. CORDIER. — Quelle est la solution envisagée ?

M. LAURENCIN. — L'Association générale cherche un local et du personnel afin de pouvoir se charger de cette répartition.

M. LOISEL. — C'est un service qui va durer longtemps ?

M. LAURENCIN. — Jusqu'à ce que la vente de l'alcool soit rendue libre ou soit monopolisée par l'Etat.

M. BARTHET. — Le fait que l'alcool est distribué par un Syndicat pharmaceutique et que l'on ne nous met pas sur le même pied que les liquoristes est peut-être l'indication que nous aurons à l'avenir certains privilèges.

M. LOISEL. — D'ailleurs, si je me souviens bien, lorsqu'on avait élevé les droits sur l'alcool, M. Ribot était d'avis qu'on exonère d'une partie des droits l'alcool destiné aux médicaments. Maintenant il pourrait bien se faire qu'il y ait une exonération, au moins partielle, de ces droits.

M. CRINON. — En ce moment, nous jouissons déjà d'un tarif particulier.

Réorganisation de l'Association générale des Syndicats pharma-

ceutiques de France. — M. LE PRÉSIDENT. — Une question importante qui se pose en ce moment est celle de la réorganisation de l'Association générale.

Au dernier Conseil de l'A. G., une Commission a été nommée, chargée de réorganiser l'Association générale sur de nouvelles bases.

D'un autre côté, la Chambre syndicale avait décidé d'étudier à la fois la réorganisation de notre Syndicat et celle de l'A. G., de façon à voir si une demande d'augmentation des cotisations serait justifiée.

Le moment a paru opportun, à plusieurs d'entre nous, de nommer une Commission, si réduite soit-elle, qui puisse voir dans quelles conditions la Chambre syndicale envisage la réorganisation de l'Association générale.

Je vous demanderai donc de vouloir bien aujourd'hui désigner une Commission, qui puisse fixer nos idées à ce sujet. Notre dernière Assemblée générale avait déjà chargé MM. DUBAU, TORAUDE et DELANNOY d'étudier les modifications nécessaires à l'amélioration de notre groupement.

M. COLLESSON. — Vous attendez, de la Commission qui sera nommée, un projet ébauché de sa propre initiative? C'est une question très importante : il y a d'abord la réorganisation de la Chambre syndicale qui, évidemment, est à étudier; il y a, d'un autre côté les rapports de la Chambre syndicale avec l'A. G. qui entreront en ligne de compte et, enfin, la question de l'augmentation des cotisations qui sera subordonnée aux services nouveaux établis.

M. LAURENCIN. — La Chambre syndicale doit indiquer comment elle entend voir fonctionner l'Association générale et quelles seraient les directives que vous seriez heureux de lui voir prendre.

M. COLLESSON. — C'est une question extrêmement complexe. Autant la réorganisation de la Chambre syndicale est envisagée d'une façon assez simple, autant celle des rapports de la Chambre syndicale et de l'Association générale est compliquée. Il me semble que notre première préoccupation est de savoir si une réorganisation s'impose pour notre Chambre syndicale, nous l'étendrons ensuite à l'A. G.

M. LOISEL. — Je crois au contraire, qu'il faut voir la réorganisation de l'Association générale avant la nôtre car, en réalité, il arrive très fréquemment que c'est la Chambre syndicale de la Seine qui est obligée de se substituer à l'A. G. pour une foule de questions.

M. CRINON. — La Chambre syndicale ne fait aucun frais pour l'Association générale.

M. LAURENCIN. — M. CORDIER qui est le Président de la Commission nommée par l'A. G., pourrait peut-être nous donner une indication utile?

M. CORDIER. — Jusqu'alors, peut-être par la faute du Président, cette Commission est restée lettre morte et je ne sais pas si nous aurons le temps d'aboutir. Je veux bien tenter une réorganisation de l'A. G., dans la mesure où ce sera possible, cela n'empêche pas, parallèlement, la Chambre syndicale de nommer une Commission qui se préoccupera de la réorganisation du groupement de la Seine. C'est auprès d'elle que

la Commission de l'A. G. soumettrait ses délibérations, au fur et à mesure qu'elle aurait des renseignements émanant des syndicats de province, de façon à faire un tout. Ainsi, le projet proposé serait à la fois celui de la Chambre syndicale et de l'Association générale, comme nous l'avons fait pour le projet de loi sur l'exercice de la pharmacie.

M. LOISEL. — Il me semble que, dans ce cas, il y a quelque chose qui est tout indiqué. A la suite des prochaines élections, lorsque la Chambre syndicale va être en exercice normal, nous aurons une Commission d'études qui pourrait examiner cette question.

M. LAURENCIN. — Cela nous remettrait à l'année statutaire prochaine.

M. CORDIER. — Nommez aujourd'hui une Commission qui se réunira tous les samedis et qui convoquera, chaque fois qu'elle le jugera utile, la Commission DUFAY et TORAUD.

Le Conseil désigne :

MM. BARTHET,
COLLESSON,
WEIL,
LENAIN,
HERBAIN,
CORDIER,
FEUILLOUX,
TORAUDE et DUFAY,

qui seront chargés d'étudier la réorganisation de la Chambre syndicale et celle de l'Association générale.

M. CORDIER signale au Conseil un projet de loi de M. VINCENT sur l'exercice de la pharmacie et un autre projet de loi du même auteur, pour la création du diplôme de gradué en pharmacie. Il invite le Président à demander ces deux rapports pour les faire connaître à tous et les discuter au besoin entre nous.

M. LAURENCIN. — Voici un travail pour la Commission d'études qui est très important.

Journée de huit heures. — M. HERBAIN. — Au sujet du projet de loi sur la journée de huit heures, il serait peut-être intéressant pour la pharmacie que nos Syndicats fassent valoir les raisons qui militent en faveur d'une journée moins écourtée.

M. LAURENCIN. — C'est une question que je vais m'empresse de transmettre à l'Association générale.

Assemblée générale de la Chambre syndicale. — Sur la proposition de M. le Président, le Conseil fixe au jeudi 22 mai la date de la prochaine Assemblée générale.

Le Conseil d'administration se réunira le premier mardi du mois, soit le 6 mai prochain, de façon à être dans les délais statutaires pour convoquer l'Assemblée générale. Les anciens Présidents seront convoqués à cette réunion.

Renouvellement des circonscriptions syndicales. — M. le Président

informe le Conseil que les 1^{re}, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e et 16^e circonscriptions ont été consultées sur le choix d'un délégué à proposer à la prochaine Assemblée générale. MM. LONGUET, WEILL, DELMOND, WALTER, TRINQUART et LOISEL ont été réélus.

Election des membres du Bureau. — M. LAURENCIN prie le Conseil de vouloir bien désigner un Président, un Vice-Président, un Secrétaire général, un Secrétaire adjoint, un Trésorier et un Archiviste, dont les noms seront proposés au vote de la prochaine Assemblée générale.

A l'unanimité, le Conseil désigne :

Président : M. BARTHET,

Vice-Président : M. FEUILLOUX.

Secrétaire général : M. BERNHARD.

Archiviste : M. CRINON.

Trésorier : M. COULLON.

Secrétaire-adjoint : Votants : 17.

MM. WEILL obtient 12 voix et est élu.

COLLESSON obtient 4 voix.

LOISEL obtient 1 voix.

Admissions. — M. CHÈNEGROS (Lucien), 94, Grande-Rue, à Nogent-sur-Marne ; parrains : MM. CHAMPENOIS et COLLESSON.

M. DROUILLY (Henri-Pierre), 42, rue de la Jonquière, Paris ; parrains : MM. AUCOUTURIER et FÉVRIER.

M. LORMEAU (Edmond-Etienne-René), 72, rue de Bagneux, à Montreuil ; parrains : MM. DEVERNE et LANGRAND.

M. PETIT (Jean), 65, boulevard Barbès, Paris ; parrains : MM. LAURENCIN et MONTANTON.

Candidatures nouvelles. — M. BERTHELIN (André), 45, avenue de Saint-Mandé, Paris.

M. COMBES, 119, rue Saint-Charles, Paris.

M. DOLLÉ (Emile), 47, rue de Bretagne, Paris.

M. DESCOTTES (Victor-Jean), 14, rue de Wattignies, Paris.

M. GREFFIER (Camille-Victor-Joseph), 18, rue de Mendon, à Clamart.

M. HUERRE (René-Edouard), 12, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris.

M. JULIEN (Marie-Joseph-Gustave), 24, rue de Charonne, Paris.

M. PEYRE (Paul-Charles-Louis-Edmond), 27, rue Cler, Paris.

M. RICHER (Maurice-Prosper), 123, rue des Dames, Paris.

Vérificateurs de mémoires pour fournitures de médicaments. — M. GERNIGON, pharmacien, 222, faubourg Saint-Denis, Paris, et M. BELUGOU, 23, rue de la Lune, sont nommés vérificateurs agréés de la Chambre syndicale.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de Caisse qui se solde, au 31 mars dernier, par un excédent de 10.121 fr. 90.

ERRATA

Au 21^e Bulletin de variations en date du 1^{er} janvier 1919

	0.05	0.07	0.10
Bandes plâtrées	2.00	3.00	4.00
	125 gr.	50 gr.	
Coton boriqué	2.00	0.90	
— phéniqué	2.50	1.25	
— au sublimé	2.50	1.25	
— salicylé	3.00	1.50	
— salolé	3.00	1.50	
	1 m.	5 m.	
Gaze hydrophile	1.25	3.65	
— en flacon de 3 m.		7.25	
— en flacon de 1 m.	2.00		
— boriquée	1.35	6.00	
— iodoformée 10 %	0m.50		
	2.25		
	1m.		
	4.00		
— 30 %	0m.50		
	2.50		
	1m.		
	4.00		
— phéniquée	1m.		
	2.50		
	5m.		
	6.00		
— salicylée	1m.		
	1.50		
	5m.		
	6.50		
— salolée	1m.		
	3.50		
	5m.		
	6.50		
— au sublimé	1m.		
	1.35		
	5m.		
	6.00		
— au peroxyde de zinc	1m.		
	3.25		

Rapport sur les OPÉRATIONS FINANCIÈRES

de la Chambre syndicale, pendant l'année 1918
présenté par M. LOISEL, au nom de la Commission des finances.

MES CHERS CONFRÈRES,

La situation financière de notre Chambre syndicale, que je suis encore une fois chargé de vous exposer, m'apparaît, à la fin de l'exercice 1918, comme aussi satisfaisante que possible, bien que ce soit encore un budget de guerre.

En effet, comme les deux précédents, il se solde par un excédent de recettes sur les dépenses, alors que les deux premiers budgets de guerre nous montraient des dépenses supérieures aux recettes : nous courrions au déficit. Tout paraît rentré dans l'ordre, malgré les frais de plus en plus grands, et bien que les recettes n'aient pas réalisé toutes nos espérances.

Ce qui frappe, à première vue dans ce budget, c'est l'augmentation de tous les chiffres, ceux des dépenses comme ceux des recettes. Tout augmente. Nous suivons la loi commune; c'est ainsi que le chiffre de nos recettes, qui, à la fin de l'exercice 1913, — le dernier budget d'avant guerre — était sensiblement de 32.000 francs, est monté cette année à près de 46.000 francs; et le chiffre de nos dépenses atteint 43.500 francs, alors qu'il se tenait modestement à 34.000 francs environ, pour ce même exercice 1913.

Examinons successivement les divers chapitres.

RECETTES :

1° La composition de notre portefeuille n'ayant point varié, aucun changement dans la rentrée de nos rentes.

2° Il y a une diminution sur la rentrée des cotisations. On peut espérer, pour le prochain exercice, un relèvement de cette source de recettes, quand tous nos confrères auront été rendus à la vie civile. D'après le nombre de nos sociétaires, l'ensemble des cotisations devrait atteindre sensiblement 45.000 francs, au lieu de 41.710 francs, chiffre de cette année.

3° Le chapitre des recettes exceptionnelles nous procure un boni de 465 francs sur la moyenne. Et, à cette occasion, nous devons tous nos remerciements à MM. VICARIO et BARTHET, nos nouveaux membres perpétuels.

4° La publicité du *Bulletin* est pour nous un accroissement de recettes compensé, il est vrai, en partie par l'accroissement des dépenses du dit *Bulletin*.

La vente des Tarifs, très active cette année, nous a rapporté un excédent de 5.749 francs sur la moyenne.

5° Peu de transactions et peu de dommages et intérêts : ce chapitre est en baisse.

Les recettes provenant des ristournes et allocations commerciales, commencent à réapparaître. Nous espérons les voir grossir de plus en plus dans les prochains budgets.

Enfin le savoir faire de notre Trésorier et le placement judicieux de nos disponibilités, nous procurent un bénéfice de 4.476 francs, inscrit au chapitre septième des recettes.

Et, en résumé, nos recettes sont supérieures de 10,254 francs à la moyenne des recettes des cinq dernières années.

DÉPENSES :

Les trois premiers chapitres de nos dépenses ne nous présentent que quelques variations peu importantes.

Par contre, le chapitre 4, "Frais d'intérêts professionnels", nous offre une augmentation sérieuse sur la moyenne. Il faut attribuer cela au renchérissement des frais d'impression, et aussi à toutes les circulaires, bons de sucre, etc., dont la Chambre syndicale a dû assurer la distribution.

Les frais du Tarif de l'A. G. sont aussi plus élevés, compensant en partie le bénéfice plus grand retiré de la vente du dit Tarif.

De même, les frais d'impression du *Bulletin* se sont notablement accrus, absorbant aussi, comme je l'ai dit en parlant des recettes, une partie du produit cependant plus rémunérateur de la publicité du dit *Bulletin*.

Peu d'affaires judiciaires, ou du moins un certain nombre ne sera réglé qu'en 1919; ce sera l'affaire du prochain budget. Mais, quant à présent, peu de frais de ce chef.

Enfin, nos dépenses ont été supérieures de 8.998 fr. 30 à la moyenne des cinq dernières années.

RÉSUMÉ :

En résumé, nos recettes se sont élevées à	45.879 35
et nos dépenses à	43.503 35
d'où un excédent de recettes de	2.376 »
de sorte qu'avec l'encaisse de	+ 2.075 70
qui existait au 1 ^{er} janvier 1918,	
notre encaisse au 1 ^{er} janvier 1919 est de	4.451 70

Comme je l'ai dit en commençant, la situation me paraît donc satisfaisante.

MES CHERS CONFRÈRES,

La vérification des comptes de notre Trésorier, m'a révélé une fois de plus les grandes qualités d'ordre et d'économie et aussi le savoir faire de notre ami COULLON. La clarté qui règne dans sa comptabilité et son souci de l'exactitude la plus scrupuleuse, m'ont grandement facilité le travail de la vérification. Je l'en remercie personnellement, et je vous prie, mes chers Confrères, de bien vouloir lui attribuer les remerciements et les éloges que mérite sa gestion parfaite de nos finances.

P. LOISEL.

SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE 1918

Recettes du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1918

DÉTAIL DES RECETTES	EXERCICE 1918		MOYENNE des 5 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
<i>I. Groupe des recettes provenant des réserves</i>					
Rente 3 ^o / _o et perpétuelle . . .	7.508 50	7.508 50	7.336 49	172 01	
<i>II. Groupe des recettes syndicales</i>					
Cotisations annuelles	11.740 30				
Reçu de l'Association générale des pharmaciens de France:					
1 ^o Pour une rente					
viagère 500 »					
2 ^o Pour loyer . . . 200 »	790	12.700 30	13.404 31		704 01
3 ^o Pour téléph . . . 90 »					
Participation au loyer par le Syndicat des chimistes et essayeurs de France	200				
<i>III. Recettes exceptionnelles</i>					
Membres perpétuels	800	800	334 50	465 50	
<i>IV. Groupe des recettes pro- venant du Bulletin et des im- primés</i>					
Produit brut de la publicité .	11.861 20	11.861 20	7.639 09	4.222 11	
Vente des Tarifs 18 ^e édition et A. G.	5.023 45				
Vente du Barème, Contrats du Travail	1.095 50	10.077 25	4.337 76	5.719 49	
Bulletins de Variations . . .	3.835 80				
Abonnements au Bulletin . .	122 50				
<i>V. Groupe des recettes proce- nant des dommages et inté- rêts. Transactions, etc. . .</i>	270 20	270 20	1.559 14		1.288 90
<i>VI. Groupe des recettes proce- nant d'allocations commer- ciales, ristournes, rembour- sements.</i>	1.186 10	1.186 10	913 64	272 46	
<i>VII. Intérêts en Banque et Bons du Trésor</i>	1.476	1.476	80 56	1.395 44	
Totaux	45.879 55	45.879 55	35.625 49	12.247 01	1.992 95
En caisse au 1 ^{er} janvier 1918		2.075 70			
Total général de l'actif . .		47.955 25			

DÉTAIL DES RECETTES	EXERCICE 1918	MOYENNE des 5 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
ÉTAT COMPARATIF				
Recettes diverses de l'exercice 1918	45.879 55			
Moyenne des recettes de même nature pendant les cinq dernières années	35.625 49			
Augmentation des recettes en 1918 par rapport à la moyenne des cinq dernières années .	10.254 06			

Dépenses du 1^{er} janvier au 31 décembre 1918

<i>I. Œuvres d'assistance et diverses</i>				
Secours, Pensions.	2.410 20			
Pouvoir discrétionnaire du Président	742 90	3.343 85	3.549 20	235 35
Subventions à diverses Sociétés de Prévoyance. . . .	160 75			
<i>II. Œuvres de solidarité professionnelle</i>				
Subvention au Comptoir National.	500 »			
Cotisation annuelle au Comité central des Chambres syndicales.	300 »	2.377 60	3.473 11	95 51
Redevance à l'Assoc. Générale (1917-1918)	2.310 »			
Commissions, Délégations, Frais d'examen	267 60			
<i>III. Frais d'administration</i>				
Appointements des employés	5.360 »	6.306 »		
Gratifications diverses.	946 »			
<i>A reporter.</i>	12.997 45	7.022 31		330 86

DÉTAIL DES DÉPENSES	EXERCICE 1918	MOYENNE des 5 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
<i>Report. . .</i>	12.997 45	7.022 31		330 86
<i>Frais d'Administration (suite)</i>				
Frais de Banque	128 05			
Frais de bureau, chauffage, éclairage, nettoyage, blan- chissage.	613 35			
Frais de loyer, contribu- tions, assurance, téléphone.	1.929 25	3.159 25	9.328 52	136 73
Fournitures, postaux et divers.	488 60			
<i>IV. Frais d'Intérêts professionnels.</i>				
Impressions diverses, Circu- laires, Bandes, Bulletins de Vote, Bons de sucre, Bul- letins de variations, etc. .	7.135 15	7.244 35	1.904 98	5.339 37
Abonnement aux Journaux.	109 20			
<i>V. Frais du Tarif de l'A. G.</i>				
Participation et conservation des clichés	5.750 »	5.750 »	841 63	4.908 37
<i>VI. Frais de Propagande du Bulletin</i>				
Impression du <i>Bulletin</i> . . .	10.978 85			
Expédition.	303 80			
Traites de publicité retour- nées, Remises à l'agent de publicité, Débours	4.306 35	13.789 »	10.895 37	2.893 63
Honoraires du Directeur du <i>Bulletin</i>	1.200 »			
<i>A reporter. . .</i>	42.940 05	42.940 05	13.278 10	330 86

DETAIL DES DÉPENSES	EXERCICE 1918		MOYENNE des 5 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
<i>Report.</i> . . .		42.940 05	29.992 81	13278 10	330 86
VII. Défense des Intérêts professionnels					
Avocats, avoués, huissier, enquêtes, expertises, Comité disciplinaire, prud'hommes	563 50	563 50	4.289 65		3.696 15
VIII. Dépenses extraordi- naires.					
Medailles			252 79		252 79
Total des dépenses . .	43.503 55	43.503 55	34.505 25	13278 10	4.279 80

ÉTAT COMPARATIF					
Dépenses de l'exercice 1918 . .		43.503 55			
Moyenne des dépenses de même nature pendant les cinq dernières années		34.505 25		13278 10 4279 80	
Augmentati ^{on} des dépenses pour 1918 sur la moyenne des cinq dernières années. . .		8.998 30		8998 30	

RÉSUMÉ DE L'EXERCICE 1918

En caisse le 1 ^{er} janvier 1918.	2.075 70
Recettes diverses en 1918.	45.879 55
Total	47.955 25
Dépenses diverses en 1918	43.503 55
En caisse le 1 ^{er} janvier 1919.	4.451 70
Excédent des recettes sur les dépenses. . . .	2.376 »

CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 1918

1	Récépissé de	765 fr. de rente 3 % amortissable.
1	»	5.419 fr. » perpétuelle.
1	»	200 fr. » »
1	»	200 fr. » »
1	»	620 fr. » »
1	»	255 fr. » amortissable.
1	»	100 fr. de rente 4 % (Défense Nationale).
Plus l'encaisse de 4.451 fr. 70 au 31 décembre 1918.		

Revue de Jurisprudence.

Pharmaciens. — Vente de substances vénéneuses sans ordonnance de médecins. — Spécialités toxiques à faible dose. — Bonne foi du pharmacien.

Commet un délit celui qui se procure des stupéfiants au moyen d'ordonnances médicales fictives, qui qu'il facilite à autrui l'usage de stupéfiants, notamment en lui faisant des injections de ces drogues.

Le délai de tolérance accordé aux pharmaciens pour se conformer à certaines prescriptions de la loi du 12 juillet 1916 et du décret du 14 septembre de la même année, ne s'applique pas à la vente des stupéfiants sans ordonnance de médecin.

La vente des stupéfiants ne devient pas licite lorsqu'elle est faite sous forme de spécialités pharmaceutiques. Cette vente ne devrait être considérée comme échappant à toute répression, pendant le délai de tolérance, que si la spécialité ne contenait qu'une dose insignifiante de poison.

Une boîte contenant douze ampoules d'une solution renfermant 10 % d'opium n'est pas une dose négligeable de poison.

Un pharmacien n'a pas le droit d'ignorer la composition et les propriétés des drogues qu'il vend, même quand ce sont des spécialités pharmaceutiques.

Toulouse 20 novembre 1918. — Ministère public contre Elise Barret, Hugues et autres (*Gazette des Tribunaux du Midi* du 16 mars 1919 et *La Loi* du 15 avril 1919, n° 59).

SOUSCRIPTION

en faveur des Confrères belges et français
DES RÉGIONS ENVAHIES

VINGT ET UNIÈME LISTE

Erratum.

M. VEIGNAULT, 9, avenue de la République, Paris, a versé 100 francs, ce que justifie d'ailleurs le total exact de la 21^e liste = 785 francs.

Souscription Parmentier.

TROISIÈME LISTE

MM. HUARD, 3, avenue d'Orléans, Paris.	5 »
BRIESENMEISTER, 210 ter, boulevard Péreire.	5 »
VEIGNAULT, 9, avenue de la République.	10 »
PINARD, à Coulommiers (Seine-et-Marne).	10 »
MOREUX, à Arcueil.	5 »
Montant de la troisième liste.	35 »
Montant des listes précédentes.	263 25
Total au 22 avril 1919.	298 25

DÉCRET

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 Juillet 1845 modifiée et complétée par la loi du 12 Juillet 1916 concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, notamment l'opium, la morphine et la cocaïne.

Le Président de la République française,

Décète :

ART. 1^{er}. — Les substances vénéneuses sont, en ce qui concerne l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi, soumises à des régimes distincts selon qu'elles sont classées dans les tableaux A, B ou C, annexés au présent décret.

TITRE I^{er}

Substances classées dans le tableau A.

CHAPITRE I^{er}

Régime des substances du tableau A lorsqu'elles sont destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture

ART. 2. — Quiconque veut faire le commerce d'une ou de plusieurs des substances classées au tableau A ou exercer une industrie qui en nécessite l'emploi, est tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune dans laquelle est situé son établissement ; à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, la déclaration doit être faite à ladite préfecture.

Elle est inscrite sur un registre spécial ; récépissé en est donné au déclarant. Elle doit être renouvelée en cas de déplacement ou de cession de l'établissement.

En ce qui concerne les pharmaciens, le dépôt du diplôme pour visa tient lieu de déclaration.

ART. 3. — Quiconque détient une ou plusieurs desdites substances, en vue de la vente ou de l'emploi pour un usage industriel ou agricole, doit les placer dans des armoires fermées à clef ou dans des locaux où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'établissement.

Les armoires ou locaux visés au précédent paragraphe peuvent contenir d'autres substances à l'exclusion de celles destinées à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Lorsque le détenteur exerce le commerce des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, aucune communication intérieure directe ne doit exister entre l'établissement et ses dépendances où s'exerce ledit commerce et les locaux où sont détenues des substances vénéneuses. Cette obligation ne s'applique pas aux pharmaciens ni aux personnes faisant commerce des solutions tirées de nicotine détenues et délivrées en bidons scellés.

ART. 4. — Il est interdit de détenir en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant inscrit le nom desdites substances, tel qu'il figure dans le tableau annexé au présent décret.

Cette inscription doit être faite en caractères noirs très apparents sur une étiquette rouge orangé, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée.

L'inscription ci-dessus visée doit être accompagnée de la mention « *Poison* » sur une bande de même couleur faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient.

Les fûts, vases ou autres récipients, ainsi que les enveloppes ayant servi à contenir des substances ne doivent en aucun cas être employés à recevoir des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

ART. 5. — Sont interdites la mise en vente et la vente sous forme de tablettes, pastilles, pilules, comprimés et d'une manière générale, sous toutes formes usitées par l'administration des médicaments, desdites substances ou des préparations qui en contiennent, lorsque ces substances ou préparations sont destinées à d'autres usages que celui de la médecine.

ART. 6. — Toute vente desdites substances doit être inscrite sur un registre spécial, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. Les inscriptions sur ce registre sont faites de suite, sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de la livraison ou de l'expédition; elles indiquent le nom et la quantité des substances vendues, la date de la vente, ainsi que les nom, profession et adresse de l'acheteur.

A chacune des ventes est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même livraison. Ce numéro est inscrit, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur, sur l'étiquette apposée conformément aux dispositions des premiers paragraphes de l'article 4.

Le registre sur lequel sont faites ces inscriptions doit être conservé pendant dix ans, pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

ART. 7. — Aucune vente desdites substances ne peut être consentie qu'au profit d'une personne âgée de 18 ans au moins, connue du vendeur ou justifiant de son identité.

Ces substances ne peuvent être délivrées que contre un reçu daté et signé de l'acheteur ou de son représentant et mentionnant sa profession et son adresse. Ce reçu peut être remplacé par une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant et indiquant sa profession et son adresse.

Si la profession de l'acheteur n'implique pas l'emploi des substances demandées, le reçu ou la commande doit mentionner l'usage auquel ces substances sont destinées.

Le reçu ou la commande doit être conservé pendant trois ans par le vendeur pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

ART. 8. — Lorsqu'elles sont destinées à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, ces substances ne peuvent être délivrées en nature. Elles doivent être mélangées à des matières odorantes et colorantes, suivant des formules établies par arrêtés du ministre de l'agriculture.

Les dispositions des articles 4, 6 et 7 sont applicables à la vente de ces mélanges, qui ne pourront être vendus ou livrés que dans des récipients métalliques.

Par dérogation aux prescriptions du présent article, lesdites substances peuvent être délivrées en nature, en vue d'expériences scientifiques, sur autorisation spéciale du ministre de l'agriculture. Cette autorisation, valable pour un an, peut être renouvelée.

ART. 9. — L'emploi desdites substances, pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, est interdit dans les cultures maraîchères et fourragères, ainsi que dans toutes autres cultures pour lesquelles leur emploi n'aura pas été autorisé par arrêté du ministre de l'agriculture. Cet arrêté fixera, pour chaque nature de culture et pour chaque région, les conditions auxquelles l'autorisation sera subordonnée, ainsi que les époques de l'année pendant lesquelles l'emploi desdites substances reste prohibé.

Un arrêté dudit ministre, pris après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, déterminera les précautions que devront prendre les personnes qui emploieront, par application du présent article, des produits arsenicaux et notamment l'arséniate de plomb.

ART. 10. — Sont interdites la mise en vente et la vente desdites substances en vue de leur emploi à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, dans d'autres conditions que celles fixées à l'article précédent.

ART. 11. — La vente et l'emploi des composés arsenicaux solubles sont interdits pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, ainsi que pour la destruction des mouches.

La vente et l'emploi de produits contenant de l'arsenic, du plomb ou du mercure sont interdits pour le chaulage des grains, pour l'embaumement des cadavres, ainsi que pour la destruction des mauvaises herbes dans les allées des jardins, dans les cours et les terrains de sports.

ART. 12. — Les substances visées au présent titre ne peuvent être délivrées en nature lorsqu'elles sont destinées à la destruction des sauterelles, des rongeurs, des taupes et des bêtes fauves. Elles doivent être mélangées à dix fois au moins leur poids de substances inertes et insolubles, puis additionnées d'une matière colorante intense, noire, verte ou bleue.

Par dérogation à l'article 2, la vente de ces mélanges est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

ART. 13. — La vente de la picrotoxine, de la coque du Levant et de ses préparations est interdite pour tout autre usage que celui de la médecine.

En conséquence, la vente de ces produits est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

ART. 14. — Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux teintures et lotions pour cheveux, fards, cosmétiques, dépilatoires et produits de toilette préparés avec des substances du tableau A.

La vente desdites compositions renfermant de l'arsenic, du mercure ou du plomb est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

ART. 15. — Il n'est point dérogé aux dispositions du décret du 19 juillet 1895 pris en exécution de la loi du 16 avril précédent sur la vente du phosphore.

CHAPITRE II

Régime des substances du tableau A lorsqu'elles sont destinées à la médecine humaine ou vétérinaire

ART. 16. — Les substances du tableau A ne peuvent être délivrées sous une forme quelconque :

1° Pour l'usage de la médecine humaine, que par les pharmaciens ou par les médecins légalement autorisés à fournir des médicaments à leurs clients ;

2° Pour l'usage de la médecine vétérinaire, que par les pharmaciens et, sous les réserves prévues à l'article suivant, par les vétérinaires diplômés.

ART. 17. — Les vétérinaires sont autorisés à détenir, pour l'usage de la médecine vétérinaire, lesdites substances.

Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés à délivrer ces substances à leurs clients lorsque ceux-ci résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie. Dans les autres communes, ils ne jouissent de la même faculté que dans les cas où l'administration desdites substances est faite par eux-mêmes aux animaux.

ART. 18. — Les pharmaciens, les médecins et vétérinaires sont soumis aux

conditions prescrites par les articles 3 et 4 en ce qui concerne la détention desdites substances.

Toutefois il leur est interdit de détenir dans les armoires visées à l'article 3 d'autres substances que celles mentionnées aux tableaux A et B.

ART. 19. — Les pharmaciens ne peuvent délivrer lesdites substances, pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, que sur la prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire.

Toutefois, ils peuvent délivrer, sur la prescription d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme diplômée, celles desdites substances dont la liste sera fixée par arrêté du ministre de l'intérieur.

ART. 20. — L'auteur de la prescription est tenu, sous les sanctions prévues par la loi du 19 juillet 1845, de la dater, de la signer et de mentionner lisiblement son nom et son adresse, d'énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et d'indiquer le mode d'administration du médicament.

ART. 21. — Les pharmaciens peuvent renouveler l'exécution des ordonnances prescrivant des substances du tableau A, sous les réserves indiquées ci-après :

Ne peut être renouvelée, ni par le pharmacien qui y a procédé pour la première fois, ni par tout autre pharmacien, l'exécution des ordonnances sur lesquelles l'auteur de la prescription a mentionné l'interdiction du renouvellement.

Ne peuvent être exécutées à nouveau, à moins d'indication contraire de l'auteur de la prescription :

1° Les ordonnances prescrivant lesdites substances, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées ;

2° Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et quelle qu'en soit la dose, les cyanures de mercure ou de potassium, l'aconitine ou ses sels, la digitaline, la strophantine, la vératrine ou ses sels ;

3° Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et à une dose supérieure à celle indiquée dans le Codex comme dose maximum pour vingt-quatre heures, des substances du tableau A autres que celles désignées au précédent paragraphe.

Toutefois, les pharmaciens peuvent renouveler les ordonnances ne portant pas de mention spéciale et prescrivant en nature, mais à dose n'excédant pas 5 grammes, le laudanum ou la teinture de noix vomique.

ART. 22. — Les pharmaciens doivent inscrire les ordonnances prescrivant lesdites substances sur un registre spécial de vente tenu dans les conditions fixées par l'article 6 du présent décret. Ils sont soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne les livraisons de médicaments qu'ils sont autorisés à faire dans les conditions prévues aux articles 27 et 28.

Toutefois pour les ventes sur ordonnances, ils ne sont pas obligés d'inscrire le nom de l'acheteur, mais ils doivent mentionner le nom et l'adresse de l'auteur de la prescription.

Les renouvellements d'une même ordonnance doivent être mentionnés sur le registre, le jour de chaque renouvellement, sous un nouveau numéro d'ordre. Cette inscription peut consister en la seule indication du numéro sous lequel l'ordonnance a été primitivement inscrite.

Les pharmaciens sont autorisés à transcrire dans les mêmes conditions sur leur registre spécial de vente les ordonnances médicales qui ne comportent pas la délivrance de substances vénéneuses.

Ils ne doivent rendre les ordonnances prescrivant des substances visées au présent titre, que revêtues du timbre de leur officine après y avoir indiqué le numéro sous lequel la prescription a été inscrite au registre de vente, ainsi que la date de cette inscription.

Ils sont tenus de conserver l'ordonnance lorsque, par application des dispositions de l'article 21, celle-ci ne peut être renouvelée.

Lorsqu'ils conservent l'ordonnance, ils doivent en remettre à l'intéressé une copie intégrale datée et signée par eux, portant le timbre de leur officine et mentionnant le numéro sous lequel la prescription est inscrite à leur registre.

Les ordonnances retenues par les pharmaciens doivent être conservées par eux pendant trois ans pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente.

ART. 23. — Les pharmaciens doivent apposer sur tout récipient contenant un médicament délivré par eux une étiquette indiquant, avec leur nom et leur adresse, le numéro d'ordre sous lequel la prescription est inscrite sur leur registre.

Cette étiquette est de couleur rouge orangé, quand il s'agit des substances du tableau A délivrées en nature ou de préparations contenant lesdites substances et destinées soit à l'usage externe, soit à être employées en injections.

Cette étiquette porte la mention « *Toxique : ne pas dépasser la dose prescrite* », lorsque la substance vénéneuse, délivrée en nature, doit être absorbée par la voie stomacale, et la mention « *Poison* », lorsque la préparation est destinée à l'usage externe ou à des injections.

Les pharmaciens doivent, en outre, apposer sur les récipients une seconde étiquette de couleur rouge orangé portant, selon les cas, les mots « *pour l'usage externe* » ou « *solution pour injections* ».

Lorsqu'il s'agit de médicaments destinés à la médecine vétérinaire, l'étiquette rouge orangé doit porter la mention « *Médicament vétérinaire. — Poison.* »

ART. 24. — Les médecins autorisés à délivrer les médicaments sont soumis aux obligations imposées aux pharmaciens par les premier, deuxième et troisième paragraphes de l'article 22 et par l'article 23.

Lorsque les médicaments qu'ils délivrent sont prescrits par eux-mêmes, ils sont tenus de remettre au malade une ordonnance rédigée conformément aux dispositions de l'article 20.

Ils doivent indiquer, sur ladite ordonnance, le numéro sous lequel la prescription a été inscrite au registre de vente.

ART. 25. — Les vétérinaires autorisés à délivrer des médicaments dans les conditions prévues à l'article 17 sont assujettis aux obligations imposées aux pharmaciens par les premier et troisième paragraphes de l'article 22 et par les premier, deuxième et cinquième paragraphes de l'article 23. Ils doivent, en outre, mentionner sur leur registre le nom et l'adresse du client auquel la vente est faite.

Lorsque les médicaments qu'ils prescrivent sont délivrés par eux-mêmes à leurs clients, ils doivent, en outre, leur remettre une ordonnance rédigée conformément aux dispositions de l'article 20.

ART. 26. — Lorsque des médicaments destinés à la médecine humaine ou vétérinaire et renfermant une ou plusieurs des substances visées au présent titre, sont préparés et divisés à l'avance en vue de la vente au public, les enveloppes et récipients qui renferment ces médicaments doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom desdites substances, tel qu'il figure au tableau A, ainsi que la dose, en toutes lettres, de chacune de ces substances contenue dans 100 grammes de la préparation.

A l'exception des prescriptions de l'article 18, toutes les dispositions qui précèdent sont applicables au commerce desdites préparations.

Toutefois, lorsque le nom et l'adresse du pharmacien par qui la préparation a été faite se trouvent indiqués sur l'enveloppe ou récipient contenant ladite préparation, celui qui la délivre est dispensé d'y apposer l'étiquette prévue au premier paragraphe de l'article 23.

ART. 27. — Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins et aux vétérinaires

naires, sur leur demande écrite, datée et signée, les substances visées au présent titre et destinées à être employées par eux, soit dans les cas d'urgence, soit pour des opérations, pansements ou injections.

Ces médicaments doivent être employés par les praticiens eux-mêmes; il leur est interdit de les céder à leurs clients, à titre onéreux ou gratuit.

Ces substances ne peuvent être délivrées que sous la forme pharmaceutique compatible avec leur emploi médical.

L'auteur de la demande doit indiquer lisiblement son nom et son adresse et énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses entrant dans les préparations.

Les prescriptions de l'article 23 sont applicables aux médicaments délivrés dans les conditions visées au présent article.

Art. 28. — Un arrêté du ministre de l'intérieur énumérera les substances vénéneuses que les pharmaciens peuvent délivrer dans les conditions fixées par l'article précédent, aux chirurgiens-dentistes et aux sages-femmes pour l'exercice de leur profession.

Art. 29. — Les dispositions du présent chapitre ne sont pas applicables aux préparations médicamenteuses renfermant des substances du tableau A à des doses trop faibles pour que lesdites préparations puissent être soumises à la présente réglementation.

Ces doses seront fixées, pour chacune de ces substances, par arrêté du ministre de l'intérieur, pris sur l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France. Cet arrêté sera inséré au Codex.

TITRE II

Substances classées dans le tableau B.

Art. 30. — Les articles qui précèdent sont applicables à l'importation, à l'achat, à la vente, à la détention et à l'emploi des substances classées dans le tableau B, en tant que leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent titre.

Art. 31. — Les importateurs et les producteurs indigènes des substances classées dans le tableau B, les chimistes, les industriels et les commissionnaires en marchandises qui veulent faire le commerce desdites substances ou les transformer en vue de la vente, doivent en faire une déclaration spéciale dans les conditions prévues à l'article 2.

Il est interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration spéciale d'importer, d'exporter, de détenir en vue de la vente, de délivrer, de vendre ou de transformer les substances inscrites au tableau B.

Il est également interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration d'acheter ou de se faire délivrer ces substances autrement que sur la prescription d'un médecin, d'un vétérinaire, d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme dans les conditions fixées au présent décret.

Toutefois, cette dernière interdiction n'est pas applicable aux laboratoires et établissements désignés, après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, par des arrêtés du ministre de l'intérieur qui détermineront, en même temps que les conditions dans lesquelles lesdites substances pourront être remises à ces laboratoires et établissements, les quantités maxima qu'ils seront autorisés à se faire livrer.

Art. 32. — Tout achat ou toute cession, même à titre gratuit, desdites substances, doit être inscrit sur un registre spécial aux substances du tableau B, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. L'autorité qui vise ce registre spécial doit se faire représenter le récépissé de la déclaration faite par l'intéressé. Elle mentionne, sur la première page dudit registre, la date à laquelle cette déclaration a été effectuée.

Les inscriptions sur le registre sont faites sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de l'achat ou de la réception, de la vente ou de la livraison. Elles indiquent le nom desdites substances, tel qu'il figure au tableau B, leur quantité, les nom, profession et adresse soit de l'acheteur, soit du vendeur, ainsi que le numéro donné par ce dernier au produit livré.

A chacune des opérations est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même réception ou livraison.

Les dispositions du présent article sont imposées à quiconque est autorisé à acheter ou à vendre lesdites substances dans les conditions fixées à l'article précédent, notamment aux pharmaciens, médecins et vétérinaires, aux importateurs et aux exportateurs, aux producteurs indigènes pour leurs ventes, ainsi qu'aux commissionnaires en marchandises.

Toutefois, les pharmaciens sont autorisés, pour les ventes sur ordonnance, à inscrire que chaque mois, sur le registre spécial, le relevé totalisé des quantités desdites substances qui figurent, pour ledit mois, au registre de vente prévu par l'article 22 et sur lequel ils doivent alors inscrire le nom et l'adresse des personnes auxquelles ils ont délivré ces substances.

ART. 33. — Les importateurs sont tenus de prendre au bureau de douane par lequel doit avoir lieu l'introduction un acquit-à-caution indiquant les quantités importées de chacune desdites substances, ainsi que le nom et l'adresse du ou des destinataires.

Cet acquit-à-caution, dont la délivrance est subordonnée à la production du récépissé délivré au ou aux destinataires en vertu des articles 2 et 31, doit être rapporté dans un délai d'un mois, revêtu d'un certificat de décharge de l'autorité municipale du lieu de résidence du ou des destinataires.

Les exportateurs sont tenus, pour toute expédition à l'étranger, de prendre au bureau de douane un certificat d'exportation.

Les certificats doivent mentionner la nature des préparations exportées et indiquer la quantité de chacune des substances du tableau B qu'elles renferment. Ces certificats doivent être conservés pendant trois ans par le vendeur pour être représentés à toute réquisition de l'autorité compétente.

ART. 34. — Les industriels qui emploient ces substances pour en extraire les alcaloïdes, et les pharmaciens qui les traitent en vue du même usage ou pour les transformer en produits pharmaceutiques, sont tenus, après avoir indiqué ces opérations sur le registre spécial prévu à l'article 32, d'inscrire, à la suite des quantités employées, celles que renferment les produits résultant de la transformation.

Décharge de la différence est donnée sur ce registre par l'inspecteur institué par l'article 2 du décret du 5 août 1908, si le déficit lui paraît résulter normalement des transformations ou manipulations déclarées.

ART. 35. — Le registre prévu à l'article 32 doit être conservé pendant dix années pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Le vendeur n'est exonéré des quantités reçues que dans la mesure soit des ventes par lui effectuées et inscrites audit registre, soit de la décharge donnée dans les conditions de l'article précédent.

ART. 36. — Ces substances ne peuvent circuler, être importées ou exportées que si les enveloppes ou récipients qui les renferment portent, en outre des inscriptions prescrites à l'article 4, l'indication de la quantité desdites substances, ainsi que les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire.

Le détenteur de ces substances doit les conserver dans des armoires fermées à clef. Ces armoires ne peuvent contenir d'autres substances que celles qui figurent aux tableaux A et B. Toute quantité trouvée en dehors desdites armoires sera saisie.

ART. 37. — Exception faite pour la délivrance sur ordonnance, il est interdit de vendre ou de délivrer lesdites substances à quiconque ne justifie pas qu'il a satisfait aux conditions de l'article 31.

Lesdites substances ne peuvent être délivrées que contre une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant, indiquant son nom, sa profession et son adresse et énonçant, en toutes lettres, la quantité de la substance demandée.

La commande doit être conservée pendant trois ans par le vendeur, pour être représentée à toute réquisition de l'autorité compétente.

Les dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article sont applicables en cas de vente ou de cession desdites substances après saisie par l'autorité publique ou à la requête des créanciers.

Art. 38. — Il est interdit aux pharmaciens de renouveler aucune ordonnance prescrivant des substances du tableau B, soit en nature, soit sous forme de solutions destinés à des injections sous-cutanées.

La même interdiction s'applique aux ordonnances prescrivant des poudres composées à base de cocaïne ou de ses sels et de ses dérivés et renfermant ces substances dans une proportion égale ou supérieure au centième, ainsi qu'aux ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et contenant, à une dose quelconque, des substances du tableau B.

Par dérogation à cette dernière disposition, peuvent être renouvelées les ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et ne contenant pas plus de 12 centigrammes d'extrait d'opium, ni plus de 3 centigrammes de chlorhydrate de morphine, de diacétyl-morphine ou de cocaïne.

Art. 39. — Il est interdit aux médecins de rédiger et aux pharmaciens d'exécuter des ordonnances prescrivant, pour une période supérieure à sept jours, les substances du tableau B, lorsque la composition des préparations prescrites correspond aux conditions d'interdiction édictées par l'article précédent.

Art. 40. — Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins, aux vétérinaires, aux chirurgiens dentistes et aux sages-femmes les substances du tableau B nécessaires à l'exercice de leur profession, dans les conditions et sous les réserves fixées aux articles 27 et 28.

Les pharmaciens ne peuvent délivrer ces substances qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou dans des communes contigües, lorsque celles-ci sont dépourvues d'officine.

Il est interdit aux pharmaciens de délivrer à ces praticiens aucune de ces substances en nature.

Les pharmaciens doivent conserver pendant trois ans, pour être représentées à toute réquisition de l'autorité compétente, les demandes émanant des médecins, des vétérinaires, des chirurgiens dentistes et des sages-femmes et en adresser un relevé, à la fin de chaque trimestre, au préfet de leur département.

TITRE III

Substances classées dans le tableau C.

Art. 41. — Quiconque détient, en vue de la vente, des substances inscrites au tableau C est tenu de les placer dans ses magasins, de manière qu'elles soient séparées des substances non dangereuses et notamment des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Lesdites substances doivent être renfermées dans des récipients ou enveloppes portant une inscription indiquant le nom de la substance, tel qu'il figure au tableau annexé et entourés d'une bande de couleur verte avec le mot « *Dangereux* » inscrit en caractères très apparents.

Ces substances ne peuvent être délivrées aux acheteurs que contenues dans des récipients ou enveloppes portant, outre le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur, et entourés de la bande verte mentionnée dans le précédent paragraphe.

ART. 42. — Lesdites substances ne peuvent être délivrées pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire que dans les conditions prescrites aux articles 16 et 17.

Elles ne seront délivrées que dans des récipients portant une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du vendeur et indiquant le nom de la substance ou sa composition ; cette dernière indication peut être remplacée par le numéro d'inscription au registre de vente.

ART. 43. — Lorsque les pharmaciens et médecins délivrent, en nature, pour l'usage interne, des substances du tableau C, ils doivent apposer sur chaque enveloppe ou récipient renfermant lesdites substances une étiquette de couleur verte portant les mots « *A employer avec précaution* ».

Lorsqu'ils délivrent ces substances sous forme de préparations destinées soit à l'usage externe, soit à être employées en injections, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipients renfermant lesdites préparations une étiquette de couleur verte portant le nom « *Dangereux* » avec la mention « *Pour usage externe* » ou « *Solution pour injections* », suivant le cas.

Lorsque les pharmaciens ou les vétérinaires délivrent lesdites substances pour la médecine vétérinaire, soit en nature, soit sous forme de préparations, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipients une étiquette de couleur verte portant l'inscription « *Médicament vétérinaire. — Dangereux* ».

Ces dispositions sont applicables au commerce des médicaments préparés et divisés à l'avance, en vue de la vente au public et renfermant des substances du tableau C.

ART. 44. — Les teintures et lotions pour cheveux, les fards, cosmétiques et produits de toilette préparés avec des substances du tableau C ne peuvent être détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus que dans des récipients portant une étiquette indiquant le nom desdites substances entrant dans leur composition et revêtus, en outre, de la bande de couleur verte avec le mot « *Dangereux* » prévue à l'article précédent.

TITRE IV

Dispositions générales.

ART. 45. — Concomitamment avec les inspecteurs chargés de procéder aux visites prescrites par les articles 29, 30 et 31 de la loi du 21 germinal an XI, modifiées par la loi du 25 juin 1908, les maires et les commissaires de police doivent veiller à l'exécution des dispositions qui précèdent.

Ils ont qualité pour visiter, avec l'assistance de l'inspecteur institué par l'article 2 du décret du 5 août 1908, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, avec le concours d'un pharmacien désigné par le préfet, les officines des pharmaciens, les dépôts des médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, ainsi que les entrepôts et magasins des droguistes et des commissionnaires en marchandises trafiquant de ces substances, les laboratoires où elles sont traitées pour en extraire les alcaloïdes ou pour les transformer en préparations pharmaceutiques, les magasins des herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs et, d'une façon générale, conformément à la loi du 25 juin 1908, tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques.

ART. 46. — L'autorité qui procède à l'inspection exige la production du récépissé de la déclaration qui a dû être faite en exécution de l'article 2 ou, s'il y a lieu, de l'article 31 du présent décret. Si cette justification n'est pas apportée, les produits trouvés en contravention sont saisis, et si, parmi eux, la présence d'une ou plusieurs substances du tableau B est constatée, la fermeture de l'établissement est ordonnée par le préfet.

Si la déclaration est produite, l'autorité qui procède à la visite s'assure que les registres prescrits sont régulièrement tenus et que leurs énonciations concordent avec les quantités existantes.

Dans le cas d'infractions pouvant entraîner l'application des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1845, modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916, procès-verbal est dressé des constatations et opérations effectuées. Ce procès-verbal est transmis sans délai au procureur de la République, par l'autorité qui a procédé aux constatations; copie dudit acte est adressée par elle au préfet.

ART. 47. — A dater de la publication de chacun des arrêtés prévus à l'article 29 un délai de six mois, en ce qui concerne l'article 26 et le dernier paragraphe de l'article 43, est accordé aux intéressés pour se conformer aux prescriptions desdits articles.

ART. 48. — Sont abrogés l'ordonnance du 29 octobre 1846, le décret du 1^{er} octobre 1908 et, généralement, toutes dispositions contraires au présent décret rendues en exécution de la loi du 19 juillet 1845.

ART. 49. — Le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 14 septembre 1916.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'intérieur,

MALVY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

René VIVIANI.

Le ministre des finances,

A. RIBOT.

Le ministre de l'agriculture,

Jules MÉLINE.

TABEAU A

Acide arsénieux et acide arsénique.	Cigue (fruit, poudre et extrait).
Acide cyanhydrique.	Codéine et ses sels.
Aconit (feuille, racine extrait et teinture).	Colehicine et sels.
Aconitine et ses sels.	Colchique (semence et extrait).
Adrénaline.	Conine et ses sels.
Apomorphine et ses sels.	Coque du Levant.
Arécoline et ses sels.	Curare et curarine.
Arsénates et arsénites.	Cyanures métalliques.
Atropine et ses sels.	Digitale (feuille, poudre et extrait).
Bains arsénicaux.	Digitaline.
Belladone (feuille, racine, poudre et extrait).	Duboisine et ses sels.
Benzoate de mercure.	Emétique.
Bichlorure de mercure.	Ergotinine.
Biodure de mercure.	Ergot de seigle.
Bromoforme.	Esérine et ses sels.
Brucine et ses sels.	Extrait d'ergot de seigle (ergotine).
Cantharides entières, poudre et teinture.	Extrait fluide d'ergot de seigle.
Cantharidine et ses sels.	Fèves de Saint-Ignace.
Chloroforme.	Gouttes amères de Baumé.
	Gouttes noires anglaises.
	Homatropine et ses sels.
	Huile de croton.

Huile phosphorée.
 Hydrastine.
 Hydrastine et ses sels.
 Hyoscyamine et ses sels.
 Juniperus phoenicea (feuille, poudre, essence).
 Jusquiame (feuille, poudre et extrait).
 Landanum de Sydenham.
 Laudanum de Rousseau.
 Liqueur de Fowler.
 Nicotine et ses sels.
 Nitrates de mercure.
 Nitroglycérine.
 Noix vomique (poudre, extrait et teinture).
 Oxydes de mercure.
 Paquets de sublimé corrosif.
 Pavot, papaver somniferum (capsules sèches).

Phosphore.
 Phosphure de calcium.
 Phosphure de zinc.
 Picrotoxine.
 Pilocarpine et ses sels.
 Rue (feuille, poudre et essence).
 Sabine (feuille, poudre et essence).
 Santonine.
 Scopolamine et ses sels.
 Stovaine.
 Stramoine (feuille, poudre et extrait).
 Strophanthine et ses sels.
 Strophanthus semence, extrait et teinture).
 Strychnine et ses sels.
 Sulfures d'arsenic.
 Teinture d'opium.
 Topiques à l'huile de croton.
 Vératrine et ses sels.

TABEAU B

Opium brut et officinal.
 Extraits d'opium.
 Morphine et ses sels.
 Diacétylmorphine et ses sels.

Alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), leurs sels et leurs dérivés.
 Cocaine, ses sels et ses dérivés.
 Haschich et ses préparations.

TABEAU C

Acétates de plomb cristallisés et préparations qui les contiennent.
 Acétate (Sous-) de plomb liquide.
 Acide acétique cristallisable.
 Acide chlorhydrique.
 Acide chromique.
 Acide nitrique.
 Acide oxalique.
 Acide sulfurique.
 Acide sulfurique alcoolisé (eau de Rabel).
 Alcoolature d'aconit.
 Amidophénol.
 Ammoniaque.
 Amidorésorcine.
 Brome.
 Carbonate de plomb et préparations qui le contiennent.
 Caustique au chlorure d'antimoine.
 Caustique au chlorure de zinc (pâte de Canquoin).
 Caustique de potasse et de chaux (poudre de Vienne).
 Chloral hydraté.
 Chlorure d'antimoine.
 Chlorure de zinc et la solution du Codex.
 Composés organiques de l'arsenic.

Créosylol et créosylate de soude.
 Diamidophénol.
 Diamidorésorcine.
 Eau distillée de laurier-cerise.
 Eau de cuivre.
 Essence de moutarde.
 Formaldéhyde (formol).
 Huile de foie de morue phosphorée.
 Huile grise.
 Hydroquinone.
 Iode et teinture d'iode.
 Iodure de plomb.
 Lessives de potasse ou de soude.
 Liqueur de Van Swieten.
 Liqueur de Villatte.
 Nitrate d'argent cristallisé et fondu et préparations qui le contiennent.
 Nitrate de plomb et préparations qui le contiennent.
 Nitrite d'amyle.
 Nitroprussiates.
 Oxalates de potassium.
 Papier au sublimé.
 Pâtes phosphorées.
 Pelletière et ses sels.
 Phénol et phénates.
 Phénylène-diamine (méta et para) et préparations qui les contiennent.

Pommades au sublimé corrosif.	Sirop d'opium.
Pommades à l'oxyde de mercure.	Soluté de peptonate de mercure (Codex).
Polasse caustique.	Soude caustique.
Protochlorure de mercure (calomel ou précipité blanc).	Sulfate de mercure.
Protiodure de mercure.	Sulfate de spartéine.
Pyridine.	Sulfate de zinc.
Pyrogallol.	Sulfate de mercure et préparations qui le contiennent.
Saccharine.	Sulfocyanure de mercure.
Scille (poudre, extrait et teinture).	Teinture de belladone.
Sirop d'aconit.	Teinture de colchique.
Sirop de belladone.	Teinture de digitale.
Sirop de biiodure de mercure ou de Gibert.	Teinture de jusquiame.
Sirop de digitale.	Tétrachlorure de carbone.
Sirop de morphine.	

INFORMATIONS

Académie de Médecine

Dans sa séance du 18 mars 1919, l'Académie de médecine a adopté à l'unanimité les deux vœux suivants pour les transmettre aux pouvoirs publics :

1° L'Académie de médecine décide d'inscrire dans son *Bulletin* la formule de la pommade prophylactique au calomel et demande aux pouvoirs publics d'autoriser la délivrance de ce médicament par les pharmaciens, sans ordonnance médicale, par dérogation à l'article 32 de la loi de germinal.

Ces deux mesures s'imposent pour favoriser la lutte contre la propagation de la syphilis.

Formule de la pommade prophylactique au calomel : (connue sous le nom de pommade de *Metchnikoff*.)

Calomel	33 grammes
Lanoline	67 —
Vaseline	40 —

2° L'Académie demande aux pouvoirs publics d'exiger l'inscription de la formule sur toutes les spécialités à caractère médicamenteux ou hygiéniques, par analogie à ce qui a lieu pour les spécialités alimentaires. L'acceptation du dépôt de ces formules sera subordonnée à l'examen critique des dénominations, citations, prises de titres officiels ou fantaisistes ainsi que de toutes suggestions de nature à influencer l'opinion du public.

Dans sa séance du 1^{er} avril 1919, l'Académie de médecine a élu, au premier tour de scrutin, M. Fourneau, membre titulaire, dans la section de pharmacie.

Société de pharmacie de Paris.

Séance du 9 avril 1919 (1).

M. François, Président, propose au nom du Bureau, que la Société émette le vœu que l'on fasse paraître le plus rapidement possible le *supplément du Codex* qui est actuellement presque terminé et que la Commission permanente s'occupe dès maintenant de la prochaine édition.

La Société de pharmacie charge les membres du Bureau de faire une démarche pressante auprès du Président et des Vices-Présidents de la Commission permanente, pour leur exposer son désir de voir la Commission apporter toute son activité à ces travaux.

Formation de Société.

TROUSSEREAU, VERGELOT et C^{ie}, produits pharmaceutiques, 16, rue de Flandre, Paris (19^e) (dissolution).

Décision du 23 mars 1919, publiée le 10 avril 1919.

CAPDECOMME et BARDET, accessoires de pharmacie, 13, rue Ferdinand-Duval, Paris (4^e) (dissolution).

Décision du 26 mars 1919, publiée le 10 avril 1919.

Enregistrement des diplômes.

COMBES (Jean-Germain), 119, rue Saint-Charles, Paris (15^e). — Enreg. le 28 mars 1919.

LEGRAND (Léon-Paul-Joseph), 14, rue du Temple, Paris (4^e). — Enreg. le 31 mars 1919.

SMON (Charles), 8, rue Deguery, Paris (11^e). — Enreg. le 31 mars 1919.

DELBURME (Georges-Jules), 38, rue du Rocher, Paris (16^e). — Enreg. le 3 avril 1919.

THOMAS (Fernand-Pierre), 25, rue de Flandres, Paris (19^e). — Enreg. le 5 avril 1919.

MARTIN (Louis-Paul), 41, rue Etienne-Marcel, Paris (1^{er}). — Enreg. le 7 avril 1919.

SÉRINDAT (Jean-Baptiste), 22, rue Poncelet, Paris (17^e). — Enreg. le 7 avril 1919.

MONTHULÉ (Casimir-René), 80, rue Taitbout, Paris (9^e). — Enreg. le 8 avril 1919.

AUROUSSEAU (Louis-Georges), 2, avenue Trudaine, Paris (9^e). — Enreg. le 11 avril 1919.

PETIT (Jean-Henri), 65, boulevard Barbès, Paris (18^e). — Enreg. le 12 avril 1919.

MABOUT (Elie-Joseph-Clément), 123, rue de Créteil, Maison-Alfort (Seine). — Enreg. le 14 avril 1919.

VERNEUL (Antoine-Pierre), 56, rue Sedaine, Paris (15^e). — Enreg. le 16 avril 1919.

(1) *Journal de Pharmacie et de Chimie* du 16 avril 1919.

Ventes.

MM. VOUELLARD et C^{ie}, ont vendu à M. LAMOUROUX, leur fabrique de confiserie pharmaceutique, 3, rue de la Perle, Paris (3^e). — Jouissance de suite, publiée le 18 mars 1919.

M. GUITTON, a vendu à M. VALLIER, sa pharmacie, 401, rue des Pyrénées. — Jouissance le 1^{er} mars 1919, publiée le 20 mars 1919.

MM. DELENNE et CAILLEUX (suc.), ont vendu à M. CAILLEUX, les Produits pharmaceutiques, 26, rue Sévigné. — Jouissance le 1^{er} mars 1919, publiée le 22 mars 1919.

M. MIGNARD, a vendu à M. MARTIN, sa pharmacie, 41, rue Etienne-Marcel. — Jouissance le 26 janvier 1919, publiée le 22 mars 1919.

M. LECOQ, a vendu à M. GUILLOT, sa pharmacie, 169, avenue Jean-Jaurès. — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 29 mars 1919.

Communauté CHOISY, a vendu à M. GUIRAUDET, sa pharmacie, 54, boulevard Ornano. — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 3 avril 1919.

M. LAPOUGE, a vendu à M. SERINDAT, sa pharmacie, 22, rue Poncellet. — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 3 avril 1919.

Héritiers POUYADOU, ont vendu une pharmacie à MM. BEYTOUT et CISTERNE, 12, boulevard Saint-Martin, Paris (10^e). — Jouissance le 20 mars 1919, publiée le 10 avril 1919.

Communauté DUMAS à M^{me} veuve DUMAS, conservation d'une pharmacie, 18, rue Ménilmontant, Paris (20^e). — Jouissance le 17 juillet 1918, publiée le 10 avril 1919.

Succession ALBERTOLLI, a vendu à M. GARDIEN, la pharmacie, 4, rue Gallieni, Asnières (Seine). — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 17 avril 1919.

M. JAUMES, a vendu à M. DE GRAUWE, son matériel, agencement et marchandises d'un laboratoire de produits pharmaceutiques, 16, rue Lagrange, Paris (5^e). — Jouissance le 28 mars 1919, publiée le 17 avril 1919.

A céder de suite, pharmacie bien achalandée et placée dans bon quartier de Paris. Affaires faciles à augmenter. Bonne occasion à saisir. Prix : 12.000 francs. Moitié comptant.

S'adresser à M. Maillet, 23, rue d'Athènes, Paris (9^e).

A vendre, après décès, une bonne pharmacie, confortablement installée, à Montmayran (Drôme), à 14 kilom. de Valence (tramway). S'adresser, pour traiter, à M. Vernet, 32, rue des Alpes, à Valence (Drôme).

A louer, dans une ville située à 3 heures de Paris, une maison précédemment occupée par pharmacien : région riche, 2 lycées, 10.000 habitants. S'adresser, pour renseignements, à M^e Taillebois, notaire à Vendôme (Loir-et-Cher).

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|---|
| M. Ansoùlt, 100, rue du Poteau, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Deniau, 3, rue Sedaine, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bascouleyre, chez M. Arnal, 14, av. des Ternes, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Derville, pharmacien, 155, avenue du Maine, demande gérance dans pharmacie susceptible d'être vendue. |
| M. Bellery, 76, rue Lourmel, demande place de 1 ^{er} élève ou de remplaçant. | M. Desgranges, rue Toulair, à Rochefort-sur-Mer, titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Berlin, pharmacien, 12, av. Jean-Jaurès, à Gentilly, demande gérance ou remplacements. | M. Dudou, 14, rue de Meaux, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Berthaux, 21, passage Saint-Ange, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Dumenil, 14, rue des Bernardins, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Blancke, 31, rue Jean-Goujon, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Dupéron, 19, rue Vasco-de-Gama, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Blet, 2, rue Leriche, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Flambeau, 19, rue Pommard, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bonnéfond, pharmacien, 34, rue d'Orléans, à Saint-Cloud, demande place de gérant ou de représentant. | M. Fortune, 19, rue Pavée, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Brin, 19, rue de Savoie, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Fourny, 2, rue des Moines, demande remplacements. |
| M. Camagna, 27, av. Estibal, au Parc-Saint-Maur, demande place de 1 ^{er} élève ou de remplaçant. | M. Georgel, 48, rue Ramponneau, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Cantournet, 147, rue de l'Université, demande place de 1 ^{er} élève ou de remplaçant. | M. Giraud, 22, rue Saint-Benoit, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Chalvon, pharmacien, 20, rue Emilio-Castelar, demande gérance dans pharmacie susceptible d'être vendue. | M. Gontran, 72, rue Pernety, demande place de 1 ^{er} élève, à partir de fin mai. |
| M. Cramoisy, 28, rue de l'Ecliquier, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. | M. Henry, brigadier, Section de Parc 103, à Charenton, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Dassonville, pharmacien, à Loche (I.-et-L.), demande gérance. | M. Lafargue, à Sommières-du-Clain (Vienne), demande place de 1 ^{er} élève. |
| | M ^{lle} Launois, 34, rue des Boulangers, demande place d'élève. |
| | M. Legrand, 81, rue de la Glacière, demande place de 1 ^{er} élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- M^{me} veuve Lemaire, rue George-Sand, maison Forget, à Vierzon, demande place de 1^{er} élève.
- M. Lermuzeaux, pharmacien, 2, rue Olivier-de-Serres, demande place de 1^{er} élève ou de gérant.
- M. Lescure, 65, av. du Maine, demande place de 1^{er} élève.
- M. Le Rouley, 27, rue du Mail, demande place de 1^{er} élève.
- M. Mainguy, chez M. Lesprier, 11, rue Garibaldi, Saint-Ouen, demande place de 1^{er} élève.
- M. Maire, pharmacien, 75, Grande-Rue, à Bourg-la-Reine, demande place de gérant.
- M. Marconnet, 1, place Magenta, Saint-Cloud, demande place de 1^{er} élève.
- M. Méry, 96, rue Vercingétorix, demande place de 1^{er} élève.
- M. Morera, 20, rue du Sommerard, demande place de 1^{er} élève.
- M. Orrechioni, pharmacien, 7, rue Gauthier, demande gérance.
- M. Paresys, pharmacien, 104, rue d'Amsterdam, demande gérance.
- M. Pautret, 19, av. de Villiers, demande place de 1^{er} élève.
- M. Perrier, 18, rue de Moscou, demande place de 1^{er} élève ou remplacements.
- M. Pothier, 47, rue du Montparnasse, demande place de 1^{er} élève.
- M. Quinet, pharmacien, 17, boul. Saint-Marcel, demande gérance dans pharmacie susceptible d'être vendue.
- M. Rivalan, chez M. Mauduit, 43, route Stratégique, à Malakoff, demande gérance, remplacements ou place de 1^{er} élève.
- M. Rueda, 10, rue Grenier-Saint-Lazare, demande remplacements ou place de 1^{er} élève.
- M. Stefanescu, 3 bis, rue Clément-Marot, demande gérance ou place de 1^{er} élève.
- M. Tillier, 26, rue Sauffroy, demande place de 1^{er} élève.
- M. Tonchais, 29, rue Sainte-Apolline, demande place de 1^{er} élève.
- M. Van den Bulcke, 9, rue Serpente, demande place de 1^{er} élève.
- M. Vigerie, 30, av. Carnot, à Champigny, demande place de gérant ou de 1^{er} élève.
- M. Yon, à Tilly-sur-Seulles (Calvados), demande place de 1^{er} élève ou de représentant.
- M. Besse, 88, rue Victor-Hugo, à Levallois, demande place de 2^e élève.
- M. Cocoville, 4, impasse de la Gaité, demande place de 2^e élève.
- M^{me} veuve Daligny, 7, rue d'Assas, demande place de 2^e élève.
- M. Delmas, 26, rue de Poitou, demande place de 2^e élève.
- M. Duchateau, 50, rue de Paris, à Villeneuve-le-Roi (S.-et-O.), demande place de 2^e élève.
- M. Feuilleux, 28, rue Montholon, demande place de 2^e élève.
- M. Fortin, 31, rue Quincampoix, demande place de 2^e élève.
- M^{me} Louart, 23, rue de Vaugirard, demande place de 2^e élève.
- M. Méry, 37, rue Notre-Dame-de-Nazareth, demande place de 2^e élève.
- M. Mongelli, 46, rue du Moutier, à Aubervilliers, demande place de 2^e élève.
- M. Royer, 53, av. de la République, à Bondy, demande place de 2^e élève.
- M. Roussillon, 17, rue Saint-Sébastien, demande place de 2^e élève.
- M. Stoviesky, 113, r. Saint-Martin, demande place de 2^e élève.

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLACANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL.

- | | |
|---|---|
| M. Schiffmann, villa Georgette, av. Victor-Hugo, à Pierrefitte, demande place de 2 ^e élève. | M. Villatel, 1, av. du Château, à Maisons-Alfort, demande place de garçon de laboratoire. |
| M. Viseur, 104, Grande-Rue, à Bourg-la-Reine, demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Bigot, 62, rue Nicolo, demande place de conditionneuse. |
| M. Aisenberg, pharmacien, 50, rue des Ecoles, demande remplacement de quelques heures par jour ou de 2 à 3 jours par semaine. | M ^{lle} Carayon, 127, boul. Raspail, demande place de conditionneuse. |
| M. Collier, 101, boul. Saint-Michel, demande place de 1 ^{er} élève ou remplaçant. | M ^{lle} Collard, 73, rue de France, à Vincennes, demande place de conditionneuse ou de vendeuse. |
| M. Lemasson, 43, rue Monge, demande remplacements. | M ^{me} Gazeau, 10, rue du Château, à Puteaux, demande place de conditionneuse. |
| M ^{me} Le Rondel, 2, rue des Ecoles, à Maisons-Alfort, demande remplacements pour les après-midi. | M ^{lle} Huot, 2, rue Lavoisier, à Essonnes, demande place de conditionneuse. |
| M. Delacroix, 44, rue des Graviillers, demande place de garçon de laboratoire. | M ^{lle} Joffre, 32, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, demande place de conditionneuse. |
| M. Laz, 302, rue Lecourbe, demande place de garçon de laboratoire. | M ^{me} Ricoux, 18, rue de Jouy, demande place de conditionneuse ou de vendeuse. |
| M. Oger, 26, rue Turgie, à Malakoff, demande place de garçon de laboratoire. | |

(S'adresser au Service.)

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Allegmatol.	Balels (D ^r).	*Prophylactine.
Antiseptine.	Iodofucose.	Prophylactyl.
Argyrogel.	Iodogélose.	Pyocidine.
Arrhénase.	Inbolitan.	Pyran.
Arshydrat.	Kady (pastilles).	Reixau.
Arshydran.	Leupel (sel de).	*Résinol.
Arshydrar.	Litane.	Rhino-Fogyl.
Ashyguni.	Litanine.	Romanyl.
Atoxan.	Loviny.	*Romon (globules).
Atozol.	Lutresol.	Rucoval.
Aurogel.	Maminba.	Rykézol.
Benzarsan.	Mamma.	Sangol.
Benzarseno.	Manganogel.	Séleniogel.
Billéros.	Maud.	Serorétusol.
Billirgyl.	Mercasan.	Star (pilules).
*Biodermyl.	Millacyl.	Sulforigène.
Blénorol.	Miraix.	*Sulfuryl.
Blénotol.	M nal (Santal).	Supergol.
*Bofinton.	Moruotan.	Superodyte.
Bolécise.	Multip.	Supermangan.
Coryforme.	Musclarsénol.	Supersenic.
Crozet.	Nearsan.	Sursenic.
Cuprogel.	Némolin.	Stannogel.
Diatrol.	Némorin.	Stapheduni.
Doloma.	Nubiase.	Thiorhno.
Dotherrum.	Nuxocol.	Vairaxol.
Dubiquet.	Osariol.	Varaxol.
Ervonal.	Oancrinine.	Vénégardé.
Euplasmol.	Panphosphates.	Véraxol.
*Excella.	*Paterson (pastilles).	Véraxyl.
Exopectine, du D ^r Magin.	Persenic.	Véraxol.
Falosal.	Phagonum.	Véraxol.
*Favor.	Pipinga.	Véro.
Finelame (D ^r).	Plasmol.	Véroxol.
Floranoze.	Préventia.	Véruxol.
Fogyl.	Préventine.	Viraxol.
*Fumettes (les).	Preventol.	Virgulum.
Grippinol.	Préventyl.	Voraxol.
Grippivor.	Prévulna.	Yvel.
Glycofermine.	Prévulnérine.	Wilson (laxatif).
Gytol.	Prévulnérine.	

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques.

J. Louis Jeune.

Le Gérant, V. PROUX.

48845. — Paris. Imp. DUREY et C^{ie}, 22, rue Dussoubs. — 4-1919.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES
PHARMACIENS DE LA SEINE
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Mai 1919.

SOMMAIRE

Avis très important, p. 137. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 6 mai 1919, p. 138. — Assemblée générale de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine du 22 mai 1919, p. 146. — Rapport général sur les travaux du Conseil d'Administration pendant l'exercice 1918-1919, p. 152. — Loi sur la journée de 8 heures, p. 173. — Nécrologie, p. 173. — Distinctions honorifiques, p. 173. — La prévoyance pharmaceutique, p. 176. — Souscription en faveur des confrères belges et français des régions envahies, p. 176. — Informations, p. 177. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 180. — Marques de Fabrique, p. 182.

AVIS TRÈS IMPORTANT

En vue de la publication en juillet d'un nouveau *Bulletin de Variations*, nous demandons instamment à nos confrères d'adresser au Président de la Chambre syndicale toutes les modifications de prix, additions de produits à mentionner dans ce *Bulletin*.

Il serait désirable de motiver ces changements de prix, par l'indication du prix le plus récent payé pour le produit dont on réclame la tarification nouvelle ou modifiée.

Nos confrères sont invités à adresser leurs réclamations dans la première quinzaine de juin, pour que tous les documents soient colligés en temps utile par la Commission du Tarif, l'une des plus importantes du Conseil d'administration de la Chambre syndicale.

Nous espérons que nos confrères tiendront le plus grand compte de cet avis suggéré, lors de notre Assemblée générale du 22 mai, par de nombreux confrères fournisseurs des Compagnies et des Sociétés de Secours mutuels.

LE BUREAU.

**Bulletin de Variations au Tarif des fournitures
pour accidents du Travail.**

Le Tarif applicable au 1^{er} semestre 1919, adopté le 3 mai dernier par la sous-commission ministérielle, vient de paraître; le demander à notre Siège social (prix : 0 fr. 40) port en sus (0 fr. 15 sous pli fermé).

Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 6 mai 1919..

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Etaient présents. — MM. LAURENCIN, H. MARTIN, DESVIGNES, BEYTOUT, VIGIER, DUFAY, CORDIER, BARTHET, BERNHARD, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, HERBAIN, COLLIN, COLLESSON, BOINOT, WEILL, DÉMOND, WALTER, TRINQUART, GRÈS, FAYOL, LOISEL et POUILH.

Excusé. — M. RENARD.

M. le Président. — Au nom du Conseil d'administration j'adresse tous mes remerciements à Messieurs les anciens Présidents qui ont bien voulu assister à cette réunion mensuelle et lui apporter un peu plus de lustre.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

Correspondance. — M. le Président lit une lettre d'un confrère qui fait part de sa situation pécuniaire actuellement très précaire et qui demande d'être exonéré des quittances de guerre.

Le Conseil accepte cette demande.

Société amicale et de prévoyance de la Préfecture de police. — M. LE PRÉSIDENT de cette Société sollicite le renouvellement du don que la Chambre syndicale lui alloue chaque année. La somme habituelle de 50 francs est votée par le Conseil.

Administration générale de l'Assistance Publique à Paris. — M. le Directeur de l'Assistance Publique nous informe que M. DIERS a été nommé inspecteur-adjoint des pharmacies des dispensaires de l'Assistance Publique en remplacement de M. BARTHELAT, décédé.

Rapport des travaux du Conseil d'administration pendant l'année 1918-1919. — La parole est donnée à M. FEUILLOUX pour la lecture de ce rapport (1).

M. FEUILLOUX. — J'ai eu hier l'occasion de lire dans *l'Echo de Paris* un article qui m'a beaucoup intéressé et auquel vous voudrez bien m'autoriser à répondre. Il s'agit d'un article de M. M. BARRÈS sur la *Reconstitution intellectuelle de la France* dans lequel M. BARRÈS est amené à citer une phrase de Von Baeyer :

(1) Cf. Assemblée générale annuelle, page 146.

« Derrière les coryphées, déclarait dédaigneusement le grand chimiste allemand Von Baeyer, les Français n'ont que des pharmaciens. »

Je crois que l'occasion est propice pour faire voir que les pharmaciens ont tenu une place très honorable pendant la guerre.

(Cette proposition est acceptée par le Conseil.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie, au nom du Conseil, M. FEUILLOUX de son intéressant rapport. Des confrères ont-ils des observations à présenter à ce sujet ?

M. DUFAY. — Dans ce rapport il est parlé de l'insuffisance des remises faites aux pharmaciens par les spécialistes, mais nous ne faisons toujours rien contre ceux qui ne réglementent pas du tout.

Nous avons parlé autrefois du boycottage et, actuellement, nous limitons nos efforts à ceux qui ont réglementé d'une façon insuffisante ! Dites que nous n'oublions pas ceux qui refusent obstinément de réglementer.

M. CORDIER. — Puisque M. DUFAY dit qu'il y aurait lieu de rappeler aux spécialistes les desiderata émis par les groupements corporatifs, ce serait le moment de rappeler le vote qui a été fait à l'unanimité par l'Association générale.

M. FEUILLOUX. — Cela a été fait dans mon rapport.

M. CORDIER. — Postérieurement à l'Assemblée générale de la Chambre syndicale, il y a eu une réunion de l'Assemblée générale de l'A. G. en juillet 1914, qui se terminait par un vote très net donnant aux spécialistes un délai de deux ans pour réglementer leurs produits. C'est ce vœu qu'il faut reproduire *in-extenso*. Ce vœu devra être soumis au vote de notre Assemblée générale prochaine, puis transmis aux Syndicats réglementateurs intéressés et surtout au Syndicat Mille.

M. H. MARTIN. — Cela n'empêche pas de tenir compte de l'observation de M. DUFAY : qu'en dehors de ces spécialités insuffisamment réglementées il y en a qui ne le sont pas du tout, et que nous avons un organe à l'A. G. : *La nationale réglementation* qui a, dans ses principes, l'organisation du boycottage des spécialités qui ne sont pas réglementées.

M. DUFAY. — Pour les médicaments qui figurent entièrement au tableau A, je demande pourquoi certains produits, comme la solution de digitaline au millième, circulent librement sous forme de spécialités alors que nous sommes obligés d'y apposer l'étiquette « toxique ». Cette situation est inadmissible, aussi je demande qu'au programme de vos travaux futurs il soit décidé que des démarches soient faites auprès du Directeur de l'Ecole de Pharmacie pour l'application du décret sur les toxiques. Actuellement la situation est incompréhensible, on nous applique certains règlements et on ne les applique pas à d'autres.

M. DUFAY est chargé par le Conseil de rédiger à ce sujet un vœu qui sera transmis à l'Association générale.

M. DUBAU. — A propos des élèves en pharmacie, notre Chambre syndicale accepte l'opinion que lui prête M. VINCENT, à savoir que nous avons reconnu la nécessité de faire un diplôme! J'aurais été heureux qu'on lui fasse remarquer que telles n'ont jamais été nos intentions.

Une lettre sera adressée dans ce sens à M. VINCENT, au nom du Comité intersyndical.

M. FAYOL. — Ne serait-il pas également intéressant de parler, à la prochaine Assemblée générale, de la réglementation des eaux minérales?

M. FAYOL est chargé de rédiger un vœu pour cette prochaine réunion sur cette question.

Sous bénéfice de ces différentes observations le rapport des travaux du Conseil d'administration pendant cette dernière année syndicale est adopté.

Répartition du sucre. — M. LAURENCIN. — Je suis allé ce matin, avec M. RÉMY, au Ministère du Ravitaillement et nous avons eu le plaisir de trouver le Chef du Bureau chargé du ravitaillement du sucre.

Nous lui avons fait part des doléances des pharmaciens de la Seine. Il nous a répondu que si le sucre manquait aux pharmaciens, la faute en était au Ministère des Finances qui avait absolument refusé les crédits nécessaires pour faire venir le sucre. Cependant, actuellement, le sucre est en route, les raffineries en seront pourvues d'ici quelques jours et les pharmaciens pourront toucher leur sucre d'avril d'ici quinze jours au plus.

Au sujet des répartitions faites aux pâtisseries et aux confiseurs, M. le Chef de Bureau nous a informés que la loi sur la démobilisation avait obligé les confiseurs et pâtisseries à reprendre leurs employés et, pour cela, il avait été indispensable de leur rendre la liberté commerciale. Cependant, les quantités attribuées à ces corporations ne correspondent nullement aux quantités employées et il est certain qu'il se vend en fraude du sucre depuis 5 francs jusqu'à 8 francs le kilog.

Prochaine Assemblée générale de la Chambre syndicale. — M. le Président informe le Conseil que la Chambre syndicale aura à décerner cette année une médaille de 45 années de sociétariat à M. Henri GIRARD, 73, rue Sainte-Anne. Il a écrit à ce confrère pour lui demander s'il acceptait cette distinction et s'il voulait bien venir la recevoir à la réunion de l'Assemblée générale.

M. GIRARD a répondu qu'il acceptait avec reconnaissance ce témoignage syndical mais que des raisons de famille le mettaient dans l'impossibilité d'assister à la prochaine Assemblée générale.

Le Président donne lecture de différents vœux envoyés par des confrères en vue de la prochaine Assemblée générale. Ces vœux lui seront soumis.

Répartition de l'alcool. — M. COLLARD. — Un certain nombre de pharmaciens ont été émus de voir que leur bon d'alcool n'arrivait pas

au commencement d'avril, or, nous avons été chargés officiellement de ce service par une signature du Ministre des Finances donnée le 8 avril et qui nous a été notifiée le samedi 12. Le lundi, commençaient à partir toutes les circulaires destinées aux pharmaciens.

Un deuxième point, c'est que beaucoup de pharmaciens ont manifesté leur étonnement de voir qu'il ne leur était pas attribué plus d'alcool que précédemment. Nous n'avons guère plus de ce produit et il faut fournir les pharmaciens des régions envahies, ceux d'Alsace-Lorraine et les pharmacies qui ouvrent à nouveau par suite de la démobilisation de leur titulaire.

D'autre part, un certain nombre de pharmaciens ont fait des demandes exagérées. Je n'ai à citer aucun nom, mais j'indiquerai un pharmacien de la Seine qui a demandé 15 fois ce qu'il recevait par l'Office. Je puis vous dire aussi qu'un certain nombre de pharmaciens ont essayé de truquer : beaucoup ont envoyé deux bons, l'un pour leur être servi directement, l'autre destiné à leur fournisseur.

M. COLLESSON. — Des fournisseurs sont passés dans toutes les pharmacies, aussi êtes-vous bien sûr que ces pharmaciens n'ont pas fait une erreur de bonne foi ?

M. COLLARD. — Je pourrais citer un autre pharmacien de la Seine qui a fait trois bons. Il y a eu des erreurs matérielles, cela n'est pas douteux, mais il y en a eu un peu trop.

Maintenant, une autre question qui nous a été posée, c'est celle des produits de parfumerie. A un parfumeur qui nous demandait pourquoi nous ne lui donnions pas d'alcool alors que nous en donnions aux pharmaciens, j'ai répondu que les pharmaciens ne devaient pas se servir de l'alcool réparti par nous pour faire de la parfumerie, qu'il y avait des enquêtes de faites et que si les pharmaciens étaient pris il le paieraient cher.

Enfin, il y a à s'occuper des pharmaciens qui délivrent de l'alcool en nature. Cette interdiction figure sur les bons qui nous sont remis et, je l'ai dit à une réunion du Conseil de l'A. G. et je tiens à le répéter ici, la Régie tient beaucoup à ce que les pharmaciens ne délivrent pas d'alcool en nature. Il y a un an, le Directeur des Contributions Indirectes est allé lui-même dans les pharmacies pour solliciter des petites quantités d'alcool; heureusement, il n'a pas pu en obtenir. Pourtant, un pharmacien de province a été pris et cela lui a coûté 5.000 francs. En outre, un pharmacien de l'Algérie, qui avait délivré 250 grammes d'alcool, a été poursuivi pour vente d'alcool sans licence.

Il y a une foule de choses qu'on ignore au sujet de l'alcool; ainsi, si vous vendez à un client de l'Eau des Carmes à crédit, ce client a le droit de ne pas vous payer car il est interdit de vendre des préparations alcooliques à crédit. Vous voyez qu'il faut être très prudent pour ces questions.

M. BARTET. — Je demanderai à M. COLLARD si, dans le *Bulletin* de l'A. G., il ne pourrait pas publier un petit memorandum sur cette question extrêmement intéressante.

M. COLLARD. — Nous l'avons déjà publié au moins une fois.

M. DUFAU. — Vous n'avez pas dit que l'alcool ne devait être délivré que sur ordonnance non renouvelable.

M. BERNHARD. — En présence du retour des pharmaciens démobilisés il serait bon de publier à nouveau ces renseignements.

M. BARTHET. — Ce *Bulletin* de l'A. G. nous le conserverons et si un client un peu grincheux nous fait des observations nous pourrions le lui montrer.

M. COLLARD. — Nous pourrions même rédiger toutes ces obligations sous forme de petite circulaire qui serait intercalée avec le prochain bon d'alcool.

M. CORDIER. — Je voudrais demander à M. COLLARD si la quantité d'alcool répartie aux pharmaciens est la même que celle fournie par l'Office ou si nous pouvons espérer que cette quantité sera augmentée et pourquoi elle est encore limitée.

M. COLLARD. — Les pharmaciens recevant l'alcool à meilleur marché que les autres commerçants, on tient à leur en donner le moins possible. Nous avons déjà réclamé à ce sujet, nous avons parlé des pharmaciens démobilisés, de ceux d'Alsace-Lorraine et des régions envahies. Hier encore, j'ai eu une discussion sur ce point; nous avons une quantité d'alcool de 1.600 tonnes par mois au maximum, j'ai discuté pour savoir si ces chiffres sont fixés par mois, ou en moyenne par mois et l'on m'a dit que ces 1.600 tonnes étaient par mois. Alors, j'ai demandé qu'on fasse une moyenne.

Une autre chose que je vous demanderai, c'est de vouloir bien nous faire parvenir vos bons au début du mois. Ainsi, nous pourrions totaliser le 11 toutes les demandes qui auront été faites et si elles n'arrivent pas au contingent accordé nous verrons à les augmenter.

M. CORDIER. — Nous remercions COLLARD, d'avoir bien voulu se charger d'un travail aussi important.

Dispensaires d'hygiène sociale. — M. COLLARD. — Ces jours derniers M. LAURENCIN a reçu une lettre d'un Comité de dispensaires d'hygiène sociale de la Seine dans laquelle on lui demandait une entrevue. Cette entrevue a eu lieu avec le représentant de cette organisation, MM. LAURENCIN, MARTIN, CORDIER et moi. Nous devons revoir demain le président de cette Société, M. STRAUSS. La question est excessivement importante, parce que les dispensaires d'hygiène sociale vont prendre de plus en plus d'extension, et elle est d'autant plus grave pour la Seine qu'il est question de faire des organisations spéciales pour ce département.

Il y a un mois environ, M. SELLIER a fait un rapport sur les dispensaires d'hygiène sociale et il a demandé que des dérogations soient faites à la loi, spécialement pour la Seine. Entre autres choses qui m'ont frappé, il était indiqué qu'il y aurait un Comité consultatif composé d'une trentaine de personnes : 10 membres du Conseil général, 10 fonctionnaires et 10 autres nommés par le Préfet appartenant à diverses

catégories. Parmi ces personnes, aucun pharmacien n'était désigné alors qu'il y avait des représentants des médecins. Nous tâcherons de ne pas oublier cela en causant demain avec M. STRAUSS.

M. CORDIER. — Il a été entendu que la fourniture des médicaments serait faite par les dispensaires de l'Assistance Publique et que, dans les arrondissements où il n'existe pas de pharmacie de dispensaire, la fourniture serait faite au même taux que pour l'Assistance Publique. Nous avons fait ressortir qu'à l'élaboration du tarif de la Chambre syndicale assistait un représentant de l'Assistance Publique.

La journée de huit heures. — M. LAURENCIN. — Le 19 avril dernier, j'ai reçu de M. DIEM, Secrétaire de la Fédération et du Syndicat des préparateurs en pharmacie, la lettre suivante :

« En conformité avec les décisions de la Confédération générale du travail et du Comité fédéral national des Syndicats des préparateurs en pharmacie, j'ai mandat de me mettre en rapport avec vous au sujet des questions suivantes :

« 1° La journée de huit heures ;

« 2° Son application dans les pharmacies et leurs dépendances.

« En outre, le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Paris demande l'établissement d'un tarif minimum de salaires pour l'ensemble du personnel.

« Je suis convaincu que toutes ces questions qui se posent actuellement avec une importance et une urgence qui n'ont pu vous échapper, ne sont pas sans avoir été envisagées par votre organisation.

« C'est pourquoi je me tiens à votre disposition pour aller les discuter avec vous, accompagné d'une délégation mandatée à cet effet.

« En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'indiquer quand il vous sera possible de nous recevoir.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées. »

Aussitôt la réception de cette lettre, j'ai convoqué le Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine, de façon à venir aujourd'hui devant vous avec un échange de vues qui facilitera notre travail.

Cette réunion a eu lieu samedi dernier. Après une discussion qui a été mouvementée, le Comité intersyndical s'est mis d'accord sur le vœu suivant :

« Le Comité intersyndical, après un premier échange de vues, estime :

« 1° Qu'il n'y a pas lieu d'envisager des heures obligatoires pour l'ouverture et la fermeture des officines, sauf bien entendu les ententes locales entre pharmaciens qu'on ne saurait trop encourager.

« 2° Il y a lieu de demander pour la pharmacie le bénéfice des dérogations prévues à l'article 8 de la loi.

« 3° Il est nécessaire de chercher à améliorer, d'accord avec les représentants attitrés du personnel technique des pharmacies, les conditions actuelles du travail dans les officines. »

M. H. MARTIN. — En ce qui concerne la journée de huit heures, je trouve que la première question qu'il faudrait résoudre ce serait celle de savoir en quoi consistent les dérogations sur lesquelles nous pouvons compter. Est-il possible que la loi soit interprétée pour certaines professions de telle sorte que des heures de présence ne soient pas comptées pour des heures de travail? N'y aura-t-il pas certaines professions qui pourront occuper pendant 10 heures des salariés, étant donné qu'on admettra que ces 10 heures de présence ne correspondront qu'à 8 heures de travail effectif?

M. CRINON. — Ces dérogations, la loi ne les définit pas. D'ailleurs elle ne paraît pas viser les employés de commerce, elle semble viser purement et simplement ceux qui sont employés dans les industries à fonctionnement continu.

M. DUFAU. — J'ai eu l'occasion d'aller au Ministère du travail et j'en ai profité pour demander quelques renseignements à ce sujet. Il m'a été dit que la loi ne prévoyait, pour aucune profession, une dérogation de droit; nous ne pouvons pas espérer, par conséquent, que la pharmacie obtiendra une dérogation d'ordre général aux obligations de la loi. Les seules dérogations sont temporaires pour les professions et permanentes pour les catégories d'employés. Nous ne pouvons donc pas espérer une dérogation permanente parce que pharmaciens, mais nous pourrions peut-être obtenir une dérogation permanente pour une catégorie de nos employés. Dans beaucoup de pharmacies, les élèves ne sont pas astreints, d'une façon continue, à préparer des médicaments, ils ont des instants de liberté. Je me suis donc renseigné pour savoir si une demande faite au nom d'une profession comme la nôtre, ferait accepter que 9 h. 1/2 ou 10 heures de présence pourraient être équivalentes à 8 heures de travail effectif; il m'a été répondu que c'était une possibilité qu'on pouvait très bien admettre, et qu'une demande de dérogation de ce genre pourrait très bien être étudiée par le Ministre.

M. COLLESSON. — Au sujet de cette demande de dérogation, il ne faut pas oublier que, dans la loi, il est indiqué, que toutes ces mesures doivent être prises d'accord entre les groupements d'employés et de patrons.

Quand j'ai su que le Syndicat des préparateurs avait envoyé une lettre à la Chambre syndicale pour l'application de la loi du 8 heures, je suis allé voir M. FEUILLOUX pour lui demander de vouloir bien proposer à la réunion du Comité intersyndical que des indications plus précises soient fournies sur ce groupement de préparateurs : qui il représente, quel est le nombre des syndiqués et où ils travaillent.

Affaire judiciaire. — Le Conseil s'occupe ensuite d'une importante affaire judiciaire et passe à l'ordre du jour sur cette question.

Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites. — M. BARTHET. — Comme Président de la Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites, je suis chargé par le Conseil d'administration de cette Société, de

demander aux Syndicats agrégés à l'Association, et en particulier à la Chambre syndicale de la Sème. une subvention annuelle, si possible, pour la C. M. P. R.

Une subvention annuelle de 250 francs est votée par le Conseil.

Réimpression des tarifs. — L'édition de 1911 du tarif de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France étant actuellement épuisée, le Conseil décide un tirage nouveau de cinq cents exemplaires.

Thermomètres médicaux. — M. DUBAU. — Je voudrais demander si la Chambre syndicale a obtenu des renseignements au sujet de l'application de la loi sur les thermomètres médicaux.

M. FEUILLOUX. — Nous avons transmis la question, il y a deux mois, à l'Association générale, qui nous a répondu que puisqu'il n'y avait pas actuellement de thermomètres contrôlés sur le marché, on ne pouvait obliger les pharmaciens à en posséder.

M. DUBAU. — On raconte qu'il n'y a pas de document officiel évitant aux pharmaciens l'obligation d'avoir des thermomètres contrôlés à partir du 15 mai, mais que l'administration fermera les yeux sur cette situation. Je trouve cela extrêmement dangereux. Il faut savoir si vraiment est applicable la loi à partir du 15 mai et il nous faut un document officiel qui permette d'opposer à nos clients une décision administrative.

M. COLLARD est chargé d'écrire dans ce sens au Ministre du commerce.

Admissions. — M. BERTHELIN (André), 43, avenue de Saint-Mandé, Paris; parrains : MM. ROULIER et FÉVRIER.

M. COMBES (Jean-Germain), 119, rue Saint-Charles, Paris; parrains : MM. LAURENCIN et FEUILLOUX.

M. DESCOTTES (Victor-Jean), 14, rue de Wattignies, Paris; parrains : MM. HUTAN et LÉMY.

M. DOLLE (Emile-Henri-Bernard), 47, rue de Bretagne, Paris; parrains : MM. A. TRINQUART et FEUILLOUX.

M. GREFFIER (Camille-Victor-Joseph), 18, rue de Meudon, Clamart; parrains : MM. COLLIN et BONVOISIN.

M. HUERRE (René-Edouard), 12, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris; parrains : MM. VIGIER et FEUILLOUX.

M. JULIEN (Marie-Joseph-Gustave), 24, rue de Charonne, Paris; parrains : MM. GANTELET et JALLOT.

M. RICHER (Maurice-Prosper), 123, rue des Dames, Paris; parrains : MM. LERAT et CHANTEREAU.

Une candidature est ajournée.

Candidatures nouvelles. — M. DREYER-DUFER, 79, rue de La Chapelle, Paris.

M. LEGRAND, 20, rue des Trois-Frères, Paris.
M. LELONG, 72, rue de Neuilly, à Clichy (Seine).
M. MANSAT, 11, rue de la Station, à Asnières (Seine).
M. MORIN, 81, boulevard de Clichy, Paris.
M. SERINDAT, 22, rue Poncelet, Paris.
M. VIRATELLE, 38, rue Godefroy, à Puteaux.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de Caisse qui se solde, au 30 avril dernier, par un excédent de 13.989 fr. 15.

J. F.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

CHAMBRE SYNDICALE DES PHARMACIENS DE LA SEINE

du 22 Mai 1919

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

L'Assemblée générale s'est tenue dans la salle des Actes de l'Ecole supérieure de pharmacie, à 14 h. 30.

En ouvrant la Séance, M. le Président prie les personnes étrangères au Syndicat de bien vouloir quitter la salle.

Etaient présents. — MM. AUREILLE, BAGROS, BARANTON, BARTHET, BEAUGONIN, BERNHARD, BERTRAND, BEURTON, BOINOT, BOITEUX, BONNET, BOURBON, BOURDET, BRANCHU, BRÉTILLON, CASSAN, CHAIDRON, CHATAIN, CHOMETTE, CASTILLE, CLAPIER, COLLESSON, COLLIN, CORDIER, COULLON, CRINON, DAVID, DELMOND, DENISOT, DODARD, DUBAT, DUBEDOUT, DUBAU, DUGUE, FAYET, FAYOL, ENOS, FEUILLOUX, FORT, V. FOUCHER, H. FOUCHER, GILBERT, GORDESON, GRÈS, GUIOLLOT, GUYOT, HERBAUD, HUCHEDÉ, JAMMES, LANDON, OCTAVE LANGLOIS, LESAGE, LESURE, LINET, LIOUST, LOISEL, LOYNEL, LUGUEZ, LAROZE, LAURENCIN, LACRIN, MOREL, MOREL (Alfred), MORENVILLERS, MOUGNAUD, MIESCH, MOLENAT, MONNIER, NORMAND, ORAIN, PALLARDY, PATTE, PÉAN, PELLISSIER, GEORGES PERRIN, PERROTIN, PINTARD, PIRARD, POISSON, POUILH, POUILLARD, RENGNEZ, RICHARD, ROESKE, SALLE, TESSIAU, TORAUDE, TRINQUART, VALENTIN, VOILLARD, VENARD, VIE-GARNIER, WAGNER, WALTER, WEILL et de nombreux confrères qui ont omis de signer la feuille de présence.

Excusés. — MM. BEYTOUT, LEMAITRE et LEBOME.

Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale

de 1918. — M. le Président demande si l'Assemblée a des observations à faire au sujet du dernier procès-verbal qui a été publié dans le *Bulletin* du 31 mai 1918.

Aucune explication n'est demandée et ce procès-verbal est adopté à mains levées.

Allocution de M. Laurencin, Président

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

En votre nom, j'adresse tout d'abord à notre honoré Maître, Monsieur le Directeur de l'Ecole de Pharmacie, nos bien sincères remerciements pour l'hospitalité qu'il a bien voulu nous accorder dans cette enceinte.

Il y a quatre années, je vous disais, ce même jour, toute mon admiration pour les superbes défenseurs que le danger avait fait surgir du sol de notre belle France. Combien aujourd'hui cette admiration doit-elle croître encore, mêlée à toute notre gratitude. Cette longue période a été remplie d'une telle quantité d'actions d'héroïsme et de ténacité que l'histoire n'a pu en enregistrer de pareilles. Le Corps pharmaceutique a récolté très largement sa part dans cette moisson de lauriers si chèrement acquise et c'est pour nous un immense plaisir, en même temps qu'un impérieux devoir, de dire à tous nos confrères mobilisés combien nous sommes fiers d'eux et quelle reconnaissante gratitude nous leur conservons.

Pourquoi faut-il qu'un voile de deuil vienne assombrir le soleil éclatant de la Victoire de la justice et du droit? Notre Chambre syndicale a été durement éprouvée dans l'année qui vient de finir et les devoirs de ma charge m'imposent la douloureuse tâche d'adresser à nos confrères disparus le dernier hommage de nos regrets.

Onze membres de la Chambre syndicale sont décédés depuis la dernière Assemblée générale :

WEIL (Julien-Alfred), est né à Strasbourg le 28 juin 1852. Il y a fait ses études et y demeurait pendant le siège de cette ville en 1870. Venu à Paris pour achever ses études, en 1873, il fait en 1877 une année de volontariat à Lille et fonde une pharmacie à Montrouge en 1878. Il y est mort, le 19 février 1919, après avoir eu la grande joie de voir sa ville natale faire retour à la mère patrie. Pendant 41 ans, il s'est fait estimer et vénérer de ses concitoyens. Secrétaire de la Caisse des Ecoles, délégué cantonal, il a été également conseiller municipal et adjoint au maire pendant de nombreuses années. Sa vie syndicale n'est pas moins remplie. Son admission date de 1881 et il entre au Conseil d'administration en 1897. Devenu Vice-Président en 1901, il exerce la Présidence en 1902 et redevient conseiller de 1903 à 1907. Cette dernière année, le Comité disciplinaire fait appel à son dévouement et il en reste un des membres les plus écoutés et les plus compétents jusqu'à sa mort. Son rôle à l'Association générale, dont il eut la Présidence, fut également très important et notre Syndicat s'honorera en conservant de lui le plus reconnaissant souvenir.

BARRAULT (Jules), exerça la pharmacie, avenue de Wagram, pendant

18 années consécutives. Admis à notre Chambre syndicale en 1914, il est mort, au mois de mars dernier, en pleine maturité et alors que nous étions en droit de compter sur son active collaboration à l'œuvre commune.

CAILLON (Ernest-François), né le 5 mars 1860, à Saint-Fargeau (Yonne), était diplômé de l'Ecole de Paris où il obtint un deuxième prix et une médaille de bronze en 1886. Pharmacien en 1888, il s'établit, la même année, à Ivry où il ne tarda pas à se distinguer par son dévouement aux œuvres professionnelles. Au cours de sa carrière, il fut Président du Syndicat des Pharmaciens de la banlieue Sud-Est, membre du Conseil d'administration du Syndicat général des Pharmaciens de France et enfin, à ce titre, du Comité intersyndical. Son admission à la Chambre syndicale date de juillet 1917 et, moins d'un an après, il décédait des suites d'une longue et douloureuse maladie.

DELANNOY (Auguste-Joseph), est né le 11 mars 1859 à Beuvry-les-Orchies (Nord). Il fit ses études aux lycées de Lille et de Douai et commença de bonne heure son éducation professionnelle qu'il abandonna pour se lancer dans l'industrie. La pharmacie le tenta de nouveau et il obtint son diplôme en 1894 après de très brillantes études à l'Ecole de Paris. Entré à la Chambre syndicale en 1895, il ne tarda pas à se mettre au premier rang par l'affectueux dévouement qu'il savait si bien prodiguer à ses confrères. Il faisait deux parties de sa vie, l'une consacrée à ses devoirs familiaux et commerciaux, l'autre toute entière occupée du soulagement à apporter à ses amis moins favorisés. Rarement, pour ne pas dire jamais, on ne vit pousser aussi loin l'altruisme. L'horrible guerre qui vient de finir avait excité encore davantage son ardeur et il rêvait, pour nos malheureux confrères des provinces envahies, des compensations sérieuses que la mort implacable ne lui aura pas permis de voir se réaliser. Ce fut une véritable douleur pour tous d'apprendre la disparition aussi inattendue de ce confrère aimable et dévoué, si plein de santé et d'espérance, respirant l'ardeur et la foi dans la justice et se prodiguant sans réserve. C'est une grande perte professionnelle que nous avons faite et qui ne se réparera pas aisément. Le meilleur moyen de rendre hommage à sa mémoire est de marcher sur ses traces et de suivre les conseils si simples et si pratiques qu'il aimait à donner sans compter.

HAMET (Louis), était né en 1885. Diplômé en mai 1911, il s'installa en 1912 rue Léon-Vaudoyer. Par son assiduité constante et une véritable compétence professionnelle, il gagna vite la sympathie de sa clientèle et l'estime de ses confrères. Sa santé trop débile ne lui permit pas d'être mobilisé, mais il se prodigua de toutes façons pour se rendre utile à ses concitoyens. Ce surmenage lui fut nuisible et il succomba à une attaque de grippe le 18 novembre 1918. Il faisait partie de la Chambre syndicale depuis juillet 1917. La disparition de ce jeune homme de 33 ans est une véritable perte pour nous, car son trop bref passé donnait de véritables espérances pour l'avenir.

LACROIX (Jean-Baptiste-Joseph), est né à Aurillac le 22 juillet 1875 et il fit ses études dans cette ville. Il obtenait son diplôme à l'Ecole supérieure de Paris en 1902, après avoir été interne des hôpitaux. En 1903, il était pharmacien-chef des hôpitaux de Brévannes et de La Rochefou-

cauld, puis préparateur au laboratoire de microbiologie de l'Ecole. Il obtint ensuite ses certificats de licence et s'installa enfin rue Notre-Dame-de-Lorette. Parti dès le premier jour de la mobilisation, le hasard le ramena dans son pays natal où il rendit de grands services dans les laboratoires centraux de bactériologie et d'urologie. Mais, son ardent patriotisme lui fit solliciter un ordre de départ pour la zone des armées. Envoyé dans le secteur de Saint-Mihiel, il s'acquitta d'une façon admirable de ses fonctions de pharmacien-major de 1^{re} classe. Il se prodigua de telle façon qu'il mourut en quelques jours, victime de son dévouement, emporté en pleine épidémie de grippe. Ce regretté confrère était aussi savant que modeste; son caractère bon et généreux lui avait valu beaucoup d'amis et le monde scientifique ressentira comme nous la perte sensible que nous avons faite.

LUCET (Louis-Joseph-Henri), était diplômé depuis 1896. Il s'installa à Bois-Colombes et se faisait admettre chez nous en 1912. Ses confrères de la banlieue ouest ont pu apprécier son aménité et sa droiture professionnelle pendant ses 23 années d'exercice de la pharmacie.

MONNIER (Gaston), est né à Ambières en 1862. Fils d'un modeste mécanicien du P.-L.-M., il fit ses études en province et vint à Paris à l'âge de 18 ans. Entré à la librairie Hachette, pendant quelques années durant lesquelles il étudia la pharmacie, il obtint son diplôme en 1890. Ce fut, dans toute l'acception du terme, le fils de ses œuvres. Admis à la Chambre syndicale en 1897, il était Administrateur de la Caisse d'Epargne du 5^e arrondissement et lauréat de la Société Nationale d'Encouragement au Bien.

ROSSER (Emile), originaire de la Franche-Comté, fit ses études et passa brillamment ses examens à la Faculté de Lyon, d'où il sortit Docteur en pharmacie. Il s'installa en 1901 dans le Jura, puis se fixa définitivement à Paris et se fit recevoir membre de notre Association en 1910. Mobilisé le 1^{er} août 1914, il assista aux premiers combats d'Alsace. Après 18 mois de front, il fut rappelé à Paris pour son mauvais état de santé, et affecté au Val-de-Grâce, puis au Grand-Palais. Le 11 janvier dernier, alors qu'il se rendait à son hôpital, il fut victime d'un accident occasionné par un camion militaire qui le happa sur le trottoir et l'enleva ainsi à l'affection des siens. Ce fut une véritable catastrophe pour tous ceux qui l'ont connu.

ZARZYCKI (Théodore), exerçait la pharmacie, 7, rue Broca, à Paris. Diplômé le 15 avril 1876, il était admis en 1913 membre de la Chambre syndicale. Il est décédé à son poste, en juillet 1918.

A tous les parents et amis de nos regrettés confrères, nous adressons nos plus sincères regrets en les assurant que le souvenir de leurs chers disparus restera longtemps dans notre mémoire. Avant de clore ce chapitre funèbre, j'adresse également l'expression de notre affectueuse sympathie aux familles de nos confrères GUERBET, LAGUE, HENRI MARTIN, PERROT et VICARIO, dont les fils sont morts pour la Patrie depuis mai 1918.

Messieurs, à côté de la mort impitoyable, il est consolant de voir quelques-uns d'entre nous vivre une verte vieillesse. La Chambre syndicale, soucieuse d'honorer et de remercier ses collaborateurs anciens,

devait aujourd'hui, à cette séance, décerner la médaille des 45 années de sociétariat à l'un d'entre nous, M. Henri GIRARD, pharmacien, rue Sainte-Anne. Cet excellent confrère, retenu par un impérieux devoir de famille, n'a pu, à son grand regret, venir dans cette enceinte. La médaille lui sera remise dans quelques jours, en même temps que nous lui exprimerons tous les vœux que nous faisons pour le conserver bien longtemps encore parmi nous.

Pour la cinquième fois, M. FEUILLOUX a bien voulu se charger de la rédaction du rapport des travaux du Conseil d'administration. Vous écouterez avec toute l'attention qu'il mérite la lecture de ce travail ingrat entre tous et vous vous souviendrez aussi qu'il fut mon collaborateur constant et précieux pendant les années qui viennent de finir. La tâche rude et pénible qui a été accomplie, est due à lui en grande partie et fut facilitée par sa droiture professionnelle et son sens exact du devoir. Le Conseil d'administration l'a choisi à l'unanimité pour le proposer à vos suffrages comme Vice-Président : c'est par l'unanimité aussi que vous répondrez au vœu de votre Conseil et à celui du Président sortant.

M. BARTHET, qui vous est proposé pour la Présidence, n'est pas un inconnu pour vous. Comme Secrétaire général et comme Vice-Président, il avait fait ses preuves, mais combien les a-t-il données plus largement encore pendant toute la mobilisation ! Ayant passé la majeure partie de la guerre au front, et souvent dans des circonstances très critiques, il a montré des qualités et acquis une expérience qui en feront un excellent Président.

Je me plais à rendre le même hommage à notre confrère BERNHARD, proposé comme Secrétaire général. M. WEILL, qui le secondera dans le poste de Secrétaire-Adjoint, a été également mobilisé mais il avait représenté brillamment au Conseil la 10^e circonscription syndicale pendant plusieurs années.

M. COULLON, Trésorier, gardien vigilant, presque avare, de nos deniers et M. CRINON, Archiviste, sont également soumis à la réélection. Vous leur accorderez aussi vos suffrages comme un hommage très mérité de leur collaboration éclairée et constante.

Le nombre des délégués au Conseil d'administration à élire aujourd'hui est de huit. Six d'entre eux, MM. LONGUET, WEILL, DELMOND, WALTER, TRINQUART et LOISEL sont sortants et représentés par leur circonscription. Ils siègent depuis longtemps dans notre Conseil et leur valeur est reconnue amplement. MM. GAUCHER et PRÉVOST ayant démissionné, leur circonscription syndicale vous présente MM. BERTHET et ROESKE, très honorablement connus de leurs confrères. Tout fait croire que notre Conseil ne pourra que se féliciter de ces nouvelles recrues.

Avec la reprise de nos travaux ordinaires, si longtemps interrompus, le Comité disciplinaire va reprendre le rôle important qui lui était confié dans notre fonctionnement, MM. BILLON, DESVIGNES et GUILLAUMIN sont membres sortants et rééligibles. L'un d'eux, M. DESVIGNES, affecté par une longue et douloureuse maladie, n'a pas consenti à accepter le renouvellement de son mandat, malgré nos pressantes sollicitations. C'est avec douleur que nous voyons partir cet aimable confrère qui,

depuis tant d'années, a prodigué un dévouement inaltérable dans les différentes et importantes fonctions qu'il a brillamment occupées à la Chambre syndicale. Nous lui disons « au revoir » et non « adieu », persuadés qu'il nous témoignera toujours la même sollicitude que dans le passé.

Avec MM. BILLON et GUILLAUMIN, dont vous renouvellez le mandat avec empressement, nous vous présentons MM. RENGNIER et DUFAY comme membres titulaires. M. RENGNIER siège déjà depuis longtemps comme adjoint et il s'est montré largement à la hauteur de la tâche que vous lui avez confiée. Vous parler de M. DUFAY serait faire l'histoire de nombreuses années de vie professionnelle. Toujours mêlé à nos délibérations les plus importantes depuis la fin de sa présidence, il a rendu de grands services à la communauté et son entrée au Comité disciplinaire sera une véritable bonne fortune pour tous.

Pour obéir aux statuts, nous vous présentons également quatre membres adjoints. M. DAUTREVAUX, à qui vous avez déjà plusieurs fois accordé vos suffrages; M. JAMMES, le brillant commandant d'artillerie qui a illustré la pharmacie parisienne dans de nombreux combats et, enfin, nos très distingués confrères MM. LESURE et HUERRE qui ont bien voulu nous faire l'honneur de collaborer à une tâche aussi ingrate que délicate.

A tous, j'adresse, en votre nom, nos plus chaleureux remerciements.

MESSIEURS,

La France victorieuse confie à ses enfants d'impérieux devoirs. Les conditions nouvelles, que nous a créées la guerre qui vient de se terminer, trouveront chez nous tous des bonnes volontés prêtes à les adapter aux situations et aux nécessités qui s'imposent dès maintenant à toute notre attention. Soyez des syndicalistes et non des syndiqués. Les premiers sont ceux qui apportent, tous les jours, leur pierre à l'édifice commun, les seconds sont ceux qui en profitent, tout en restant indifférents à l'œuvre collective. Permettez à celui qui vous remet aujourd'hui les pouvoirs que vous lui avez confiés il y a cinq longues années, de vous dire que les premiers, seuls, sont désirables et peuvent construire la maison collective où tous trouveront les garanties nécessaires à leurs droits et à leur liberté.

Les garanties, nous qui avons la prétention d'être des ouvriers et des travailleurs aussi bien que tous ceux qui revendiquent ces qualificatifs, nous les trouverons par l'action commune, par l'union toujours plus étroite et plus amicale, par un travail toujours plus soutenu et, par conséquent, plus productif. Ceux que vous mettez à votre tête ne peuvent que par vous. Ils sont forts si vous le voulez, ils ne peuvent rien si vous vous désintéressez de leurs efforts. Unissez-vous donc plus intimement encore. Faites venir chez nous ceux qui hésitent ou ne comprennent pas la force qu'acquerra le Syndicat dans la Société nouvelle. Malheur aux isolés, malheur aux faibles, telle doit être votre devise et je suis persuadé que vous la comprenez ainsi pour la plus grande force de notre Chambre syndicale dont je suis fier d'avoir dirigé les destinées pendant une aussi longue période.

M. LAURENCIN. — Je tiens à m'excuser auprès de notre confrère PÉAN, que bien involontairement j'ai omis de mentionner dans mon rapport. J'ai le regret de vous informer qu'il n'a pas cru devoir nous continuer sa collaboration. Mais, je suis certain d'être l'interprète de tous les membres du Conseil et de tous les pharmaciens de la Seine, en lui adressant nos regrets de le voir partir et tous nos remerciements pour l'active collaboration qu'il a bien voulu nous donner depuis si longtemps.

Compte-rendu des travaux du Conseil d'administration pendant l'exercice 1918-1919. — M. le Président donne la parole à M. FEUILLOUX pour la lecture de ce compte-rendu :

RAPPORT GÉNÉRAL

sur les Travaux du Conseil d'Administration pendant l'Exercice 1918-1919.

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

Depuis l'Assemblée générale du 16 mai 1918, nous avons connu des jours si tragiques, d'autres si glorieux que notre être doit faire un effort pour en revivre les émotions profondes.

C'étaient en mai dernier, la ruée sur Paris, les sinistres randonnées des *Gothas* et les mauvais coups des *Berthas* ; en juillet, c'était le suprême effort du Boche pour déborder les Alliés ; en août, c'était enfin l'avance victorieuse de nos troupes et le prélude de la défaite finale qu'accentuait la piteuse attitude des vaincus implorant l'armistice du 11 novembre.

Aujourd'hui, c'est la Conférence de la Paix, c'est la résurrection de la ville du Roi, c'est la splendeur de la *galerie des glaces* sur lesquelles a soufflé le vent de la Victoire, pour effacer la souillure de 1871.

Aujourd'hui, c'est jour de fête pour notre Chambre syndicale, puisqu'il nous est permis de saluer d'un cœur unanime nos héros, nos confrères revenus aux foyers et nos conseillers prêts à reprendre les fonctions qu'ils tiennent de la confiance de leurs électeurs.

Combien leur absence ajoutait aux difficultés que votre Bureau devait surmonter, pendant la guerre ? Je le dirais longuement, si je ne craignais d'être soupçonné de faire indirectement l'éloge du petit Comité des *quatre* ou des *cinq*, qui réussit à entretenir la vie de notre organisme syndical.

D'ailleurs un autre devoir s'impose : celui d'exprimer notre sympathie aux familles de nos confrères GUERBET, LAGUE, Henri MARTIN, PERROT, VICARIO, dont les fils sont morts au *champ d'honneur*, depuis mai 1918.

J'ai l'honneur de rappeler qu'un membre de la Chambre syndicale, M. Lacroix, pharmacien, rue Notre-Dame-de-Lorrette, 38, a trouvé la mort dans le secteur franco-américain de Saint-Mihiel, où il remplissait les fonctions de pharmacien-major.

Distinctions honorifiques.

Légion d'honneur.

M. BÉHAL, professeur à l'École supérieure de pharmacie de Paris, a été promu au grade de Commandeur.

Un certain nombre de pharmaciens ont été fait chevaliers de la Légion d'honneur, depuis notre dernière Assemblée générale.

Je cite seulement ceux de Paris :

MM. H. MARTIN, BERTHE, DEFACQZ, JAVILLIER, TASSILLY, HODENCO, PIE, MERVEAU, GUILLOT, DUMESNIL, MAYERAS.

Notre confrère M. JAMMES, commandant le 2^e groupe du 105^e d'artillerie, a ajouté à ses 7 citations et à sa croix de la Légion d'honneur la Military Cross, insigne qui représente, en Angleterre, notre croix de la Légion d'honneur.

Croix de guerre.

Ont été décorés de la Croix de guerre :

- MM. FIALIP (Robert), médecin aide-major (5 citations).
LAURENCIN (Henri), pharmacien auxiliaire (3 citations).
COURRET (Félix), pharmacien aide-major (2 citations).
FISSOT (Ernest), pharmacien aide-major de 1^{re} classe (4 citations).
GALIMARD, pharmacien major de 2^e classe (3 citations).
POUILLOT (Louis), pharmacien auxiliaire (3 citations).
GIRAND (Pierre), médecin aide-major de 2^e classe (2 citations).
CHAMPION, pharmacien aide-major.
FÉVRIER (René), pharmacien aide-major de 1^{re} classe.
BÉLIÈRES (Louis-Alexandre-Auguste), pharmacien aide-major de 1^{re} classe.
VINCENT (Marcel), pharmacien aide-major de 2^e classe.
DESCOUREAUX (Jean), médecin auxiliaire.
FIÉVET (Paul), pharmacien aide-major de 1^{re} classe.
FIÉVET (Maurice), sous-officier (4 citations).
FIÉVET (Georges), observateur.
FIÉVET (Jean), téléphoniste (2 citations).
DUFAYARD (Jacques), pharmacien aide-major (2 citations).
FEIGNOUX (Raoul), pharmacien major.

A tous nous adressons notre gratitude et nos félicitations les plus vives.

Effectif. — A l'occasion de la publication de la liste des sociétaires, nous avons constaté certaines erreurs que nous tenons à rectifier, parcequ'elles remontent aux années d'avant-guerre. A la date du 22 mai 1919 notre effectif réel est exactement de 1004, malgré que depuis la dernière Assemblée générale, nous ayons annoncé la mort de 11 sociétaires.

Décès. — Les confrères décédés sont : MM. BARRAULT, CAILLON, DELANNOY, GRIN, HAMET, LACROIX, LUCET, MONNIER, ROSSET, WEIL et ZARZYCKI.

Nous exprimons de nouveau nos condoléances et nos regrets aux familles de ces défunts.

Admissions. — Les nouveaux sociétaires, au nombre de 35, sont : MM. AMSLER, BERGER, BERTRAND, BOUYSSOU, CHATY, CHÉNEGROS, DELANNOY, DENISOT, DROUILLY, DURAND, FAYET, FIAMMA, GÉRY, GORET, GRANDPERRIN, GUILLEMIN, LAMOUREUX, LORMEAU, MOREL, PETIT, PIERRE, SALLES, TARDIEUX, TRÉFAULT, VERGELOT, VOILLARD et WÉBER.

Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux sociétaires dont l'adhésion nous est précieuse parce qu'elle témoigne de l'utilité de la Chambre syndicale dont le Conseil espère développer les services pour faire face aux nécessités actuelles.

Démission. — Au cours de l'année statutaire, nous n'avons eu à enregistrer qu'une démission, celle de M. COLLIN, 41 bis, rue de Paris, à Colombes.

Médaille de la Chambre syndicale. — Nous aurions eu l'honneur de remettre la médaille de 45 ans de secrétariat à notre confrère Henri GIRARD, si un devoir de famille ne le privait du plaisir d'assister à notre Assemblée générale. M. GIRARD voudra bien agréer nos félicitations et nos vœux.

Affaires judiciaires. — Avant la guerre, ce chapitre fournissait au Secrétaire général le sujet d'une longue énumération de condamnations et d'allocation de dommages-intérêts. Les temps sont changés, car dès le début des hostilités, le Parquet a cru devoir nous informer par la voie de notre avocat-conseil que les poursuites en matière d'exercice illégal de la pharmacie, passeraient à l'arrière-plan des grandes préoccupations entretenues par la guerre.

Votre rapporteur n'a donc à vous signaler qu'un gros procès en cours depuis trois années et dont, pour des raisons indépendantes de la volonté de votre Conseil d'administration, l'appel ne paraît pas devoir être prochain. Récemment des propositions ont été faites au nom des parties adverses ; discutées en Conseil elles ont été écartées.

INTÉRÊTS COMMERCIAUX.

Réglementation des spécialités. — Déjà en 1914, M. BARTHET Secrétaire-général écrivait dans son rapport annuel : « L'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France a fait part au Syndicat général de la Réglementation du vif désir de tous les pharmaciens français de voir se réaliser leur vœu, si souvent exprimé, d'obtenir un bénéfice minimum de 25 % et la fixation du prix de vente au prix marqué. »

Nous croyons très utile de reproduire l'ordre du jour lu par M. CORDIER, à l'Assemblée générale de l'A. G., du 23 juin 1914, amendé par M. LANGUEPIN, adopté à l'unanimité et dont la rédaction définitive est la suivante :

« L'Association générale,

« S'inspirant de la déclaration faite par le Syndicat général de la
« Réglementation dans le procès-verbal relatant les entrevues qui ont
« eu lieu les 11, 21 et 25 mars 1914, entre ses délégués et ceux de
« l'Association générale;

« Constatant que la vente au prix de marqué avec remise de 25 %
« est le but vers lequel tendent ses efforts et dont il s'est déjà rappro-
« ché par étapes, en tenant compte, toutefois surtout en ce qui concerne
« les anciens produits, des nécessités commerciales qui s'imposent aux
« fabricants :

« Invite le Syndicat général de la Réglementation à prendre des
« décisions utiles en vue d'assurer la vente au prix marqué et la régle-
« mentation des produits affiliés à ce groupement avec une remise
« minimum de 25 % et estime que, dans un délai de deux années,
« des résultats devront avoir été acquis à cet égard par le Syndicat
« général de la Réglementation.

« Des démarches seront faites par le Bureau de l'Association générale
« auprès du Groupement des Tickettistes, pour qu'il prenne les mêmes
« dispositions vis-à-vis de ses affiliés.

« Et il sera fait connaître par la voie du *Bulletin*, aux spécialistes
« n'appartenant à aucun groupement réglementateur (Sauvages), que
« des mesures d'exception pourront être prises contre leurs produits
« si, dans un délai de deux années, ils ne se sont pas conformés aux
« résolutions sus-indiquées.

« En outre, en cas d'infraction aux systèmes de réglementation
« actuellement en vigueur, l'action des Syndicats, quelle que soit la
« qualité du délinquant, sera limitée à l'établissement des constats de
« ces infractions, et les indemnités qui pourront être obtenues seront
« réparties entre les Groupes réglementateurs et les Syndicats inté-
« ressés. »

Le vote unanime de cet ordre du jour n'a pas produit les effets dési-
rés, car la guerre a fourni à de nombreux spécialistes le prétexte
opportun d'opposer une sorte de *moratorium* à nos revendications
légitimes. Nous devons rappeler que le Syndicat général de la Régle-
mentation a pris la décision, depuis plus d'une année d'exiger de ses
nouveaux adhérents la remise minima de 25 %. Mais outre que
beaucoup d'anciens membres n'ont pas modifié leur remise, la guerre
nous a prouvé combien était devenue illusoire la clause de l'intégralité
de la remise.

Cette intégralité a été grignotée sou à sou par les commissionnaires,
si bien qu'il a paru nécessaire à votre Bureau d'en appeler aux divers
Syndicats de marques réglementées.

Dans une première réunion tenue, le 18 janvier de cette année, les
deux résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité :

1° Intégralité, pour le pharmacien, de la remise accordée par la
Réglementation imposée par le fabricant ;

2° Transformation de la Commission d'arbitrage, pour la représenta-
tion à cette Commission, des membres du Syndicat général de la Dro-
guerie française, en vue d'établir des sanctions contre les délinquants

appartenant à l'une des trois catégories : pharmaciens, droguistes, fabricants.

Suivant la décision à prendre, il sera accordé aux représentants du Groupe visé une représentation prépondérante.

Au sortir de cette réunion, vos représentants et ceux de l'Association générale espéraient que, ces préliminaires posés, la conversation allait reprendre dans un bref délai, mais les mois passent, les griefs des pharmaciens s'accumulent, et les spécialistes ainsi que les commissionnaires continuent à parler entre eux, sans que les pharmaciens soient admis à leur colloque.

Il dépend de nous que cet aparté ne se prolonge pas indéfiniment, si toutefois il a réellement commencé : les sceptiques, dont je suis, inclineraient à penser que grossistes et spécialistes ont d'autres soucis.

La situation présente ne peut cependant pas s'éterniser et votre Conseil est d'avis de proposer à l'Association générale la reprise des pourparlers, dans l'intention d'obtenir un règlement immédiat, à la satisfaction des pharmaciens.

Tarifs. — Ce fut une œuvre particulièrement difficile, depuis la guerre, pour votre Commission du tarif, d'élaborer des *Bulletins de variations* qui sauvegardent les intérêts de nos confrères fournisseurs des diverses Sociétés et Compagnies. Le dernier paru, applicable aux fournitures du 1^{er} trimestre 1919, porte le n° 21. Ce chiffre seule atteste la préoccupation constante de votre Conseil d'administration, de ménager tous les intérêts en cause, à travers les fluctuations des cours.

Quant au *Bulletin de variations* du tarif arrêté par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, en matière d'accident du travail, nous savons que la Commission officielle, dans laquelle M. le Sénateur LIMOUZAIN-LAPLANCHE et M. VAUDIN, défendent les intérêts des pharmaciens, établit actuellement les prix applicables au premier semestre 1919. L'Assemblée générale est d'avis, nous en sommes assurés, de témoigner notre gratitude à nos deux dévoués confrères, dont la tâche est réellement délicate.

Répartition de l'alcool. — L'année 1918 a vu la disparition de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques. Cette œuvre de guerre avait une tâche énorme à remplir : le sort a voulu qu'elle rencontrât, en fin de carrière, des difficultés jusqu'à son dernier jour, du fait de l'épidémie de grippe.

L'approvisionnement en médicaments est apparu, dès le mois d'octobre, nettement déficitaire, si bien que l'Office a fermé ses portes, sans avoir atteint le perfectionnement de son organisation.

A la suite de la suppression de l'Office, M. le Ministre des Finances a chargé l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France de la répartition de l'alcool aux pharmaciens. La circulaire du 12 avril, vous a renseigné sur les modalités adoptées par ce service qui a pu être improvisé, en quelques jours, par l'actif Secrétaire, notre confrère COLLARD. Pour l'honneur de l'A. G. et pour la satisfaction des pharmaciens français, nous souhaitons le succès complet aux organisateurs dévoués.

Approvisionnement du sucre. — Depuis l'été dernier, cet approvisionnement fonctionnait de façon assez normale, quand au mois d'avril, des doléances nombreuses se sont produites, par suite du défaut de la précieuse denrée.

Le Ministère du ravitaillement a laissé les malades manquer de sucre, alors qu'il avait inopportunément autorisé les confiseurs et pâtisseries à prodiguer le sucre encore rare, pour une période indéterminée.

Le sucre est indispensable aux pharmaciens, et si satisfaction n'est pas donnée aux malades, nous aurons à envisager une campagne de presse, pour obtenir le sucre nécessaire à la préparation des médicaments.

Comptoir national de la Pharmacie française. — Sous les auspices de l'Association générale et avec les subventions de certains Syndicats, la Chambre syndicale de la Seine, entre autres, le Comité d'Etudes est parvenu à créer le C. N. P. F. société coopérative anonyme à capital et personnel variables, enregistrée le 16 décembre 1918.

Un des buts principaux prévus aux Statuts de cette Société qui groupe actuellement 1.700 adhérents, c'est l'achat direct des spécialités aux fabricants, ainsi que l'achat aux producteurs des principaux produits employés en pharmacie.

L'intérêt de l'œuvre est tel, à notre avis, que tous nos confrères devraient par leur coopération assurer le succès de l'entreprise. Si elle réussit, comme nous en avons l'espoir, les pharmaciens français constateront, dans un avenir prochain, une amélioration des conditions d'achats. Nous ne nous dissimulons pas que la tâche assumée par les dévoués administrateurs du C. N. P. F. est hérissée de difficultés : c'est pourquoi nous souhaiterions voir entrer à ce comptoir le plus grand nombre de coopérateurs actifs et obstinés.

INTÉRÊTS PROFESSIONNELS

Cette année comme les deux précédentes votre Conseil a eu à se préoccuper de l'application du Décret sur les substances vénéneuses. Cette application demeure toujours difficile par la faute des médecins qui ignorent ce Décret ou le dédaignent et par le retard apporté à la publication de l'arrêté du Ministre de l'Intérieur, pour fixer les doses de substances des tableaux B et A, au-dessous desquelles les médicaments qui les contiennent ne seront pas soumis à la réglementation des substances vénéneuses des tableaux B et A.

Un jugement récent du tribunal de Toulouse (20 novembre 1918) met en relief l'urgence de cet arrêté; j'en rappelle les deux conclusions principales :

- « La vente des stupéfiants ne devient pas licite lorsqu'elle se fait sous forme de spécialités pharmaceutiques. Cette vente ne devrait être considérée comme échappant à toute répression, pendant le délai de tolérance, que si la spécialité ne contenait qu'une dose insignifiante de poison.
- « Une boîte contenant douze ampoules d'une solution renfermant 40 % d'opium n'est pas une dose négligeable de poison.

« Un pharmacien n'a pas le droit d'ignorer la composition et les propriétés des drogues qu'il vend, même quand ce sont des spécialités pharmaceutiques. »

Nous voulons croire que ce dernier considérant du jugement de Toulouse n'est pas étranger à l'adoption unanime du vœu suivant formulé par l'Académie de médecine dans sa séance du 18 mars 1919 :

« L'Académie demande aux pouvoirs publics d'exiger les inscriptions de la formule sur toutes les spécialités à caractère médicamenteux ou hygiéniques, par analogie à ce qui a lieu pour les spécialités alimentaires. L'acceptation du dépôt de ces formules sera subordonnée à l'examen critique des dénominations, citations, prises de titres officiels ou fantaisistes ainsi que de toutes suggestions de nature à influencer l'opinion du public. »

La Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine ne peut voir dans ce vœu de l'Académie de médecine qu'une œuvre de défense de notre profession dont l'exercice est rendu de plus en plus difficile.

Au sujet de l'exercice de la pharmacie, notre confrère M. Emile VINCENT, député de la Côte-d'Or, a déposé son rapport au nom de la Commission d'hygiène publique, annexé au procès-verbal de la 2^e séance du 6 février 1919.

Nous nous bornons à citer ce rapport qui mérite d'être le sujet d'une étude poursuivie dans une Commission de votre Conseil, nommée immédiatement après notre Assemblée générale du 22 mai prochain.

M. le Député VINCENT, dans un rapport annexé au procès-verbal de la séance du 14 janvier 1919, repousse l'ensemble de la proposition de loi de M. Charles BERNARD, député de la Seine, tendant à instituer un diplôme spécial aux préparateurs en pharmacie.

« Toutefois, écrit M. le Rapporteur, la Commission, tout en repoussant l'ensemble de la proposition de notre honorable collègue, pense qu'il y a dans ce projet une idée à retenir : la création du titre de gradué en pharmacie.

« L'obtention de ce diplôme permettra au préparateur de justifier des connaissances acquises par une longue pratique, par son intelligence et son labeur. Ce sera pour le préparateur la reconnaissance officielle de son travail, ce sera pour le pharmacien qui l'emploiera une garantie.

« D'ailleurs, à ce titre pourront s'ajouter quelques avantages, par exemple le droit pour les gradués de surveiller les aides d'un pharmacien lorsque leur nombre ne permet plus à ce dernier une surveillance efficace.

« Ceci est si vrai, que le Syndicat des pharmaciens de la Seine s'est préoccupé, ces temps derniers, de créer un diplôme d'aide en pharmacie : ce diplôme est accordé au préparateur à la suite d'un examen subi devant un jury de pharmaciens.

« Nous comprenons que les préparateurs préfèrent à cette reconnaissance officieuse, un titre officiel. Notre Commission d'hygiène publique vous propose d'accepter cette partie de la proposition de loi de M. Charles BERNARD et d'adopter le texte suivant :

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

« Il sera créé un diplôme de gradué en pharmacie.

ART. 2.

« Pourront obtenir le diplôme de gradué en pharmacie, les préparateurs ayant accompli un stage de cinq ans dans une ou plusieurs officines légalement reconnues et ayant subi avec succès un examen de validation de stage.

ART. 3.

« Un règlement d'Administration publique déterminera : 1° les conditions d'inscriptions à l'examen de validation de stage des préparateurs ayant accompli les cinq années de stage avant la promulgation de la présente loi ; 2° les conditions d'inscription et de contrôle du stage pour les préparateurs n'ayant pas accompli leur stage avant la promulgation de la présente loi ; 3° le programme de l'examen de validation de stage à subir pour obtenir le diplôme de gradué en pharmacie.

MES CHERS CONFRÈRES,

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale connaissant les prétentions des aides en pharmacie, à la recherche d'un député qui voulut bien codifier leurs revendications dans une proposition de loi s'est associé avec le Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine, pour reconnaître officiellement les garanties professionnelles des aides, à la suite d'un examen pratique dont la sanction est la délivrance d'une carte d'identité.

Le but du Conseil en instituant cet examen a toujours été de faire obstacle à la création d'un diplôme officiel d'aide en pharmacie.

Le Conseil maintient sa façon de voir et proposera à l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France de s'opposer de toutes les façons à la création d'un diplôme de gradué en pharmacie.

Le gradué en pharmacie, serait dès le vote de la loi, un stagiaire qu'on opposerait au stagiaire candidat au diplôme de pharmacien et que dans un avenir prochain, on proposerait pour un candidat légitime au diplôme de pharmacien.

Le gradué en pharmacie deviendrait inéluctablement le pharmacien de deuxième classe que le gouvernement de la République a eu les meilleures raisons de supprimer antérieurement et que la grande majorité des professeurs, des pharmaciens et des élèves des Ecoles n'a aucun motif de désirer voir rétablir, par une voie détournée.

Le futur Codex. — Dans le numéro du 30 avril dernier, le Bulletin de la Chambre syndicale a publié un article de toute première actualité de notre Président honoraire E. DUFAY, sur les desiderata des pharmaciens à propos du futur Codex.

Nous estimons que le Conseil d'administration peut faire siennes les conclusions de l'auteur et présenter ses vœux à la prochaine Assemblée générale de l'A. G.

D'ailleurs, M. FRANÇOIS, Président de la Société de Pharmacie de Paris, a fait adopter par cette Société, dans sa séance du 9 avril 1919, le vœu que l'on fasse paraître le plus rapidement possible le *supplément du Codex* qui est actuellement presque terminé et que la Commission permanente s'occupe dès maintenant de la prochaine édition.

Votre Conseil est donc d'avis de proposer au vote de l'Assemblée générale les vœux suivants :

La Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine considérant la nécessité d'une publication régulière du Codex et de ses suppléments envisagés comme :

Formulaire général tenu exactement au courant des progrès de la thérapeutique ;

Code officiel pour l'analyse des médicaments ;

Recueil complet des lois et règlements applicables à l'exercice de la pharmacie ;

Emet le vœu :

1° Qu'une consultation directe soit immédiatement ouverte sur les desiderata du corps pharmaceutique à ces différents points de vue ;

2° Que la procédure de légalisation préalable, prévue par le Décret du 3 mai 1830, soit immédiatement mise en mouvement sur les produits suivants :

Adréaline (solution à 1/1000).
Eau d'Alibour.
Mélange anesthésique de Bonain.
Pommade au collargol.
Solution de Dakin.

Bulletin. — Le Directeur du *Bulletin* que la guerre a promu, pour la cinquième fois aujourd'hui, rédacteur du compte-rendu annuel des travaux de votre Conseil se sent très à l'aise pour entreprendre les améliorations qui peuvent être apportées à l'organe officiel de la Chambre syndicale. Il a connu des difficultés particulières dans ce poste de *Directeur* transformé souvent en rédacteur unique, quatre mois après son entrée en fonctions. Mais il peut assurer le Conseil que l'expérience acquise, pendant ces cinq années, lui permettra avec l'aide de la Commission du *Bulletin* et avec la collaboration des rapporteurs des diverses Commissions, de donner à votre *Bulletin* le lustre qui lui a fait défaut pendant la mobilisation de la majorité des délégués de la Chambre syndicale.

Caisse de secours au profit des familles des pharmaciens mobilisés de la Seine. — Cette œuvre de solidarité confraternelle créée dès la première année de la guerre a manifesté la générosité d'un grand nombre de nos syndiqués. Elle a permis d'atténuer la détresse de certains foyers ; mais les sommes versées en secours immédiats n'ont pas absorbé, à beaucoup près, le total des souscriptions.

Nos confrères démobilisés qui seraient aux prises avec d'insurmontables difficultés pécuniaires sont donc invités à s'adresser au Président de la Chambre syndicale.

Dans un délai prochain, le Conseil sera appelé à se prononcer sur la destination qu'il croira devoir donner à l'important reliquat de sa Caisse de secours.

Souscription au profit des confrères belges et français des régions envahies. — Il est une autre œuvre de solidarité qui n'a pas rencontré auprès des pharmaciens de la Seine une faveur égale. En vingt-et-une listes, les souscriptions n'ont pas atteint 20.000 francs. L'éloquence des chiffres nous dispense de tous commentaires.

La détresse d'un grand nombre de pharmaciens à la recherche d'un foyer, d'un emploi qui puisse leur assurer le pain quotidien devrait promouvoir un élan de générosité parmi tous les favorisés du département de la Seine qui continuent à pouvoir vivre confortablement du produit de leur profession. Ainsi nous aurions la satisfaction du devoir accompli et le réconfort d'apprendre que par nous le dénûment de nos frères a été supprimé. De tout cœur nous sollicitons un effort unanime.

Comité intersyndical. — Ce Comité intersyndical, fondé par l'heureuse initiative de notre Président honoraire M. DUBAU, a rendu des services à la Pharmacie parisienne, surtout depuis l'ouverture des hostilités. Votre Bureau a eu l'occasion, pendant ces cinq années, d'apprécier hautement l'esprit de concorde qui anime les divers Syndicats de la Seine.

Grâce à ce Comité, la tâche de votre Conseil réduit par la mobilisation au tiers de ses membres, a été facilitée, quand il s'est agi d'étudier au jour le jour les questions d'intérêt professionnel.

Hier encore, à la réunion intersyndicale, nous avons pu échanger des suggestions sur les conditions nouvelles qui seront faites à la Pharmacie par l'application de la loi sur la journée de huit heures.

Avant tout, le Comité intersyndical est d'avis de chercher à améliorer, d'accord avec les représentants qualifiés du personnel technique des pharmacies, les conditions du travail dans les officines. Il estime : 1° qu'il n'y a pas lieu d'envisager des heures obligatoires pour l'ouverture et la fermeture des officines, sauf, bien entendu, les ententes locales entre pharmaciens qu'on ne saurait trop encourager ; 2° qu'il y a lieu de demander, pour la pharmacie, le bénéfice des dérogations prévues à l'article 6 de la loi.

Or les dérogations permanentes ou temporaires nous seront accordées plus rapidement par le Conseil d'Etat, si elles résultent d'une entente préalable entre les intéressés, employeurs et employés.

Le Comité intersyndical se propose donc de prendre contact, dans un très bref délai, avec les divers Syndicats des aides en pharmacie. Le Syndicat des Pharmacies commerciales, ainsi que votre Chambre syndicale ont déjà reçu une demande d'entrevue de la part du Syndicat des préparateurs affiliés à la Confédération générale du Travail.

Le Comité intersyndical a l'intention d'exposer l'exposé des revendications de ce Syndicat et celui de tous les groupements professionnels à la condition que soit nettement établie la qualité des délégués mandatés.

Elections. — Le scrutin ouvert pour la constitution du Bureau

nouveau et pour la nomination des délégués sortants et des membres du Comité disciplinaire nous donnera de nouveaux collaborateurs poursuivant la défense professionnelle avec toute l'ardeur que réclament les difficultés des circonstances présentes. Quelques-uns disparaissent : notre gratitude les accompagne dans leur retraite.

Notre Président, M. J. LAURENCIN dont j'ai pu apprécier l'aménité du caractère et le dévouement à la Chambre syndicale me permettra de l'assurer de la reconnaissance de tous les administrateurs qui ont été les témoins de son labeur persévérant, pendant les cinq années d'une Présidence exceptionnelle par sa durée et par les multiples difficultés surgies pendant la guerre.

Dans sa séance du 6 mai, votre Conseil a proposé aux suffrages de nos mille sociétaires les candidats dont les noms suivent :

Bureau : MM. BARTHET, *Président*.
FEUILLOUX, *Vice-Président*.
BERNHARD, *Secrétaire général*.
G. WEILL, *Secrétaire-adjoint*.
COULLON, *Trésorier*.
CRINON, *Archiviste*.

Conseillers : MM. LONGUET, BERTHET, G. WEILL, DELMOND, WALTER, TRINQUART, LOISEL et ROESKÉ.

Comité disciplinaire : MM. BILLON, GUILLEMIN, RENGNIER, DUFAY, DAUTREVAUX, JAMMES, LESURE, et HUERRE.

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

Je m'excuse d'avoir sollicité votre attention aussi longtemps et je vous remercie de m'avoir écouté avec intérêt. Il ne me reste plus qu'à souhaiter aux électeurs et aux élus d'entretenir en eux et autour d'eux l'amour de la Pharmacie dont des voix autorisées proclamaient récemment les services rendus à la Défense nationale.

J. FEUILLOUX.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois être le fidèle interprète de l'Assemblée en remerciant vivement M. FEUILLOUX du grand travail qu'il a bien voulu faire. Si un de nos confrères a des observations à formuler sur ce rapport, je lui donnerai la parole.

M. BRANCHU. — Il est regrettable que nous n'ayons pas le Bulletin de variations nouveau pour ce trimestre. Vous n'avez qu'à prendre les tarifs des droguistes de Paris et vous verrez que les prix de vos derniers Bulletins de variations sont inférieurs à ceux des droguistes.

M. LAURENCIN. — Je crois que dans l'immense majorité des variations vous trouvez une rémunération suffisante. Cependant, si vous avez des observations à formuler, veuillez nous les faire parvenir par écrit et la Commission du Tarif en tiendra compte avec la plus grande attention.

M. BRANCHU. — S'il ne paraît pas de Bulletin de variations avant juillet, nous sommes obligés de décliner les fournitures.

M. LAURENCIN. — J'ai une très grande habitude du tarif et vraiment je ne crois pas qu'il soit aussi déficitaire.

M. HUCHÉDÉ. — Comment se fait-il que le Bulletin de variations du Tarif accidents du travail, pour le deuxième semestre 1918, n'ait pas paru ?

M. LAURENCIN. — Il est intervenu, à la Commission chargée de l'élaboration de ce tarif, une convention par laquelle le Bulletin du premier semestre 1918 devait être appliqué également pour le deuxième semestre de cette même année. Je dois vous dire d'ailleurs que ce tarif est fait par une Commission composée d'assureurs, et de représentants de l'Association générale. Or, les représentants des Compagnies d'Assurance nous opposent des tarifs minima. Certainement, en ce qui concerne les pansements par exemple, les prix du tarif accidents du travail étaient déficitaires, mais je puis vous assurer que le nouveau tarif pour 1919, qui est actuellement à l'impression, vous donnera satisfaction.

En tous cas, je vous demande de nous envoyer par écrit toutes les réclamations que vous formulez au sujet des tarifs, il en sera tenu le plus grand compte. Pour les confrères qui ne sont pas ici et qui auraient des réclamations à faire au sujet de la tarification des mémoires, il paraîtra à ce sujet un avis dans le *Bulletin* prochain.

M. PÉAN. — J'ai reçu, il y a deux ou trois jours, une circulaire de la Société philanthropique qui a un tarif spécial; il est limitatif aussi bien au point de vue des médicaments qu'au point de vue des quantités. Il paraît qu'après entente avec la Chambre syndicale, la Société philanthropique vient de décider de majorer de 30 % sur le tarif de 1917, tous les produits pharmaceutiques. Je viens donc vous demander si la Chambre syndicale a été appelée à donner son avis à ce sujet.

M. LAURENCIN. — Oui, il y a quatre ans, par l'intermédiaire de M. LONGUET.

M. PÉAN. — Etant donné le prix du tarif, en les majorant de 30 % nous perdons, sur les prix d'achat nets, environ 30 % ! Aussi je crois que malgré tout l'intérêt que l'on peut porter à cette Société, il n'est pas permis d'imposer aux pharmaciens une perte sèche aussi considérable que celle-là et je vous demanderai de faire auprès de la Société philanthropique une démarche pour lui dire que vraiment son tarif est inacceptable ou alors vous conseillerez aux pharmaciens fournisseurs de ne plus fournir.

M. LAURENCIN. — Vous pouvez compter que cette démarche sera faite.

M. HUCHÉDÉ. — Le Conseil de la Chambre syndicale sait-il qu'une grosse entreprise industrielle a une œuvre philanthropique qui délivre des médicaments et des spécialités à ses adhérents ? Or, les spécialistes donneraient leurs produits au prix de gros à la dite maison qui les céderaient au prix de gros également à ses adhérents.

M. LAURENCIN. — Y a-t-il un pharmacien dans cet établissement ?

M. HUCHÈDE. — Je ne sais pas.

M. LAURENCIN. — Veuillez vous en informer, faites une enquête à ce sujet et nous agirons en conséquence.

Le rapport de M. FEUILLOUX, après ces différentes explications, est adopté à mains levées.

Rapport de la Commission de vérification des comptes du Trésorier. — Ce rapport ayant été publié *in-extenso* dans le dernier *Bulletin*, M. le Président propose d'en supprimer la lecture.

M. LOISEL lit seulement à l'Assemblée les conclusions de son rapport. Ce rapport est adopté sans observation.

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie M. LOISEL de cet important travail et en même temps notre Trésorier pour sa bonne gestion.

Commission chargée de proposer les modifications nécessaires à l'amélioration de l'organisation de la défense professionnelle. — M. LE PRÉSIDENT. — A la dernière Assemblée générale, une Commission de trois membres avait été nommée pour se charger de la réorganisation de la Chambre syndicale. Cette Commission comprenait MM. DUFAY, TORAUDE et DELANNOY ; nous avons eu malheureusement la grande douleur de perdre ce dernier.

M. TORAUDE a bien voulu rédiger un rapport (1) des travaux de cette Commission et il va vous en donner lecture :

M. LE PRÉSIDENT. — Vous venez d'entendre la lecture de l'important travail fait par MM. DUFAY, TORAUDE et notre regretté confrère DELANNOY. Je les remercie en votre nom à tous, et je vais vous demander de faire le renvoi de ce rapport à la Commission d'Etudes car le discuter aujourd'hui dans tous ses détails serait impossible. D'ailleurs, le Conseil d'administration et sa Commission d'Etudes l'étudieront avec toute l'attention nécessaire.

M. DAVID. — Est-ce que vous demandez à l'heure actuelle d'adopter ce rapport ?

M. LAURENCIN. — Je vous demande le renvoi pour étude ; il paraîtra dans le *Bulletin* de juin, tous les confrères pourront le lire et envoyer leur réflexion à la Commission d'Etudes.

M. DAVID. — Vous ne nous demandez, en somme, qu'un vote de prise en considération.

M. LAURENCIN. — La Commission qui a été nommée à l'Assemblée générale de l'année dernière, présente aujourd'hui un rapport inédit et dont le Conseil d'administration n'a pas été saisi. Il est donc de toute nécessité que le Conseil d'administration et la Commission d'Etudes examinent ce rapport avec toute l'attention qu'il mérite.

(1) Ce rapport sera publié *in-extenso* dans le numéro du *Bulletin* du 30 juin prochain.

M. MOLENAT. — J'ai l'intention de vous demander qu'avec les trois membres que vous nous avez donnés et les sept autres désignés par le Conseil, il soit adjoint dix autres membres pris en dehors du Conseil, qui seront appelés à étudier le rapport de MM. DUFU et TORAUDE.

M. LE PRÉSIDENT. — Je n'y vois pas d'inconvénient, mais croyez-vous qu'un grand nombre de commissaires doivent faire avancer le travail ?

M. MOLENAT. — Vous faites appel aux bonnes volontés et quand elles se proposent vous les refusez !

M. AUREILLE. — J'ai vu, dans d'autres Associations, bien des Commissions et j'ai constaté qu'elles ne fonctionnaient que lorsqu'elles étaient peu nombreuses. Si vous ajoutez à 10 membres pris parmi le Conseil, 10 autres membres, vous aurez une Commission de 20 membres ; elle travaillera certainement, mais elle souffrira par des absences successives et on finira par avoir une tour de Babel. Si on sent la nécessité d'augmenter la Commission qui a fonctionné, et dont il faut louer le travail remarquable, adjoignez une deuxième Commission, mais j'estime que quatre membres seulement, adjoints à quatre membres du Conseil d'administration, rendront bien plus de services.

M. PÉAN. — On pourrait peut-être faire une chose : admettre que la Commission soit nommée, en parties égales, de membres du Conseil et de pharmaciens pris en dehors du Conseil. Cela n'imposerait pas une Commission trop nombreuse.

M. BERNHARD. — Tous les pharmaciens de la Seine pourront s'intéresser à la discussion puisqu'on leur demande de présenter, par écrit, toutes les observations que la lecture du rapport pourrait leur suggérer. En somme c'est une Commission qui fonctionnera par lettres et je vous assure que ce sera du travail qui sera beaucoup mieux fait.

M. LAURENCIN. — Je suis en face de deux propositions, celle de M. MOLENAT et celle de M. PÉAN, que l'Assemblée décide.

M. MOLENAT se rallie à la proposition PÉAN.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons déjà MM. BARTHET, COLLESSON, WEILL, LENAIN, HERBAIN, CORDIER, FEUILLOUX, TORAUDE et DUFU. MM. MOLENAT et PÉAN proposent que l'Assemblée, ici présente, nomme neuf autres membres pris en dehors du Conseil pour être adjoints aux neuf membres existants. Êtes-vous d'avis d'adopter cette proposition ?

M. PÉAN. — J'ai demandé que la Commission se compose en parties égales de membres du Conseil et de membres pris en dehors du Conseil. Or, dans ce que vous nous proposez, vous considérez comme faisant partie du Conseil MM. DUFU et TORAUDE, ce qui est inexact : ils doivent donc être élus parmi les pharmaciens pris en dehors du Conseil.

Je demande qu'on applique le vote d'une façon exacte. Il y a sept membres choisis dans le Conseil c'est donc sept membres qu'il faut prendre en dehors du Conseil.

MM. DUBAU, TORAUDE, MOLENAT, GOBERT, DAVID, CASSAN et LIOUST sont désignés par l'Assemblée.

M. LE PRÉSIDENT. — Tous les confrères qui auront des observations ou des idées à transmettre à cette Commission voudront bien les envoyer par écrit, dans le plus bref délai possible.

M. MOLENAT. — Je demande, au cas où cette Commission aurait terminée son travail avant l'Assemblée générale de l'année prochaine, qu'elle puisse se réunir sans attendre cette nouvelle réunion.

M. BARTHET. — La Commission pourra toujours proposer au Conseil d'administration de réunir une Assemblée générale extraordinaire pour revision des statuts, s'il y a lieu.

M. LE PRÉSIDENT donne la parole à M. MOLENAT, qui l'a saisi, par lettre d'une demande d'interpellation.

M. MOLENAT. — Tout à l'heure notre confrère DAVID nous a demandé, au sujet d'un procès en cours, ce dont il s'agissait. Vous ignorez peut-être, en effet, qu'il y avait un procès contre les Etablissements C... et que ce procès est encore à l'instruction. Au Conseil d'administration de la Chambre syndicale, vous avez le confrère CRINON; or, savez-vous quel est l'avocat de la partie adverse? C'est le fils de M. CRINON!

J'ajoute que M. CRINON publia au sujet d'une promotion de pharmaciens mobilisés, dans son journal le *Répertoire de Pharmacie* en décembre 1914, un article qui a soulevé une vive émotion dans le corps pharmaceutique.

Aussi permettez-moi de vous dire que le Bureau a vraiment eu tort de nous proposer comme archiviste notre confrère CRINON.

M. LAURENCIN. — C'est la première fois que j'entends parler de cet article. Que M. MOLENAT veuille bien déposer ce document sur le Bureau.

M. MOLENAT. — Autre chose. M. FEUILLOUX nous a dit tout à l'heure qu'il avait été créé un Comptoir de la pharmacie et que tous les pharmaciens devaient y adhérer. Or, ce Comptoir, concurrent des maisons de droguerie, a été créé sous le patronage de l'Association générale dont fait partie M. CRINON qui est également administrateur d'une maison de droguerie, affaire concurrente du Comptoir. Admettez-vous qu'un confrère, faisant partie de la Chambre syndicale, par conséquent favorisant la formation d'un Comptoir, fasse partie également d'une maison de droguerie?

M. LAURENCIN. — M. CRINON fait partie de l'Association générale comme Secrétaire général. L'A. G. a patronné le Comptoir national mais, du jour où cette organisation a été créée, l'Association générale s'en est retirée et le Comptoir se dirige lui-même.

Un confrère. — Peut-on savoir pourquoi le Conseil a engagé un procès contre les établissements C...?

M. LAURENCIN. — Ce n'est pas la Chambre syndicale qui a engagé le procès.

Un confrère. — M. FEUILLOUX a fait allusion dans son rapport à un procès qui est entamé depuis trois ans. Nous demandons à connaître la cause de ce procès engagé en notre nom.

M. FEUILLOUX. — M. le Président veut bien me donner la parole. (M. Feuilleux fait un exposé sommaire des conditions du procès et propose à l'Assemblée de faire un historique complet, quand celui-ci aura été jugé.)

M. PIRARD. — A propos de l'article écrit par M. CRINON, je suis étonné que le Bureau n'en ait jamais entendu parler.

M. LOISEL. — Depuis le commencement de la guerre, je n'ai pas manqué une seule séance du Conseil d'administration, et je vous affirme que jamais nous n'avons eu connaissance de cet article.

M. MOLENAT. — Puisque le confrère CRINON écrit des choses semblables sans vous en prévenir, je vous demande de le renvoyer de la Chambre syndicale.

M. PIRARD. — Le Bureau a ignoré totalement l'article de M. CRINON; ce dernier est archiviste; s'il recommence les mêmes fautes le Bureau les ignorera encore ! Je demande un vote de blâme.

M. DAVID. — J'ai écrit une lettre au Président de la Chambre syndicale lui demandant justement de proposer une modification aux statuts; il m'a répondu que cela n'était pas possible, je m'y attendais.

M. LAURENCIN. — Je vous ai répondu qu'il n'était pas possible à l'Assemblée générale de délibérer sur le vœu que vous proposiez, il devait être renvoyé à l'étude du Conseil d'administration.

M. DAVID. — Ce que nous voulons, c'est justement faire dans votre Conseil d'administration une petite amputation sans bruit, vous ne le voulez pas, mais nous allons la faire !

M. LAURENCIN. — Par conséquent, votre lettre, en demandant cette modification aux statuts que : « Pour être membre du Conseil d'administration du Syndicat de la Seine, il faut avoir pharmacie ouverte et n'avoir pas de spécialités laissant moins de 25 % de bénéfices aux confrères détaillants » se rapportait directement à M. CRINON ? Que quelqu'un propose un ordre du jour !

(Pour établir cet ordre du jour, M. DAVID fait, en l'absence de M. Crinon, un long exposé où il critique le rôle joué par M. CRINON comme Secrétaire général de l'Association générale, comme membre du Bureau de la Chambre syndicale et, enfin, représentant des intérêts du petit commerce.)

M. HUCHÉDÉ, M. JAMMES, M. MOLENAT et M. PIRARD, interviennent dans la discussion qui se termine par l'ordre du jour suivant proposé par M. AUREILLE :

« Les pharmaciens, membres de la Chambre syndicale de la Seine, réunis en Assemblée générale, le 22 mai 1919, ayant entendu les accusations portées contre M. CRINON, l'invitent à s'expliquer devant la Commission désignée par l'Assemblée générale et, en cas de culpabilité reconnue, demandent à la Commission de lui réclamer sa démission. »

Cet ordre du jour, mis aux voix, est adopté (les membres du Bureau et du Conseil s'étant abstenus).

La journée de huit heures. — M. FEUILLOUX. — Le 19 avril dernier, le Président de la Chambre syndicale était saisi d'une demande d'entrevue proposée par le Secrétaire du Syndicat des préparateurs en pharmacie, affilié à la Confédération générale du Travail.

A la suite de cette demande, le Comité intersyndical s'est réuni à notre siège social, le 3 mai dernier, et a adopté les trois résolutions suivantes :

1° Qu'il n'y a pas lieu d'envisager des heures obligatoires pour l'ouverture et la fermeture des officines, sauf, bien entendu, les ententes locales entre pharmaciens qu'on ne saurait trop encourager.

2° Il y a lieu de demander, pour la pharmacie, le bénéfice des dérogations prévues à l'article 8 de la loi.

3° Il est nécessaire de chercher à améliorer, d'accord avec les représentants attirés du personnel technique des pharmaciens, les conditions actuelles du travail dans les officines.

Une entrevue fut ensuite décidée entre le Comité intersyndical et le Syndicat des préparateurs. Cette entrevue eut lieu le 10 mai et les préparateurs déposèrent des documents utiles à la discussion de la loi sur la journée de huit heures.

Le Comité intersyndical s'est en outre réuni deux fois et il doit encore se réunir samedi prochain, c'est pourquoi je vous demande aujourd'hui de nous donner les *desiderata* de l'Assemblée générale.

Voici le rapport sommaire rédigé par M. CORDIER, au nom de la Commission nommée par le Comité intersyndical :

« Invité par le Syndicat des préparateurs en pharmacie à envisager dans quelles conditions et sur quelles bases, la loi de huit heures est susceptible de recevoir son application dans les officines parisiennes et en réponse aux propositions de travail et de salaire qui lui ont été faites à cet effet, le samedi 10 mai par ce groupement, le Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine a examiné de son côté, dans quelles mesures la mise en application éventuelle de cette loi, pouvait se concilier avec les exigences de la profession et les besoins du public.

« Le Comité a estimé que dans l'intérêt général, il ne lui paraissait pas désirable de demander aux Pouvoirs publics la réglementation des heures d'entrée et de sortie de leurs employés de même qu'il n'y avait pas lieu d'envisager pour l'instant, la fixation des heures d'ouverture et de fermeture des officines.

« Et il en donne les raisons suivantes :

« La profession pharmaceutique a surtout pour objet l'exécution des

« ordonnances médicales. Ce travail est le plus généralement un travail intermittent. Il exige plus de présence à l'officine que de durée de travail effectif. Il est en relations étroites avec les heures de consultation des médecins et leurs heures *non réglementées* de visites médicales à domicile. De ce fait, l'ouverture des pharmacies se trouve nécessairement subordonnée à la durée des heures de travail des médecins qui, elle, n'est pas *limitée*.

« Il est de notoriété publique que la délivrance des médicaments prescrits par les médecins se fait surtout dans les dernières heures de la journée. Chacun sait notamment quelle fâcheuse perturbation la fermeture à une heure prématurée des officines de la périphérie parisienne, entraînerait pour le public de ces quartiers ouvriers, rentrés tard chez eux de leur travail.

« Le personnel employé dans les pharmacies n'ignore pas d'ailleurs les améliorations successives qui ont été apportées depuis 15 ans, par des ententes locales entre pharmaciens, à leurs conditions de présence dans les pharmacies.

« Le souci de l'intérêt public ne permet pas actuellement de faire beaucoup plus.

« C'est incontestablement une préoccupation de cet ordre qui a inspiré le législateur lorsqu'il a prévu à l'article 8 de la loi de huit heures des dérogations à accorder à certaines professions.

« Le Comité intersyndical pense que la pharmacie rentre au premier chef dans la catégorie des professions pour lesquelles et dans l'intérêt du bien public, il y a lieu de réclamer le bénéfice d'une dérogation permanente et celui d'une dérogation temporaire éventuelle, qui peut être nécessitée par diverses circonstances épidémiologiques, dès que la procédure à suivre et prévue à l'alinéa 6 de l'article 8 aura été instituée par un règlement d'administration publique.

« Il ne méconnaît pas au surplus qu'il est nécessaire dans les circonstances présentes de chercher à améliorer encore, et cela d'accord avec les représentants attitrés du personnel technique des pharmacies, les conditions du travail, mais il ne lui paraît pas possible d'établir cette entente sur la base d'une journée de huit heures de présence à l'officine, durée tout à fait incompatible avec les obligations professionnelles.

« Un accord sur la base d'une présence de 9 h. 1/2 permettrait, semble-t-il, de concilier les intérêts très respectables du personnel employé dans les pharmacies avec ceux non moins sacrés du public. »

Ce rapport est approuvé, sans modification, par l'Assemblée générale, à mains levées.

Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites. — M. le Président donne la parole à M. RENGNIER, Secrétaire général de la Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites qui s'exprime ainsi :

MES CHERS CONFRÈRES,

Cette réunion ayant pour unique but de nous occuper des intérêts de notre corporation, je vous prie de vouloir bien m'accorder quelques minutes d'attention, qui ne seront pas perdues, j'ose le dire, car elles vous auront permis d'entendre la lecture d'une note d'intérêt général.

Cette note consiste en l'énumération aussi brève que possible, des avantages que la Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites, (en abrégé la C. M. P. R.) créée il y a 16 ans, sous le patronage de l'Association générale, offre à tout confrère, membre d'un Syndicat quelconque affilié à l'Association générale, par conséquent à tous les adeptes de la Chambre syndicale.

La C. M. P. R. vous offre un moyen sûr de placer très avantageusement votre argent, et à l'abri des dangers inhérents aux spéculations financières.

Après un versement de 15 annuités, sur un nombre de parts de 100 francs qui ne peut excéder 40 francs, la C. M. P. R. vous servira au bout de 15 ans, à l'âge de 50 ans au minimum, une retraite proportionnée, à votre avantage, d'avec les sommes que vous aurez versées; vous en aurez une preuve irréfutable, très prochainement, car on ne tardera pas à faire connaître le montant des premières retraites qui vont être versées.

Il n'y a pas de limite d'âge pour entrer à la C. M. P. R.

Aucune Compagnie d'assurance n'est capable de rivaliser avec la C. M. P. R. pour plusieurs raisons.

Parce qu'il n'y a pas d'actionnaires à rétribuer.

Parce qu'aucun membre du Conseil d'administration ne touche le moindre émolument.

Parce que l'argent est placé à intérêts composés à la Caisse des dépôts et consignations, ou employé à l'achat de titres de la Défense nationale, dont les revenus produisent à leur tour des intérêts.

Parce que l'Etat donne son obole à ce groupement, comme à toutes les Mutualités.

Parce qu'elle reçoit les dons de nos principales Sociétés pharmaceutiques, ainsi que ceux de généreux confrères, dont les largesses augmentent avec le nombre des adhérents à la C. M. P. R., etc.

Si à un moment donné, on ne peut faire face à ses engagements, on conserve néanmoins le bénéfice de ses parts, si on recule l'âge statutaire d'un laps de temps égal à la durée de l'interruption des versements, ou si on se libère dans la suite de l'arriéré.

Deux formules s'offrent aux souscripteurs :

La formule 1, qui concerne les confrères n'ayant pas d'héritiers, puis la formule 2, dite du père de famille, qui n'a rien d'égoïste, puisqu'après avoir joui de votre retraite, votre femme et vos enfants mineurs, bénéficient après vous, de votre heureuse initiative.

Je dois vous dire que les revenus des Caisses mutuelles approuvées par l'Etat (et parmi lesquelles figure la C. M. P. R.) sont les seuls qui avec les coupons de rentes sur l'Etat, ne paient pas deux fois l'impôt sur le revenu.

J'ajouterai que le titre de mutualiste que vous confère votre admission à la C. M. P. R., a son importance, en cette époque d'évolution sociale.

Mes chers confrères, je termine en vous conseillant, dans votre réel intérêt, d'adhérer en grand nombre à la C. M. P. R. car plus vous serez nombreux, plus vous verrez de grands spécialistes imiter le beau geste que M. GALBRUN, l'un de nos derniers bienfaiteurs, dont j'offense la modestie, a eu envers notre Société.

Avec plaisir les privilégiés de la fortune feront faire volte-face aux mœurs d'autrefois en s'imposant volontairement une légère dime, au profit de nos bonnes œuvres professionnelles. Cette conduite leur vaudra une double satisfaction, car elle leur procurera la joie intime que cause toujours une bonne action, et elle diminuera d'une façon très sensible le nombre de leurs détracteurs.

J'aime à croire que Messieurs les conseillers et chefs de Syndicats présents dans cette vénérable salle des actes, voudront bien répandre ces idées autour d'eux ; ils feront de l'utile propagande.

Pour tous renseignements s'adresser à la Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites, 5, rue des Grands-Augustins, à Paris.

ÉLECTIONS

M. le Président fait procéder au dépouillement du scrutin et proclame les résultats suivants :

Votants	310
Suffrages exprimés	308
Bulletins blancs	2

BUREAU

Ont obtenu :

Président :

MM. BARTHET	290 voix. — Elu.
FEUILLOUX	6 —
CRINON	2 —
ANFRAY	1 —
COLLESSON	1 —
LONGUET	1 —
PÉPIN	1 —
WALTER	1 —

Vice-Président :

MM. FEUILLOUX	291 voix. — Elu.
BARTHET	4 —
ARMINGEAT	1 —
BERNHARD	1 —
COLLESSON	1 —
COLLIN	1 —
FERDINAND	1 —
LAFAY	1 —
LONGUET	1 —

Secrétaire Général :

MM. BERNHARD	293 voix. — Elu.
BARTHET	1 —
BERNIER	1 —
FEUILLOUX	1 —
GUILLAUMIN	1 —
PELLISSIER	1 —

Secrétaire Adjoint :

MM. WEILL	296 voix. — Elu.
BERNHARD	1 —
COLLIN	1 —
DAVID	1 —
NORMAND	1 —
WALTER	1 —

Trésorier :

M. COULLON	303 voix. — Elu.
----------------------	------------------

Archiviste :

MM. CRINON	267 voix. — Elu.
COLLESSON	3 —
WEILL	2 —
DELMOND	1 —
LOISEAU	2 —
PERRIN	1 —

En conséquence, sont élus pour 2 ans :

<i>Président</i>	MM. BARTHET.
<i>Vice-Président</i>	FEUILLOUX.
<i>Secrétaire général</i>	BERNHARD.
<i>Secrétaire adjoint</i>	WEILL.
<i>Trésorier</i>	COULLON.
<i>Archiviste</i>	CRINON.

Conseil d'Administration :

MM. LONGUET	252 voix.
BERTHET	252 —
WEILL	248 —
DELMOND	257 —
WALTER	257 —
TRINQUART	257 —
LOISEL	256 —
ROESKÉ	255 —
CASSAN	5 —
UZAC	2 —
BROSSARD-DALBAN	1 —
CHAUVIN	1 —
DEBRAY	1 —

Comité disciplinaire :

MM. GUILLAUMIN	261 voix.
DUFAU	256 —
BILLON	255 —
RENGNIEZ	201 —
DAUTREVAUX	88 —
LESURE	60 —
JAMMES	54 —
HUERRE	46 —

En conséquence, sont élus membres du Comité disciplinaire, pour 3 ans : MM. GUILLAUMIN, DUBAU, BILLON.

Membre du Comité disciplinaire (pour terminer le mandat de M. WEIL, décédé) : M. RENGNIER.

Membres adjoints : MM. DUTREVAUX, LESURE, JAMMES, pour 1 an.

Le Secrétaire général.

BERNHARD

LOI SUR LA JOURNÉE DE 8 HEURES

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le chapitre II (durée du travail) du titre 1^{er} du livre II du code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

CHAPITRE II

Durée du travail.

« ART. 6. — Dans les établissements industriels et commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

« ART. 7. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions d'application de l'article précédent.

« Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées devront être consultées : elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois. Ils sont révisés dans les mêmes formes.

« Ces règlements devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées.

« Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

« ART. 8. — Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :

« 1° La répartition des heures de travail dans la semaine de quarante-huit heures afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente;

« 2° La répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine;

« 3° Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle considérée, sera ramenée en une ou plusieurs étapes aux limitations fixées à l'article 6;

« 4° Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent;

« 5° Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents;

« 6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations;

« 7° La région à laquelle ils sont applicables. »

ART. 2. — La réduction des heures de travail ne pourra, en aucun cas, être une cause déterminante de la réduction des salaires.

Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet.

ART. 3. — Les dispositions du chapitre II actuellement en vigueur seront abrogées dans chaque région et pour chaque profession, industrie, commerce ou catégorie professionnelle à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant ladite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie professionnelle dans cette région.

ART. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 avril 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le ministre du travail et de la prévoyance sociale,

COLLIARD.

NÉCROLOGIE

Nous avons appris avec regret le décès survenu à Hyères (Var), de M^{me} MOREAU. Nous adressons à M. Moreau, notre sociétaire de la rue d'Hauteville, nos sincères condoléances.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Citation à l'Ordre du Service de Santé

DE LA 11^e D. I. C. (ORDRE DU RÉGIMENT).

Le médecin principal de 2^e classe LAFONT, médecin divisionnaire de la 11^e D. I. C. cite à l'ordre du Service de Santé (ordre du régiment) :

DELATTRE (René), pharmacien auxiliaire du G. B. D./11.

« A fait preuve du plus absolu dévouement pendant l'offensive de septembre 1918 ; conduisant et stimulant les brancardiers sous ses ordres dans la recherche et l'évacuation de nombreux blessés en un terrain difficile et battu par l'artillerie de l'ennemi. »

Le médecin divisionnaire de la 11^e D. I. C.,

LAFONT.

M. René DELATTRE est le fils de notre confrère de la rue Chauveau-Lagarde.

Nous sommes heureux d'apprendre le mariage, à la date du 29 avril, de M. PILA, licencié en droit, pharmacien à Montléry (Seine-et-Oise), avec M^{lle} Jeanne WATIN, fille de notre confrère M. WATIN, de Crèvecœur-le-Grand (Oise).

Nous adressons nos meilleurs vœux aux jeunes époux et nos félicitations à M. J. PILA, pharmacien, 68, avenue de la Grande-Armée.

LA PRÉVOYANCE PHARMACEUTIQUE

Paris, le 19 mai 1919.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis la déclaration de la guerre, notre Société n'a pu fonctionner, mais en ce moment, par suite de la démobilisation d'une partie de nos sociétaires, nous allons nous occuper de la remettre en marche et nous espérons que cette mise en marche aura lieu à partir du 1^{er} août prochain.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments respectueux.

A. SAFORCADA.

AVIS

Les membres de la Prévoyance pharmaceutique, Association amicale de secours, décès, retraites, sont instamment priés d'envoyer leur adresse exacte au Siège de la Société, 53, rue des Batignolles, Paris.

SOUSCRIPTION

en faveur des Confrères belges et français
DES RÉGIONS ENVAHIES

VINGT-DEUXIÈME LISTE

Noms et adresses des Souscripteurs.	Montant des souscriptions.
MM. BERTILLON, à Arcueil-Cachan	10 »
GUILLEMOTEAU, 26, rue Richer	25 »
JOSSET, 116, rue La Boétie	50 »
MAIRET, 63, rue Saint-Denis, à Gennevilliers	30 »
MOREUX, à Arceuil.	50 »
ROGER, 177, boulevard Saint-Germain	5 »
Montant de la vingt-deuxième liste	170 »
Montant des listes précédentes	19.825 70
Total au 21 mai 1919	<u>19.995 70</u>

INFORMATIONS

A vendre pharmacie, sise 223, boulevard Saint-Germain, Paris : pour traiter, s'y adresser.

A vendre pour 3.000 francs, matériel compris : trois petites spécialités hygiéniques de vente assurée : écrire à M. HORQUES, 60, rue Monsieur-le-Prince, Paris (6^e).

A vendre un grand mortier de marbre (environ 50 kgs) ; une machine à emplir les tubes d'étain (5 kgs) ; une étuve Wiesneg ; un séchoir en fer (1 mètre cube) à 7 rayons : écrire à M. HORQUES, 60, rue Monsieur-le-Prince, Paris (6^e).

Formation de Société.

Consortium de la Droguerie et Produits chimiques pharmaceutiques, 27, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4^e). Capital social 500.000 francs. Délibération du 13 mars 1919.

Dissolution publiée le 17 avril 1919.

MORAND et C^{ie}, 70, rue de Courcelles, Levallois (Seine), pharmacie A. S. S. P. du 31 mars 1919.

Dissolution publiée le 14 avril 1919.

BRISSON et C^{ie}, 31, rue Boissy-d'Anglas, Paris (8^e).

Produits pharmaceutiques, capital social 80.000 francs, A. S. S. P. du 16 avril 1919.

Formation publiée le 24 avril 1919.

Consortium du Pansement et de l'Hypodermie, 21, rue Demours, Paris (17^e). Capital social 40.000 francs. Délibération du 3 avril 1919.

Modification publiée le 29 avril 1919.

DELAPORTE et C^{ie}, 7, place des Vosges, Paris, produits pharmaceutiques. Capital social 20.200 francs A. S. S. P. du 1^{er} avril 1919.

Formation publiée le 30 avril 1919.

LEBEAULT (P.) et C^{ie}, 5, rue Bourg-l'Abbé, Paris (3^e), produits pharmaceutiques, acte not. du 24 mars 1919.

Formation publiée le 30 avril 1919.

Comptoir national de la Pharmacie Française, siège provisoire, 5, rue des Grands-Augustins, Paris. Société anonyme à capital variable, a décidé de fixer et au besoin transférer le siège 47, rue Bonaparte, Paris à partir du 15 avril 1919.

Délibération du 13 avril 1919, publiée le 6 mai 1919.

Etablissements J. BACHELET, 9, rue Rubens, Paris (13^e), accessoires de pharmacie, chirurgie, capital social 1.000.000, délibération du 15 avril 1919.

Formation publiée le 6 mai 1919.

BÉMY et LECOQ, 6, place Clichy, Paris (9^e), pharmacie, capital social 600.000 francs, acte not. du 8 avril 1919.

Formation publiée le 6 mai 1919.

Enregistrement des diplômes.

GIBELIN (Lucien-Edmond), 54, rue Sablonville, Neuilly (Seine). — Enreg. le 18 avril 1919.

ANGOT (Gustave-Félix), 147, rue Saint-Charles, Paris (15^e). — Enreg. le 24 avril 1919.

SCHMITT (Arthur-Vabor), 17, rue Bapst, Asnières (Seine). — Enreg. le 26 avril 1919.

LEGRAND (Louis-Jules-Benoist), 20 rue des Trois-Frères, Paris (18^e). — Enreg. le 2 mai 1919.

GIRARD (Robert-Léon), 347, rue de Vaugirard, Paris (15^e). — Enreg. le 3 mai 1919.

M^{lle} THILLARD (Anne-Marie-Denise-Charlotte), 127, rue de Reuilly, Paris (12^e). — Enreg. le 5 mai 1919.

DOLLÉ (Ferdinand-Henri-Emile), 47, rue de Bretagne, Paris (3^e). — Enreg. le 6 mai 1919.

DOURNEL (Paul-Georges), 127, boulevard Saint-Michel, Paris (5^e). — Enreg. le 6 mai 1919.

JACOB (Baptiste), 39, rue de l'Arcade, Paris (8^e). — Enreg. le 7 mai 1919.

TINARD (Georges-Pierre), 134, boulevard Pereire, Paris (17^e). — Enreg. le 8 mai 1919.

LEFÈVRE (Albert-Louis-Florimond), 101, rue de Paris, Clichy (Seine). — Enreg. le 9 mai 1919.

LEGRAND (Jules-Augustin), 21, rue Théodore-de-Banville, Paris (17^e). — Enreg. le 15 mai 1919.

HARLAY (Marcel-Charles), 191, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}). — Enreg. le 16 mai 1919.

Ventes.

M. DESPORTES, a vendu à M. MAHOUT, sa pharmacie, 123, rue de Créteil, à Maisons-Alfort. — Jouissance le 9 avril 1919, publiée le 22 avril 1919.

M. BONNAFOUS, a vendu à M. LEGRAND, sa pharmacie, 20, rue des Trois-Frères, Paris (18^e). — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 26 avril 1919.

M. CRESTEY, a vendu à M. MORAND, sa moitié dans une pharmacie, 70, rue de Courcelles, Levallois. — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 26 avril 1919.

M. LEFÈVRE, a vendu à M. TINARD, sa pharmacie, 134, boulevard Pereire, Paris (17^e). — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 29 avril 1919.

M. GUIRAUDET, a vendu à M. AUROUSSEAU, sa pharmacie, 2, avenue Trudaine, Paris (9^e). — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 1^{er} mai 1919.

M. LABORIE, a vendu à M. LEGAY, sa pharmacie, 1, avenue de la Gare, Nanterre. — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 5 mai 1919.

Succession GRIN, a vendu à M. LEGRAND, sa pharmacie, 9, place du Général-Beuret, Paris (15^e). — Jouissance le 15 avril 1919, publiée le 6 mai 1919.

M. BARDY, a vendu à M. JACOB, sa pharmacie, 39, rue de l'Arcade, Paris (8^e). — Jouissance le 1^{er} mars 1919, publiée le 7 mai 1919.

M. COURTINE, a vendu à M. JONIAUX, sa pharmacie, 201, boulevard Victor-Hugo, Saint-Ouen (Seine). — Jouissance le 15 avril 1919, publiée le 7 mai 1919.

M. MAILLARD, a vendu à M. ANGOT, sa pharmacie, 47, rue Saint-Charles, Paris (15^e). — Jouissance le 23 avril 1919, publiée le 7 mai 1919.

M. RICHARD, a vendu à M. FUMAT, sa pharmacie, 26, rue Martinval, Neuilly (Seine). — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 8 mai 1919.

M. PENNÈS, a vendu à M. TOULET, les droits dans une fabrique de produits pharmaceutiques, 3, rue Latran, Paris (5^e). — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 9 mai 1919.

M^{me} Veuve PENY, a vendu à M. FORESTIER, sa droguerie, 17, rue Bapst, à Asnières (Seine). — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 9 mai 1919.

M. BRESSY, a vendu à M. COUDERC, sa pharmacie, 53, boulevard Saint-Martin, Paris (3^e). — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 15 mai 1919.

M. MIQUEL, a vendu à M. HECQUET, sa pharmacie, 7, rue Grange-aux-Belles, Paris. — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 15 mai 1919.

Succession ROGER, a vendu à M. DELAPLACE, une pharmacie, 129, rue de Paris, Montreuil-sous-Bois (Seine). — Jouissance 10 mai 1919, publiée le 16 mai 1919.

M. LAMOUREUX, a vendu (sans nom) sa pharmacie 127, rue de Reuilly, Paris (12^e). — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 17 mai 1919.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|---|
| <p>M. Bascouleyre, chez M. Arnal, 14, avenue des Ternes, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Boyer, 81, rue des Vignoles, demande place de 1^{er} élève ou remplacements.</p> <p>M. Cantournet, 147, rue de l'Université, demande place de 1^{er} élève ou remplacements.</p> <p>M. Carpentier, 7, rue Chabanais, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Clisson, 41, rue des Tournelles, demande gérance ou place de 1^{er} élève (titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie).</p> <p>M. Danjou, 27, avenue Gambetta, Courbevoie, demande gérance ou place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Demargne, 22, rue de la Voûte, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Deniau, 3, rue Sedaine, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Furet, 52, rue des Vinaigriers, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Gaudron, 39, rue Gracieuse, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Lescure, 65, avenue du Maine, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Levasseur, 38 bis, rue Auguste-Blanche, à Puteaux, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Paris, 16, rue Saint-Claude, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Pavic, 180, boulevard Voltaire, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Pelletier, 73, Grande-Rue, à Enghien, demande place de 1^{er} élève.</p> | <p>M. Pinault, 11, rue de Crussol, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Repetto, 220, faubourg Saint-Denis, demande place de 1^{er} élève, de préférence dans pharmacie anglaise.</p> <p>M. Risse, 79, rue de Rome, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Strauss, 14, rue de la Goutte-d'Or, dem. pl. de 1^{er} élève.</p> <p>M. Vacherat, chez M. Champion, 71, rue de la Motte, Aubervilliers, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Vatin, 5, rue de la Chaise, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Brosson, 30, quai d'Orléans, demande place de 2^e élève.</p> <p>M. Castillon, 81, rue Boileau, demande place de 2^e élève.</p> <p>M. Caulier, 11, avenue des Grésillons, Asnières, demande place de 2^e élève.</p> <p>M. Coulard, 49, rue Ampère, demande place de 2^e élève.</p> <p>M^{lle} Desmoulins, 53, boulevard Saint-Michel, demande place de 2^e élève.</p> <p>M^{lle} Louart, 23, rue de Vaugirard, demande place de 2^e élève.</p> <p>M. Poulaille, 24, r. de Ménilmontant, dem. pl. de 2^e élève.</p> <p>M. Roy, 94, rue de la Réunion, demande place de 2^e élève.</p> <p>M. Brocard, pharmacien, 58, boulevard Picpus, demande remplacements pour juillet, août et septembre, à Paris.</p> <p>M. Forestier, 25, rue Feutrier, demande remplacements pour les mardis, vendredis et samedis.</p> |
|---|---|

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|---|
| M. Fourny, pharmacien, 2, rue des Moines, demande remplacements. | M ^{lle} Gerbaud, 53, rue des Aque-
ducs, à Gentilly, demande
place de conditionneuse. |
| M. Girey, 1, rue Alexandre-Pa-
rodi, demande remplace-
ments, tous les jours
(lundi excepté). | M ^{lle} Delahaye, 40, rue de Seine,
demande place de condi-
tionneuse ou de 2 ^e élève
débutante. |
| M ^{lle} Auzas, 21, rue du Roi-d'Alger,
demande place de garçon
de laboratoire. | M ^{me} Dupont, 10, rue Grange-aux-
Belles, demande place de
conditionneuse. |
| M ^{lle} Bors, 50, rue Mazarine, de-
mande place de garçon de
laboratoire. | M ^{lle} Gaudon, 16 bis, rue du Fort,
à Malakoff, demande place
de conditionneuse. |
| M ^{lle} Prand, 6, passage de Stin-
ville, demande place de
garçon de laboratoire. | M ^{me} Lalouette, 14, rue Gustave-
Courbet, demande place de
conditionneuse. |
| M. Huet, 54, rue Greneta, de-
mande place de garçon de
laboratoire. | M ^{me} Loisel, 38, rue de la Folie-
Méricourt, demande place
de conditionneuse. |
| M ^{lle} Requier, 33, rue des Ecoles,
demande place de caissière
ou de dactylographe. | |
| M ^{lle} Astruc, 81, avenue Mozart,
demande place de condi-
tionneuse. | |

(S'adresser au Service.)

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement
gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Acnase.	Eremine Badel.	Muciplasma.
Aenose.	Etach.	Myrciol.
Adramine.	Expector (cachets).	Nardol.
Agathos.	Falosol.	*Neurina.
Agrippal.	Florette Badel.	Nicéose.
Alcalinose.	Fondanol.	Nitranil.
Amibiasine.	Fondéol.	Nogaline.
*Arthrol.	*Fortis (Vin).	Nutrogol.
*Astérol.	Frimaphobine.	Odorantol.
Asudol.	Frusol.	*Ostéogénine.
Bacillysine.	Galioline.	*Oxol.
Balactine.	Gastro-Sodine.	Pallidal.
*Barraco.	Gazagnon.	Panpeptol.
Benzolactine.	Gloryss.	Pectosine.
Besal.	Gonodose.	Péruvaline.
Billeros.	Gourmosol.	Phagycor.
Billiryl.	Grippol (Anti-).	Phylactol.
Bretonyl.	Gueristomase.	Pubertol.
*Buriat (Vériane).	Hélétol.	Pulmoryl.
Camel.	*Hémoglofer.	*Remy-Santal.
Capillodose.	Hémoriline.	Rhemda.
Cédum (baume).	Histobol.	Salvargol.
Chocophytine.	Indianine.	Salvone.
Chromal.	Insensibiline.	Sanguipurine.
Cibacid.	Jost.	*Sanitine (poudre).
Cibasol.	Juvarine.	Sanva.
Crozil.	Juvenis (Elixir).	Sat.
Cussetine.	Keletine.	Serofumina.
Cutanophiline.	Kentanol.	*Sicca (Pommade).
Cybol.	Kolasthène.	Simatol.
Cytargol.	Lanasol.	Stechol.
Cytarsan.	Ledol.	*Sthénosine.
Damar.	Limopurgose.	*Sylvanol.
*Daru (Docteur).	Lipo-Serum.	Tercolène.
*Dausse (Formine).	Lipogyre.	Trical (Baby).
Dermacéine.	*Livoniennes (Gouttes).	Universus.
Dermopate.	Lombricose.	Uracil.
Doline.	Lubrol.	Uralène.
*Dolorine.	Lubrosode.	*Valcluse.
Dulcifiantine.	Maroid.	Valoria.
Dynogénol.	*Marondyl.	Vanucéol.
Ectosine Badel.	Metagol.	Virilase.
Eldine Badel.	Minella.	Visualine.
Eno (sal).	Mirciol.	*Wilson (Toni-).
Erem.	Miseptol.	Zofal.

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques.

J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

19097. — Pas. Imp. VILLAIN et BAR, 22, rue Dussoubs. — 5-1919.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Juin 1919.

SOMMAIRE

Avis très important, p. 183. — Disette de sucre, p. 184. — Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine : Loi sur la journée de huit heures ; Les 8 heures dans la pharmacie, p. 185. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 10 juin 1919, p. 188. — Lettre de démission de M. C. CAIXON, archiviste de Chambre syndicale, p. 197. — Nécrologie, p. 199. — Distinctions honorifiques, p. 199. — Rapport de la Commission au sujet de la défense professionnelle, p. 200. — Bibliographie, p. 210. — Le pli cacheté, p. 211. — La prévoyance pharmaceutique, p. 217. — Informations, p. 218. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 220. — Marques de Fabrique, p. 222.

AVIS TRÈS IMPORTANT

En vue de la publication en juillet d'un nouveau *Bulletin de Variations*, nous demandons instamment à nos confrères d'adresser au Président de la Chambre syndicale toutes les modifications de prix, additions de produits à mentionner dans ce *Bulletin*.

Il serait désirable de motiver ces changements de prix, par l'indication du prix le plus récent payé pour le produit dont on réclame la tarification nouvelle ou modifiée.

Nos confrères sont invités à adresser leurs réclamations immédiatement pour que tous les documents soient colligés en temps utile par la Commission du Tarif, l'une des plus importantes du Conseil d'administration de la Chambre syndicale.

Nous espérons que nos confrères tiendront le plus grand compte de cet avis suggéré, lors de notre Assemblée générale du 22 mai, par de nombreux confrères fournisseurs des Compagnies et des Sociétés de Secours mutuels.

LE BUREAU.

Bulletin de Variations au Tarif des fournitures pour accidents du Travail.

Le Tarif applicable au 1^{er} semestre 1919, adopté le 3 mai dernier par la sous-commission ministérielle, vient de paraître ; le demander à notre Siège social (prix : 0 fr. 40) port en sus (0 fr. 15 sous pli fermé).

DISETTE DE SUCRE

Depuis le milieu d'avril dernier, le sucre est devenu plus rare. Les pharmaciens français se plaignent amèrement de ne pas recevoir les quantités nécessaires aux préparations magistrales et officinales. La situation est encore pire en province, même au point de vue de la consommation familiale.

Pour ce qui regarde les pharmaciens de la Seine, nos confrères ont besoin d'avoir quelques jours de patience. Nous nous proposons de les mettre au courant des démarches réitérées faites par le Président et le Vice-Président de la Chambre syndicale.

M. BARTHET et moi nous avons vu, à plusieurs reprises, M. Marc HONNORAT, chef de la 2^e Division de la Préfecture de police.

Nous avons obtenu de lui qu'il donne satisfaction aux réclamations de tous nos confrères et spécialement de nos confrères démobilisés.

Nous avons la certitude que les attributions de la période de juin à novembre 1919 comportent les mêmes quantités que celles des attributions de novembre 1918 à mai 1919.

C'est un résultat appréciable, car nous n'avons pas oublié que l'an dernier, on avait fait subir une diminution de 15 % aux attributions de la période d'été déjà restreintes par rapport aux attributions de la période d'hiver.

Les cartes d'été doivent être retirées chez M. DREUX, 41, rue Volta, sur présentation de la carte d'hiver périmée.

Quand le *Bulletin* parviendra à nos confrères, nous avons l'espoir que le solde de mai, un quart environ de l'attribution totale de mai, aura pu être réparti aux pharmaciens qui n'ont pas touché le sucre du mois de mai.

Le retard n'est pas imputable à M. DREUX qui a payé d'avance, depuis plusieurs semaines, toute la quantité à répartir pour mai et juin.

Ces constatations faites sur documents gracieusement mis sous nos yeux, nous avons dû nous adresser au Ministère du Ravitaillement.

M. NOËL, chef du bureau des sucres, avec lequel nous nous sommes entretenu, deux fois dans la même journée, pour lui exposer toutes les réclamations justifiées des pharmaciens, nous a remis un bon de priorité nous plaçant dans les mêmes conditions que les attributaires de la consommation familiale.

Les pharmaciens vendant au détail seront servis ainsi avant les attributaires de l'industrie.

Mais... porteurs de ce bon du Ministre du Ravitaillement, nous nous sommes présentés, en compagnie de M. DREUX, aux Entrepôts des sucres.

Le Directeur de ces Entrepôts nous a affirmé que vingt tonnes seraient mises à la disposition de M. DREUX, au premier jour.

Les Entrepôts n'avaient pas, le 25 mai, une tonne de sucre disponible. Plusieurs bateaux sont à quai, ces jours-ci : des trains complets partent de Nantes et de Dunkerque.

La situation est encore critique, mais dans la quinzaine on espère, à la direction des Entrepôts, avoir des arrivages réguliers.

Nous avons relaté, en toute sincérité, l'état d'une question qui préoccupe depuis plusieurs semaines le Bureau de la Chambre syndicale.

Nous avons conscience d'avoir fait notre devoir et nous affirmons que partout vos représentants ont reçu l'accueil empressé que méritent ceux qui défendent les intérêts professionnels.

Nous avons procédé à des sondages, chez des épiciers de quartiers et dans les baraques Vilgrain; là aussi, il y a pénurie de sucre; tous nos confrères peuvent constater par eux-mêmes le fait que la consommation familiale n'est pas assurée, même à Paris, la ville qu'on favoriserait plutôt, pour des motifs d'ordre particulier.

Les représentants qualifiés qui nous ont reçus, nous ont donné l'assurance que ces retards regrettables ne priveraient aucun de nos confrères des quantités portées sur les cartes.

J. FEUILLOUX.

COMITÉ INTERSYNDICAL DES PHARMACIENS DE LA SEINE

LOI SUR LA JOURNÉE DE 8 HEURES

Depuis le début de mai, le Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine a tenu plusieurs séances pour étudier la loi du 23 avril et ses répercussions possibles sur l'exercice de la profession. Dans le compte-rendu de l'Assemblée générale du 22 mai, nos confrères ont été informés des pourparlers engagés avec le Syndicat des Préparateurs à la suite de la lettre suivante :

Lettre du Syndicat des Préparateurs en Pharmacie (Bourse du Travail), Paris.

Paris, le 10 mai 1919.

Dans sa séance du 9 mai 1919, le Syndicat des préparateurs a envisagé les conditions de travail et de salaires sur les bases suivantes :

Journée de huit heures pour tout le personnel commençant le matin à 8 heures pour finir à 19 heures, coupés par un repos de midi à 15 heures ou bien :

De 8 heures à midi et de 14 heures à 19 heures les cinq premiers jours de la semaine, le samedi de 9 heures à midi.

Cette méthode servirait surtout à assurer l'application de la semaine anglaise aux dames employées.

Une troisième méthode consisterait à faire 48 heures en 5 jours, et laisserait au personnel 2 jours de liberté par semaine.

En ce qui concerne les salaires il a été décidé de vous soumettre les conditions suivantes :

1^{er} préparateur 600 francs.

2^e préparateur 500 francs, garçon de laboratoire 400 francs.

Conditionneuse 300 francs.

Ces tarifs s'appliquent au personnel âgé de plus de 18 ans et sont des conditions minimum.

Pour les dames, le Syndicat décide d'appliquer le tarif sur la base suivante : qui se résume à la formule juste et bien connue :

A travail égal, salaire égal.

En ce qui concerne le service de nuit le Syndicat décide de faire appel au Conseil municipal et à la Préfecture de police pour l'organisation de pharmacies municipales de nuit.

Décisions prises en Assemblée le 9 mai 1919.

Le Secrétaire général,
DIEM.

Le premier exposé des vues du Comité intersyndical n'ayant pas été jugé assez explicite par le Syndicat des Préparateurs, communication lui a été faite de l'ordre du jour ci-dessous adopté à l'unanimité, le 11 juin, par le Comité intersyndical.

Paris, le 11 juin 1919.

Les représentants autorisés des pharmaciens de la Seine, en présence des menaces de grève annoncées par la voie des journaux par le Syndicat des préparateurs en pharmacie, tiennent à prévenir le public que le service pharmaceutique sera assuré quoi qu'il arrive.

En réponse aux revendications formulées par le Syndicat des préparateurs en pharmacie, l'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité par le Comité patronal :

« Considérant que la Pharmacie ne peut être comparée à aucune autre profession, mais qu'elle est en relation étroite avec les heures de consultation des médecins et leurs heures de visite à domicile, heures que la loi ne saurait réglementer ;

« Considérant qu'en l'état actuel des choses l'application intégrale de la loi de huit heures amènerait une perturbation préjudiciable aux malades et à la population parisienne ;

« Considérant qu'aux surplus, le service de nuit est assuré depuis déjà longtemps et exclusivement par les pharmaciens eux-mêmes.

« Le Comité intersyndical, parlant au nom de la presque totalité des pharmaciens de la Seine, décide néanmoins d'engager les pharmaciens à réduire, dès ce jour, les heures de travail de leur personnel, dans la mesure compatible avec les besoins du public des quartiers où ils exercent, jusqu'à la promulgation des règlements d'administration publique prévus par la loi, estimant par cette résolution concilier tous les intérêts en jeu et respecter la loi dans sa lettre et dans son esprit ;

« Sur la question des salaires, le Comité intersyndical accepte comme base de discussion l'échelle proposée par les groupements d'employés en pharmacie, base devant nécessairement varier suivant la compétence de chacun et le rendement de son travail. »

Cet ordre du jour n'a pas donné suffisante satisfaction au Syndicat des Préparateurs ainsi que nous l'avons appris, le 14 juin, par la lecture du journal *L'Humanité* qui s'exprime ainsi :

LES 8 HEURES DANS LA PHARMACIE (1)

Nous avons déjà mis nos lecteurs au courant des pourparlers engagés entre le Syndicat des préparateurs en pharmacie et les Chambres syndicales patronales pour l'application de la loi de huit heures et l'établissement des minima de salaires. Les préparateurs avaient exigé une réponse pour hier avant midi. Ils se sont réunis le soir, à la Bourse du Travail, sous la présidence de Cousin, assisté de Levasseur et Bertin, pour prendre connaissance de cette réponse.

DIEM, secrétaire du Syndicat, exposa la situation, qui se résume en un refus des patrons pour l'application des huit heures, s'abritant derrière les soi-disant nécessités de l'intérêt public pour défendre leurs propres intérêts. Pour les salaires, les patrons n'acceptent que d'une façon équivoque la discussion sur les bases proposées par le Syndicat (préparateurs : 600 et 500 francs; ouvriers de laboratoire, 400; conditionneuses, 300).

Après une allocution de LAURENT, secrétaire adjoint de la C. G. T., les préparateurs décidèrent, avant de commencer une action décisive, de tenter un dernier effort de conciliation en saisissant les Ministres compétents de leurs revendications qui — des opinions autorisées l'attestent — peuvent parfaitement se concilier avec l'intérêt du public que les préparateurs n'ont jamais voulu méconnaître. »

Depuis cette réunion des Préparateurs, tenue dans la soirée du 13 juin, le Comité intersyndical a nommé une délégation qui a été reçue par M. le Ministre du Travail, le 25 juin.

Présentée par M. le sénateur LIMOUZIN-LAPLANCHE, et MM. les députés VINCENT et CABROL, la délégation comprenait MM. CORDIER et LOISEL (de Beauvais), CRINON, COLLARD, pour l'Association générale; D^r BERTHE, pour le Syndicat des Pharmacies Commerciales; MM. BARTHET et DUFAU, pour la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine.

M. le Ministre du Travail a écouté avec intérêt les représentants des Syndicats pharmaceutiques et leur a demandé de rédiger un mémoire en vue de l'établissement du règlement d'administration publique sur l'application en pharmacie de la loi du 23 avril 1919.

Le Comité intersyndical est de nouveau convoqué le 28 juin pour continuer à chercher la solution la plus conforme aux intérêts de tous.

J. F.

(1) *L'Humanité* du 14 juin 1919.

Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 10 juin 1919.

Présidence de M. BARTHET, Président.

Etaient présents : MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, CRINON, COULLON, CORDIER, NORMAND, HERBAIN, COLLIN, COLLESSON, BOINOT, DELMOND, WALTER, GRÉS, FAYOL, LOISEL et POUILH.

En ouvrant la séance M. le Président regrette de ne pouvoir pas souhaiter la bienvenue aux deux nouveaux membres du Conseil, MM. BERTHET et ROESKE qui sont absents et excusés.

M. le Président prononce ensuite l'allocution suivante :

« MES CHERS CONFRÈRES,

« Le nouveau Bureau de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, que votre confiance a présenté aux suffrages de notre dernière Assemblée générale, et qui, officiellement, prend aujourd'hui contact avec vous, a nettement conscience de la lourde tâche qu'il devra remplir.

« Si, en se présentant devant vous, il ne se méprend nullement sur l'importance des responsabilités qu'il aura à assumer, il est nettement persuadé, qu'en retour, il trouvera de votre part une précieuse collaboration. C'est dans cette pensée de concorde, d'union vers un but commun, qu'il puisera la force agissante dont il a et aura besoin et qu'il veut mettre, avec tout le dévouement dont il est capable, au service de la cause syndicale.

« Cette longue guerre, durant laquelle toutes pensées et toutes actions ont été mises sans réserve et avec une foi inébranlable au service sacré de la patrie assaillie, a laissé à l'arrière-plan nos travaux inachevés ; les discussions, les controverses, les critiques se sont soudainement apaisées devant le danger qui menaçait nos foyers ; mais, maintenant que l'orage est passé, toutes les questions restées en suspens reviennent d'elles-mêmes au jour, avec plus d'importance, plus d'urgence que jamais.

« Aussi, Messieurs, devons-nous, tous, subordonner nos efforts à la grandeur de la tâche à accomplir et votre Bureau vous demande votre collaboration avec le ferme espoir que son appel sera entendu de vous.

« Et vous la lui donnerez surtout, et avec un maximum d'efficacité, par un travail soutenu au sein des Commissions que vous allez constituer tout à l'heure.

« Le travail le plus fructueux se fait surtout en Commission. C'est là, dans un cercle restreint, au calme, que les questions à résoudre sont examinées à fond et disséquées ; c'est là que les arguments produits au cours des discussions ressortent nettement et avec toute leur valeur. C'est là qu'ils sont aussi le plus écoutés.

« C'est pourquoi votre Bureau et votre Président en particulier tiendront à ce que les Commissions fixées par les Statuts se réunissent régulièrement. Les questions importantes leur seront renvoyées pour étude ; un rapporteur mettra ensuite le Conseil au courant des travaux, effectués, transmettra les propositions motivées, pour qu'en séance, le Conseil d'administration puisse statuer en toute connaissance de cause.

« En échange de cette collaboration intime qui vous est demandée, votre Bureau aura à cœur, n'en doutez pas, de vous tenir au courant de ses faits et gestes, des démarches qu'il aura faites, des décisions urgentes qu'il aura dû prendre, afin que vous, délégués des circonscriptions syndicales, vous puissiez, en toute liberté, formuler au nom de vos mandants, vos approbations ou vos critiques.

« Votre Président a conscience de la grande responsabilité qu'il détient des Statuts ; il vous apporte tout son dévouement, toute sa ferme volonté de faire œuvre utile et il tiendra toujours à s'entourer des avis précieux que lui fourniront ses collaborateurs directs.

« La grande pensée qui le guidera, c'est que notre Chambre syndicale doit être et doit rester une grande famille. Conciliation, en excluant cependant toute faiblesse, voilà le principe dont il entend s'inspirer. Il estime ainsi, qu'en se montrant conciliateur dans les différends qui peuvent surgir entre confrères, il servira utilement la cause commune.

« Il faut en effet que nous soyons bien unis, parce qu'il faut nous montrer forts. Et, seuls, les forts peuvent faire valoir, avec quelque chance de succès, la justesse de leurs desiderata.

« C'est dans ce but que notre groupement continuera son active collaboration au Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine qui, vous le savez, englobe les représentants de la quasi-unanimité des pharmaciens ayant officine ouverte dans notre département. Nous nous efforcerons toujours d'y défendre les intérêts du pharmacien, du petit pharmacien surtout, et nous y étudierons avec soin les mesures pouvant concilier la dignité et l'intérêt légitime de nos confrères avec l'intérêt du public.

« Votre Président, d'autre part, n'aura garde de se rappeler qu'il fait partie depuis plusieurs années, comme Secrétaire général, du Bureau d'une Société d'arrondissement, la « Société de l'Etoile ». Il aura à cœur, n'en doutez pas, de contribuer à donner un nouvel essor à la Fédération des Sociétés d'arrondissement qui a rendu, jusqu'à la guerre, de précieux services à la profession, en se spécialisant dans l'étude des questions se rattachant plus particulièrement aux intérêts commerciaux de la pharmacie.

« Votre Comité disciplinaire, lui aussi, va renaitre et reprendre sous peu une nouvelle activité qui s'augmentera rapidement. Votre Bureau prendra sa part dans cette prochaine réorganisation.

« Enfin, vous savez, mes chers confrères, que notre Chambre syndicale a toujours été, à l'Association générale un Syndicat d'avant-garde.

« Vos délégués du Bureau au Conseil de l'A. G., chercheront dans les débats qui y auront lieu à bien se pénétrer du point de vue « parisien » des questions en examen, et dans ce mot de « parisien », j'en-

globe bien entendu aussi la banlieue, dont les intérêts, au point de vue pharmaceutique, sont à peu près semblables à ceux de Paris.

« Messieurs, votre Président a tenu à vous indiquer simplement les idées générales qui l'inspireront dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié, sans vouloir en aucune façon vous obliger à entendre un discours-programme.

« Ces idées directrices se résument en deux mots : conciliation, d'une part, et d'autre part, fermeté.

« Respectueux des décisions, librement prises, de la majorité, il en poursuivra l'exécution avec ponctualité et diligence, n'ayant souci que de l'intérêt commun.

« Confiant dans les résultats fructueux d'une collaboration intime entre le Bureau et le Conseil d'administration, le Président de la Chambre syndicale vous convie à travailler à la prospérité de notre chère profession. »

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai le plaisir de vous faire part d'une nouvelle que vous connaissez peut-être, l'élection de notre Maître, le professeur BOURQUELOT, à l'Académie des sciences. Aussitôt que le Bureau en a eu connaissance, nous avons écrit à M. BOURQUELOT, au nom de la Chambre syndicale, pour lui adresser toutes nos félicitations et notre respectueux dévouement.

Notre confrère, M. GOUDAL, nous fait part du mariage de sa fille avec M. Marcel JOURDAN.

Le Conseil adresse à M. GOUDAL toutes ses cordiales félicitations.

Correspondance. — **M. LE PRÉSIDENT.** — M. LENAIN, membre du Conseil d'administration, nous adresse la lettre suivante :

« Lors de l'expiration de mon mandat, dans le courant de la guerre, je vous avais prié de confier les intérêts de ma circonscription à un confrère non mobilisé, mais très aimablement vous avez voulu maintenir ma candidature.

« Maintenant que je suis de retour, je suis obligé de constater que malheureusement mes prévisions d'alors sont justes.

« Me trouvant donc dans l'impossibilité absolue de m'absenter, par suite d'assister aux réunions du Conseil et des Commissions, je vous serais très obligé d'accepter ma démission.

« Je garde le meilleur souvenir de tous mes collègues et vous prie de croire, mon cher Président, à mes sentiments très amicaux. »

J'ai vu M. LENAIN, je crois que sa décision est irrévocable, il a beaucoup à faire et il faudra donc que sa circonscription soit réunie pour lui nommer un successeur. M. LENAIN a toujours été un collaborateur extrêmement dévoué, qui a pris une part très grande dans les questions soumises à la Commission d'Etudes ; nous conserverons de lui un souvenir tout à fait cordial.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu également de notre Président honoraire, M. LAURENCIN, la lettre ainsi conçue :

« Les cinq longues années passées à la Chambre syndicale ont été une lourde charge pour moi. Aussi, je vous avoue bien franchement que je ne me sens pas le courage de donner un nouvel effort pendant quatre années encore.

« Je vous adresse donc, par la présente, ma démission de membre du Conseil d'administration.

« Mon mandat de conseiller à l'A. G. se terminant à la prochaine Assemblée générale de celle-ci, vous voudrez bien également me faire désigner un successeur pour cette époque.

« Avec tous mes regrets, je vous prie d'agréer, mon cher Président, pour vous et tous mes collègues, la nouvelle assurance de mes sentiments les meilleurs. »

Je ne voudrais pas laisser partir notre Président honoraire avant de dire combien nous avons été touchés des efforts considérables qu'il a accomplis pendant la guerre, avec deux ou trois membres du Bureau et je suis certain d'être votre interprète à tous en lui adressant les regrets unanimes de tous ceux qui l'ont vu ici à l'œuvre pendant de si longues années.

M. le Président lit au Conseil la lettre suivante qui lui a été adressée par M. L. G. TORAUDE :

« J'ai prié mon confrère et ami M. DUFAU de vous informer de mon départ et par suite de l'impossibilité dans laquelle j'allais me trouver d'assister à vos séances.

« D'un autre côté, la mission qui m'avait été confiée d'établir, en collaboration avec M. DELANNOY et M. DUFAU, un rapport sur l'étude de la modification de certains points des Statuts de la Chambre syndicale, étant remplie, ma présence n'a plus sa raison d'être au sein des Commissions nouvelles. Je n'avais accepté d'ailleurs la mission en question qu'à la condition expresse de ne pas m'engager d'avantage, mes occupations étant, comme vous le savez, considérables.

« Du reste, mon ami DUFAU qui connaît mon existence pourra vous expliquer que je n'ai pas un instant à moi.

« Avec l'expression de tous mes regrets, veuillez agréer, Monsieur le Président et cher confrère, mes assurances très distinguées. »

M. FEUILLOUX. — Voulez-vous me permettre d'ajouter, aux regrets qu'exprime M. TORAUDE, le regret non moins sincère que j'éprouve de cette décision. Après avoir établi un rapport en collaboration avec MM. DUFAU et DELANNOY, il est regrettable de voir la carence de M. TORAUDE se produire car il est évident que notre confrère devait avoir des arguments décisifs à opposer à des arguments qui pouvaient lui être opposés au cours des réunions de la Commission chargée par l'Assemblée générale d'étudier le rapport qu'il a lu le 22 mai.

Communication de l'Association générale. — M. le Secrétaire de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France nous informe qu'un Bulletin de variations au Tarif des accidents du travail, pour le premier semestre 1919, vient d'être fait. Il est en vente au prix de 0 fr. 40 l'exemplaire, port en sus (0 fr. 45 sous pli fermé).

Chambre syndicale des fabricants de produits pharmaceutiques. — La Chambre syndicale des fabricants de produits pharmaceutiques nous informe que, dans son Assemblée générale tenue le 6 mai courant, elle a composé son Bureau, pour l'année 1919, de la façon suivante :

Président	MM. J. FAURE, 4, rue Brunel.
Vice-Président	J. CASTANET, 10, rue de Constantinople.
Vice-Président	E. GALBRUN, 8, rue du Petit-Musc.
Secrétaire général	A. LANDRIN, 20, rue de La Rochefoucauld.
Secrétaire des séances	P. FUMOZE, 78, faubourg Saint-Denis.
Trésorier	L. SURUN, 165, rue Saint-Honoré.

Nomination du Directeur du « Bulletin ». — Conformément aux Statuts, M. le Président demande au Conseil de vouloir bien procéder à l'élection du Directeur du *Bulletin*. M. FEUILLOUX est réélu pour l'année 1919-1920.

Association générale des herboristes de France. — M. le Président fait part d'une longue lettre qui lui a été adressée par l'Association générale des herboristes de France, en réponse à diverses plaintes de confrères concernant des herboristes qui exerçaient illégalement la pharmacie.

Ce Syndicat, dans sa lettre, déclare se désolidariser nettement de ces quelques herboristes qui auraient pu contrevenir aux lois les concernant.

M. le Président fait part au Conseil qu'il a reçu, trop tard pour être présentée à la dernière Assemblée générale, une longue lettre de M. POSTEL relative à la situation actuelle des pharmaciens ayant été mobilisés.

M. BARTHET. — Il y aura lieu, je crois, de renvoyer les diverses questions traitées dans cette lettre aux Commissions compétentes.

M. LOISEL. — Lorsque les Commissions discuteront les divers points de cette lettre, on pourrait peut-être convoquer M. POSTEL.

M. FEUILLOUX. — Il s'est d'ailleurs mis à notre disposition.

M. POSTEL sera convoqué en temps utile.

Circonscriptions syndicales. — M. le Président informe le Conseil qu'il y aura lieu de réunir les 4^e et 10^e circonscriptions afin de pourvoir au remplacement de M. LENAIN, démissionnaire, et de M. WEILL, appelé au poste de Secrétaire-Adjoint.

Nomination des Commissions. — M. FEUILLOUX. — Avant de nommer les Commissions, voulez-vous me permettre de vous rappeler comment elles doivent fonctionner, d'après le règlement intérieur :

« Chaque Commission devra tenir un registre de ses délibérations où seront consignées les questions qui auront été discutées et les

« solutions proposées par la Commission. Le Secrétaire est chargé de « la tenue de ce registre. »

Il est donc bien entendu que vous accepterez de nommer l'un de vous rapporteur de la Commission dont vous ferez partie. Je rappelle en outre, que le règlement intérieur prévoit des dates de convocation pour chaque Commission.

De plus, puisqu'aujourd'hui le Conseil est presque au complet, il est bon de rappeler que lorsqu'un conseiller, sans motif valable, se sera absenté pendant trois réunions consécutives, il sera considéré comme démissionnaire.

Après délibération, le Conseil établit comme suit les diverses Commissions de la Chambre syndicale :

Conseil de famille. — MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, COULLON, CRINON, CORDIER.

Commission du contentieux. — MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, CORDIER, LONGUET, HERBAIN, COLLIN, DELMOND, LOISEL.

Commission d'études. — MM. FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, CORDIER, LONGUET, le délégué de la 4^e circonscription, BERTHET, COLLESSON, le délégué de la 10^e circonscription.

Commission de la mutualité. — MM. BERNHARD, le délégué de la 4^e circonscription, PELLISSIER, BARTHET, GRÈS, FAYOL, POUILH, ROESKE.

Commission des intérêts commerciaux. — MM. FEUILLOUX, NORMAND, le délégué de la 4^e circonscription, PELLISSIER, BERTHET, BOINOT, WALTER, FAYOL, POUILH, le délégué de la 10^e circonscription.

Commission du Tarif. — MM. BARTHET, BERNHARD, WEILL, LONGUET, HERBAIN, COLLIN, WALTER, TRINQUART, GRÈS, ROESKE, le délégué de la 10^e circonscription.

Commission des finances. — MM. HERBAIN, BOINOT, LOISEL.

Commission du Bulletin. — MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL et LONGUET.

M. CORDIER. — Il serait bon d'indiquer dans le *Bulletin* que la Commission du Tarif devant se réunir à telle date, les confrères qui auront des propositions pour les modifications à apporter au Tarif, voudront bien les transmettre au Président de la Chambre syndicale.

Conseil d'administration de l'Association générale. — M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil d'administration de l'A. G. s'est réuni le 1^{er} juin dernier. Je vais vous dire en quelques mots ce qui a été adopté.

La prochaine Assemblée générale de l'A. G. se tiendra à Strasbourg, entre le 20 août et le 5 septembre.

Au sujet du projet de loi sur la pharmacie, l'Association générale s'efforcera de faire adopter les amendements contenus dans le projet rapporté par M. SCHMIDT, député, en 1914.

En ce qui concerne le projet des gradués en pharmacie, le Conseil de l'A. G. a repoussé la proposition de loi instituant des gradués en pharmacie.

Pour la loi sur les pensions, vous savez que les réformés de la guerre ont droit aux soins médicaux et pharmaceutiques gratuits. Ces soins doivent être payés par l'Etat. Le libre choix du pharmacien et du médecin est accepté et l'établissement des frais pharmaceutiques se fera après entente avec les groupements professionnels. A ce sujet, j'ai reçu ainsi que M. COLLARD, une convocation pour me rendre à la Préfecture de la Seine. Nous nous sommes trouvés avec les médecins ; le Secrétaire général de la Préfecture de la Seine a enregistré leurs protestations pour les transmettre au Ministre. En ce qui nous concerne, le Syndicat des pharmacies commerciales était également représenté par son Président, M. BERTHE. Nous avons demandé l'adoption du Tarif de l'Association générale avec ses Bulletins de variations à jour et sans aucune remise. Nous nous attendons maintenant à être convoqués d'ici quelques jours au Ministère où nous soutiendrons notre même proposition.

M. LE PRÉSIDENT. — Au Conseil de l'A. G., il a été admis que la contribution des Syndicats affiliés à l'A. G. était absolument insuffisante. Après une longue discussion, il a été adopté un vœu tendant à porter à 8 francs au lieu de 3 francs la cotisation que doivent verser pour chacun de ses membres, les Syndicats pharmaceutiques.

En ce qui concerne la Chambre syndicale de la Seine, j'ai fait une réserve. J'ai dit que certains Syndicats, faisant partie de l'Association générale, ne versent pas intégralement leurs cotisations et qu'avant de parler de mesures exceptionnelles, il y aurait lieu d'examiner si tous les Syndicats versent entièrement l'argent qu'ils doivent donner. Le Trésorier m'a répondu qu'en effet, depuis la guerre, certains Syndicats n'avaient pas donné signe de vie mais, qu'avant les hostilités la presque unanimité des Syndicats versaient intégralement leur contribution à l'A. G.

M. CRINON. — C'est exact.

M. LOISEL. — On a même reproché à notre Chambre syndicale de la Seine de ne pas verser intégralement ses cotisations.

M. COULLON. — J'ai versé les cotisations en défalquant les membres qui n'avaient pas payé, le montant du loyer et du téléphone et les 500 francs accordés à une pensionnée de l'Association générale.

M. BARTHET. — Notre contribution à l'A. G. devant être éventuellement portée à 8 francs, il y aurait lieu évidemment d'augmenter notre cotisation syndicale.

M. CORDIER. — Il faudra que vous arriviez à la prochaine Assemblée générale de l'A. G. avec un mandat donné par la Chambre syndicale. Par conséquent, dès aujourd'hui, il faut que vous portiez cette question à l'étude d'une Commission.

M. BARTHET. — Vous savez qu'à la dernière Assemblée générale il a été décidé que la Commission mixte allait se réunir rapidement et, dès

que ses travaux seraient terminés, elle devait provoquer la réunion d'une Assemblée générale extraordinaire pour modifier ses Statuts, si cela est reconnu nécessaire. On pourrait donc très bien, à cette Assemblée générale, demander le vote de l'augmentation des cotisations.

M. FEUILLOUX. — Ce sera trop tard.

M. CORDIER. — Si vous voulez réorganiser l'Association générale, il faut de l'argent, par conséquent il faudra bien faire appel aux Syndicats.

M. BERNHARD. — Nous n'avons plus guère qu'un mois, l'Assemblée générale de l'A. G. devant avoir lieu en août.

M. BARTHET. — Quand je vais réunir la Commission mixte élue par l'Assemblée générale, je vais attirer tout particulièrement son attention sur cette question afin qu'elle transmette son rapport le plus tôt possible au Conseil.

M. COLLESSON. — Il faudrait savoir d'abord comment l'Association générale va se réorganiser et si ces services seront en rapport avec l'argent que nous lui donnerons.

M. CORDIER. — Si on veut une organisation permanente, il faut évidemment une augmentation contributive de la part des Syndicats, et celle de 5 francs n'est pas exagérée. Quant à la réorganisation de l'Association générale, c'est justement à la Commission d'Etudes de la Chambre syndicale qu'il appartient de demander comment l'A. G. entend se transformer.

M. CRINON. — L'Association générale ne peut pas répondre avant qu'il y ait une décision prise par les Syndicats.

M. BARTHET. — La Commission pourra toujours entendre M. CORDIER qui a été chargé de porter cette question devant notre Conseil.

M. CORDIER. — On ne peut pas apporter un projet d'organisation avant d'avoir l'assurance de l'augmentation de la cotisation. C'est pour cela qu'il faut profiter de cette occasion qui s'offre d'une réorganisation, pour demander en même temps l'augmentation de la part contributive des membres de la Chambre syndicale.

M. LOISEL. — Il y a un moyen bien simple d'entretenir nos Sociétaires de cette question. Puisque, statutairement, nous devons réunir les membres de chaque circonscription, il semble que l'une des questions les plus importantes à leur poser sera celle-là : « Désirez-vous une fédération agissante et, dans ces conditions, êtes-vous d'avis d'augmenter votre cotisation ? » On fera ensuite adopter ce projet par l'Assemblée générale.

M. BARTHET. — Enfin, le Conseil de l'A. G. a décidé, au sujet de la

réglementation des spécialités, d'adopter le projet de réunir une Commission pour réorganiser la Commission d'arbitrage.

Procès-verbaux des séances du Conseil d'administration. — M. FEUILLOUX. — Je crois que dans l'intérêt des délibérations du Conseil, et en vue de traduire exactement les interventions orales de chacun de ceux qui prennent part à la discussion, le texte de la sténographie pourrait être soumis à chaque conseiller, pour qu'il pût relire ce qu'il a improvisé.

M. BARTHET. — Je mets aux voix la proposition de M. FEUILLOUX d'envoyer, *sur leur demande*, à nos confrères la partie sténographiée de leur intervention. (Adopté.)

Admissions. — Au sujet des candidatures à la Chambre syndicale, le Conseil décide que désormais les enquêtes seront faites par les délégués des circonscriptions.

En outre, les parrains choisis par nos confrères qui sollicitent leur admission devront signer sur la feuille de candidature.

MM. DREYER-DUFER (Paul-Auguste), 79, rue de la Chapelle, Paris ; parrains : MM. BARTHET et GORET.

LEGRAND (Louis-Jules), 20, rue des Trois-Frères, Paris ; parrains : MM. CHAIDRON et ABBES.

MORIN (Julien-Lucien), 81, boulevard de Clichy, Paris ; parrains : MM. ROUSSEL et METRINAL.

SERINDAT (Jean), 22, rue Poncelet, Paris ; parrains : MM. LAPOUGE et DELORT.

VIRATELLE (Jean), 38, rue Godefroy, à Puteaux ; parrains : MM. PY et TESSIAU.

Candidatures nouvelles. — M. ARNAUD (Henri), 18, rue Saint-Sulpice, Paris.

M. GIRARD (Robert-Léon), 347, rue de Vaugirard, Paris.

M. JACOB (Emile-Baptiste), 39, rue de l'Arcade, Paris.

M. LEGRAND (Léon-Paul-Joseph), 14, rue du Temple, Paris.

M. MARQ (Louis-René), 105, rue de Prony, Paris.

M. PASQUET (Charles), 30, rue Monge, Paris.

M. RENAN (Henry), 33, rue de Vaugirard, Paris.

M. ROUSSELET (Albert-Emile), 9, boulevard de la République, à Noisy-le-Sec.

M. ROY (Louis-Marie-Joseph), 26, rue Ramey, Paris.

M. VINCENT (Marcel), 12, rue du Pont-Neuf, Paris.

M. VINCENT (Georges), 12, rue du Pont-Neuf, Paris.

Démissions. — M. GUITTON, 401, rue des Pyrénées, Paris.

M. JARROUSSE, 75, avenue Gambetta, Paris.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

M. le Président fait part au Conseil d'une plainte adressée par un pharmacien de Lille, concernant une maison de Paris vendant des produits pharmaceutiques sans la participation d'un pharmacien.

Une enquête sera faite à ce sujet.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de Caisse qui se solde, au 31 mai dernier, par un excédent de 8.153 fr. 05.

Le Secrétaire général,

BERNHARD

LETTRE DE DÉMISSION

de M. C. CRINON, archiviste de la Chambre syndicale.

Paris, le 11 juin 1919.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis 1867, je fais partie du Conseil d'administration de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine. Depuis 52 ans, j'ai donc été le collaborateur de ceux qui vous ont précédé comme Président de cet important groupement, et pendant ce demi-siècle, j'ai régulièrement assisté, sauf de très rares exceptions, aux séances mensuelles du Conseil. Si je me suis ainsi perpétué dans les Conseils qui se sont succédés, c'est parce que les confrères qui en ont fait partie ont estimé que je serais susceptible, à cause de la compétence que j'avais acquise en matière de législation et de jurisprudence pharmaceutiques, de donner des renseignements utiles au point de vue de la défense des intérêts professionnels.

J'ai conscience d'avoir répondu, avec le plus entier dévouement à la confiance de mes confrères, et les archives de la Chambre syndicale en contiennent de nombreuses preuves.

Mais tout doit avoir une fin, et je considère les attaques injustifiées dont j'ai été l'objet, lors de la dernière Assemblée générale, comme constituant pour moi un prétexte me permettant de résigner les fonctions presque fictives dont j'étais investi. Je quitte le Conseil de la Chambre syndicale avec la conviction d'avoir rempli en toutes circonstances mon devoir envers ma profession.

Les jeunes confrères qui prétendent que je défends mal les intérêts des pharmaciens, oublient que c'est moi qui ai contribué à fonder l'Association générale et la Société Mutuelle d'assurance contre les accidents en pharmacie et qui ai assuré gratuitement l'administration de ces deux institutions, pendant 25 ans environ, c'est-à-dire jusqu'au moment où leur importance a exigé qu'on eut recours à d'autres méthodes administratives.

Mon honorabilité, mon désintéressement et mon indépendance sont

au-dessus de tout soupçon et je quitte le Conseil avec l'assurance que j'emporte dans ma retraite l'estime et la sympathie de tous les confrères impartiaux qui m'ont vu à l'œuvre.

Veuillez donc, Monsieur le Président, accepter la démission que je vous offre avec l'expression de mes sentiments dévoués et confraternels.

C. CRINON.

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine dont M. CRINON fait partie depuis 1868, ne refusera pas à son archiviste la démission qu'il a offerte à son Président dans un but *d'union, de concorde et d'apaisement*, à l'issue de la séance de la Commission mixte nommée lors de notre dernière Assemblée générale et devant laquelle M. CRINON a tenu expressément à fournir des explications sur les faits qui lui étaient reprochés.

Des divergences de vue ont motivé cette séparation.

Que M. CRINON, dans sa retraite, emporte l'assurance que la Commission mixte, ainsi que le Bureau, comme demain le Conseil d'administration sont unanimes pour lui adresser, avec leur témoignage d'estime, l'expression de leurs sentiments reconnaissants pour sa longue et appréciée collaboration au sein de nos groupements corporatifs.

Membre de la Chambre syndicale depuis 1864, M. CRINON après avoir gravi tous les échelons du Bureau comme Secrétaire adjoint, Secrétaire général, puis comme Vice-Président, a été porté à la Présidence en 1875. Il est archiviste de notre Conseil depuis 1877. Président du Comité central des Chambres syndicales en 1890, arbitre au Tribunal de Commerce en 1899, membre actuel de la Chambre de Commerce. M. CRINON a eu le mérite de comprendre de bonne heure l'importance grandissante des groupements fédératifs et d'attacher son nom à la création, en 1878, de notre grande Association générale qui ne comptait à cette époque que 800 membres; elle en a aujourd'hui 7.500.

La Société mutuelle d'assurance contre les accidents en pharmacie dont M. CRINON a été l'instigateur, comprend aujourd'hui 2.000 assurés et possède un capital de 200.000 francs. A côté d'avantages matériels intéressants sur les prix consentis par les Compagnies, cette Société assure en outre avec célérité, le règlement des sinistres éventuels sans que ceux-ci soient portés à la connaissance du public comme le font généralement les assureurs, dans un but de réclame.

Telles sont, brièvement rappelées les œuvres professionnelles que M. CRINON a évoquées et qu'il a contribué à fonder en méritant notre gratitude.

LE BUREAU.

NÉCROLOGIE

Nous avons le regret d'apprendre la mort de Madame Louis CHEVRET, née Marie BORDAS, décédée le 19 juin 1919, en son domicile à Saint-Etienne, dans sa 64^e année.

Madame CHEVRET était l'épouse de M. Louis CHEVRET, notre collègue du Conseil d'Administration de l'A. G., Directeur de la Nationale-Règlementation.

Les nombreux amis que M. Louis CHEVRET a toujours eus, parmi les membres de notre Chambre syndicale, prient notre sympathique confrère d'agréer leurs condoléances attristées.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Académie des Sciences

Nous sommes heureux d'annoncer la récente élection à l'Académie des Sciences, de M. le Professeur E. BOURQUELOT, en remplacement de M. JUNGFLIECH.

Le Bureau de la Chambre syndicale a adressé à notre Maître les félicitations des pharmaciens de la Seine.

Citations — Croix de Guerre

Notre confrère J. COLLIGNON, de Champigny (Seine), membre de la Chambre syndicale, a été honoré de la citation suivante :

« N'a cessé de donner, dans ses fonctions spéciales, une aide active et intelligente au commandement; a de plus accompli avec un zèle sans défaillance les diverses missions qui lui ont été confiées, notamment au cours des opérations sur l'Ailette et sur l'Aisne où il a assuré, avec un parfait dévouement, des liaisons difficiles et dangereuses. »

Par décret du Président de la République, sur la proposition du Ministre de la Justice (*Journal officiel* du 21 mai 1919), la Médaille de bronze de la Reconnaissance nationale est décernée à :

« M^{me} CORNET, née CHARLET (Claire), à Lorient : pourvue du diplôme de pharmacien, a, depuis le début des hostilités, prêté un concours gracieux et des plus utiles à l'hôpital auxiliaire n° 2, où, mettant toutes les connaissances par elle acquises, au service de cette formation, elle y a tenu la pharmacie avec un zèle et un dévouement qui ne se sont à aucun moment démentis. »

M^{me} CORNET-CHARLET, ancienne élève de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, est membre de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine et la femme du Directeur de l'Ecole d'hydrographie de Lorient.

RAPPORT

de la Commission chargée de proposer les modifications nécessaires à l'amélioration de l'organisation de la défense professionnelle (1).

MESSIEURS,

Le 16 mai 1918, l'Assemblée générale de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, adoptait la proposition suivante : *Nomination d'une Commission de six membres (trois membres du Conseil et trois membres pris en dehors de lui). Commission chargée de proposer des modifications nécessaires à l'amélioration de l'organisation de la défense professionnelle.* Après un court débat, l'Assemblée désignait MM. DELANNOY, DUFAY et TORAUDE, comme membres de la Commission figurant en dehors du Conseil. Les trois membres appartenant au Conseil devaient être désignés plus tard; ils ne l'ont pas été; les difficultés créées par l'état de guerre ne l'ont pas permis. La Commission, réduite à MM. DELANNOY, DUFAY et TORAUDE a donc dû se charger seule du travail demandé. Elle n'a pu se réunir autant qu'il eût été nécessaire. La mort est venue, par surcroît, la priver d'un des plus zélés d'entre eux, sinon le meilleur. Notre dévoué confrère, M. DELANNOY, nous a été cruellement enlevé, à la suite d'une opération dont l'issue a été fatale. Cette mort a été un grand malheur pour tous ceux qui connaissaient et estimaient si justement ce bon et brave homme; elle a été une perte irréparable pour la Commission qui s'est trouvée désorganisée et désemparée. C'est pourquoi les résultats que j'ai la difficile mission d'exposer à l'Assemblée générale de 1919 sont précaires et insuffisants. Ils méritent toute l'indulgence que je sollicite de la part de l'Assemblée.

Jamais l'expression célèbre : « la critique est aisée et l'art est difficile », n'a trouvé de plus juste emploi que dans le cas présent. Jamais aussi situation plus délicate ne s'est trouvée pour une Commission, chargée de proposer des modifications à un état de choses auquel tous les intéressés n'ont cessé d'apporter les preuves d'une bonne volonté constante et d'un dévouement aussi désintéressé qu'absolu.

Les propositions que cette Commission, réduite si malheureusement à deux membres, va émettre, ne sont donc pas des critiques; mais seulement des suggestions. Elle confie à l'Assemblée générale présente le soin de les faire siennes, si elle le juge à propos et d'en décider la mise à l'ordre du jour des travaux du prochain Conseil.

L'intérêt général de la profession est ici seul en jeu. Les amitiés et les préférences lui ont cédé le pas. Toutes les questions de personnalités ont disparu. D'ailleurs cet état d'esprit n'est pas nouveau. Les efforts admirables des dirigeants de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine dans la période difficile créée par la guerre et qui s'achève aujourd'hui, en sont la preuve; ils honorent ceux qui les ont fournis; ils assurent à leurs auteurs la gratitude infinie de tous leurs confrères.

(1) M. L.-G. TORAUDE, a donné lecture de ce rapport à l'Assemblée générale du 22 mai 1919.

Aussi est-ce par cet éloge à leur adresse que nous avons tenu à débiter; aucun ne fut mieux mérité.

La Commission a divisé son étude en six parties :

- 1° Considérations générales;
- 2° Amélioration des services;
- 3° Assemblées générales;
- 4° Travaux du Conseil;
- 5° Médaille syndicale;
- 6° Comité disciplinaire.

I. — Considérations générales.

La force d'un Syndicat réside dans la participation effective des membres qui le composent. Plus le contact est grand entre ses membres et leurs dirigeants, plus les résultats de cette collaboration sont profitables à tous. Il nous a semblé que les rapports entre la Chambre syndicale et ses composants n'étaient pas suffisamment liés; que les syndiqués se désintéressaient trop facilement de l'action à poursuivre et qu'ils n'apportaient pas un concours efficace aux efforts de leur Bureau. Nous en avons recherché les causes, ce qui nous a conduits à rechercher les moyens de les modifier. L'enquête à laquelle nous avons procédé nous a valu quelques observations, dont vous apprécierez l'exagération ou la valeur. Elles peuvent se résumer en deux points :

- a) Question des Conseillers.
- b) Question du Bureau.

A. — LES CONSEILLERS.

Voici ce qui nous a été dit :

« Comment voulez-vous que nous intervenions dans nos affaires professionnelles, syndicalement parlant ?

« En dehors des dates du paiement de la cotisation syndicale, en dehors de la lecture du *Bulletin* qui nous met au courant de ce qui est fait chaque mois en notre nom, sans que nous soyons consultés, la Chambre syndicale nous convoque simplement chaque année pour nous rappeler son action dans le cours de l'année précédente, et nous demander un vote d'approbation.

« Tous les deux ans nous sommes invités à approuver la nomination des membres du Bureau auxquels est confiée la Direction du vaisseau syndical, nomination faite en réalité en dehors de nous puisque notre vote est uniquement confirmatif et ne nous laisse aucun autre choix.

« Tous les trois ans cependant, nous sommes invités à élire un représentant au Conseil, mais comment, sans manquer aux règles des plus élémentaires convenances, remplacer un confrère dans une fonction pour laquelle il est indéfiniment rééligible ?

« Franchement les réunions auxquelles nous sommes convoqués dans ce but manquent d'intérêt; d'ailleurs, même à cette occasion, pourtant rare, les convocats négligent de poser devant nous une des mille questions d'actualité professionnelle dont le choix seul serait embarrassant et sur lesquelles on pourrait cependant sembler curieux de connaître notre avis.

« Nous savons bien que le délégué une fois renommé restera l'intermédiaire permanent entre les membres du Conseil et les Sociétaires », mais mesurez les distances kilométriques que certains sont exposés à parcourir pour se rapprocher de leur « intermédiaire permanent », si par malheur ils n'habitent pas le même arrondissement, ou la même localité.

« Nous avons bien lu dans les statuts que trois fois par an au moins les délégués devaient provoquer la réunion des circonscriptions pour recueillir les desiderata ou les doléances professionnels; mais nous devons reconnaître qu'ils mettent une discrétion exagérée à nous demander notre avis.

« Bref, avant de rendre responsables de leur stagnation ou de leur prétendue indifférence les syndiqués eux-mêmes, comprenez mieux leurs intérêts et leurs besoins et, pour ce faire, obtenez les modifications suivantes :

« 1° Rapprochement des distances en multipliant s'il le faut le nombre des délégués.

« 2° Attribution d'une part réelle de responsabilité pour nous dans le choix de nos dirigeants.

« 3° Impression que notre Chambre syndicale fonctionne suivant nos desiderata professionnels directement exprimés et non pas que nous devons uniquement marcher dans les voies choisies par des représentants que nous n'avons pas toujours nommés directement.

« 4° Justes proportions entre l'importance des services que nous attendons de l'action syndicale et l'importance croissante du nombre des membres syndiqués. »

Ces observations, Messieurs, constituent à elles seules un programme. En nous efforçant de le remplir, nous répondrons aux vœux exprimés et nous verrons bien alors si nos syndiqués enfin satisfaits, nous accordent le concours précieux de leur collaboration.

Une fois admis à la Chambre syndicale, le nouveau membre veut trouver une place plus largement offerte aux bonnes volontés, aux initiatives personnelles, mais aussi aux capacités, aux situations de ceux qui peuvent, par leurs relations ou leurs compétences, rendre des services à la collectivité.

Cette place, offrons-la leur. Nous demanderons en retour, — car, dans la question syndicale, il n'y a pas que des droits mais aussi des devoirs, — nous leur demanderons un empressement, une sollicitude, un apport constant de leur collaboration. Nous leur demanderons aussi de la discipline. Non pas la discipline aveugle de certains syndicats où l'abus de pouvoir cotoie souvent l'entrave à la liberté, mais une discipline de bon aloi, de courtoisie et d'intérêt commun.

Quoi qu'il en soit, pour répondre aux désirs exprimés, notre Commission propose de doubler le nombre des délégués dans chacune des circonscriptions actuelles, trop vastes pour qu'un contact réel puisse exister entre mandataire et syndiqué : (Nous employons à dessein le mot « délégué » qui signifie dans notre esprit non plus le délégué du syndiqué auprès du Conseil, mais le délégué du Conseil auprès du syndiqué). Les deux délégués seraient considérés, l'un comme délégué permanent

ou *Conseiller* (art. 3 et art. 4 des statuts) et l'autre comme délégué adjoint, chargé de seconder le délégué permanent et de le remplacer au Conseil dans les cas prévus aux articles 9 et 20.

Par ce moyen, non seulement vous augmenteriez les occasions de contact entre syndiqués et mandataires du Conseil, mais aussi vous réduiriez les contestations qui pourraient s'élever sur la validité des décisions prises par le Conseil en présence d'un trop petit nombre de conseillers (art. 41).

B. — QUESTION DU BUREAU.

Pour voir nos représentants, conformément au vœu de M. AUREILLE, parler haut devant les différents pouvoirs avec lesquels ils sont nécessairement en contact, il faut trouver le moyen d'accroître leur autorité, d'élargir les conditions dans lesquelles ils peuvent être choisis et de faciliter leur tâche au point de ne plus voir reculer, devant l'immensité du labeur à accomplir, des confrères extrêmement distingués dont les hautes qualités pourraient rendre à la cause syndicale les plus signalés services.

Le plus gros défaut de notre organisation actuelle réside, en effet, dans le fait que toute la charge de la direction syndicale pèse sur le Président.

Une amélioration sensible a été apportée à cet inconvénient depuis quelques années, non pas comme nous le voudrions dans une division bien marquée du travail syndical entre les différents membres du bureau, mais par une augmentation et un choix très heureux du personnel administratif et une amélioration de l'outillage de bureau.

A notre avis, cela n'est pas suffisant. Un Syndicat, comptant comme le nôtre, plus de mille membres, ne doit pas borner son ambition à l'expédition des affaires courantes, mais aller au devant des questions professionnelles qui peuvent tout à coup s'abattre sur notre pratique quotidienne, témoins : le décret sur les substances vénéneuses, l'obligation, à la Pharmacie, comme à tout autre commerce, d'une tenue régulière et légale de la comptabilité commerciale et, tout à fait d'actualité, la journée de 8 heures, la question des dispensaires antituberculeux et bientôt... l'assurance nationale contre la maladie.

Nous estimons que la direction d'un Syndicat comme le nôtre devrait être *partagée d'une manière effective* entre le Président, deux Vice-Présidents et le Secrétaire général, chaque membre du bureau assumant, devant le Conseil d'abord et devant l'Assemblée générale ensuite, la responsabilité réelle de sa part de gestion des intérêts qui lui ont été confiés.

La Commission propose donc de modifier l'article 6 de la manière suivante, ce qui élargit immédiatement le choix des dirigeants de notre Syndicat dans des conditions qui ne prêtent plus à la moindre critique :

ARTICLE 6.

« *Bureau.* — Le Bureau est nommé sur les propositions faites par le Conseil en nombre double des titulaires à nommer.

« Tout candidat à la *Présidence*, à la *Vice-Présidence*, ou au *Secrétariat général*, devra avoir fait partie du Conseil ou du Comité disciplinaire pendant deux années au moins.

« Le Secrétaire adjoint devra être choisi parmi les membres du Conseil en exercice. »

Ce n'est pas la première fois qu'un projet de ce genre est présenté au Conseil, mais jusqu'ici la proposition de porter à deux le nombre des Vice-Présidents, s'était heurtée à des susceptibilités personnelles, à des questions d'amour-propre qui l'avaient fait retirer par leurs auteurs.

Nous avons la bonne fortune, cette année, de voir appelé à la Vice-Présidence un confrère très au-dessus de pareilles considérations. Nous en profitons et cela nous enhardit à porter devant l'Assemblée générale une idée que nous serons heureux de lui voir discuter.

A ces *considérations générales*, nous ajouterons que notre regretté collègue DELANNOY était le champion de l'idée de développer l'importance de la cotisation syndicale en proportion du développement des services syndicaux. C'est une idée pleine de sagesse et d'une grande vue utilitaire. On ne fait rien avec rien. Rappelez-vous le mot d'un ministre célèbre : « Donnez-moi une bonne politique et je vous donnerai de bonnes finances. » Nous serions presque tentés d'employer cette même expression en la modifiant ainsi : « Rendez-nous des services de plus en plus considérables et nous vous donnerons un plus large crédit. » A nos Conseils d'étudier ce principe et de l'appliquer. Nous les soutiendrons.

II. — Amélioration des services.

Et, en effet, Messieurs, jamais la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine n'a compté autant de membres.

A l'accroissement des recettes qui en résulte doit correspondre une augmentation des services mis à la disposition des adhérents et une plus grande activité, si possible, dans leur fonctionnement.

Si nous n'envisageons ici que les services dépendant exclusivement de notre Chambre syndicale, ou fonctionnant sous son patronage, nous devons tout d'abord nous montrer particulièrement satisfaits de la prospérité de l'*Assurance mutuelle contre le bris des glaces* et féliciter son Président comme l'excellent technicien qui en assure la gestion.

Le service de placement pour le personnel a subi, dès avant la guerre, des modifications très heureuses dans son organisation.

Actuellement, grâce aussi à l'activité remarquable du personnel administratif que, galanterie mise à part, on ne saurait trop féliciter, ce service est certainement voisin de la perfection.

Mais comme nous ne devons pas oublier le rôle si délicat et cependant si utile qui nous a été confié, nous émettrons le vœu que revenant aux anciennes coutumes, les chiffres mesurant l'activité de ce service soient publiés chaque année dans le compte rendu des travaux du Conseil.

Ces chiffres ont, en effet, une utilité évidente en nous permettant d'apprécier les positions respectives de l'offre et de la demande en matière d'emplois en pharmacie.

Nous serions également heureux de voir donner à nos archives un classement permettant au personnel administratif de pouvoir répondre

immédiatement par des renseignements aussi précis et complets que possible aux questions de pratique professionnelle susceptibles d'intéresser nos sociétaires.

C'est, en un mot, un service de renseignement permanent que nous vous suggérons l'idée d'organiser.

III. — Assemblées générales.

Les rapports facilités entre délégués et syndiqués; la franchise qui en résultera; la confiance que, peu à peu, ses membres témoigneront à la Chambre syndicale; leur participation plus continue et leur liaison à l'action commune, amèneront, espérons-le, une affluence de plus en plus nombreuse à nos Assemblées générales.

Il faut que, dans l'intérêt bien compris de la profession, les interventions de nos sociétaires soient facilitées lors de cette grande réunion.

Pour que ces interventions puissent se produire, il faut gagner du temps. Le moyen nous en est offert par une décision qui figure dans notre règlement intérieur et que l'Association générale des Syndicats a faite sienne. Nous voulons parler de la publication préalable du rapport annuel sur les travaux du Conseil. Au lieu d'entendre la lecture de ce rapport en séance, nos confrères en prendront connaissance dans le *Bulletin*.

Ils pourront en souligner les passages qui les intéressent plus particulièrement et voter alors en connaissance complète.

Nous vous demandons donc de bien vouloir en décider ainsi et de solliciter de l'Assemblée un vote sur chaque partie du compte rendu, après discussion, s'il y a lieu, bien entendu.

IV. — Travaux du Conseil.

Trois suggestions des plus importantes ont trait à ce chapitre :

- a) Commission du Contentieux;
- b) Lutte contre l'exercice illégal de la profession;
- c) Agent judiciaire.

a) COMMISSION DU CONTENTIEUX.

Parmi les avantages offerts à ses membres par la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, figure au verso de la couverture de notre *Bulletin* syndical, la promesse de les conseiller et chaque fois que cela est possible, de leur donner tout concours pour l'heureuse solution de leurs difficultés personnelles.

Il y aurait, croyons-nous, un moyen de matérialiser, en quelque sorte, cette promesse qui ne figure ni aux Statuts, ni au Règlement intérieur, en mettant chaque semaine à la disposition de nos sociétaires la Commission du Contentieux définie à l'article 12, paragraphe 9 des Statuts (Travaux du Conseil).

Quel meilleur moyen de faire apprécier l'action véritablement confraternelle de notre Chambre syndicale que les entretiens particuliers

résultant de ce mode de fonctionnement de la Commission du Contentieux ou chacun, pour une question qui pourrait être urgente, pourrait raconter à un confrère bien renseigné, une des mille petites difficultés résultant de notre pratique quotidienne et en obtenir conseils et encouragements!

Si notre manière de voir était bien accueillie, voici comment elle pourrait figurer aux statuts :

Travaux du Conseil : Article 12.

9° *Commission du contentieux.* — Elle comprend les membres du bureau de la Chambre syndicale ainsi que les deux derniers *Présidents honoraires* : elle se réunit une fois par semaine.

Elle se tient à la disposition des membres de la Chambre syndicale pour les conseiller au sujet de leurs difficultés personnelles.

Cette Commission prépare et surveille l'action judiciaire de la Chambre syndicale avec le concours de l'Agent spécial.

En cas de nécessité elle a recours à ses conseillers judiciaires pour éclairer ses délibérations.

b) LUTTE CONTRE L'EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION

La protection de l'exercice de la Pharmacie contre les empiètements des professions étrangères est la base principale de notre action syndicale (art. 12).

C'est pourquoi l'action judiciaire est incontestablement la partie la plus lourde et la plus délicate des fonctions du Président.

L'article 13 des Statuts lui confie d'ailleurs, à cet effet « les pouvoirs les plus étendus pour, au nom du Syndicat, ester en justice, introduire toutes instances, y intervenir, y défendre, transiger, compromettre et faire enfin tout ce qu'il juge convenable aux intérêts de la Chambre syndicale ».

Ce qui rend ici les fonctions présidentielles parfois si lourdes, c'est (nous ne dirons pas pour lui dicter son devoir, mais pour lui permettre d'en mesurer l'étendue) c'est l'absence de toute base précise autre qu'une tradition purement verbale.

Cette tradition a toujours été l'application stricte de la loi de germinal, sauf pour les défenses épourvues de sanction (art. 32), sauf encore pour les articles relatifs aux « remèdes secrets » et cela en raison du désaccord permanent qui existe entre le sens donné à cette expression par la jurisprudence et celui que veulent lui donner les pharmaciens.

Bien entendu, nous n'entreprendrons pas ici de discuter les avantages et les inconvénients de la loi de germinal, pour ce qui est des intérêts pharmaceutiques, nous constaterons tout simplement que tant que nous n'aurons pas une nouvelle loi sur l'exercice de la pharmacie, enfin promulguée, la loi de germinal restera la seule arme mise à notre disposition pour la protection de l'exercice légal de la pharmacie contre les empiètements des professions étrangères, obligation formelle et fondamentale de nos Statuts.

Ceci étant admis et force nous est bien de l'admettre puisqu'il n'y a pas moyen de faire autrement, il ne s'ensuit pas que notre groupement syndical doive jouer le rôle odieux de pourvoyeur des tribunaux, rôle que des détracteurs insuffisamment renseignés lui ont reproché bien à tort; mais qu'il soit invité à apporter aux prescriptions de la loi et à l'interprétation qu'en a donné la jurisprudence tous les adoucissements que nos Assemblées générales pourront juger possibles.

Ce qui serait inadmissible, c'est qu'une juste équité ne prévailût pas et que l'on accordât aux uns ce qui serait impitoyablement refusé aux autres.

Il faut, au contraire, si des tolérances sont admises, qu'elles le soient ouvertement afin que chacun puisse en bénéficier ou s'en inspirer dans la conduite de ses intérêts privés.

Agir autrement ne servirait qu'à enhardir les professions étrangères dans leurs empiètements présents ou à venir et à gêner toute action judiciaire, par cette impression que le Conseil ou le bureau n'auraient pas cette liberté de mouvement sans laquelle ils ne sauraient prendre ni décision indiscutable ni précision dans son jugement.

C'est pourquoi nous présentons la proposition suivante, certains qu'elle obtiendra l'accueil mérité par notre désir d'établir la bonne entente générale sur des bases précises, nettement définies et ne donnant prise à aucun malentendu.

Travaux du Conseil (art. 12) :

« Sauf avis contraire, approuvé en Assemblée générale, l'action judiciaire de la Chambre syndicale est basée sur l'application de la loi de germinal amendée par les projets de loi ayant reçu l'approbation de l'Association générale.

c) AGENT JUDICIAIRE

Le corollaire de la proposition que nous venons d'exposer s'offre logiquement à nos esprits. Pour aider le Conseil dans ses décisions, le guider dans son action, l'éclairer sur ses droits légaux, le presser ou le retenir à l'heure des décisions nécessaires, la présence à ses côtés d'un agent judiciaire est tout à fait indispensable. Cet agent devra connaître les lois régissant l'exercice de la pharmacie et se tenir au courant des évolutions de la jurisprudence. C'est à lui que les affaires devront être exposées avant d'être engagées. C'est lui qui sera désigné, à l'occasion, pour intervenir et diriger les enquêtes. La juridiction pharmaceutique est très compliquée. Son application demande de la prudence autant que des connaissances approfondies. Le secours d'un agent judiciaire sera très profitable et son concours précieux.

Nous vous proposons donc de charger le Conseil de la Chambre syndicale d'examiner avec soin les moyens et conditions dans lesquels il pourrait attacher à son office les services d'un agent, ayant des capacités professionnelles reconnues.

V. — Médaille syndicale.

MESSIEURS,

Après vous avoir exposé les réclamations de nos syndiqués, essayé d'en tirer le bien-fondé et recherché d'accord avec vous, les meilleurs

moyens de leur donner satisfaction, nous les invitons à se joindre à nous pour offrir maintenant une récompense à ceux qui acceptent de remplir les fonctions syndicales et qui sacrifient une part de leur temps et de leurs efforts à la défense du patrimoine professionnel et à l'amélioration de notre sort commun.

Le but poursuivi par la Commission que vous avez nommée et que nous représentons si imparfaitement, n'est pas un but de simple critique. Considéré sous ce jour, il serait inique et nous n'en aurions pas accepté la poursuite, si nous n'avions pas, en même temps, entrevu, à côté de l'affirmation des responsabilités loyalement consenties, les encouragements et la récompense mérités par la constance et le dévouement de nos dirigeants. Nous nous sommes demandé sous quelle forme il serait possible de leur manifester notre gratitude.

Or, dans la force actuelle de notre organisation, seuls les Présidents honoraires sont l'objet d'une attention particulière par l'inscription de leurs noms en tête de la liste de nos sociétaires (art. 38).

Nous estimons pour notre part que tous ceux qui ont accepté et rempli des fonctions, soit au Conseil d'administration, soit au Comité disciplinaire, ont droit à une marque, si petite soit-elle, de reconnaissance syndicale.

Ce témoignage de reconnaissance, il existe : c'est la médaille syndicale décernée à ceux de nos sociétaires restés 45 ans dans nos rangs.

Notre proposition a pour objet d'accorder, à ceux qui ont travaillé d'une manière effective à la défense professionnelle, le droit à cette médaille de reconnaissance syndicale.

Nous la présentons sous la simple forme que voici :

Dans le compte des années de sociétariat sur lesquelles est basée l'attribution de la médaille syndicale, les années remplies par l'occupation d'un mandat électif soit au Conseil, soit au Comité disciplinaire, comptent double.

Si vous trouvez cette proposition insuffisante, nous vous laissons le soin de lui donner une interprétation encore plus élargie.

VI. — Comité disciplinaire.

L'article 1^{er} de son règlement définit nettement les attributions du Comité disciplinaire :

Assurer le maintien des traditions d'honorabilité et de loyauté qui doivent rester inséparables de l'exercice de la profession.

Programme parfait dont on ne saurait trop louer l'indéniable utilité mais dont la réalisation ne saurait être obtenue par la seule application de la loi sur les fraudes.

Or, c'est à l'application de la loi de 1905 que se trouve strictement limitée la mission du Comité disciplinaire (art. 2 du règlement).

Il est impossible au Comité, avec une limitation aussi étroite de sa mission, de remplir le programme que l'article 1^{er} du règlement offre à l'activité de ses membres. Il en est résulté pour beaucoup d'entre eux un désintéressement des plus fâcheux pour les travaux auxquels les avaient appelés les suffrages de leurs confrères.

Chose curieuse, une limitation d'interprétation semble avoir été encore ajoutée à cette limitation d'action.

Si l'on étudie les travaux du Comité disciplinaire dans leur ensemble, on constate que la répression des fraudes en matière de médicament lui a été confiée uniquement comme une surveillance permanente des médicaments offerts au public par les pharmaciens d'officine.

Des matières premières offertes aux pharmaciens, il n'est point question.

Des médicaments spécialisés, pas davantage, de sorte que nous nous trouvons en présence d'un *service syndical*, créé en fin de compte pour protéger les pharmaciens contre une concurrence déloyale, mais dont le champ d'action est tellement limité, par le règlement d'abord et par l'interprétation qui en est faite ensuite, qu'il ne fait qu'ajouter une menace à celle qui découle naturellement de l'inspection pharmaceutique avec ses bases actuelles.

Le moment nous semble venu d'élargir le but du Comité disciplinaire et d'étendre son champ d'action pour une défense plus complète des intérêts professionnels des membres de la Chambre syndicale.

A notre avis, pour être syndicalement utile, l'activité du Comité disciplinaire doit tendre :

1° A protéger la pharmacie loyale contre les actes de concurrence déloyale portant sur la qualité des produits : matières premières, médicaments officinaux et magistraux, spécialités.

2° Centraliser et publier tous renseignements techniques susceptibles de limiter les dangers que font courir à la pharmacie certains fournisseurs ignorants ou plus ou moins conscients.

Nous croyons qu'on pourrait y parvenir en modifiant, dans le sens suivant, les articles 1 et 2 du règlement du Comité disciplinaire.

COMITÉ DISCIPLINAIRE. — RÈGLEMENT

TITRE PREMIER

ARTICLE PREMIER.

Son but.

La Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine, soucieuse de *défendre ses membres contre la concurrence déloyale*, et, dans un but d'intérêt général, désireuse d'assurer le maintien des traditions d'honorabilité et de loyauté qui doivent rester inséparables de l'exercice de la profession, a décidé la création d'une Commission spéciale portant le nom de « COMITÉ DISCIPLINAIRE ».

ARTICLE SECOND.

Son action.

La mission du Comité disciplinaire est ainsi définie :

1° Répression et poursuite du délit de droit commun qualifié de tromperie sur la nature, la qualité et la quantité des marchandises vendues.

Son action vise aussi bien les matières premières offertes aux pharmaciens que les médicaments destinés au public, spécialisés ou non.

2° Centralisation et publication de tous renseignements techniques

susceptibles d'éviter aux pharmaciens des imprudences capables d'entraîner leur responsabilité devant la loi de 1905.

3° Répression du charlatanisme pseudoscientifique en général.

Conclusion.

Telles sont les données que j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée au nom de notre modeste Commission en lui demandant de les faire siennes et de prier le Conseil d'en poursuivre l'examen et l'adoption. Nous sommes convaincus qu'il les acceptera dans des dispositions d'esprit analogues à celles où nous les avons envisagées, c'est-à-dire avec l'unique desir de renforcer l'action syndicale, devenue de jour en jour plus nécessaire à la défense effective de nos intérêts professionnels.

J'ai terminé, Messieurs. Je vous demande encore une fois toute votre indulgence pour l'insuffisance de nos travaux. Ils ont été conduits au milieu des difficultés que vous savez. La mort elle-même, hélas! nous a visités.

Pour ma part, à titre de rapporteur, je vous prie d'excuser la pauvreté de mon discours et de ne retenir que l'assurance totale de ma bonne volonté.

22 mai 1919.

L.-G. TORAUDE.

BIBLIOGRAPHIE

NOTES PRATIQUES « JUDICIA » ET ANNALES DE JURISPRUDENCE PHARMACEUTIQUE

Organe officiel du « Syndicat JUDICIA »

3, rue des Minimes, PARIS.

L'objet du Syndicat « Judicia » c'est la *défense des Pharmaciens traduits en justice.*

Grâce à l'article 32 de la loi du 21 germinal an XI (11 avril 1803) et surtout grâce aux nombreux *rèbus* que pose le décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses, quel est le pharmacien complètement assuré de ne pas connaître la *correctionnelle*?

Il m'est arrivé souvent de refuser l'exécution d'une ordonnance *peut-être* licite. Au bout du mois la multiplicité de ces *peut-être* n'est pas sans influencer le total des affaires de l'officine. A pratiquer le « dans le doute, abstiens-toi » le pharmacien ne devient pas riche et l'on comprend qu'actuellement de nombreux confrères cherchent par

leur adhésion au Syndicat « Judicia » à s'assurer « le droit d'être défendus gratuitement, le jour où ils sont l'objet de poursuites basées sur des faits relevant de l'exercice normal de leur profession ». L'avocat du nouveau Syndicat est M^e Albert CRINON, avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Depuis trois ans, beaucoup de pharmaciens ont connu « la frousse » même en s'efforçant d'exercer normalement leur profession et des jugements récents ne peuvent que les confirmer dans cette opinion « que le légendarme est sans pitié ».

Je vois dans la formation du Syndicat « Judicia » dont le Bureau comprend des pharmaciens de détail et des spécialistes, un signe des temps difficiles où se débat notre profession.

Nous te respectons tous, ô redoutable Thémis ! mais pourquoi te dresses-tu, aux regards effarés des humains, toujours enveloppée de nuages, si bien que

« Ton front porte le diadème

« Que plus d'un prend pour un bandeau. »

J. F.

LE PLI CACHETÉ ⁽¹⁾

par le D^r Henri MARTIN.

Le 6 février 1919 a été déposé, sur le bureau de la Chambre des Députés, le rapport de M. Emile VINCENT (Côte-d'Or), concernant les propositions de loi sur l'exercice de la pharmacie et la vente des spécialités pharmaceutiques.

Le distingué rapporteur attache, avec raison, une importance particulière à cette dernière question :

« La question des spécialités, dit-il (2), a soulevé depuis cinquante ans bien des tempêtes : elle a fait couler des flots d'encre et elle a été l'obstacle le plus sérieux à l'élaboration d'une nouvelle législation. »

Cet obstacle est-il devenu franchissable ? Il est permis de l'espérer, puis qu'après avoir cité de nombreuses opinions pour et contre la spécialité, M. VINCENT rappelle que, dans un discours du 12 août 1901, M. RIÈTHE, alors président de l'Association générale des pharmaciens de France, se prononçait, non pour la suppression, mais pour la réglementation de la vente et de la fabrication de la spécialité, et que, dans son remarquable rapport sur la proposition de loi relative à l'exercice de la pharmacie déposé le 30 mars 1903, M. CRUPPI pouvait dire, en rappelant les paroles de M. RIÈTHE (3) :

« Nous donnons acte volontiers à l'Association générale des pharma-

(1) *Journal de pharmacie et de chimie* n° 11 (1^{er} Juin 1919).

(1) Page 39.

(2) Page 48.

« *ciens de France* de la déclaration de son président, parce que, sur
« une question de principe capitale, elle met fin à la lutte qui mena-
« çait d'entraver à jamais tout essai de législation en matière pharma-
« ceutique.

« La proposition, ajoute M. VINCENT, n'en devint pas moins caduque,
« le rapport de M. CRUPPI n'ayant jamais été distribué.

« D'ailleurs, est-il bien certain que la division existant sur ce point
« avait cessé? Et les antispécialistes n'avaient-ils point l'arrière-
« pensée de la supprimer sous le couvert de la réglementation? »

M. VINCENT a tort d'envisager l'hypothèse d'une arrière-pensée chez
les antispécialistes en oubliant de se demander si les pro-spécialistes
n'en avaient point. Qui sait si l'intention de ces derniers n'est pas
d'arriver à légaliser le remède secret, sous le couvert de réglementer
la spécialité?

Ce qui est certain, c'est que l'arrière-pensée de supprimer la spécia-
lité ne peut logiquement être attribuée à aucun de ceux qui se bornent,
comme l'Académie de médecine, à demander, pour toute réglementa-
tion, la publication intégrale de la formule; et cela, par la raison très
simple que la publication intégrale de la formule ne supprime pas la
spécialité; c'est un fait d'expérience.

On n'aperçoit, d'ailleurs, aucun motif pour que l'Académie de
médecine n'ait pas dit franchement qu'elle voulait supprimer la spécia-
lité, si telle était son arrière-pensée. Or, elle a déclaré sans ambiguïté
qu'elle ne condamnait que les remèdes de composition inconnue.

Selon M. VINCENT, son vœu du 18 décembre 1947 « manque de
clarté », mais le sens de ce vœu est éclairé par la discussion qui a pré-
cédé :

« Adressons-nous à l'Académie, dit-il (1), et, laissant de côté le texte
« voté par elle en dernier lieu, reportons-nous à la discussion qui a
« permis d'aboutir à ce vote.

« M. BOURQUELOT a dit : « La spécialité honnête acquiert une exis-
« tence légale sans autre condition que la publication de sa formule.
« L'originalité du produit réside dans la perfection de sa fabrication et
« l'emploi de procédés opératoires qui ne sont pas divulgués; mais
« aucune substance n'est administrée au malade à l'insu du médecin.
« Voilà le *minimum* de protection nécessaire à la santé publique et que
« l'Académie a le droit d'exiger.

« Ainsi donc, conclut M. VINCENT, pour l'Académie de médecine, la
« simple publication de la formule, publication faite dans le but unique
« de renseigner le médecin sur la composition et la posologie du pro-
« duit qu'il prescrit; de renseigner le malade sur la nature du produit
« qu'il consomme, rend la spécialité légitime et lui fait perdre tout
« caractère secret. »

Nous nous permettons, à notre tour, de trouver que la rédaction de
M. VINCENT « manque de clarté ». Pourquoi dit-il « la composition et
la posologie » quand l'Académie a écrit « la composition qualitative
et quantitative » et quand M. BOURQUELOT a précisé qu'*aucune subs-
tance* ne devait être administrée au malade à l'insu du médecin?

Tout s'explique et l'embarras de l'honorable rapporteur se conçoit

(1) Page 54.

lorsqu'on découvre que sa tâche consistait à accorder le vœu de l'Académie avec le texte suivant, voté par la *Commission de l'hygiène publique* :

ARTICLE 24.

« Les médicaments visés dans l'article précédent (1) devront porter « une étiquette indiquant le nom, le domicile et la qualité de pharmacien français, du fabricant, ainsi que le nom et la dose, par unité de prise, des principes actifs entrant dans sa composition.

« L'étiquette devra, en outre, porter un numéro d'ordre (2) indiquant le classement sous lequel aura été inscrit, à l'Académie de médecine, le pli cacheté contenant le nom et la dose de toutes les substances entrant dans la composition du produit. Le pli cacheté ne pourra être communiqué qu'aux experts chimistes régulièrement munis de pouvoirs judiciaires.

« La législation et les règlements sur la vente des substances vénéneuses sont applicables à ces préparations, lorsqu'elles renferment ces substances à dose interdite (3).

« Un règlement d'administration publique réglera (4) les conditions d'application des deux premiers paragraphes de cet article. »

Les dispositions ci-dessus permettraient à tout pharmacien français de cacher aux médecins le nom et la dose de certaines substances entrant dans la composition de médicament qu'il spécialise. Et ce droit nouveau serait fondé sur l'opinion, attribuée à l'Académie de médecine, que le médecin n'a besoin d'être renseigné que sur « la composition et la posologie du produit », la posologie s'appliquant aux « principes actifs » et non aux substances inertes.

« Quel avantage, demande M. VINCENT (5), y aurait-il pour le médecin à connaître les nombreuses substances inertes utilisées comme excipients ou la composition de véhicules quelconques ?

Puis il laisse la question sans réponse, ce qui est un moyen commode de couper court à la discussion.

Le malheur est que la discussion a eu lieu devant l'Académie, et que la doctrine du *secret de l'excipient* n'a pas été admise.

Et nous doutons qu'on puisse trouver dans les décisions ultérieures de l'Académie une adhésion à la thèse de l'indifférence absolue du médecin en matière d'excipients ou véhicules médicamenteux.

La pommade prophylactique au calomel, par exemple, ne perd-elle pas toute efficacité si le principe actif est incorporé à de la vaseline, et

(1) Drogues simples ou produits chimiques destinés à la pharmacie, préparés pour la vente au consommateur et livrés sous cachet au pharmacien; compositions ou préparations pharmaceutiques mises en vente dans les mêmes conditions.

(2) Il s'ensuit que le dépôt du pli cacheté est obligatoire.

(3) Qu'est-ce qu'une *dose interdite*? L'article 29 du décret du 14 septembre 1916 dit qu'un arrêté ministériel fixera les doses au-dessous desquelles le décret cesse d'être applicable, mais les doses supérieures ne sont pas interdites; si elles l'étaient, on ne pourrait plus soigner les malades.

(4) *Dose interdite... Un règlement réglera...* L'article a dû être rédigé hâtivement.

(5) Page 56.

non à un mélange de lanoline et de vaseline, dont les proportions relatives ne sont d'ailleurs pas sans intérêt? Et l'on demande quel avantage il y a, pour le médecin, à connaître la nature du corps gras véhiculant le calomel?

La vérité est que, dans certains cas, la composition de l'excipient est à peu près indifférente, tandis que, dans d'autres cas, elle acquiert une extrême importance, et que le seul juge de cette importance est le médecin.

On attend par conséquent aux droits du médecin, fondés sur l'intérêt des malades, si on lui retire la possibilité de connaître la formule intégrale d'un médicament quelconque; cette possibilité résulte de la législation en vigueur, et le médecin ne peut en être actuellement privé que par une violation de la loi.

C'est ce principe dont l'Académie de médecine exige l'application immédiate lorsqu'elle demande que « tout médicament simple ou composé, dont la composition qualitative et quantitative n'est pas connue, soit considéré comme remède secret et poursuivi comme tel (1) ».

Il est manifestement impossible de s'appuyer sur ce vœu pour aboutir à l'article 24 ci-dessus :

— Nous condamnons formellement les formules secrètes, dit l'Académie.

— Très bien, répond la Commission d'hygiène. Nous allons vous constituer gardienne des formules secrètes; on vous les remettra sous pli cacheté.

La contradiction est violente, et le rôle de boîte aux lettres qu'on assigne à l'Académie ne semble guère en rapport avec la compétence de ses membres.

Qu'on ne dise pas que les Compagnies savantes ont coutume de recevoir des plis cachetés. La situation créée par l'article 24 serait toute différente.

Le savant qui remet un pli cacheté à une Académie entend marquer le point où se trouvent ses travaux à la date du dépôt, il se réserve de prier la Compagnie dépositaire d'ouvrir le pli lorsque le moment sera venu; son but est de prendre éventuellement les académiciens eux-mêmes pour juges de l'antériorité d'une découverte.

Mais, aux termes de l'article 24, l'Académie ne connaîtra jamais le contenu de l'enveloppe. Elle recevra le pli cacheté, le conservera ou le transmettra à d'autres, comme le pharmacien reçoit, conserve et transmet le produit, non moins cacheté.

Voilà, du moins, une assimilation qui relèvera notre prestige. L'Académie de médecine se trouvera, comme nous, affectée au service de MM. les propriétaires de formules secrètes. On ne saurait se trouver en meilleure compagnie.

Avouons cependant que l'assimilation n'est pas rigoureusement exacte. En réalité, la situation de l'Académie sera quelque peu infé-

(1) Il s'ensuit, *a contrario*, que l'Académie admet, en faveur des produits non officinaux dont la composition qualitative et quantitative est connue, le maintien de la tolérance actuelle, jusqu'au jour où ces produits acquerront une existence légale, la nécessité de l'approbation ministérielle ayant été supprimée.

rière à la nôtre. Nous, nous sommes dispensés du numérotage et, s'il nous déplaît de remplir notre fonction d'intermédiaire, nous pouvons, à la rigueur, nous offrir le luxe d'un refus. L'Académie sera légalement obligée de tout accueillir. Les charlatans qu'elle éconduit aujourd'hui reviendront en maîtres, pour la contraindre à numérotier et à conserver leurs formules secrètes. Auront-ils le droit de la citer en justice s'il se produit une erreur de numéro ou si quelque formule vient à s'égarer, et si, de ce chef, les susdits charlatans prétendent subir un préjudice? Evidemment oui; l'Académie possède la personnalité civile et l'article 1382 l'oblige à réparer tout dommage arrivé par sa faute.

Le plus beau de l'affaire est que, malgré tout, le déposant n'aura aucune garantie que le secret de sa formule sera respecté, car il ne dépendra pas de lui que le pli soit ouvert.

Tout concurrent désirant prendre connaissance de la mystérieuse formule n'aura qu'à s'arranger de manière à faire naître un procès, bon ou mauvais. Le jugement importera peu, l'essentiel étant que le rapport de l'expert paraisse au grand jour de l'audience.

Et c'est pour aboutir à cette absence de sécurité qu'on torture des textes de loi en leur faisant dire :

A l'article 25 : la vente, la livraison et l'annonce de tout remède secret sont interdites ;

Et à l'article 24 : le pli cacheté contenant le nom et la dose de toutes les substances entrant dans la composition du produit ne pourra être communiqué qu'aux experts chimistes régulièrement munis des pouvoirs judiciaires !

N'est-il pas évident qu'il faut opter entre ces deux textes incomparables ? Un remède qui n'est pas secret n'a que faire d'un pli cacheté.

Si l'on nous fait observer qu'il ne s'agirait que d'un secret partiel, portant sur des substances thérapeutiquement inactives, nous répondrons que la situation n'en serait que plus choquante.

Les pharmaciens qui découvrent des alcaloïdes, des glucosides, des ferments, des produits de synthèse, les véritables savants, en un mot, n'ayant pas droit aux avantages du secret, ce privilège serait réservé aux pharmaciens dont l'invention consiste à mélanger des médicaments connus avec des substances inertes !

On conviendra que ce genre d'invention est à la portée de la plupart d'entre nous et qu'il prête, plus facilement que tout autre, à la supercherie.

Or, c'est pour rémunérer, aux dépens du public, cette foule d'inventeurs ou soi disant tels, que l'on institue un privilège *perpétuel*, alors que l'auteur d'une substance médicamenteuse nouvelle ne peut espérer tout au plus qu'un monopole temporaire, dont le principe n'est, d'ailleurs, pas encore inscrit dans la loi.

Ce privilège perpétuel, on l'accorde *sans examen préalable*, tandis que, d'après le rapport de M. VINCENT (1), « il semble que l'examen préalable soit indispensable en matière de médicaments ».

Et ce privilège perpétuel, accordé sans examen préalable, ne serait soumis à aucun *contrôle* sérieux, le service de la répression des fraudes

(1) Page 33.

n'ayant aucun indice qui le mette sur la voie d'une tromperie et l'engage à choisir, parmi des milliers et des milliers de plis cachetés, ceux dont la concordance avec la composition du produit doit être vérifiée.

Qu'aurait dit l'Académie si on avait osé lui soumettre un semblable projet?

Son opinion nous est connue, car elle a repoussé la proposition LÉGER (1) et l'article 24 de M. VINCENT n'est autre que la proposition LÉGER aggravée. En effet, M. LÉGER s'était, du moins, rendu compte que, si la composition des spécialités ne devait être que partiellement publiée, il était impossible de laisser au fabricant le droit de « faire le départ entre ce qui est l'excipient et ce qui constitue la partie active de la formule ». M. VINCENT s'en rapporte au fabricant lui-même, qui inscrira ce qu'il voudra sur l'étiquette.

Cette aggravation mise à part, il suffit, pour condamner le système du pli cacheté, de relire les observations présentées à l'Académie par M. BOURQUELOT. L'argumentation de notre éminent professeur vaut contre tout projet ayant pour but « d'environner de mystère les substances les plus insignifiantes ».

« On voit, disait M. BOURQUELOT, où aboutirait en pratique le système « proposé. Le droit de dissimuler une partie de la formule profiterait « surtout aux fabricants qui n'emploient, pour la préparation de leur « produit, que peu ou pas de principes actifs, la presque totalité du « prétendu remède étant composée de substances inertes. Plus le pro- « duit serait charlatanesque, plus son auteur pourrait se prévaloir du « droit au secret qui lui serait reconnu par la loi.

« Quant aux pharmaciens qui préparent consciencieusement des « spécialités réellement efficaces, le nouveau régime ne leur serait « d'aucune utilité. Quel bénéfice, en effet, procurerait-on au prépara- « teur réputé d'une solution spécialisée d'ergotinine ou de digitaline « en lui permettant de ne pas faire connaître la substance qu'il emploie « comme excipient ? »

Et M. BOURQUELOT concluait :

« Cette proposition engage, en somme, les fabricants à introduire « dans leur formules des substances inertes, qu'ils auraient le droit de « tenir secrètes, plutôt que des principes actifs qu'ils seraient obligés « de divulguer; elle favorise ainsi la réclame charlatanesque. »

Il n'est pas douteux, en effet, que, sur les prospectus, c'est la partie dissimulée de la formule qui serait présentée comme « la condition essentielle de l'activité du produit ».

Quant au *Codex*, on se demande ce qu'il deviendra le jour où tout pharmacien aura le droit d'ajouter une substance inerte à chacun des produits officinaux et de déclarer au public que la formule modifiée par lui est sa propriété exclusive, déposée sous pli cacheté à l'Académie de médecine.

Que M. VINCENT veuille bien y réfléchir. Nous sommes persuadés que ce dévoué confrère s'apercevra que le système du pli cacheté n'est pas viable.

La publication intégrale de la formule, voilà la vraie, la simple, la

(1) Voir *Journal de Pharmacie et de Chimie*, 16 mars 1918, p. 217.

seule solution de la question de la spécialité. Elle est déjà mise en pratique par un bon nombre de fabricants, qui s'en trouvent fort bien. Le public estime que cette publication est une garantie d'honorabilité; il n'est nullement entraîné à préférer à la spécialité de son choix une imitation préparée selon la même formule; il pense que la supériorité reconnue d'un produit dont la composition est intégralement publiée doit tenir au bon choix des matières premières et à la perfection de la fabrication, et il n'en exige qu'avec plus d'insistance la marque qu'il désire.

Ce qui a supprimé bien des spécialités, c'est la cessation de la réclame qui les soutenait; mais une expérience chaque jour plus concluante montre qu'un produit sérieux ne disparaît pas à la suite de la publication intégrale de sa formule.

N'oublions pas que cette publication a été rendue obligatoire, en vertu des décrets du 12 février et du 12 avril 1918, pour les produits alimentaires en poudre, plus spécialement destinés à l'alimentation des enfants et des malades. Lorsque M. VINCENT aura complété son rapport par la mention de ces décrets, il ne pourra manquer de conclure, comme l'*Association générale*, que « la vente des produits médicamenteux ne doit pas être entourée de moins de garanties que celle des produits alimentaires ».

Sans doute, l'intérêt de la santé publique « n'est pas seul en jeu », mais c'est lui pourtant qui domine toute cette discussion, et nous espérons que, suivant l'exemple de l'Académie de médecine, c'est de lui surtout que s'inspirera le législateur.

D^r H. MARTIN.

LA PRÉVOYANCE PHARMACEUTIQUE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis la déclaration de la guerre, notre Société n'a pu fonctionner, mais en ce moment, par suite de la démobilisation d'une partie de nos sociétaires, nous allons nous occuper de la remettre en marche et nous espérons que cette mise en marche aura lieu à partir du 1^{er} août prochain.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments respectueux.

A. SAFORCADA.

AVIS

Les membres de la Prévoyance pharmaceutique, Association amicale de secours, décès, retraites, sont instamment priés d'envoyer leur adresse exacte au Siège de la Société, 55, rue des Batignolles, Paris.

PHARMACIE A VENDRE

PARIS. — Bonne pharmacie de quartier à céder par suite de changement de situation. Avant guerre : 40.000 fr. d'affaires et 13.000 fr. de bénéfices. Prix à débattre. S'adresser au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

INFORMATIONS

Ventes de pharmacies.

Société SCHMITT et VERGELOT ont vendu à M. CHASSAIGNE, leur maison de produits pharmaceutiques, 30, rue de Flandre, à Paris. — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 19 mai 1919.

Succession GUÉRIN, a vendu à M. DAVID, une pharmacie, 107, rue de Paris, aux Lilas (Seine). — Jouissance le 30 mai 1919, publiée le 23 mai 1919.

M. THURISSET, a vendu à M. BOUCLY, sa pharmacie, 52, rue d'Auteuil, Paris (16^e). — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 22 mai 1919.

M. BLIN, a vendu à M. MIQUEL, sa pharmacie, 1, rue Marie-Louise, à Paris. — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 24 mai 1919.

Communauté BARRAULT, a vendu à M^{me} veuve BARRAULT, la pharmacie, 89, avenue Wagram, Paris (17^e). — Jouissance le 16 octobre 1918, publiée le 2 juin 1919.

M. AMSLER, a vendu à M. DAUTHUILLE, sa pharmacie, 36, Grande-Rue, à Créteil (Seine). — Jouissance le 15 mai 1919, publiée le 4 juin 1919.

M^{me} veuve DUCATTE, a vendu à M. JOISSE, sa pharmacie, avenue Outrebois, 32, à Villemonble (Seine). — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 7 juin 1919.

M. BAYLOT, a vendu à M. CHEVALLIER, sa pharmacie, 50, avenue des Batignolles, à Saint-Ouen (Seine). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 9 juin 1919.

M. DESMUSSEAU, a vendu à M. BARREAU, sa pharmacie, 44, rue du Faubourg-du-Temple, Paris (11^e). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 11 juin 1919.

M. SIMON, a vendu à M. LATOUR, sa pharmacie, 6, rue Bagnolet, à Paris. — Jouissance le 1^{er} mars 1919, publiée le 12 juin 1919.

M. Pierre GROSSE, a vendu à M. BONNEFOND, sa pharmacie, 127, Grande-Rue, à Saint-Maurice (Seine). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 13 juin 1919.

M^{me} veuve CAEN-MAYER et héritiers, ont vendu à M. DERVILLE, leur pharmacie, 83, rue Lecourbe, à Paris. — Jouissance le 5 juin 1919, publiée le 14 juin 1919.

M. LAGÔE, a vendu à M. DESMUSSEAU, moitié d'une pharmacie, 178, rue Montmartre, à Paris. — Jouissance le 30 mai 1919, publiée le 14 juin 1919.

M. JUDON, a vendu à M. LÉVÊQUE, sa pharmacie, 119, avenue du Maine, à Paris. — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 16 juin 1919.

M. VAIDIE, a vendu à M. CHRÉTIEN, sa pharmacie, 54, Grande-Rue, au Pré-Saint-Gervais (Seine). — Jouissance le 10 juin 1919, publiée le 16 juin 1919.

M^{me} veuve DUMAS, a vendu à M. COUPILLAUD, sa pharmacie, 18, rue de Ménilmontant, à Paris. — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 17 juin 1919.

M. LACROTTE, a vendu à M. GIRARD, sa pharmacie, 2, avenue Augustin-Dumont, à Malakoff (Seine). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 17 juin 1919.

M. POLAILLON, a vendu à M. DOLLÉ, sa pharmacie, 117, rue de Bretagne, à Paris. — Jouissance le 1^{er} avril 1919, publiée le 17 juin 1919.

M. TANNIER, a vendu à M. DE LA JARRIGE, sa pharmacie, 53, rue Diderot, à Vincennes (Seine). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 17 juin 1919.

Succession HAMET, a vendu à M. DUFRESNE, sa pharmacie, rue Léon-Vaudoyer, 2, à Paris. — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 18 juin 1919.

MM. CHAIX et C^{ie}, ont vendu à MM. CAZIN et C^{ie}, leurs laboratoire et spécialités, 40, rue de l'Orne, à Paris. — Jouissance le 31 mai 1919, publiée le 19 juin 1919.

Sociétés.

MM. CAZIN et C^{ie}, 40, rue de l'Orne, à Paris. Extraits organiques, capital social 10.000 francs, A. S. S. P. du 10 mai 1919. Formation publiée le 22 mai 1919.

G. GARSONNIN et C^{ie}, 54, rue des Francs-Bourgeois, à Paris. Produits pharmaceutiques, A. S. S. P. du 7 avril 1919. Prorogation publiée le 20 mai 1919.

Société anonyme l'« Antiseptique », 48, rue de Londres, à Paris. Produits antiseptiques. Capital social 211.000 francs, délibération du 22 avril 1919.

Formation publiée le 20 mai 1919.

Société commerciale BAIGNÈRES et DEWISME, 36, rue Tronchet, à Paris. Produits chimiques. Capital social 2.000.000 de francs, délibération du 12 mai 1917.

Formation publiée le 20 mai 1919.

R. BOUYSSOU et C^{ie}, 90, avenue des Ternes, à Paris. Act. N. du 3 mai 1919.

Dissolution publiée le 22 mai 1919.

R. BOUYSSOU et C^{ie}, 90, avenue des Ternes, à Paris. Produits le « Panhémol ». Capital social 150.000 francs. Act. N. du 3 mai.

Formation publiée le 22 mai 1919.

Charles BUCHET et C^{ie}, Pharmacie centrale de France. Capital social 10 millions, délibération du 10 mai 1919.

Modification publiée le 3 juin 1919.

DE GOURNAND et ROCQUIN, 13, rue Cail. Représentation de produits de marques françaises et étrangères pharmacie et droguerie. Capital social 100.000 francs, A. S. S. P. du 28 mai 1919.

Formation publiée le 5 juin 1919.

Enregistrement des diplômes.

M. CRUET (Robert-Marie-Gabriel), 10, rue des Minimes, à Paris. — Enregist. le 21 mai 1919.

M. VALLIER (Antoine-Victor-Paul-Gustave), 401, rue des Pyrénées, à Paris. — Enregist. le 22 mai 1919.

M. TROUPEAU (Paul), 107, boulevard de la Mission-Marchand, à Courbevoie (Seine). — Enregist. le 23 mai 1919.

M. HECQUET (Edouard-Henri), 7, rue Grange-aux-Belles, à Paris. — Enregist. le 23 mai 1919.

M. BARREAU (Gaston-Valentin), 44, faubourg du Temple, à Paris. — Enregist. le 24 mai 1919.

M. DU CHALARD (Gabriel-Marie-Joseph), 89, rue de la Pointe, à La Garenne-Colombes (Seine). — Enregist. le 26 mai 1919.

M. CERVILLE (Eugène-Maurice-Joseph), 49 bis, avenue Victor-Emmanuel-III, à Paris. — Enregist. le 31 mai 1919.

M. VERGELOT (Charles-Louis), 46, rue du Commerce, à Paris. — Enregist. le 16 juin 1919.

M. GAILLOT (Joseph-Alexis-Fernand), 169, avenue Jean-Jaurès, à Paris. — Enregist. le 18 juin 1919.

M. ARNAUD (Jean-Paul), 9, rue Rodier, à Paris. — Enregist. le 19 juin 1919.

M. LÉVÊQUE (Albert-Edmond-Louis), 49, avenue du Maine. — Enreg. le 20 juin 1919.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|---|
| <p>M. Aizac, 127, rue de l'Université, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Berteaux, 21, passage Saint-Ange, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Bertin, 19, rue de Lappe, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Brancourt, pharmacien, 8, rue Berthollet, demande gérance ou remplacements.</p> <p>M. Carpentier, 7, rue Chabanaïs, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Clisson, 41, rue des Tournelles, demande remplacement pour juillet et août (titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie).</p> <p>M. Claux, 17, rue d'Alésia, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M^{me} Cordier, 47, rue de la Mairie, à Vanves, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Decrop, 47, rue du Montparnasse, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Decugis, chez M. Mauriée, Rond-Point-des-Bergères, à Puteaux, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Dehais, chez M. Cornet, 73, quai d'Ivry, Ivry, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Giraud, 22, rue Saint-Benoît, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Glon, 19, aven. Victor-Hugo, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Goujon, 8, passage Saint-Avoye, demande place de 1^{er} élève ou remplacements.</p> | <p>M. Halley, 68, rue de Malte, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Lanoa, pharmacien, 52, rue de Turbigo, demande gérance ou surveillance de pharmacie.</p> <p>M. Leloutre, 86, rue Truffaut, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Malgouyart, 4, rue Jacques-Cœur, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Mayaud, 8, rue de Paris, à Colombes, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Moret, 24, avenue du Bellair, demande place de 1^{er} élève ou remplacements.</p> <p>M. Moulin, 14, boulevard du Temple, demande gérance ou place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Peauliet, 63, boulevard de Grenelle, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Perrier, 76, rue de Paris, à Clichy, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Ragonin, 34 ter, rue Riquet, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Rocher, 12, rue Morère, demande gérance ou place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Roy, 48, rue de Seine, à Ivry, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Sévestre, 8, rue Jeanne-d'Arc, à Thiais (Seine) demande remplacements ou place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Sinturet, 3, rue d'Arcole, demande place de 1^{er} élève.</p> <p>M. Bonnerie, 10, allée de la Juliette, à Affort, demande place de 2^e élève.</p> |
|--|---|

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|--|
| M. Cleton, 16, rue d'Angoulême, demande place de 2 ^e élève. | M. Fourny, 2, rue des Moines, Paris, pharmacien, dem. remplacements. |
| M ^{me} Daligny, 3, rue Mayet, demande place de 2 ^e élève. | M ^{me} Le Rondel, 2, rue des Écoles, à Maisons-Alfort, demande place de 1 ^{er} élève, pour l'après-midi seulement. |
| M. Desgranges, 50, rue Laffitte, demande place de 2 ^e élève. | M. Vincent, 7, rue des Blanchisseuses, à Courbevoie, demande remplacement pour quelques heures par jour, jusqu'au 17 juillet. |
| M ^{me} Lesceux, 4, rue de la Chapelle, à Saint-Ouen, cherche place d'élève, après-midi seulement. | M ^{lle} Alt, 14, rue de la Plaine, à Rosny-sous-Bois, demande place de conditionneuse ou d'apprentie-élève. |
| M. Poulaille, 24, rue de Ménilmontant, demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Bors, 50, rue Mazarine, demande place de conditionneuse ou de garçon de course. |
| M ^{lle} de Rosemont, 3, rue des Usines, demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Huot, 2, rue Lavoisier, à Essonnes (Seine-et-Oise), demande place de conditionneuse. |
| M. Tabaraut, 5, impasse Leblanc, demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Poincet, 4, villa des Chênes, à Nogent-sur-Marne (Seine), demande place de conditionneuse. |
| M ^{me} Vion, 13, rue Cels, demande place de 2 ^e élève ou de caissière. | (S'adresser au Service.) |
| M. Forestier, 25, rue Feutrier, demande remplacements pour les mardis, vendredis et samedis. | |
| M. Girey, 1, rue Alexandre-Pa-
rodi, demande remplace-
ments, tous les jours
(lundi excepté). | |

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

* Abila (Frains d').	Gastrhépatol.	Ovogénol.
Adelma.	* Gastrozymase.	Oxyuricide.
Ethocame.	Givrine.	Pallacol.
Allegmatolo.	Glycophine.	Palladiogel.
Amara Kina.	Glycophosphore.	Pantraix.
Amydal.	Gonacrine.	Papillonne.
* Antiflua.	Gonargol.	Paramorfan.
Arlésien (Topique).	Gonocine.	Patyl.
Aulocalcine.	Gonotoxine.	Pectophyl.
* Avanzol.	Hématothyroïdine.	* Perfecta.
* Avazine.	Hemor Pills.	Péroxygénéol.
Baryt-Contraste.	Huilaixine.	Philomictol.
* Biodose.	Hydrarsénol.	Phytodrastine.
Biophythes.	Intraminol.	Phytolaxine.
Bipalatifmold.	Iodogel.	Pilicide (Le).
Bonsoir.	Kalopodine.	Plumogène.
Bromosédol.	Kapurge.	Pona.
Calmo-Dorme.	Krythermol.	Prophylactol.
Caokola.	Lactogalose.	Protéofor.
Caoquina.	Lairinol.	Purgo-Laxol.
Capurge.	* Laour (Liqueur).	Radigol.
Cattier (Dr).	* Larousse (Farine).	* Régénérol.
* Chlorozone (Le).	Laxase.	Renétol (Le).
Citroforme.	Laxatone.	Révulgor.
Codéinettes.	* Leucémine.	Roboline.
* Collargol.	* Levurine.	Rocatel.
Convalo.	Liposérol.	Rosol.
Cynogan.	Lytol.	Rylol.
Cynogol.	* Matalase.	Sangénol.
Cyrol.	Maltelaxine.	Sanolaxol.
Dabar.	Mammiphyle.	Sanrouge.
* Devals.	Mildes.	Sargyl.
Deviercy (Cachets).	* Minimus.	Sélamina.
Dialirol.	Morrhuposphine.	Séleniogel.
Diapelline.	* Mugrizol.	Solarine.
Diastasol.	Myrone.	Sova.
Diastogène.	Nématocide.	Strychnarsil.
Disalcol.	Néoderma.	Sulpholase.
Dopoleucine.	Néolyse.	Taniodyl.
Dulcéa (Sirop).	Nérée.	Tubérol.
Electrolase.	Nérox.	Thynol.
Endocelline.	Nervosine.	* Ulliac (Sirop).
Entérisalt.	Neutrosalt.	Urargol.
Euphorbianine.	* Oénase.	Utérophysine.
Exhaltine.	Opopan.	* Valtine.
Férorganol.	Opsolysine.	* Xantème.
Furanthroxol.	Optannin.	* Xanthothène.
Furosyl.	Ovocytine.	Yohourthogène.

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques, J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

49470. — Paris. Imp. VILLAIN et BAU, 22, rue Dussoubs. — 6-1919.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Juillet 1919.

SOMMAIRE

Syndicalisme et fédéralisme, p. 223. — La main-d'œuvre pharmaceutique, p. 225. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 8 juillet 1919, p. 227. — Réunion des Syndicats de Réglementation et du Syndicat de la Droguerie, p. 237. — Souscription en faveur des Confrères belges et français, p. 238. — Distinctions honorifiques, p. 239. — La garantie de la marque, p. 243. — Informations, p. 248. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 251. — Marques de Fabrique, p. 253.

SYNDICALISME ET FÉDÉRALISME

Depuis la Victoire si chèrement acquise, depuis la Paix si décevante, puisqu'elle nous laisse en face de ruines irréparables et sous le poids écrasant de dettes qu'on hésite à évaluer en un total effarant de milliards, le pays épuisé se refuse au découragement.

L'activité cherche à reprendre ses formes du temps d'avant-guerre dans tous les domaines et nous assistons à la renaissance de la vie syndicale, dans notre profession.

Témoins des résultats obtenus par les Syndicats d'ouvriers et d'employés, les pharmaciens comme les autres employeurs estiment enfin que le Syndicat est une force, à condition que le Syndicat reçoive l'impulsion de l'ensemble des syndiqués.

Combien de fois pendant l'interminable guerre les confrères même les plus réfractaires au syndicalisme ne se sont-ils pas adressés à cette vieille maison de la rue des Grands-Augustins? Les récriminations contre le Syndicat n'étaient-elles pas un hommage à la puissance de l'effort collectif? Tout n'allait pas au gré des quelques dirigeants, encore moins au gré de tous les dirigés, mais je vous le demande, que serait-il advenu de la profession, si les pouvoirs publics n'avaient eu en face

DISTRIBUTION DU SUCRE DE JUILLET. — A la dernière heure, on nous informe que M. DREUX, notre répartiteur de sucre, 41, rue Volta, espère pouvoir commencer la distribution des attributions de juillet, dès les premiers jours d'août.

d'eux ni la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine ni la Fédération des Syndicats pharmaceutiques de France?

Aujourd'hui le fonctionnement de nos Syndicats se trouve embarrassé par l'accroissement général des prix.

Aussi notre Fédération nationale et les différents Syndicats agrégés se trouvent-ils dans la nécessité de proposer l'élévation du taux des cotisations annuelles.

Jusqu'à présent la subvention que l'A. G. reçoit de chaque membre des Syndicats fédérés est de trois francs : le total fait un budget notablement insuffisant pour les besoins sans cesse grandissants d'un organisme qui groupe huit mille membres.

Le Conseil d'administration de l'A. G. a décidé de faire appel à tous les Syndicats pour que dorénavant une subvention de huit francs lui soit allouée pour chaque syndiqué.

Le Conseil de la Chambre syndicale est donc amené à consulter chaque circonscription syndicale de la Seine, pour faire face à ce surcroît de charges. Cette consultation est ouverte et doit être terminée avant l'Assemblée générale de l'A. G. qui se tiendra à Strasbourg, le 31 août. Là-bas, des décisions doivent être votées et c'est pourquoi dans tous les arrondissements de la Seine, les délégués provoquent des réunions locales, pour exposer les difficultés de l'heure présente.

Pour ce qui regarde notre Chambre syndicale, le Conseil dans sa dernière réunion, a proposé que le montant de la cotisation annuelle soit doublé, c'est-à-dire porté à trente francs.

Comme notre Syndicat compte mille membres, ce serait donc, trente mille francs de cotisations sur lesquels huit mille francs iraient à l'A. G.

Si nous déduisons de ces vingt-deux mille francs, les frais de recouvrement des cotisations, ce serait à peine une somme annuelle de vingt mille francs, pour subvenir à nos dépenses régulières.

Le Conseil compte pouvoir assurer à ce prix les différents services, bien qu'il envisage pour le seul agent judiciaire indispensable à son service du contentieux un traitement annuel de cinq à six mille francs. Les quatorze ou quinze mille francs restant seront absorbés et dépassés par les frais de bureau, d'impressions, de correspondances, par le service du *Bulletin* mensuel et par le loyer et l'entretien des locaux du Siège social.

Le Conseil espère que chacun se rendra un compte exact des difficultés budgétaires d'une Chambre syndicale réduite à limiter l'envoi de circulaires, à cause des frais de postes et d'imprimerie.

Je n'oublie pas que nos aînés nous ont légué avec leur Société de Prévoyance une caisse assez bien pourvue de titres de rentes. Mais outre qu'une partie de ces revenus est affectée à des secours et à des pensions viagères, je dois avouer que depuis nombre d'années, la fortune de notre Chambre syndicale s'est à peine accrue de quelques centaines de francs de rentes.

Il a fallu toute la prudence, tout le dévouement de notre Trésorier actuel, M. H. COULLON, pour ne pas entamer le patrimoine de nos devanciers.

L'heure n'est certainement pas venue d'attaquer le capital de nos réserves, de vendre en baisse nos valeurs mobilières.

Tous nos syndiqués réclament de l'action et encore de l'action : ils ont certainement raison mais ils sont trop avisés pour s'étonner que nous leur demandions l'argent indispensable pour alimenter toute action.

Cette question de l'élévation de la cotisation n'est pas neuve : depuis plusieurs années, notre regretté confrère DELANNOY la posait à chaque Assemblée générale. En 1918 et en 1919, des vœux ont été adoptés en séance plénière, sans fixer de limites.

Ces limites, c'est à chaque circonscription syndicale de les fixer par des résolutions prises en présence du délégué.

Le Bureau de la Chambre syndicale appliquant les décisions votées à la dernière Assemblée générale a provoqué de nombreuses réunions de la *Commission mixte* chargée d'étudier les améliorations nécessaires au développement de l'action syndicale. Cette Commission, nous en sommes convaincus, mettra au point des modifications aux statuts qu'une Assemblée générale ratifiera, quand elles lui seront soumises par le Conseil d'administration. L'effort des bonnes volontés se manifeste dans de laborieuses séances de la *Commission mixte*; nous souhaitons, dans l'intérêt général, qu'il ne soit pas annihilé par une question de gros sous.

J. FEUILLOUX.

LA MAIN-D'ŒUVRE PHARMACEUTIQUE

Question des salaires.

Catégories professionnelles.

Depuis le 25 mai 1914, nous avons posé, devant l'opinion pharmaceutique, les différents problèmes qui se présentent à l'esprit sur la question de la main-d'œuvre pharmaceutique (1).

La Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine a bien voulu s'attacher à un des côtés de la question, la préparation de l'*enseignement professionnel des aides* et la sélection qu'elle doit entraîner.

Malheureusement la *question des salaires* et celle des *catégories professionnelles*, qui sert de base à la première, ont dû rester sur le chantier en raison des circonstances.

Les événements présents les ramènent bruyamment l'une et l'autre au premier plan de l'actualité professionnelle et le Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine en est actuellement saisi.

Catégories professionnelles. — En considérant l'ensemble du personnel susceptible d'être employé dans les pharmacies en général on peut immédiatement établir les trois divisions suivantes :

1° *Personnel technique*, c'est-à-dire celui qui participe à la préparation des médicaments et à l'exécution des ordonnances médicales;

2° *Personnel commercial* : caissières, vendeuses, etc.

3° *Personnel subalterne* : garçons de magasins, conditionneuses, etc.

(1) *La main-d'œuvre pharmaceutique*, DEFAU et TORAUDE, *Revue moderne de Pharmacie* de mai 1914 à décembre 1917.

La question des salaires pour le *personnel commercial* et pour le *personnel subalterne* ne présente aucun caractère particulier en pharmacie; elle se trouve d'ailleurs tranchée d'une manière permanente par un organisme officiel qui fonctionne depuis le 1^{er} novembre 1915 et que bien peu de pharmaciens connaissent à l'heure actuelle : l'*Office départemental du Placement et de la Statistique du travail*, avec ses nombreuses sections (1).

Il y a là, pour ces deux catégories de personnel, un véritable *marché du travail* aussi intéressant pour les employés que pour les patrons puisqu'il leur permet de trouver main-d'œuvre et occupation avec le minimum de démarches et de perte de temps.

Il n'y a donc plus à examiner, au point de vue syndical, que les questions de salaires relatives au personnel technique.

Nous avons ébauché, avec TORAUDE, un projet de classement pour le personnel technique des pharmacies, nous le reproduisons ici en tenant compte des catégories nouvelles résultant de l'*examen syndical* et de l'épreuve instituée pour l'*Union des Femmes de France*. Notre seule préoccupation est de fournir une base aux travaux du Comité inter-syndical et à nos confrères une source permanente de renseignements précieux sur les cours de la main-d'œuvre pour le *personnel commercial* et *subalterne*.

PERSONNEL DES PHARMACIES

1^{er} Personnel technique.

Services de placement spéciaux.

Gérant autorisé.
Assistants.
Remplaçants de pharmaciens (2).
Aides titulaires (examen syndical).
Elèves suivant les cours (2).
Remplaçants d'élèves (2).
Aides auxiliaires (Examen de l'Union des Femmes de France).
Stagiaires.
Préparateurs.

Chambre syndicale des
Pharmaciens de la Seine,
5, rue des Grands-Augus-
tins. Tél : Gob. 18-37.

2^e Personnel commercial.

Caissières, sténo-dactylo (3).

{ Office départemental.
Tél. : Saxe 09-59.

Vendeuses (5).

{ Office départemental.
Tél. : Arch. 44-86, 44-87.

Comptables (4).

{ Office départemental.
Tél. : Gob. 47-95.

(1) Bureaux de l'Office départemental, 50, rue de Rivoli. Métro : Hotel-de-Ville.

(2) Association des Etudiants en pharmacie de France, 85, boulevard Saint-Michel (5^e). Tél : Gob. 05-80.

(3) Personnel féminin des bureaux, 95, quai d'Orsay.

(4) Personnel masculin des bureaux, 16, rue de l'Abbaye.

(5) Placement féminin, 50, rue de Rivoli.

3^e Personnel subalterne.

Garçons de magasin (1).	Office départemental. Tél. : Arch. 44-26.
Conditionneuses (2).	Office départemental. Tél. : Arch. 44-86, 44-87.
Gens de maison (3).	Office départemental. Tél. : Fleurus, 03-61.

E. DUBAU.

Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 8 juillet 1919.

Présidence de M. BARTHET, Président.

Étaient présents : MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, COULLON, CORDIER, NORMAND, COLLIN, COLLESSON, BOINOT, DELMOND, WALTER, GRÈS, FAYOL, LOISEL, POUILH et ROESKE.

Excusés : MM. HERBAIN, BERTHET et TRINQUART.

Absents : MM. LONGUET et PELLISSIER.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière réunion a été adopté sans observation.

Correspondance. — M. Em. BOURQUELOT adresse au Conseil de la Chambre syndicale une carte de remerciements pour les félicitations qui lui ont été envoyées au sujet de son élection à l'Académie des sciences.

M. LOISEL, membre du Conseil, s'est marié samedi dernier. Le Bureau lui a adressé un télégramme de félicitations dont il nous remercie vivement par une lettre du 4 courant. Le Président lui renouvelle ses vœux au nom du Conseil.

« L'Association amicale des étudiants en pharmacie de France » nous a envoyé, le 27 juin, la lettre suivante :

« L'A. A. a renouvelé son Comité le 20 juin courant.

« J'ai le plaisir de porter à votre connaissance la composition du nouveau Bureau :

Président	MM. G. POMBET.
Vice-Présidents	GUILLAUME, DUFOR.
Secrétaire général . . .	DEVILLARD.
Trésorier	CARRÉ.

(1) Garçons de magasin, 23, rue du Pont-Louis-Philippe.

(2) Placement féminin, 50, rue de Rivoli.

(3) Gens de maison, 28, rue du Four.

« J'espère que le nouveau Comité trouvera auprès de vous la bienveillance que vous avez toujours témoignée à nos prédécesseurs.
« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mes sentiments respectueux. »

M. le Président fait part au Conseil de la lettre suivante datée du 4 juillet, qui lui a été adressée par le « Syndicat général de la droguerie française » :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance la décision prise par « notre Syndicat de suspendre tous achats de « tilleul Carpentras » « jusqu'à ce que les prix actuels de 12 et 14 francs demandés par les « récolteurs, jugés exorbitants et injustifiés, soient tombés à des « cours plus normaux.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée. »

Le Conseil décide la publication de cette lettre au *Bulletin*.

Composition du Conseil d'administration de la Chambre syndicale. — M. LE PRÉSIDENT. — J'ai adressé, à tous les délégués, une lettre pour leur demander leur numéro de téléphone et les jours de chaque semaine ainsi que les heures où ils pourraient recevoir éventuellement les confrères, membres de leur circonscription. Nous attachons une très grande importance à ces indications car nous savons que beaucoup de confrères désirent demander des renseignements à leur délégué.

Je demanderai donc aux Conseillers de vouloir bien faire le nécessaire pour que ces renseignements paraissent dans le prochain *Bulletin*.

Lettre de démission de M. C. Crinon. — M. le Président donne au Conseil lecture de la lettre de démission de M. CRINON; le Conseil prend acte de cette démission et s'associe à l'expression des regrets formulés par le Bureau, dans une note parue au *Bulletin* du 30 juin, à la suite de la lettre de M. C. CRINON.

Journée de huit heures. — M. LE PRÉSIDENT. — Cette question n'a pas fait un grand pas depuis notre dernière réunion.

Le Comité intersyndical a demandé audience au Ministre; tous les groupements pharmaceutiques y étaient représentés ainsi que l'Association générale par MM. COLLARD, CRINON et CORDIER.

Le Ministre nous a laissé entendre qu'on pourrait peut-être trouver un terrain de discussion sur des dérogations qu'il appelle « saisonnières », c'est-à-dire que nous pourrions arriver à envisager une heure de présence plus longue pendant l'hiver, où nous avons plus de travail, que pendant l'été.

M. LOISEL, de Beauvais, a nettement indiqué au Ministre que dans la province, il serait à peu près impossible d'appliquer la loi de huit heures. Le Ministre nous a dit alors qu'on pourrait peut-être faire des catégories par ville ou par quartiers.

Quand les patrons auront remis au Ministre un mémoire au sujet de l'application de cette loi de 8 heures que rédigera le Comité intersyn-

dical et lorsque les préparateurs auront remis le leur, il se passera encore un mois avant qu'un règlement d'administration publique soit pris.

M. COLLESSON. — Actuellement, quels sont les vœux que vous soumettez au Ministre?

M. BARTHET. — Nous sommes liés par un vote de notre dernière Assemblée générale qui consiste à demander neuf heures $1/2$ de travail. D'accord avec l'Association générale, nous sommes unanimes à demander une dérogation permanente pour neuf heures $1/2$.

M. DELMOND. — Il me semble bien avoir lu que les bouchers, indépendamment des huit heures, avaient obtenu de leur personnel une dérogation spéciale pour la préparation des commandes. Nous avons nous aussi des préparations de médicaments, il me semble donc qu'il y aurait peut-être là une question intéressante à étudier.

Lettre du Président de l'Association des étudiants en pharmacie. — Cette lettre relative aux prix proposés par le Bureau de l'Association des étudiants en pharmacie, pour les remplaçants est discutée par le Conseil qui décide d'informer le Bureau de l'Association des étudiants que, vu la brièveté excessive du stage, les étudiants ne sont pas en mesure, d'une façon générale, de fournir des remplaçants qui puissent se prévaloir d'une complète formation pratique, ni de prétendre à des honoraires basés *uniformément* sur le nombre de leurs inscriptions à l'École de Pharmacie.

Pour ce motif, M. FEUILLOUX et M. BOINOT proposent au Conseil de transmettre à l'A. G. un vœu tendant à obtenir la modification du stage, dans le sens d'une durée plus longue.

Approvisionnement en oxygène. — M. LE PRÉSIDENT. — Nous avons reçu la lettre suivante d'un de nos membres du Comité disciplinaire : M. LESURÉ :

« Je me permets d'attirer votre attention sur le fait suivant : les
« pharmaciens ne peuvent plus se procurer d'oxygène; la grève des
« métallurgistes entraîne, paraît-il, la grève de la corporation spécialisée intéressée.
« Si les pharmaciens, qui manquent déjà d'alcool et de sucre, ou
« tout au moins ne reçoivent plus ces produits en temps voulu, sont
« d'autre part privés d'oxygène, je me demande comment il nous sera
« possible d'exercer notre profession.
« Il ne s'agit plus ici de commodités ou de vie chère, il s'agit tout
« simplement de « la vie ».
« Que compte faire la Chambre syndicale? Saisir les pouvoirs
« publics? Evidemment c'est un moyen, mais je reste un peu sceptique
« sur son efficacité.
« Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais saisir personnellement et sous ma signature quelques journaux de la question et j'en
« connais qui publieront la note.
« Veuillez agréer, Monsieur le Président, mes salutations empressées.

« P. S. — Ne pensez-vous pas aussi que les pharmaciens pourraient se mettre d'accord pour le texte d'une affiche commune qu'ils exposeraient dans leur officine et qui indiquerait au public, en le faisant juger, les faits de la cause. »

« A la réception de cette lettre, nous avons écrit à M. HONNORAT pour lui signaler ce fait et, tout à l'heure, on m'a téléphoné de la Préfecture pour me dire que la grève des métallurgistes était terminée et que, par conséquent, on espérait que les pharmaciens pourraient se procurer plus facilement de l'oxygène.

La Préfecture demandait en outre qu'on veuille bien lui indiquer l'adresse des maisons où les pharmaciens ont l'habitude de s'approvisionner d'oxygène. Le nécessaire sera fait à ce sujet.

Approvisionnement en sucre. — M. FEUILLOUX. — En ce qui concerne cette question, toutes les explications ont été données au *Bulletin*. Je puis vous dire que le sucre de mai est réparti en ce moment et nous espérons obtenir, d'ici une huitaine de jours, le sucre de juin.

Comme je vous l'ai dit au *Bulletin*, nous avons fait des démarches jusqu'à l'extrême limite et nous n'avons pas obtenu satisfaction immédiate pour la bonne raison qu'il n'y avait pas de sucre.

Approvisionnement en alcool. — M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu à ce sujet la lettre suivante de M. COLLESSON :

« Je vous serais obligé de remettre la question de l'approvisionnement en alcool, à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil. Des renseignements nouveaux qui me sont parvenus sur l'alcool employé en parfumerie seraient intéressants à ajouter à ceux que M. COLLARD nous a apportés et qui ont été publiés page 140 du *Bulletin* de mai 1919.

« M. COLLARD nous a dit : « Que les pharmaciens ne devaient pas se servir de l'alcool réparti par nous (l'Office) pour faire de la parfumerie, qu'il y avait des enquêtes de faites et que si les pharmaciens étaient pris, ils le paieraient cher. »

« Les pharmaciens se voyant dans l'impossibilité de préparer leur eau de Cologne ou leurs produits de parfumerie, pourraient trouver étranges les facilités des parfumeurs à mettre en vente de fortes quantités de ces articles et à en monopoliser le débit.

« Or, il paraît que le mode d'approvisionnement en alcool de parfumerie est relativement aisé. Il suffit de justifier d'une patente de parfumeur pour pouvoir se procurer *en entrepôt*, de l'alcool de rétrocession aux conditions de 10 à 11 francs le litre au maximum.

« La régie oblige seulement à dénaturer l'alcool avant la sortie avec un dénaturant parfumé et accepté par elle.

« Il paraît que le musc suffit comme dénaturant.

« Un détail important m'a été donné, c'est que la régie ne veut se déranger pour l'opération de la dénaturation, que pour un minimum de cent litres d'alcool.

« Ces renseignements m'arrivent trop tard et ne peuvent qu'amorcer la question que la Chambre syndicale sera heureuse d'éclaircir et de mener à bonne fin sur les trois points suivants :

« 1° La patente de pharmacien équivaut-elle à celle du parfumeur pour réclamer l'attribution d'alcool de parfumerie ? »

« 2° Quels dénaturants sont acceptés actuellement par la régie pour les produits parfumés et pour l'eau de Cologne, d'une part et pour les dentifrices d'autre part ? »

« 3° Quels sont les moyens à employer pour permettre aux pharmaciens de se faire livrer les quantités inférieures à 100 litres ? »

« Avec mes remerciements anticipés, veuillez agréer, mon cher Président, l'assurance de mes meilleurs sentiments. »

M. BARTHET. — Je me suis renseigné auprès de la maison DAMAGNEZ et il m'a été confirmé, en effet, que le Gouvernement rétrocède aux parfumeurs patentés de l'alcool livré par la maison GUILLET frères, à la Halle aux vins. Cet alcool, à 90 ou 95°, peut servir à la préparation des eaux de Cologne et des dentifrices, mais à condition qu'il soit dénaturé sur place, avant livraison, d'accord avec la régie, et par minimum de 100 litres à la fois.

Je me suis entretenu également de cette question avec M. COLLARD qui a eu, à ce sujet, une conversation avec M. DAMAGNEZ. Il lui a demandé de lui indiquer, par lettre, quelles seraient les mesures à prendre pour que les pharmaciens soient approvisionnés au même titre que les parfumeurs et sans être dans l'obligation de prendre 100 litres à la fois.

En tout cas, à la prochaine réunion du Bureau de l'Association générale, j'attirerai l'attention de M. COLLARD sur ce fait et je demanderai que l'A. G. puisse obtenir l'autorisation, pour les pharmaciens, d'utiliser comme les parfumeurs de l'alcool dénaturé pour les produits hygiéniques.

M. WALTER. — Les pharmaciens fourniront-ils à la régie le produit pour la dénaturation ?

M. BARTHET. — Il faudrait obtenir que la maison GUILLET frères ou la maison DAMAGNEZ puisse faire chez elle, en présence d'un employé de la régie cette dénaturation pour vendre ensuite l'alcool aux pharmaciens.

M. FEUILLOUX. — Il faudrait donc se mettre d'accord sur la qualité du dénaturant.

M. COLLESSON. — Les dépositaires d'alcool prétendent que ce n'est que par l'intermédiaire des syndicats pharmaceutiques qu'ils peuvent obtenir cette vente. Aussi, il serait bon que tous les pharmaciens sachent que nous nous sommes occupés de leurs intérêts et le Conseil ne croit-il pas qu'il serait bon de publier ma lettre en la faisant suivre des renseignements que vous nous avez apportés ?

M. BARTHET. — Nous pourrions également publier les renseignements que nous donne l'A. G.

M. COLLESSON. — Les pharmaciens de province vont peut-être se heurter à des difficultés que nous n'aurons pas à Paris. Ne croyez-vous pas qu'en tant que Chambre syndicale, indépendamment de l'action poussée par l'A. G., nous ne pourrions pas chercher à avoir une solution beaucoup plus rapide en prenant directement des renseignements.

Il faudrait : 1° Nous renseigner auprès de la régie pour savoir si elle considère notre patente comme équivalente à celle des parfumeurs.

2° Savoir quels sont actuellement les dénaturants que la régie accepte et à quelle dose.

3° Obtenir l'autorisation de la régie, de répartir l'alcool entreposé chez nos fournisseurs, par petites quantités.

M. LOISEL. — En ce qui concerne la répartition actuelle de l'alcool, est-ce que le Bureau de la Chambre syndicale ne pourrait pas faire une démarche auprès de M. COLLARD pour le prier d'activer l'envoi des bons. Je connais des confrères qui n'ont pas encore reçu leur bon de juin, bien qu'ils aient fait leur demande en temps voulu.

M. BARTHET. — Vous savez tous que ce mois-ci le Bureau de l'alcool a eu des retards considérables à cause de son déménagement ; il est actuellement, 6, place Saint-Michel. D'autre part, ce Bureau, qui occupait notre local, a été quelquefois obligé de congédier son personnel à cause de nos fréquentes réunions.

Augmentation de la cotisation syndicale. — M. LE PRÉSIDENT. — J'ai adressé une lettre à tous les membres du Conseil pour leur demander de réunir leur circonscription au sujet de l'augmentation éventuelle de la cotisation de la Chambre syndicale.

Comme l'Association générale doit avoir sa réunion à Strasbourg à la fin du mois d'août et que cette question doit y être solutionnée, il y a lieu d'envisager pour notre Chambre syndicale une augmentation de la cotisation. Nous n'avons pas voulu que cette question soit seulement soumise au Conseil d'administration parce que nous estimons qu'il est préférable que les délégués prennent l'avis de leurs mandants. C'est pourquoi je vous ai demandé de réunir vos circonscriptions pour leur poser cette question et je sais que quelques conseillers les ont déjà consultées.

M. LOISEL. — J'ai réuni la circonscription de Saint-Maur et nous avons discuté cette question. Tous mes confrères étaient d'avis qu'actuellement nous avons besoin d'être défendus et représentés par un bureau permanent à l'A. G. Tous ont été d'avis, sans observation aucune, qu'on pouvait augmenter la cotisation et qu'on pouvait en porter le chiffre de 15 à 25 francs peut-être à 30. Je dois dire d'autre part que je n'ai pas eu l'avis de tous les membres de la circonscription car cette dernière est très étendue et je n'ai jamais pu réunir les pharmaciens de Charenton et de Maisons-Alfort. J'ai néanmoins l'intention, un de ces prochains dimanches, de les convoquer pour prendre contact avec eux et leur demander avis sur cette question d'augmentation de cotisation.

M. COULLON. — Vous n'allez porter le chiffre de vos cotisations qu'à 25 francs alors que vous avez d'impérieux besoins d'argent. Avec l'augmentation constante de vos frais généraux, vous allez d'ici peu vous trouver acculés complètement. Or, vous allez donner à l'Association générale 8 francs au lieu de 3 francs comme précédemment et il ne vous restera ainsi que 5 francs d'augmentation. Vous avez des besoins beaucoup plus grands!

En outre, il faudra régler la situation des nombreux mobilisés qui n'ont pas payé depuis quatre ans.

M. BARTHET. — Nous avons aussi maintenant une correspondance très volumineuse et comme chaque lettre coûte 0 fr. 15, nous arrivons à avoir en timbres une dépense exorbitante.

M. LOISEL. — La grande question c'est que nous puissions arriver à l'Assemblée générale de Strasbourg avec un mandat ferme de nos syndiqués, consultés séparément.

M. WEILL. — Ne pourrions-nous pas faire un referendum à ce sujet?

M. COLLESSON. — Ce qu'on pourrait faire c'est de donner un aperçu de la question, dans notre prochain *Bulletin* de façon à ce que tous les pharmaciens soient fixés et sachent quelles résolutions ont été prises.

M. FEUILLOUX. — Il est en effet très juste que les syndiqués connaissent les raisons qui motivent une élévation de la cotisation et, dans votre esprit, cette élévation est justifiée non seulement par le supplément de 5 francs qui sera versé à l'A. G., mais par le supplément qui sera donné à la Chambre syndicale.

M. BERNHARD. — Comme suite à la question qui a été posée par la Chambre syndicale aux délégués des circonscriptions, j'apporte aujourd'hui la réponse faite par la sixième circonscription et qui est celle-ci :

« Les confrères de la sixième circonscription, mis au courant des vœux de la Chambre syndicale, décident, à l'unanimité, de porter l'augmentation de la cotisation de 15 francs à 25 francs, au minimum, 5 francs pour l'A. G., 5 francs pour la Chambre syndicale.

« Il est bien entendu que si les nécessités le réclament, la cotisation pourrait être supérieure à ce dernier chiffre. »

Le Conseil décide, pour les réunions prochaines des circonscriptions, d'indiquer que le vœu du Conseil d'administration est de porter la cotisation syndicale de 15 francs à 30 francs. Pour les communes éloignées de la banlieue qui ne peuvent être réunies, un referendum sera fait à ce sujet.

Désignation d'un délégué pour la dixième circonscription. — M. WEILL lit au Conseil le compte rendu de la réunion de la dixième circonscription pour la désignation des candidats au mandat de délégué : Il a été décidé, à cette première réunion, qu'une seule candidature, émanant du XIV^e arrondissement, s'étant produite, qu'on accor-

derait un délai de huit jours, pour permettre à une autre candidature de se produire parmi les adhérents du XV^e arrondissement; passé ce délai, dans une seconde réunion, il sera procédé à la désignation du délégué.

M. BARTHET. — Les statuts sont formels : « S'il se produit une vacance parmi les délégués de première ou de deuxième année, le délégué sortant ou, à défaut, un de ses collègues désigné par le Conseil, devra réunir la circonscription qui présentera un remplaçant, dans les formes indiquées par l'article 8. » Par conséquent, nous n'avons qu'à obéir aux statuts.

M. WEILL. — Une autre question se pose. Le vote par correspondance est-il admis? Cela ne figure nulle part.

M. BARTHET. — Jusqu'à présent le vote par correspondance était admis.

M. ROESKE. — Puisqu'il n'y a pas de règlement, la coutume l'emporte.

M. BARTHET. — Nous pouvons donc aujourd'hui décider au Conseil que, par assimilation à ce qui est fait pour nos Assemblées générales et considérant qu'il y a des pharmaciens syndiqués qui ne peuvent se déplacer et qui ont le droit de prendre part aux élections, le vote par correspondance est admis.

M. COLLESSON. — A la condition que ce vote soit fait sous double enveloppe, comme pour les Assemblées générales.

Cette proposition est adoptée.

Assemblée générale de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France. — M. LE PRÉSIDENT. — Au sujet de cette Assemblée générale, vous savez que la Chambre syndicale de la Seine a droit, d'après les statuts de l'A. G., à cinq délégués permanents et cinq délégués temporaires. Jusqu'ici l'Association générale payait à ses délégués le voyage aller et retour en deuxième classe, plus une indemnité de séjour de 15 francs par jour. Cette année, l'Association générale ayant eu des frais très grands et le prix des chemins de fer ayant augmenté, elle a décidé qu'elle ne paierait que le voyage en troisième classe, aller et retour, et sans frais de séjour. Autrement dit, il y aura lieu à des débours assez sérieux de la part des délégués qui seront envoyés à l'Assemblée générale de Strasbourg.

Nous avons actuellement cinq délégués permanents : MM. LAURENCIN, BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD et LOISEL, mais nous avons droit également à cinq délégués temporaires.

MM. COLLESSON, FAYOL, WEILL, COLLIN et POUILLH sont désignés par le Conseil comme délégués temporaires.

Le Conseil décide, en outre, qu'il soit alloué à tous les délégués, permanents ou temporaires, une indemnité de 25 francs par jour, pen-

dant deux jours. La Chambre syndicale paiera le supplément des frais du banquet, le voyage en deuxième classe pour les délégués temporaires et la différence entre le prix des deuxièmes et des troisièmes classes pour les délégués permanents.

Intérêts commerciaux. — M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu une lettre d'un confrère, M. E. BOURCK, 31, rue d'Amsterdam, qui demande que la Chambre syndicale engage les pharmaciens à facturer le port des médicaments à domicile. Nous avons répondu que c'était une question que nous ne pouvions pas envisager, chaque pharmacien étant libre d'agir à sa guise à ce sujet. Les pharmaciens peuvent, s'ils le désirent, facturer un supplément pour le port des médicaments à domicile, en raison de l'augmentation de leurs frais généraux, mais la Chambre syndicale n'a pas d'avis officiel à émettre à ce sujet, à ce qu'il semble. (Adopté).

Réglementation des spécialités pharmaceutiques. — Sur la proposition de M. FAYOL, le vœu suivant sera transmis à l'« Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France » :

« Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, considérant les multiples avantages pour tous de la réglementation des prix de vente, émet le vœu que tout en s'attachant à perfectionner la réglementation des spécialités pharmaceutiques,

- a) Extension à toutes les spécialités,
- b) Certitude d'application par tous des prix réglementaires,
- c) Augmentation de la remise à 30 %,
- d) Facilités d'approvisionnement,

« l'Association générale obtienne :

- 1° La réglementation à 30 % des eaux minérales,
- 2° Mette à l'étude la réglementation d'autres produits pharmaceutiques susceptibles de l'être ».

M. BERNHARD. — A propos de la réglementation, la « Regalia » a émis le vœu suivant : « Que la Chambre syndicale fasse les démarches nécessaires près du propriétaire des Pilules Pink pour que le prix de ces pilules soit uniformément le prix marqué, plus l'impôt; que, de plus, la réduction par 6 pilules n'existe plus et soit rayée des étiquettes. »

Cette question est renvoyée à l'étude de la Commission des intérêts commerciaux.

Loi d'amnistie. — M. le Président lit au Conseil deux lettres d'un pharmacien condamné en correctionnelle qui demande que le Syndicat intervienne auprès des pouvoirs publics pour que les pharmaciens qui ont contrevenu aux lois sur la pharmacie soient amnistiés.

Ces lettres sont envoyées au Comité disciplinaire.

Rapports du Conseil de famille. — M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez que nous avons eu, au dernier Conseil, deux candidatures qui ont été ajournées et renvoyées devant le Conseil de famille.

Le Conseil de famille s'est réuni et a entendu les candidats et les protestataires.

Lecture est donnée des rapports.

Devant le Conseil de famille, le confrère d'Asnières a retiré sa candidature. Après la lecture du rapport, sur la candidature de M. P..., le Conseil d'administration vote au scrutin secret.

En conséquence de ce scrutin la candidature de M. P... n'est pas adoptée.

Admissions :

MM. ARNAUD (Henri), 18, rue Saint-Sulpice, Paris ; parrains : MM. HUCHÈDE et GOURBILLON.

GIRARD (Robert-Léon), 347, rue de Vaugirard, Paris ; parrains : MM. HUCHÈDE et GOURBILLON.

JACOB (Emile-Baptiste), 39, rue de l'Arcade, Paris ; parrains : MM. BARTHET et JAMOT.

MARQ (Louis-René), 105, rue de Prony, Paris ; parrains : MM. PELISSIER et BARTHET.

ROUSSELET (Albert-Emile), 9, boulevard de la République, à Noisy-le-Sec ; parrains : MM. GRÈS et FEUILLOUX.

ROY (Louis-Marie-Joseph), 26, rue Ramey, Paris ; parrains : MM. CORDIER et MONTANTON.

VINCENT (Marcel), 12, rue du Pont-Neuf, Paris ; parrains : MM. LONGUET et LANGLET.

VINCENT (Georges), 12, rue du Pont-Neuf, Paris ; parrains : MM. LONGUET et LANGLET.

Trois candidatures sont réservées pour supplément d'enquête.

Candidatures nouvelles. — M. AUROUSSEAU (Louis-Georges), 2, avenue Trudaine, Paris.

M. BARREAU (Gaston-Valentin), 44, faubourg du Temple, Paris.

M. GEORGET (Louis-Ernest), 180, avenue de Paris, Saint-Mandé.

M. LEDEUIL (Lucien), 29, rue Demours, Paris.

M. MARTINEAU (Gaston), 2, rue Mars-et-Roty, Puteaux.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Contentieux. — M. LE PRÉSIDENT. — Il nous est signalé qu'une maison de sports vend des embrochations qui sont exposées en vitrine.

Un pharmacien nous écrit également qu'il existe un Institut national où il est délivré des médicaments alors qu'aucun pharmacien n'est attaché à cette exploitation.

Ces deux affaires sont renvoyées à l'étude de la Commission du contentieux.

Le Conseil s'occupe de diverses affaires en cours.

Service de nuit. — M. FEUILLOUX. — Lors d'une réunion de mon quartier, relative aux conditions d'ouverture et de fermeture des pharmacies, certains de nos confrères ont pensé qu'il devrait s'ensuivre une réorganisation du service de nuit. J'ai attiré l'attention de ces confrères sur le prix de l'indemnité fixe qui, depuis de nombreuses années, est fixée seulement à 2 fr. 40 et j'ai suggéré qu'il serait nécessaire de demander à la Préfecture de la Seine de porter cette indemnité à 3 fr. 50.

M. CORDIER. — Je crois qu'il n'est pas opportun de demander actuellement cette augmentation, il est préférable d'attendre qu'un règlement d'administration publique, concernant la loi de huit heures, soit intervenu.

Etat de caisse. — M. COULLON donne lecture de son état de caisse qui se solde, au 20 juin dernier, par un excédent de 6.869 fr. 35.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire général,
G. BERNHARD.

RÉUNION

des Représentants des Syndicats de Réglementation,
des Représentants du Syndicat général de la Droguerie
française et des Pharmaciens détaillants.

Sur convocation de M. COLLARD, secrétaire de l'Association générale, cette réunion a eu lieu au siège social, 5, rue des Grands-Augustins, le vendredi 4 juillet à 2 h. 30.

Présents : MM. COMAR et VAILLANT, du Syndicat général de la Réglementation; LONGUET, secrétaire général du groupe des Tickettistes; RACHT, du Syndicat des spécialités réglementées; RAYNAUD, directeur de la Société mutuelle des spécialistes;

MM. GALLOIS et MERVEAU, du Syndicat général de la droguerie française;

MM. H. MARTIN, CORDIER et COLLARD, de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France;

MM. BERTHE et HOURQUET, du Syndicat des pharmacies commerciales;

MM. BARTHET et FEUILLOUX, de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, membres du Conseil d'administration de l'A. G.

Le D^r Henri MARTIN préside la séance et est heureux de constater la présence des deux représentants du Syndicat général de la droguerie française qui va permettre d'élargir la Commission d'arbitrage, selon le vœu adopté dans la réunion du 18 janvier dernier.

Après un échange de vues sur la situation faite aux pharmaciens détaillants par l'insuffisance de la réglementation, insuffisance rendue évidente, surtout pendant la période de guerre, la réunion procède à la constitution de la Commission d'arbitrage qui est ainsi définitivement arrêtée.

Dans cette Commission, les membres de l'Association générale auront droit à 6 représentants pour la province et 6 représentants pour Paris. Le Syndicat des pharmacies commerciales : 4 représentant pour Paris, 1 représentant pour la province. Le Syndicat des grandes pharmacies françaises sera invité à déléguer un représentant à la Commission d'arbitrage.

Les membres du Syndicat général de la droguerie française seront représentés à la Commission d'arbitrage par un droguiste de Paris, deux droguistes de province et un commissionnaire de Paris. Une place sera réservée à un cinquième membre, à désigner par la Commission d'arbitrage, en cas d'infraction commise par un groupement quelconque d'achat.

Les Syndicats de réglementation auront droit à huit représentants.

Chaque Syndicat devra nommer ses représentants respectifs à la Commission d'arbitrage, avant la prochaine séance qui se tiendra le 29 juillet.

Les représentants des Syndicats de la réglementation ont promis d'adresser aux droguistes et commissionnaires une circulaire les invitant de nouveau à respecter les prix de vente aux pharmaciens.

D'autre part, les pharmaciens sont invités à signaler au Président de l'Association générale, au Président de la Chambre syndicale ou au Président du Syndicat des pharmacies commerciales, les infractions à la réglementation qu'ils constateront dans les factures qui leur parviendront des maisons de droguerie ou des commissionnaires.

La séance est levée à 4 h. 30.

Le Secrétaire de la séance,

J. FEUILLOUX.

SOUSCRIPTION

en faveur des Confrères belges et français
DES RÉGIONS ENVAHIES

VINGT-TROISIÈME LISTE

Noms et adresses des Souscripteurs.	Montant des souscriptions.
MM. DARDANT, 38, rue Rochechouart, à Paris.	7 65
EHEMAN, 26, rue des Moines, à Paris	20 »
GALBRUN, 10, rue du Petit-Musc, à Paris.	1.000 »
LEFEBVRE, 1, rue Leroy, à Clichy	10 »
Montant de la vingt-troisième liste	1.037 65
Montant des listes précédentes.	19.995 70
Total au 22 juillet 1919	<u>21.033 35</u>

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Notre confrère LANGLAIS, Docteur en pharmacie, a fait toute la guerre comme combattant. Parti le 2 août 1914 comme lieutenant de réserve, il servait dans divers régiments comme capitaine, capitaine adjudant-major et était nommé chef de bataillon en août 1917. Cette même année, il était fait chevalier de la Légion d'honneur sur la proposition suivante :

« Officier de complément instruit, dévoué, consciencieux. Au front « depuis le début. Parti volontairement dans un régiment de « réserve alors que son âge et ses titres scientifiques pouvaient lui « assurer une affectation dans une formation sanitaire territoriale. « Possède toutes les qualités d'intelligence, de courage et de sang- « froid qui en font un chef complet, ayant le plus grand ascendant sur « sa troupe. S'est distingué à maintes reprises comme commandant de « compagnie et chef de bataillon dans les circonstances les plus « critiques. (Han-sur-Seille — Verdun 1916 — Chambrettes 1917 — « Romainville — Côte 304.) »

Notre confrère a été l'objet de 7 citations, et en novembre dernier, il a été, en fin de poursuite, proposé pour officier de la Légion d'honneur.

Voici deux des plus brillantes citations de notre vaillant confrère :

— Ordre de la 11^e armée (comme adjudant-major) :

« Au cours d'une contre-attaque, a pris le commandement de son « bataillon. Par son intelligence et son énergie a tenu trois jours la « position conquise sous le feu le plus violent et repoussé les contre- « attaques de l'ennemi en lui faisant des prisonniers. »

— Ordre général 4^e C. armée :

« Officier supérieur de premier ordre. A, dans un délai très court, « étant en première ligne, préparé et réussi une attaque d'une position « solidement occupée par l'ennemi; lui a fait 31 prisonniers de la « cavalerie de la garde, dont 8 sous-officiers, ce qui a fourni au com- « mandement des renseignements précis. A ramené 3 mitrailleuses et « un gros minenwerfer. »

M. LANGLAIS a reçu en 1916 la Military Cross. Il a été cité sur *la Piave*, après avoir fait les premiers prisonniers autrichiens.

Enfin, en 1918, il a reçu du Ministre de la guerre, une lettre de félicitations pour avoir fourni une idée, et un long rapport sur un mode de destruction des ressources ennemies.

La conduite incomparable de notre vaillant confrère de la rue du Pont-Louis-Philippe, mérite toutes nos plus cordiales félicitations et nous faisons des vœux pour que soit bientôt sanctionnée sa proposition pour *Officier* de la Légion d'honneur.

Joseph WILLOT
docteur en pharmacie.

Nos confrères ont pu lire dans le *Bulletin des sciences pharmacologiques* et dans la *Chronique pharmaceutique* la vie héroïque depuis la guerre et la mort glorieuse de Joseph WILLOT, pharmacien à Roubaix, qui n'était pas un inconnu pour nos confrères de Paris.

Joseph WILLOT avait en effet, longtemps avant la guerre, ouvert dans le quartier des Archives un comptoir d'articles de pansements.

Je le connaissais particulièrement pour l'avoir fréquenté à l'Association des Docteurs en Pharmacie et toujours j'avais été frappé par son énergie, son intelligence et son attachement à la pharmacie.

Au nom de mes collègues de l'Association, j'ai adressé à sa noble veuve mes condoléances et le témoignage de notre admiration.

Regrettant que la croix de la Légion d'honneur, hommage posthume, n'ait pas été accordée à notre vaillant confrère, je publie la citation qui réunit les trois héros de l'Œuvre commune (1).

« M. WILLOT, pharmacien, M^{me} WILLOT, M^{lle} NOLLET à Roubaix (Nord), ont édité et répandu clandestinement dans la région de Lille, Roubaix, Tourcoing, un journal donnant des nouvelles de la France libre, contribuant ainsi de la manière la plus efficace à maintenir le moral de la population. Dénoncés à l'autorité allemande ont été condamnés, le 20 avril 1917, à de sévères peines de prison. »

Citations — Croix de Guerre

Le Maréchal de France, Commandant en chef les armées françaises de l'Est, cite à l'Ordre du régiment :

M. CHANTEAUD (Marcel-Marie), m^e 1031, pharmacien aide-major de 2^e classe de réserve au 74^e régiment d'infanterie territoriale.

« Gradé modeste, possédant une haute conscience de son devoir, qui en maintes circonstances a rempli des missions périlleuses avec le plus grand sang-froid. »

M. CHANTEAUD est le beau-frère de notre Trésorier H. COULLON, dont la famille a été très éprouvée par la perte de plusieurs de ses membres morts pour la France.

Le Pharmacien CAVALLIER (Louis)

M. G. WEILL, secrétaire-adjoint, signalé à l'admiration de ses confrères, la conduite héroïque de M. Louis CAVALLIER, une des nombreuses victimes de la bande des dénonciateurs de Laon.

Le chroniqueur judiciaire du *Petit Parisien* (n^o du 2 juillet), relate ainsi l'incident émouvant dont le héros fut notre confrère de Crécy :

Père de sept enfants, M. Louis CAVALLIER, pharmacien à Crécy, avait

(1) *Journal officiel* du 14 juillet 1919.

recueilli et soigné 58 soldats français blessés. L'un d'eux, trop grièvement atteint, ne pouvant repartir, M. Louis CAVALLIER l'adopta, le fit passer pour son neveu, et réussit à le cacher pendant seize mois.

Alors arriva THOMAS, muni de la liste de RÉSELLE. Mais M. CAVALLIER tint bon et nia avec un si beau sang-froid que THOMAS s'en alla, convaincu et roulé.

Mais l'autorité allemande gardait un doute. Elle menaça le maire qui fit part de ses inquiétudes à M. CAVALLIER.

Alors se déroula une scène vraiment cornélienne.

« — Quoi qu'il arrive, déclara M. CAVALLIER à son neveu d'adoption, je ne te livrerai pas ! »

« — Mais moi, répondit le blessé, qui se nomme NADAUD, je ne veux pas que vous soyez fusillé pour moi, je me livrerai moi-même. »

Et il se livra. Sur quoi M. CAVALLIER fut condamné à mort, peine qui fut commuée en celle de quinze ans de travaux forcés.

Le témoin avait fini. L'un des défenseurs, M^e BOUCHERON, se leva.

« — Nous regrettons, dit-il, au nom de la défense, de ne pas voir la croix de guerre sur la poitrine de M. CAVALLIER. »

« — Je n'ai fait que mon devoir, répondit modestement M. CAVALLIER. »

« — Vous l'avez fait admirablement, appuya le président. »

Avec l'éminent avocat, M^e BOUCHERON, nous nous étonnons que le Gouvernement n'ait pas accordé la croix des braves à notre confrère CAVALLIER qui montra tant de courage civique et fit le sacrifice de sa vie pour ne pas livrer un des nombreux soldats qu'il avait accueillis sous son toit. Nous faisons des vœux pour que ce regrettable oubli soit réparé au plus tôt et que le pharmacien CAVALLIER reçoive enfin la croix de guerre.

Le Gouvernement s'est contenté de la citation suivante (*Journal Officiel* du 14 juillet 1919) :

« Le Gouvernement porte à la connaissance du pays la belle conduite de M. CAVALLIER (Louis), pharmacien à Crècy-sur-Serre (Aisne), a eu une attitude courageuse devant les exigences de l'ennemi. A caché un soldat français blessé et pour ce fait a été condamné à mort. A fait preuve du plus grand dévouement envers ses compatriotes, à qui il a prodigué gratuitement ses soins ainsi qu'aux soldats français blessés. »

Promotions de la Victoire.

Inscrits au tableau spécial de la Légion d'honneur.

Pour officiers :

MM. FAZEUILLES (Charles), pharmacien major de 1^{re} classe (active), Gestionnaire de la R. M. S. de la G. R. de Sarrebruck.

NANTA (Léon-Philippe), pharmacien principal de 2^e classe (active), au Maroc.

GAUTIER (Armand-André), pharmacien principal de 1^{re} classe (active), au S. S. E. S. S.

FLEURY (Emile-Louis-Joseph), pharmacien principal de 2^e classe (territorial), hôpital de campagne de Casablanca (Maroc).

Pour chevaliers :

ESCALLON (Jean-Baptiste), pharmacien de 2^e classe (active) à la Station-Magasin de Sens, 5^e région.

BONNOT (Pierre-Bernard), pharmacien major de 2^e classe (active, troupes coloniales), à l'hôpital complémentaire n° 66, à Fréjus.

RÉSERVE ET TERRITORIALE.

MM. FOUQUET (Benoit-Louis), pharmacien major de 2^e classe (réserve), au centre hospitalier de Constantinople.

DEMANGEON (Jean-Baptiste), pharmacien major de 2^e classe (territorial), à l'hôpital complémentaire n° 9 de Troyes, 2^e région.

MARCHADIER (Lucien-Antoine), pharmacien major de 2^e classe (territorial), au service de santé de la 4^e région.

HÉRISSEY (Eugène-Henry), pharmacien major de 1^{re} classe (territorial), à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, Gouvernement militaire de Paris.

MAUBORGNE (Albert-Edmond), pharmacien major de 2^e classe (territorial), à l'hôpital de campagne de Casablanca (Maroc).

BAILLY (Amour), pharmacien major de 2^e classe (territorial), à la direction du service de santé de la 20^e région.

GARNAUD (Paul-Jean), pharmacien major 2^e classe (territorial), à la direction du service de santé de la 13^e région.

SOENEN (Maurice-Henri-Louis-Georges), pharmacien major de 2^e classe (territorial), au service de santé de la 18^e région.

TAILLANDIER (Jean-Alexandre), pharmacien major de 2^e classe (territorial), à l'hôpital militaire Villemin, Gouvernement militaire de Paris.

SOURDILLAT (Jules), pharmacien major de 2^e classe (territorial), à l'hôpital complémentaire n° 49, 9^e région.

BEAUCHEF (Ambroise-Constant-Marie), pharmacien major de 2^e classe (territorial), à l'hôpital complémentaire n° 43, à Troyes, 20^e région.

MIDY (Marie-Emile-André), pharmacien major de 2^e classe (territorial), au service de santé du Gouvernement militaire de Paris.

GROTARD (Euriale), pharmacien major de 1^{re} classe (territorial), à l'hôpital militaire Villemin, Gouvernement militaire de Paris.

ADENET (Louis-Henri), pharmacien major de 2^e classe (territorial), au service de santé de la 6^e région.

ROLLAND (Louis-Albert), pharmacien major de 2^e classe (réserve), au service de santé de la 2^e région.

JOUBERT (Ernest-Julien), pharmacien aide-major de 1^{re} classe (territorial), au service de santé de la 11^e région.

FONZES (Jules-Henri-Léon-Gabriel), pharmacien major de 1^{re} classe (territorial), chef du laboratoire central d'analyses à la 16^e région.

LA GARANTIE DE LA MARQUE ⁽¹⁾

par le Dr Henri MARTIN.

A plusieurs reprises, on rencontre dans le rapport de M. Emile VINCENT, fait au nom de la Commission de l'hygiène publique de la Chambre des députés, sur les propositions de loi concernant l'exercice de la pharmacie, l'opinion que les « médicaments de marque » offrent une garantie d'efficacité qui doit retenir l'attention du législateur.

On lit, par exemple (page 27 du rapport), à propos de la dénomination-marque appliquée aux médicaments chimiques :

« Cette garantie donnée à l'inventeur n'est d'ailleurs pas en désaccord avec celle du public, la marque assurant au consommateur un produit toujours préparé de façon identique, avec le même degré de pureté et ayant, par conséquent, la même activité thérapeutique. »

Lorsqu'il s'agit (p. 56) des spécialités de formule complexe, la confiance témoignée aux propriétaires de marques n'est pas moins explicite :

« Nous ne croyons pas, en matière de spécialités, dit M. VINCENT, à l'emploi, par les propriétaires de marques, de produits de qualité inférieure, en vue d'abaisser le prix de revient, le propriétaire de la marque ayant intérêt à employer des substances de premier choix et aux doses indiquées. »

Plus on avance dans la lecture du rapport, plus on voit s'affermir la confiance dans la garantie de la marque, et lorsqu'on arrive à la page 64 (où il est traité du droit d'association), on s'aperçoit que cette garantie paraît tellement satisfaisante à l'honorable rapporteur, qu'il n'hésite pas à la mettre en balance avec celle du diplôme lui-même :

« Les Ecoles de pharmacie et l'Association générale des pharmaciens font remarquer, dit-il, que la garantie du diplôme serait compromise si le ou les associés pharmaciens devaient subir l'influence de personnes étrangères à la pharmacie. »

« A cela, nous ferons observer que, si on comprend très bien le danger résultant pour la santé publique d'une intervention étrangère venant à s'exercer sur le pharmacien d'officine et l'entraînant à sacrifier la qualité des médicaments à ses intérêts personnels, et c'est pour cela que nous interdisons l'association avec des non-diplômés pour l'exploitation d'une officine ouverte au public, si on le perçoit encore dans le commerce de la droguerie où la concurrence est considérable et le pourcentage des bénéfices beaucoup plus restreint, on ne l'aperçoit plus lorsqu'il s'agit de médicaments de marque : ici, toute faute dans la préparation, toute diminution dans la qualité des matières premières employées, peuvent porter à la marque une atteinte irréparable et, quand il s'agit de produits de marque, l'attrait du bon marché des matières premières n'existe pas. »

(1) *Journal de Pharmacie et de Chimie* n° 12 (16 juin 1919).

Ainsi, selon la Commission d'hygiène publique, le pharmacien d'officine est capable de céder à « l'attrait du bon marché des matières premières », mais le pharmacien-spécialiste est à l'abri de cette tentation. Que ce dernier s'associe avec des hommes d'affaires plus ou moins suspects, il n'importe, puisque, pour ce commerçant d'une espèce toute particulière, « l'attrait du bon marché des matières premières n'existe pas ».

Préservé de toute influence mauvaise par sa marque de fabrique, le pharmacien-spécialiste n'est plus un pharmacien vulgaire ; il forme une exception dont la loi doit tenir compte. En vertu de son impeccabilité, il aura des droits supérieurs à ceux de ses confrères détaillants, et ses héritiers eux-mêmes bénéficieront de cette situation privilégiée :

« Si l'on admettait, dit M. VINCENT, la thèse des Ecoles et des pharmaciens, c'est-à-dire l'obligation pour les sociétés se livrant à la fabrication et à la vente des produits sous cachet, dosés au poids médicinal, de n'avoir que des associés pharmaciens, qu'arriverait-il, en cas de décès de l'un des associés ? Par quel moyen assurer la transmission des actions à un pharmacien ? Qu'arrivera-t-il si le ou les héritiers ne peuvent ou se refusent à céder leurs actions ? Qu'arrivera-t-il si les héritiers sont mineurs ? Qu'advient-il dans le cas où la cession constituerait une charge pour l'acquéreur ?

« Il arriverait que la société se trouverait rapidement frappée de nullité et que sa dissolution s'imposerait.

« Il ne faut pas oublier que, la mauvaise foi ne perdant jamais ses droits, il pourrait, dans certains cas, être pratiqué, vis-à-vis de la société, un véritable chantage. »

Qu'arrive-t-il en cas de décès d'un pharmacien d'officine ? Par quel moyen assure-t-on la transmission à un pharmacien de la propriété de cette officine ? Qu'arrive-t-il si le ou les héritiers se refusent à céder leur part de propriété ? Qu'arrive-t-il si les héritiers sont mineurs ? Qu'advient-il dans le cas où la cession constituerait une charge pour l'acquéreur ?

Il arrive que les héritiers sont obligés d'obéir à la loi et souvent réduits à la misère.

Il ne faut pas oublier que, la mauvaise foi ne perdant jamais ses droits, il est pratiqué, dans certains cas, vis-à-vis de la veuve et des orphelins, un véritable chantage.

Quel remède M. VINCENT propose-t-il contre ces calamités ? Aucun, et nous ne pouvons le lui reprocher, puisqu'elles résultent du principe d'après lequel il faut être pharmacien pour exercer la pharmacie.

Aux pharmaciens d'officine, ce principe est appliqué dans toute sa rigueur. Le fils d'un pharmacien ne peut espérer tenir un jour l'officine paternelle, à moins qu'il n'entreprenne et ne conduise à bonne fin le cycle complet des études pharmaceutiques.

Mais, si nous comprenons bien la théorie de la Commission d'hygiène, le fils ou l'héritier d'un pharmacien-spécialiste pourrait avoir passé sa jeunesse dans l'oisiveté et toucher quand même sa part des dividendes procurés par la vente des médicaments que préparait son père.

D'une manière générale, un individu quelconque pourrait, d'après cette théorie, s'immiscer dans l'exploitation d'un « médicament de

marque », sans danger pour la santé publique, la garantie du diplôme se trouvant suppléée par une autre garantie, celle de la marque.

En quoi consiste donc cette garantie de la marque qui viendrait se substituer aux garanties légales établies dans l'intérêt de l'ordre public?

En ceci, exactement :

Une maison de commerce honorablement connue offre au consommateur plus de garantie qu'une autre maison n'ayant pas la même réputation à soutenir.

On disait autrefois : Noblesse oblige. On peut dire de même : Marque réputée oblige.

Mais il faut spécifier : Marque *réputée*, car, ce qui oblige, c'est la réputation de la marque.

Proposez au consommateur une marque inconnue, il n'en voudra pas. Proposez-lui certaines marques qu'il connaît trop bien, ces marques lui garantiront que le produit est détestable.

Rien n'est donc plus variable que cette garantie de la marque, qui peut atteindre une grande valeur, rester nulle ou devenir négative.

C'est pourquoi la loi n'intervient ordinairement, en matière de fabrique, que pour empêcher la confusion entre les marques. Elle s'oppose à ce que le consommateur soit trompé sur l'origine du produit, mais elle laisse à son appréciation la question de savoir si cette origine est, ou non, une garantie de bonne qualité.

S'il s'agit, par exemple, d'un vin ou d'un lait, il est incontestable que la marque d'un certain château ou d'une certaine ferme offre au consommateur une grande sécurité. Mais la loi n'en tient pas compte, car elle ne peut désigner telle ferme ou tel château, et si elle établissait un régime spécial en faveur des produits qui portent la marque d'une ferme ou d'un château quelconques, le groupe ainsi formé comprendrait inévitablement des produits qui n'offrent aucune garantie.

Si la Commission d'hygiène veut bien se renseigner auprès du service de la répression des fraudes, elle constatera que les propriétaires de marques ne sont pas aussi insensibles qu'elle se l'imagine, à « l'attrait du bon marché des matières premières ». Le dépôt d'une marque de fabrique étant à la portée du premier venu, il n'est pas étonnant que de nombreux « produits de marque » aient valu à leurs fabricants des condamnations pour tromperie sur la nature ou la qualité de la marchandise vendue.

Ce n'est évidemment pas à ces marques là que songeait la Commission d'hygiène, mais elles n'en existent pas moins, et la première erreur — erreur considérable — que nous découvrons dans sa doctrine, consiste à attribuer indistinctement à toutes les marques une garantie qui n'appartient qu'aux marques réputées.

Nous apercevons une seconde erreur dans le fait de raisonner, en parlant d'un médicament, comme s'il s'agissait d'un objet ordinaire du commerce.

On nous dit qu'une marque serait rapidement dépréciée si elle s'appliquait à un produit de qualité inférieure ; nous l'admettons, mais à la condition expresse que le consommateur puisse s'apercevoir de l'infériorité du produit.

Ainsi, le succès persistant d'un stylographe qui fonctionne mal est impossible, car les acheteurs mécontents lui font une publicité à rebours et le propriétaire de la marque court les plus grands risques s'il ne se décide pas à améliorer sa fabrication.

En est-il de même pour un produit pharmaceutique? Certainement non. Les médecins eux-mêmes peuvent être trompés sur la valeur d'un remède; quant au pauvre malade, c'est merveille de lui voir avaler tout ensemble le médicament et la littérature du prospectus.

Prétendre que le succès d'un médicament ne peut être dû qu'à une efficacité réelle, ce serait nier l'existence des spécialités « vivant aux crochets d'une réclame tapageuse et charlatanesque », spécialités signalées par M. VINCENT lui-même à la page 52 de son rapport.

Les produits de cette catégorie sont-ils vendus sans marque?

Nous ne croyons pas nous tromper en affirmant, au contraire, qu'un médicament charlatanesque est presque toujours, sinon toujours, revêtu d'une marque de fabrique.

Quel est donc l'intérêt du propriétaire de ces marques? C'est d'abuser de la crédulité des malades et de leur vendre le remède plus cher qu'il ne vaut. C'est de soutenir la vente du produit, non par une perfection de préparation que le consommateur est incapable d'apprécier, mais par une publicité intensive, enfoncée comme à coups de marteau dans la tête du patient.

Les inconvénients d'une telle publicité, minimes peut-être lorsqu'elle s'adresse à un public sain de corps et d'esprit, bon juge de la qualité de ce qu'il consomme, s'aggravent inévitablement lorsque la réclame a pour objectif une personne incompétente et affaiblie par la maladie.

L'incompétence et l'état de maladie du consommateur de produits pharmaceutiques, voilà surtout ce qui distingue la pharmacie des autres professions.

Cette distinction devrait être l'idée fondamentale d'un rapport présenté au Parlement sur l'exercice de la pharmacie, car c'est pour protéger le malade qu'il y a une législation pharmaceutique, et toute législation spéciale deviendrait inutile si les garanties commerciales ordinaires suffisaient lorsqu'il s'agit de la vente ou du débit des médicaments.

Un des buts essentiels de la loi sur la pharmacie est d'assurer au malade, ce consommateur particulièrement digne d'intérêt, des produits « toujours préparés de façon identique, avec le même degré de pureté et ayant par conséquent la même activité thérapeutique ». Le rapport est, d'ailleurs, de cet avis, car nous répétons ici les termes mêmes qu'il emploie et que nous avons cités au début de cette étude. Nous n'aurions qu'à les approuver s'ils visaient l'institution du *Codex*, auquel la phrase paraît s'appliquer mot pour mot. Mais c'est de la marque de fabrique qu'il s'agit dans ce passage, d'une marque quelconque, bonne ou mauvaise, et d'une marque qui est — on a soin de nous le faire observer (p. 66) — *indépendante du produit*.

Il s'ensuit que son propriétaire a le droit de l'appliquer aux objets les plus divers et que rien ne lui interdit de conserver la même marque lorsqu'il a modifié le procédé de préparation ou la composition du produit.

Vraiment, comme garantie d'identité, le *Codex* nous semble préférable.

Nous ne voyons pas, d'autre part, en quoi le propriétaire d'une marque pharmaceutique aurait nécessairement plus d'intérêt qu'un pharmacien d'officine à « employer des substances de premier choix et aux doses indiquées ». Actuellement, c'est plutôt le contraire qui est vrai, les produits officinaux et magistraux étant soumis au contrôle du service d'inspection, auquel la spécialité échappe le plus souvent, en raison de sa situation illégale.

Mais plaçons-nous dans l'hypothèse où une même surveillance serait exercée sur tous les médicaments, spécialisés ou non. Le pharmacien-spécialiste et le pharmacien d'officine auront alors un égal intérêt à bien faire, pour éviter les rigueurs de la loi, et nous admettons qu'à cet intérêt il pourra quelquefois s'en ajouter un autre, celui de soutenir la réputation, soit d'une certaine marque, soit d'une certaine officine. Le public pourra penser, de son côté, que la marque de ce spécialiste ou le nom de ce pharmacien constituent « la meilleure des garanties ». En tous cas, la garantie offerte par la réputation d'une marque sera exactement de la même nature que la garantie offerte par la réputation d'une officine.

A-t-on jamais proposé, cependant, de dispenser de ses obligations légales le titulaire d'une officine honorablement connue, de lui permettre, par exemple, de s'associer avec des personnes non diplômées, sous prétexte que le soin de ne pas déprécier une officine réputée le préserve suffisamment de toute faute professionnelle? On estime, au contraire, et très justement, que ce pharmacien doit offrir toutes les garanties exigées de ses confrères, indépendamment de la garantie spéciale apportée par la notoriété de sa maison.

En quoi la situation sera-t-elle changée si ce pharmacien se spécialise dans la préparation d'un ou de plusieurs médicaments?

Au point de vue de la garantie donnée au public, il n'existe aucune différence essentielle entre une marque pharmaceutique et l'étiquette d'un pharmacien. D'ailleurs, cette étiquette elle-même peut être déposée, de sorte que tous les médicaments préparés dans l'officine soient protégés par la marque. S'il suffit d'effectuer ce dépôt pour jouir du régime de faveur accordé aux « médicaments de marque », tous les pharmaciens s'empresseront de le faire et les dispositions relatives à la pharmacie d'officine ne s'appliqueront plus à personne.

Prenons donc la garantie de la marque pour ce qu'elle est : une garantie *supplémentaire* que le public recherche, à tort ou à raison, mais qui ne doit, en aucun cas, se substituer à la garantie du diplôme et engendrer une inégalité des médicaments devant la loi.

H. MARTIN.

INFORMATIONS

Sociétés.

COMAR et C^{ie}, 20, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris (5^e). Produits chimiques et pharmaceutiques. Capital 4.400.000 francs. Acte notarié du 29 mai 1919. — Augmentation du capital publiée le 16 juin 1919.

LAGUE et DESMOUSSEAUX, 178, rue Montmartre, Paris (2^e). Officine de pharmacie. Capital social 500.000 francs. A. S. S. P. du 31 mai 1919. — Formation publiée le 16 juin 1919.

SOSSLER et DORAT, 35, rue des Blancs-Manteaux, Paris (4^e). Produits chimiques. A. S. S. P. du 23 juin 1919. — Prorogation publiée le 22 juin 1919.

MM. DEZOMBRE et COCHAREL, rue de Rouvray, 6 bis, à Neuilly (Seine). Laboratoire d'analyse. Capital social 36.000 francs. Acte not. du 14 juin. — Formation publiée le 10 juillet 1919.

Enregistrement des diplômes.

PRIGENT (Maurice-Louis-Jacob-Marie), 180, boulevard Voltaire (11^e). — Enregist. le 23 juin 1919.

DUFRESNE (Félix-Pierre), 2, rue Léon-Vaudoyer. — Enregist. le 25 juin 1919.

CHEVALLIER (Charles-François-Joseph), 50 bis, avenue des Batignolles, à Saint-Ouen (Seine). — Enregist. le 26 juin 1919.

FUMAT (Louis-Marcel), 26, rue Martinval, à Levallois (Seine). — Enregist. le 26 juin 1919.

GALLET (Francis-Julien-Félix), 178, avenue du Maine, Paris (14^e). — Enregist. le 30 juin 1919.

ASTIER (Pierre-Paul-Placide), 47, rue du Docteur-Blanche, Paris (16^e). — Enregist. le 5 juillet 1919.

BENEZECH (Jules-Louis-Gonzague), 12, rue Ternaux, Paris (11^e). — Enregist. le 5 juillet 1919.

STOULS (Henri), 156, avenue Victor-Hugo, Paris (16^e). — Enregist. le 7 juillet 1919.

BONNEFOND (Gustave-Pierre-Alphonse), 127, Grande-Rue, à Saint-Maurice (Seine). — Enregist. le 9 juillet 1919.

FOURNIER (Henri-Charles-François), 20, avenue du Maine, Paris (14^e). — Enregist. le 11 juillet 1919.

MURAZ (Paul-Jean-Marie-Antoine), 14, rue Taitbout, Paris (9^e). — Enregist. le 11 juillet 1919.

BARDIN (Marie-Emile-René), 116, boulevard Haussmann, Paris (8^e).
— Enregist. le 12 juillet 1919.

CORDIER (Ernest-Alexandre), hôpital Saint-Denis, à Saint-Denis (Seine). — Enregist. le 13 juillet 1919.

LANGLAIS (Emile-Alfred-Charles), 136, rue Saint-Maur, Paris (11^e).
— Enregist. le 17 juillet 1919.

Ventes de pharmacies.

M. ANDRÉ, a vendu à M. LEGIER, sa pharmacie, place Gambetta, à Ivry-Port (Seine), publiée le 29 mai 1919.

M. DEHAIS, a vendu à M. GAUCHON, sa pharmacie, 77, boulevard de Grenelle. — Jouissance le 1^{er} juillet 1919, publiée le 29 mai 1919.

M. DUPRÉ, a vendu à M. VAIDIE, sa pharmacie, 10, rue Sainte-Opportune, à Paris. — Jouissance le 24 mai 1919, publiée le 29 mai 1919.

M. GANTELET, a vendu à M. BRETONNIÈRE, sa pharmacie, 81-83, avenue Ledru-Rollin, Paris (12^e). — Jouissance le 15 juin 1919, publiée le 24 juin 1919.

M. LOUIS, a vendu à M. CERVILLE, sa pharmacie, 49 bis, avenue Victor-Emmanuel-III, Paris (8^e). — Jouissance le 31 mai 1919, publiée le 24 juin 1919.

M. SAGOT, a vendu à M. JOACHIM, sa pharmacie, 115, rue de la Forge, à Noisy-le-Sec (Seine). — Jouissance le 1^{er} juillet 1919, publiée le 25 juin 1919.

M. LE GORGEU, a vendu à M. GÉLÉ, sa pharmacie, 157, rue de Paris, aux Lilas (Seine). — Jouissance le 2 juin 1919, publiée le 2 juillet 1919.

M. BIAUDET, a vendu à M. MORINEAUX, sa pharmacie, 103, avenue de la Reine, à Boulogne (Seine). — Jouissance le 23 juin 1919, publiée le 3 juillet 1919.

M. GAVAUDAN, a vendu à M. VIOLLE, sa pharmacie, 8, avenue du Bac, à La Varenne-Saint-Hilaire (Seine). — Jouissance le 15 juillet 1919, publiée le 5 juillet 1919.

M. LUZIER, a vendu à M. BEAUGONIN, ses produits pharmaceutiques, 70, rue de Bondy, Paris (10^e). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 5 juillet 1919.

M. LAVOINNE, a vendu à M. GALLET, sa pharmacie, 178, avenue du Maine, Paris (14^e). — Jouissance le 24 juin 1919, publiée le 7 juillet 1919.

M. MOITIER, a vendu à M. FOURNIER, sa pharmacie, 20, avenue du Maine, à Paris. — Jouissance le 15 juillet 1919, publiée le 7 juillet 1919.

M. PONTIGNAT, a vendu à M. BENEZECH, sa pharmacie, 12, rue Ternaux, Paris. — Jouissance le 20 juin 1919, publiée le 7 juillet 1919.

M. PÉPET, a vendu à M. ROGIER, ses spécialités pharmaceutiques, 14, rue Barbette, Paris (3^e). — Jouissance le 1^{er} juillet 1919, publiée le 10 juillet 1919.

M. SANTONÉ, a vendu (sans nom), sa pharmacie, 44, rue des Jardins, à Nogent-sur-Marne (Seine). — Jouissance le 30 juin 1919, publiée le 16 juillet 1919.

M^{me} veuve GIRARD, a vendu à M. LEPRINCE, sa pharmacie, 2, rue Léon, à Paris. — Jouissance le 1^{er} mai 1919, publiée le 16 juillet 1919.

M. CLÉMENT, a vendu à M. STOUIS, sa pharmacie, 156, avenue Victor-Hugo, Paris (16^e). — Jouissance le 1^{er} juillet 1919.

M. DEBOUDAUD, a vendu à M. ARNAUD, sa pharmacie, 9, rue Rodier, Paris (9^e). — Jouissance le 6 juillet 1919, publiée le 17 juillet 1919.

M. DUMAS, a vendu à M. TOPIN, sa pharmacie, 1 bis, rue Lallier, Paris (9^e). — Jouissance le 15 juillet 1919, publiée le 17 juillet 1919.

A vendre

Paris. Affaire exceptionnelle. **A céder** grande et bonne pharmacie bien achalandée, dans quartier central : appartement et sous-sol bien agencé. Prix : 75.000 francs, à débattre. Affaire à saisir de suite. S'adresser à M. ROBERT, pharmacien, 161, avenue du Maine, Paris.

Paris. Bonne pharmacie de quartier à **céder** par suite de changement de situation. Avant guerre : 40.000 francs d'affaires et 13.000 francs de bénéfices. Prix à débattre. S'adresser au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

A vendre pharmacie située quartier Montparnasse, bien achalandée et placée. Occasion à saisir de suite. Prix : 15.000 francs, dont 10.000 francs comptant.

Ecrire à M. MAILLET, 9, rue de Calais, à Paris (9^e).

Occasion. Caisse « Nationale enregistreuse » à **vendre**. S'adresser à M. CLÉMENT, pharmacien, 23, rue Friant.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 48-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|---|
| M. Béranger, 4, rue Trézel, à
Levallois, demande place
de 1 ^{er} élève. | M. Mellier, 16, rue Emile-Augier,
Le Pré-Saint-Gervais, de-
mande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Casse, 11, rue Montcalm,
Paris (titulaire de la carte
d'identité des aides en phar-
macie), demande place de
1 ^{er} élève ou remplacements. | M. Nicolin, 10, rue Fontaine,
Paris, demande place de
1 ^{er} élève. |
| M. Collard, pharmacien, 103, rue
Bobillot, Paris, demande
gérance ou remplacements. | M. Passelaigue, 45, rue de Paris,
à Clamart, demande place
de 1 ^{er} élève. |
| M ^{lle} Crepin, 43, rue Richard-Gar-
debled, à Rosny-sous-Bois,
demande place de 1 ^{er} élève. | M. Rocher, 12, rue Morère,
Paris, demande gérance
ou place de 1 ^{er} élève. |
| M. David, 1, rue du Faubourg-
Saint-Jacques, Paris, de-
mande place de 1 ^{er} élève. | M. Tastayre, chez M. Vergniet,
10, rue Marie-Stuart, Paris,
demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Dubois, 203, faubourg Saint-
Martin, Paris, demande
place de 1 ^{er} élève, ou rem-
placements. | M. Vitel, 152, route de Flandre,
à Pantin, demande place de
1 ^{er} élève. |
| M. Fourny, pharmacien, 2, rue
des Moines, demande rem-
placements. | M. Barboux, 14, rue Voltaire, à
Levallois, demande place
de 2 ^e élève. |
| M. Laplagne (titulaire de la carte
d'identité des aides en
pharmacie), 29, rue de Vil-
leneuve, à Clichy, demande
place de 1 ^{er} élève. | M. Guillaume, 21, boulevard Le-
febvre, Paris, demande
place de 2 ^e élève. |
| M. Lavoine, pharmacien, 85,
boulevard de Strasbourg,
Paris, demande gérance. | M. Martin, chez M. le Dr Bour-
quelot, 8, place de la Répu-
blique, Le Perreux, de-
mande place de 2 ^e élève. |
| M. Mayaud, 8, rue de Paris, à
Colombes, demande place
de 1 ^{er} élève. | M. Rollin, 43, rue Beaumarchais,
à Montreuil, demande place
de 2 ^e élève. |
| | M. Tabaraut, 5, impasse Leblanc,
Paris, demande place de
2 ^e élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES
Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|---|
| M. Vignol, 150, avenue du Maine, Paris, demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Huot, 7, rue Emile-Zola, à Alfortville, demande place de conditionneuse. |
| M. Vitrac, 108, rue Lafayette, Paris, demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Menival, 4, passage de Vanves, demande place de conditionneuse. (N'a jamais travaillé en pharmacie.) |
| M. Offrion, 24, Grande-Rue, à Villejuif. Dispose de quelques heures par jour qu'il voudrait employer chez un pharmacien, même gratuitement, pour apprendre le le métier de préparateur. | M ^{me} Porier, 8, rue Dautancourt, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M ^{me} Cottureau, 20, rue des Gobelins, Paris, demande place de conditionneuse. | M ^{lle} Tixier, 43, rue Lhomond, Paris, demande place de conditionneuse. |
| | M ^{lle} Chaigne, 65, avenue de la République, Paris, demande place d'élève. |

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

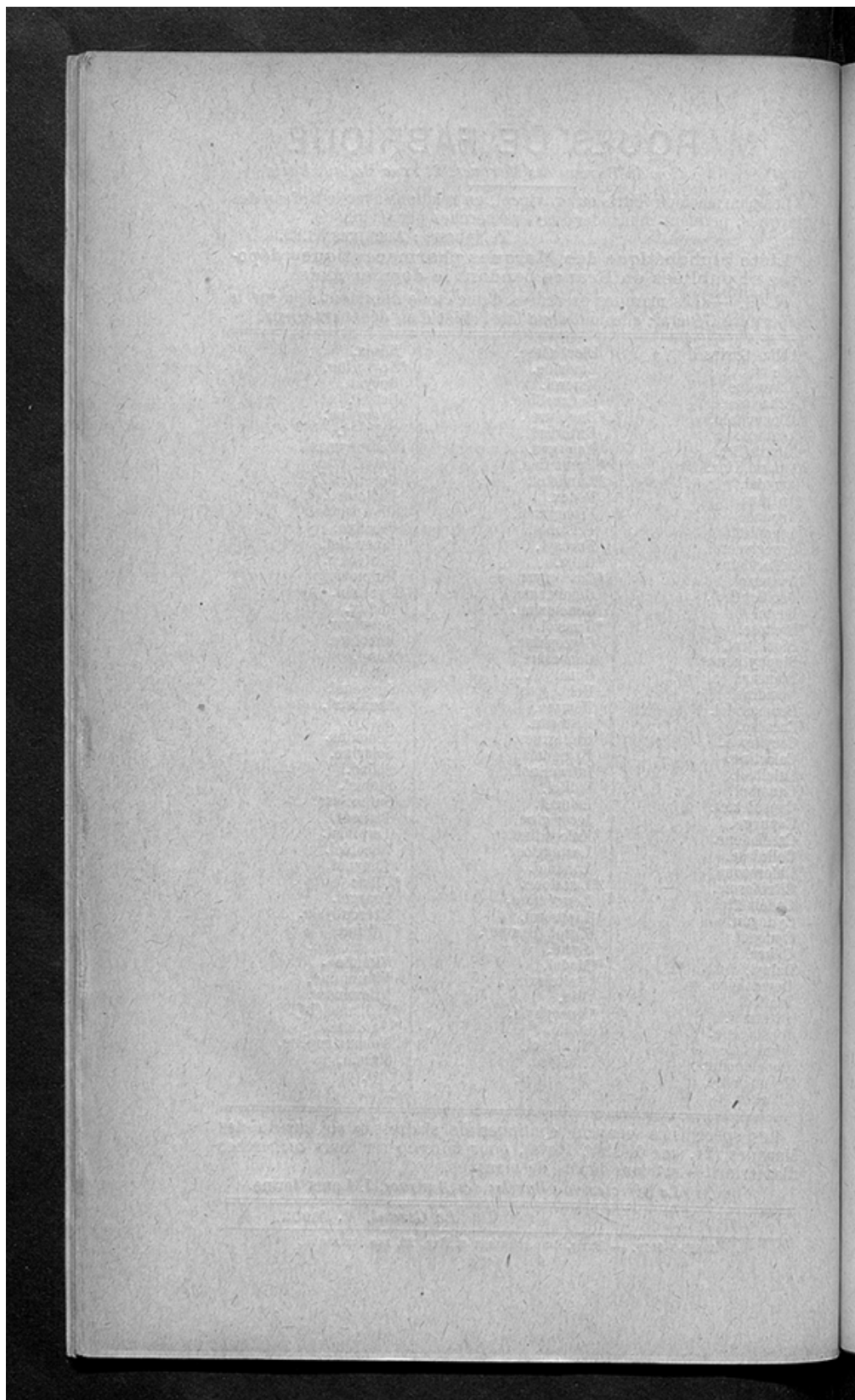
*Abila (Grains d').	Electrolase.	Nérée.
Adelma.	Emérine.	*Névroline.
Adramine.	Emerol.	Opogan.
.Ethocaine.	Endocelline.	Osbiol.
Allegmatolo.	*Engelur.	Ovoeytine.
Agathos.	Entérisalt.	Pallacol.
*Allard (D').	Eolargon.	Paraphymase.
Amara Kina.	*Eumictine.	Patyl.
Amydal.	*Eumictol.	Perlettes Zyl.
Antiflu.	Fedex.	Perlines Zyl.
Argonéol.	Férorganol.	Phosphobiol.
Argoplex.	Ferrobiol.	Pibaline.
Arséglycérol.	Furosyl.	Pipersalol.
Autocalcine.	*Gaba.	Protéofor.
*Avanazol.	*Gastrozymase.	Pulmobiol.
Bacillogénol.	Gélobarine.	Pyrobiol.
Bestol.	Génoloxine.	Redux.
*Biodose.	*Girasol.	Révilgor.
Biométr.	Glycophine.	Roboline.
Biophythes.	Gonacrine.	*Rosol.
*Blancard (Sirop).	Gonargol.	Rylol.
Bovidine.	Helda (pastilles).	Sangénol.
Bromosédol.	Hémase.	Sanolaxol.
*Cacaose.	Histogan.	Sargyl.
Cacydrosé.	Huilaixine.	Sélamina.
Calactine.	Hygiénola.	Solarine.
Calcibiol.	Intraminol.	Solidol.
*Camphol.	Iodilol.	Stobiol.
Capsulettes.	Iodogel.	Sulpholase.
Capurge.	Jecorigine.	Taniodyl.
Caséiodone.	Kalopodine.	Terpibiol.
Cellulase.	Lactogalose.	Théobiol.
*Chlorozone.	Lairinol.	Thuynol.
Citroforme.	*Laxatone.	*Ulliac (Sirop).
Codéinettes.	Leucémine.	Urargol.
Cynogan.	Liposérol.	Utérophysin.
Cynogol.	Lorol (Baume).	*Valtine.
Dabar.	Lytol.	Vitaminase.
Dalzyl.	*Madol.	Vitamine.
Dermolécine.	Maltelaxine.	Vitaminine.
Dialiol.	Mig.	Vitaminose.
Diastol.	*Mucophyle.	*Williams (D').
Diastogène.	Nello.	*Xantène.
Disalgol.	Néolaxol.	Yohourthogène.
Dopoleucine.	Néolyse.	Yreme.
Dysménol.	Néoseptol.	*Zyl.
Elargon.		

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques, J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

49625-7-1919. — Paris. Imp. VILLAIN et BAR, 22, rue Dussoubs.



BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Août 1919.

SOMMAIRE

Esprit nouveau, p. 235. — Approvisionnement du sucre, page 257. — Avis, p. 257. — Comité disciplinaire, page 257. — Distinctions honorifiques, p. 258. — 22^e Bulletin de variations, p. 259. — Rapport de projet pour servir de base aux règlements des loyers et des impôts des pharmaciens mobilisés, p. 267. — Syndicat général de la Réglementation, p. 274. — Séance de la Commission d'arbitrage de la Réglementation des spécialités, p. 275. — Pansements d'urgence, p. 277. — Nécrologie, p. 280. — Informations, p. 281. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 284. — Marques de Fabrique, p. 286.

ESPRIT NOUVEAU

Quand feu M. SPULLER lança, dans une enceinte politique, son mot qui eût des fortunes diverses, selon qu'il fût commenté par les admirateurs ou par les détracteurs de l'ancien Ministre, la France se croyait lasse de politique. Nous craignons, hélas ! que « *lassata non satiata* » notre patrie ne se reprenne bientôt d'un amour immodéré pour les luttes de partis.

Ce reproche, personne ne serait autorisé à l'adresser à notre corporation dont les membres ont apporté, trop longtemps, la même indifférence aux questions politiques et aux questions professionnelles.

Mais voici qu'un esprit nouveau souffle enfin et semble vouloir animer nos Syndicats. Je rends grâce à nos confrères mobilisés qui rapportent de la longue période de guerre une combativité dont l'influence pourra se traduire en heureux résultats pour la pharmacie française.

En prenant le chemin de Strasbourg où l'A. G. nous convoque à l'Assemblée générale que, dès 1915, elle s'était promise de tenir dans cette capitale libérée, je réfléchis avec optimisme aux conditions nouvelles qui pourraient être faites à tous les pharmaciens, s'ils voulaient bien s'astreindre à l'union disciplinée sur les quelques sujets à l'ordre du jour, depuis plusieurs lustres.

Je n'aborde aujourd'hui que la seule question de l'augmentation de la remise à obtenir de nos confrères spécialistes.

Nous n'avons aucune illusion à entretenir à ce sujet ; il est humain de s'attendre à un inflexible « *non possumus* ».

De même, tous les vœux des Syndicats fédérés demeureront platoniques, si leurs bureaux sont impuissants à faire appliquer, par chacun de leurs adhérents, les décisions arrêtées en vue d'un succès non

différé, pour cause d'indiscipline ou d'indifférence de leurs syndiqués.

L'indiscipline sera plus difficile à surmonter que l'indifférence qui réellement n'a aucune raison d'être en matière d'intérêts commerciaux. Une des formes de cette indiscipline consiste à prendre au petit bonheur une attitude différente du Syndicat voisin sur la même question, sans tenir compte des directions du Conseil d'administration de la Fédération des Syndicats. A cet égard, Paris a donné le mauvais exemple comme la province.

C'est aussi une forme regrettable d'indiscipline que d'adhérer à un Syndicat et d'oublier le versement de sa cotisation. Le Trésorier de l'A. G. produisait récemment un total éloquent d'abstentions bien préjudiciables aux finances dont il a la gestion.

C'est l'état d'esprit d'où provient l'indiscipline multiforme des pharmaciens *frondeurs* (qui ne l'est pas en France, dans tous les milieux!) qui fournit aux fabricants de spécialités le prétexte à temporisation dont ils abusent incontestablement et le plus solide point de résistance à nos revendications.

Il n'est pas douteux, qu'à Strasbourg, nous allons être unanimes à voter le trente pour cent de remise.

Mais rien ne sera fait, si l'Assemblée « ne voit l'obstacle », je veux dire, si elle ne suscite pas la neutralité *malveillante* (1) à l'égard des nombreuses spécialités à remise dérisoire.

Il est bien entendu que j'exprime ici mon opinion personnelle et je suis tout prêt à la modifier selon la discipline que je préconise à l'usage de tous.

Il est évident, d'autre part, que le succès à poursuivre est affaire de méthode, d'énergie et de persévérance.

Nous avons la bonne fortune d'avoir groupé sur cette question du trente pour cent les adhésions de tous les bureaux des Syndicats de pharmaciens détaillants, petits ou gros.

Le bloc est fait parmi les dirigeants : nous attendons la réalisation du bloc des syndiqués : les *sauvages* marcheront avec les autres, le jour où ils reconnaîtront qu'ils font métier de dupes.

Notre attitude dans la lutte engagée, non pas contre la spécialité, mais contre les spécialistes avarés et égoïstes sera la pierre de touche de notre action syndicale.

Nous devons vivre de notre diplôme : ceci est d'une telle évidence que je me prends à espérer qu'enfin nous allons vouloir travailler à nos affaires et non pas continuer à faire la fortune d'autrui.

J. FEUILLOUX.

P. S. — Avant de signaler à l'attention, sinon à la bienveillance de nos confrères, la liste des spécialités *indésirables* dont la vente serait de leur part la preuve d'un désintéressement coupable, nous nous bornons à décerner une mention non honorable au produit suivant :

Lactobyl, facturé 4 fr. 60 pour être vendu 5 fr. 20.

(1) Je risque cet accouplement monstrueux de deux mots qui hurlent du rapprochement, mais nous avons connu, pendant la guerre, des *neutres* bienveillants et des *neutres* malveillants.

APPROVISIONNEMENT DU SUCRE

Depuis le 20 août, M. DREUX a commencé la distribution du sucre d'août qu'il compte terminer fin août, selon que la présentation des cartes aura été faite avec plus ou moins de célérité. Avis aux confrères qui n'ont pas encore réclamé leur attribution de sucre. Ainsi nous pouvons noter avec satisfaction que le service du sucre a enfin repris son allure normale. Il est permis d'espérer qu'en septembre, la distribution se fera aux dates prévues.

AVIS

A la suite de poursuites et de constats provoqués par la Régie, nous croyons nécessaire de mettre en garde les Pharmaciens contre les inconvénients qu'ils éprouveront à continuer la vente des *Cigarettes Minella*.

Le Bureau de la Chambre syndicale demande aux pharmaciens poursuivis pour la vente des *Cigarettes Minella* de vouloir bien lui adresser tous les documents nécessaires pour intervenir utilement dans leur défense.

VINGT-DEUXIÈME BULLETIN DE VARIATIONS

Cet important Bulletin de variations est publié dans ce numéro. Il a été établi, avec la collaboration d'un représentant de l'Assistance publique, par la Commission du tarif élargie grâce au précieux concours de membres de l'A. G., de fournisseurs des sociétés de secours mutuels et des vérificateurs agréés par la Chambre syndicale.

Le Bureau remercie tous les confrères qui ont répondu à son appel et ont fourni pour la préparation de ce *Bulletin de variations* des modifications ou des additions.

Le Bureau, en vue de la réfection du **Tarif de l'Association Générale** (dont la dernière édition est bien antérieure à la guerre), demande aux membres de la Chambre syndicale de lui adresser toutes les propositions de modification de prix ; dès maintenant il est nécessaire d'envisager pour cette *nouvelle édition* l'élévation du tarif des manipulations et des analyses.

COMITÉ DISCIPLINAIRE

Séance du 28 juillet 1919

Consultation des pharmaciens de la Seine à propos du prochain Codex

Le premier et unique supplément au Codex 1908 est maintenant à l'impression.

Conformément au vœu approuvé par la dernière Assemblée générale de notre Chambre syndicale, le *Comité disciplinaire* a été chargé

d'effectuer une consultation générale, des pharmaciens de notre département sur leurs *desiderata* à propos du prochain Codex.

Adoptant la division du travail telle qu'elle a été établie par la Société de Pharmacie de Paris, la consultation des pharmaciens est ouverte dès aujourd'hui sur les produits suivants :

ACIDES ET BASES INORGANIQUES. — SELS MÉTALLIQUES

Les inscriptions suivantes ont été jugées nécessaires : Acide pyrophosphorique (pour l'art dentaire), peroxyde de zinc (Ektogan), peroxyde de magnésium (Hopogan).

Carbonate de bismuth, iodure de Rubidium, metavanadate de soude, nitrite de sodium, perborate de soude, persulfate de soude, sulfate de baryte pour radiographie, triiodure d'arsenic.

Ceux de nos confrères qui ont des additions à proposer dans ces deux catégories de produits sont priés de les faire connaître à M. DUFAY, archiviste du Comité disciplinaire, 56, rue du Cherche-Midi, Paris (6^e).

Le mois prochain nous consulterons nos confrères à propos des catégories suivantes :

Acides et alcalis organiques. — Sels à acides organiques. — Sels à bases organiques. — Substances neutres organiques. — Savons. — Huiles. — Graisses. — Cérats. — Sparadraps. — Glycères. — Liniments.

Prescription d'une spécialité. — Caractères précis

A la suite d'une plainte adressée par un médecin qui, croyant avoir prescrit très nettement une spécialité, s'étonnait qu'un pharmacien ait cru devoir exécuter lui-même la préparation demandée, le Comité disciplinaire a donné l'opinion suivante :

« La prescription d'une spécialité pharmaceutique ne saurait être caractérisée que par l'emploi d'une dénomination de fantaisie ou par un nom d'auteur *directement lié* au nom du médicament.

« L'inscription d'un nom de pharmacien, *non directement lié* au nom du médicament, ou simplement porté au bas d'une ordonnance, peut être considéré comme un simple renseignement donné au client par l'auteur de la prescription. »

E. DUFAY.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Est cité à l'Ordre de l'armée :

HOULLIER (Jean), canonnier servant, engagé volontaire. — « Téléphoniste volontaire et courageux ; au moment des attaques allemandes, a réussi, au mépris de la mort, à sauver son officier grièvement blessé, dans des circonstances extrêmement périlleuses, malgré un violent tir de barrage ennemi. Croix de guerre avec palme. »

M. HOULLIER est le fils de notre confrère d'Argenteuil, mobilisé lui-même aux laboratoires de chimie et de bactériologie de la 7^e région.

22^e BULLETIN DE VARIATIONS

y compris les errata au 21^e Bulletin de Variations
en date du 1^{er} janvier 1917.

Etabli, comme les précédents, avec la collaboration d'un Représentant
de l'Administration de l'Assistance Publique de Paris.

Les Confrères sont priés de mettre en tête de leurs prochaines factures
la mention suivante : « Mémoire fait avec le nouveau Bulletin de
variations, en date du 1^{er} Juillet 1919, N^o 22. »

Boîtes. — 0 fr. 30 pour la boîte en carton renfermant le médicament.

Indemnité fixe	DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème	Indemnité fixe	DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème
	Acide lactique.	50		Amidon pulv.	25
	Acétate de soude	30		Armoise.	21
	Agar-Agar (gélose).	35		Azotate de potasse	31
	Agar-Agar pulv.	42		Bassin de lit en tôle émailée, forme pelle, 30 fr. la pièce.	
	Aiguille seringue Pra- vaz, la pièce : 4 fr. 25			Benzoate de lithine.	53
	Alcool à 95°	35		Bisulfite de soude so- lution.	14
	— 90°	33	0 10	Bourdaie pulv.	29
	— 80°	31		Bourgeons de sapin.	32
	— 60°	29		Bromure ammonium	36
	Alcool camphré fort	37		— potassium	36
	— — faible	31		— sodium	36
	Alcoolat Fioravanti.	36		— strontium	39
	— cannelle.	36		Bromure de camphre	51
	— cochlearia	36		Camphre	48
	— composé	36		Camphre pulv.	50
	— Garus.	37		Camphre monobromé	51
	— lavande.	37		Chlorhydrate quinine	57
	— mélisse com- posé	35		Chlorhydro sulfate quinine	57
	le flacon : 2 fr. 50			Canules en verre, la pièce : 4 fr. 25.	
	— menthe	37		Carbonate de quinine	67
	— romarin.	36		Chiendent.	22
	— vulnéraire.	35		Chlorhydrate pilocar- pine	76
	Alcoolatures : aconit, belladone, datura et autres plantes indi- gènes	36		Chlorure calcium crist. Cigarettes Belladone, les 20 : 2 fr. 20	21
0 20	Alcoolature vulnéraire	31		Citrate de caféine.	41
	Aloïne	42		— fer ammoniacal	38
	Ampoules novarséno- benzol	0.15		— Magnésie vrai crist.	40
	— — —	0.30		— soude.	41
	— — —	0.45		Citrophène	59
	Ampoules eau carbo- natée			Codéine	76
	Ampoules eau bi-dis- tillée			Coaltar émulsionné.	22
	Ampoules de galyi.				

Cold-cream	34	Eau de Montmirail :	
Consoude	22	— 1 fr. 95	
Crème de tartre soluble	37	— Orezza : 1 fr. 20	
Créoline	20	— Pougues : 1 fr. 25	
Crésylol	20	— Purgos : 0 fr. 95	
Cryogénine	60	— Récollets : 0 fr. 95	
Cubèbes pulv.	45	— Royat : 1 fr. 35	
Diastase	66	— Rubinat : 1 fr. 40	
Digitaline solution au		— Saint-Galmier :	
1/1000 ^e	54	— 0 fr. 80	
Douce-amère	19	— Saint-Yorre prin-	
Eau de Cologne	37	— cipale : 0 fr. 95	
Eau de Glauber, la bou-		— Santenay : 1 fr. »	
teille : 1 fr. 40 net.		— Uriage : 1 fr. 90	
Eau oxygénée off. . . .	20	— Vals-Saint-Jean :	
Eau distillée Lavande,	14	— 1 fr. 30	
mélisse	14	— — Reine 1 fr. 35	
— menthe,	18	— — 3 Etoiles :	
tilleul	18	— 1 fr. 25	
Eau d'Alet, la bouteille		— — Perles :	
net : 1 fr. 30		— 1 fr. 40	
— Abila : 1 fr. 45		— Vichy Etat :	
— Bagnols-de-l'Or-		— 1 fr. 20	
ne : 1 fr. 20.		— Vittel grande	
— Bonnes : 1 fr. 55.		— source : 1 fr. 20	
1/2 : 1 fr. 40.			
1/4 : 1 fr. 25.		Elixir Garus	34
— Bourboule		— pepsine	35
Choussy : 1 fr. 30.		— terpine	37
— Carabana : 1 fr. 35		— tridigestif	35
— Cauterets, toutes		Ergotine	63
sources : 1 f. 30		Erysimum	24
— 1/4 : 1 fr. 05.		Espèces amères . . .	27
— Challes ent. :		— pectorales	35
1 fr. 25		Etain pulv.	54
1/2 : 1 fr. 05		Ether acétique	38
— Chantilly : 0 fr. 70		Ether de pétrole . . .	31
— Châtel-Guyon		Ether sulf. alcoolisé .	33
Gubler : 1 fr. 40		Eucalyptus feuilles .	19
— Contrexéville Pa-		— pulvérisé	21
villon : 1 fr. 25		Extrait cannabis . . .	67
— Couzan : 0 fr. 85		— ciguë	55
— Enghien : 1 fr. 35		— coca	53
1/2 : 0 fr. 95		— Colombo	55
1/4 : 0 fr. 70		— grande con-	
— Lithia : 1 fr. 05		— soude	38
— Martigny : 1 fr. 40		— hydrastis	68
— Mont-Dore 1/2 :		— gentiane	42
0 fr. 95		— marrons d'Inde	41
— 1/4 : 0 fr. 90		— pensées sau-	
		— vages	46

Extrait quina rouge	53	Julep gommeux	20
Extrait fluide cascara	43	— simple	19
— coca	45	— béchique	20
— kola	42	— diacodé	20
— kola		Lactate de chaux	38
— fraîche	46	— de soude	44
— quinquina		Lactose	33
— le flacon		Lanoline anhydre	33
— 2 francs	32	— hydratée	32
— valériane		Laudanum Sydenham	47
— fraîche	50	Lavement purgatif, la	
Farine de lin	20	dose : 2 francs	
Fécule pommes de terre	18	Lécithine	64
Fleurs pectorales	35	— granulée	40
Formiate de chaux ou		Levure de bière	36
soude	35	— granulée	36
Frêne, feuilles mon-		Limonade purg. au ci-	
dées	17	trate de magnésie à	
Gélose	35	50 gr. et au-dessous,	
Gentiane	22	la dose : 2 francs	
— pulv.	26	au-dessus de 50 gr.	
Glycérine officinale	30	ajouter à 2 fr. la	
Glâce à rafraîchir. <i>supprimée</i>		somme de 0 fr. 25	
Gomme arabique	27	par chaque 10 gr. ou	
— pulv.	30	fraction de 10 gr.	
Graine de lin	23	Liniment ammoniacal	
— triée	25	— camphré	30
Guimauve	34	— chloroformé	35
— pulv.	36	— oléo-calcaire	26
Huile d'amande douce	33	Liqueur d'Hoffmann	33
— vraie	40	Looch blanc	26
Huile de cade	32	le looch : 1 fr. 75	
— essentielle euca-		1/2 : 1 fr. 25	
lyptus	44	Mauves	35
— girofle	52	Mellite simple (sirop de	
— lavande	53	miel)	20
— moutarde	67	— mercuriale (miel	
Kaolin pur lavé	17	de mercuriale)	36
Ichthyol	40	— de roses (miel	
Intrails :		rosat)	38
Digitale	65	— seille (miel scilli-	
Gui	65	tique)	36
Marrons d'Inde	63	Miel blanc	32
Sauge	63	— commun Bretagne	30
Valériane	68	— mercuriale	36
Iode	50	— rosat	38
Iodoforme	53	— scillitique	36
Iodure d'arsenic	65	Mousseline, le mètre :	
— potassium	51	1 fr. 10	
— sodium	51	Musc : 5 cent. 2 fr.	
		10 cent. 3 fr. 80	

Naphtol α	40	Pilules (toutes supprimées du tarif; à décomposer avec leurs éléments.	
— β	40	Pinceau de chèvre, à teinture d'iode, la pièce 0 fr. 20	
0 40. Novocaïne	77	— blaireau, gorge, la pièce : 0 fr. 50	
Noyer feuilles	48	— blaireau, yeux, la pièce : 0 fr. 20	
Nucléinate de soude	59	Poires en caoutchouc (augmentées de 25 %)	
Onguent mercuriel		Pommade au calomel à 10 %	39
— simple	35	— mercurielle simple	35
— populeum	35	Pâte de zinc	33
— styrax	38	Porte coton aluminium la pièce : 1 fr. 25.	
Oranger feuilles	24	Potion de Choppart, la potion : 5 fr. 50	
Orge perlé	18	— la 1/2 : 3 francs	
Orthoformiate d'éthyle	52	— cordiale : la potion : 2 fr. 25	29
Ovules simples :		— gommeuse (v. julep)	20
— les 6 : 4 francs.		— huileuse	26
— à l'ichthyol :		— simple	19
— les 6 : 4 fr. 50.		— de Todd	27
— au thigénol :		Poudre Lucas Championnière	46
— les 6 : 4 fr. 50		— Réglisse composée	31
— ext. Belladone : 5 francs.		Psyllium	33
— tanin ext. Belladone : les 6 : 5 francs.		Pulvérisateur Richardson, la pièce : 10 fr.	35
Oxyde d'étain	52	Poudre Quina rouge	37
Oxymel simple	32	Queues de cerise	31
— scillitique	36	Réglisse	33
Papier brouillard :		— pulvérisé	41
— les 6 : 0 fr. 30.		Résorcine	32
Pastilles (toutes augmentées de 5 numéros au barème, sauf pour :		Rhubarbe concassée	38
Pastilles eucalyptus menthol	31	— concassée pulvérisée	20
— goudron, tolu, réglisse	31	Ronces	56
Pâte de guimauve	31	Safran	58
Pavots, la pièce : 0 fr. 50		— pulvérisé	52
Peptone liquide	42	Salicylate de lithine	51
Permanganate de potasse	38	— magnésie	36
Phénacétine	52	— méthyle	
Phénédine	52		
Phénolphtaléine	53		
Phosphate monocalcique crist.	37		
— en solution	48		
Phytine	64		

Salicylate de phénol.	40	Sirop de salsepareille	31
Salol	40	— — — comp.	32
Sangsues, la pièce :		— — sucre (simple).	16
0 fr. 60; les 6 : sup-		— — violettes.	38
primé.		Tous les autres sirops	
Santonine	70	augmentés de 3 nu-	
Saponaire (feuilles).	25	méros nouveaux. Ex.	
— (racine)	25	sp. de café à 15, pas-	
Sauge.	24	sé au 18, maintenant	
Savon animal médicinal	34	passé au 21.	
— — pulvérisé	36	Solution digitaline au	
Scabieuse	26	1/1000°	54
Seigle ergoté.	45	Solution saturée chlor-	
Sel de Berthollet	28	hydrate ammoniacque	17
— — pulv.	29	Sondes molles en caout-	
Séné (feuilles)	30	chouc (Nélaton),	
— — pulv.	32	la pièce : 3 fr. 25.	
Seringues, la pièce :		Soufre sublimé.	21
1 fr. : bout Janet,		— — lavé	23
1 fr. 30; pour oreil-		— — précipité	33
les, 1 fr.		Sparadrap belladone et	
Seringues Pravaz, la		ciguë,	
pièce : 7 fr.		0 ^m 50 s. 0 ^m 20 larg., 9 fr.	
— — genre Luer,		0 ^m 25 — — 5 —	
stérilisable,		0 ^m 10 — — 2 —	
1 et 2 cc., 8 fr.		Sparadrap diachylum	
Sérum artificiel, l'amp.		et hôpitaux,	
de 60 cc., 3 fr.		le mètre : 6 fr.; les	
— — 125 — 4 —		0 ^m 50 : 3 fr. 25;	
— — 250 — 6 —		les 0 ^m 25 : 1 fr. 75.	
— — 500 — 8 —		Sparadrap Vigo,	
Sinapisme (la feuille) :		le mètre : 8 fr.; les	
0 fr. 45; les 10 :		0 ^m 50 : 4 fr. 50;	
1 fr. 50.		les 0 ^m 25 : 2 fr. 50.	
Sirop antiscorbutique.	30	Spartéine	75
— de bourgeons de		— sulfate	68
sapin.	26	Stigmates de maïs	18
— — chicorée comp.	25	Stovaine.	71
— — chlorhydro-		Suc de réglisse.	36
phosphate de		Sublimé corrosif	44
chaux	27	Sucre de canne pulv.	20
— — cinq racines	24	Sucre de lait.	32
— — codéine	31	Sulfate d'atropine	80
— — Desessartz.	26	— de morphine	74
— — éc. d'oranges		— de quinine	58
amères.	25	— (bi-) de quinine	60
— — Grindelia	25	— de strychnine	62
— d'hémoglobine	30	— — zinc pur.	25
— de punch.	31	— — — ordin.	15
— — quinquina	26	Sulfite (bi-) de soude	
— — raifort iodé	31	(solution)	14

Sulfure de potasse sec.	25	Taffetas gomme, (2 cou-	
— — liquide.	13	ches), sur 0 ^m 40 de	
Sulfure (mono-) de so-		largeur.	
dium	30	le mètre : 7 fr. 50;	
Sulfure de soude sec .	25	les 0 ^m 50 : 4 fr.;	
— — liquide.	13	les 0 ^m 25 : 2 fr. 15.	
Suppositoires simples.		Tannate de quinine. . .	60
adultes, la pièce :		Tanin éther	50
0 fr. 40; les 6 : 2 fr.;		Tartrate (bi-) de potasse	37
les 10 : 3 fr. 50.		Tartrate de potasse	
enfants : 0 fr. 35; les		soluble	40
6 : 1 fr. 80; les 10 :		Tartrate de potasse	
3 fr.		neutre	40
Suppositoires mercu-		Tartrate de potasse	
riels à 0,03 cgr. de		et de fer	
mercure métallique,		paillettes	42
les 10 : 4 fr. ; les 20 :		Tartrate de potasse	
7 fr. 50.		et soude	33
Suspensoirs ordinaires,		0 20 Teinture aconit racines	36
la pièce : 3 fr.		— aubépine . . .	40
Suspensoirs à ceinture		— badiane	36
demi-élastique.		— boldo	36
la pièce : 4 fr. 50.		— cannelle . . .	36
Suspensoirs à poche		— coca	35
mobile,		— gentiane . . .	34
la pièce : 6 fr.		— hamamelis . .	36
Suspensoirs à hydro-		— iode au 1/10 ^e	40
cèle,		0 20 — iode dédoublée	37
la pièce : 3 fr. 50.		— de kola	34
Taffetas d'Angleterre,		— mars	30
les 0 ^m 40 : 0 fr. 60;		— myrrhe	38
le mètre : 4 fr.		0 10 — quinquina	
Taffetas chiffon s. 0 ^m 80		succirubra. . .	35
de largeur,		— viburnum	
le mètre : 20 fr. ;		prunifolium	35
les 0 ^m 50 : 12 fr. ;		Toutes les autres aug-	
les 0 ^m 25 : 6 fr. 50.		mentées à nouveau	
Taffetas chiffon s. 0 ^m 40		de 2 numéros au ba-	
de largeur,		rème. Ex. : teinture	
le mètre : 10 ¹ / ₂ fr. ;		de vanille, à 38 pas-	
les 0 ^m 50 : 6 fr. ;		sait à 41 et est main-	
les 0 ^m 25 : 3 fr. 25.		tenant à 43.	
Taffetas gomme (2 cou-		Térébenthine Venise .	35
ches), sur 0 ^m 80 de		— — cuite	38
largeur,		Thé noir ou vert. . .	39
le mètre : 15 fr. ;		Thermomètre médical	
les 0 ^m 50 : 8 fr. ;		à maxima.	supprimé
les 0 ^m 25 : 4 fr. 25.		Thermomètre médical	
		à maxima contrôlé,	
		la pièce : 20 francs.	

Thermomètre pour bains, la pièce : 3 fr. 75		Valérianate ammonia- que crist. 52	
Thymol biiodé. 56		— atropine	
Tilleul fleurs mondées 38		0.01 cent. 0 fr. 35	
— fleurs bractées 35		0.05 — 1 fr. 35	
Tube à sangsue, la pièce : 0 fr. 75.		Valérianate caféine. 62	
Tubes vaseline simple, la pièce : 1 fr. 25		— quinine 60	
Tubes vaseline hori- quée la pièce : 1 fr. 50		— zinc 52	
Tubes vaseline mentho- lée la pièce : 1 fr. 50		Vanadate (méta-) de soude 65	
Tubes vaseline borico- mentho- lée la pièce : 1 fr. 75		Verres à ventouses, la pièce : 1 fr. 25.	
Tubes vaseline gomé- nolée la pièce : 2 francs		Vessies à glace, diamètre :	
Tube lanoline, la pié- ce : 2 francs		0 ^m 20, 7 fr. 50	
Urotropine 41		0 ^m 25, 9 fr. 25	
		0 ^m 30, 11 fr. 25	
		Vigne rouge. 22	
		Vinaigre antiseptique ou des quatre voleurs 28	
		— aromatique 28	
		— blanc 21	
		— camphré 28	
		Violettes 39	
		Pour les appareils d'orthopédie, les prix sont à l'étude.	

OBJETS DE PANSEMENT

Compresses de gaze stérilisées :			
En récipients hermétiquement clos, la boîte de 10 grandes	10 fr.		
— — — — — moyennes	8 »		
— — — — — petites	6 »		
En récipients hermétiquement clos, grandes, les 6.			
— — — — — moyennes, — 9.			
— — — — — petites, — 12.			
			7 »
Coton hydrophile stérilisé en récipients hermétiquement	125 gr.	50 gr.	
clos	4 »	2 50	
		le mètre. les 5 m.	
Gaze hydrophile stérilisée en boîte métal.	2 50	9 »	

ERRATA

Au 21^e Bulletin de variations en date du 1^{er} janvier 1919

	0 ^m 05	Largeur 0 ^m 07	0 ^m 10
Bandes plâtrées	2.00	3.00	4.00
		125 gr.	50 gr
Coton boriqué		2.00	0.90
— phéniqué		2.50	1.25
— au sublimé		2.50	1.25
— salicylé		3.00	1.50
— salolé		3.00	1.50
		4m.	5m.
Gazé hydrophile		4.25	5.65
— — en flacon de 5 m			7.25
— — en flacon de 1 m		2.00	
— boriquée		1.35	6.00
— iodoformée 10 %		0m.50	2.25
— —		4m.	4. »
— — 30 %		0m.50	2.50
— —		4m.	4. »
— phéniquée		4m.	2.50
— —		5m.	6.00
— salicylée		4m.	1.50
— —		5m.	6.50
— salolée		4m.	3.50
— —		5m.	6.50
— au sublimé		4m.	1.35
— —		5m.	6.00
— au peroxyde de zinc		4m.	3.25

RAPPORT

de projet pour servir de base aux règlements des loyers et des impôts des pharmaciens mobilisés.

Le législateur en votant la loi du 9 mars 1918 a voulu que le mobilisé qui rentre dans ses foyers puisse reprendre ses travaux et sa vie dans des conditions aussi favorables que possible et avec le minimum de soucis.

La loi, dans ses treize premiers articles, envisage d'une façon assez précise la résiliation de tous les baux.

En ce qui concerne les exonérations, la précision est moins grande. Dans l'article 15 il est prévu des exonérations totales pour toute une catégorie de locataires. Ces exonérations s'appliquent aux locaux à usage d'habitation.

Pour les loyers commerciaux, la même précision n'existe pas. Ces loyers rentrent tous dans la formule générale de l'article 14 qui prévoit « des réductions pouvant aller jusqu'à l'exonération totale pour le locataire non mobilisé qui justifiera avoir été privé, par suite de la guerre, soit des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, soit d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement du loyer ».

Le deuxième paragraphe de l'article 14 « dispense le locataire mobilisé de cette justification. C'est au propriétaire qu'il appartient d'établir que la mobilisation du locataire lui a laissé le moyen d'acquitter tout ou partie des loyers échus ».

Enfin le troisième paragraphe du même article prévoit « que la Commission arbitrale devra tenir compte, dans tous les cas, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des revenus du locataire ».

Telles sont les bases essentielles de la loi du 9 mars 1918 en ce qui concerne les exonérations.

La circulaire ministérielle du 11 mars 1918 (1) adressée aux Préfets pour l'application de la Loi du 9 mars, expose, dans une de ses parties l'interprétation des articles 14 à 20.

Il paraît inutile d'examiner la situation du locataire non mobilisé qui est nettement établie par le 2^e paragraphe de l'article 14 et qui du reste doit, dans la plupart des cas, avoir reçu une solution.

En admettant que tous les membres des Commissions arbitrales soient empreints du plus profond souci de justice et d'équité, ils n'ont la plupart du temps aucune base d'appréciation pour statuer en toute connaissance de cause vis-à-vis de commerçants qui ont été mobilisés puisque ces derniers sont dispensés de justifier le préjudice que leur a causé leur mobilisation.

Pour permettre à cette juridiction de statuer sur des bases précises ne serait-il pas opportun que les commerçants mobilisés qui ont subi un préjudice puissent le justifier en produisant un relevé de leur comptabilité ?

(1) J. O. du 12 mars 1918, page 2278.

Ce relevé comporterait deux tableaux :

1° Un tableau A comprenant le relevé des trois derniers exercices avant guerre qui servirait à déterminer le pourcentage moyen qui a été prélevé sur les disponibilités pour le paiement du loyer.

2° Un tableau B comprenant les exercices afférents à la période de guerre.

Dans le tableau A ci-annexé, il a été établi un modèle type de comptabilité pour permettre de se rendre compte sur quelles disponibilités le paiement du loyer a été effectué. Cet exemple se rapporte à une pharmacie de moyenne importance occupant un élève et un garçon avec un loyer annuel de 2.400 francs, plus 100 francs de charges et 700 francs d'impôts.

Le chiffre des disponibilités sur lesquelles ont été prélevés le loyer et les impôts a été calculé en retranchant du produit des recettes :

a) Les achats ;

b) Tous les frais généraux moins le loyer et les impôts ;

c) La somme nécessaire à l'existence du pharmacien et de sa famille.

La somme nécessaire à l'existence du pharmacien et de sa famille se rapporte à un pharmacien marié, père de deux enfants.

Il lui a été attribué :

1.000 francs pour le loyer personnel ;

2.000 francs comme chef de famille ;

1.000 francs pour sa femme ;

1.000 francs par enfant ;

soit au total une somme de 6.000 francs.

C'est donc la différence entre ces trois éléments (a+b+c) et les recettes qui constitue les disponibilités sur lesquelles ont été prélevées les sommes nécessaires au paiement du loyer et des impôts.

Dans les frais généraux, il n'a pas été tenu compte de l'amortissement pour n'avoir pas à faire intervenir ce facteur pendant la période de guerre où les disponibilités sont peu élevées.

Dans l'exemple envisagé au tableau A, seuls, les chiffres des recettes ont été pris arbitrairement. Toutes les autres sommes ont été calculées, en arrondissant les chiffres, mais aussi exactement que possible : elles peuvent être considérées comme réelles et très voisines de la réalité.

Le tableau B représente la comptabilité de la même pharmacie pendant les exercices de guerre avec un personnel nouveau. On y remarquera la diminution des recettes en même temps qu'une augmentation des sommes affectées au paiement du personnel, — augmentation qui est de 70 % pendant les années 1915-1916, passe à 100 % en 1917 pour arriver à 130 % en 1918. Là encore, ces augmentations ne sont pas arbitraires mais correspondent à très peu de chose près — en plus ou en moins — aux exigences du personnel de guerre.

Dans l'exemple choisi, il y a lieu de remarquer que cette pharmacie a été gérée — sinon parfaitement — du moins avec un certain souci de donner quelque satisfaction ; malheureusement, il n'en a pas toujours été ainsi.

Au tableau B, les sommes nécessaires à l'existence de la famille du pharmacien ont été réduites. Le chef de famille n'y figure plus, de

même que le loyer personnel. Il a été attribué à la femme les 2.000 francs du chef de famille, les enfants sont restés au même taux : soit une somme globale de 4.000 francs. Il est indispensable de faire remarquer la modicité de cette somme destinée à subvenir aux besoins de trois personnes et dont l'insuffisance apparaît encore mieux pendant les deux dernières années de la guerre.

Ces sommes nécessaires à l'existence n'ont pas été prises au hasard : elles figurent au chapitre des exonérations dans le calcul de l'impôt sur le revenu.

De même, il n'a pas été tenu compte du pharmacien mobilisé. Quelques-uns avaient bien une solde leur permettant de subvenir à leurs besoins, mais beaucoup n'étaient pas dans le même cas.

Bien entendu, les chiffres donnés à titre d'exemple ne sont pas ceux qui devront être présentés à la Commission arbitrale. Il appartiendra aux intéressés de les remplacer par ceux qu'ils relèveront sur leur propre comptabilité.

La présentation d'une comptabilité ainsi établie est-elle susceptible de retenir l'attention et d'être prise en considération par les Commissions arbitrales ? Il est permis de le supposer, puisqu'elle repose sur des bases exactes et qu'elle permettrait de statuer en toute connaissance de cause. La question la plus délicate repose sur le pourcentage applicable aux disponibilités des exercices de guerre.

Au tableau A, la moyenne prélevée sur les disponibilités pour le loyer atteint 28,48 %. Convient-il d'appliquer cette moyenne aux exercices de guerre étant donné d'une part les faibles disponibilités du tableau B et d'autre part les très modestes sommes affectées à l'existence de la famille du pharmacien, sans compter les besoins personnels du pharmacien mobilisé ?

Quelles moyennes la Commission arbitrale prendrait-elle ? Quelles sont les moyennes équitables qui pourraient être suggérées aux arbitres ?

Cette procédure paraît d'autant plus naturelle qu'elle est applicable aux remises d'impôts prévues par la loi du 31 mars 1919.

Jusqu'ici, dans ce rapport, il n'a été question que de la loi du 9 mars 1918 sur les loyers. Depuis, une nouvelle loi a été promulguée en ce qui concerne les impôts des mobilisés (1).

L'article 15 de cette loi, dans son premier paragraphe, exonère d'office les mobilisés de la contribution personnelle — mobilière lorsqu'ils ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu pour une somme supérieure à 5.000 francs s'ils sont célibataires — à 7.000 francs s'ils sont mariés. Cette somme est augmentée de 1.000 francs par enfant à leur charge.

La contribution personnelle mobilière est généralement une taxe peu élevée. Dans les exemples prévus aux tableaux A ou B, le contribuable ayant 9.000 francs de revenus sera exonéré de droit de cette contribution. Or les revenus qui figurent dans les exemples choisis sont bien inférieurs aux sommes prévues pour l'exonération d'office.

Dans son article 15, paragraphe 5, la loi du 31 mars 1919 prévoit la

(1) Loi du 31 mars 1919. *J. O.*, du 1^{er} avril 1919, page 2342.

remise de la patente pendant la durée de la fermeture des établissements commerciaux à compter du mois qui suivra cette fermeture.

Le paragraphe suivant, prévoit, pour les établissements exploités en l'absence du titulaire une remise correspondante des droits de patente à leur charge sur justification d'une diminution de leurs bénéfices comparés à ceux d'avant-guerre.

Enfin le paragraphe 8 prévoit également des demandes de remise en modération pour ceux qui n'obtiendraient pas un dégrèvement d'office.

Dans l'espèce qui nous concerne plus particulièrement il convient surtout de retenir les dispositions des paragraphes 1, 5 et 6 de l'article 15 qui s'appliquent parfaitement à tous les cas envisagés lorsqu'il y a moins value dans les bénéfices et par suite dans les disponibilités.

L'article 16 de la loi prévoit les formalités à remplir pour obtenir ces dégrèvements ainsi que les délais pendant lesquels le bénéfice de cette loi pourra être invoqué par les intéressés. Ce délai est de trois mois à compter du décret fixant la date de cessation des hostilités. Au delà de ce délai, des poursuites pourront être intentées pour le recouvrement de tous les impôts dus.

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale ne se réunissant pas régulièrement en août et septembre, à moins d'une convocation extraordinaire, il appartient au Bureau ou à la Commission du Contentieux de prendre une décision sur l'opportunité d'apporter l'appui moral d'un fort groupement professionnel aux confrères intéressés aux règlements de leur loyer et de leurs impôts. Cette décision doit être prise avec d'autant plus de rapidité que les délais impartis par la loi du 31 mars 1919 ne vont pas excéder trois mois et demi à quatre mois.

A Paris, le 1^{er} août 1919.

POSTEL.

TABLEAU A

Pharmacie occupant un élève et un garçon

Appointements du personnel	{ Elève, par mois	250 »
	{ Garçon d°	150 »
Loyer annuel	2.400 »	{ 2.500 »
Charges annuelles	100 »	
Impôts annuels	700 »	

Pharmacien marié ayant deux enfants à sa charge

**Relevé de comptabilité des trois dernières années
avant la guerre 1911-1912-1913**

ANNÉE 1911

Recettes			44.000 »
Achats	24.500 »		
Personnel	4.800 »		
Assurances, chauffage, éclairage, entretien du matériel, divers, etc	1.000 »	30.300 »	
Somme nécessaire à l'existence du pharmacien et de sa famille	6.000 »		36.300 »
Disponibilités servant à payer le loyer et les impôts			7.700 »

ANNÉE 1912

Recettes			48.000 »
Achats	26.900 »		
Personnel	4.800 »		
Assurances, divers	1.200 »	32.900 »	
Somme nécessaire à l'existence	6.000 »		38.900 »
Disponibilités			9.100 »

ANNÉE 1913

Recettes			50.800 »
Achats	29.000 »		
Personnel	4.800 »		
Assurances, divers	1.200 »	35.000 »	
Somme nécessaire à l'existence	6.000 »		41.000 »
Disponibilités			9.800 »

*Moyennes des sommes prélevées sur les disponibilités pendant ces trois
années pour effectuer le paiement du loyer et des impôts*

ANNÉES	LOYER	IMPÔTS	TOTAL
1911	32,47 %	10,00 %	42,47 %
1912	27,47 %	7,69 %	35,16 %
1913	25,51 %	7,14 %	32,65 %
TOTAUX	85,45 %	24,83 %	110,28 %
MOYENNE	28,48 %	8,28 %	36,76 %

TABLEAU B

Même pharmacie avec un personnel entièrement nouveau

EXERCICE DE GUERRE

Relevé de comptabilité des années 1915-1916-1917-1918

ANNÉE 1915

Recettes		35.000 »
Achats	19.500 »	} 28.250 » } 32.250 »
Personnel	8.150 »	
Assurances, divers	600 »	
Somme nécessaire à l'existence	4.000 »	
Disponibilités		2.750 »

ANNÉE 1916

Recettes		38.000 »
Achats	22.000 »	} 30.750 » } 34.750 »
Personnel	8.150 »	
Assurances, divers	600 »	
Somme nécessaire à l'existence	4.000 »	
Disponibilités		3.250 »

ANNÉE 1917

Recettes		40.000 »
Achats	23.000 »	} 33.400 » } 37.400 »
Personnel	9.600 »	
Assurances, divers	600 »	
Somme nécessaire à l'exercice	4.000 »	
Disponibilités		2.600 »

ANNÉE 1918

Recettes		45.000 »
Achats	25.000 »	} 37.000 » } 41.000 »
Personnel	11.000 »	
Assurances, divers	1.000 »	
Somme nécessaire à l'existence	4.000 »	
Disponibilités		4.000 »

IMPOT DES MOBILISÉS⁽¹⁾

I. — CONTRIBUTION PERSONNELLE-MOBILIÈRE

A. — Tout mobilisé « mais seulement » pour les années au cours desquelles il a été présent sous les drapeaux.

B. — *Pour toute la durée de la guerre, c'est-à-dire pour les années 1914 à 1919 inclus :*

Tout militaire des armées de terre et de mer renvoyé dans ses foyers par suite d'infirmités résultant de la guerre et également la veuve, les orphelins, père et mère de ceux qui sont « *morts pour la France.* »

Ont droit à la remise intégrale de leur contribution personnelle-mobilière aux conditions suivantes :

Ne pas avoir joui « pendant l'année 1919 », pour les années 1914, 1915 et 1916 et, pour les années suivantes, pendant l'année qui a précédé celle pour laquelle on réclame le dégrèvement d'un *revenu total annuel supérieur à :*

5.000 francs si le contribuable est célibataire;

7.000 francs s'il est marié sans enfant;

8.000 francs s'il est marié et a une personne à sa charge (enfant ou ascendant);

9.000 francs s'il est marié et a deux personnes à sa charge, et ainsi de suite, en augmentant de 1.000 francs pour chaque personne en sus à la charge de l'intéressé.

FORMALITÉ A REMPLIR POUR OBTENIR LE DÉGRÈVEMENT

1° Remplir un bulletin pour « Remise de contribution personnelle-mobilière » qu'il suffit de réclamer à la Mairie;

2° Y joindre les avertissements (feuilles blanches d'imposition); à défaut, un extrait « à réclamer chez le percepteur » et visant seulement les années pour lesquelles le dégrèvement est dû;

3° Se procurer au bureau militaire, à la Mairie, un extrait certifié conforme par le Maire, de sa situation militaire au cours de la campagne. Se munir à cet effet et suivant le cas, du livret militaire, du titre de réforme ou de pension, d'un extrait de l'acte de décès;

4° Réunir ces trois pièces sous enveloppe et les adresser ou les déposer à la Mairie du quartier du lieu de l'imposition à l'adresse suivante : « Monsieur le Contrôleur des Contributions directes. »

II. — CONTRIBUTIONS DES PATENTES

1° *Cessation du commerce ou de l'exercice de la profession :*

Dans le cas de cessation de commerce ou de la profession au cours des années 1914 à 1919, par suite de circonstances provenant de l'état

(1) Ces renseignements ont été fournis à M. L. COLLESSON, par la Ligue des Chefs de section et des soldats combattants.

de guerre, celui qui a été mobilisé ou ses ayants-cause, s'il est « mort pour la France », ont droit à remise de la contribution des patentes pour les mois qui ont suivi celui de la cessation.

2° *Le commerce a continué à être exploité penpant l'absence du mobilisé :*

Si les bénéfices réalisés ont été notablement inférieurs à ceux d'avant-guerre, le mobilisé a droit à une remise proportionnelle de la diminution du bénéfice constaté pour chacune des années au cours de laquelle il a été présent sous les drapeaux.

Dans le cas où le mobilisé serait « mort pour la France » et où ses ayants-cause auraient continué l'exercice de sa profession, l'exonération s'étendrait en outre aux années qui ont suivi le décès y compris l'année 1919.

Formalité à remplir

Adresser une demande sur papier libre et sans l'affranchir au Préfet de la Seine.

Dans le cas de diminution de bénéfices, donner pour chaque année des chiffres précis groupés dans un petit tableau, par exemple, et rien de plus. En un mot, une réclamation précise mais brève.

AVIS IMPORTANT

Les rôles de 1919 étant publiés, le contribuable a intérêt à présenter sa demande dès à présent.

SYNDICAT GÉNÉRAL DE LA RÉGLEMENTATION

14, rue de Rougemont, PARIS (9^e)

Paris, le 18 juillet 1919.

MESSIEURS,

De nombreuses plaintes et réclamations sont adressées au Syndicat Général de la Réglementation, au sujet des majorations que beaucoup de droguistes et commissionnaires font subir aux prix fixés pour les Pharmaciens, par les fabricants membres du Syndicat.

Au moment où la Commissions Intersyndicale d'Arbitrage se reconstitue et va reprendre ses travaux suspendus pendant la durée de la guerre, le Conseil d'Administration se voit, Messieurs, dans l'obligation de vous rappeler les conventions intervenues entre vous et le Syndicat Général, ayant pour but le maintien aux Pharmaciens de la totalité de la remise qui leur est attribuée sur les prix figurant à notre Catalogue ou à ses Suppléments, et il vous prie instamment de bien vouloir vous y conformer.

Espérant pouvoir compter sur votre accueil favorable aux desiderata légitimes qui nous sont exprimés,

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos sentiments distingués.

Pour le Conseil d'Administration :

L'Agent Général,

A. LORETTE.

SÉANCE

de la Commission d'arbitrage de la Réglementation des Spécialités

29 juillet 1919.

Conformément à la décision prise, le 4 juillet 1919, par la réunion des représentants des Syndicats de la Réglementation, du Syndicat général de la droguerie française et des pharmaciens détaillants, la Commission d'arbitrage a tenu séance, 5, rue des Grands-Augustins, le mardi 29 juillet, à 14 h. 30, sous la présidence de M. P.-L. CORDIER, Vice-Président de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France.

M. le Président souhaite la bienvenue aux membres présents et lit les lettres d'excuses de MM. FUMOZE, LONGUET, H. MARTIN, VAILLANT, empêchés.

Il fait connaître les noms des représentants désignés par les divers Syndicats pour faire partie de la Commission d'arbitrage.

Ce sont : MM. COMAR, COUTURIEUX, FUMOZE, LONGUET, SIMON et VAILLANT, pour le Syndicat général de la Réglementation. (La fusion du Groupe des Tickettistes avec le Syndicat général est officiellement annoncée.)

MM. MILLE et RACHT, pour le Syndicat des spécialités réglementées.

M. GALLOIS, Vice-Président du Syndicat général de la droguerie française et quatre autres représentants des droguistes et commissionnaires, à désigner ultérieurement.

MM. BARRUET, BERNHARD, COQUET, CORDIER, DAUTREVAUX, DECRAMER, DORÉ, FEUILLOUX, MASSE, VALENTIN, VIGNERON, pour l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France.

MM. DEREUDRE et HOURQUET, pour le Syndicat des pharmacies commerciales.

M. FOURTON, Président du Syndicat des grandes pharmacies de France.

M. le Président fait l'appel des présents. Ce sont : MM. BARRUET, COLLARD, COMAR, COQUET, CORDIER, COUTURIEUX, DAUTREVAUX, DEREUDRE, DORÉ, FEUILLOUX, GALLOIS, HOURQUET, LORRETTE, MERVEAU, RACHT, SANSON (représentant de M. FOURTON), SIMON, VAVASSEUR, VIGNERON.

A la demande de M. GALLOIS, on décide de porter à cinq le nombre des représentants des droguistes et commissionnaires.

M. GALLOIS explique que ses collègues n'ont pu être nommés avant la séance de ce jour, par suite du retard apporté à l'entrevue décidée entre les fabricants de spécialités et les membres du Syndicat général

de la droguerie française. Ce retard n'est pas imputable au Syndicat de la droguerie : d'ailleurs, l'entrevue aura lieu le 1^{er} août et notification sera faite ultérieurement des cinq représentants des droguistes et commissionnaires.

Un échange de vues a lieu entre les membres de la Commission, au sujet des frais de port et d'emballage.

M. COMAR signale quelques exagérations non motivées du prix de vente de certains produits réglementés et rappelle les majorations des prix pratiquées par des pharmaciens de certaines régions, même sur des spécialités laissant un bénéfice de plus de 30 %.

M. CORDIER explique comment, à la suite de la consultation de M^e CHABROL, les pharmaciens peuvent se croire autorisés à majorer les prix marqués mais espère que cette pratique cessera, dès l'élévation de la remise.

M. DORÉ saisit ce moment de la discussion pour annoncer que la Fédération qu'il représente, ainsi que d'autres Fédérations régionales se proposent de soumettre à la prochaine Assemblée générale de l'A. G. un vœu demandant la fixation de la remise à un minimum de 30 %.

M. COMAR réplique en montrant toutes les difficultés que son Syndicat, qui groupe trois cents adhérents, aura à surmonter pour réaliser dans un bref délai, l'élévation du pourcentage de la remise.

M. HOURQUET oppose aux objections de M. COMAR le fait constaté que l'augmentation du prix des spécialités provenant du renchérissement des matières premières et de l'accroissement des frais généraux n'a pas eu d'influence néfaste sur la vente des spécialités ; il en résulte que les fabricants peuvent relever les prix de vente, pour permettre l'augmentation du taux de la remise aux détaillants.

Avant de se séparer, les membres présents procèdent à la constitution du Bureau de la Commission d'arbitrage.

M. VAVASSEUR, ancien Président, ayant décliné toute candidature, la réunion élit à l'unanimité :

Président : M. DECRAMER, de Lille.

Vice-Présidents : MM. COMAR et GALLOIS.

Secrétaire : M. FEUILLOUX.

Secrétaire-adjoint : M. VALENTIN, de Lille.

Trésorier : M. DAUTREVAUX.

La prochaine séance de la Commission aura lieu le 13 octobre, à 9 h. 30 du matin, 5, rue des Grands-Augustins. Cette décision est prise à l'unanimité, moins une voix, celle de M. HOURQUET, partisan d'une réunion à date beaucoup plus rapprochée.

Le Secrétaire,

J. FEUILLOUX.

PANSEMENTS D'URGENCE

par le Dr HENRI MARTIN (1).

La Cour de Cassation a rendu, le 6 avril dernier, un arrêt qui semble de nature à jeter un certain émoi dans le monde pharmaceutique et médical.

En voici le texte :

LA COUR,

- « OUI, M. LA BORDE, conseiller, en son rapport,
- « M^r CHABROL, avocat à la Cour, en ses observations,
- « M. DELRIEU, avocat général, en ses conclusions,
- « Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que B..., pharmacien de service, à Grenoble, dans la nuit du 6 au 7 août 1915, a été requis de panser une blessure légère qui venait d'être faite au jeune G...;
- « Que, pour prononcer condamnation contre le prévenu, qui avait refusé de fournir le service requis, le juge de police énonce, après avoir constaté le flagrant délit et la régularité de la réquisition, qu'étant donné le caractère bénin de la blessure, circonstance portée à la connaissance de B..., celui-ci pouvait effectuer le pansement;
- « Attendu que les règles de la profession ne sauraient interdire à un pharmacien de secourir une personne blessée, et que, dans les circonstances de la cause, *un fait unique* d'intervention dans le traitement de la blessure reçue par G... n'aurait pas constitué un acte délictueux, tombant sous les prohibitions de l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892; que, dès lors, le prévenu n'était pas, ainsi que le soutient le pourvoi, dans l'impossibilité légale de faire le service requis;
- « Qu'en statuant comme il l'a fait, le juge de police n'a violé aucun des textes visés au moyen, et a fait, au contraire, une exacte application de la loi.
- « PAR CES MOTIFS : rejette le pourvoi; condamne le demandeur à l'amende et aux dépens. »

Voici donc un pharmacien définitivement condamné pour avoir refusé de « panser une blessure légère ».

Jusqu'à présent, lorsque nous portions secours à un blessé amené dans notre officine, nous croyions accomplir un acte d'humanité auquel nul n'avait le droit de nous contraindre. La Cour de Cassation nous dit qu'il y a là, dans certaines circonstances, une obligation légale. Relisons son arrêt et tâchons de comprendre en quoi cette obligation résultait des circonstances de la cause.

Il s'agissait, dit l'arrêt, d'une « réquisition » adressée au « pharmacien de service ». Nous devons en conclure qu'après entente avec l'au-

(1) *Journal de Pharmacie et de Chimie* n° 3 (1^{er} août 1919).

torité municipale un roulement avait été organisé, à Grenoble, entre divers pharmaciens de la ville, pour assurer le service pharmaceutique de nuit, et que le pharmacien ayant accepté d'être « de service » une certaine nuit était tenu de se déranger en cas de réquisition.

Mais on ne conçoit pas comment la municipalité aurait organisé un service pharmaceutique sans assurer en même temps un service médical, et l'arrêt ne nous dit pas pour quel motif, dans la nuit du 6 au 7 août 1915, c'est le pharmacien et non le médecin de service qui fut requis pour panser la blessure du jeune G...

Il y a lieu de supposer que le médecin avait été prévenu, qu'il manquait des objets de pansement nécessaires, et qu'ayant constaté le caractère bénin de la blessure, il avait conseillé de la faire panser par le pharmacien.

On ne peut guère expliquer autrement que le « caractère bénin de la blessure » ait été « porté à la connaissance » de notre confrère B... car il serait incroyable que le représentant de l'autorité eût pris la responsabilité de déclarer la blessure légère sans avoir consulté un médecin.

Toujours est-il que, soit par suite de l'abstention du médecin, soit en vertu d'une décision arbitraire de l'autorité, ce ne fut pas la personne la plus compétente qui fut requise pour faire le service nécessaire.

Mais on sait qu'en matière de réquisition, l'autorité est, en quelque sorte, souveraine. Les autorités municipales ont le droit de requérir tout individu, en cas d'accident, d'incendie, de naufrage, d'inondation ou de sinistre quelconque; les autorités judiciaires exercent le même droit en cas de brigandage, de pillage, de clameur publique, etc... Le citoyen requis n'a pas à se faire juge des motifs qui l'ont fait choisir plutôt qu'un autre; il doit obéir à la réquisition, à moins d'excuse légitime.

Ainsi un passant est requis de porter de l'eau pour éteindre un incendie; il ne peut pas refuser sous prétexte que cela lui déplaît, mais, si c'est un vieillard, un malade ou un enfant, il peut s'excuser en alléguant que la force lui manque.

En l'espèce, le pharmacien pouvait faire observer que, n'étant pas médecin, il craignait de nuire au blessé par l'application d'un pansement contre-indiqué. Et, sur l'insistance du représentant de l'autorité, il pouvait exiger que le procès-verbal de l'incident mentionnât sa protestation, spécifiant qu'il déclinait toute responsabilité en cas d'aggravation de la blessure.

L'arrêt ne nous signale aucune protestation de ce genre; le motif unique invoqué à l'appui du pourvoi est que le pharmacien devait refuser son concours, puisqu'il était dans l'impossibilité légale de faire le service requis.

Sur ce point, la Cour répond très justement qu'un fait unique d'intervention dans le traitement d'une blessure ne constitue pas l'exercice illégal de la médecine. Nous irons même plus loin, et nous dirons que l'intervention pouvait être réitérée si elle était justifiée par l'urgence, car, aux termes de l'article 16, de la loi du 30 novembre 1892 :

« Exerce illégalement la médecine toute personne qui, non munie

« d'un diplôme de docteur en médecine..., prend part habituellement
« ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou affections
« chirurgicales... *sauf le cas d'urgence avérée.* »

Il ne s'agissait donc nullement, pour notre confrère, d'une impossibilité légale, mais il pouvait s'agir d'une incapacité de fait.

Si, au lieu d'un serrurier, l'autorité requiert un tailleur, par exemple, l'orsqu'il s'agit d'ouvrir une porte, le tailleur peut répondre : Ce n'est pas mon métier.

Est-ce le rôle d'un pharmacien de panser une blessure ?

A cet égard, la Cour de Cassation nous impose une doctrine nouvelle, devant laquelle nous sommes obligés de nous incliner.

« Etant donné le caractère bénin de la blessure, dit-elle, circonstance portée à la connaissance de B..., celui-ci pouvait effectuer le pansement. »

Ainsi les accidents de la voie publique sont divisés en deux groupes : les blessures graves, que le pharmacien peut refuser de panser, vu son incompétence, et les blessures légères, dont le pharmacien est contraint d'effectuer le pansement, s'il en est requis.

Il demeure entendu qu'en cas de traumatisme important, le pharmacien n'a nullement qualité pour procéder à des interventions telles que des sutures ou des ligatures, par exemple ; si l'urgence de ces actes chirurgicaux s'impose, le pharmacien, ne peut, tout en comprimant de son mieux l'hémorrhagie, qu'attendre l'arrivée du médecin et lui procurer ensuite les fournitures nécessaires.

Il résulte, en outre, des termes de l'arrêt, que le pharmacien n'a pas à se prononcer sur la gravité de la blessure. Avant d'obéir à la réquisition, il peut mettre l'agent de l'autorité en demeure de lui affirmer que la blessure a été déclarée légère par un médecin.

Mais si cette circonstance est « portée à sa connaissance », il doit s'exécuter.

Telle est l'obligation qui nous incombe, d'après la Cour suprême, et qui élargit, en somme, les limites de nos attributions.

Il était admis autrefois par l'autorité municipale que le secours aux blessés constituait, de la part du pharmacien, un acte de pure obligeance. A Paris, aujourd'hui encore, la Préfecture de police, lorsqu'elle acquitte des mémoires relatifs aux fournitures occasionnées par des accidents sur la voie publique, refuse au pharmacien toute allocation pour « soins donnés », « pansements », ou autre motif analogue ; un pharmacien ne peut, nous dit-elle, toucher une indemnité libellée sous forme d'honoraires médicaux. Cette doctrine nous semble devoir être réformée, en ce qui concerne le pansement des blessures de peu de gravité.

Le pharmacien auquel une indemnité de cette nature aurait été refusée pourra se prévaloir de l'arrêt de cassation ci-dessus et réclamer devant la juridiction compétente l'allocation qui lui est due pour *pansement d'une blessure légère sur réquisition de l'autorité*, allocation indépendante de l'indemnité pour service de nuit et du paiement des médicaments et objets fournis. Puisqu'un pharmacien peut être contraint par les voies légales à exécuter un certain acte, il doit logiquement pouvoir être rémunéré pour avoir « fait le service requis ».

Dans le même ordre d'idées, nous devons rappeler que le tarif des frais pharmaceutiques (dit tarif Dubief), annexé à l'arrêté ministériel du 30 septembre 1905, relatifs aux soins donnés aux victimes d'accidents du travail, renfermait le paragraphe suivant :

« Pour les petits pansements faits d'urgence par les pharmaciens
« dans le cas de traumatisme peu important, il leur est alloué, fournitures comprises, 75 centimes à titre d'indemnité. »

Ce paragraphe souleva des protestations de la part de certains syndicats médicaux : il ne figure plus dans le tarif annexé à l'arrêté du 29 décembre 1911.

Il appartiendra à la Commission chargée de reviser ce tarif d'examiner si, en raison de la jurisprudence instituée par la Cour de Cassation, il ne convient pas de rétablir ce paragraphe et, dans l'affirmative, d'élever le chiffre de l'indemnité allouée au pharmacien. La somme de 75 centimes paraît, en effet, ridiculement insuffisante lorsqu'on considère l'importance du service rendu et les ennuis de toute sorte que peut occasionner à un pharmacien la présence d'un blessé dans son officine.

Enfin, l'arrêt de la Cour suprême nous paraît devoir mettre fin aux controverses qui se sont élevées, à maintes reprises, sur l'opportunité de créer, dans les Ecoles de pharmacie, un cours de *Petite chirurgie pratique*.

Déjà, sur les champs de bataille, les pharmaciens ont montré que, par leur habitude du dévouement et leur culture scientifique, ils étaient mieux qualifiés que tous autres pour assister le médecin et le suppléer quelquefois. La jurisprudence leur faisant maintenant une obligation d'appliquer eux-mêmes certains pansements, il est hors de doute qu'ils doivent recevoir un enseignement approprié à l'accomplissement de ce devoir.

NÉCROLOGIE

Nous enregistrons avec regret le décès de deux membres de la Chambre syndicale :

M. TROCMÉ, 24, rue Eugène-Pelletan, à Vitry-sur-Seine (Seine).

Et M. REY, 5, place de l'Église, à Choisy-le-Roy (Seine).

Nous sommes tardivement informés du décès de M. O. MELLET, membre de la Chambre syndicale depuis 1893, survenu fin janvier 1898.

Cet excellent confrère qui a longtemps tenu l'officine du boulevard Saint-Germain, 168, était l'un des fidèles de nos Assemblées générales. Jusqu'à la fin, il s'est intéressé aux travaux de notre Chambre syndicale, même lorsqu'il eut cessé d'exercer la pharmacie.

Nous prions sa veuve d'agréer nos bien sincères condoléances.

INFORMATIONS

Pharmacien disposant de 25.000 francs comptant, désire acheter à Paris ou à Neuilly, une pharmacie laissant au moins 15.000 francs de bénéfices.

S'adresser au siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

Pharmacien, docteur en médecine, utiliserait ses diplômes dans industrie pharmaceutique.

S'adresser au siège social.

Pharmacien diplômé à Paris en 1914, ayant grande pratique du laboratoire, désire acheter pharmacie avec laboratoire dans la banlieue de Paris ou grande ville du Nord ou de l'Est, avec bénéfices d'environ 25.000 francs.

S'adresser au siège social.

A céder petite pharmacie sise dans le 8^e arrondissement. Chiffres d'avant-guerre : Affaires 33 000 francs; bénéfices 11.000 francs.

S'adresser au siège social.

Bonne occasion à saisir : balance d'analyses, haute précision, sensibilité au dixième de milligramme; série de poids complète.

S'adresser pharmacie ECHÉMAN, 26, rue des Moines, Paris (17^e).

A vendre petite installation de pharmacie : boiserie, bocal, boules de devanture de 0^m35.

S'adresser au siège social.

Français installé au Costa-Rica, bonnes références, cherche représentation de produits pharmaceutiques traitant anémie, fièvres, paludisme.

Pour tous renseignements : Ecrire L. DURAND, 35, rue du Général-Foy, Paris (8^e).

A vendre de suite, une pharmacie (11^e) ; loyer total : 1.900 francs; bail assuré; affaires d'avant-guerre, 30.000 francs; doublées depuis deux ans. — S'adresser au siège social.

Occasion. Caisse « Nationale enregistreuse » à vendre. — S'adresser à M. CLÉMENT, pharmacien, 25, rue Friant, Paris (14^e).

Sociétés..

MICHELAT-SOULLARD et C^{ie}, 42, rue des Francs-Bourgeois, Paris (4^e). Spécialité pharmaceutiques. Acte notarié du 30 juin 1919. — Prorogation publiée le 13 juillet 1919.

ROHAIS et C^{ie}, 2, rue des Lions-Saint-Paul, Paris (4^e). Produits médicamenteux. Capital social 140.000 francs. Acte notarié du 8 juillet 1919. — Formation publié le 26 juillet 1919.

PÉLISSIER, VERGELOT et C^{ie}, 30, rue de Flandre, Paris (19^e). Glandes à sécrétion interne. Capital social 30.000 francs. A. S. S. P. du 1^{er} juillet 1919. — Formation publiée le 25 juillet 1919.

AUBRESPY et CALMETTES, 48, rue Greneta, Paris (2^e). Produits pharmaceutiques. Capital 50.000 francs. A. S. S. P. du 24 juillet 1919. — Formation publiée le 31 juillet 1919.

CORTIAL et C^{ie}, 125, rue de Turenne, Paris (3^e). Produits pharmaceutiques Cortial. Capital social 100.000 francs. A. S. S. P. du 1^{er} juillet 1919. — Formation publiée le 29 juillet 1919.

LÉON DARRASSE et C^{ie}, 13, rue Pavée, Paris (4^e). Produits pharmaceutiques. « Papier Rigollot » 1.968.000 francs. A. S. S. P. du 30 juin 1919. — Prorogation publiée le 30 juillet 1919.

FIÈVRE et BRETTE, 3, rue Payenne, Paris (3^e). Pharmacie. Capital social 27.000 francs. A. S. S. P. du 20 juillet 1919. — Formation publiée le 30 juillet 1919.

Enregistrement des diplômes.

COUSIN (Achille-Ernest-Auguste-Joseph), 6, rue Parrot, Paris. — Enregist. le 9 juillet 1919.

BERTIN (Louis-Alexandre), 122, rue Oberkampf, Paris (11^e). — Enregist. le 13 juillet 1919.

DAUTHUILLE (Eugène-Edouard), 36 Grande-Rue, à Créteil (Seine). — Enregist. le 24 juillet 1919.

PATTE (Léon-Alexandre), 22, rue de Neuilly, à Rosny-sous-Bois. — Enregist. le 28 juillet 1919.

MESSIS (Jean-Marie-Emile), 56, rue d'Avron, Paris (20^e). — Enregist. le 30 juillet 1919.

SANSON (Célestin-Auguste), 7, rue Jules-César, Paris (12^e). — Enregist. le 31 juillet 1919.

CHRÉTIEN (Henry-Alexis-Alexandre), 54, Grande-Rue, au Pré-Saint-Gervais. — Enregist. le 4 août 1919.

NAUDIN (Henry-François), 53, rue de Prony, Paris (17^e). — Enregist. le 5 août 1919.

JOACHIM (Jules), 115, rue de la Forge, à Noisy-le-Sec (Seine). — Enregist. le 6 août 1919.

LERAY (Joseph-Marie-Guy), 22 bis, rue de Chartres, à Neuilly (Seine). — Enregist. le 8 août 1919.

Ventes de pharmacies.

M. LABOUREUR, a vendu à M. BERTIN, sa pharmacie, 122, rue Oberkampf, Paris (11^e). — Jouissance le 16 juillet 1919, publiée le 18 juillet 1919.

M^{me} veuve BARRAULT, a vendu à M. DEMARS, moitié d'un fond de pharmacie, 89, avenue Wagram, Paris (17^e). — Jouissance 1^{er} juin 1919, publiée le 19 juillet 1919.

M. MOREL, a vendu à M. MALÈGUE, sa pharmacie, 223, boulevard Saint-Germain, Paris (7^e). — Jouissance 10 juillet 1919, publiée le 26 juillet 1919.

M. MAYERAS, a vendu à M. LANGLAIS, sa pharmacie, 134, rue Saint-Maur, Paris. — Jouissance le 18 juillet 1919, publiée le 28 juillet 1919.

Succession PEZET, a vendu à M. SÉNÉCHAL, sa pharmacie, 63, rue Rambuteau, Paris. — Jouissance 15 juillet 1919, publiée le 28 juillet 1919.

M. GUIARD, a vendu à M. CAMPAN, sa pharmacie, 143 bis, rue Ordener, Paris (18^e). — Jouissance le 17 juillet 1919, publiée le 30 juillet 1919.

M. DANÈS, a vendu à M. FERRARY, sa pharmacie, 6, boulevard Richard-Lenoir, Paris (11^e). — Jouissance 1^{er} septembre 1919, publiée le 31 juillet 1919.

M^{me} veuve BRACHIN, a vendu à M. PATTE, sa pharmacie, 20, rue de Neuilly, à Rosny-sous-Bois (Seine). — Jouissance 15 juin 1919, publiée le 4 août 1919.

M. GLAIZE, a vendu à M. CAUBET, sa pharmacie, 65, rue d'Alésia, Paris. — Jouissance 1^{er} août 1919, publiée le 9 août 1919.

M. LÉCORCHÉ, a vendu à M. PARAT, sa pharmacie, 66, rue d'Hauteville, Paris (10^e). — Jouissance 1^{er} septembre 1919, publiée le 9 août 1919.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|--|
| M. Bahier, pharmacien, 74, rue Castagnary, Paris, demande gérance. | M. Dubois, 203, faubourg Saint-Martin, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Barthelemy, 8, rue Durantin, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Le Roulley, 7, rue Paul-Long, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bertin, 19, rue de Lappe, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Marre, 124, rue de Javel, Paris, demande place de 1 ^{er} élève à partir de 5 h. du soir. |
| M. Casse, 11, rue Montcalm, Paris, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. | M. Mayer, 26, place Denfert-Rochereau, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Collet, 30, rue du Midi, à Vincennes, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Moye, 122, boulevard de la Chapelle, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Combarel, 236, rue de Bercy, Paris, pharmacien, demande place de 1 ^{er} élève ou gérance. | M. Nicolas, 82, rue du Chemin-de-Fer, à Nanterre, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Cuvelier, 33, rue Louis-Morard, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Proisy, 5, rue Texel, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Daré, 11, rue du Vieux-Pont, à Courbevoie, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Richer, chez M. Gerson, 6, place du Havre, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Decourteix, 4, rue Borda, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Rolland, pharmacie Cartaut, 49, avenue Victor-Hugo, Paris, demande place de 1 ^{er} élève pour fin septembre. |
| M. Delaporte, 11, rue Sextius-Michel, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Roy, 115, rue Gallieni, à Boulogne, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Delisle, à Ligneuil (I.-et-L.), titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Sainte-Colombes, 54, rue Greneta, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|---|
| M. Saint-Paul, 49 bis, avenue de la République, à Epinay, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Turbellier, 20, rue Bichat, Paris, demande place de 2 ^{me} élève. |
| M. Sohier, chez M ^{me} Herblot, 63, rue Sedaine, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Desvaux, 41 bis, cours de Vincennes, Paris, pharmacien, demande remplacements. |
| M. Theulier, 194, boulevard Péreire, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Michelet, 7, rue Grégoire-de-Tours, Paris, chez M ^{me} Parizot, demande remplacements. |
| M. Duchâteau, 120, rue de Rennes, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M ^{me} Eheullant, chez M. Urban, 29, rue Fortuny, Paris, demande place dans laboratoire ou bureau. |
| M. Fourny, pharmacien, 2, rue des Moines, Paris, demande remplacements. | M ^{me} Denner, 236, faubourg Saint-Martin, Paris, demande place pour courses et laboratoire. |
| M. Guille, Hôtel de l'Union Nationale, rue d'Amsterdam, Paris, demande place de 2 ^{me} élève. | M ^{lle} Féret, 42, rue Colbert, à Colombes, demande place de caissière-comptable ; parle anglais. |
| M. Gustin, 283, rue Saint-Martin, Paris, demande place de 2 ^{me} élève. | M ^{me} Beauval, 11 bis, rue des Frères-Herbert, à Levallois, demande place de conditionneuse. |
| M. Lematte, 39, rue Blomet, Paris, demande place de 2 ^{me} élève. | M ^{me} Bourdeau, 137, route de Versailles, à Billancourt, demande place de conditionneuse. |
| M. Leroy, 12, rue Philibert, Paris, demande place de 2 ^{me} élève. | M ^{me} Fiquet, Café Port Sax, 39, rue Saint-Lazare, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M. Palurd, 156, rue de Rivoli, Paris, demande place d'aide-infirmier. | M ^{lle} Steck, Café Port Sax, 39, rue Saint-Lazare, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M. Pottier, 9, rue Faraday, Paris, demande place de 2 ^{me} élève. | (S'adresser au Service). |
| M ^{lle} de Rosemont, 3, rue des Usines, Paris, demande place de 2 ^{me} élève. | |
| M. Schmitz, 9, rue Buffon, à Asnières, demande place de 2 ^{me} élève. | |

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Ago..	Gélule.	Nodosol.
Alérol.	Génasprin.	Novoplasmine.
Alitol.	Girasiol.	Pancrémo.
Amidal.	Goménol.	Panostéine.
Anidra.	Goudronine Peda.	Panphytène.
Appétine.	Guaranine.	Pantossine.
Barégéine.	Héda.	Podor.
Bersol.	Hémolin.	Poupéine.
Biliol.	Hémopragine.	Purgance.
Bonovin.	Hiverna (Pastille).	Purgonyl.
Bossard (Dr).	Igo.	Radiogène.
Bronchome.	Iamunicorps.	Radiolin.
Calcarsine.	Iodarsénic.	Radiosthénine.
Capsicose (La).	Iodaseptine.	Retch (du R. P.).
Cérocine.	Iodométine.	Rhizotanin.
Chloram.	Iota (Seringue).	Richomme (Dr).
Clercine.	Kalmenta.	Rudol.
Corivore-Plaster.	Kataménia.	Rylal.
Créola.	Keller.	Salvadine.
Cynagol.	Képhanol.	Sila.
Cytobiose.	Laxaffine.	Sinedol.
Desia.	Laxapurgol.	Sonor.
Divo.	Leucosa.	Succine.
Djoc.	Leucosthénique.	Sucrolin.
Duba.	Liparine.	Sveltine.
Elgé (Dr).	Lipopulvine.	Synthéta.
Enzimine.	Litharsyl.	Tanlac.
Eucratol.	Lusaldol.	Thymocytine.
Eupeptyl.	Madelon (La).	Tioformolo.
Euradiol.	Mastodéine.	Trical.
Euthéline.	Menthopurgol.	Triferyl.
Farigin.	Mictasol.	Trimétine.
Fédor.	Molli.	Tristyl.
Figula.	Mosquitos.	Ursus.
Fraganin.	Napyox.	Vanucléol.
Gaiacalbine.	Nelame.	Vélox (Ampoules).
Gaiacalcine.	Néolyse.	Vergelot (Viande).
Gaiacalcose.	Néosan.	Vichy (Bain de).
Gaiacalgine.	Neuromusculine.	Ystaline.
Gélobarine.	Nentrobore.	

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris); pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques, J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

49875-8-1919. — Paris. Imp. VILLAIN et BAR, 22, rue Dussoubs.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES
PHARMACIENS DE LA SEINE
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Septembre 1919.

SOMMAIRE

Journées de Strasbourg et de Metz (29 août au 2 septembre 1919), p. 287. — Additif au 22^e bulletin de variations, p. 290. — Avis important, p. 290. — Assemblée générale de Strasbourg, p. 290. — Approvisionnement du sucre, p. 290. — Les deux Orphelines, p. 291. — Pour les Français qui ne connaissent pas Strasbourg, p. 291. — A Sainte-Odile, p. 292. — Aux Messins, p. 292. — Consultation des Pharmaciens du Département de la Seine sur le futur Codex (*Suite*), p. 293. — Loi tendant à la création d'un registre du commerce, p. 293. — Loi instituant des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose, p. 302. — Latin pharmaceutique, par le Dr Henri Martin, p. 303. — Distinctions honorifiques, p. 309. — Informations, p. 309. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 313. — Marques de Fabrique, p. 313.

JOURNÉES DE STRASBOURG ET DE METZ

(29 août au 2 septembre 1919.)

Les nombreux pharmaciens accourus à Strasbourg et à Metz ont vécu, dans ces deux villes reconquises, des heures qu'aucun d'eux n'oubliera.

Nulle assemblée confraternelle n'a eu un succès comparable par l'affluence des assistants, nulle réception ne pourra surpasser celle des pharmaciens de Strasbourg et de Metz, par la chaleur des sentiments exprimés et par la belle ordonnance des fêtes familiales.

Tous ceux de Paris et de province qui ont abandonné leur officine, afin de saluer leurs confrères retrouvés, tous sont rentrés émerveillés, mais non surpris du splendide accueil des pharmaciens Alsaciens et Lorrains; ce fût de leur part une émulation discrète dans l'hospitalité fraternelle.

Nous leur adressons la fervente expression de notre gratitude et l'assurance de la fidélité de notre souvenir.

Dès la soirée du vendredi, 29 août, l'on prenait contact avec les Strasbourgeois et les Messins, dans les salles de l'Hôtel Continental. Quelles joyeuses exclamations des pèlerins enchantés de retrouver des amis venus en foule pour fêter la rentrée, dans la Pharmacie française, des confrères d'Alsace et de Lorraine!

La Belgique elle aussi avait délégué une douzaine de représentants de l'admirable « Nationale pharmaceutique belge » qui assistèrent à l'Assemblée générale du dimanche.

Le 30 août, le Conseil d'administration de l'Association générale tint deux séances, dans la Chambre des Arts-et-Métiers, pour débattre l'ordre du jour très chargé de l'Assemblée du lendemain.

Durant cette journée, les familles guidées par les confrères Strasbourgeois eurent tout le loisir de parcourir la belle capitale et d'en admirer les quartiers riches ou pittoresques, ainsi que la Cathédrale et les Musées.

Le soir, tout le monde se rencontra à la fête vénitienne de l'Orangerie, le délicieux parc de la Ville où se fit entendre l'excellent orchestre des Sapeurs-Pompiers.

Sous la gracieuse direction des dames de nos confrères de Strasbourg dont tous ont apprécié le charme et l'exquise urbanité, les visites intramuros se continuèrent, la journée du dimanche, pendant que les maris ou les pères prenaient part aux sérieuses délibérations de l'Assemblée générale.

Parlerai-je de ces assises solennelles présidées par M. LOISEL (de Beauvais) et auxquelles la présence d'un délégué du haut commissaire, M. MILLERAND, donnait un caractère officiel.

Le *Bulletin de l'A. G.* publiera le procès-verbal rédigé par M. VALENTIN, secrétaire-adjoint.

Qu'il me suffise de mentionner aujourd'hui l'admission au sein de l'A. G. des Sociétés pharmaceutiques d'Alsace et de Lorraine.

J'enregistre avec enthousiasme cet heureux événement qui donnera à l'Association générale un surcroît d'activité et de précieux collaborateurs pour les œuvres de défense professionnelle.

Devant les nouveaux membres groupés dans une cordiale unanimité, le Bureau, le Conseil d'administration et les délégués des Syndicats ont arrêté des résolutions nécessitées par la situation présente de la pharmacie française. Leur succès dépend de l'entente et de l'énergie de tous les syndiqués anciens et nouveaux.

Comme délassément de cette laborieuse journée nous eûmes le soir, à l'Orangerie, le banquet officiel de quatre cent cinquante couverts.

Quelle cordialité ! quel entrain ! quelle gaieté ! Longtemps, jusqu'en Landerneau, on parla de la salle magnifiquement décorée, de l'orchestre excellent, des convives joyeux et du menu copieux.

Naturellement il y eût des discours dont je peux dire seulement qu'ils furent vigoureusement applaudis. On chanta « le Salut aux Pharmaciens de Strasbourg », du confrère bourguignon Bétrol, irrésistible chef de chœurs.

Le 1^{er} septembre fut le couronnement magnifique des journées Alsaciennes. A cause de l'affluence imprévue, l'on dût organiser deux excursions également intéressantes : l'une ayant pour but le mont Sainte-Odile, l'autre Saverne et le Hoh-Barr.

Jamais ces routes ne virent pareilles files de visiteurs cheminant au gré de leur fantaisie ou de leurs jarrets. Quelle détente et quels sites

merveilleux ! Favorisés d'un temps clair nous avons admiré de la terrasse du couvent de Sainte-Odile, à 800 mètres d'altitude, toute la plaine d'Alsace, avec ses villes et villages, ses prairies si fertiles et ses usines si prospères.

Admirablement servi par les Sœurs de la Croix, de Strasbourg, le déjeuner eût l'allure animée d'un repas de collégiens assagis.

Les flots des convives divisés en plusieurs salles se rejoignirent, après le déjeuner, sur la vaste terrasse qui regarde l'horizon borné par le Rhin et la forêt Noire. On chanta la *Marseillaise*; on applaudit trois sonnets de Pascalou, on reprit « le Salut aux Pharmaciens de Strasbourg » et... le chemin de la descente.

La dislocation se fit à la gare de Strasbourg; les fêtes alsaciennes se terminèrent dans l'apothéose d'un coucher de soleil qui s'attardait à mettre en valeur les reliefs et les tonalités si riches de la plaine d'Alsace.

Invités par la Société des Pharmaciens de la Lorraine au déjeuner qu'elle leur offrait le 2 septembre, une centaine de confrères se rendirent à Metz.

Encore une heureuse journée qui nous permit d'apprécier la simplicité cordiale et le fraternel accueil des pharmaciens lorrains. Le menu fût savoureux et nos confrères eurent l'heureuse idée d'organiser une promenade en bateau sur la Moselle. Pendant deux heures nous descendîmes et remontâmes la jolie rivière pour contempler le Mont Saint-Quentin, Frescati et le Fort Saint-Blaise. Comme le spectacle était beau et combien reposant ! Et parce qu'on s'était quitté à regret, on retrouva le soir quelques Messins, quelques Parisiens, quelques Provinciaux pour se redire encore ses impressions de la journée.

Le triomphal succès des journées de Strasbourg et de Metz est dû à d'incomparables organisateurs auxquels nous avons le plaisir d'adresser nos remerciements collectifs.

Je suis heureux de pouvoir dire notre particulière gratitude aux confrères : A. THUMANN, de Guebville; Président de la Chambre des Pharmaciens d'Alsace et de Lorraine, MENGUS, LÉON NETTER, PAUL SCHMIDT, CHARLES BUSCH, de Strasbourg, dont les noms reviendront désormais souvent dans nos publications et réunions professionnelles, car ce sont des conseillers et des rapporteurs avertis.

Je ne blesserai pas la modestie du dévoué confrère MENGUS en rappelant que son nom servit de ralliement à Strasbourg comme celui de KESSLER à Metz.

Sur la Moselle j'eus la bonne fortune de deviser avec plusieurs pharmaciens lorrains et je salue de nouveau avec une effusion reconnaissante M. WAGNER de Phalsbourg, Président de la Société lorraine, M. LÉVY (Alfred), Président du Syndicat de Metz, M. KESSLER, Secrétaire du Syndicat de Metz et les confrères ARTHUR BLOCH, AMÉDÉE BLOCH, KARRER, MASUIS, WOLFF, STAHL (Georges), STAHL (Joseph).

Nous souhaitons qu'Alsaciens et Lorrains gardent de ces heureuses journées le réconfortant souvenir et le désir d'une collaboration sympathique avec leurs confrères reconnaissants.

J. FEUILLOUX.

ADDITIF AU 22^e BULLETIN DE VARIATIONS

1^{er} juillet 1919).

Comme la rédaction de ce 22^e Bulletin ne mentionne pas de nouveau les indemnités fixes qui figuraient dans les précédents *Bulletins*, certains confrères ont cru que ces indemnités étaient supprimées. Il n'en est rien ; toutes les indemnités fixes antérieurement désignées sont maintenues : le 22^e Bulletin n'a fait qu'en ajouter quelques autres.

AVIS IMPORTANT

Quelques confrères poursuivis pour défaut de la stricte observation du décret sur les substances vénéneuses ont recours à la Chambre syndicale. Afin de pouvoir leur être utile, le Bureau les informe qu'il ne peut tenter d'agir efficacement qu'à condition d'être documenté complètement et dès le début des poursuites.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE STRASBOURG

A la suite des élections qui ont eu lieu à l'Assemblée générale, le Bureau de l'Association générale est ainsi constitué pour trois années :

Présidents d'Honneur MM. VAUDIN et H. MARTIN.
Secrétaire-Général honoraire . . C. CRINON.
Président LOISEL (de Beauvais).
Vice-Présidents BARTHET, HOMO, JOLY, A. THUMANNU
Secrétaire-Général J. FEUILLOUX.
Secrétaire-Adjoint VALENTIN (de Lille).
Secrétaire COLLARD.

Membres du Conseil d'Administration représentant la Chambre syndicale du département de la Seine :

MM. BERNHARD, COLLESSON, COLLIN, LOISEL (de Saint-Maur), G. WEILL.

APPROVISIONNEMENT DU SUCRE

M. DREUX nous signale qu'un certain nombre de pharmaciens négligent de prendre livraison de leur sucre aux dates précédemment indiquées en 1918 et en 1919 : pour éviter les inconvénients qui résultent de ce retard dans la distribution du sucre, nous publions les délais impartis à chaque arrondissement :

Du 1^{er} au 10 du mois : 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 12^e, 13^e arrondissements.

Du 11 au 20 : 7^e, 8^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e arrondissements.

Du 21 au 30 : 9^e, 10^e, 11^e, 18^e, 19^e, 20^e arrondissements.

Arrondissement de Sceaux : du 1^{er} au 15 ; arrondissement de Saint-Denis : du 16 au 30.

Ces délais doivent être observés ou les retardataires se verront supprimer l'attribution du mois.

N. B. — La distribution du sucre d'octobre commencera le 2 octobre, tous les jours, de 8 heures à 11 heures et de 13 h. 30 à 16 h. 30, sauf l'après-midi du samedi, la maison Dreux fermant l'après-midi.

LES DEUX ORPHELINES

A Maurice Barrès.

I

Si le bon Dieu (le vrai : pas le « Goth » inhumain),
Voulant manifester sa bonté souveraine,
Daignait nous rendre, enfin ! l'Alsace et la Lorraine ;
Nous lui dirions : « Seigneur ! n'attendez pas demain ! »
Pour le voisin maudit, certes j'ai de la haine :
Dans mon village — enfant — j'ai vu les lourds Germain.
Peut-être leur tendrais-je, après tout, les deux mains.
S'ils libéraient nos sœurs de la dure géhenne !
N'y comptons pas !... Mais il viendra le jour béni,
Où l'aigle noir, vaincu, regagnera son nid
Après avoir payé — cher — ses pirateries.
Lorsqu'Elles reprendront leur place au doux foyer,
On fera, de son mieux, afin de les choyer,
Sans ménager le baume aux deux endolories...
Ainsi qu'une maman pour ses filles chéries.

H. COULLON.
au Hohneck, 1912.

Pour les Français qui ne connaissent pas Strasbourg

Amis, s'il vous plaisait de faire, à votre tour,
En Alsace, un pieux et doux pèlerinage,
Vous ne regretterez, certes pas, le voyage
Au beau pays qui vient de nous faire retour.
La perle de l'écrin des Vosges, c'est Strasbourg.
Riche comme Bordeaux et même davantage,
Ayant reçu du Ciel, tous les dons en partage,
Jusqu'au Rhin orgueilleux, elle étend ses faubourgs.
Des cigognes, hélas ! vous n'en trouverez guère.
Hansi nous a trompés : elles ont fui la guerre ;
Mais elles reviendront puisque Foch est vainqueur.
Ce qui vous touchera, surtout... sans vous surprendre,
C'est que l'Alsace — sœur que nous fimes attendre —
A gardé, malgré tout, intacts, au fond du cœur,
Les sentiments français qui couvaient sous la cendre.

H. COULLON (Pascalon).
31 août 1919.

A SAINTE-ODILE

Aux Alsaciens, frères retrouvés, en cordial hommage.

II

Ainsi, d'un cœur sincère, en invoquant les Cieux,
Au sommet du Hohneck, je m'exprimais naguère,
Tout bas, bien entendu, car on craignait la guerre :
Crier : Vive l'Alsace ! était séditieux.

Aujourd'hui, le Hohneck me semble un peu vulgaire,
Près de ce mont, rempli de souvenirs pieux,
Qu'a dépeint notre Taine, en mots harmonieux
Et qu'il faut regretter qu'on ne lise plus guère.

M'arrêtant sur le seuil de la Terre Promise,
Le sort fit bien : la fête n'était que remise :
Après un long espoir, voici les jours joyeux.

Mon âge mûr connaît les douceurs de l'idylle
(Quand on allait cueillir la fraise... ou la myrtille)
Car, de quelque côté que je tourne les yeux,

C'est la France, toujours, qu'on voit de Sainte-Odile.

H. COULLON,
1^{er} septembre 1919.

AUX MESSINS

En fraternel hommage.

Nous te quittons, Alsace, et te voici Lorraine,
On te retrouve avec ta grâce souveraine
Que ne pouvait ternir le dur joug allemand...
Et déjeuner à Metz — en France ! — c'est charmant.
J'avais neuf ou dix ans vers cette époque amère
Où tu fus, brusquement, arrachée à ta mère...
Mais, de ton sol rougi du sang de tes enfants,
Ont fini par jaillir les lauriers triomphants.
Largement, la Victoire efface la défaite...
Oublions le passé dans ce beau jour de fête ;
Tout entiers à l'espoir des riants lendemains,
D'un geste fraternel entrelaçons nos mains !
.....

Lorsque j'étais gamin, l'on chantait à voix pleine :
— « Que s'ils avaient bien pu germaniser la plaine,
« Votre cœur indomptable, ils ne l'auraient jamais » —
Même le plus sceptique en est sûr désormais.

.....
Que ne suis-je Barrès, Déroulède... et tant d'autres
Qui, toujours infatigables, se sont faits vos apôtres :
— Du grand Dupont (1) suivant le haut enseignement —
Je laisserais chanter mon verbe allègrement.
(A ces vivants portraits de Colette Baudoche,
Je vois que les Messins gardent l'horreur du Boche)
Mais lorsque je requiers Pégase à mon secours,
L'animal est rétif... Donc trêve aux longs discours.
En l'honneur des Lorrains, amis choquons nos verres !
Pour le rimeur falot, ne soyez pas sévères :
Sans doute, tant de crus m'ont un peu fatigué,
Et, peut-être, à Strasbourg me suis-je prodigué !
Jusques aux bords du Rhin, certes on est en France :
— A peine si l'accent fait une différence —
Aimant Strasbourg, nous chérissons Metz et Nancy...
Et je veux terminer en vous disant : « Merci ! »
Avant de regagner, demain, la Capitale
Pour reprendre — il le faut — le dur collier des jours,
Je bois, en affirmant notre amitié totale,
A nos frères Lorrains retrouvés pour toujours.

H. COULLON (Pascalon).

Metz, 2 septembre 1919.

Consultation des Pharmaciens du département de la Seine sur le futur Codex ⁽²⁾ (Suite)

Nous avons commencé le mois dernier à consulter nos confrères sur leurs desiderata à propos de la future édition du Codex.

Aux premières propositions faites par le Comité disciplinaire, chargé de cette enquête, nous avons été invités à ajouter les produits suivants :

Arséniate de vanadium. — Bromure de calcium. — Bromure de Hg.
— Hypophosphites de fer, de manganèse. — Lactate d'alumine. — Oxy-
cyanure de mercure.

Nous avons fait remarquer à certains de nos correspondants que, parmi les produits dont ils nous demandaient l'inscription, quelques-uns ont une existence chimique plus que problématique; il nous a été répondu avec infiniment de raison que certains de ces produits ayant

(1) Monseigneur DUPONT DES LOGES, évêque de Metz.

(2) Voir *Bulletin* d'août, p. 237.

obtenu la faveur des médecins, le corps pharmaceutique se trouvait devant le dilemme suivant : ou bien les produits en question existent réellement et on doit leur donner la consécration officielle, ou bien ils n'existent pas et leur sort doit être réglé conformément au règlement du Comité disciplinaire et aux vœux répétés de la Société de médecine publique et de Génie sanitaire.

Résolu à poursuivre la tâche qui lui a été confiée, le Comité disciplinaire commencera donc par enregistrer purement et simplement les desiderata des pharmaciens de la Seine.

Voici les inscriptions réclamées en *acides et alcalis organiques, sels à bases organiques, sels à acides organiques, substances neutres organiques* :

Acide diallylbarbiturique (Dyal). — Acide nucléinique. — Hordenine. — Ibogaïne. — Ouabaine.

Acétylsalicylate de calcium. — Cinnamate de soude. — Glycérophosphates de fer, de manganèse, de magnésie, de quinine, nucléinate de soude. — Sulfogaiacolate de potasse. — Salicylarsinate de mercure. — Glycérophosphate de soude cristallisé. — Stéarate de soude. — Théobrominate de calcium. — Véronal sodique.

Acétopyrine. — Aristochine. — Iodhydrate de codéine. — Cacodylate de gaiacol (Ac. de médecine, 16-1-1900). — Cacodylate de fer. — Cacodylate de strychnine. — Chlorhydrate thébaïque (signification exacte devenue douteuse depuis le Pantopon). — Dionine. — Emétine (chlorhydrate). — Ethylmarcine (chlorhydrate). — Ethylcarbonate de quinine.

Absinthine. — Acétone. — Adonidine. — Artémisine. — Argyrol. — Arsénobenzol. — Atoxyl. — Novarsénobenzol. — Bromdiéthylacétylurée. — Bornyle bromé (isovalérianate). — Bromural. — Bornéol (soluble). — Chloramine T. — Carbonate de créosote. — Crésyl. — Cryogénine. — Sulfate d'hordenine. — Iodhydrate de caféine. — Lycéol. — Novocaïne. — Quinate de pipérazine. — Tanate de quinine. — Stovaine. — Tétranitrate de Pelletière. — Yohimbine (ch^{te}). — Euquinine. — Aristochine.

Eugenol. — Galyol. — Glucose pur. — Goménol. — Hectine. — Hectargyre. — Huile de paraffine médicinale pour l'usage interne. — Héliénine. — Ichthyol. — Ligoïne (pour thermocautères). — Myrtol. — Méthylarsinate de gaiacol. — Hydrate d'amylène. — Naphtalan. — Nitroglycérine. — Orthoforme. — Phénolphtaléine. — Paraffine pour pansements. — Peptone bromée. — Peptone iodée. — Peptonate de fer. — Phytine. — Salicine. — Santalol. — Salacétol. — Salicarine. — Sapolan. — Thigénol. — Thiosinamine. — Tannigène. — Trioxyméthylène. — Tannocol. — Théobromine cristallisée. — Tuménol. — Urotropine.

Le mois prochain notre consultation portera sur les savons. — Emplâtres. — Huiles. — Graisses. — Résines préparées. — Gommés résines purifiées. — Cérats. — Sparadraps. — Glycérés. — Liniments. — Pommes. — Oculés. — Suppositoires.

Alcools. — Ethers. — Chloroforme et produits pyrogénés.

(à suivre).

Pour le Comité disciplinaire,
Em. DUFAY.

LOI

tendant à la création d'un registre du commerce (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Il sera tenu, pour le ressort de chaque tribunal de commerce ou du tribunal civil qui en tient lieu, un registre du commerce.

ART. 2. — Le greffier du tribunal est chargé de tenir ce registre, sous la surveillance du président du tribunal ou d'un juge spécialement désigné chaque année par celui-ci.

ART. 3. — Dans ce registre :

1° Sont immatriculés les commerçants français ou étrangers, ayant en France soit leur établissement principal, soit une succursale ou une agence ; les Sociétés commerciales étrangères ayant une succursale ou une agence en France ;

2° Sont portées les mentions relatives à ces commerçants ou à ces Sociétés, dont l'inscription est prescrite par la présente loi.

Des commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal en France.

ART. 4. — Tout commerçant doit, dans le mois de l'ouverture de son fonds de commerce ou de l'acquisition par lui faite d'un fonds de commerce, requérir du greffier du tribunal dans le ressort duquel ce fonds est exploité son immatriculation dans le registre du commerce.

Le requérant remet au greffier une déclaration en double exemplaire, sur papier libre et signée de lui. Cette déclaration indique :

1° Le nom de famille et les prénoms du commerçant ;

2° Le nom sous lequel il exerce le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou pseudonyme ;

3° La date et le lieu de sa naissance ;

4° Sa nationalité d'origine et, au cas où il a acquis une autre nationalité, le mode et la date de l'acquisition de celle-ci ;

5° Dans le cas où il est étranger, la date du décret qui l'aurait autorisé à établir son domicile en France ;

6° S'il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée, l'autorisation expresse de faire le commerce qui lui a été donnée en vertu des articles 2 et 4 du code de commerce ;

(1) *Journal Officiel* du 19 mars 1919.

7° Le régime matrimonial du commerçant dans les cas prévus par les articles 67 et 69 du code de commerce ;

8° L'objet du commerce ;

9° Les lieux où sont situées les succursales ou agences du fonds de commerce en France ou à l'étranger ;

10° L'enseigne ou la raison de commerce de l'établissement ;

11° Les noms de famille, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que la nationalité des fondés de pouvoirs avec toutes les indications prescrites par les dispositions du 4° du présent article ;

12° Les établissements de commerce que le déclarant a précédemment exploités ou ceux qu'il exploite dans le ressort d'autres tribunaux.

Le greffier copie, sur le registre du commerce, le contenu de la déclaration et remet au requérant un des deux exemplaires de celle-ci, au pied duquel il certifie avoir opéré cette copie.

ART. 5. — Doivent aussi être mentionnés dans le registre du commerce :

1° Tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par l'article précédent ;

2° Les jugements ou arrêts prononçant la séparation de biens, la séparation de corps ou le divorce du commerçant ;

3° L'acte rétablissant la communauté dissoute par la séparation de corps ou de biens prévu par l'article 1451 du code civil ;

4° Le nantissement du fonds de commerce, le renouvellement et la radiation de l'inscription du privilège du créancier gagiste ;

5° Les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce employées par le commerçant ;

6° Les jugements ou arrêts nommant un conseil judiciaire au commerçant inscrit ou prononçant son interdiction, ainsi que les jugements ou arrêts de mainlevée ;

7° Les jugements ou arrêts déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire homologuant un concordat en prononçant la résolution ou l'annulation, déclarant l'excusabilité, clôturant les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, rapportant un jugement de clôture, les jugements ou arrêts prononçant la réhabilitation ;

8° La cession du fonds de commerce.

Les inscriptions au registre du commerce sont requises par le commerçant dans les cas visés par les 1°, 3°, 5° et 8° du présent article ; elles le sont par le greffier du tribunal ou de la Cour qui a rendu les jugements ou arrêts à mentionner dans les cas visés par les 2°, 6° et 7° du présent article. Les inscriptions sont opérées d'office par le greffier quand le jugement a été rendu par le tribunal au greffe duquel est tenu le registre du commerce ou quand il s'agit des mentions à faire en vertu du 4° du présent article 5.

Des Sociétés de commerce françaises.

ART. 6. — Doivent être immatriculées dans le registre du commerce du siège social les Sociétés commerciales françaises en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions et anonymes.

L'immatriculation doit être requise dans le mois de la constitution de la Société soit par les gérants, soit par les administrateurs.

Les requérants produisent au greffier du tribunal du siège social une déclaration en double exemplaire, sur papier libre, signée d'eux, en même temps qu'ils font le dépôt de l'acte de Société prescrit par l'article 55 de la loi du 24 juillet 1867.

La déclaration mentionne :

1° Les noms et prénoms des associés autres que les actionnaires et commanditaires, la date et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux, avec toutes les indications prescrites par le 4° de l'article 4 ;

2° La raison sociale ou la dénomination de la Société ;

3° L'objet de la Société ;

4° Les lieux où la Société a des succursales ou agences soit en France, soit en pays étranger ;

5° Les noms des associés ou des tiers autorisés à administrer, gérer et signer pour la Société, des membres de conseils de surveillance des Sociétés en commandite, la date et le lieu de leur naissance, ainsi que leur nationalité avec les indications prescrites par le 4° de l'article 4 ;

6° Le montant du capital social et le montant des sommes ou valeurs à fournir par les actionnaires et commanditaires ;

7° L'époque où la Société a commencé et celle où elle doit finir ;

8° La nature de la Société ;

9° Si elle est à capital variable, la somme au-dessous de laquelle le capital ne peut être réduit.

ART. 7. — Doivent aussi être mentionnés dans le registre du commerce :

1° Tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par l'article précédent ;

2° Les noms, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que la nationalité des gérants administrateurs ou directeurs nommés pendant la durée de la Société, des membres des Conseils de surveillance des Sociétés en commandite, avec toutes les indications prescrites par le 4° de l'article 4 ;

3° Les brevets d'invention exploités et les marques de fabrique ou de commerce employées par la Société.

L'inscription est requise par les gérants ou par les administrateurs en fonctions au moment où elle doit être faite ;

4° Les jugements et arrêts prononçant la dissolution ou la nullité de la Société ;

5° Les jugements et arrêts déclarant la Société en faillite ou en liquidation judiciaire ainsi que les jugements et arrêts s'y rattachant mentionnés dans le 7° de l'article 5.

Des commerçants français ou étrangers ayant leur établissement principal à l'étranger et une succursale ou une agence en France.

ART. 8. — Tout commerçant français ou étranger, ayant un établissement principal en pays étranger et une succursale ou agence en France, doit, dans le mois qui suit l'ouverture de cette agence ou succursale, se faire immatriculer au greffe du tribunal dans le ressort duquel cette agence ou succursale est située. La déclaration à faire par lui doit contenir toutes les mentions indiquées dans l'article 4 avec l'indication du lieu du principal établissement.

Doivent être aussi mentionnés sur le registre du commerce tous les faits énumérés dans l'article 5 et les jugements ou arrêts visés par cet article quand ils ont été rendus en France ou quand ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français.

Des Sociétés de commerce étrangères ayant une succursale ou une agence en France.

ART. 9. — Toute Société commerciale étrangère qui établit une succursale ou une agence en France est soumise à l'immatriculation dans le registre du commerce.

Avant l'ouverture de cette succursale ou agence, celui qui en prend la direction doit déposer au greffe du tribunal une déclaration sur papier libre en double exemplaire, signée de lui et contenant toutes les mentions prescrites par l'article 6 de la présente loi pour les Sociétés françaises. Le déclarant y ajoutera ses nom, prénoms, date et lieu de naissance, ainsi que sa nationalité avec toutes les mentions prescrites par le 4° de l'article 4.

Toutes les mentions dont l'inscription est exigée par l'article 7 de la présente loi pour les Sociétés françaises, doivent être inscrites sur le registre. En cas de remplacement du directeur de la succursale, les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité du nouveau directeur, avec toutes les indications prescrites par le 4° de l'article 4, doivent être inscrits dans le registre du commerce.

Du registre central du commerce.

ART. 10. — Un registre central du commerce est tenu pour toute la France continentale à Paris, à l'Office national de la propriété industrielle. Le directeur de l'Office est chargé de tenir ce registre.

Les mentions à y porter sont transmises à l'Office par le greffier qui a opéré l'inscription dans le mois de celle-ci.

Elles consistent seulement dans les nom, prénoms de chaque commerçant, dans le nom sous lequel il exerce le commerce et, s'il y a lieu, son surnom ou pseudonyme avec indication de la date et du lieu de sa naissance dans la raison sociale ou la dénomination de chaque Société, avec une référence au registre du commerce dans lequel le commerçant ou la Société a été immatriculé.

Dispositions générales.

ART. 11. — L'immatriculation est exigée dans tous les lieux où il existe des succursales ou agences. Mais il suffit que dans les registres du commerce de ces lieux, le commerçant ou la Société ayant son siège social en France soit mentionné au registre du commerce sous son nom, sa raison sociale ou sa dénomination avec référence au registre du commerce de l'établissement principal ou du siège social.

Les commerçants et les Sociétés étrangères ayant plusieurs succursales ou agences en France ne sont soumis aux dispositions des articles 8 et 9 que dans le lieu où est située la principale de ces succursales ou agences. Dans les lieux où se trouvent d'autres succursales ou agences, il suffit que le commerçant ou la Société soit mentionné au registre du commerce dans les termes indiqués dans le précédent alinéa.

ART. 12. — Toute inscription sur le registre du commerce pour laquelle un délai n'a pas été fixé par les articles précédents doit être requise dans le mois, à partir de la date de l'acte ou du fait à inscrire. Le délai court pour les jugements et arrêts du jour où ils sont rendus.

ART. 13. — Toutes les immatriculations et inscriptions au registre du commerce ont lieu après une déclaration faite dans les formes prescrites par l'article 4, deuxième et dernier alinéa.

ART. 14. — Le greffier ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises que dans le cas où les déclarations faites par les requérants ne contiennent pas toutes les mentions prescrites par la loi.

Il signale au président ou au juge chargé de la surveillance du registre les inexactitudes qui lui paraissent avoir été commises dans les déclarations.

ART. 15. — Quand un commerçant cesse d'exercer son commerce ou vient à décéder sans qu'il y ait cession de son fonds de commerce ou quand une Société est dissoute, il y a lieu à la radiation de l'immatriculation. Cette radiation est opérée d'office en vertu d'une décision du juge préposé à la surveillance du registre, si elle n'a pas été requise par le commerçant, ou par ses héritiers ou par les gérants ou administrateurs de la Société en fonctions au moment de la dissolution.

ART. 16. — Toute personne peut se faire délivrer par le greffier ou par le directeur de l'Office national de la propriété industrielle une copie sur timbre de dimension des inscriptions portées sur le registre.

Le greffier ou le directeur de l'Office certifie, s'il y a lieu, qu'il n'existe point d'inscription.

La copie est certifiée conforme, soit par le président du tribunal ou par le juge chargé de la surveillance du registre, soit par le directeur de l'Office national de la propriété industrielle.

ART. 17. — Les copies délivrées par le greffier ne doivent pas mentionner :

1° Les nantissements du fonds de commerce quand l'inscription du privilège du créancier gagiste a été rayée ou est périmée par défaut de renouvellement dans le délai de cinq ans, en vertu de l'article 28 de la loi du 17 mars 1909 ;

2° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire quand il y a eu réhabilitation judiciaire ou légale ;

3° Les jugements d'interdiction ou de nomination d'un Conseil judiciaire lorsqu'il y a eu mainlevée.

ART. 18. — Est puni d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) tout commerçant, tout gérant ou administrateur d'une Société française, tout directeur de la succursale d'une Société étrangère qui ne réquiert pas dans le délai prescrit les inscriptions obligatoires.

L'amende est prononcée par le tribunal de commerce sur la réquisition du président ou du juge chargé de la surveillance du registre du commerce, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

Le tribunal ordonne que l'inscription omise sera faite dans un délai de quinzaine. Si, dans ce délai, elle n'a pas été opérée, une nouvelle amende peut être prononcée.

Dans ce dernier cas, s'il s'agit de l'ouverture, en France, d'une succursale d'un établissement situé à l'étranger sans déclaration préalable, le tribunal peut ordonner la fermeture de cette succursale jusqu'au jour où la formalité omise aura été remplie.

Les greffiers qui ne se conformeront pas aux obligations que leur impose la présente loi seront soumis à des poursuites disciplinaires.

ART. 19. — Toute indication inexacte donnée de mauvaise foi en vue de l'immatriculation ou de l'inscription dans le registre du commerce est punie d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.) et d'un emprisonnement d'un mois à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les coupables peuvent, en outre, être privés, pendant un temps qui n'excédera pas cinq années, du droit de vote et d'éligibilité pour les Tribunaux et Chambres de commerce, pour les Chambres des arts et manufactures et pour les Conseils de prud'hommes.

Le jugement du tribunal correctionnel prononçant la condamnation ordonne que la mention inexacte sera rectifiée dans les termes qu'il détermine.

ART. 20. — L'article 463 du Code pénal sera applicable aux délits prévus par l'article précédent.

ART. 21. — Les dispositions de la présente loi ne portent en rien atteinte aux dispositions des lois antérieures relatives à la publicité des faits, actes ou jugements concernant les commerçants et les Sociétés de commerce; elles demeurent en vigueur avec les sanctions y attachées.

ART. 22. — Des règlements d'administration publique détermineront les formes du registre du commerce, les émoluments dus au greffier et à l'Office national de la propriété industrielle pour les inscriptions et pour la délivrance des extraits du registre et statueront sur toutes les mesures utiles à l'exécution de la présente loi.

L'émolument dû pour une immatriculation ou pour une inscription ne pourra excéder un franc.

ART. 23. — La présente loi entrera en vigueur trois mois après la publication des règlements d'administration publique prévus à l'article précédent.

ART. 24. — Des règlements d'administration publique fixeront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable en Algérie et dans les colonies.

Disposition transitoire.

ART. 25. — Les dispositions précédentes s'appliquent dans le cas où les établissements principaux, succursales ou agences fonctionnaient en France antérieurement à la promulgation de la présente loi. Les commerçants, administrateurs ou gérants de Sociétés et directeurs de succursales doivent s'y conformer dans un délai de six mois à partir de sa mise en vigueur.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 18 mars 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes, des transports maritimes
et de la marine marchande,*
CLÉMENTEL.

Le Ministre des affaires étrangères,
Stephen PICHON.

*Le Ministre des travaux publics
et des transports,*
A. CLAVEILLE.

Le Ministre des finances,
L.-L. KLOTZ.

LOI

instituant des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose et fixant les conditions d'entretien des malades dans ces établissements (1).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

DES SANATORIUMS PUBLICS

ARTICLE PREMIER. — Les sanatoriums publics sont les établissements spécialement destinés au traitement de la tuberculose et dont la gestion est assurée par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics. L'Etat participe aux dépenses de fonctionnement de ces établissements.

Les établissements du même genre gérés par les associations reconnues d'utilité publique ou les Sociétés et unions de Sociétés de Secours mutuels pourront être assimilés aux sanatoriums publics et bénéficier, à ce titre, des dispositions prévues par la présente loi.

ART. 2. — Une subvention de l'Etat pourra être accordée à ces collectivités pour la création, l'aménagement, l'agrandissement ou la réfection des établissements prévus à l'article premier, à la condition toutefois qu'ils soient rattachés à un ou plusieurs dispensaires constitués dans les formes prévues par la loi du 15 avril 1916.

Cette subvention ne pourra en aucun cas dépasser la moitié de ces dépenses. Elle sera toujours subordonnée à l'approbation préalable des emplacements, plans et devis par le ministère de l'intérieur, qui fixera pour chaque établissement le nombre de lits réservés aux malades mentionnés par l'article suivant.

Les dépenses faites ou engagées par l'Etat, soit sur le budget du ministère de l'intérieur depuis la promulgation de la loi du 18 octobre 1915, soit sur le budget du ministère de la guerre depuis le début des hostilités, pour aménager les locaux en vue du traitement des militaires tuberculeux, n'entreront pas en compte pour le calcul de la contribution prévue au paragraphe précédent.

ART. 3. — L'Etat, les départements et les communes participent aux dépenses de l'hospitalisation dans les sanatoriums des malades bénéficiaires de la loi du 15 juillet 1893 dans les proportions fixées par cette loi.

Toutefois, le prix de journée ainsi payé par le service départemental de l'assistance médicale gratuite sera celui du prix de journée d'hospitalisation fixé pour l'hôpital de premier rattachement de la circons-

(1) *Journal Officiel* du 9 septembre 1919.

cription du domicile de secours du malade. La portion supplémentaire est supportée intégralement par l'Etat.

L'Etat prend à sa charge cette même portion supplémentaire pour les malades appartenant aux catégories suivantes :

1° Malades affiliés depuis trois ans au moins à une Société de Secours mutuels réassurant ses adhérents contre les maladies de longue durée ;

2° Malades dépendant d'associations de bienfaisance ou de groupements corporatifs qui auront assuré la création du sanatorium public ;

3° Malades ne bénéficiant pas de la loi du 15 juillet 1893, dont l'admission aura été sollicitée par un dispensaire d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, sous réserve du recours éventuel que l'Etat pourra ultérieurement exercer contre ces malades, s'ils avaient des ressources suffisantes pour subvenir par leurs propres moyens, soit partiellement, soit entièrement, au paiement du prix de journée.

Dans les cas où le rattachement des communes à un hôpital de circonscription déterminé n'aura pas été effectué conformément à la loi du 15 juillet 1893, la portion supplémentaire prise en charge par l'Etat, en vertu des paragraphes 2 et 3 du présent article, sera calculée d'après le prix de journée de l'hôpital le plus voisin du domicile de secours du malade.

L'admission du malade est prononcée par le préfet du département où le malade a son domicile de secours, pour les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite, et par le préfet du département, siège du sanatorium, pour les autres catégories de malades.

Un arrêté du ministre de l'intérieur, revisable annuellement, déterminera pour chaque établissement le maximum du prix de journée d'entretien des malades.

En cas de circonstances exceptionnelles, ce prix pourra toujours être révisé au cours de l'année, sur la demande de la collectivité gestionnaire.

ART. 4. — Un décret, pris sur la proposition du ministre de l'intérieur après avis de la Commission permanente de la tuberculose, déterminera les conditions d'exécution de la présente loi, et notamment :

1° Les conditions techniques et hygiéniques d'établissement et de fonctionnement que devront remplir les sanatoriums publics ;

2° Les conditions dans lesquelles s'exercera sur ces établissements la surveillance de l'autorité publique ;

3° Les conditions de recrutement et de nomination par voie de concours sur titres des médecins chefs auxquels appartiennent l'autorité sur tout le personnel et la responsabilité générale de la conduite de l'établissement.

ART. 5. — Les départements qui ne possèdent pas de sanatoriums où puissent être hospitalisés par leurs soins les tuberculeux relevant du service départemental de l'assistance médicale gratuite seront tenus, dans un délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente

loi, d'assurer cette hospitalisation en passant un traité à cet effet avec un sanatorium public ou, à défaut, avec un sanatorium privé.

Si le Conseil général n'a pas pris, dans le délai imparti ci-dessus, de délibération réglant la matière, il y sera pourvu par décret pris après avis du Conseil d'Etat.

Dans le cas où un département traite avec un sanatorium privé, le traité devra être approuvé par arrêté du ministre de l'intérieur, qui fixera le prix de journée d'entretien de ces malades, ledit prix étant redevable tous les ans.

L'Etat participera au paiement des dépenses d'entretien des malades ainsi admis dans les sanatoriums privés dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi.

ART. 6. — Les départements, communes et autres collectivités qui seront dans l'obligation de recourir à l'emprunt pour participer à la création d'un sanatorium public bénéficieront des facilités de crédit prévues pour la construction des habitations à bon marché par la loi du 12 avril 1906, modifiée par celle du 23 décembre 1912.

TITRE II

DES SANATORIUMS PRIVÉS

ART. 7. — Les sanatoriums privés sont les établissements destinés au traitement de la tuberculose, créés soit par des collectivités, Sociétés ou associations en dehors des conditions prévues par l'article premier de la présente loi, soit par des particuliers.

Le décret prévu aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 4 de la présente loi déterminera également les conditions techniques et hygiéniques, d'établissement et de fonctionnement à imposer aux sanatoriums privés, ainsi que les conditions dans lesquelles s'exercera sur ces établissements la surveillance de l'autorité publique.

Les sanatoriums privés restent libres du choix de leurs médecins.

Toutefois, ceux qui auront des traités en cours avec les départements, en conformité de l'article 5 de la présente loi, ne pourront, sous peine de résiliation, modifier leur direction médicale qu'avec l'agrément exprès des préfets des départements contractants, à moins qu'ils ne la confient à l'un des médecins recrutés dans les conditions du paragraphe 3 du décret prévu à l'article 4.

ART. 8. — Toute collectivité ou toute personne qui se propose de créer un sanatorium privé devra en faire la déclaration au préfet qui en délivrera récépissé.

Cette même déclaration devra être faite dans le délai de six mois par les sanatoriums privés existant lors de la promulgation de la présente loi.

ART. 9. — Le défaut de déclaration dans les délais ci-dessus fixés ou

l'inexécution des prescriptions du décret prévu à l'article ci-dessus pourront entraîner la fermeture de l'établissement. Celle-ci sera prononcée par les tribunaux judiciaires à la requête du procureur de la République du siège de l'établissement.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 septembre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le Ministre de l'intérieur,
J. PAMS.

LATIN PHARMACEUTIQUE

par le D^r HENRI MARTIN (1).

On sait que, depuis 1866, notre Pharmacopée est rédigée en langue française, mais que la tradition s'est néanmoins maintenue de donner un nom latin aux substances tirées des animaux ou des végétaux, ainsi qu'aux médicaments chimiques et aux médicaments galéniques inscrits au Codex.

Cet usage présente certains inconvénients, car il n'est pas toujours aisé de trouver une locution latine correcte pour désigner des corps dont Cicéron ne soupçonnait pas l'existence; mais il offre aussi, comme on le verra plus loin, des avantages pratiques qui ne sont pas à dédaigner.

Les petites difficultés que présente la traduction latine du nom français d'un médicament peuvent, d'ailleurs, être résolues avec un peu d'attention.

On s'est demandé, par exemple, quel devait être le nom latin de la *Teinture d'iode iodurée*, cette excellente préparation qui paraît appelée à suppléer la teinture d'iode dans la plupart de ses emplois, puisqu'elle est inaltérable et beaucoup moins dangereuse que la solution au dixième dans l'alcool à 95° qui nous fut imposée par la convention internationale de 1902 (2).

Les confrères qui ont gardé l'habitude d'étiqueter leurs bocaux en

(1) *Journal de Pharmacie et de Chimie*, n° 5, 1^{er} septembre 1919.

(2) Voici la formule inscrite dans le supplément au Codex de 1908 :

Iode.....	10 ^{gr}
Iodure de potassium.....	4 ^{gr}
Alcool à 90°.....	136 ^{cc}

Cette teinture renferme 1/15 de son poids d'iode.

latin devront-ils instituer cette préparation : *Tinctura iodii cum Kalio iodato*, *Tinctura iodii iodata*, *Tinctura iodii iodureta* ou *Tinctura iodii iodurata*?

Tinctura iodii cum Kallo iodato est un peu long et ne répond pas à la dénomination française qui sous-entend, pour abrégé, que l'iodure employé est l'iodure de potassium.

Tinctura iodii iodata signifierait Teinture d'iode iodée et non iodurée.

Tinctura iodii iodureta a ses partisans, qui se fondent sur ce que Littré traduit *iodure* par *ioduretum* et qu'on trouve dans Dorvault, comme synonyme de *Kalium iodatum*, *ioduretum potassicum*.

Mais, si l'on y regarde de près, on s'apercevra qu'il importe peu que le substantif *iodure* ait été latinisé par certains auteurs d'une façon ou d'une autre, attendu que ce n'est pas ce substantif, mais le participe passé *ioduré* qu'il s'agit de traduire. Or, si le verbe *ioder* se latinise normalement en *iodare* (dont le supin est *iodatum*), le verbe *iodurer* ne peut donner que *iodurare*, et le participe *ioduré* : *ioduratus*, *iodurata*, *ioduratum*.

Nous ne doutons pas un instant qu'ici notre lecteur ne hausse les épaules et ne pense en son cœur : Voilà bien des niaiseries. Supprimez donc purement et simplement ces dénominations prétentieuses qui ne seront jamais, quoi qu'on fasse, que du latin de cuisine !

N'allons pas si vite, cher lecteur, et voyons, avant d'en condamner définitivement l'emploi, si la langue latine, toute morte qu'elle est, ne peut réellement plus nous rendre aucun service.

Nous savons déjà que le latin « brave l'honnêteté » et qu'il offre de précieuses ressources aux traducteurs d'Aristophane. Ne brave-t-il pas aussi la malhonnêteté de ceux qui imaginent des expédients pour frustrer le domaine public de ses droits ?

Qui sait si ce *latinus cuisinæ* ne va pas porter quelque secours aux pharmaciens, troublés dans la pratique de leur art par les revendications plus ou moins justifiées des propriétaires de noms déposés ?

Le latin barbare des pharmacies a, sur le latin classique, cette supériorité qu'on le comprend, en général, du premier coup ; d'autre part, l'antiquité de son emploi pour désigner les substances officinales s'oppose aux prétentions de ceux qui voudraient attribuer à des dénominations usuelles, traduites en cette langue, le caractère d'une marque de fabrique valable.

N'y a-t-il aucun parti à tirer de ces deux circonstances ?

On se souvient que c'est à propos de la publication du supplément de 1893 qu'a été posée, devant la Commission du Codex, l'épineuse question des marques de fabrique.

« La Commission, dit M. P. BROUARDEL (1), fut aux prises avec des « difficultés d'ordre purement légal et relatives à la loi du 23 juin 1857, « sur les marques de fabrique. Après avoir pris sur ce point l'avis du « Gouvernement, la Commission s'est vue dans l'obligation de se servir parfois de dénominations qui ne sont pas les plus employées par « les médecins. Elle a dû inscrire au Codex, sous le nom chimique le

(1) Préface du supplément de 1893 au *Codex medicamentarius*.

« plus régulier ou le plus abrégé, mais non le plus usuel, les produits »
« dont le nom ordinairement adopté fait l'objet d'une marque de »
« fabrique déposée conformément à la loi précitée. »

« Autant qu'il lui a été possible, pour les substances ainsi désignées, »
« elle a indiqué, dans une note, les dénominations les plus usuelles, »
« déposées comme marque de fabrique. Elle a voulu par là mettre le »
« pharmacien en garde contre les conséquences fâcheuses qui pour- »
« raient résulter pour lui, dans la pratique de son art, des dispositions »
« de la loi de 1857, relatives à l'emploi de ces dénominations. Ce fai- »
« sant, la Commission n'entend nullement fournir à cet égard des »
« renseignements complets : elle n'entend surtout ni affirmer, ni accep- »
« ter, ni même discuter la validité des marques de fabrique dont elle »
« a été conduite à signaler l'existence : on ne saurait donc, en aucun »
« cas, pour juger des droits qui peuvent être attachés à ces marques, »
« s'appuyer sur leur citation dans le présent supplément. »

Nous ne saurions approuver, pour notre part, cette décision timide qui a conduit à inscrire, dans le supplément de 1893, l'*Antipyrine* sous le nom de beaucoup moins employé d'*Analgesine*, le *Salol*, sous le nom à peu près inusité en médecine, de *Salicylate de phénol*, etc...

A notre avis, la Commission du Codex, organe du ministre de l'Instruction publique, n'était pas chargée de mettre les pharmaciens en garde contre les fâcheuses conséquences qui pouvaient résulter pour eux de l'application de la loi sur les marques de fabrique.

Les pharmaciens n'ont, d'ailleurs, tenu aucun compte de cette avertissement inopportun. Ils ont courageusement résisté aux prétentions de la maison allemande qui se prétendait propriétaire du mot *Antipyrine*, et ils ont remporté la victoire (1).

Mais il ne faut pas se lasser de rappeler que ce fut une victoire pénible, considérablement gênée par la malencontreuse création du mot *Analgesine*, proposé dans la bonne intention de « ne pas faire de réclame » à une « marque allemande » (2).

Aujourd'hui, la jurisprudence s'est précisée, et il est reconnu, depuis le mémorable arrêt relatif au *Pyramidon*, qu'un fabricant n'a pas pu déposer valablement, comme marque de fabrique, le simple nom destiné à devenir bientôt après la désignation usuelle et nécessaire du médicament.

Il est certain qu'en vertu de cette jurisprudence, un grand nombre de dénominations indiquées dans le supplément de 1893 ou dans le Codex de 1908, comme « marques déposées » appartiennent, en réalité, au domaine public, et que la Commission du Codex ne peut pas, raisonnablement, continuer à mettre les pharmaciens en garde contre le libre emploi de semblables dénominations.

Elle est d'autant mieux fondée à supprimer de notre formulaire légal

(1) La dénomination *Antipyrine* devint le titre de l'article dans le Codex de 1908, et le latin *Analgesina* fut transformé en *Antipyrinum*.

(2) Il est hors de doute que la situation aurait été plus claire et le succès mieux assuré, si la maison Meister Lucius avait dû plaider contre le ministre de l'Instruction publique, défenseur de la terminologie médicale usuelle.

« toute indication relative aux « marques déposées » que ces marques se multiplient d'une façon extraordinaire. Chacun des 11.586 pharmaciens français (1) a le droit de déposer plusieurs dénominations de fantaisie pour désigner une même substance officinale; ce droit appartient également aux pharmaciens étrangers, et même aux individus qui ne sont munis d'aucun diplôme... N'essayons pas d'évaluer mathématiquement la possibilité de cette pullulation.

Lorsque ces marques sont valables, elles ont un droit égal à figurer dans le Codex; pourquoi favoriser un fabricant au détriment des autres? Lorsqu'elles ne sont pas valables, pourquoi mettre les pharmaciens en garde contre leur emploi?

Dans ces conditions, il paraît évident que, si l'on ne veut pas transformer notre pharmacopée en un volumineux recueil commercial, il faut cesser d'inscrire les mots « marque déposée » dans les futures éditions du Codex.

Mais il est encore trop tôt, paraît-il, pour adopter résolument la désignation d'une substance par sa dénomination la plus usuelle, déposée comme marque de fabrique, lorsque l'invalidation de cette marque n'a pas été prononcée par les tribunaux.

Bien qu'il soit extrêmement probable qu'une dénomination de ce genre appartienne au domaine public, comme ayant été, dès l'origine, « destinée à devenir » la désignation usuelle du produit, la Commission du Codex ne peut, nous dit-on, tenir compte d'une simple probabilité; elle doit, comme elle l'a proclamé en 1895, rester étrangère à toute contestation relative à l'application de la loi de 1857, et n'employer, en conséquence, que des dénominations qui ne soient actuellement revendiquées par aucun particulier.

Il reste alors à désigner clairement les substances officinales, sans obliger les personnes qui lisent le Codex à consulter d'autres ouvrages pour savoir de quel produit il est question.

Ainsi, le Supplément au Codex de 1908 renferme un article sur le chlorate de Para-aminobenzoyl-diéthylaminoéthanol. Vous en êtes sans doute bien aise, mais vous aimeriez peut-être à savoir comment les médecins appellent ce produit?

— Je ne peux pas vous le dire, répond le Codex, sans employer une dénomination qui a été régulièrement déposée comme marque de fabrique. Je suis convaincu que cette marque ne vaut rien, mais enfin, la question n'est pas jugée, et légalement, je ne sais pas si la marque est valable, ou non.

Comment sortir de là?

C'est ici que le latin de cuisine va venir à notre secours.

— J'ai seulement le droit de publier, ajoute le Codex, que le chlorhydrate de Para-aminobenzoyl-diéthylaminoéthanol s'appelle en latin *Novocainum*.

Cela suffit. La nature du produit, ses usages, ses dangers, se présentent immédiatement à l'esprit des intéressés. L'article tout entier ne

(1) Statistique de 1911.

se dissimule plus, comme tout à l'heure, sous le voile de la nomenclature chimique. En parlant latin, on a parlé français.

Telle est la solution, évidemment provisoire, qui doit offrir quelque commodité aux lecteurs de notre Pharmacopée. Un jour viendra sans doute où la Commission, devenue plus hardie, emploiera les dénominations qu'elle juge appartenir au domaine public, en raison de leur usage général, sans se préoccuper de savoir si ces dénominations sont déposées, ou non. Que pourra-t-elle craindre ? Ou le soit-disant possesseur de la marque se taira, et son silence sera un aveu, ou il présentera une réclamation qu'il sera toujours temps d'accueillir, s'il y a lieu, comme l'a été celle du possesseur de la dénomination *Hunyadi-János*.

En attendant que tout scrupule ait disparu sur ce point, le recours aux dénominations latines permet de supprimer du Codex les mots « marque déposée », et cette suppression constitue, selon nous, un véritable progrès.

Il faudra seulement veiller à ce que, désormais, la dénomination latine évoque réellement le nom le plus ordinairement employé de la substance. La Dionine doit s'appeler en latin *Dioninum*, et non *Ethylmorphinum chlorhydricum*; l'Héroïne, *Heroinum*, et non *Diacetylmorphinum chlorhydricum*, etc. Autrement, le Codex deviendrait d'une lecture de plus en plus difficile, et ce n'est certainement pas là le but visé par la Commission.

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

CROIX DE GUERRE

Citation à l'Ordre du régiment :

M. AUDOIN (Paul), pharmacien aide-major de 1^{re} classe (territorial) à l'ambulance 3/9 :

« S'est particulièrement distingué par son courage, son sang-froid et son dévouement, lors du bombardement par avion de l'H. O. O. E. »
« 32, le 13 juillet 1917. »

M. AUDOIN est pharmacien, 52, rue du Faubourg-Saint-Martin et membre de la Chambre syndicale : nous lui adressons nos sincères félicitations.

INFORMATIONS

Occasion. — A vendre un obus à oxygène avec vis micrométrique ; s'adresser à M. CLÉMENT, pharmacien 23, rue Friant, Paris.

Occasion exceptionnelle à saisir de suite : grande et belle pharmacie bien achalandée dans quartier central ; grand laboratoire, caves et appartement ; chiffre d'affaires d'avant-guerre : 80.000 francs, bénéfice : 22.000 francs. — Prix à débattre, peu exigeant ; s'adresser à M. ROBERT, pharmacien, 161, avenue du Maine, Paris (XIV^e).

Pharmacien, jeune, très au courant de la droguerie, herboristerie, pharmacie galénique, produits chimiques, produits vétérinaires; désire place libre et indépendante direction technique dans une affaire industrielle, Paris ou environs rapprochés; ou s'intéresserait avec veuve de pharmacien pour pharmacie de détail, de préférence Paris ou banlieue, ou province assez rapprochée; ou désirerait trouver élève sérieux ayant capitaux pour exploiter pharmacie de détail Paris ou banlieue; s'adresse au Siège social.

Sociétés.

DELAGE (Louis) et POTTRE, 14 et 15, rue des Rosiers, Paris. Droguerie, produits chimiques en gros. Acte notarié du 4 juillet 1919. — Dissolution publiée le 2 août 1919.

J. COUDERC et P. DIEULAFÉ 53, boulevard Saint-Martin, Paris (3^e). Pharmacie, capital 120.000 francs. A. S. S. P. du 5 août 1919. — Formation, jouissance 10 août 1919.

E. MAURICE et C^{ie}, rond-point des Bergères, 94 bis, Puteaux (Seine). Laboratoire de pharmacie. Capital social 20.000 francs. A. S. S. P. du 31 juillet 1919, publiée le 19 août 1919 — Formation.

VIGNON-CASSETTE, rue Saulpic, Vincennes (Seine). Spécialités pharmaceutiques. Capital social 20.000 francs. A. S. S. P. du 10 juin 1919. — Modification publiée le 27 août 1919.

Enregistrement des diplômes.

MORINEAUX (Paul), 103, route de la Reine, Boulogne (Seine). — Enregist. le 11 août 1919.

LENOIR (Henri-Charles-Aristide), 2, rue des Epinettes, Saint-Ouen (Seine). — Enregist. le 14 août 1919.

GAUTHIER (Marius), 36, rue de la République, Saint-Denis (Seine). — Enregist. le 18 août 1919.

BRIGODIOT (Joseph), 36, rue de la République, Saint-Denis (Seine). — Enregist. le 18 août 1919.

VIOLLE (Louis-Charles-Alexis), 38, avenue du Parc-Saint-Maur (Seine). — Enregist. le 19 août 1919.

BONVARLET (Paul-Eugène), 14, rue des Rosiers, Paris (4^e). — Enregist. le 22 août 1919.

CAZIN (Victor), 2, rue Bichat, Paris. — Enregist. le 23 août 1919.

JOISSE (Jules-Auguste-François), 32, avenue Outrebon, Villemomble (Seine). — Enregist. le 25 août 1919.

PETITJEAN (Paul-Charles-Hippolyte), 51, place de la République, Saint-Ouen (Seine). — Enregist. le 26 août 1919.

PARAZ (Jean-Louis), 21, rue de Liège, Paris. — Enregist. le 27 août 1919.
DIEULAFÉ (Paul), 53 boulevard Saint-Martin, Paris (3^e). — Enregist.
le 28 août 1919.

L'HÔTE (Jean-Baptiste), 6, boulevard Félix-Faure, Saint-Denis (Seine).
— Enregist. le 28 août 1919.

BARBEROUSSE (Maurice), 15, rue Antoinette, Paris. — Enregist.
le 3 septembre 1919.

DENIS (Etienne-René-Gustave), 85 bis, rue du Renelagh, Paris (16^e).
— Enregist. le 3 septembre 1919.

COIN (Léon), 46, rue de Saint-Cloud, Boulogne (Seine). — Enregist. le
6 septembre 1919.

MARIE (Henri-Georges), 142, boulevard Saint-Germain, Paris. —
Enregist. le 8 septembre 1919.

PLUCHON (Pierre-Etienne-René), 92, rue Michel-Ange, Paris (16^e). —
Enregist. le 10 septembre 1919.

ROBERT (Marcel-Pascal-Marie), 18, place d'Italie, Paris (13^e). —
Enregist. le 11 septembre 1919.

Ventes de pharmacies.

M. LEROUX, a vendu à M. BRESSY, sa pharmacie, 182, rue de la Cont
vention, Paris (15^e). — Jouissance le 1^{er} août 1919, publiée le 11 août
1919.

M. REMANDE, a vendu à M. BAYLOT, sa pharmacie, 40, rue des
Abbesses, Paris (18^e). — Jouissance 20 août 1919, publiée le 23 août
1919.

M. ROQUEPLO, a vendu à M. FAUGEROLAS, sa pharmacie, 17, rue du
Parc, Ivry (Seine). — Jouissance 12 août 1919, publiée le 23 août 1919.

M. VOGT, a vendu à M. AMSLER, sa pharmacie, 186, rue de Paris,
Montreuil-sous-Bois. — Jouissance 1^{er} septembre 1919, publiée le
27 août 1919.

M. HABERER, a vendu à M. LENOIR, sa pharmacie, 2, rue des Epinettes,
Saint-Ouen (Seine). — Jouissance 17 août 1919, publiée le 28 août 1919.

M. LEFORT, a vendu à M. HOTTOT, sa pharmacie, 1, rue Mansart, Paris
(9^e). — Jouissance 1^{er} septembre 1919, publiée le 3 août 1919.

M. LEYSSENNE, a vendu à M. LÉCORCHÉ, sa pharmacie, 130, avenue de
Neuilly, Neuilly (Seine). — Jouissance 10 juillet 1919, publiée le 30 août
1919.

M. LAMY, a vendu à M. MUTEL, ses droits dans Spécialités pharmaceu-
tiques, 78 bis, avenue de Châtillon, Paris. — Jouissance le 15 septembre
1919, publiée le 27 septembre 1919.

M. COMBE, a vendu à M. DELELIS, sa pharmacie, 1, rue Saint-Ger-
main, Romainville (Seine). — Jouissance 1^{er} octobre 1919, publiée le
8 septembre 1919.

M. CHOPIN, a vendu à M. LAMY, sa pharmacie, 32, boulevard Diderot, Paris. — Jouissance le 1^{er} septembre 1919, publiée le 9 septembre 1919.

M. EYSSERIC, a vendu à M. BARBEROUSSE, sa pharmacie, 4, rue Antoinette, Paris. — Jouissance 1^{er} septembre 1919, publiée le 10 septembre 1919.

M. COURUET, a vendu à M. TOUSSAINT, sa pharmacie, 20, rue d'Aligre, Paris. — Publiée le 16 avril 1919.

M. GLANDIÈRES, a vendu (sans nom), sa pharmacie, 91, rue de Turenne, Paris. — Jouissance le 15 octobre 1919, publiée le 18 août 1919.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|--|
| M. Bahier, pharmacien, Hôtel de l'Avenue, 14, rue Rampon, Paris, demande gérance. | M. Dubois, 203, faubourg Saint-Martin, Paris, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacement. |
| M. Bertin, 19, rue de Lappe, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Ducarme, maison Faverolle, 5, rue Moreau, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Botte, chez M. Millet, 2, rue Véron, à Alfortville, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Fauvelle, 38, rue de Grenelle, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Caron, chez M. Caron (Maurice), 44, rue de Vouillé, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Gaugain, 4, avenue du Père-Lachaise, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Clisson, 41, rue des Tournelles, Paris, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. (Titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie.) | M. Goutorbe, chez M. Planchard, 83, rue Darnémont, Paris, demande place de 1 ^{er} élève ou remplacements. |
| M. Cuvelier, 35, rue Louis-Morard, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Legrand, 81, rue de la Glacière, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Decrop, 47, rue du Montparnasse, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Lhopitaux, 104, rue des Dames, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Delage, 16, rue Antoine-Roucher, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Malgouyard, 1, rue Jacques-Cœur, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Delisle, à Liguil (I.-et-L.), titulaire de la carte d'identité des aides en pharmacie, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Marre, 124, rue de Javel, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Deudon, 36, rue Doudeauville, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Ménard, 72, rue Pernet, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Dreulle, 93, rue Barrault, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Morel, 24, avenue du Bel-Air, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|--|
| M. Moulin, 9, Rond-Point-de-Longchamp, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Lévêque, 85, rue des Ecoles, Les Lilas, demande place de garçon-élève. |
| M. Pradel, chez M. Robert, 114, rue de Paris, à Vincennes, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Mathey, 13, rue Parmentier, à Maison-Alfort, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Roisson, 35, rue de la Sablière, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Pauleau, 203, faubourg Saint-Antoine, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Tourne, 57, rue d'Alésia, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Poirot, 3, rue Baudin, à Levallois, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Uzan, 75, rue des Martyrs, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M ^{me} Garnier, 233, rue Lafayette, Paris, demande place de femme de ménage. |
| M. Victor, 3, rue de l'Eglise, à Noisy-le-Sec, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Quennehen, 112, rue Fazillau, à Levallois-Perret, demande place de garçon de laboratoire. |
| M. Alauzet, chez M. Lacroix, 10, rue Malar, Paris, demande place de 2 ^e élève. | M ^{me} Virazels, 103, rue Baudin, à Levallois-Perret, demande place d'employée aux écritures. |
| M. Chateau, chez M. Weill, 7, av. d'Orléans, Paris, demande place d'élève débutant. | M ^{lle} Alt, 14, rue de la Plaine, à Rosny-sous-Bois, demande place de conditionneuse. |
| M. Collet, chez M. Louis Collet, 14, rue Poncelet, Paris, demande place 2 ^e élève. | M ^{lle} Linard, pharmacie Basque, 121, avenue Gambetta, à Paris, demande place de conditionneuse. |
| M. Deshoulières, 152, faubourg Saint-Martin, Paris, demande place de 2 ^e élève. | |
| M. Fauq, 4, rue d'Ecosse, Paris, demande place de 2 ^e élève. | |
| M. Gustin, 283, rue Saint-Martin, Paris, demande place de 2 ^e élève. | |
| M. Élie, 77, rue du Chemin-Vert, Paris, demande place de 2 ^e élève. | |

(S'adresser au Service.)

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Octobre 1919.

SOMMAIRE

Adresse des Pharmaciens Belges (lue à l'Assemblée générale de Strasbourg), p. 317. — L'Avenir de la Pharmacie, p. 319. — Avis importants, p. 320. — Loi modifiant l'article 4 paragraphe 1^{er} de la loi du 31 mars 1905, sur les accidents du travail, p. 321. — Extrait du procès-verbal de la Séance du Conseil d'administration du 14 octobre 1919, p. 322. — Les Taxes sur les Payements, p. 332. — Critique des ordonnances et refus d'exécution, par le D^r Henri Martin, p. 337. — Avis du Comité disciplinaire, p. 341. — Consultation des Pharmaciens du Département de la Seine sur le futur Codex (*Suite*), p. 341. — Informations, p. 342. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 346. — Marques de Fabrique, p. 348.

ADRESSE DES PHARMACIENS BELGES

(lue à l'Assemblée générale de Strasbourg)

A nos Confrères Français de l'Association Générale des
Syndicats Pharmaceutiques de France

aux Souscripteurs de l'aide aux Confrères éprouvés par la guerre.

Pendant quatre ans et demi, la France et la Belgique ont été douloureusement éprouvées par les horreurs de la guerre. Nous avons connu en commun les perquisitions, les réquisitions, les pillages, les incendies criminels et organisés, les meurtres, les viols, les exécutions sanglantes en masse, perpétrés sur notre sol par la race barbare qui déclencha le cataclysme mondial.

La désolation et la ruine se sont abattues sur de vastes régions d'où les populations ont fui, où l'on ne retrouve plus pierre sur pierre, où la vie tardera longtemps à renaître.

Des confrères vivaient dans ces régions. Beaucoup ont souffert dans leur chair, d'autres ont perdu la vie. Esclaves du devoir, ils sont tombés victimes de leur attachement au devoir. D'autres, en plus grand nombre encore, ont vu leurs demeures subir le sort de la commune destruction.

Nous comptons en Belgique :
Neuf confrères assassinés par les hordes teutonnes.
Deux furent grièvement blessés et échappèrent à la mort par miracle.
Trois moururent des suites des mauvais traitements auxquels ils furent soumis.

Plusieurs perdirent la santé pour ne plus la retrouver.
Huit connurent les horreurs des bagnes allemands comme prisonniers civils.

Quarante-six eurent leurs maisons incendiées par ordre.
Beaucoup d'autres virent piller, saccager leur habitation.
Un confrère périt sous les bombes au cours d'un raid d'avion.
Beaucoup d'autres eurent leurs immeubles broyés par l'artillerie et les bombes.

Et la liste n'est pas close : plusieurs sinistrés de la ligne de feu nous sont connus seulement depuis l'armistice ; il en reste encore à l'étranger dont nous ne pourrions dresser les bulletins d'enquête avant le retour des exilés au pays.

Voilà notre lot !

Le vôtre n'est pas plus enviable : il apparaît pire encore par l'ampleur et le nombre.

Entre vous et nous, avant 1914, il y avait une frontière, frontière purement politique, mais inexistante déjà pour nos sympathies réciproques.

Depuis la grande épreuve, la cendre de nos demeures pétrie avec le sang de nos martyrs a recouvert d'un enduit indélébile et sacré la ligne frontière. Entre vous et nous, toutes barrières sont abaissées. Nous avons une commune patrie d'élection, c'est la terre pantelante et endeuillée dont les barbares tracèrent les confins à la torche incendiaire, terre douloureuse gorgée du sang de nos héros luttant pour la défense des foyers, terre productive d'énergies magnanimes et chevaleresques, terre de sacrifice, génératrice des grandes vertus ancestrales qu'affinèrent des siècles de lutte pour le droit et pour la justice.

Fils de cette France à l'âme grande et généreuse, vous avez eu, chers Confrères, pour vos frères de la terre d'élection, une pensée pieuse et touchante qui nous a pris au cœur, vous avez apporté à nos sinistrés une aide fraternelle et secourable, en dépit de vos deuils, en dépit de vos propres épreuves. Les instances affectueuses, les délicatesses prenantes dont s'accompagnait votre généreuse offrande en doublent encore le prix.

Vous continuez par ce geste la tradition aimable qui, aujourd'hui comme hier, fait apparaître la noble France, votre « France éternelle », comme la terre classique de toutes les générosités.

Au nom de nos sinistrés, nous soussignés, délégués de toutes les Unions professionnelles fédérées sous le vocable de la Nationale Pharmaceutique et représentants de la Pharmacie Belge, nous vous prions d'agréer l'expression de notre reconnaissance émue pour cette manifestation de fraternelle bonté.

Entre vous et nous perdurera le souvenir attachant de votre fidélité au malheur, la consolante et douce évocation de l'amitié qui s'avère et s'offre généreusement dans les jours sombres.

A nos amis des mauvais jours,

MERCI.

JUSTIFICATION DU TIRAGE

Avec l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la ville d'Anvers, la présente adresse fut imprimée avec le matériel véritable de l'architypographe Christ. Plantin, mort à Anvers le 1^{er} juillet 1589.

La première page, sous la dédicace, est ornée d'un bois ayant servi dans le *Nova Stirpium*, P. Pena et M. de Lobel, imprimé par Plantin en 1576. En regard du frontispice se trouve l'emblème de Mathieu de Lobel figurant dans les liminaires de sa *Plantarum seu Stirpium Historia* et de son *Cruydboec*. Le frontispice est constitué par le cadre du titre du *Seu Stirpium Historia*, Mathias de Lobel Insulanus, Plantin, 1572. Le texte est orné en marge de bois utilisés dans *Florum et Coronariorum odoratorumque Historia*, Remberti Dodonæi, 1568. — *Purgantium Aliarumque herbarum Historia*, Remb. Dodonæi, 1573. — *Plantarum seu Stirpium Historia*, Matth. Lobelius, 1576. L'initiale débutant le texte de l'adresse provient d'un alphabet orné de fleurs naturelles et employé dans le *Psalterium* et dans les *Messes* de de La Hèle. Le texte même est composé en la « *Kleine Canon Romein* ». La marque typographique se trouvant à la page suivante, sert au titre de *Historiale Description de l'Ethiopie*, imprimée en 1584.

L'Imprimeur,
BUSCHMANN.

Tous les souscripteurs, pharmaciens français, seront vivement touchés du témoignage de gratitude de nos confrères Belges. Ils ont su trouver les termes adéquats à leur situation et à la nôtre et connaissant le goût des Français pour la forme, ils ont tenu à nous envoyer un spécimen de luxe de l'imprimerie Plantinienne qui est une des merveilles d'Anvers. Notre siège social a reçu le dépôt de cette magnifique adresse que beaucoup de bibliophiles nous envieront. L'écrin de cette adresse est soigné comme un reliquaire. Le tout forme un ensemble précieux à divers titres et qui restera pour nos confrères de l'avenir, un monument de la solidarité pharmaceutique, un souvenir pieux des années terribles.

J. F.

L'AVENIR DE LA PHARMACIE

L'avenir de la Pharmacie française est dans les mains des jeunes étudiants en Pharmacie. Aussi tous nos confrères doivent-ils porter un intérêt particulier à tout ce qui concerne l'amélioration de l'enseignement pratique et technique aussi bien que l'existence matérielle et morale de nos jeunes camarades, dans les centres universitaires.

Paris est le principal centre d'études : les pharmaciens de la Seine ont donc le devoir de s'intéresser au sort de l'Association amicale des Etudiants en Pharmacie de France, qui a son siège 83, boulevard Saint-Michel.

Dans la *Pharmacie Française* (septembre-octobre 1919), M. Pombet, le nouveau Président de l'A. A., après avoir indiqué l'état « pas brillant » des finances de l'association fait appel à la solidarité de tous les pharmaciens de France.

« Pour la plupart, écrit-il, vous avez fait partie de l'Association. Souvenez-vous des bons moments que vous y avez passés. En reconnaissance, adressez-nous une cotisation de membre honoraire. »

C'est une tendance des aînés de se reporter avec plaisir aux années d'études embellies par toutes les illusions de la jeunesse. Par sympathie, par gratitude, par égoïsme même, les aînés doivent protection aux jeunes.

L'A. A. est un foyer intellectuel, le centre des camaraderies utiles ou agréables, c'est le refuge des provinciaux isolés pour qui l'isolement est pénible, nuisible même.

Nous, les vieux, nous devons veiller à ce que ne périssent pas les destinées de cette amicale Association, pour raison d'impécuniosité.

Répondez tous à l'appel des jeunes : adressez vite le mandat de dix francs pour devenir membre honoraire et assurer ainsi l'existence de l'A. A.

N'oubliez pas votre obole supplémentaire qui permettra de graver sur le marbre les noms des étudiants morts pour la France.

J. FEUILLOUX.

AVIS IMPORTANTS

REGISTRE DU COMMERCE

Nous avons publié dans le *Bulletin* du 30 septembre la loi tendant à la création d'un registre de commerce : cette loi entrera en vigueur *trois mois après la publication* des règlements d'administration prévus, *mais qui n'ont pas encore paru* : les confrères seront avisés en temps utile.

Il est indispensable pour les pharmaciens de se conformer à l'impôt concernant la taxe de luxe : relisez l'article de M. E. DUFAU, inséré de nouveau dans le présent *Bulletin*.

Nous ne devons vendre que des **thermomètres contrôlés**. Les marchands d'accessoires peuvent maintenant les procurer.

Les **restrictions sur l'éclairage** sont encore recommandées : nous connaissons des confrères qui ont été mis en demeure d'éteindre leur enseigne lumineuse.

Toujours, la Chambre syndicale a tenu à faire le service du *Bulletin* mensuel à tous les pharmaciens de la Seine, syndiqués ou non adhérents à notre Syndicat. Les frais d'impression sont devenus tels que nous serons peut-être bientôt dans la nécessité de réduire notre tirage.

Nous faisons un pressant appel à tous les *non syndiqués*, qui trouvent dans l'organe officiel de la Chambre syndicale des renseignements indispensables, afin de les décider à présenter leur candidature à notre syndicat : l'immense majorité se trouve dans les conditions statutaires : les deux parrains exigés se rencontrent facilement entre confrères que rapprochent des intérêts communs et la défense de prérogatives si difficiles à maintenir : l'indifférence à l'égard de l'action syndicale est nuisible à toute la corporation.

BULLETIN DE VARIATIONS

Le prochain *Bulletin* de variations paraîtra dans le n° du 30 novembre.

A cet effet, comme précédemment, la *Commission du Tarif* demande à tous de signaler au Président de la Chambre syndicale, les produits à y ajouter, et ceux dont les prix doivent être modifiés. Tous les intéressés doivent faire cet effort de collaboration éminemment pratique et facile : prière d'écrire avant le 15 novembre.

RÈGLEMENTATION

Avant le 25 novembre, adresser au Secrétaire du Syndicat général de la Réglementation, 14, rue Rougemont, Paris, les factures de spécialités réglementées dont le prix de vente aux pharmaciens aurait été majoré par le grossiste. Cette documentation a pour but de mettre fin à la non observation de la réglementation qui doit assurer aux pharmaciens l'intégralité de la remise.

LOI

Ayant pour objet de décider que, par modification à l'article 4 paragraphe 1^{er} de la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail, les frais médicaux et pharmaceutiques seront, dans tous les cas et quelle que soit l'incapacité occasionnée par l'accident, à la charge du chef d'entreprise.

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905, est ainsi rédigé :

« Quelle que soit la durée de l'interruption du travail occasionnée par l'accident, le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques. Il supporte également les frais funéraires, évalués à la somme de cent francs (100 francs) au maximum. »

Fait à Paris, le 17 octobre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du travail et de la prévoyance sociale,
COLLIARD.

Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 14 octobre 1919.

Présidence de M. BARTHET, Président.

Etaient présents : MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, COULLON, CORDIER, NORMAND, HERBAIN, JAMMES, BERTHET, COLLIN, COLLESSON, BOINOT, DELMOND, WALTER, GRÈS, FAYOL, LOISEL, POUILH, ROESKE et SERARD.

Excusé : M. TRINQUART.

Approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la réunion de juillet dernier, est adopté sans observation.

M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue aux deux nouveaux délégués : MM. JAMMES et SERARD.

Décès. — M. le Président informe le Conseil du décès de M. Houdé, ancien conseiller, dont les obsèques ont eu lieu le matin même. M. COLLIN a été chargé d'y représenter la Chambre syndicale.

Correspondance. — M. GUIMOND, pharmacien à Saint-Maur, nous fait part du mariage de sa fille.

Nous apprenons également le mariage de la fille de M. le Dr MAZAUD, 16, rue de la Gâtée.

Le Conseil adresse ses sincères félicitations à ces deux confrères.

Compte-rendu de l'Assemblée générale de l'A. G. à Strasbourg. — M. BARTHET donne la parole à M. FEUILLOUX pour faire succinctement le compte-rendu de cette réunion.

M. FEUILLOUX. — Dans le *Bulletin* de la Chambre syndicale, j'ai fait simplement un compte-rendu anecdotique du voyage des journées de Strasbourg et Metz. Vous avez pu le lire, par conséquent je me dispense d'y revenir.

Au point de vue de l'A. G. vous serez renseignés prochainement par la lecture de son *Bulletin* qui publiera les notes du Secrétaire-Adjoint M. VALENTIN.

Un des faits principaux a été la modification de l'article 12 des statuts de l'A. G. Antérieurement à la dernière Assemblée générale de Strasbourg, le Président de l'A. G. devait être obligatoirement choisi parmi les pharmaciens résidant à Paris. Le Syndicat de l'Aude a proposé un changement à cet état de choses de façon que le Président pût être pris parmi les pharmaciens de toute la France.

Dans un sentiment d'équité, les délégués du Conseil de votre Chambre syndicale ont soutenu cette proposition qui a été adoptée. En conséquence, M. LOISEL, de Beauvais, un des quatre Vice-Présidents de l'A. G. a été élu Président pour trois ans.

M. BARTHET, notre Président, a été élu Vice-Président.

M. CRINON ayant donné sa démission de Secrétaire-Général, j'ai été nommé pour le remplacer.

M. BARTHET et moi-même en collaboration étroite avec vos représentants au Conseil de l'A. G. MM. BERNHARD, WEILL, LOISEL, COLLESSON et COLLIN nous nous efforcerons de faire prévaloir vos vues dans les Commissions qui ont à traiter des questions à l'ordre du jour et que vous connaissez tous, sans oublier qu'à l'A. G. tout doit être résolu dans l'intérêt général national.

Il est préférable de ne pas vous donner aujourd'hui de détails précis sur la réglementation des spécialités. Le Conseil d'administration de l'A. G. tiendra séance le 29 octobre, et en vue de la réunion de la Commission d'arbitrage qui doit avoir lieu le 28 novembre arrêtera des résolutions en s'inspirant du vote de l'Assemblée de Strasbourg.

Pour aujourd'hui je dois vous signaler qu'à la séance d'arbitrage du 13 octobre, il a été décidé de demander à tous les pharmaciens d'adresser au Secrétaire du Syndicat général de la Réglementation toutes les factures où les prix réglementaires de vente aux pharmaciens seraient majorés par les droguistes et les grossistes, car la première préoccupation des représentants des pharmaciens à la Commission d'arbitrage, c'est d'obtenir l'intégralité de la remise.

Nomination d'un archiviste. — M. BARTHET. — Vous savez, Messieurs, que M. CRINON a donné, peu avant les vacances, sa démission d'archiviste. Il y a donc lieu de le remplacer.

Plusieurs membres du Conseil ont indiqué à votre Bureau qu'une candidature, celle de M. LOISEL, serait la bienvenue. Votre Bureau a enregistré ces propositions, a demandé à M. LOISEL s'il consentirait à accepter le poste d'archiviste actuellement vacant et M. LOISEL nous a donné son acceptation.

Je vous demande donc de bien vouloir voter. Il est bien entendu que le titulaire doit être sanctionné par l'Assemblée générale, mais les statuts prévoient que si, pendant l'année, un poste devient vacant, ce poste est rempli par un conseiller et l'Assemblée générale donne ensuite son approbation au choix qui a été fait par le Conseil d'administration.

Il est procédé au vote, par bulletins secrets. Le résultat est le suivant :

Présents	17
MM. LOISEL	16 voix
CORDIER	1 —

M. CORDIER. — Je remercie le collègue anonyme qui a voté pour moi, je tiens à déclarer que je n'étais pas candidat et que j'ai voté pour M. LOISEL.

M. LOISEL. — Je vous remercie vivement de l'honneur que vous me faites et je l'accepte bien volontiers mais, d'un autre côté, je voudrais bien que vous m'indiquiez quelles sont les fonctions de l'archiviste.

M. BARTHET. — Le Bureau tiendra des conversations avec vous au sujet de vos fonctions.

M. CORDIER. — Il serait bon, je crois, que nous votions des abonnements à certains journaux que nous ne recevons pas.

M. BARTHET. — Il y a là une proposition intéressante. Je demanderais donc à chacun de vous de noter quels sont les périodiques qu'il serait intéressant d'avoir à la Chambre syndicale. Nous ferons de notre côté une liste des périodiques que nous recevons et nous verrons les abonnements que nous pourrions prendre.

M. LOISEL. — Nous pourrions faire un échange gratuit.

M. BARTHET. — Cette question est donc à l'étude et remise à la prochaine réunion du Conseil d'administration.

Elections consulaires. — M. le Président informe le Conseil que le Comité préparatoire des élections au Tribunal de commerce invite la Chambre syndicale à faire connaître le plus tôt possible les candidats qu'elle pourrait présenter.

M. CORDIER traite la question de ces élections dans tous ses développements.

Le Conseil mis ainsi au courant par un de ses anciens Présidents désigne MM. CORDIER, BEYTOUT, DUBAU, JAMMES, comme candidats aux prochaines élections consulaires, sous réserve de leur acceptation.

Comité central des Chambres syndicales. — M. COLLESSON est désigné à l'unanimité du Conseil, pour remplacer M. CRINON qui préfère ne plus être notre délégué à ce Comité.

Remboursement des Tickets-primés d'avant-guerre. — M. LE PRÉSIDENT. — Plusieurs confrères se plaignent de ne pouvoir obtenir des grossistes le remboursement de ces tickets.

Le Conseil propose au Président de formuler une réclamation écrite aux trois principales maisons de Commissions.

Marchands d'eaux minérales. — Un confrère de Paris proteste contre l'entente qui semble lier les trois principaux fournisseurs d'eaux minérales. Cette affaire très intéressante retient l'attention du Conseil qui invite le Président à écrire au fournisseur visé une lettre de réclamation motivée.

Tirage du Bulletin de la Chambre syndicale. — M. COULLON, trésorier, propose de réduire le tirage du *Bulletin* à cause de l'élévation formidable des frais d'impression. Il est décidé que la *Commission du Bulletin* procédera à une révision des listes, à l'effet de réduire les dépenses occasionnées par le service gratuit.

Conseil général des Sociétés d'arrondissements. — M. LE PRÉSIDENT. — La Fédération des Sociétés d'arrondissements, qui ne s'est pas réunie depuis 1914, va reprendre maintenant le cours régulier de ses séances. M. PÉAN, qui était le Président de ce groupement, m'a déclaré ne plus pouvoir continuer son mandat et m'a donné tout pouvoir pour réunir prochainement les différentes Sociétés affiliées au Conseil des Sociétés d'arrondissements.

Service de nuit. — M. le Président propose que la question du service de nuit soit renvoyée à la Commission d'études qui est toute qualifiée pour établir un projet à soumettre ensuite au Conseil d'administration. (*Adopté.*)

Thermomètres. — M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez qu'il y a eu plusieurs confrères poursuivis pour vente de thermomètres non contrôlés. Nous allons donc prévenir les pharmaciens par la voie du *Bulletin*, qu'ils n'aient plus à mettre en vente des thermomètres non contrôlés.

Approvisionnement en alcool. — M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez qu'à la dernière réunion, M. COLLESSON avait parlé de la question de l'alcool dénaturé pour que les pharmaciens puissent préparer de l'eau de Cologne et des élixirs dentifrices, comme les parfumeurs.

Je me suis documenté et je sais que les Maisons DAMAGNEZ et autres vont avoir la liberté, si elles le désirent, de devenir entrepositaires d'alcool, c'est-à-dire de pouvoir chez elles, en présence d'un agent de la régie, dénaturer de l'alcool qu'elles pourront ensuite délivrer par petites quantités aux pharmaciens, pour la fabrication de leur eau de Cologne et de leurs élixirs dentifrices.

M. BERNHARD. — Lorsque nous aurons obtenu satisfaction, il ne faudra pas oublier d'apposer le timbre de la taxe de luxe.

Registre de la taxe de luxe. — M. LE PRÉSIDENT. — Vous ne devez pas ignorer que tout commerçant doit tenir un registre de la taxe de luxe et plusieurs pharmaciens sont poursuivis actuellement pour ne pas s'être soumis à cette obligation.

Je me suis rendu à la direction de l'Enregistrement pour avoir des renseignements précis et voici ce qu'il m'a été dit :

Les pharmaciens, comme tous les autres commerçants, doivent posséder un registre où ils doivent mentionner les articles passibles de la taxe de luxe. Ce registre peut s'acheter dans le commerce ; on le trouve, paraît-il, au 73, rue Saint-Lazare.

Quand ce registre est acheté, il faut écrire au Receveur de l'Enregistrement, 43, rue de la Banque, pour lui demander l'autorisation d'ouvrir et de tenir un registre de taxe de luxe en compte avec le Trésor.

Muni de l'autorisation nécessaire, il y aura lieu d'écrire sur ledit registre les ventes d'eau de Cologne, d'eau dentifrice, quelles qu'elles soient, si elles sont vendues à raison de plus de 15 francs le litre, ainsi que les savons de toilette (et non pas les savons médicamenteux) lorsqu'ils sont vendus au-dessous de 2 francs le pain ; de même les produits de toilette devront y être mentionnés.

Chaque mois, du 1^{er} au 10, les commerçants doivent adresser au Directeur de l'Enregistrement la somme correspondant à la taxe de 10 % sur les ventes de ces produits.

M. BERNHARD. — Quand on reçoit l'autorisation, on doit la porter au Receveur de l'Enregistrement de son quartier qui vous remet un cachet.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous allons donc faire passer une note dans le prochain *Bulletin* pour attirer l'attention des pharmaciens sur la tenue du registre pour la taxe de luxe.

Tarif pharmaceutique. — M. LE PRÉSIDENT. — A la prochaine réunion de la Commission du Tarif de l'A. G. nous allons décider l'élaboration d'un nouveau tarif. Je vous demande donc de bien vouloir nous indiquer, avant le 15 novembre, les additions ou modifications qu'il y aurait lieu d'y apporter. Nous allons, je crois, faire paraître un nouveau Bulletin de variations avant la fin de l'année, car il nous faudra beaucoup de temps pour refaire un tarif sur de nouvelles bases.

La question de l'enseignement technique en pharmacie. — La parole est donnée à M. LOISEL qui lit son rapport sur l'enseignement technique.

M. BARTHET remercie M. LOISEL de ce travail qui est renvoyé à l'examen de la Commission d'études.

Mémoires pharmaceutiques pour les Compagnies d'assurances. — M. le Président lit au Conseil la lettre suivante qui lui a été adressée par M. FAYOL :

« J'ai l'honneur de vous informer que je désirerais voir soumettre à
« la prochaine séance du Conseil de la Chambre syndicale la question
« du paiement par les assurances diverses des mémoires pharmaceu-
« tiques. Quels sont les droits et devoirs réciproques des pharmaciens
« et des assureurs ?
« Ces derniers cherchent à s'engager dans une voie absolument
« contraire aux intérêts des pharmaciens consciencieux et il serait
« peut-être nécessaire qu'un procès mit à la raison quelques Compa-
« gnies d'assurances qui abusent de la faiblesse du pharmacien isolé.
« Veuillez agréer... ».

M. FAYOL. — Le pharmacien est, en pratique, obligé d'exécuter les ordonnances accidents du travail. Si elles sont exécutées elles doivent être payées par qui ? Par les assurances ; or, ces dernières invoquent, pour ne pas payer, différents motifs. Pour obvier à cet inconvénient, le patron, par exemple, pourrait avoir un registre avec talon et deux feuillets. Le patron enverrait un feuillet avec le timbre de sa maison à l'assurance qui serait ainsi prévenue et l'accidenté présenterait l'autre feuillet au pharmacien.

M. WEILL. — Il n'y a qu'à exiger du porteur de l'ordonnance le certificat de déclaration de la mairie de l'accidenté.

M. FAYOL. — Et si, trois mois après, on vous déclare que ce n'est pas un accidenté du travail ?

M. WEILL. — Vous avez recours contre le patron.

M. BARTHET. — Vous pouvez aussi demander l'arbitrage de la Chambre syndicale.

M. FAYOL. — Les Compagnies d'assurances n'acceptent pas toujours l'arbitrage.

M. HERBAIN. — A ce sujet, je dois vous signaler que, sous le nom

du Comité d'hygiène sociale, il s'est fondé une œuvre qui donne des soins aux anciens militaires tuberculeux. Cette œuvre a ouvert des dispensaires dans lesquels on donne des consultations et il paraîtrait que, dans certains, les ordonnances sont canalisées vers un nombre restreint de pharmaciens, alors que le libre choix devrait être respecté. Le siège de l'organisation est rue Dante.

M. CORDIER. — Nous avons reçu, à la Chambre syndicale, la visite du fondateur-Président de ces dispensaires et nous lui avons suggéré le libre choix. Ce Monsieur avait l'intention de faire fournir les médicaments par tous les dispensaires de l'Assistance publique et, dans les quartiers où il n'y avait pas de dispensaires, ce devait être le libre choix qui fonctionnait. Si des faits très précis, contraires à cette décision, peuvent exister, il faut nous les soumettre.

M. LOISEL. — Ces faits se présentent dans la banlieue, parce que les dames visiteuses qui s'occupent de cette œuvre vont chez les pharmaciens de leur choix.

M. JAMMES. — Une lettre à la Société s'imposerait.

Le Conseil décide d'écrire au Comité d'hygiène sociale pour lui demander que le libre choix du pharmacien soit respecté.

M. FAYOL. — Au sujet de la question dont je voulais vous entretenir, je dois vous dire qu'il existe un Comité des assureurs et, à une Compagnie où j'en avais causé, il m'a été dit que si nous avions des propositions capables de protéger les pharmaciens consciencieux et les assureurs, nous pourrions les présenter.

M. CORDIER. — Pour toutes les questions de litige entre les pharmaciens et les assurances, nous avons essayé, il y a quelque 7 ou 8 ans, de mettre sur pied une Commission d'arbitrage. Or, cette Commission fonctionne pour les médecins et elle n'existe pas pour les pharmaciens.

M. BARTHET. — Voulez-vous décider le principe d'une lettre au Président du Comité des assureurs pour lui demander la nomination d'une Commission mixte qui entendrait et examinerait les cas de litige? Cette proposition est adoptée par le Conseil.

Application de la loi sur la journée de huit heures. — M. LE PRÉSIDENT. — A la suite de la dernière réunion du Comité intersyndical, nous avons été convoqués devant le Ministre. Dans cette réunion, les préparateurs nous ont donné connaissance du projet suivant qu'ils ont élaboré :

LOI DE 8 HEURES PROJET PRÉSENTÉ PAR LES PRÉPARATEURS

CONTRAT

Entre les Syndicats des pharmaciens de la Seine et le Syndicat des préparateurs en pharmacie et parties similaires, conformément à la loi du 23 avril 1919, il a été convenu ce qui suit :

La durée du travail a été fixée à 48 heures par semaine dans les pharmacies et leurs dépendances, laboratoires, ateliers de conditionnement, etc...

HEURES DE PRÉSENCE

En ce qui concerne le personnel des pharmacies, les modalités d'adaptation sont les suivantes, à dater de la signature du présent contrat, et ne concernent que le personnel ayant directement à faire à la clientèle.

de 9 heures du matin à midi;
de 2 heures du soir à 7 heures;
tous les jours non fériés.

Ces heures de travail représentent des heures de présence excluant tout repos, casse-croûte, ou non exécution de travaux préparatoires.

Pour les laboratoires, ateliers de conditionnement, dépendances :
de 8 heures à midi, les cinq premiers jours de la semaine;
de 9 heures à midi, le samedi.

DÉROGATIONS

Les dérogations qu'il y a lieu d'admettre, ainsi que la loi l'a prévu, sont les suivantes :

Pour le personnel des pharmacies, en raison du surcroît de travail pendant quelques mois de la saison hivernale :

Du 1^{er} décembre à fin février, le travail aura lieu de 9 heures à midi et de 2 heures à 8 heures.

Ces mêmes conditions de travail pourront être appliquées dans d'autres périodes de l'année, mais seulement dans des circonstances dues à des périodes épidémiologiques graves et après avis de la Commission d'hygiène et sur la demande des organisations syndicales patronales et ouvrières, signataires du présent contrat.

SERVICE D'INTÉRÊT PUBLIC

Pour Paris, un service spécial aura lieu les jours fériés. Dans chaque arrondissement et à tour de rôle, une pharmacie sera ouverte au public, elle aura pour mission de délivrer des médicaments d'urgence à l'exclusion des spécialités, eaux minérales et tous produits de luxe et de fantaisie.

Une affiche placée à l'extérieur indiquera la pharmacie de service.

CONTROLE

Sur un tableau nominatif, placé dans chaque pharmacie en un endroit très apparent, figurera le personnel salarié des pharmacies et dépendances.

SALAIRES

En principe et dans tous les cas, il ne sera dû de salaires pour les heures supplémentaires, à part les conditions indiquées dans le présent contrat.

Ces heures seront récupérées à raison de : une journée de repos payé pour le personnel qui aura assuré le service du jour férié dans la semaine qui suivra.

Quinze jours de vacances payées tous les ans, en compensation des heures supplémentaires faites pendant les trois mois de la saison hivernale.

Ces vacances seront prises pendant les mois de juin, juillet et août.

En cas de renvoi ou de départ de ce personnel avant qu'il n'ait pu prendre son repos compensateur, il touchera le prix de ces heures majorées de 50 %. La réduction des heures de travail ne pourra amener de baisse de salaires.

TARIF DES SALAIRES

Les salaires sont basés sur le principe : « A travail égal, salaire égal » et sont établis comme suit :

1 ^{er} préparateur	600 francs par mois
2 ^e — ou aide-préparateur	500 — —

Ce tarif s'applique au personnel des deux sexes travaillant à la préparation des médicaments et à l'exécution des ordonnances.

Vendeurs ou vendeuses ne participant pas à la préparation des médicaments ni à l'exécution des ordonnances, travailleurs du laboratoire 400 francs par mois

Ouvrières au conditionnement 300 — —

Ces tarifs s'appliquent au personnel âgé de plus de dix-huit ans et sont des tarifs minima, laissant toute latitude aux pharmaciens pour, partant de cette base, rétribuer leur personnel suivant la compétence de chacun et le rendement de son travail.

De 16 à 18 ans : 25 % au-dessous de ces tarifs.

RÈGLEMENTS D'ATELIERS

Sont supprimés : tous les règlements d'ateliers contraires aux conditions de travail de ce contrat et concernant les délais de préavis et autres coutumes en usage dans la profession.

M. LE PRÉSIDENT. — A la suite de cette communication, nous avons donné nos points de vue au délégué du Ministre, c'est-à-dire que nous demandions d'adopter, comme palier, la journée de 9 h. 1/2; nous demandions aux préparateurs, jusqu'à fin mars, de travailler 9 h. 1/2 et nous leur donnions, l'été, cette heure 1/2 supplémentaire en congé payé. Les préparateurs n'ont pas voulu accepter cette proposition.

A cette réunion, M. Frois, délégué du Ministre, avait élaboré un projet qu'il nous a lu et qui est le suivant :

PROJET ÉLABORÉ PAR M. FROIS, DÉLÉGUÉ DU MINISTRE

APPLICATION DE LA LOI DU 25 AVRIL 1919

Projet de convention entre les pharmaciens et leurs employés.

ARTICLE PREMIER. — La durée du travail effectif de tout le personnel occupé dans les pharmacies et leurs dépendances est fixée à 48 heures par semaine.

ART. 2. — Cette réduction des heures de travail n'entraînera aucune diminution des salaires.

ART. 3. — Dans les pharmacies ayant à faire face à un surcroît de travail pendant des périodes déterminées de l'année, ou certains jours de la semaine, la durée effective du travail quotidien pourra être élevée au-dessus des limites fixées à l'article premier, sur simple avis transmis à l'Inspection du travail, dont copie sera affichée dans un endroit apparent de la pharmacie.

Le maximum annuel des heures de dérogation est fixé à heures.

Pendant les jours de dérogation, la durée effective du travail ne pourra pas dépasser dix heures.

ART. 4. — En cas de catastrophe ou d'accident très grave, les pharmacies situées dans le voisinage immédiat du sinistre auront la faculté de déroger sans limitation à la durée quotidienne du travail fixée à l'article premier, mais pendant un jour seulement.

ART. 5. — En cas d'épidémie sévissant sur tout ou partie du territoire, le Ministre du travail, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, s'il s'agit de tout le territoire, des Conseils départementaux d'hygiène dans les autres cas, pourra, par arrêté, fixer dans les pharmacies une durée effective du travail quotidien supérieure à celle prévue à l'article premier.

ART. 6. — A l'intérieur de chaque pharmacie, un tableau de travail sera affiché dans un endroit apparent, indiquant les heures d'ouverture et de fermeture de la pharmacie; lorsque les heures d'entrée, de sortie et de repos ne seront pas les mêmes pour tout le personnel, ledit tableau devra spécifier nominativement les personnes auxquelles il s'applique.

Un double de ce tableau sera adressé à l'Inspecteur départemental du travail, 24 heures avant sa mise en vigueur.

ART. 7. — Les heures supplémentaires de travail seront soit l'objet d'une rétribution spéciale d'après un tarif établi entre les parties, soit compensées par un repos annuel payé et fixé à raison d'un jour par huit heures de travail supplémentaire.

ART. 8. — Il n'est rien innové en ce qui concerne le repos hebdomadaire, le repos des jours fériés et les services d'urgence de jour et de nuit qui continueront à être assurés par roulement entre les pharmaciens d'une même commune ou d'un même quartier.

Si la répartition des 48 heures de travail dans la semaine entraînait la fermeture de toutes les pharmacies d'une commune ou d'un quartier l'après-midi du samedi, un roulement entre les pharmacies assurerait les services d'urgence.

Les heures supplémentaires effectuées par le personnel dans ces cas seront rétribuées ou compensées comme il a été dit à l'article 7.

ART. 9. — La récente convention prendra effet à dater du

M. Frois, en m'adressant ce projet, m'a écrit la lettre suivante :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai l'honneur de vous adresser quelques exemplaires du projet
« que j'ai rédigé. Dans ma pensée ce projet devait servir de type pour
« toute la France. Je crains qu'il ne puisse en être ainsi, car dans un

« grand nombre de localités les pharmaciens et les préparateurs sont
« déjà d'accord sur l'application de la loi du 23 avril 1919. Lyon, Gre-
« noble, Bordeaux sont du nombre. Dans ces deux dernières villes,
« les parties en cause ont même adopté le repos de l'après-midi du
« samedi.

« J'ai laissé en blanc le chiffre des heures de dérogations, mais je ne
« crois pas qu'il puisse être supérieur à 120, 150 au grand maximum.

« Je me tiens à votre disposition pour tous renseignements et, au
« besoin, pour tenter une dernière conciliation entre les pharmaciens
« et les préparateurs.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes senti-
« ments les plus distingués. »

Admissions. — M. AUROUSSEAU (Louis-Georges), 2, avenue Tru-
daine, Paris; parrains : MM. BARTHET et FEUILLOUX.

M. BARREAU (Gaston-Valentin), 44, faubourg du Temple, Paris;
parrains : MM. COLLESSON et COMBESFREYROUX.

M. MARTINEAU (Gaston), 2, rue Mars-et-Roty, à Puteaux; parrains :
MM. DONNIO et NORMAND.

M. RENAN (Henry), 33, rue de Vaugirard, Paris; parrains :
MM. DUFAY et HUCHEDE.

M. PASQUET (Charles), 30, rue Monge, Paris; parrains : MM. COULLON
et FEUILLOUX.

Candidatures nouvelles. — M. BRAVY (Auguste), 25, Grande-Rue,
à Bry-sur-Marne.

M. COUDERT (François), 167, avenue de Neuilly, à Neuilly-sur-Seine.

M. COUVERT (Léon), 11, rue Mogador, Paris.

M. DAUTHUILLE (Eugène-Edouard), 36, Grande-Rue, à Créteil.

M. DELAHRE, (Léonce), 17, avenue de Paris, à Vincennes.

M. DELLUC (Lucien), 4, avenue Reille, Paris.

M. FLEUTELOT (Michel), 32, rue de Lévis, Paris.

M. FOURNIER (Henri), 20, avenue du Maine, Paris.

M. GALLET (Francis), 178, avenue du Maine, Paris.

M. GUILLEMIN (Georges), 9, avenue de Vincennes, à Nogent-sur-Marne.

M. LAGORCE (Eugène), 63, rue Damrémont, Paris.

M. LESAGE (Raymond-Albert), 104, rue Saint-Maur, Paris.

M. LÉVY (Gaston), 34, rue Stephenson, Paris.

M. MAUBORGNE (Edmond), 39, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.

M. RIFFARD (Léon), 12, rue de Strasbourg, Paris.

M. STOUIS (Henri), 156, avenue Victor-Hugo, Paris.

M. THOMAS (Fernand), 25, rue de Flandre, Paris.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment
priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations
qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

- **Démission.** — M. Paul GUILLOT, 104, boulevard de Courcelles, Paris.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de Caisse qui se solde, au 30 septembre dernier, par un excédent de 13.112 fr. 70.

Le Secrétaire général,
G. BERNHARD.

LES TAXES SUR LES PAYEMENTS

Leur application dans les Officines.

Nous jugeons opportun de publier de nouveau les commentaires de M. E. DUFAU sur les taxes sur les paiements, parus dans le *Bulletin* de la Chambre syndicale n° du 30 juin 1918; nos confrères sont avertis que l'Administration fait actuellement des sondages dans les pharmacies et dresse des contraventions à ceux qui n'acquittent pas les nouvelles taxes. Nous sommes informés que l'Enregistrement ne mettrait plus à la disposition des intéressés ni la note spéciale à laquelle M. DUFAU fait allusion, ni les timbres mobiles de toutes quotités accompagnés des estampilles de contrôle nos confrères vendeurs d'articles soumis à la taxe de luxe doivent donc demander l'autorisation d'être en compte avec le Trésor.

J. F.

Le dernier *Bulletin* de la Chambre syndicale (n° du 31 mai 1918), en rappelant l'avertissement de l'administration de l'Enregistrement publié dans les grands quotidiens, engageait les pharmaciens à se procurer, chez les Receveurs de l'Enregistrement, la note spéciale relative aux nouvelles taxes sur les paiements.

Nous pensons que tous nos confrères ont actuellement cette note entre les mains et qu'ils sauront facilement y démêler celles des obligations nouvelles qui leur incombent spécialement; cependant, nous avons cru devoir donner ici quelques explications complémentaires pour ceux d'entre eux qui n'auraient pas eu le temps de faire de cette note officielle une étude assez attentive.

Les pharmaciens ont à se préoccuper des nouvelles taxes à deux points de vue : comme acheteurs et comme vendeurs.

Comme acheteurs, ils auront à payer la taxe de 0 fr. 20 par 100 francs sur certains des achats nécessaires à la marche de leurs affaires.

Comme vendeurs, ils pourront avoir à percevoir les taxes au profit du Trésor.

1° Le pharmacien acheteur.

La note officielle, dans sa première page indique quelles sont les

ventes soumises à la taxe, elle établit une distinction très nette entre les ventes au détail, ou à la consommation qui doivent payer la taxe nouvelle et les ventes en gros auxquelles s'appliquent les anciennes taxes.

Les exemples donnés par la note officielle, nous paraissent devoir être utilement remplacés par les suivants :

Exemples :

Un pharmacien reçoit une livraison de son droguiste, c'est une vente en gros ; pas de taxe de 0 fr. 20 par 100 francs.

Ce pharmacien reçoit des imprimés : factures, enveloppes à entête, etc... c'est une vente à la consommation, la taxe est due.

S'il s'agit d'une livraison de flacons et pots destinés à conditionner les médicaments : vente en gros ; mais l'achat de mortiers et bocaux représente une vente à la consommation.

« Si un pharmacien achète du charbon pour son laboratoire ou pour chauffer son officine, s'il achète un microscope, un autoclave ou un objet quelconque destiné à constituer le matériel nécessaire pour l'exercice de sa profession, s'il remplace un appareil quelconque hors d'usage par un appareil neuf » (*Bulletin de l'A. G.* p. 43), autant de ventes à la consommation sur les factures desquelles on devra apposer le timbre de 0 fr. 20 par 100 francs.

Les autres particularités intéressant le pharmacien en tant qu'acheteur se trouvent dans la note officielle : page 6, *Achats faits par les commerçants*, et page 12, *Droits de timbre des quittances ordinaires*. Rappelons à ce sujet la graduation établie par l'article 28 de la loi du 15 juillet 1914 : jusqu'à 200 francs, timbre de 0 fr. 10 ; de 201 à 500 francs, 0 fr. 20 ; de 501 à 1.000 francs, 0 fr. 30 ; de 1.001 à 3.000 francs, 0 fr. 40 ; au-dessus, 0 fr. 50.

2° Le pharmacien vendeur.

En dehors de la taxe de 0 fr. 20 par 100 francs pour les ventes au-dessus de 10 francs accompagnées de facture acquittée, les pharmaciens n'ont à s'occuper des nouvelles taxes que s'ils sont susceptibles de faire des ventes au comptant supérieures à 150 francs ou s'ils veulent continuer la vente des articles classés comme étant de luxe.

Leurs obligations seront alors les suivantes :

1° Tenir un livre spécial.

2° Percevoir la taxe au profit du Trésor.

(Voir la note officielle, page 2 : *Obligation des Commerçants*).

Livre spécial.

Les fabricants de registres ont lancé dans le commerce différents formats du modèle officiel ; leur prix est assez élevé. Il est beaucoup plus simple pour les pharmaciens d'établir eux-mêmes leur livre spécial soit sur un cahier quadrillé, soit sur un registre à régleure dite « grand livre marié ».

Le modèle pour l'établissement des colonnes se trouve page 30 de la

note officielle; nous pensons que les colonnes 6, 7, 8 et 9 relatives aux « rendus » sont parfaitement inutiles en pharmacie et nous conseillons à nos confrères de s'en tenir aux cinq premières colonnes seules indispensables.

On remarquera que la 5^e colonne est elle-même divisée en deux parties de manière à séparer l'inscription de la taxe de 0 fr. 20 par 100 francs de celle de la taxe de 10 p. 100.

A la place du livre spécial, l'administration autorise l'emploi de carnets à souche dont un modèle est également annexé (page 31 de la note officielle); ce système quoique recommandé, dans le *Bulletin* de l'A. G. page 43, ne paraît présenter aucun avantage particulier pour les pharmaciens.

Que faut-il inscrire sur le livre spécial?

La note officielle page 3 donne toutes les indications utiles à ce sujet.

D'après les renseignements qui nous ont été fournis, il n'y a pas lieu de porter dans la 1^{re} colonne de *taxe perçue*, d'autre taxe de 0 fr. 20 que celle résultant de *ventes au comptant supérieures à 150 francs*. Le paiement des notes de crédit donnant nécessairement lieu, par leur acquit, à l'application de la taxe, *il n'y a pas lieu d'en faire mention au livre spécial*.

Perception de la taxe.

Deux moyens sont offerts aux pharmaciens pour percevoir la taxe.

Ils peuvent : ou bien se servir des nombreux timbres mobiles et estampilles de contrôle créés par l'administration ; *c'est de beaucoup le système le plus compliqué.*

Ou bien demander l'autorisation d'être en compte avec le Trésor, *ce qui paraît infiniment plus simple.*

Pour obtenir l'autorisation d'être en compte avec le Trésor, il suffit d'en faire la demande dans la forme suivante, donnée à titre d'exemple :

Monsieur le Directeur départemental de l'Enregistrement
(pour Paris, 13, rue de la Banque)
(pour la banlieue, 9, rue de la Banque, à Paris).

J'ai l'honneur de solliciter de votre obligeance l'autorisation d'être en compte avec le Trésor pour la perception des taxes sur les paiements. (Loi du 31 décembre 1917.)

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, etc.

Si le pharmacien n'a pas cru bon de faire cette demande il aura à acheter les *timbres mobiles de toutes quotités* vendus, accompagnés des estampilles de contrôle qui y correspondent, par tous les receveurs de l'enregistrement et par les débitants de tabac, commissionnés pour la vente du papier timbré, puis à les coller sur son livre spécial, au fur et à mesure de ses opérations.

Si au contraire il a obtenu l'autorisation d'être en compte avec le Trésor il n'aura qu'un *seul timbre à manipuler* et seulement dans le cas où un client, lui faisant des achats pour plus de 150 francs, lui demanderait une facture acquittée. Ce timbre, *spécial aux commerçants en compte avec le Trésor*, sera fourni gratuitement par l'administration de l'Enregistrement.

Au moment du paiement de tels achats on doit apposer, sur la quittance qui peut être demandée, ce timbre spécial qui porte imprimés les mots : « *Taxe payée en compte au Trésor* » (article 14 du décret du 29 mars 1918).

Ce timbre est alors annulé par la signature du pharmacien ou par sa griffe.

La quittance ainsi établie doit mentionner :

- 1° Le nom ou la raison sociale du pharmacien ainsi que son adresse ;
- 2° La date du paiement ;
- 3° Le montant de la taxe perçue ;
- 4° Le numéro de la caisse qui a reçu le paiement, si ce pharmacien utilise plusieurs caisses ;
- 5° Le numéro sous lequel l'article ou les articles vendus sont inscrits sur le livre spécial.

3° Versement de la taxe à l'Enregistrement.

A la fin de chaque mois, le pharmacien dresse un état faisant connaître d'après son livre spécial :

1° Le montant total :

a) De la taxe de 0 fr. 20 par 100 francs, perçue du premier au dernier jour du mois, inclusivement.

b) De la taxe de 10 % perçue pendant la même période ;

Dans les dix premiers jours du mois suivant, il dépose cet état, après l'avoir certifié, au bureau d'enregistrement qui lui est désigné par le directeur départemental et verse en même temps le total des taxes perçues (articles 15 et 16 du décret du 29 mars 1918, précité).

Les règles générales relatives à la perception de la taxe se trouvent clairement indiquées pages 8, 9, 10 et 11.

Il nous reste, pour en finir, à énumérer les types de produits auxquels est applicable la *taxe de luxe*.

Une longue liste a été publiée au *Journal officiel* du 24 mars 1918 pour laquelle nous serions heureux d'éviter tout effort d'interprétations à nos lecteurs.

Remarquons d'abord que les pharmaciens sont guidés dans cette interprétation par ce fait que les *médicaments*, étant l'objet d'un impôt spécial (impôts sur les spécialités pharmaceutiques), tout produit, portant la *vignette spéciale* à cet impôt, échappe à l'*impôt de luxe*, de même tout produit médicamenteux préparé par un pharmacien et qui porterait sa *formule intégrale*.

Ceci dit, cherchons dans la liste officielle les catégories de produits susceptibles d'être vendues dans les pharmacies.

Dans le *tableau A*, dans lequel figurent les objets soumis à la *taxe de luxe*, quel que soit leur prix, nous trouvons à 18° :

Parfumerie (savons, parfums, essences, extraits, etc.), à l'exclusion des savons et des dentifrices.

Dans le *tableau B* énumérant les produits qui ne sont soumis à la taxe, qu'au-dessus d'un certain prix, nous relevons à 52° :

Parfumerie : Objets autres que ceux classés au *tableau A*.

Savons, la pièce.	2 »
Dentifrice, le litre	15 »
Alcool de toilette, le litre	15 »

Ces indications sont assez vagues, aussi croyons-nous devoir leur ajouter les renseignements suivants complétant ceux qui ont été donnés dans le *Bulletin de l'Association Générale*, page 42, n° mars-avril 1918.

Application de la taxe de luxe.

Aucun paiement, aucune dépense inférieure à 1 franc n'est soumis à la taxe.

Alcools de toilette. — Au-dessus de 15 francs le litre, en remarquant d'une manière générale que la taxe n'est pas seulement applicable à la vente au litre mais à toutes les divisions dont le prix est supérieur à 1 franc.

(Voir à *règles spéciales aux objets de luxe*, page 10 de la note officielle, 3^e règle.)

Crèmes de toilette. — Quel que soit le prix de l'unité de conditionnement mais au-dessus de 1 franc seulement.

Exemples : Crème Simon; Crème Floréine; Cold-cream; Crème Malacéine, etc., etc.

Eau de Cologne. — *Eaux de toilette*. — Au-dessus de 15 francs le litre, taxe applicable à toutes les divisions du litre (3^e règle spéciale, page 10 de la note officielle).

Élixirs dentifrices. — Toutes marques et toutes grandeurs de flacons d'un prix supérieur à 1 franc (3^e règle spéciale).

Épilatoires. — Au-dessus de 1 franc l'unité de conditionnement.

Essences (parfums) et *Extraits d'odeur* au-dessus de 1 franc le flacon.

Fards. — Au-dessus de 1 franc l'unité de conditionnement.

Exemple : Cire aseptine; Fleurs d'ozoin, etc., etc.

Pâtes et poudres dentifrices, pas de taxe.

Savons (de toilette ou pour la barbe) au-dessus de 2 francs l'unité.

Savons dentifrices, pas de taxe.

Talc parfumé. — Au-dessus de 1 franc la boîte.

Etc., etc.

Souhaitons pour terminer que ces quelques renseignements complémentaires deviennent bientôt superflus par suite de la modification des taxes nouvelles dont la complication a soulevé les protestations légitimes de tout le commerce de détail.

E. DUFAU.

CRITIQUE DES ORDONNANCES ET REFUS D'EXÉCUTION

par le Dr Henri MARTIN (1).

Sous le titre : *Des atteintes à la réputation d'un médecin par un pharmacien* (2), M. Perreau, professeur à la faculté de droit de Toulouse, étudie, avec la science juridique bien connue de nos lecteurs, un problème assez fréquemment soulevé par l'exercice de notre profession.

« Toute allégation nuisible à la réputation d'autrui, dit-il, est une « faute engageant la responsabilité civile ou pénale de son auteur. A « raison de leurs connaissances professionnelles, le public attribuant « aux appréciations des pharmaciens sur les médecins une importance « particulière, la critique d'un pharmacien à l'adresse d'un médecin « risque toujours fort de nuire à ce dernier. Toutefois, avec le développement de leur instruction scientifique, les pharmaciens cessant « d'être simples agents d'exécution matérielle des prescriptions médicales pour devenir les collaborateurs intelligents des médecins, ont « acquis, par cela même, la faculté d'émettre au besoin certaines « observations. Comment concilier ces deux idées contraires, et dans « quelle mesure un pharmacien a-t-il le droit de critiquer des prescriptions médicales ? »

« Ce droit paraît avoir pour fondement rationnel sa propre responsabilité. En exécutant littéralement une ordonnance, un pharmacien « n'engage sa responsabilité que dans deux cas : 1° d'après le décret « du 14 septembre 1916 (art. 20), lorsqu'elle ne remplit pas les exigences réglementaires ; 2° d'après une jurisprudence constante, « lorsque ces prescriptions sont manifestement dangereuses pour le « malade. Dans ces deux circonstances, le pharmacien a certainement « le droit de refuser d'exécuter une prescription, en en donnant les « motifs en langage modéré. Hors de ces limites, sortant de ses attributions, il engagerait sa responsabilité s'il nuisait à la considération « du médecin. »

Ainsi, dès le moment où on lui présente une ordonnance, le pharmacien voit se dresser devant lui des responsabilités plus ou moins opposées qu'il lui appartient de concilier. Il doit se préparer à pouvoir rendre compte de sa conduite à diverses personnes qui la jugeront chacune de leur point de vue particulier : le médecin, le malade et les autorités chargées de surveiller l'application de la loi.

Nous pourrions ajouter qu'il a généralement une famille à nourrir et que son devoir est de ne pas l'oublier au moment où il s'agit pour lui de se mettre, ou non, au travail.

Cet ensemble de responsabilités forme une sorte de mixture qui, pour être d'un autre ordre que celle des substances médicamenteuses,

(1) *Journal de Pharmacie et de Chimie*, 16 septembre 1919.

(2) *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, mars 1919, p. 139.

ne nécessite pas moins d'attention et n'est pas moins susceptible d'entraîner elle aussi des incompatibilités.

Le pharmacien veillera tout d'abord à ce que le mélange ne devienne pas explosif. Quelles que soient l'incorrection ou la bizarrerie de certaines ordonnances, il conservera son sang-froid et s'abstiendra de tout écart de langage.

Des pharmaciens ont été condamnés pour avoir déclaré une médication « contraire au bon sens », avoir traité le médecin « d'âne, d'idiot ou de fou », l'avoir accusé de « faire trainer en longueur la maladie du client », etc. De tels propos étaient évidemment excessifs et l'on n'est pas surpris qu'indépendamment d'une réparation civile, ils aient pu entraîner des sanctions pénales, pour diffamation ou injure publique. L'indignation, même légitime, n'est pas permise au pharmacien dans l'exercice de son art.

Il est entendu, d'ailleurs, que, tant que sa responsabilité n'est pas en jeu, le pharmacien doit s'interdire même une critique modérée et fondée sur des raisons scientifiques.

Pourtant, si le médecin est visiblement au-dessous de sa tâche, s'il y a danger manifeste à lui confier la direction d'un traitement, n'est-ce pas un devoir de conscience d'avertir le malade ou sa famille ?

Ce n'en serait pas moins, selon la jurisprudence, une faute à l'égard du médecin. Un motif de condamnation a été tiré de ce que le pharmacien avait « conseillé au client de n'avoir pas confiance dans son médecin et d'en consulter un autre ».

Il est à remarquer qu'en sens inverse la jurisprudence admet (1) « qu'un médecin ne peut être poursuivi par un pharmacien s'il a donné à ses clients des indications confidentielles et désintéressées sur une officine dans le but de leur être utile et pour assurer l'efficacité du traitement qu'il prescrit aux malades qui l'interrogent et le consultent ».

Mais il a été jugé aussi (2) que « si un médecin a le devoir de se préoccuper de l'efficacité des médicaments qu'il ordonne et de la façon dont ils sont préparés, sa liberté ne va pas jusqu'au droit de détourner sans motif la clientèle d'un pharmacien ; qu'en agissant ainsi il porte atteinte à l'honnêteté commerciale de ce pharmacien et lui cause un préjudice dont il lui doit réparation ».

Donc, pas plus que le pharmacien, le médecin n'a le droit de porter atteinte à la réputation d'autrui, à moins que sa propre responsabilité ne soit en jeu. Dans les deux cas les principes sont les mêmes.

Et comme la responsabilité du pharmacien, toujours limitée à l'exécution d'une ordonnance déterminée, ne peut être invoquée lorsqu'il s'agit de la direction générale d'un traitement, nous conclurons sur ce point que le pharmacien doit être très réservé dans les indications qu'il peut être amené à donner sur le choix d'un médecin.

Il en est de ce genre d'avis comme des « renseignements » demandés et fournis sur les personnes que l'on a connues ou eues à son service. Tout mauvais renseignement pouvant donner lieu à un procès perdu d'avance, les bons renseignements n'ont plus aucune signification.

(1) Lyon, 15 mars 1918.

(2) Trib. civ. Pont-Audemer, 7 décembre 1900.

Comment résister cependant au désir d'avertir un malade qu'il est indignement exploité?

« Commettrait une faute envers le signataire de l'ordonnance, dit M. PERREAU... celui qui l'accuserait de compérage avec le fabricant d'une spécialité. »

Et il ajoute un peu plus loin :

« Certes, les pratiques du compérage sont absolument blâmables, celle du dénigrement des médecins par les pharmaciens est-elle pratiquement moins fâcheuse? Il serait hautement à souhaiter que dans ces deux professions, nul ne s'écarte jamais, à aucun égard, de la dignité nécessaire pour inspirer toute confiance aux malades. »

A notre avis, si fâcheux que puisse paraître le dénigrement des médecins et des pharmaciens qui se livrent au compérage, il présente moins d'inconvénients que leur impunité.

Lorsque les conventions par lesquelles un médecin intéressé à la vente des médicaments qu'il prescrit tomberont sous le coup de la loi, l'ordre public sera protégé si le Parquet fait son devoir. En attendant, nous ne voyons guère d'autre moyen de défendre les malades contre le fléau du compérage que de leur dévoiler les louches combinaisons dont ils sont les victimes.

Et si jamais un pharmacien était condamné pour le seul motif qu'il aurait révélé une coupable connivence entre un médecin et un fabricant de spécialités, nous féliciterions ce courageux confrère, dont la condamnation prouverait, selon nous, l'imperfection de la justice humaine.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est qu'aucune jurisprudence ne contraint un pharmacien à vendre une spécialité de compérage.

M. PERREAU nous dit bien que

« ... le refus pur et simple d'exécuter une ordonnance médicale, sans en indiquer la raison, suffisant à laisser planer des doutes fâcheux sur l'habileté de son auteur, constituerait également une faute dont le pharmacien doit répondre pécuniairement. »

Mais ce motif ne saurait s'appliquer à la prescription d'une spécialité de compérage, car le pharmacien peut alléguer que l'exécution de l'ordonnance aurait mis sa réputation en péril, si le malade avait découvert l'entente clandestine et l'avait soupçonné de participer à la combinaison.

Au surplus, la plupart des spécialités constituant des remèdes secrets, le pharmacien a certainement le droit de respecter la loi qui lui interdit de les vendre.

Il ne s'agit donc, dans l'espèce ci-dessus, que du refus non motivé de préparer une composition pharmaceutique, refus donnant à entendre que la prescription est inexécutable alors qu'en réalité elle ne l'est pas.

Un tel refus peut en effet, porter préjudice à l'auteur de la formule. Il est inadmissible qu'un pharmacien déclare, par exemple, sans fournir aucune explication, qu'il n'exécute pas les ordonnances du D^r X.

A l'égard du client, la situation est différente.

Dans une précédente étude (1), M. PERREAU établit les points suivants :

« En l'absence de convention contraire, un vendeur n'étant pas tenu de délivrer la chose avant paiement de son prix (art. 1612 C. civ.), le pharmacien n'est pas obligé de se contenter d'une simple promesse de payer, mais a certainement le droit de refuser toute fourniture qu'on ne lui offre pas de payer comptant... »

« Le principe de la liberté du commerce et de l'industrie (loi des 2-17 mars 1791) donne à chacun toute latitude, non seulement pour choisir sa profession, mais encore pour faire ou ne pas faire les actes qu'elle comporte. Ce précepte ne souffre dérogation que dans les cas prévus, au moins implicitement, par la loi ou par une convention. »

Or, la loi investit bien les pharmaciens d'un monopole, mais ce monopole n'est pas exclusif. Leur situation est analogue à celle des médecins, qu'une longue et constante jurisprudence déclare parfaitement libres de ne pas se rendre à l'appel d'un malade. Si toutefois le pharmacien (ou le médecin) était seul établi dans la localité et si, en refusant ses services au malade, il le mettait dans l'impossibilité de recevoir des soins en temps utile, ce refus sans motif constituerait une faute donnant lieu à réparation.

« Mais, dit M. PERREAU, si le pharmacien n'est pas obligé par la loi de donner à tout venant le secours de son ministère, ne l'est-il point par une convention? »

Et il examine la question de savoir si, du fait qu'ils tiennent officine ouverte, les pharmaciens ne sont pas, vis-à-vis du public, en état permanent d'offres de services.

« Pour conclure une vente, dit-il, les parties doivent s'accorder sur la chose et sur le prix (art. 1583 C. civ.), ce qui suppose la désignation de l'une quant à sa nature, sa qualité et sa quantité (art. 1129 et 1585 C. civ.) et celle de l'autre quant à son chiffre (art. 1591). »

« Ces conditions ne se rencontrent que pour les produits — les spécialités surtout — enfermés dans des flacons ou paquets d'avance préparés pour la vente, portant étiquetés d'une manière apparente leur nature et leur prix, exposés ostensiblement et volontairement aux regards du public, à la devanture, par exemple. »

Alors tout client qui déclare accepter les conditions indiquées transforme l'offre en contrat, et le pharmacien ne peut plus se dédire.

« Dans tous les autres cas les offres sont trop vagues pour servir de fondement à une vente, et entre autres celle qui résultent de la distribution et de l'envoi de tarifs et prix courants sont de simples promesses de réclame sans valeur juridique. »

A plus forte raison le pharmacien est-il en droit de soutenir que le fait d'avoir officine ouverte n'équivaut pas à l'offre d'exécuter telle ou telle ordonnance.

(1) De la responsabilité des pharmaciens envers leurs clients. *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*.

« En règle générale, conclut M. PERREAU, un pharmacien, n'étant pas tenu de fournir au premier venu les médicaments qu'il lui demande, n'engage point par son refus, sa responsabilité envers lui. »

Comme tout autre, ce principe comporte exceptions, et M. PERREAU cite notamment :

« ... Comme exemple d'obligation légale, le cas de réquisition (1) civile (art. 475-12° C. pénal) ou militaire (loi du 3 juillet 1877, art. 5-10°), et d'obligation conventionnelle, le cas où le pharmacien aurait traité pour des fournitures de son art avec un service public, une entreprise industrielle, une compagnie d'assurances, une mutualité, etc., traités qui se forment souvent par l'adhésion du pharmacien aux tarifs et conditions déterminés par ledit service ou compagnie. »

Nous retiendrons de tout ceci que le pharmacien n'est nullement à la merci des clients désagréables ou mauvais payeurs; qu'il peut les prier poliment, mais fermement, d'aller faire exécuter leur ordonnance par un de ses confrères, et qu'en somme il est presque aussi maître chez lui que son voisin le charbonnier.

AVIS DU COMITÉ DISCIPLINAIRE

Produits pharmaceutiques vendus en vrac sous un nom déposé. — Emploi par les pharmaciens de la dénomination spéciale.

Lorsqu'un produit pharmaceutique est livré aux pharmaciens en vrac et sous une appellation privative, les pharmaciens, qui emploient ce produit dans leurs préparations sont en droit d'utiliser sur leurs étiquettes l'appellation spéciale (à l'exclusion cependant du nom patronymique) de manière à préciser la nature exacte du produit vendu.

Règlements sur les substances vénéneuses. — Non observation des conditions normales de leur application. — Acte de concurrence déloyale.

La non observation des conditions normales d'application des règlements relatifs aux substances vénéneuses peut être considérée comme un acte de concurrence déloyale.

Dans ces conditions, il rentre dans les attributions du Comité disciplinaire de provoquer tous les éclaircissements nécessaires pour préciser les obligations et les droits de chacun notamment pour la conservation des ordonnances et pour les renouvellements de médicaments à base de toxiques.

(Séance du 23 octobre 1919.)

(1) En ce cas, l'autorité devient responsable des frais, car toute réquisition entraîne la responsabilité pécuniaire du requérant.

Consultation des Pharmaciens du département de la Seine sur le futur Codex ⁽¹⁾ (Suite)

Les inscriptions suivantes ont été demandées sur les différents sujets mis à l'étude de la 4^e et de la 5^e Sous-Commissions de la Société de pharmacie de Paris.

1^o Savons médicamenteux. — Appellations rationnelles et titrages médicinaux de leurs principes actifs.

Savon noir ou vert. — Crème au stéarate de soude. — Savon liquide.

Huile goménolée. — Huile de cade désodorisée. — Huile iodée injectable. — Huile camphrée injectable. — Huile de foie de morue iodée.

Sparadrap de Vidal. — Sparadrap d'oxyde de zinc. Vésicatoire morphiné.

Pommade au collargol. — Onguent mercuriel belladonné. — Pâte de zinc. — Pommade de Rectus. — Pommade formolée.

Ocules. — Dosages des principes actifs principaux et particularités de préparation.

2^o Benzoiodhydrine. — Ether de Kay (Æthone). — Ether amylocérianique. — Ethers principaux de l'acide salicylique. — Nitrite d'amyle. — Huile de Harlem.

La prochaine consultation portera sur les produits suivants :

Poudres simples et composées. — Pulpes. — Suc. — Eaux médicinales. — Solutés.

(à suivre).

Pour le Comité disciplinaire,
Em. DUFAY.

NOTA. — Toutes les communications relatives au futur Codex doivent être adressées à M. DUFAY, archiviste du Comité disciplinaire, 56, rue du Cherche-Midi, Paris (6^e).

INFORMATIONS

A vendre : Un microscope Verik, deux objectifs, trois oculaires en parfait état. S'adresser à M. Ventujol, 25, rue Henri-Monnier, Paris (IX^e).

(1) Voir *Bulletins* d'août, p. 257 et de septembre, p. 293.

M. Ranson, docteur en pharmacie (1912), ex-préparateur à l'Université de Lille, ex-pharmacien à Lens, ville détruite, cherche, à Paris, situation de directeur de pharmacie, de laboratoire, ou gérance importante. Lui écrire, 7, rue du Cardinal-Lemoine, Paris (V^e).

Sociétés.

SURUN ET C^{ie}, 165, rue Saint-Honoré, Paris. Pharmacie. Acte notarié du 21 août 1919. — Modification publiée le 12 septembre 1919.

Etablissements CHABONAT, 3 bis et 3 ter, rue des Rosiers, Paris. Droguerie. Capital social 2.000.000 francs. Délibération du 12 août 1919. — Formation publiée le 9 août 1919.

RUSS ET C^{ie}, 42, avenue de Saint-Ouen, Paris. Pharmacie. Capital social 2.000 francs. A. S. S. P. du 1^{er} septembre 1919. — Formation publiée le 12 septembre 1919.

JOURDIN frères, 60, rue Saint-Lazare, Paris. Produits pharmaceutiques. Capital social 70.000 francs. A. S. S. P. du 1^{er} septembre 1919. — Formation publiée le 13 septembre 1919.

SÉNÉCHAL ET C^{ie}, 7, rue Jacques-Kablé, à Nogent-sur-Marne (Seine). Produits pharmaceutiques et vétérinaires. Capital social 160.000 francs. A. S. S. P. du 30 août 1919. — Formation publiée le 10 septembre 1919.

LESURE ET C^{ie}, 70, rue du Bac, Paris. Laboratoire. Capital social 120.000 francs. A. S. S. P. du 26 septembre 1919. — Formation publiée le 29 septembre 1919.

NARKIEWICK ET C^{ie}, 57, rue de la Plaine, Paris. Produits pharmaceutiques. A. S. S. P. du 28 septembre 1919. — Modification publiée le 6 octobre 1919.

SEGOLT (René) ET C^{ie}, 13, rue des Minimes, Paris. Produits pharmaceutiques. A. S. S. P. du 26 septembre 1919. — Dissolution publiée le 9 octobre 1919.

Enregistrement des diplômes.

DÉDORGE (Eugène), 113, avenue Jean-Jaurès, Paris. — Enregist. le 13 septembre 1919. Remplace M. VIEILLESCHAZES.

HAPET (Louis), 153, avenue de Neuilly, à Neuilly (Seine). — Enregist. le 16 septembre 1919. Rempl. M. CHIQUEL.

TOUSSAINT (Joseph-Jules-Paul), 20, rue d'Aligre, Paris. — Enregist. le 19 septembre 1919. Rempl. M. COURNET.

TARRIT (Sébastien-Benoît), 7, boulevard de Clichy, Paris. — Enregist. le 23 septembre 1919. Rempl. M. MONNERAY.

LALLEMANT (Jean-François Pierre-Joseph), 8, rue de Bezons, à Courbevoie (Seine). — Enregist. le 23 septembre 1919. Rempl. M. GRAND-PIERRE, décédé.

NALLE (Louis-Léon-Jules-Joseph). Enregist. le 23 septembre 1919. Même adresse que ci-dessus.

BERTHEAUME (Pierre-Jean), 23, avenue Rapp, Paris. — Enregist. le 24 septembre 1919. Rempl. M. ROGER.

DAMIS (Emile-Ferdinand-Lucien), 6, place des Ternes, Paris. — Enregist. le 24 septembre 1919. Rempl. M. MOULIN.

COSSON (Marie-Henry), 7, rue de la Montagne-Sainte-Genève, Paris. — Enregist. le 29 septembre 1919. Rempl. M. POISSON.

CUCHERAT (Jean-Baptiste), 62, route d'Orléans, à Montrouge (Seine). — Enregist. le 30 septembre 1919. Rempl. M. WEILL, décédé.

DOURMEL (Henri-Léon-Maurice), 36, boulevard de Verdun, à Courbevoie (Seine). — Enregist. le 6 octobre 1919. Rempl. M. DEVOL.

RAGET (Georges), 109, avenue d'Orléans, Paris. — Enregist. le 6 octobre 1919. Rempl. M. BROSSARD-ALBANT.

TOPIN (Jules-Léon), 1 bis, rue Lollier, Paris. — Enregist. le 7 octobre 1919. Rempl. M. DUMAS.

MALÉGUE (Marie-Hector-Eugène), 223, boulevard Saint-Germain, Paris. — Enregist. le 8 octobre 1919. Rempl. M. MOREL.

MELOR (Pierre), 38, rue de l'Eglise, à Rosny-sous-Bois. — Enregist. le 9 octobre 1919. Rempl. M. FICHET.

Ventes de pharmacies.

M. DEBRAY, a vendu à M. LABOUREUR, sa pharmacie, 113, rue de l'Ouest, Paris. — Jouissance le 1^{er} septembre 1919, publiée le 13 septembre 1919.

M. GRANDPIERRE, a vendu à MM. LALLEMENT-WALLE, sa pharmacie, 8, rue de Bezons, à Courbevoie (Seine). — Jouissance le 1^{er} septembre 1919, publiée le 13 septembre 1919.

M. PLEDEL, a vendu à M. DENIS, sa pharmacie, 85 bis, rue du Ranelagh, Paris. — Jouissance le 1^{er} septembre 1919, publiée le 15 septembre 1919.

M. BOINOT, a vendu à M. ROBERT, sa pharmacie, 48, place d'Italie, Paris. — Jouissance le 1^{er} septembre 1919, publiée le 19 septembre 1919.

Héritière WEILL, a vendu à M. CUCHERAT, sa pharmacie, 62, route d'Orléans, à Montrouge (Seine). — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 19 octobre 1919.

M. LENAIN, a vendu à M. GARDEL, sa pharmacie, 126, rue de la Pompe, Paris. — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 22 septembre 1919.

M. RUSS, apporte à MM. RUSS ET C^{ie}, une pharmacie, 42, avenue de Saint-Ouen, Paris. — Jouissance le 11 septembre 1919, publiée le 22 septembre 1919.

M. JAMMES DE GOLBERY, a vendu à M. MAYODY, sa pharmacie, rond-point de Longchamp, 9, Paris. — Jouissance du 13 septembre au 1^{er} décembre 1919, publiée le 25 septembre 1919.

M. CHIQUET, a vendu à M. HAPET, sa pharmacie, 153, avenue de Neuilly, à Neuilly (Seine). — Jouissance le 5 octobre 1919, publiée le 30 septembre 1919.

M. DUPUIS, a vendu à M. BOUCHARD, sa pharmacie, route d'Aubervilliers, à Pantin (Seine). — Jouissance le 15 septembre 1919, publiée le 30 septembre 1919.

M^{me} Veuve BONCOUR, a vendu à M. VIEILLARD, sa pharmacie, avenue de Paris, 95, Saint-Mandé (Seine). — Jouissance le 15 septembre 1919, publiée le 1^{er} octobre 1919.

M. PAROD, a vendu à M. THIEULIN, droit d'exploitation en France, des produits Parod, 55, boulevard de Sébastopol, Paris. — Jouissance de suite, publiée le 3 octobre 1919.

M. ROLLAND, a vendu à M. PAROD, marques de produits pharmaceutiques, 55, boulevard de Sébastopol, Paris. — Jouissance de suite, publiée le 3 octobre 1919.

M. THIEULIN, a vendu à M. PAROD, laboratoire de spécialités pharmaceutiques, 55, boulevard de Sébastopol, Paris. — Jouissance de suite, publiée le 3 octobre 1919.

M. LACROIX, a vendu à M. HUDKIARBÉYENDIAN, sa pharmacie, 20, rue d'Avron, Paris. — Jouissance 1^{er} octobre 1919, publiée le 6 octobre 1919.

M. MONNEHAY, a vendu à M. TARRIT, sa pharmacie, 7, boulevard de Clichy, Paris. — Jouissance 1^{er} octobre 1919, publiée le 6 octobre 1919.

Succession CHAMPION, a vendu à M. PETITJEAN, sa pharmacie, place de la République, à Saint-Ouen (Seine). — Jouissance le 16 août 1919, publiée le 7 octobre 1919.

M. POISSON, a vendu à M. COSSON, sa pharmacie, rue de la Montagne-Sainte-Genève, 7, Paris. — Jouissance 1^{er} octobre 1919, publiée le 7 octobre 1919.

M. LÉVÊQUE, a vendu à M. DUGNIAT, sa pharmacie, 119, avenue du Maine, Paris. — Jouissance de suite, publiée le 8 octobre 1919.

M^{me} Veuve VILLIARD, a vendu (sans nom), sa pharmacie, 45, rue Alice, à Villeneuve-le-Roi. — Jouissance le 30 octobre 1919, publiée le 14 octobre 1919.

M. DELATTRE, a vendu à M. RAYAUD, sa pharmacie, 5, rue Château-Lagarde, Paris. — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 13 octobre 1919.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|---|
| M. Allard, pharmacien, 17, rue d'Alésia, Paris, demande gérance ou remplacements. | M. Dupuis, 79, rue Riquet, Paris, demande place de 1 ^{er} ou de 2 ^e élève. |
| M. Allienne, 89, quai d'Asnières, à Asnières, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Fouque, 63, avenue du Roule, à Neuilly, demande place de 1 ^{er} élève ou de service de nuit. |
| M. Barbouty, 139, boul. Voltaire, Paris, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. | M. Galland, pharmacien, 91, av. Emile-Zola, Paris, demande gérance ou remplacements. |
| M. Barthelemy, 8, rue Durantin, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Goldemberg, 49 bis, rue Fontaine, Paris, demande place de 1 ^{er} élève; connaît l'anglais et l'italien. |
| M. Belhomme, pharmacien, 6, rue Parot, Paris, demande place de gérant. | M. Lanoa, pharmacien, 52, rue de Turbigo, Paris, demande gérance ou surveillance de pharmacie. |
| M. Bellanger, 21, rue Rennequin, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Lebon, pharmacien, 115 bis, rue de la Gare, à Ermont (Seine-et-Oise), demande gérance ou remplacements. |
| M. Bourges, 35, route d'Ambazac, à Limoges, demande place de 1 ^{er} ou de 2 ^e élève. | M. Legrand, 81, rue de la Glacière, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bouriel, Association Amicale des Etudiants en Pharmacie, 85, boulevard Saint-Michel, demande gérance, remplacements ou place de 1 ^{er} élève. | M. Lunel, 76, rue Didot, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Briols, 23, rue Saint-Placide, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Maltouy, 1, rue Jacques-Cœur, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Clisson, 41, rue des Tournelles, Paris, demande gérance ou place de 1 ^{er} élève. (Carte d'identité des aides en pharmacie.) | M. de Mazieres, 22, avenue Félix-Faure, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Cuvelier, 35, rue Louis-Morard, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Mondouneix, 22, rue des Envierges, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Dangletre, 4, rue Brunel, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Meulin, 9, Rond-Point-de-Longchamp, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Dubois, 203, faubourg Saint-Martin, Paris, demande remplacements ou place de 1 ^{er} élève. | M. Nachin, 50, rue du Colysée, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| | M. Paillet, 76, avenue des Ternes, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLACANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|--|
| M. Paulet, 25, rue Friant, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Durand, chez M. Bottreau, 113, rue Réaumur, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Pavic, 66, rue des Pyrénées, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Jarno, 18, place Jeanne-d'Arc, Paris, stagiaire. |
| M. Pophillat, 40, rue de la Voûte, Paris, dem. pl. de 1 ^{er} élève. | M. Lacheter, 48, rue Charlot, Paris, dem. pl. de 2 ^e élève. |
| M. Richer, chez M. Gerson, 6, rue du Havre, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M ^{lle} Laquippone, 88, rue du Gaz, Paris, licenciée ès-sciences, demande place dans un laboratoire d'analyses. |
| M. Rieutord, 43, rue de Jussieu, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Le Roux, 59, rue des Batignolles, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Rouvre, chez M. Etienne, 19, avenue Secrétan, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M ^{lle} Louart, 23, rue de Vaugirard, Paris, demande place de 2 ^e élève ou conditionneuse. |
| M. Roy, 115, rue Gallieni, à Boulogne, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Migard, hôtel Rossini, 16, rue Rossini, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Sauchis, 32, rue Sainte-Marthe, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Moyé, 122, boulevard de la Chapelle, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Sauvêtre, 268, rue Saint-Jacques, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Paris, 81, avenue d'Orléans, Paris, dem. pl. de 2 ^e élève. |
| M. Tourné, 57, rue d'Alsia, Paris, dem. place de 1 ^{er} élève. | M. Ponty, 12, rue du Perche, Paris, dem. pl. de 2 ^e élève. |
| M. Violet, 38, rue Keller, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Richepin, chez M. Ameille, 35, rue Cler, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Vident, 26, rue Pierre-Leroux, Paris, dem. place de 1 ^{er} élève. | M. Vacher, 86, rue de la Glacière, Paris, dem. pl. de 2 ^e élève. |
| M. Voiffray, 49, rue Ernest-Renan, à Issy, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Xicluma, 121, rue du Chemin-Vert, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Bouchier, 140, rue de Silly, à Billancourt, demande pl. de 2 ^e élève; connaît l'anglais. | M ^{lle} Chauvin, 73, boulevard Saint-Michel, Paris, dem. remplac. |
| M. Bos, 35, rue Labat, Paris, demande place de 2 ^e élève. | M. Kolb, 105, rue de Flandre, Paris, demande remplacement mercredi et samedi. |
| M. Bouillet, 19, rue des Cinq-Diamants, Paris, demande place de 2 ^e ou 3 ^e élève. | M. Caspar, 41, ruelle aux Blancs, à Gentilly, demande place de garçon de laboratoire. |
| M. Cholbey, 10, rue Blanche, Paris, dem. pl. de 2 ^e élève. | M ^{me} Heullant, chez M. Urban, 29, rue Fortuny, Paris, demande place pour laboratoire. |
| M. Coste, chez M. Condover, 136, avenue Emile-Zola, Paris, demande place de 3 ^e élève. | M ^{lle} Nogué, 38, rue de la Voûte, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M. Dandois, 25, avenue Reille, Paris, dem. pl. de 2 ^e élève. | |

(S'adresser au Service).

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 28, rue de Surène, Paris)
Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ELYSÉES 04 96 — 08.98.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Acétaline	Eupniol	Ocycbacil
Alegmatolo	Eupniol	Organostéine
Aglycol	Eupnoléine	Organostéol
Akesodine	Eupnone	Organostéon
*Alexol	Eupnyl	Organostéose
Aménorrhéine	Eerrovitaline	*Osmoléine
Antipalud	Filocaline	*Oxal
Anyl	Floramélis	*Oxaline
Artrolo	*Fluorone	Oxalyl
Asfar (I')	*Fluorose	*Oxol
Azurase	Formodor	*Oxoline
Béatol	*Formolodor	Paludinal
Benger's	Glycérogène	Paroxyl
*Bickmorine	Gonophobe	Parthenol
Bioid	*Gyrol	Pédisal
Bioplastina	Hémocithine	Pédiselt
*Boréale (la)	Hermobenzol	Peptocithine
*Bromjone	Hernicuraline	Péroxal
Bromochitine	Hopogène	Péroyl
*Bromone	*Intymol	Phospholith
*Bromose	*Iodartone	Phytassine
*Bronka	*Iodopectone	*Pilox
Caducéine	Ionoide	*Pulvinasol
Cafétaline	*Iotone	Rhinoménol
Capilline (la)	*Joral	Roburgyne
Capsulettes	Joularine	Rox
Car-tiolo	Kabiline (la)	Rubiol
Cer-Yttrium	Kytdol	Safor
Chéloidine	Leucéine	Saltpedi
Cironyle	Leucéise	Sanogyne
Citroplasma	Leucéyl	Sanutéril
*Claran's	Losan	*Sapoérésol
Cocarine	*Lusol	Selspedi
Colchadonine	Luxorine	Somnase
Coréine	Lyzinia	*Spirocide
Coréol	Marostica	Stryphine
Coréose	Mentocorina	Sulfidol
Coryzolsine	Méridol	Syhout
*Daké	Mig	Talcogène
Dalnic	*Mimosol	Téniardol
Decongestol	Miravet	*Tonicithine
*Dial	Mop	Tripsine
Dormédon	Morula	Urenose
Dydiektes	*Musclan	Uxor
Dynimina	Néocarsyl	Uxoréine
Ectrol	Neufsang	Uxorine
Ectroline	Neufsangneuf	Uxoryl
Elgé	Neuromusculine	*Valdine
Emobiogéno	Nitram	Vitamalt
Energol	Nitroyl	*Voltplatinol
Eupnéol	Obésyl	Zohol

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (28, rue de Surène, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques, J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

50323-10-1919. — Paris. Imp. VILLAIN et B&R, 22, rue Dussoubs.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Novembre 1919.

SOMMAIRE

Réalisations, p. 349. — Cartes de Sucre, p. 350. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 11 novembre 1919, p. 351. — Rareté et cherté de la Codéine, p. 355. — A la la Société d'Histoire de la Pharmacie, p. 355. — Avis très importants, p. 356. — Du rôle de la Comptabilité dans le commerce et l'industrie, p. 357. — Réglementation de l'Eclairage intérieur des Locaux commerciaux, p. 358. — Décret suivi d'une Circulaire pour l'application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer, p. 359. — Le libre choix du Médecin et du Pharmacien, p. 369. — Consultation des Pharmaciens du Département de la Seine sur le futur Codex (*Suite*), p. 369. — Compérage et Association par le Dr Henri MARTIN, p. 370. — Bibliographie, p. 373. — Informations, p. 374. — Service de placement de la Chambre syndicale, p. 378. — Marques de Fabrique, p. 380.

RÉALISATIONS

La réglementation des spécialités préoccupe à juste titre l'opinion du corps pharmaceutique : on peut dire, sans exagération, qu'elle est à l'ordre du jour de toutes les délibérations des Syndicats de spécialistes, de droguistes et grossistes et de pharmaciens détaillants. La solution des difficultés soulevées dans les milieux intéressés ne peut pas être différée.

Pour arriver à un résultat donnant satisfaction aux divers intérêts en cause, il a fallu plusieurs séances de la Commission intersyndicale d'arbitrage.

Nous n'avons pas cru pouvoir publier les phases successives d'une discussion laborieuse, comme il est naturel en matière d'intérêts commerciaux.

Pour calmer la légitime impatience des pharmaciens détaillants, nous leur disons aujourd'hui que ceux qui avaient mandat de défendre leurs intérêts se sont efforcé d'obtenir : 1° l'intégralité de la remise, 2° l'élévation du pourcentage de la remise.

Pour sauvegarder le principe de la réglementation qu'il a été si difficile d'établir, il y a plusieurs lustres, les représentants de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France unis aux Syndicats des pharmacies commerciales ont fait preuve de toute la conciliation possible.

Ils comptent pouvoir enregistrer dans le courant de décembre un accord définitif avec les spécialistes et les grossistes. Le *Bulletin* de décembre portera à la connaissance de nos confrères les termes de cet accord.

Cet accord donnera satisfaction, nous l'espérons, à tous les pharmaciens attachés aux réalisations pratiques et qui estiment que les solutions moyennes sont préférables aux surenchères dangereuses qui préparent les voies aux démolisseurs.

J. FEUILLOUX.

N.-B. — Les confrères qui ont à demander des renseignements sur les questions prud'hommales sont priés de s'adresser à M. P.-L. CORDIER, Conseiller prud'homme, Président honoraire de la Chambre syndicale. M. CORDIER reçoit chez lui, le jeudi matin, 27, rue de la Villette, sur rendez-vous.

CARTES DE SUCRE

Les cartes de sucre pour les pharmaciens (semestre juin-novembre) étant périmées à la fin de ce mois, le Bureau de la Chambre syndicale informe les confrères qu'à partir du 1^{er} décembre, ils devront retirer leurs nouvelles cartes à la maison DREUX, 41, rue Volta, contre remise des anciennes.

A ce sujet, nous devons faire connaître à nos confrères qu'il est désormais absolument impossible de leur attribuer une augmentation de la quantité de sucre qui leur est consentie chaque mois pour les besoins de leur officine.

Les quantités de sucre mises à la disposition du Comité départemental de répartition de la Seine, par le Ministère du Ravitaillement, pour être attribuées aux pharmaciens de détail, étant strictement limitées, malgré notre vif désir de satisfaire les pharmaciens, il ne pourrait être donné satisfaction, même en partie, aux confrères qui solliciteraient une augmentation.

Il est juste de remarquer que les quantités attribuées, cette année, pour le semestre d'été, n'ont pas été réduites comme l'an dernier.

Il y a lieu de mentionner aussi que, depuis que le commerce du sucre d'importation est libre en France, seul est resté soumis au prix de la taxe le sucre du Ravitaillement attribué à la consommation familiale, ainsi qu'aux pharmaciens de détail pour l'exécution des prescriptions médicales.

Il est donc loisible aux pharmaciens qui auraient besoin de quantités supérieures à celles figurant sur leur carte, de se procurer du sucre d'origine étrangère par voie de transactions commerciales.

N.-B. — La distribution du sucre du mois de décembre commencera le 2 décembre, aux heures et aux jours habituels. Nous recommandons à nos confrères de se présenter chez M. DREUX aux dates qui leur sont fixées ; il vaut mieux pour eux devancer les époques de prise de livraison : en aucun cas, ils ne doivent se présenter après leur tour de distribution. La répartition de décembre devra être terminée le 29, au plus tard : passé ce délai, les attributions non délivrées seront annulées. On est prié de faire l'appoint.

**Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 11 novembre 1919.**

Présidence de M. BARTHET, Président.

Etaient présents. — MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, COULLON, LOISEL, CORDIER, NORMAND, JAMMES, BERTHET, COLLIN, COLLESSON, DELMOND, WALTER, FAYOL, POUILH, ROESKE et SÉRARD.

Excusé. — M. HERBAIN.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière séance est adopté sans observation.

Décès. — M. LE PRÉSIDENT. — J'ai le regret de vous annoncer le décès d'un ancien Président de la Chambre syndicale, M. PELISSE. J'ai représenté notre groupement à ses obsèques et j'ai dit à M^{me} PELISSE tous les regrets que nous causait la disparition de son mari.

Démission d'un membre du Conseil. — M. le Président donne lecture de la lettre suivante qui lui a été adressée par M. BOINOT, délégué de la 9^e circonscription syndicale :

MON CHER PRÉSIDENT ET AMI,

« Etant sur le point de quitter la pharmacie de détail pour entrer dans une maison de droguerie de Paris, je vous adresse ma démission de délégué de la 9^e circonscription syndicale.

« Je conserve le plus cordial souvenir de nos réunions et de nos

« camarades du Conseil d'administration ; je regrette seulement que
« ma collaboration n'ait pu être plus active et plus efficace.

« Veuillez transmettre à nos confrères du Conseil d'administration
« l'expression de mes sentiments les meilleurs et croire, mon cher
« Président, à ma sincère amitié. »

M. BARTHET. — Nous ne pourrions qu'adresser à notre camarade
BOINOT tous les regrets que nous cause son départ.

Le poste de délégué va donc devenir vacant et nous aurons à réunir
la 9^e circonscription en temps utile pour nommer un autre délégué.

Correspondance. — M. le Président lit au Conseil les lettres de
remerciements qui lui ont été adressées par diverses pensionnées de
notre Chambre syndicale pour les secours qui leur ont été accordés par
le Conseil, dans sa dernière réunion.

Remboursement des tickets-primes d'avant-guerre. — Comme
suite à la réclamation faite auprès des trois principaux commission-
naires en spécialités, afin d'obtenir le remboursement des tickets
d'avant-guerre, nous avons reçu les réponses suivantes :

Maison MICHELAT, SOUILLARD et C^{ie} :

« Nous sommes en possession de votre lettre du 28 courant, relative
« à la reprise des tickets aux confrères, membres de votre Chambre
« syndicale et avons l'avantage de vous informer que, depuis le mois
« d'avril dernier, nous effectuons le remboursement des tickets qui
« nous sont remis.

« Cette décision a été portée à la connaissance de tous les pharma-
« ciens nos clients, soit par l'intermédiaire de nos placiers sur Paris
« ou par l'intermédiaire de nos représentants sur la province. »

Maison SIMON et MERVEAU :

« En réponse à votre lettre du 28 octobre, nous avons l'avantage de
« vous informer que depuis longtemps nous avons repris le service
« des « tickets » moyennant la remise de 5 %/o. »

Maison PIOT et LEMOINE :

« En réponse à votre honorée du 28 écoulé, nous avons l'avantage
« de vous faire savoir que nous remboursons dès maintenant les
« tickets des spécialistes dont nous sommes dépositaires.

« Notre service chargé du remboursement des tickets s'est trouvé
« complètement bouleversé par la guerre et nous manquons actuelle-
« ment de personnel assez au courant pour assurer ce travail difficile.

« Dès que cela nous sera possible, nous réorganiserons ce service et
« alors nous pourrions reprendre tous les tickets ; nous estimons
« environ trois mois pour être en mesure de donner satisfaction à
« MM. les pharmaciens. »

Assistance par le travail (Fondation Mamoz). — L'Assistance par le
Travail demande à la Chambre syndicale de bien vouloir lui continuer,
cette année, la cotisation habituelle que nous versons à cette œuvre.

Cette cotisation de 40 francs est votée par le Conseil.

Conseil judiciaire de la Chambre syndicale. — M. LE PRÉSIDENT. — Comme suite à la décision prise à la dernière séance du Conseil, j'ai écrit à M^e LEMOINE et à M^e Fernand JACO, pour les informer qu'avec l'agrément de M^e POIGNARD, notre avocat : 1^o M^e LEMOINE serait chargé d'être son collaborateur pour tout ce qui concerne spécialement la jurisprudence pharmaceutique; 2^o M^e Fernand JACO aurait à s'occuper des questions de jurisprudence prud'homale, de marques de fabrique, de propriété industrielle et commerciale, des règlements des loyers et du contentieux des fournitures aux Compagnies d'assurances. J'ai le plaisir de vous aviser que MM. LEMOINE et Fernand JACO acceptent de collaborer avec votre Conseil d'administration, dans des conditions arrêtées entre eux et les membres de votre Bureau.

Application de la loi de huit heures en pharmacie. — M. le Président donne lecture d'un projet actuellement soumis aux délibérations du Comité intersyndical, pour être présenté à M. le Ministre du travail, au nom des pharmaciens de la Seine.

Elections consulaires. — M. le Président indique comment se pose la question de la représentation des pharmaciens détaillants au Tribunal de commerce. Une enquête faite auprès de personnes autorisées l'a conduit à estimer qu'il sera probablement plus opportun de ne présenter qu'un candidat. Il n'y aurait lieu d'envisager la présentation d'un second candidat qu'au cas où le nombre des sièges au Tribunal de commerce serait multiplié, comme les renseignements fournis, à la précédente séance du Conseil, semblaient le faire prévoir.

MM. BEYTOUT et DUBAU ayant refusé de laisser poser leur candidature tout en remerciant leurs confrères de les avoir désignés, il n'y a donc aujourd'hui qu'à confirmer la désignation faite précédemment des deux candidats MM. CORDIER et JAMMES, qui acceptent, étant entendu que le Bureau ne présentera un second candidat, M. JAMMES, que si la multiplicité des sièges détermine les chances d'une seconde candidature. (Adopté.)

Dispensaires antituberculeux. — M. WALTER signale au Conseil que les Syndicats médicaux ont été consultés au sujet de la nomination de médecins dans les dispensaires antituberculeux, alors que les Syndicats pharmaceutiques n'ont pas été consultés sur la désignation faite, par le Préfet, de pharmaciens chargés du service bactériologique de ces dispensaires.

Admissions. — M. BRAVY (Auguste), 25, Grande-Rue, à Bry-sur-Marne; parrains : MM. COLLESON et FAYOL.

M. COUDERT (François), 167, avenue de Neuilly, à Neuilly-sur-Seine; parrains : MM. DELMOND et LECOQ.

M. COUVERT (Léon), 11, rue de Mogador, Paris; parrains : MM. MOINS et GUYOT.

M. DAUTHUILLE (Eugène-Edouard), 36, Grande-Rue, à Créteil; parrains : MM. VALENTIN et AMSLER.

M. DELAHRE (Léonce), 17, avenue de Paris, à Vincennes; parrains MM. DEVILLERS et RIBOULAT.

M. DELLUC (Lucien), 4, avenue Reille, Paris ; parrains : MM. PÉPIN et DELMOND.

M. FLEUTÉLOT (Michel), 32, rue de Lévis, Paris ; parrains : MM. BARTHET et JAMMES.

M. FOURNIER (Henri), 20, avenue du Maine, Paris ; parrains : MM. MOITIER et DUFAY.

M. GALLET (Francis), 178, avenue du Maine, Paris ; parrains : MM. LAVOINNE et WEILL.

M. GEORGET (Louis-Ernest), 180, avenue de Paris, à Saint-Mandé ; parrains : MM. CHÉRON et FIAMMA.

M. GUILLEMIN (Georges), 9, avenue de Vincennes, à Nogent-sur-Marne ; parrains : MM. GUIMOND et LOISEL.

M. LAGORCE (Eugène), 63, rue Damrémont, Paris ; parrains : MM. HERBAIN et LAVERGNE.

M. LEDEUIL (Lucien), 29, rue Demours, Paris ; parrains : MM. VAILLANT et LAGUE.

M. LESAGE (Raymond-Albert), 104, rue Saint-Maur, Paris ; parrains : MM. COLLESSON et FEUILLOUX.

M. LÉVY (Gaston), 34, rue Stephenson, Paris ; parrains : MM. JAMMES et BARTHET.

M. MAUBORGNE, 29, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris ; parrains : MM. DEBRUÈRES et DUFAY.

M. RIFFARD (Léon), 12, rue de Strasbourg, Paris ; parrains : MM. COLLIN et GARDÈRE.

M. STOULS (Henri), 156, avenue Victor-Hugo, Paris ; parrains : MM. JAMMES et BARTHET.

M. THOMAS (Fernand), 25, rue de Flandre, Paris ; parrains : MM. PEUVRIER et MIESCH.

Candidatures nouvelles. — M. BONNAIL (Antoine-Émile-Sophie), 158, rue de Villeneuve, à Alfortville.

M. CARABIN (Charles-Joseph-Antoine-César), 6, place Daumesnil, Paris.

M. GÉRODOLLE (Ferdinand), 10 bis, avenue de Saint-Ouen, Paris.

M. GRAND (François-Elie), 34, boulevard de Clichy, Paris.

M. GREL (Léon), 19, rue Pache, Paris.

M. LEBATARD (Camille), 140, rue du Temple, Paris.

M. LÉOBON (Auguste-Alphonse), 5, rue Lebon, Paris.

M. MAYOLY (Gaston-Charles-Victor), 9, rond-point de Longchamp, Paris.

M. PAILLARD (Julien-Gustave), 144, boulevard de Ménilmontant, Paris.

M. SCHMIT (Gaston-François), 71, rue Sainte-Anne, Paris.

M. TIXIER (Charles-Alexis-Jean), 11, rue du Pont-d'Ivry, à Alfortville.

M. TOPIN (Jules-Léon), 1 bis, rue Lallier, Paris.

M. TRICOT (Augustin), 77, avenue Ledru-Rollin, Le Perreux.

M. KHANDJIAN (Grégoire), 100, rue de Paris, à Clichy.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son état de Caisse qui se solde au 31 octobre dernier, par un excédent de 17.378 fr. 85.

Le Secrétaire général,

G. BERNHARD.

RARETÉ ET CHERTÉ DE LA CODÉINE

De nombreux confrères viennent d'attirer l'attention du bureau de la Chambre syndicale sur les très grandes difficultés qu'ils éprouvent actuellement à se procurer de la codéine pour les besoins normaux de leur officine et sur la notable élévation du prix de ce produit, du fait de sa grande rareté dans le commerce.

Le Conseil d'administration, préoccupé à juste titre de ces doléances, a chargé sa Commission des intérêts commerciaux d'étudier d'urgence cette intéressante question.

A ce sujet, les confrères du département de la Seine, ayant officine ouverte au public, sont instamment priés de faire connaître de suite, par lettre au Président de la Chambre syndicale, 5, rue des Grands-Augustins, la quantité de codéine qui serait absolument nécessaire à leurs besoins (uniquement en vue de l'exécution des prescriptions médicales), pour la saison hivernale actuelle, sans qu'il soit bien entendu question d'approvisionnements exagérés.

A LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA PHARMACIE

La Société d'Histoire de la Pharmacie s'est réunie en Assemblée générale le samedi, 8 novembre dernier, à l'Ecole supérieure de Pharmacie de Paris.

M. Charles BUCHET, directeur de la Pharmacie centrale de France, présidait la séance en l'absence de M. Henri GAUTHIER, empêché.

Après avoir écouté plusieurs communications intéressantes, la Société a adopté une modification de ses statuts qui comporte l'établissement d'une cotisation générale de six francs et d'un droit d'entrée de dix francs pour les nouveaux membres, ces contributions devant servir à l'accroissement du *Bulletin*.

On a procédé enfin au renouvellement partiel du bureau : ont été élus : président d'honneur : M. Henri GAUTHIER, directeur de l'Ecole supérieure de la Pharmacie de Paris ; président : M. Charles BUCHET, directeur de la Pharmacie centrale de France ; vice-présidents : MM. Camille BLOCH, directeur du Musée de la Guerre et L.-G. TORAUDE, membre de la Société des Gens de Lettres ; trésorier : M. Henri GILLET, sous-directeur de la Pharmacie centrale de France.

AVIS TRÈS IMPORTANTS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

de la Société Mutuelle d'Assurances contre le Bris des Glaces

Les confrères, membres de la Société mutuelle d'assurances contre le bris des glaces, sont convoqués à l'Assemblée générale qui aura lieu le samedi 13 décembre, à 14 h. 30, au siège social de la Chambre syndicale, 5, rue des Grands-Augustins, Paris.

FAUSSE ORDONNANCE CONTENANT DES TOXIQUES

Il a été présenté dans diverses pharmacies de Paris, une ordonnance signée d'un faussaire et ainsi libellée sur papier à en-tête :

D^r P. Eck,
58, boulevard Magenta,
Paris.

Chlorhydrate de morphine. soixante centigrammes.
Eau stérilisée bouillie. trente grammes.
Eau de laurier cerise. XXX gouttes.

En injections hypodermiques; trois ou quatre injections au maximum par jour et au moment des douleurs trop violentes, seulement.

Médicament non renouvelable sans ordonnance;
Quantité suffisante pour les besoins de sept jours.

D^r P. Eck.

TARIF DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le *Bulletin de Variations*, pour le deuxième semestre 1919, arrêté le 28 octobre par la Commission ministérielle, est en vente à notre siège social, au prix de 0 fr. 50 l'exemplaire, port en sus (0 fr. 45 sous pli fermé).

TARIF DE L'ASSOCIATION GÉNÉRALE

Un *Bulletin de Variations*, pour le quatrième trimestre, est en préparation; il portera le n° 23 et sera récapitulatif; le demander à partir du 15 décembre, au siège social; le prix de l'exemplaire sera de 1 franc, port en sus (0 fr. 25 sous pli fermé).

DU ROLE DE LA COMPTABILITÉ DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

Chargé par la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, de faire une chronique mensuelle sur le rôle de la comptabilité dans le commerce et l'industrie, nous sommes heureux de nous mettre ici à l'entière disposition de MM. les membres de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, qui voudront bien discuter nos articles avec nous afin de leur éviter d'être plus longtemps les victimes innocentes d'un défaut de comptabilité ou d'une comptabilité irrégulière et défectueuse.

Causant dernièrement de comptabilité avec le Président d'une des Chambres syndicales les plus importantes de Paris, ce dernier nous disait, avec juste raison, que la plus grande partie des Commerçants et Industriels ne se rendaient aucunement compte de la situation journalière, active et passive de leur établissement.

Nous ne pouvions qu'approuver notre interlocuteur, sachant par expérience que souvent et surtout dans la maison de moyenne et petite importance, il n'est malheureusement pas rare de voir cette maison ne posséder aucune comptabilité, ou quand elle en possède une, cette dernière n'être pas établie conformément aux prescriptions du Code de commerce, et, par suite, le chef de maison ne pouvoir exercer d'une façon économique et sans calculs compliqués un contrôle incessant de ses affaires, ce qui est cependant la base absolue de la marche progressive du succès dans une maison de commerce sérieuse.

Il est donc utile de rappeler ici que le chef de maison doit posséder une comptabilité établie régulièrement pour obéir à la Loi qui dit (Code de commerce, livre I, titre II) : « que tout commerçant est tenu d'avoir un Livre-Journal, qui présente jour par jour ses dettes actives et passives, les opérations de son commerce, ses négociations, acceptations et endossements d'effets, et, généralement, tout ce qu'il reçoit et paye, à quelque titre que ce soit, et qui énonce, mois par mois, les sommes employées à la dépense de sa maison, le tout indépendamment des autres livres usités dans le commerce, mais qui ne sont pas indispensables. »

Il y a lieu de remarquer que si le législateur a voulu que le commerçant soit dans l'obligation de tenir une comptabilité, il l'a fait pour trois raisons :

1° Pour permettre au commerçant de se rendre un compte exact de la marche de ses affaires ;

2° Pour servir de moyens de preuves en cas de contestation ;

3° Pour faciliter aux Tribunaux, en cas de faillite, la recherche des causes de la cessation de paiement.

Nous croyons du reste de notre devoir d'appeler ici l'attention des chefs de maison qui n'ont pas de comptabilité régulière, sur la situation anormale qu'ils ont par suite de leur ignorance du Code et sur les sanctions qu'ils encourent de ce fait.

L'article 43 du Code de commerce dit : « Les livres irrégulièrement tenus ne peuvent pas faire foi en justice. »

L'article 586 : « Le commerçant qui n'a pas tenu régulièrement ses livres peut être déclaré banqueroutier simple. »

L'article 502 du Code pénal dit : « La banqueroute simple est un délit correctionnel qui est passible de la peine de un mois à deux ans d'emprisonnement, sous réserve de l'application des circonstances atténuantes. »

En parlant de la peine de la banqueroute simple qui est applicable au commerçant qui n'a pas tenu de livres réguliers, nous sommes forcés de parler de la banqueroute frauduleuse qui, elle, est un crime punissable de travaux forcés de 5 ans au moins à 20 ans au plus, ou de la réclusion, de 2 ans à 5 ans, sous réserve de l'application des circonstances atténuantes.

Cette peine, qui tombe sous le coup de l'article 591, est applicable à tout commerçant failli qui a soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous-seing privé, s'est reconnu frauduleusement débiteur de sommes qu'il ne devait pas, pour soustraire une partie de son actif à ses créanciers.

E. GERBE ET SES ENFANTS,
Experts-comptables,

36, rue Oberkampf, Paris.

(A suivre)

Reproduction interdite.

RÉGLEMENTATION DE L'ÉCLAIRAGE INTÉRIEUR DES LOCAUX COMMERCIAUX

Un arrêté tout récent de la Préfecture de police vient de réglementer l'éclairage intérieur des locaux destinés au commerce. Cette réglementation se traduit par une diminution, rendue momentanément nécessaire par le manque de charbon.

Aux termes de cet arrêté, le nombre de becs de gaz (ordinaires ou à incandescence) ou le nombre d'ampoules électriques (ordinaires) ne doit pas dépasser une unité pour trois mètres carrés, à l'intérieur des locaux commerciaux (c'est-à-dire pour les pharmaciens : officines et leurs dépendances, laboratoires, sous-sols, magasins, etc.).

De plus, il est à bien noter que le nombre de becs ou d'ampoules destinés à l'éclairage des devantures, entre en ligne de compte dans le calcul du nombre des foyers lumineux admis proportionnellement à la superficie intérieure des locaux.

Cette particularité intéresse spécialement les pharmaciens dont les devantures sont ornées de boules colorées qu'ils éclairent le soir.

Nous engageons donc vivement nos confrères à se conformer scrupuleusement à ce nouvel arrêté préfectoral, dont l'exécution est très surveillée, et qui prévoit des sanctions nettement préjudiciables à leurs intérêts, notamment la suppression totale pendant un temps déterminé de toute fourniture de gaz et d'électricité.

N.-B. — L'éclairage extérieur par lanternes, transparents lumineux, etc., reste toujours interdit.

DÉCRET SUIVI D'UNE CIRCULAIRE

portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'intérieur et du Ministre du travail et de la prévoyance sociale,

Vu la loi du 31 mars 1919 et notamment les articles 64 et 77, lesquels sont ainsi conçus :

« ART. 64. — L'Etat doit à tous les militaires et marins bénéficiaires de la présente loi, leur vie durant, les soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, nécessités par la blessure ou la maladie contractée ou aggravée en service, qui a motivé leur réforme.

« Les ayants droit seront, sur leur demande, inscrits de plein droit sur les listes spéciales établies chaque année à leur domicile de secours sous le titre : « Soins médicaux aux victimes de la guerre. »

« Cette inscription leur donnera droit à la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques, mais exclusivement pour les accidents ou complications résultant de la blessure ou de la maladie qui aura donné lieu à pension.

« Les bénéficiaires de la présente loi auront droit au libre choix du médecin et du pharmacien.

« Les frais des soins médicaux et pharmaceutiques seront supportés par l'Etat. Le tarif en sera établi par un décret d'administration publique, pris après entente avec les représentants autorisés des organisations et des syndicats professionnels intéressés.

« Si l'hospitalisation est reconnue nécessaire, les malades seront admis, à leur choix, dans les salles militaires ou dans les salles civiles de l'hôpital de leur ressort. L'Etat payera les frais de séjour suivant le tarif adopté dans l'hôpital mixte du chef-lieu d'arrondissement le plus voisin.

« Les frais de voyage que devront faire les malades pour se rendre dans l'hôpital où ils seront traités ou mis en observation seront également à la charge de l'Etat. Ils seront payés dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

« Sous réserve expresse, et en conformité des dispositions prises et des principes établis aux paragraphes 4, 5, 6 et 7 du présent article, lorsque les ayants droit feront partie ou deviendront membres d'une Société de secours mutuels régulièrement constituée en vertu de la loi du 1^{er} avril 1898 et assurant le service-maladie, ou d'une Société de secours des ouvriers mineurs ou des caisses de secours des Syndicats professionnels, ils pourront recevoir de leur Société les soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dont ils doivent bénéficier.

« Les frais de toute nature provenant desdits soins seront remboursés aux Sociétés par l'Etat, d'après les tarifs établis en vertu des dispositions prévues aux paragraphes 5, 6 et 7 susvisés.

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article pour tout ce qui intéresse les rapports de l'Etat avec les Sociétés; il fixera notamment les conditions dans lesquelles sera notifiée aux Sociétés la nature des blessures ou des maladies qui ont motivé la réforme de leurs membres participants bénéficiaires de la présente loi, ainsi que les conditions dans lesquelles devront être établis les certificats médicaux produits par les Sociétés à l'appui de leur demande de remboursement, et les conditions dans lesquelles les Sociétés de secours mutuels, les Sociétés de secours des ouvriers mineurs et les caisses de secours des Syndicats professionnels seront indemnisées de tout ou partie du supplément de dépenses qu'entraînera l'application du présent article ».

« ART. 77. — Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi... »;

Vu l'avis du Ministre de la guerre;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE 1^{er}

ÉTABLISSEMENT DES LISTES SPÉCIALES DES BÉNÉFICIAIRES DE LA LOI DU 31 MARS 1919.

ART. 1^{er}. — Tout bénéficiaire de la loi du 31 mars 1919 qui entend se faire inscrire sur la liste spéciale prévue à l'article 64 de ladite loi sous le titre « Soins médicaux aux victimes de la guerre » adresse sa demande à la mairie de la commune où il réside.

Il déclare en même temps qu'il n'a pas demandé à recevoir d'une des Sociétés énumérées au paragraphe 8 de l'article 64, les soins gratuits qui lui sont dus aux termes du même article.

Au cas où une demande faite par lui à l'une des Sociétés susvisées n'aurait pas été admise, il en fait également la déclaration.

ART. 2. — L'inscription sur la liste spéciale n'exclut pas d'inscription, s'il y a lieu, sur la liste d'assistance médicale, prévue par la loi du 15 juillet 1893.

ART. 3. — Toute notification à un militaire ou marin du décret lui concédant une pension pour blessure reçue ou maladie contractée ou aggravée en service doit contenir des mentions relatives à la nature et à la description de la blessure ou de la maladie qui a donné lieu à pension.

A cette notification est annexée une copie certifiée conforme des mentions énoncées au paragraphe précédent.

ART. 4. — La liste spéciale prévue à l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 est divisée en deux parties : liste permanente, liste provisoire.

ART. 5. — La première section de la liste permanente comprend les noms des titulaires de pensions définitives ou temporaires.

La demande d'inscription doit être accompagnée de la pièce prévue au second paragraphe de l'article 3 ci-dessus. Cette pièce reste annexée à la liste.

La seconde section comprend les noms des anciens titulaires d'une pension temporaire qui a été supprimée sans conversion en pension définitive.

ART. 6. — La première section de la liste provisoire comprend les anciens militaires ou marins déjà titulaires d'une pension d'infirmité ou d'une gratification de réforme attribuée conformément aux lois et règlements antérieurs à la loi du 31 mars 1919, pour droits ouverts depuis le 2 août 1914, et qui attendent la délivrance d'un titre de pension définitive ou temporaire dans les conditions de ladite loi.

A l'appui de leur demande d'inscription adressée au maire, ces anciens militaires ou marins joignent le titre dont ils sont porteurs, ainsi qu'une pièce par laquelle ils attestent la nature de la blessure ou de la maladie qui a motivé la pension ou gratification.

La seconde section de la liste provisoire comprend les militaires ou marins qui sont en instance de pension et qui devront réclamer au maire leur inscription dans les six mois suivant la publication du présent décret, s'ils sont déjà renvoyés dans leurs foyers, ou dans les six mois suivant leur renvoi s'ils sont encore sous les drapeaux au jour de cette publication.

A l'appui de leur demande d'inscription, ils produisent l'accusé de réception qui leur a été adressé par l'autorité militaire à la suite de leur demande de pension. Ils joignent également soit une pièce par laquelle ils attestent la nature de la blessure ou de la maladie à raison de laquelle ils sont en instance de pension, soit un duplicata de la déclaration qu'ils ont pu être appelés à fournir en vue d'obtenir la pension.

L'inscription sur la liste provisoire n'est valable que pendant une durée de deux ans pour chaque intéressé, à moins qu'il ne justifie par un certificat de l'autorité militaire qu'il est toujours en instance de pension.

ART. 7. — Il est délivré à chaque intéressé un récépissé indiquant la section de la liste permanente ou provisoire dans laquelle il demande à être inscrit.

En cas de refus d'inscription par le maire, l'intéressé peut adresser une réclamation au préfet. Il appartient à celui-ci d'ordonner l'inscription s'il juge la réclamation fondée. Sinon, il saisit immédiatement le Tribunal départemental des pensions, qui statue.

Copie de la liste est adressée au préfet.

ART. 8. — Le préfet peut, au cas où une inscription lui semble irrégulière ou injustifiée, saisir le Tribunal départemental des pensions d'une demande en radiation.

S'il est avisé qu'un ancien militaire ou marin, inscrit à la seconde section de la liste provisoire, a manqué, sans excuse légitime, à deux convocations devant la Commission de réforme, il prescrit au maire d'opérer sa radiation.

ART. 9. — Dès qu'il a procédé à l'inscription, le maire délivre à l'intéressé une attestation indiquant la section de la liste permanente ou provisoire sur laquelle il figure et mentionnant la blessure ou la maladie qui a donné lieu à pension ou qui motive la demande de pension.

ART. 10. — Si la pension temporaire est supprimée en vertu de l'article 7 de la loi du 31 mars 1919, sans être convertie en pension définitive, la décision motivée de suppression est adressée au préfet qui en envoie copie au maire.

Le maire opère la radiation dans la première section de la liste permanente et procède à l'inscription dans la seconde section de ladite liste, à laquelle la décision mentionnée au paragraphe précédent reste annexée.

ART. 11. — En cas de changement de résidence, la mutation est inscrite en marge de la liste et donne lieu à un certificat de radiation, sur le vu duquel l'inscription est opérée au lieu de la nouvelle résidence.

Les pièces justificatives prévues aux articles 5 et 6 du présent décret sont transmises à la mairie de la nouvelle résidence. Il en est de même, le cas échéant, de la décision motivée de suppression de pension temporaire, mentionnée à l'article précédent.

ART. 12. — Le ministre liquidateur notifie au préfet la décision intervenue sur chacune des demandes de pensions formées par les intéressés résidant dans son département.

Le préfet prescrit au maire de rayer l'intéressé de la liste provisoire et de l'inscrire, s'il y a lieu, sur la liste permanente.

ART. 13. — Le maire délivre à l'intéressé inscrit sur la liste spéciale un carnet contenant des billets de visite destinés à être remis au médecin traitant.

Si le médecin estime que les accidents ou complications pour lesquels ses soins sont réclamés résultent de la blessure ou de la maladie qui a donné lieu à pension, il en fait la déclaration. Il rappelle en même temps la nature de cette blessure ou de cette maladie et spécifie l'affection dont est actuellement atteint le malade.

Cette déclaration est envoyée par lui au préfet sous pli fermé et en franchise.

ART. 14. — Sur le vu de la déclaration prévue à l'article précédent, le préfet peut déléguer un médecin pour effectuer une vérification.

Si, à la suite de cette vérification, le préfet est d'avis que les frais de la maladie ne doivent pas être supportés par l'Etat, il en avise le médecin traitant et saisit le Tribunal départemental des pensions qui statue.

ART. 15. — Si le malade est atteint d'une affection qui ne peut être utilement soignée à domicile, le médecin rédige un certificat par lequel, en se référant à la déclaration prévue à l'article 13 du présent décret, il indique les raisons qui nécessitent l'entrée à l'hôpital.

ART. 16. — Si l'état du malade n'exige pas son hospitalisation immédiate, le médecin envoie directement au préfet, sous pli fermé et en franchise, le certificat rédigé en application de l'article précédent.

Si le préfet estime que les frais d'hospitalisation doivent être réglés dans les conditions prévues à l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, il avise sans délai le maire en l'invitant à faire procéder à l'hospitalisation.

Dans le cas contraire, il fait savoir immédiatement au maire que l'article 64 précité n'est pas applicable. Le maire en informe sans délai l'intéressé.

ART. 17. — Si l'entrée à l'hôpital doit être immédiate, le médecin le spécifie, dans son certificat qu'il envoie au maire. Le maire prononce l'admission d'urgence et avise dans les vingt-quatre heures le préfet en lui adressant le certificat après l'avoir visé et y avoir apposé le cachet de la mairie.

Si le préfet estime que les frais d'hospitalisation doivent être supportés par l'Etat dans les conditions de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, il en avise le maire.

Si, au contraire, il estime que les dispositions de cet article ne sont pas applicables, il en informe le maire, dans les cinq jours. Il l'invite en même temps à rechercher si le malade est en situation de bénéficier de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite ou si les frais de l'hospitalisation doivent être supportés par ce dernier.

Dans tous les cas, la décision intervenue est notifiée tant au malade qu'à l'Administration hospitalière intéressée.

ART. 18. — Dans le cas où les frais d'hospitalisation ne doivent incomber ni à l'Etat ni à une collectivité, il appartient au malade de se pourvoir devant le Tribunal départemental des pensions dans un délai de quinze jours à dater de la notification de la décision.

ART. 19. — Les médecins et les pharmaciens doivent, après les avoir classés par malade, transmettre respectivement au préfet, avant le 15 avril, pour le premier trimestre, et avant l'échéance de la quinzaine qui suit l'expiration de chacun des trimestres suivants, les billets de visite et les ordonnances afférentes au trimestre écoulé.

Ces billets de visite et ces ordonnances sont réunis pour chaque malade dans un dossier unique à la préfecture.

Les délais prévus au premier paragraphe du présent article sont également impartis aux établissements hospitaliers pour adresser à la préfecture le montant de leurs frais.

Les frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, ainsi que les dépenses d'hospitalisation, sont remboursés par l'Etat, sous réserve du contrôle adopté dans le département pour l'assistance médicale gratuite.

TITRE II

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, SOCIÉTÉS DE SECOURS DES OUVRIERS MINEURS, CAISSES DE SECOURS DES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

ART. 20. — Toute Société ou union de Sociétés de secours mutuels, toute Société de secours des ouvriers mineurs, toute caisse de secours d'un Syndicat professionnel régulièrement constituée et pratiquant l'assurance en cas de maladie, peut, sur sa demande, être admise, par décision du Ministre du travail et de la prévoyance sociale, à faire donner à ses adhérents, moyennant remboursement par l'Etat, les soins auxquels ils ont droit aux termes de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919.

Le rejet de cette demande ne peut être prononcé que sur avis conforme de la section permanente du Conseil supérieur des Sociétés de secours mutuels. Il en est de même du retrait d'une décision antérieure par laquelle une demande avait été admise.

ART. 21. — La demande prévue à l'article précédent est signée par le Président et adressée au préfet avec les pièces suivantes :

1° Une copie de la délibération de l'Assemblée générale par laquelle la Société s'engage à donner à ses adhérents les soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dont ils doivent bénéficier aux termes de l'article 64 de la loi susvisée. Cette délibération indique les conditions dans lesquelles fonctionneront les services à créer ;

2° Les statuts de la Société.

Il est remis à la Société un récépissé de sa demande ainsi que des pièces annexes.

Le préfet transmet la demande et les pièces au Ministre du travail et de la prévoyance sociale.

ART. 22. — Le bénéficiaire de la loi sur les pensions des armées de terre et de mer qui, membre d'une des Sociétés admises aux termes de l'article 20 ci-dessus à donner à leurs adhérents les soins prévus par ladite loi, désire recevoir, le cas échéant, ces soins par l'intermédiaire de ladite Société, adresse sa demande par écrit au Président qui en délivre récépissé.

Il joint à sa demande les pièces justificatives prévues aux articles 5 et 6 du présent décret, en vue d'établir qu'il appartient à l'une des catégories énumérées auxdits articles.

Le Président de la Société s'assure, en s'adressant au maire de la résidence de l'intéressé, que ce dernier n'est pas inscrit sur la liste spéciale de la commune.

Il transmet au préfet, avec les pièces justificatives dont il garde copie, les noms des adhérents qui reçoivent de la Société les soins prévus à l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, en indiquant à quelle catégorie chacun d'eux appartient.

Si le préfet estime que des adhérents dont les noms lui sont transmis ne peuvent pas prétendre au bénéfice de l'article 64 précité, il en donne avis au Président de la Société et saisit le Tribunal département des pensions, qui statue.

ART. 23. — Toute Société, admise à donner à ses adhérents, moyennant remboursement par l'Etat, des soins auxquels ceux-ci ont droit en application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, doit tenir une comptabilité spéciale des dépenses de toute nature effectuées par elle pour leur assurer ces soins.

ART. 24. — Tout accident ou complication survenu à un réformé et provenant de la blessure ou de la maladie qui a donné lieu à pension doit faire l'objet d'une déclaration délivrée par le médecin traitant et établie dans les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article 13 du présent décret. Cette déclaration est adressée sans délai au préfet par le Président de la Société qui en garde copie.

Sur le vu de la déclaration il appartient au préfet, après avoir avisé le Président de la Société, d'exercer suivant les formes présentes à l'article 14, les pouvoirs de contrôle qui lui sont conférés par ledit article.

ART. 25. — Si le malade ne peut être utilement soigné à domicile, et, s'il y a urgence, il est admis à l'hôpital sur production d'un certificat établi par le médecin traitant dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus et indiquant les raisons qui nécessitent l'admission immédiate. Ce certificat est visé par le Président de la Société.

Copie de ce certificat est adressée au préfet, qui, dans les cinq jours, fait connaître au Président de la Société si les frais de l'hospitalisation doivent ou non être remboursées à la Société en exécution de l'article 64 de la loi.

Au cas où l'état du malade n'exige pas son hospitalisation immédiate, le Président de la Société envoie au préfet le certificat délivré

par le médecin et dont il garde copie. Le préfet fait connaître, dans le plus bref délai, au Président de la Société si les frais d'hospitalisation doivent ou non être réglés conformément à l'article 64 précité.

Dans les cas prévus au deux paragraphes précédents, si le préfet a estimé qu'il n'y ait pas lieu à application de cet article 64, le Président de la Société en prévient le malade, qui peut, dans un délai de quinze jours, se pourvoir devant le Tribunal départemental des pensions.

ART. 26. — Les dépenses de toute nature provenant des soins assurés en exécution de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sont remboursées aux Sociétés sur états conformes à un modèle établi par l'administration.

Ces états doivent être adressés au préfet dans le délai d'un mois à partir de la guérison du sociétaire.

Dans le cas où la durée de l'affection dont est atteint le malade excède trois mois, il est procédé tous les trimestres au remboursement des dépenses susindiquées, et l'état prévu au paragraphe précédent est fourni par la Société dans le mois qui suit l'expiration du trimestre au cours duquel les dépenses ont été effectuées.

A l'appui de toute demande de remboursement doit être joint un certificat du médecin traitant attestant que les dépenses ont été nécessitées par la blessure ou la maladie qui, contractée ou aggravée en service, a motivé la réforme de l'adhérent.

ART. 27. — Il est attribué aux Sociétés, à titre d'indemnité de gestion, une allocation forfaitaire calculée à raison de 6 % des frais remboursés par l'Etat.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 28. — Il est institué dans chaque préfecture une Commission dont le préfet peut prendre l'avis pour toutes les questions que soulève l'application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919.

Cette Commission est obligatoirement consultée quand l'intéressé est un ancien titulaire de pension temporaire dont la pension a été supprimée sans conversion en pension définitive.

Un arrêté préfectoral fixe la composition de la Commission, qui comporte au maximum cinq membres, parmi lesquels doivent figurer nécessairement un délégué de l'administration des finances et, au moins, un médecin civil ou militaire.

ART. 29. — Lorsque le Tribunal départemental des pensions est appelé à statuer sur un litige relatif à l'application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, il est saisi par une simple requête déposée au greffe contre récépissé ou envoyée par lettre recommandée.

La requête indique l'objet de la demande et les motifs à l'appui. Les parties intéressées sont immédiatement informées qu'elles peuvent en prendre communication sur place et qu'elles ont, pour présenter une réponse écrite, un délai fixé par le Président du Tribunal.

Le Tribunal, en chambre du Conseil, procède à l'instruction dans la forme qu'il détermine. Il peut, notamment, déléguer un médecin de son choix pour toutes vérifications utiles.

Il sera statué en chambre du Conseil dans le mois qui suit la récep-

tion de la requête au greffe. La décision doit être motivée. Elle est notifiée au préfet par les soins du greffier. La notification à toute autre partie intéressée a lieu par lettre recommandée.

La décision du Tribunal est sans appel.

ART. 30. — Le Ministre de l'intérieur et le Ministre du travail et de la prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 26 septembre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :
Le Ministre de l'intérieur,
J. PAMS.

Le Ministre du travail
et de la prévoyance sociale,
COLLIARD.

Paris, le 16 octobre 1919.

Le Ministre de l'intérieur, à MM. les Préfets.

Par ma circulaire du 8 août dernier, je vous ai donné quelques instructions sur l'application immédiate de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 et je vous ai indiqué qu'un règlement d'administration publique allait, à bref délai, intervenir pour fixer le délai des règles d'application de la loi.

Ce règlement a paru au *Journal officiel* du 16^e octobre 1919, il contient toutes les indications nécessaires au fonctionnement du nouveau service chargé d'assurer aux blessés et malades de guerre les soins que nécessitera leur état, après leur rentrée dans leurs foyers.

Je vous prie d'appeler, sur ces prescriptions toute l'attention des municipalités; en particulier, il conviendra de signaler, d'une façon spéciale, les articles du règlement portant établissement des listes.

Ces listes sont divisées en deux parties : liste permanente et liste provisoire. Pour la liste permanente, il ne peut y avoir aucune difficulté d'interprétation.

Pour la liste provisoire, il faut remarquer que doivent y être inscrits :

D'un côté, tous les anciens militaires ou marins déjà titulaires d'une pension d'infirmité ou d'une gratification de réforme attribuée conformément aux lois et règlements antérieurs à la loi du 31 mars 1919, pour droits ouverts depuis le 2 août 1914 et qui attendent la délivrance d'un titre de pension définitive ou temporaire dans les conditions de ladite loi.

Cette catégorie d'inscrits ira en diminuant avec le temps, puisque tous les réformés de la guerre actuelle, antérieurement à l'application de la loi du 31 mars 1919 sont présentés à nouveau, devant les Commissions de réforme après évaluation par les médecins experts de leur incapacité.

D'un autre côté, sur la liste provisoire, il convient de porter les

militaires ou marins en instance de pension, et qui peuvent réclamer au maire leur inscription dans les six mois suivant la publication du règlement d'administration publique s'ils sont déjà rentrés dans leurs foyers ou dans les six mois qui suivront leur démobilisation, s'ils sont encore présents sous les drapeaux au jour de cette publication.

Les demandes sont toujours adressées au maire de la commune de résidence : la question de domicile de secours n'intervient pas et les ayants droit sont inscrits sur les listes de la commune de leur résidence.

Comme je vous le disais dans ma circulaire du 8 août, il convient actuellement de se montrer très large dans l'admission des candidats au bénéfice de la loi. Ce serait mal répondre à la pensée du législateur que subordonner l'inscription à l'établissement d'une demande de pension. Il est inutile en effet de multiplier le nombre de ces demandes ; des soins donnés généreusement permettent de guérir la maladie ou la blessure et il peut en résulter une diminution des demandes de pension.

Si l'inscription sur la liste permanente présente un caractère de pérennité, l'inscription sur la liste temporaire, au contraire, n'est pas définitive.

Elle n'est valable que pour une durée de deux années, à moins que l'intéressé ne justifie qu'il est toujours en instance de pension.

Une voie de recours est ouverte ; l'ayant droit, dont l'inscription a été refusée, peut s'adresser au préfet, qui ordonne lui-même l'inscription s'il juge la réclamation fondée, et qui saisit le Tribunal départemental des pensions.

Les pièces à produire par les ayants droit sont indiquées nettement ; il n'y a pas lieu d'insister à ce sujet. Toutefois, il faut inviter les municipalités à ne pas se montrer animées d'un formalisme trop étroit dans l'examen de ces pièces, tout au moins dans les débuts de l'application de la loi.

Les soins médicaux et pharmaceutiques sont donnés dans les mêmes conditions que pour l'assistance médicale gratuite ; mais les blessés ou malades gardent par devers eux le carnet contenant des billets de visite destinés à être remis aux médecins traitants. Le médecin doit spécifier que les accidents ou complications pour lesquels ses soins sont réclamés, résultent bien de la blessure ou de la maladie qui a donné lieu à pension.

Les dépenses d'hospitalisation sont réglées dans les mêmes conditions que celles des bénéficiaires de la loi du 15 juillet 1893.

A côté de cette organisation calquée sur celle de la loi de 1893, le règlement d'administration publique prévoit que les Sociétés de secours mutuels, les Sociétés de secours des ouvriers mineurs, les caisses de secours des Syndicats professionnels, régulièrement constitués et pratiquant l'assurance en cas de maladie, peuvent faire donner à leurs adhérents, blessés ou malades de guerre, les soins prévus par l'article 64 de la loi du 31 mars 1919. Ces Sociétés doivent, à cet effet, adresser une demande à M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale ; les pièces à joindre à leur requête sont énumérées à l'article 21. Ces Sociétés, une fois leur demande agréée, doivent tenir une comptabilité spéciale. Les dépenses par elles engagées sont remboursées par l'Etat dans le délai d'un mois à dater de la guérison du sociétaire.

En outre, le règlement d'administration publique prévoit que dans chaque préfecture est instituée une Commission chargée de donner son avis au préfet dans toutes les questions que soulève l'application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919. Cette Commission doit se composer au maximum de cinq membres, dont obligatoirement un délégué de l'administration des finances et un médecin civil ou militaire.

J'attire votre attention sur l'intérêt qu'il y a à faire figurer dans cette Commission un représentant des associations de mutilés ou d'anciens combattants.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les mesures d'application pratique contenues dans le règlement d'administration publique. Elles sont toutes inspirées par le désir de donner satisfaction aux principes de solidarité sociale et de justice dont est imprégnée la nouvelle législation des pensions.

Le fondement du droit à la gratuité des soins pour l'ancien militaire réformé ne se rattache pas à une idée d'assistance. Il est faux de parler à son égard d'assistance médicale.

On assiste des malheureux qui n'ont pas le moyen de faire face eux-mêmes à certains maux dont ils sont frappés; on assiste des nécessiteux parce que, en dehors de toute question d'humanité, l'Etat n'a pas d'intérêt, au point de vue de l'ordre public, à les laisser sombrer dans leur misère. On les assiste surtout parce que la solidarité sociale est la base même de toute démocratie.

Mais ici, l'Etat n'assiste pas, il répare. Les ressources de chacun ne sont pas mises en cause; qu'elles soient considérables, qu'elles soient nulles, la gratuité des soins est assurée. Un militaire a été blessé ou est tombé malade au service du pays, il est juste que le pays prenne à sa charge les frais nécessités par cette blessure ou par cette maladie. C'est une dette de la nation.

Le militaire, victime de la guerre, a droit à sa restauration physique, à la réparation aussi intégrale que possible du dommage qui lui a été causé, c'est un droit sacré, imprescriptible et impérieux, dont peuvent se réclamer tous ceux dont les sacrifices ont aidé à sauver la France. C'est un droit qui a comme corollaire le devoir de réparation, à la charge de l'Etat, au service de qui le dommage a été subi.

Ce dommage incombe intégralement à l'Etat, sans que la charge puisse en être répartie entre lui et les autres collectivités administratives; c'est un devoir national. Quoi d'ailleurs de plus juste? En décider autrement serait aggraver les inégalités inévitables qu'a causées l'état de guerre. Telle commune a plus souffert que telle autre; elle a plus de morts au champ d'honneur, plus de mutilés, plus de réformés; il serait choquant de laisser s'appesantir plus durement le poids de la guerre sur les populations déjà plus éprouvées.

Dans l'accomplissement de son devoir de réparation, les municipalités sont les auxiliaires directs de l'Etat, il est essentiel qu'elles se montrent larges et généreuses quand il s'agit de blessures ou de maladies contractées ou aggravées pendant le passage sous les drapeaux, il est essentiel qu'elles soient en principe disposées très favorablement à accueillir les demandes de ceux qui, au service du pays, se sont usés ou diminués physiquement et qui, redevenus citoyens, veulent avec

raison que la France se penche vers eux pour soigner leurs plaies ou apaiser leurs souffrances.

Je vous prie de donner à ces prescriptions la plus grande publicité possible. Un résumé pourrait en être fait par vos soins, sous forme de tract et envoyé à toutes les associations de mutilés, de réformés et de démobilisés. Ceux qui, sur la Marne, sur l'Oise, sur l'Aisne, à Verdun ou sur les crêtes d'Alsace, ont arrêté l'invasion et forcé la victoire, ont droit à tous nos égards. C'est une partie de la dette de reconnaissance contractée envers eux par la patrie que nous acquittons.

Je vous ferai parvenir des instructions ultérieures concernant le remboursement des frais déjà occasionnés et l'application des tarifs médicaux et pharmaceutiques en cours d'élaboration avec les représentants des Syndicats et des organisations professionnelles.

Le Sous-Secrétaire d'Etat,
Albert FAYRE.

Le libre choix du Médecin et du Pharmacien

Loi étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail

(promulguée le 25 octobre 1919 (*Journal officiel* du 27 octobre).

ART. 41. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois, quiconque, par menaces, don, promesse d'argent, ristourne sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des syndicats ou associations, à des chefs d'entreprises, à des assureurs, ou à toute autre personne, aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail, ou des maladies professionnelles, dans une clinique ou cabinet médical, ou officine de pharmacie, et aura ainsi porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien.

ART. 42. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur quinze mois après sa promulgation

Consultation des Pharmaciens du département de la Seine sur le futur Codex ⁽¹⁾ (Suite)

Les inscriptions suivantes ont été demandées sur les différents sujets mis à l'étude de la 6^e Sous-Commission composée de MM. COLLIN, Président; VIRON, CARETTE, DUMESNIL, et LEMELAND, Rapporteur.

(1) Voir *Bulletins* d'août, p. 287; septembre, p. 293; octobre, p. 342.

1° Poudres simples et composées. — Pulpes. — Suc. — Eaux médicinales. — Solutés.

Poudre d'agar-agar. — Poudre d'ipéca désémétisée. — Poudre antiseptique de Vincent. — Poudres Lucas-Championnière. — Poudre anti-asthmatique. — Poudre de farine de cotonnier. — Poudre de sel de Carlsbad artificielle.

2° Solutés. — Adréaline (solution au millième). — Soluté bromochloralé composé (Bromidia). — Eau d'Alibour. — Soluté glycérolé de formol (Aniodol). — Solution savonneuse de formol (Lusoforme). — Soluté de persulfate de soude (Néol).

Liquueur de goudron.

Solution de Dakin. — Solution glycérophénique à dix p. cent.

Phénosalyl (Académie de médecine, 20 décembre 1892).

Solution savonneuse de phénol (Lysol).

Solution de Donavan.

Teinture de mars tartarisée (solution stable).

Mélange anesthésique de Bonain.

La prochaine consultation portera sur les produits intéressant les 7^e et 8^e Sous-Commissions de la Société de Pharmacie de Paris, c'est-à-dire :

Tisanes, apozèmes, mucilages, émulsions, potions, teintures, alcoolatures, alcoolats, vins et vinaigres médicinaux, bières médicinales et élixirs.

(à suivre).

Pour le Comité disciplinaire,
Em. DUFAY.

NOTA. — Toutes les communications relatives au futur Codex doivent être adressées à M. DUFAY, archiviste du Comité disciplinaire, 56, rue du Cherche-Midi, Paris (6^e).

COMPÉRAGE ET ASSOCIATION ⁽¹⁾

par le D^r Henri MARTIN.

Parmi les articles de la future loi sur l'exercice de la pharmacie, celui qui aura pour objet la répression du compérage médico-pharmaceutique doit être examiné avec toute l'attention que comporte une lutte difficile, dont le succès intéresse à la fois les praticiens honnêtes et le public.

Le principe de l'illégitimité du compérage paraît hors de discussion, et il semble qu'aucune objection ne puisse être adressée au texte suivant, qui forme l'article 43 de la proposition de loi présentée par M. Emile VINCENT au nom de la Commission de l'hygiène publique de la Chambre des députés :

« Toute convention d'après laquelle un pharmacien ou un herboriste

(1) Cf. *Journal de Pharmacie et de Chimie*, 16 octobre 1919.

« assurerait à un médecin, un chirurgien-dentiste, une sage-femme ou
« un vétérinaire, un profit quelconque, dans l'exercice de leur
« profession, sur la vente d'un produit médicamenteux ou hygiénique
« est prohibée et nulle.

« Tout pharmacien ou herboriste qui aura offert à un médecin, à un
« chirurgien-dentiste, à une sage-femme ou à un vétérinaire, ou tout
« médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme ou vétérinaire qui aura
« sollicité d'un pharmacien ou herboriste, un profit quelconque sur la
« vente d'un produit médicamenteux ou hygiénique, est passible des
« peines portées à l'article 28. »

Dans le projet BARTHE et LALANNE, cet article, qui portait le n° 14, comprenait un troisième paragraphe ainsi rédigé :

« L'accès des diverses Sociétés mentionnées dans l'article 11 de la
« présente loi (1) est formellement interdit aux médecins, chirurgiens-
« dentistes, sages-femmes ou vétérinaires exerçant leur profession. »

Cette disposition complémentaire s'explique d'elle-même, car il est manifeste qu'on ne peut, à moins d'annihiler pratiquement l'effet des deux premiers paragraphes de l'article, autoriser un médecin exerçant sa profession à conclure avec un pharmacien une association ayant pour but la vente d'un produit médicamenteux ou hygiénique.

Une telle association représente, en effet, le compérage sous sa forme la plus simple : le médecin prescrivant le produit, le pharmacien le vendant, et les deux associés partageant le bénéfice.

Proposer à un médecin de former avec lui une Société de ce genre, c'est, de la part d'un pharmacien, lui offrir un profit sur la vente du produit exploité en commun. Si la proposition est faite par le médecin, elle équivaut à solliciter du pharmacien ce même profit illicite.

La Société est donc frappée de nullité, dès sa constitution, et le troisième paragraphe n'est, en somme, que l'application du principe posé par les deux premiers.

D'autre part, il n'est pas douteux que, dans l'immense majorité des cas, le produit médicamenteux ou hygiénique, objet de la convention prohibée, revêtira la forme spécialisée qui se prête, mieux que toute autre, aux pratiques du compérage.

Personne ne s'y trompe. Lorsqu'on parle du compérage, soit pour le combattre, soit pour lui chercher des excuses, on admet sans discussion que le remède prescrit par le médecin complice du pharmacien est une spécialité. M. le Professeur PERREAU, dans l'article que nous avons récemment cité (2), parlait de la faute commise par celui qui accuserait un médecin « de compérage avec le fabricant d'une spécialité ». Un produit de compérage qui ne serait pas spécialisé semblerait extraordinaire, tandis que la spécialité du compérage est un article courant, connu de tous les pharmaciens.

Ajoutons que si le compérage médico-pharmaceutique requiert l'attention du législateur, c'est en raison de l'extrême diffusion des spécialités qu'il répand dans le public. Limité à la clientèle restreinte d'un pharmacien d'officine, il n'en serait pas moins blâmable, mais il

(1) Sociétés se livrant à la fabrication et au commerce des compositions et préparations pharmaceutiques.

(2) *Journal de Pharmacie et de Chimie*, 16 septembre 1919, p. 196.

ne ferait qu'un petit nombre de victimes; appliqué à de vastes entreprises offrant à la consommation des produits fabriqués par milliers, il devient un véritable fléau social.

Aussi est-ce avec une vive surprise qu'on découvre dans le rapport de M. Emile VINCENT (page 66), le petit passage suivant :

« Votre Commission a rejeté le paragraphe 3 de l'article 14 de la proposition de MM. BARTHE et LALANNE interdisant l'accès des Sociétés se livrant à la fabrication et à la vente des préparations pharmaceutiques en gros et des produits sous cachet aux médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes ou vétérinaires exerçant leur profession; elle a estimé que les dispositions prévues à l'article 13 ne concernaient que la pharmacie d'officine. »

Un point, c'est tout.

Sans doute, il est visible que notre dévoué confrère Emile VINCENT se refuse à assumer la responsabilité de cette suppression. C'est, dit-il, la Commission (1) qui en a décidé ainsi. Mais il faut croire que l'opinion de la Commission n'était pas facilement défendable, puisqu'elle n'est appuyée d'aucun argument.

Nous trouvant en face du néant, nous ne chercherons pas à approfondir les causes d'une décision qui demeure, pour nous, inexplicable.

Nous nous bornerons à affirmer qu'un texte ayant pour objet « d'empêcher les ententes louches, les Associations honteuses qui n'ont qu'un but : exploiter le malade (2) », doit nécessairement frapper les ententes de cette nature formées entre médecins et fabricants de spécialités. Dire qu'un pareil texte « ne concerne que la pharmacie d'officine » nous paraît extravagant.

Espérons qu'il ne s'agit que d'une inadvertance résultant d'une discussion hâtive. Sinon, nous attendons avec curiosité l'exposé des motifs pour lesquels le compérage, punissable lorsqu'il s'exerce sur la pharmacie d'officine, doit être autorisé par la loi si les associés spécialisent le produit.

(1) Cette Commission était composée de MM. Dozy, *Président*; Guiraud, Navarre, Siegfried, Schmidt, *vice-Présidents*; Pottévin, Foucher, Amédée Peyroux, Thivrier, Clément Clément, Alfred le Roy (Nord), Fernand Merlin, Delom-Sorbé, E. Vincent (Côte-d'Or), Albert Thiéry (Meuse), *Secrétaires*: Amodru, Augé, Bachimont, Baduel, Charles Baudet, Charles Bernard (Seine), Cabrol, Adrien Constans (Tarn-et-Garonne), Louis Defos (Allier), Deguise, Delpierre, Lucien Dumont (Indre), Paulin Dupuy (Tarn-et-Garonne), Jean Durand, Espivent de la Villesboisnet, Ernest Flandin (Calvados), de Fontaines (Vendée), Gilbert Laurent (Loire), Inghels, Lancien, Lecoq, G.-V. Legros, Maître, Gabriel Maunoury, Victor Morel (Pas-de-Calais), Raynaud, Arthur Rozier, Thierry-Delanoue, Vidalin.

(2) Rapport de M. E. Vincent, page 70.

BIBLIOGRAPHIE

LES GALÉNIENNES.

par L. G. TORAUDE

Les confrères et amis de M. L. G. TORAUDE connaissent depuis longtemps son talent de poète, de conteur, de chroniqueur. Tous se réjouiront de l'apparition de son dernier ouvrage qui est annoncé pour la fin décembre 1949. Tous voudront avoir dans leur bibliothèque ce monument littéraire élevé en l'honneur de la profession qui a inspiré à l'auteur une œuvre poétique si captivante.

L. G. TORAUDE a réuni les fantaisies qu'il a *rimées en marge du Codex*.

Le Docteur François HELME très apprécié des lecteurs de la *Revue moderne de pharmacie* a écrit, pour les Galéniennes une remarquable Préface.

Cet ouvrage contient, en outre, **16 hors texte en couleur** tirés sur simili-japon et signés de noms éminents.

70 illustrations, dont la plupart sont relevées au pochoir, complètent l'ornementation de cette publication à laquelle le musicien aveugle BOURILLO a ajouté un **nocturne** d'une belle inspiration et servant de prélude à l'un des poèmes, le **Ballet des Fleurs**.

La direction artistique de l'ensemble a été confiée au Maître Léon LEBÈGUE qui a accompli des merveilles.

Nous souhaitons le succès de l'œuvre de notre confrère et ami L. G. TORAUDE, et ce succès sera la démonstration de l'intérêt que portent tous les pharmaciens aux ouvrages dont la richesse poétique l'emporte encore sur les beautés de l'illustration.

Le prix de cette magnifique édition grand in-8° jésus est de **25 francs** l'exemplaire.

Les souscriptions sont reçues chez MM. Vigor frères, éditeurs, place de l'Ecole-de-Médecine, Paris (6^e) et chez M. L. G. TORAUDE, 23 Grande-Rue, à Asnières (Seine).

VIENT DE PARAÎTRE

Guide de l'Expert aux Commissions de Réforme. — Pensions Militaires, Barèmes, Application de la loi du 31 Mars 1919, par le Dr GARNAUD, Médecin Major de 1^{re} classe. Un volume in-8° écu de 168 pages avec nombreux tableaux. Prix : 6 fr. 60 net.

S'il a déjà paru quelques livres et quelques brochures sur l'application de la loi du 31 Mars relative aux *Pensions Militaires*, le médecin qui siège à titre civil ou à titre militaire dans les Commissions de Réforme ne possédait jus qu'ici, dans une matière cependant compliquée, aucun guide qui pût lui donner à la fois les indications de jurisprudence et une interprétation *médicale* de la loi.

Inversement, les hommes de loi, de leur côté, étaient bien instruits des modalités de la législation, mais une interprétation *médicale* de la loi ne leur avait été donnée par aucun technicien.

La situation officielle du Docteur GARNAUD, Médecin-Chef du Centre des Tourelles, et les informations variées dont il a disposé, lui ont permis d'écrire un livre essentiellement précis et limité aux questions que rencontrera effectivement le Conseil de Réforme au cours de ses séances: pour plus de clarté, il a disposé sous forme de *Tableaux* les barèmes officiels et les commentaires qui seuls permettent de les utiliser.

Des dispositions typographiques très simples permettent au lecteur le moins prévenu de se reconnaître au milieu des juridictions de 1831, de 1913 et de 1919 qui se sont stratifiées sans s'être jusqu'ici véritablement coordonnées.

Il n'est pas jusqu'au blessé lui-même, bénéficiaire de la loi, qui ne consultera avec profit ce livre où il trouvera, avec les détails les plus concrets, l'indication de la situation qui lui est faite et les droits que la loi lui donne.

INFORMATIONS

A vendre, après décès du titulaire, une excellente pharmacie de banlieue : pour tous renseignements, s'adresser 9, rue de la Halle, à Choisy-le-Roi (Seine).

A vendre : 300 bocaux pour fleurs, racines, poudres et teintures avec capsules et étiquettes dorées. — 50 pots en porcelaine avec étiquettes dorées au four. — 1 comptoir de travail en chêne ciré de 2^m75 de longueur. — 2 grandes poires pour devanture. S'adresser à M. DERVILLEZ, pharmacien, 15, rue Réaumur.

A vendre, un petit alambic, en cuivre, modèle Salleron, pour l'essai des vins, cidre, bière : S'adresser, pharmacie FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris (11^e).

A vendre : une installation complète et moderne de pharmacie : boiserie chêne, bocaux étiquettes porcelaine, appareils d'éclairage, etc. S'adresser au siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

Sociétés.

CORTIAL (J.) et C^{ie}, 123, rue de Turenne, Paris. — Produits pharmaceutiques. Capital social 300.000 francs. A. S. S. P. du 16 septembre 1919. — Formation publiée le 16 octobre 1919.

Enregistrement des diplômes.

SÉNÉCHAL (Alphonse-Paul-Eugène), 7, avenue Jacques-Kablé, à Nogent (Seine). — Enregist. le 16 octobre 1919. Rempl. FLACH.

COURET (Alexis-Emile), 78, avenue Emile-Zola, Paris. — Enregist. le 17 octobre 1919. Fondation.

BRETON (René-Constant-Emilien), 20, rue d'Avron, Paris. — Enregist. le 20 octobre 1919.

RENEAUD (Louis-Marie), 23, avenue du Progrès, à Vanves (Seine). — Enregist. le 24 octobre 1919. Rempl. CAMARET.

MONAL (Antoine-Paul-Emile), 6, rue Daubigny, Paris. — Enregist. le 27 octobre 1919. Spécialité. Fondation.

CARBONNEAUX-LE PERDRIEL (Jean), 44, rue Milton, Paris. — Enregist. le 28 octobre 1919. Rempl. BARTHELEMY.

BOUCHARD (Raoul-Marie-Misael), 81, route d'Aubervilliers, à Pantin (Seine). — Enregist. le 29 octobre 1919. Rempl. DUPUIS.

BOUCHY (Sosthène), 52, rue d'Auteuil, Paris. — Enregist. le 30 octobre 1919. Rempl. THEURISSEY.

CHAMPONNOIS (Alexandre-Alfred), 55, rue de Bourguignons, à Bois-Colombe (Seine). — Enregist. le 31 octobre 1919. Rempl. LEBRETON.

CHANTEAUD (Marcel-Marie), 108, rue Vieille-du-Temple, Paris. — Enregist. le 4 novembre 1919. Associé de COULLON.

MASSON (Victor-Auguste), 40, avenue Secrétan, Paris. — Enregist. le 6 novembre 1919. Rempl. PIERRET.

RECOURAT-CHOROT (Noël-Isaac), 3, rue Paillet, Paris. — Enregist. le 6 novembre 1919. Droguiste et spécialiste. Rempl. WUHLING.

COUDERT (François), 467, avenue de Neuilly, à Neuilly (Seine). — Enregist. le 6 novembre 1919. Rempl. CAZALÉ.

CHAUMONT (René-Elie-Léopold), 182, rue de la Convention, Paris. — Enregist. le 10 novembre 1919. Rempl. BRESSY.

DYVORNE (Maurice-Paul), 182, avenue de Clichy, Paris. — Enregist. le 11 novembre 1919. Rempl. PERNET.

DE MONTGOURT (Pierre-René), 49, avenue Victor-Hugo, à Boulogne (Seine). — Enregist. le 13 novembre 1919. Rempl. son père.

PENAU (Henri-Ludovic-Jean-Marie), 89-93, rue de Montrouge, à Gentilly (Seine). — Enregist. le 13 novembre 1919. Etablissements BYLA.

BOULAY (Hippolyte-Lucien), 6, rue Bobillot, Paris. — Enregist. le 14 novembre 1919. Fondation pharmacie Mutualiste.

FIALIP (Robert-Jean-Marie), 23, avenue de la Motte-Picquet, Paris. — Enregist. le 18 novembre 1919.

CHAMEROY (Julien-Damase-Joseph), 38, rue Godefroy, à Puteaux (Seine). — Enregist. le 19 novembre 1919. Rempl. VIRATEL.

FIALIP (Jean-Baptiste), 82, rue de la Pompe, Paris. — Enregist. le 20 novembre 1919. Rempl. LÉON.

Ventes de pharmacies.

M. FOUCHER, a vendu à M. NICOLAS, sa pharmacie, 114, rue Saint-Dominique, Paris. — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 15 octobre 1919.

M. COMMERGNAT, a vendu à M. DURÉ, sa pharmacie, 252, avenue Daumesnil, Paris. — Jouissance le 15 octobre 1919, publiée le 16 octobre 1919.

M. DEVAL, a vendu à M. DOURMEL, sa pharmacie, 36, boulevard de Verdun, à Courbevoie (Seine). — Jouissance le 6 octobre 1919, publiée le 19 octobre 1919.

M. FICHOT, a vendu à M. NELOT, sa pharmacie, a Rosny-sous-Bois (Seine). — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 17 octobre 1919.

M. MILAN, a vendu à M. GUHIER, sa pharmacie, 132, rue Victor-Hugo, à Bois-Colombes (Seine). — Jouissance le 7 octobre 1919, publiée le 17 octobre 1919.

M. DIEMER, a vendu à M. BERGOUNIOUX, sa pharmacie, 48, rue Balagny, Paris. — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 18 octobre 1919.

M. NIVARD, a vendu à M. SANTONI, sa pharmacie, 120-122, avenue de Choisy, Paris. — Jouissance le 10 octobre 1919, publiée le 21 octobre 1919.

M. MASSON, a vendu à M. COMMERGNAT, sa pharmacie, 146, avenue Parmentier, Paris. — Jouissance le 1^{er} novembre 1919, publiée le 30 octobre 1919.

M. RICHARD, a vendu à M. HABÉRER, sa pharmacie, 53, rue de Tolbiac, Paris. — Jouissance le 16 octobre 1919, publiée le 31 octobre 1919.

M. BROSSARD-DALBAN, a vendu à M. RAGET, sa pharmacie, 109, avenue d'Orléans, Paris. — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 3 novembre 1919.

M. CAMARET, a vendu à M. RENEAUD, sa pharmacie, 25, avenue du Progrès, à Vanves (Seine). — Jouissance le 16 octobre 1919, publiée le 4 novembre 1919.

M. GAILLOT, a vendu à M. BROCHARD, sa pharmacie, 169, avenue Jean-Jaurès, Paris. — Jouissance le 10 novembre 1919, publiée le 4 novembre 1919.

Succession M. LEBRETON, a vendu à M. CHAMPONNOIS, une pharmacie, 55, rue des Bourguignons, à Bois-Colombes (Seine). — Jouissance le 20 octobre 1919, publiée le 4 novembre 1919.

M. BRESSY, a vendu à M. CHAUMONT, sa pharmacie, 182, rue de la Convention, Paris. — Jouissance le 1^{er} novembre 1919, publiée le 5 novembre 1919.

M. PIERRET, a vendu à M. MASSON, sa pharmacie, 40, avenue Secrétan, Paris. — Jouissance le 15 octobre 1919, publiée le 5 novembre 1919.

M. LÉON, a vendu à M. FIALIP, sa pharmacie, 82, rue de la Pompe, Paris. — Jouissance 10 novembre 1919, publiée le 6 novembre 1919.

M. LUZIGNAN, a vendu à M. AUGUEUX, sa pharmacie, 418, rue du Temple, Paris. — Jouissance le 1^{er} novembre 1919, publiée le 8 novembre 1919.

M. COLETTE, a vendu à M. PERIGNON, sa pharmacie, 6, rue de Paris, à Joinville-le-Pont (Seine). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 10 novembre 1919.

M. MOULIN, a vendu à M. DAMIS, sa pharmacie, 6, place des Ternes, Paris. — Jouissance le 1^{er} octobre 1919, publiée le 10 novembre 1919.

M. ROZIÈS, a vendu à M. EVEN, sa pharmacie, 39, rue de Courcelles, Paris. — Jouissance le 15 novembre 1919, publiée le 12 novembre 1919.

M^{me} veuve BARRAULT, a vendu à M. DEMARS, part pharmacie, 89, avenue Wagram, Paris. — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 17 novembre 1919.

Communauté DELVALLÉE, a vendu à M. NAUDIN, une pharmacie, 53, rue Prony, Paris. — Jouissance le 3 novembre 1919, publiée le 17 novembre 1919.

M^{me} veuve CORTOT et CORTOT (André), ont vendu à M^{lle} CORTOT, part dans une officine de pharmacie, 18, rue de la Roquette, Paris. — Jouissance le 8 novembre 1919, publiée le 19 novembre 1919.

M. HOTTOT, a vendu à M. COLETTE, sa pharmacie, 1, rue Mausart, Paris. — Jouissance 10 novembre 1919, publiée le 18 novembre 1919.

Communauté HUARD, a vendu à M. HUARD, produits pharmaceutiques, 3, avenue d'Orléans, Paris. — Jouissance le 10 novembre 1919, publiée le 18 novembre 1919.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 48-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandaes.

- | | |
|---|--|
| M. Bahier, pharmacien, 74, rue Castagnary, Paris, demande place de gérant. | M. Glon, 19, avenue Victor-Hugo, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Barret, hôtel Bellevue, rue Philippe-de-Girard, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Gouneaud, 15, rue des Filles-du-Calvaire, Paris, dem. place de 1 ^{er} élève. |
| M. Berges, 28, rue Taine, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Leclercq, 42, rue des Marais, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Boissezon, 18, rue Jouffroy, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Legrand, 81, rue de la Glacière, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Brin, 19, rue de Savoie, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Loursse, chez M. Morange, 43, rue d'Avron, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Brin, 19, rue de Savoie, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Mariez, 7, boulevard Jules-Ferry, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Camagna, 27, avenue Estibal, Parc-Saint-Maur, demande place de 1 ^{er} élève ou de remplaçant. | M. Meric, 52, rue Carré, Billancourt, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Caron, chez M. Caron, 40, rue de Vouillé, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Mondonneix, 22, rue des Envierges, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Charalambidis, pharmacien, pension Roussel, 22, rue Caumartin, Paris, demande place de gérant. | M. Nachin, 50, rue du Colysée, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Cuniasse, 17, place de la Nation, Paris, demande place de 1 ^{er} élève, libre toutes les matinées et trois après-midis par semaine. | M. Pavic, 66, rue des Pyrénées, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Delaporte, 11, rue Sextius-Michel, Paris, demande pl. de 1 ^{er} élève. | M. Pernet, 79, rue de Gergovie, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Denis, 14, rue du Chalet, Asnières, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Ponson, 38, avenue Secrétan, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Girey, 1, rue Alexandre-Pardou, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Quinet, 17, boulevard Saint-Marcel, Paris, demande pl. de 1 ^{er} élève. |
| M. Girin, 55, rue de Vaugirard, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Rappeneau, 11, rue de Fontenay, Bagneux, demande place de 1 ^{er} élève. |
| | M. Reymann, 47, rue Damrémont, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES
Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|---|--|
| M. Abillaed, 154, rue d'Auber-
villiers, dem. pl. de 2 ^e élève. | M. Rapin, 187, rue des Ruffins,
Montreuil, demande place
de 2 ^e élève. |
| M ^{lle} Aubert, 8, rue Robert-Collard,
Paris, demande place de
débutante au comptoir. | M. Renaud, 11, rue de Maistre,
Paris, demande place d'élève
débutant. |
| M. Bedjai, 3, rue de la Cloche-
Percée, Paris, demande
place de 2 ^e élève. | M. Rollin, 8, rue du Buisson-
Saint-Louis, demande place
de 2 ^e élève. |
| M ^{me} Benoit, 148, avenue de Clichy,
Paris, demande place de
2 ^e élève. | M. Subtil, chez M. Montrot, 129,
rue Saint-Charles, demande
place de 2 ^e élève. |
| M. Besse, 19, rue Charles-Ber-
taux, Paris, demande place
de 2 ^e élève. | M. Yon, chez M. Broquet, 83,
rue des Aubépines, Bois-
Colombes, demande place
de 2 ^e élève. |
| M. Brebion, 4, rue d'Auteuil,
Paris, demande place de
2 ^e élève. | M. Bequs, 37, rue Denfert-Roche-
reau, Boulogne, demande
remplacements. |
| M. Congny, 9, boulevard du
Montparnasse, Paris, dem.
place de débutant. | M. Fourny, pharmacien, 2, rue
des Moines, demande des
remplacements pour les
vendredi et dimanche. |
| M. Delamotte, 14, rue du Pla-
teau, Paris, demande place
de 2 ^e élève. | M. Gimazane, 16, rue du Grand-
Prieuré, Paris, dem. rempl. |
| M. Fouchet, 10, rue Fouquet,
Levallois, demande place
de 2 ^e élève. | M. Henniger, Ile Saint-Ouen,
par Saint-Ouen, dem. rempl. |
| M. Grumberg, 15, rue Frédéric-
Passy, Neuilly, demande
place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Bugier, hôtel des Familles,
32, rue des Ecoles, Paris,
demande pl. de condition. |
| M. Le Mardèle, 25, avenue des
Ternes, Paris, demande
place de 2 ^e élève, logé et
nourri. | M ^{lle} Combe, 32, rue Joffroy-
Saint-Hilaire, demande place
de conditionneuse. |
| M ^{lle} Louart, chez M. Bresseau,
76, rue d'Assas, Paris,
demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Lamardan, Institution de
jeunes filles, 36, rue du
Montparnasse, Paris, dem.
place de conditionneuse
débutante. |
| M. Maillet, poste restante Bureau
43, rue Littré, Paris, dem.
place de 2 ^e élève. | M ^{me} Rubsamen, 9, rond-point de
Longchamp, Paris, demande
place de conditionneuse ou
caissière. |
| M. Méry, 6, rue de Vincennes,
Montreuil, demande place
de 2 ^e élève. | M ^{me} Saugeron, chez M. Humbert,
163, boulevard Voltaire,
Paris, demande place de
conditionneuse. |
| M. Moye, 122, boulevard de la
Chapelle, Paris, demande
place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Vernizeau, 18, rue Molière,
Paris, demande place de
conditionneuse. |
| M. Poirot, 3, rue Baudin, Leval-
lois, dem. pl. de 2 ^e élève. | |
| M. Prost, chez M. Imbert, 35, rue
de Crimée, Paris, demande
place de 2 ^e élève. | |

(S'adresser au Service).

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement
gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale.

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 28, rue de Surène, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ELYSÉES 04.96 — 08.98.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Adéniodé	Fébrifugine	*Ovoneurine
Agabourdol	*Ferrosine	*Ovonevrine
Agra	Fluidika	Paludicure
Alea	*Formi-Kola	Panacyl
Alzora	Galacalcine Latour	Pathéine
Amolin	Gaiacyl	Pelsano
Anhemorrhagol	Galica	Peptionyl
*Antibaccillase	Génidol	Pharmone
*Anudor	Génirol	Pharmose
Arguenol	Gonalyl	Pharmyl
Aristonal	*Guacol	Pharmyx
*Arsyl	Guirlax	*Phocéen
Aseptosol	Gyroline	Phormone
Biogénus	Hipparsyl	Phormose
Bismudol	Hydrosina	Phormyx
Bor Thimol	Ibéril	Pneumogénol
Calmopirine	Immunisol	Rénogène
Carbolan	*Inhalol	Rhéaldol
Carnifer	*Iodion	Robustol
*Cérovaine	*Iodium	Roxaline
*Cérovase	Iodolipase	Salpytol
Cholactase	Irisol	Saventine
Cinarsol	*Iskiémine	Sédatoce
Cissya	Kallistéine	Soluformol
Citroformine	Lano-cream	*Soporine
Conarsédol	Laringus	Sthénobiose
Cothiose	Lictase	Stibiobenzol
Croftol	Lobica	Stomocol
*Cyrlos	Malaricure	*Surrénal
Defort	Menopausol	Tannarsine
Dermalun	*Méphisto	Tanarsyl
Desforts	Microxyl	Tanosalyl
Dessica	Moruocithine	Tercorol
Dialirol	Muguivior	Térinos
*Dormine	Néophème	Terriglobine
Dysenter	Néotropine	Thébaïl
Ega	Néphrus	Toni-Kola
Elano	*Neurovoine	Trinène
*Enterinase	Nocadrényl	Urovigor
Entérogarsyl	*Œnophos	Vaselinoménol
Eucytogénol	*Ophtalmol	Vermigosine
Eulactyl	Oroxyl	Witsalt
Eurysine	Ovarioline	Zino
Fabris		

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (28, rue de Surène, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques, J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, V. PROUX.

50323-10-1919. — Paris. Imp. VILLAIN et BAR, 22, rue Dussouls.

BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES
PHARMACIENS DE LA SEINE
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Décembre 1919.

SOMMAIRE

Souhaits de bonne année, p. 381. — Avis important, p. 382. — Franco de port et d'emballage, p. 382. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 9 décembre 1919, p. 384. — Application du décret sur les substances vénéneuses, p. 390. — Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France, p. 391. — Vente des sérums de l'Institut Pasteur, p. 392. — Consultation des Pharmaciens du département de la Seine sur le futur Codex, p. 393. — Cérémonie commémorative en l'honneur des Médecins et Pharmaciens morts pour la France, p. 394. — Centenaire de l'Internat en Pharmacie, p. 395. — Conseil général des Sociétés d'arrondissements de Paris et de la Seine, p. 395. — Décret portant taxation de la vente en gros du sucre, p. 397. — Le Projet de loi sur la propriété commerciale, p. 398. — Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale de la Société Mutuelle d'Assurances contre le bris des glaces, p. 400. — Du rôle de la comptabilité dans le Commerce et l'Industrie, p. 405. — Association corporative des Pharmaciens de la réserve et de l'Armée territoriale, p. 407. — Citation et distinctions honorifiques, p. 408. — Nécrologie, p. 408. — Ordonnance suspecte, p. 408. — Informations, p. 409. — Bibliographie, p. 412. — Service de Placement de la Chambre syndicale, p. 413. — Marques de Fabrique, p. 415. — Table des Matières, p. 416.

SOUHAITS de BONNE ANNÉE

L'honneur est réservé au Directeur du *Bulletin* de présenter à ses confrères, au nom du Conseil de la Chambre syndicale, les vœux bien sincères, que nous formons tous, pour le succès de leurs affaires et pour la prospérité de notre Syndicat.

L'année 1919 a été particulièrement dure pour les défenseurs des prérogatives des détaillants.

Le succès ne nous sera assuré que si nous faisons une part plus large au soin de nos intérêts commerciaux.

On m'excusera de revenir sur un point particulier de l'activité syndicale qui n'a jamais cessé de me préoccuper. Je voudrais retenir l'attention de mes confrères sur la nécessité de se grouper pour les achats en commun. Les isolés subissent des conditions de plus en plus onéreuses. Les membres des groupements d'achats peuvent prétendre à des traitements plus favorables, à la condition de ne pas borner leur adhésion au versement d'une cotisation relativement minime.

Associés à une œuvre d'achats, ils doivent acheter à leur groupe-

ment, même si, pour certains articles, le groupement ne leur procure pas un avantage *immédiat*. Le principal est d'abord de faire le faisceau des intérêts : c'est le seul moyen de justifier des demandes de concessions désirables. Organisons-nous dans tous les arrondissements, soutenons les bonnes volontés des acheteurs principaux des groupements; suscitons autant de foyers commerciaux qu'il est nécessaire; défendons-nous : de toutes mes forces je sonne le ralliement pour 1920.

J. F.

N.-B. — Le *Bulletin* récapitulatif de variations est paru; le réclamer au siège social. Prix : 1 franc (par poste, 1 fr. 25).

AVIS IMPORTANT

A dater de janvier 1920, le *Bulletin* de la Chambre syndicale ne sera adressé *gratuitement qu'aux membres de la Chambre syndicale*.

Cette restriction nous est imposée par l'accroissement des prix d'impression et du papier.

Les pharmaciens qui se rendent compte de leur intérêt à connaître les renseignements officiels indispensables à l'exercice régulier de leur profession, sont instamment priés de s'abonner au *Bulletin*.

Le prix de l'abonnement est fixé à vingt francs par an (Paris et Province); à vingt-quatre francs (Etranger).

Les demandes d'abonnement devront être adressées *accompagnées du montant*, au Président de la Chambre syndicale, 5, rue des Grands-Augustins.

Les pharmaciens non syndiqués trouveront énumérés au verso de la première page de la couverture les avantages offerts à ses membres par la Chambre syndicale.

En prévision de l'augmentation prochaine du prix des timbres-poste, on est prié d'accompagner d'un *timbre pour réponse*, toutes les demandes de renseignements.

Ce n'est pas sans regret que nous imposons ces restrictions justifiées par toutes les élévations des dépenses; l'équilibre du budget de la Chambre syndicale est en cause : c'est notre excuse légitime.

J. F.

« FRANCO DE PORT ET D'EMBALLAGE »

Qu'ils soient d'Arras ou du pays gallois, les maîtres de la Droguerie déploient une ardeur peu commune, pour la défense acharnée de ce butin de guerre qu'est pour eux l'exonération du port et de l'emballage.

Avant la guerre, cette servitude grevait lourdement, paraît-il, le

budget des maisons de droguerie ; aussi, ces messieurs du Marais ont-ils profité des conditions exceptionnelles du marché, résultant de la longueur des hostilités, pour mettre sur les épaules du destinataire cette charge du port et de l'emballage.

De leur côté, les spécialistes qui n'ignorent pas le prix de la franchise que leur demandent les pharmaciens détaillants ne veulent pas en assumer tous les frais.

Ils consentent à expédier, par *quantité*, franco de port et d'emballage, aux grossistes et aux pharmaciens, mais ils se refusent à exonérer les grossistes des frais de réexpédition aux détaillants qui s'adressent aux grossistes pour le réassortiment.

Ils s'obstinent dans leur refus, parce qu'ils estiment suffisante la rémunération qu'ils concèdent aux grossistes, sous forme d'une remise réglementée.

Devant les difficultés qui s'opposaient à l'établissement de l'accord fondamental entre spécialistes et grossistes, pour le jeu normal de la réglementation, l'idée est venue aux pharmaciens de proposer l'élévation de la remise des détaillants, à la condition que les frais de port et d'emballage *resteraient* à la charge du destinataire.

C'était trop simple pour avoir chance de succès. On nous le fit bien voir à la Commission d'arbitrage. A notre stupéfaction, spécialistes et grossistes s'accordèrent, immédiatement, pour repousser en bloc l'arrangement pratique issu du cerveau simpliste de leurs indispensables collaborateurs.

Mes confrères saisiront certainement toute l'allure paradoxale de pareille attitude.

C'est par suite de cette surprenante opposition que les interminables pourparlers subissent un temps d'arrêt.

Du fait qu'ils ont rejeté nos propositions, les spécialistes et les grossistes bataillent pour résoudre le difficile problème du franco de port et d'emballage.

Dix jours après la dernière séance d'arbitrage, ils n'ont pas trouvé la combinaison qui assurerait à tous les détaillants de France l'intégralité de leur remise.

Au cours de l'année qui finit, les pharmaciens ont fait preuve d'une modération et d'une longanimité qui les autorisent à exiger de prochaines satisfactions.

Qu'il me soit permis de rappeler aux intransigeants spécialistes et grossistes ce vers de Corneille :

« Et le désir s'accroît, quand l'effet se recule. »

J. FEUILLOUX.

**Extrait du procès-verbal de la Séance du
CONSEIL D'ADMINISTRATION
du 9 décembre 1919.**

Présidence de M. BARTHET, Président.

Etaient présents. — MM. BARTHET, FEUILLOUX, BERNHARD, WEILL, COULLON, NORMAND, HERBAIN, JAMMES, BERTHET, COLLIN, COLLESSON, DELMOND, WALTER, GRÉS, FAYOL, POULH, RÖESKE, SERARD et GUIMOND.

Excusés : MM. LOISEL et CORDIER.

Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance. — Le procès-verbal de la dernière séance est adopté sans observation.

M. le Président. — En ouvrant la séance, je tiens à adresser nos plus cordiales amitiés et nos souhaits de bienvenue à M. GUIMOND qui, pour la première fois, va siéger parmi nous. Il est le remplaçant de M. LOISEL, nommé archiviste à une précédente réunion.

Démission d'un membre du Conseil. — M. le Président donne lecture au Conseil de la lettre suivante adressée par M. TRINQUART :

« J'ai vendu ma pharmacie à M. LAURIN qui en a pris possession hier.

« Comme j'ai toujours pensé que les pharmaciens vendant au détail « devaient être représentés au Conseil par un de leurs confrères exerçant dans les mêmes conditions, ce qui n'est plus mon cas, je vous prie de vouloir bien accepter ma démission de délégué de la 13^e circonscription. Je dois céder la place à un plus jeune et plus actif. « Ce n'est pas sans regret que je quitte le Conseil de la Chambre syndicale des pharmaciens, où j'ai rencontré tant de sympathies. »

Nous ne pouvons qu'exprimer tous nos regrets de voir M. TRINQUART nous quitter. Etant donné qu'il a vendu sa pharmacie, je crois que nous ne pouvons pas lui demander de revenir sur sa décision.

Le poste de délégué à la 13^e circonscription est donc vacant et nous ferons le nécessaire pour pourvoir au remplacement de M. TRINQUART.

Désignation d'un délégué pour la 16^e circonscription. — Les élections pour la désignation d'un délégué, en remplacement de M. LOISEL nommé archiviste, ont donné les résultats suivants :

Pharmaciens inscrits	33 voix.
Votants	48 —
Suffrages exprimés	48 —
M. GUIMOND	48 —

Correspondance. — M. le Président. — Le Bureau de la Chambre syndicale a décidé de s'affilier à l' « Association française pour la protection de la Propriété industrielle ».

Le Comité central des Chambres syndicales auquel la Chambre syndicale est affiliée va tenir une réunion, jeudi prochain, avec, à l'ordre du jour, les différentes questions suivantes :

1° Nouveau projet de loi relatif à la vente et au nantissement des fonds de commerce.

2° Examen du rapport de la Commission législative, du commerce et de l'industrie sur la prorogation des échéances et des intérêts moratoires.

3° Eventualités de remplacer les 52 semaines de 48 heures par 52 semaines de 51 heures ou 50 semaines de 54 heures.

M. COLLESSON, délégué de notre Chambre syndicale, se rendra à cette réunion et nous en donnera les résultats à notre prochaine séance.

M. le Président fait part au Conseil d'une lettre qui lui a été adressée par la Préfecture de police.

Cette lettre sera publiée in-extenso au prochain *Bulletin*.

Application de la loi de huit heures en pharmacie. — M. le Président. — Vous vous rappelez qu'à la dernière réunion extraordinaire que nous avons eue au sujet des élections consulaires, je vous avais fait part, en fin de séance, des suggestions que M. Frois m'avait soumises, lors de la dernière visite que je lui avais faite.

Or, depuis, j'ai reçu de M. Frois, délégué du Ministre, la lettre suivante :

Paris, le 4 décembre 1919.

M. FROIS, Inspecteur départemental du Travail, chargé du Contrôle de la première circonscription,

à M. BARTHET, à Paris.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Voulez-vous avoir l'obligeance de me faire savoir si vous accepteriez un règlement sur les bases suivantes :

« 1° 130 heures de dérogation dans l'année, ces heures ne devant pas être récupérées dans le temps.

« 2° Récupération dans le temps, à raison de huit heures pour un jour, des autres heures supplémentaires.

« Cela vous donnerait satisfaction, puisque pendant cinq mois les pharmaciens pourraient travailler neuf heures 1/2 par jour, une

« demi-heure seulement devant être compensée, ce qui correspond à 7 ou 8 jours de repos dans les cinq mois.

« Pouvez-vous me répondre à bref délai et me dire si vous acceptez de signer une convention qui liera les parties pendant une période à

« fixer.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués. »

Signé : FROIS.

Après une discussion très attentive du projet de M. Frois, la résolution suivante est adoptée par le Conseil :

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, après avoir pris connaissance des nouvelles propositions

envoyées par M. le Délégué du Ministre du travail aux représentants des pharmaciens, au sujet de l'application à la pharmacie de détail de la loi sur la journée de huit heures, et après avoir délibéré au sujet de ces nouvelles propositions ministérielles,

Décide de s'en tenir aux propositions déjà formulées par les pharmaciens, dans le dernier projet d'accord adopté par le Comité intersyndical et présenté au délégué du Ministre, et donne mandat à ses représentants au Comité intersyndical de continuer à y soutenir les propositions indiquées dans le dit projet.

Différends avec les Compagnies d'assurances. — M. le Président. — A la suite d'une lettre de M. FAYOL, il avait été décidé que nous écrivions au Comité des Assureurs pour lui demander si, éventuellement, il consentirait à accepter la création d'une Commission d'arbitrage composée de représentants des Compagnies d'assurances et de représentants des pharmaciens, pour solutionner à l'amiable les différends pouvant exister entre des Compagnies et nos confrères.

Voici la lettre que j'avais écrite à M. DELMAS :

Paris, le 2 décembre 1919.

M. DELMAS, Président du Comité des Assureurs-Loi.

48, rue de Londres, Paris.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Le Bureau de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine a été saisi à différentes reprises de litiges existant entre les Compagnies d'assurances et des pharmaciens du département, au sujet du règlement de leurs mémoires pour frais pharmaceutiques concernant les accidents du travail.

« Le Conseil d'administration de notre Chambre syndicale s'est préoccupé des difficultés qu'éprouvent ainsi les pharmaciens et, dans sa dernière séance, a décidé qu'il serait opportun d'envisager la création d'une Commission d'arbitrage composée de représentants des Compagnies d'assurances et de représentants des pharmaciens, pour solutionner à l'amiable les différends pouvant exister entre des Compagnies et nos confrères.

« Au nom de notre Conseil d'administration, j'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire savoir si le Comité des Assureurs-Loi serait disposé à entrer dans nos vues au sujet de la constitution d'une telle Commission mixte. Nous sommes persuadés qu'elle serait d'une réalisation facile et rendrait vraiment services aussi bien aux Compagnies d'assurances qu'aux pharmaciens du département de la Seine.

« Dans l'espoir d'une réponse favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments très distingués. »

Le Président.

N.-B. — Le Bureau de la Chambre syndicale se tiendrait éventuellement à votre disposition pour causer d'une façon plus approfondie de cette très intéressante question.

M. le Président. — En réponse, M. DELMAS m'a écrit la lettre suivante :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 2 courant, par laquelle vous voulez bien me faire part que votre Conseil d'administration a envisagé la création d'une Commission d'arbitrage composée de représentants des pharmaciens et de représentants des Compagnies d'assurances, à l'effet de solutionner amiablement les différends pouvant exister entre vos confrères et les Compagnies.
« A la prochaine séance plénière de notre réunion qui se réunira certainement au courant de ce mois, je soumettrai votre proposition à mes collègues et je vous communiquerai la décision qui aura été prise.
« Je vous prie d'agréer.... »

Cérémonie commémorative pour glorifier la mémoire des membres du Corps médical et pharmaceutique, tombés au Champ d'honneur. — Nous avons reçu, de l'« Association générale des médecins de France », la lettre suivante :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« L'Association générale des médecins de France et l'Association générale des pharmaciens organisent une cérémonie pour glorifier la mémoire des membres du Corps médical et pharmaceutique, tombés au Champ d'honneur.
« Cette cérémonie sera présidée par M. le Président de la République, le dimanche 25 janvier à la Sorbonne.
« Nous vous prions de bien vouloir faire désigner un délégué de votre Société, pour notre Comité d'organisation et de le prier d'assister à la réunion qui aura lieu le jeudi 4 décembre, à 5 heures, à l'Association générale des médecins de France, 5, rue de Surène.

Ordre du jour :

Organisation générale.

Programme de la cérémonie.

Examen des frais que pourra occasionner cette solennité et participation de chaque Société.

« Veuillez agréer.... »

Nous nous sommes donc rendus, M. COLLARD, M. FEUILLOUX et moi à une réunion du Comité d'organisation, et nous espérons pouvoir vous donner dans le *Bulletin* du 31 décembre le programme de cette cérémonie, car nous devons assister aux quelques séances préparatoires.

Bulletin de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine. — M. FEUILLOUX. — Vous vous rappelez qu'il y a deux mois, nous nous sommes occupés de réduire ou de ne pas réduire le tirage du *Bulletin*, en présence de l'accroissement des frais d'impression. Je crois nécessaire de vous soumettre à nouveau la question. Nous avons demandé à l'imprimeur un devis pour un tirage de 2.000 exemplaires (actuellement nous tirons à 2.500); or ce projet de 2.000 grèverait encore considérablement le budget de la Chambre syndicale.

Après discussion, le Conseil décide que, dorénavant, le *Bulletin* ne sera envoyé gratuitement :

- 1° Qu'aux membres de la Chambre syndicale.
- 2° Aux périodiques qui nous font l'échange, aux Présidents de fédération, aux facultés, etc.

Cet envoi sera supprimé aux non-syndiqués, à moins que ces derniers ne prennent un abonnement.

Le prochain *Bulletin* de décembre fera connaître ces nouvelles dispositions à tous nos confrères.

Syndicat de la pharmacie parisienne. — M. GUYOT, Président du Syndicat de la pharmacie parisienne, vient de nous adresser la lettre suivante :

« Le Syndicat de la Pharmacie parisienne désire voir porter à l'ordre du jour d'une prochaine séance du Comité intersyndical les questions suivantes :

« 1° Réglementation du prix de vente des spécialités (prix marqué avec remise de 30 %).

« 2° Réglementation du prix de vente des eaux minérales (remise 20 % au minimum).

« 3° Relèvement de l'indemnité du Service de nuit par la Préfecture de police (5 francs).

« 4° Diminution de la remise consentie à l'Assistance Publique pour les fournitures (20 % maximum).

« En vous transmettant ces desiderata, je vous prie d'agréer, mon cher Président, l'assurance de mes meilleurs sentiments confraternels. »

Cette lettre sera transmise au Comité intersyndical.

Secours. — Le Conseil examine les diverses demandes de secours qui lui ont été adressées par les pensionnées habituelles et vote, pour l'année 1920, des subventions.

Admissions. — M. BONNAIL (Antoine-Emile-Sophie), 158, rue de Villeneuve, à Alforville; parrains : MM. TREFAULT et MOREL.

M. CARARIN (Charles-Joseph-Antoine-César), 6, place Daumesnil, à Paris; parrains : MM. EPAILLY et ZIZINE.

M. GERODOLLE (Ferdinand), 10 bis, avenue de Saint-Ouen, à Paris; parrains : MM. JAMMES et WALTER.

M. GRAND (François-Elie), 34, boulevard de Clichy, à Paris; parrains : MM. MATHON et POUZIN.

M. GREL (Léon), 19, rue Pache, à Paris; parrains : MM. CASTILLE et LESURE.

M. LEBATARD (Camilie), 140, rue du Temple, à Paris; parrains : MM. TOUROUDE et GIGON.

M. LEOBON (Auguste-Alphonse), 5, rue Lebon, à Paris; parrains : MM. DUBOST et GOBERT.

M. MATOLY (Gaston-Charles-Victor), 9, Rond-Point-de-Longchamp, à Paris; parrains : MM. JAMMES et BARTHET.

M. PAILLARD (Julien-Gustave), 144, boulevard de Ménilmontant, à Paris; parrains : MM. DUFAY et DUTERTRE.

M. SCHMIT (Gaston-François), 71, rue Sainte-Anne, à Paris; parrains : MM. FEUILLOUX et COULLON.

M. TIXIER (Alexis-Jean), 11, rue du Pont-d'Ivry, à Alfortville; parrains : MM. ROUCHON et ETIENNE.

M. TOPIK (Jules-Léon), 1 bis, rue Lallier, à Paris; parrains : MM. FAGARD et FIALIP.

M. TRICOT (Augustin), 77, avenue Ledru-Rollin, Le Perreux; parrains : MM. LEFÈVRE et CHENEGROS.

M. KHANDJIAN, 100, rue de Paris, à Clichy; parrains : MM. BUCHET et LIA.

Candidatures nouvelles. — M. BAILLY-SALIN (Louis-René), 240, rue Croix-Nivert, à Paris.

M. BARBEROUSSE (Maurice-Henri-Emile), 4, rue Antoinette, à Paris.

M. CHAUMONT (René-Elie-Léopold), 182, rue de la Convention, à Paris.

M. PIALOUX (Adolphe-Antoine), 55, rue de Chabrol, à Paris.

M. RENAUX (Eugène), 38, rue Ramey, à Paris.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président, les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Démission. — M. CHARPENTIER, 5, avenue du Petit-Parc, à Vincennes, n'exerçant plus la pharmacie et devant quitter sous peu le département de la Seine, nous adresse sa démission de membre de la Chambre syndicale.

Affaires judiciaires. — M^e LEMOINE nous informe que M., poursuivi pour exercice illégal de la pharmacie, vient d'être condamné à 500 francs d'amende et 1.000 francs de dommages-intérêts envers notre Chambre syndicale.

Commission d'arbitrage. — M. FEUILLOUX expose les pourparlers engagés entre les Syndicats de Réglementation, le Syndicat général de la Droguerie française et les Syndicats de pharmaciens détaillants à l'effet d'obtenir :

1^o L'intégralité de la remise.

2^o L'élévation du taux de la remise.

Il donne communication du rapport rédigé par M. DORÉ au nom des pharmaciens détaillants.

Une discussion animée s'engage sur les pourparlers en cours et dont la solution est envisagée pour la prochaine réunion de la Commission d'arbitrage qui doit se tenir avant le 20 décembre. Le Conseil d'administration donne à M. FEUILLOUX et à M. BERNHARD des indications précises en vue d'aboutir au mieux des intérêts des pharmaciens détaillants.

Sur la proposition de M. BARTHER, le Conseil adopte la décision suivante :

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine décide de donner mandat à ses représentants à la Commission d'arbitrage de défendre ardemment le principe suivant :

Assimilation complète des Sociétés pharmaceutiques d'achats (comme, par exemple : le Comptoir National de la Pharmacie, ou les Sociétés pharmaceutiques d'arrondissements telles que la Régalia, la Société de l'Etoile, la Société Parmentier, etc.) à des maisons de gros.

Par suite, égalité absolue entre ces Sociétés pharmaceutiques d'achats et les grossistes, droguistes ou intermédiaires au point de vue de l'intégralité du taux de la remise à leur accorder par les fabricants de produits pharmaceutiques sur les spécialités.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son état de caisse qui se solde, au 30 novembre dernier, par un excédent de 7.874 francs.

Le Secrétaire-général,

G. BERNHARD.

APPLICATION DU DÉCRET SUR LES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES

Lettre de M. le Préfet de Police au Président de la Chambre Syndicale.

Paris, le 19 novembre 1919.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement m'a signalé que, contrairement aux dispositions de l'article 40 § 2 du Décret du 14 septembre 1916, en vertu duquel les médecins ne peuvent s'approvisionner qu'auprès des pharmaciens de leur commune, certains praticiens se font envoyer par la poste, sous couleur d'échantillons, des boîtes d'ampoules de ces toxiques, échappant ainsi à la surveillance que doivent exercer les Administrations Préfectorales.

Il rappelle que les médecins, désireux d'expérimenter des préparations contenant des toxiques, ne peuvent demander et recevoir des échantillons que par l'intermédiaire des pharmaciens de leur commune qui les prennent en charge dans leur comptabilité des substances du tableau B, en inscrivent l'entrée et la sortie sur leurs registres et communiquent aux Préfectures les demandes de ce genre. Cette manière de procéder permet d'éviter que, sous couleur d'expérimentation médicale, des médecins ne se procurent indûment et illégalement des stupéfiants.

En conséquence, et conformément à ces instructions, j'ai demandé à M. le Président du Syndicat de la Droguerie française et à M. le Président de la Chambre Syndicale des fabricants de produits pharmaceutiques, de mettre en garde contre les pratiques susvisées, les fabricants de ces sortes de produits et principalement les fabricants de spécialités analogues telles que : sedol, pantopon, pavéron et autres, et les inviter à s'abstenir d'en faire des envois directs sous forme d'échantillons aux médecins domiciliés dans une autre commune que la leur.

J'ai l'honneur de vous en informer et de vous prier de vouloir bien porter également ces dispositions à la connaissance de ceux de vos adhérents qu'elles sont susceptibles d'intéresser.

Vous ne leur laisserez pas ignorer que si, au cours de ses visites, le Service d'Inspection des Pharmacies est amené à constater que des expéditions des produits dont il s'agit sont effectuées dans des conditions signalées comme illicites par M. le Ministre de l'Agriculture, des infractions au Décret du 14 septembre 1916 seront relevées à leur charge, par procès-verbaux qui seront transmis par mes soins aux Tribunaux compétents.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

P. le Préfet de Police :
Le Chef de la 2^{me} Division,
Marc HONNORAT.

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS PHARMACEUTIQUE DE FRANCE

Paris, le 6 décembre 1919.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Monsieur le Ministre de l'Intérieur a envoyé aux Préfets une lettre relative à la vente des sérums de l'Institut Pasteur ; nous vous en faisons parvenir une copie.

Avant qu'elles fussent arrêtées par le Ministre et par l'Institut Pasteur, les dispositions contenues dans cette lettre avaient été exposées à vos représentants ; ceux-ci ont été unanimes à penser qu'il y avait lieu de favoriser l'établissement de la nouvelle organisation.

Le premier acte à accomplir est la constitution, dans chaque département, d'au moins un dépôt de sérums destinés à la vente au public. aux services d'assistance et de prophylaxie, les hôpitaux seuls seront gratuitement servis par l'Institut Pasteur, ainsi que le dit la lettre du Ministre. Veuillez nous faire connaître s'il vous paraît suffisant que, pour votre département, rien ne soit modifié à la manière dont les pharmaciens achètent leurs sérums de l'Institut Pasteur.

S'il n'existe, dans votre département, aucun dépôt pour les pharmaciens, des sérums de l'Institut Pasteur, nous vous conseillons d'en organiser un dans le plus bref délai, chez un de nos Confrères pour qu'il soit facile à tous les pharmaciens de répondre très rapidement aux demandes qui leur parviendraient. Les Confrères qui voudront bien accepter d'être dépositaires s'adresseront directement à l'Institut Pasteur (rue Dutot, Paris, xv^{ème}) duquel ils recevront l'approvisionnement qui leur sera nécessaire, approvisionnement dont ils fixeront eux-mêmes l'importance. Une enquête sommaire vous permettra de connaître la quantité approximative des divers sérums vendus, pendant un mois par exemple, dans votre département ; ce sera une base pour constituer l'approvisionnement du dépositaire, approvisionnement qui doit être suffisant sans être excessif, les envois de l'Institut Pasteur aux dépositaires pouvant être fréquents.

Pour le public, le prix des sérums liquides est fixé indistinctement et obligatoirement à 4 francs le flacon ordinaire (10 c. c.), à 8 francs le flacon double (20 c. c.) ; celui du sérum desséché est de 5 francs. Pour les pharmaciens, les prix sont : 3 francs, 6 francs et 3.75. Pour les dépositaires, les prix sont : 2.75, 5.60 et 3.50. Port et emballage à la charge du destinataire ; paiement sur relevé trimestriel des envois.

Notre Conseil d'Administration compte, Monsieur le Président, que vous l'aidez à faire fonctionner le nouveau service, et que vous aviserez tous les pharmaciens de votre département de son organisation, dès que celle-ci sera arrêtée. Il vous prie de nous faire connaître, avant le 15 décembre, les décisions prises pour votre département.

Pour le Bureau de l'Association,

Le Secrétaire :

E. COLLARD.

VENTE DES SÉRUMS DE L'INSTITUT PASTEUR

Circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur aux Préfets.

Depuis 1894, l'Institut Pasteur envoie gratuitement à toutes les Préfectures les sérums antidiphtériques destinés aux services des hôpitaux et des indigents.

Par suite de la découverte de nouveaux sérums, MM. les Préfets ont demandé non seulement le sérum antidiphtérique, mais encore tous les nouveaux sérums et en particulier les sérums antiméningococcique, antitétanique, antistreptococcique et antipneumococcique.

Alors que MM. les Pharmaciens ont pris l'habitude de se tenir approvisionnés de sérum antidiphtérique, le plus souvent ils ne possèdent pas les autres sérums et, dès lors, les médecins ne pouvant se procurer ces derniers que dans les Préfectures, des sérums destinés aux indigents sont utilisés par des malades pouvant payer.

La gratuité des sérums, accordée à tout venant ne se justifie pas : les sérums doivent être assimilés aux autres médicaments, dont la population s'approvisionne à ses frais dans les officines pharmaceutiques.

En présence de cette situation, j'ai décidé que l'Institut Pasteur continuera à approvisionner de sérums directement et gratuitement, sur leur demande, les services hospitaliers.

Pour tous autres usages (médecins, particuliers, assistance, services publics de prophylaxie), la délivrance des sérums sera faite à titre payant, et se fera par l'intermédiaire des Pharmaciens, lesquels seront régulièrement approvisionnés par leurs Associations ou Chambres Syndicales. Celles-ci s'adresseront aux services de l'Institut Pasteur. Il demeure, d'ailleurs, bien entendu qu'une spéculation illicite ne devra pas être tolérée de la part du Pharmacien, le prix limitatif de vente ayant été fixé indistinctement pour les divers sérums de l'Institut Pasteur à 4 francs la dose.

Les dépenses qui résulteraient pour les services publics d'épidémie du régime établi par la présente circulaire seront réglées suivant les espèces, à la charge des divers chapitres budgétaires afférents aux services d'assistance et d'hygiène.

Ces mesures seront applicables à dater du 1^{er} janvier 1920.

Pour le Ministre :

Le Directeur,

VALETTE.

Consultation des Pharmaciens du département de la Seine sur le futur Codex ⁽¹⁾ (Suite)

Notre referendum en est maintenant aux produits soumis à l'étude de la 7^e et de la 8^e Sous-commission de la Société de pharmacie.

La 7^e Sous-commission est composée de MM. CRINON, DUMOUTHIERS, LEFÈVRE, HÉRISSEY et BOURDIER. Nous lui demandons l'étude des produits suivants :

Tisane de bourdaine. — Suspension de sulfate de baryte et de sels de bismuth pour examens radiographiques. — Essence de térébenthine émulsionnée (Embrocation térébenthinée).

A la 8^e Sous-commission, composée de MM. GRIMBERT, GAILLARD, VAUDIN, THIBAUT et PÉPIN, nous demandons d'étudier :

Teintures d'aubépine, d'anémone, de passiflore, de chanvre indien, de cannabine, de piscidia erythrina, de veratrum, de combretum. — La modernisation de la formule du laudanum de Rousseau l'alcoolature de marron d'Inde. — Solution alcoolique de trinitrine à 1/100^e.

(1) Voir nos *Bulletins* d'août, septembre, octobre et novembre 1919.

Liqueur ammoniacale anisée, teinture d'iode chloroformique, iodacétone, une mixture pour inhalations.

Elixir de peptonate de fer. — Elixir de nucléinate de soude. — Révision de la formule de l'Elixir de terpine qui ne donne pas un produit stable.

Définition de la bière de malt médicinale (minimum d'extrait, minimum d'activité diastasique).

Notre prochaine consultation portera sur les catégories suivantes :

Extraits de plantes. — Extraits d'organes et ferments digestifs. — Sirops. — Mellites. — Oxy mellites. — Conserves. — Electuaires. — Opiats. — Gelées. — Pâtes. — Saccharures. — Tablettes. — Bains. — Ampoules et solutés injectables. — Espèces et cigarettes médicamenteuses. — Pilules. — Comprimés. — Granules. — Capsules. — Gargarismes. — Injections.

(à suivre).

Pour le Comité disciplinaire,

E. DUFAU, 56, rue du Cherche-Midi, Paris, 6^e.

CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE en l'honneur des Médecins et Pharmaciens morts pour la France

En collaboration avec toutes les Sociétés scientifiques et professionnelles, médicales et pharmaceutiques, l'Association générale des Médecins de France et l'Association générale des Pharmaciens ont organisé une cérémonie commémorative pour glorifier la mémoire des médecins, pharmaciens et étudiants tombés au champ d'honneur.

Présidee par M. le Président de la République, cette cérémonie aura lieu le dimanche 25 janvier dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Le Comité d'organisation s'est déjà assuré des concours gouvernementaux, scientifiques, professionnels et artistiques, destinés à donner à cette manifestation tout l'éclat qu'elle comporte.

Les médecins et pharmaciens qui désireraient assister à cette cérémonie sont priés de se faire inscrire, le plus tôt possible, à l'Association des Médecins de France, 5, rue de Surène, en indiquant le nombre de places qui devraient être réservées pour chacun d'eux.

Ils sont également invités à faire connaître les noms et adresses des familles des Confrères morts pour la Patrie, pour que des cartes d'invitation puissent leur être envoyées en temps utile.

De plus, nous désirerions savoir les noms et adresses de médecins, pharmaciens et étudiants, mutilés de guerre, susceptibles d'assister à cette cérémonie.

Cette glorification des héros du corps médico-pharmaceutique est faite en plein accord avec la Faculté de Médecine, qui, de son côté, a pris l'initiative de l'érection d'un monument, destiné à perpétuer la mémoire de ceux des nôtres qui sont tombés pour la France.

Prière d'envoyer les souscriptions au D^r Jules BONGRAND, trésorier général de l'Association générale, 5, rue de Surène.

Centenaire de l'Internat en Pharmacie

Les pharmaciens, anciens internes des hôpitaux de Paris, qui n'auraient pas été touchés par la lettre circulaire du Centenaire de l'Internat en Pharmacie, ou qui n'y auraient pas encore répondu, sont priés d'envoyer leur adresse à M. Goris, pharmacien-chef à la Maison municipale de santé, Secrétaire général de l'Association des Anciens Internes, 200, faubourg St-Denis, Paris Xe, en vue d'établir le nouvel annuaire. Celui-ci fera partie du Livre d'Or qui paraîtra à l'occasion du Centenaire.

Nous rappelons que le prix minimum de souscription du Livre d'Or est de 40 francs.

CONSEIL GÉNÉRAL

des Sociétés d'Arrondissements de Paris et de la Seine

La dernière séance de ce Conseil se tint le 4 juillet 1914. Par suite des événements qui se succédèrent après cette date et qui enlevèrent la plupart de ses membres pour la mobilisation, cet organe de la vie syndicale tomba dans le sommeil. Plusieurs sociétés ayant manifesté au président de la Chambre syndicale le désir de voir renaitre les réunions de ce Conseil, M. Barthet s'empessa de déférer à leur désir, en priant les présidents des diverses Sociétés de faire désigner leurs délégués ; ceci obtenu, il les convoqua pour le 20 décembre 1919.

Etaient présents : M. JAMMES, représentant la Société « L'Etoile. »

MM. GAUCHER et FRÉZALS, pour la « Regalia ».

M. WEILL, pour la Société du XIV^e arrondissement.

MM. CASSAN et LIOUST, pour la Société du XV^e arrondissement.

M. HERBAIN, pour la Société du Luxembourg.

M. ENOS, pour la Société de Neuilly.

M. WALTER, pour la Société d'Asnières.

Excusés : MM. PÉAN, POUILH.

Le président de la Chambre syndicale ouvre la séance à 2 h. 1/2 ; il souhaite la bienvenue aux membres présents et exprime le désir de voir les travaux reprendre leur activité d'autrefois.

M. HERBAIN, doyen d'âge, lui succède et fait procéder au vote qui doit désigner le bureau définitif.

M. JAMMES, de « L'Etoile », est élu président ; M. CASSAN, vice-président ; M. WEILL, secrétaire et M. LIOUST, trésorier en remplacement de M. TORAUDE, démissionnaire.

M. JAMMES, dans une chaude et vibrante allocution, remercie les délégués de la marque de confiance qu'ils viennent de lui accorder ; il exprime le vœu que nos travaux soient fertiles en résultats heureux ; il compte sur une présence assidue aux séances et, grâce à une féconde collaboration des membres, des conséquences bienfaisantes verront le jour dans notre profession.

A l'unanimité, M. HERBAIN est nommé Président honoraire.

Immédiatement la discussion se porte sur une question d'actualité brûlante, puisque grosse d'intérêt : la remise insuffisante que les spécialistes accordent aux pharmaciens. Il faut à ce dernier une rémunération sérieuse, proportionnée aux dures exigences de notre époque ; c'est une nécessité criante d'autant plus urgente que le développement de la rubrique — spécialité — se fait sentir chaque jour plus fort. Il faut persuader nos confrères spécialistes de la justesse de nos revendications et leur rappeler que notre concours dans la prospérité de leur marque est non seulement précieux, mais indispensable.

M. ENOS se plaint des grossistes en spécialités qui prélèvent une partie de la remise accordée au pharmacien pour augmenter injustement la part qui leur est consentie par le fabricant. M. WEILL rassure M. ENOS ; le point signalé a été l'objet des préoccupations de nos mandants à la Commission d'arbitrage, et le principe de l'intégralité de la remise a été sauvegardé avant toute autre discussion.

Le trésorier est invité à se mettre en relations avec M. TORAUDE, trésorier sortant, et rendra compte à la prochaine réunion de l'état de caisse.

En outre, il est décidé qu'aucune question ne pourra être abordée en séance si elle n'a été soumise par lettre au président huit jours avant la date d'une réunion.

Le président de la Chambre syndicale demande la parole pour mettre l'assemblée au courant des pourparlers en cours avec les spécialistes ; on peut les résumer d'un mot, les conversations se poursuivent de manière difficile et lente.

La réunion fixe l'ordre du jour de la prochaine séance, qui se tiendra le 23 janvier 1920 :

- 1° Examen des statuts des Sociétés fédérées ; essai d'uniformisation ;
- 2° Modèle d'adhésion à fixer ;
- 3° Moyens à envisager pour obtenir que toute spécialité soit affiliée à un groupement de réglementation ;
- 4° Fixation de la quotité de cotisation que les diverses Sociétés d'arrondissements doivent verser au Conseil.

La séance est levée à 5 heures.

En principe, les réunions sont mensuelles et fixées au quatrième vendredi du mois.

Le secrétaire,

Georges WEILL.

DÉCRET

portant taxation de la vente en gros du Sucre du Ravitaillement, pour la consommation familiale (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Décrète :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent décret, le sucre réparti par l'Administration du ravitaillement à la consommation familiale, ne devra pas être vendu en gros à des prix supérieurs aux taux suivants :

1° Sucre raffiné, cassé et rangé en boîtes de carton, ou en caisses ou en paquets contenant 5 kilogr., ou plus, y compris le droit de consommation, 290 francs les 100 kilogr. ;

2° Sucre raffiné, cassé et rangé en boîtes de carton, ou en paquets, contenant 1 kilogr., au moins, majoration de 2 fr. 25 par 100 kilogr. sur le prix fixé au n° 1 ;

3° Sucre raffiné en poudre, glace ou semoules diverses, marchandise logée, y compris le droit de consommation, 290 francs les 100 kilogr. ;

4° Sucre en pains, marchandise nue, mais y compris le droit de consommation pour les pains au-dessus de 3 kilogr., 286 fr. 50 les 100 kilogr. ;

Le prix des pains de 3 kilogr. et au-dessous sera majoré de 1 fr. 50 par 100 kilogr. sur le prix ci-dessus : il sera par suite de 288 francs les 100 kilogr. ;

5° Sucre en morceaux irréguliers, gros et petits déchets de sucre, marchandise logée, y compris le droit de consommation, 286 fr. 50 les 100 kilogr. ;

6° Sucre blanc cristallisé ou granulé, de toute origine, y compris le droit de douane applicable aux sucres étrangers, et le droit de consommation, marchandise logée, 270 francs les 100 kilogr. ;

7° Sucre cristallisé ou granulé en poudre, glacé, pilé ou semoules diverses, marchandise logée, majoration de 3 francs par 100 kilogr. sur le prix fixé au n° 6, soit 273 francs par 100 kilogr. ;

8° Sucre cristallisé, en gros et petits grains, dit extra, marchandise logée, majoration de 3 francs par 100 kilogr. sur le prix fixé au n° 6, soit 273 francs les 100 kilogr. ;

9° Vergésoises ou bâtarde (sous-produits de la raffinerie), marchandise logée, 265 francs les 100 kilogr., base 88°.

Ces prix s'entendent de la marchandise payée comptant à la livraison et prise dans les fabriques, dans les raffineries ou dans les entrepôts ou pour les sucres importés rendus à quai port français ; il ne comprennent

N.-B. Par décision de M. le Préfet de Police, le sucre réparti aux pharmaciens, leur sera facturé : 3 fr. 05 le kilog. par M. DREUX, 41, rue de Volta, chargé de la distribution. S'y adresser, à partir du 3 Janvier.

(1) *Journal Officiel*, 21 décembre 1919.

ni la taxe de raffinage (2 francs par 100 kilogr.), ni le droit de surveillance (8 centimes par 100 kilogr.), qui sont dus par les sucres raffinés et granulés et leurs dérivés.

ART. 2. — Toute vente en gros du sucre réglementée par l'article 1^{er} qui serait effectuée à dater de la promulgation du présent décret à des prix supérieurs à ceux fixés à cet article sera punie des peines prévues à l'article 9 de la loi du 20 avril 1916.

ART. 3. — Pour la mise en application des dispositions du présent décret, les raffineurs seront astreints à faire à l'Administration des contributions indirectes une déclaration indiquant les quantités de sucre, soit brut, soit raffiné, provenant des cessions de l'Administration du ravitaillement, qu'ils détenaient dans leurs usines, magasins ou dépendances à la date de la publication du présent décret.

ART. 4. — Sont abrogés les décrets susvisés des 10 juillet et 16 septembre 1918.

Fait à Paris, le 20 décembre 1919.

R. POINCARÉ.

LE PROJET DE LOI sur la Propriété Commerciale

La Chambre des Députés a adopté le 12 mars 1919 un projet de loi sur la « protection de la propriété commerciale », qui intéresse d'une façon générale tous les possesseurs de fonds de commerce, et qui ne peut, par suite, rester indifférent aux pharmaciens.

Ce projet n'a pas encore été soumis aux délibérations du Sénat; d'autre part, comme il émane de l'ancienne législature, il semble qu'il soit constitutionnellement devenu caduc et que, même adopté par le Sénat, il doive nécessairement être à nouveau soumis aux délibérations de la Chambre élue le 16 novembre.

Le nouveau Sénat et la nouvelle Chambre l'adopteront-ils tel quel? Il est assez vraisemblable que le projet sera modifié, mais par ailleurs, il ne semble pas que la présente législature se puisse refuser désormais à résoudre un problème agité depuis près de dix ans, et dont une démonstration récente (8 novembre 1919) de la puissante Fédération des commerçants a entendu souligner l'importance et la maturité.

Nous n'avons pas la prétention de vouloir traiter ici à fond cette question qui soulève tant de difficultés, fit couler tant d'encre, et provoqua tant de réunions passionnées!

Nous prions ceux qui désireraient avoir de la matière une connaissance plus complète de se reporter aux travaux publiés de 1911 à nos jours (1), et nous nous contenterons d'examiner pratiquement le projet

(1) Rapport H. BERNARD, présenté au Comité de défense de la propriété commerciale (1913); Conférence du 7 novembre 1913 aux Sociétés Savantes, par A. MACAIGNE; communication à la Société d'Economie politique, par le même (*Journal des Economistes*, 15 déc. 1913); article de L. BRUZEAU dans le *Journal des Restaurateurs et Limonadiers*, du 6 nov. 1913; article A. MACAIGNE

actuel, d'en souligner succinctement les avantages et les inconvénients. La thèse des partisans de la reconnaissance de la propriété commerciale peut se résumer ainsi :

Le fonds de commerce est une valeur créée, en un lieu donné, par celui qui l'exploite, elle est donc sa chose. Or, cette valeur ne peut se déplacer sans s'amoinvrir, parfois même sans se perdre complètement pour son auteur, car elle demeure, en quelque sorte, attachée à l'immeuble qui l'abrite.

Il en résulte que la propriété du fonds de commerce se trouve à la merci de celui qui peut, dans l'état actuel de notre législation, la priver de son attribut essentiel, le domicile. De plus, le bailleur qui refuse un renouvellement du bail au locataire-commerçant retient injustement la plus-value que l'exercice du commerce a pu procurer à l'immeuble. Il en profite sous la forme de loyers plus élevés consentis au successeur du locataire évincé. Au besoin, il dispose de la valeur même du fonds en installant personnellement, ou par l'intermédiaire d'un tiers, un commerce similaire, dont le lancement et l'achalandage auront été épargnés au nouveau bénéficiaire par le travail du prédécesseur. D'où nécessité de consacrer législativement cette propriété morale et de la protéger contre les abus du droit du propriétaire. Les arguments justifiant la reconnaissance de la propriété commerciale étant ainsi exposés, nous laisserons volontairement de côté toute polémique, pour ne considérer que l'application qu'en fait le projet de loi actuel.

Tout d'abord, une objection de forme : le projet est long et mal rédigé; il gagnerait en clarté et en concision à être réduit de moitié.

Quels principes consacre-t-il? On peut les résumer ainsi :

1° Le propriétaire ne peut plus refuser purement et simplement le renouvellement du bail (échec à l'article 1134 C. Civ. : les conventions font la loi des parties);

2° Le locataire a un droit de priorité pour louer à nouveau les locaux qu'il occupait;

3° Le propriétaire ne peut refuser le renouvellement qu'en justifiant sa décision par des motifs graves et légitimes, à défaut il encourt des dommages-intérêts; même en justifiant son refus à l'aide de motifs légitimes, le propriétaire peut encourir des dommages-intérêts, s'il est

dans l'*Information* du 8 juillet 1913; article de Pierre CHAIS dans l'*Echo de Paris* du 17 nov. 1913; article de Jean JAURÈS dans l'*Humanité* du 12 nov. 1913; article de DELHAY et OURY dans le *Journal de la Seine* du 5 oct. 1913; article d'André MÉZELAN dans la *Chambre des Propriétaires* du 1^{er} déc. 1913; article de M. CACHIN dans l'*Humanité* du 23 sept. 1913; article de Fernand JACQ dans la *Revue Judiciaire* du 15 janv. 1914; article du même auteur dans la *Revue Int. de l'Industrie, du Commerce et de la Banque* du 31 mars 1914; article du même auteur dans l'*Information Economique* du 31 oct. 1917; publication de la *Chambre des Propriétaires* de mars 1919; brochure d'H. CARRÉ chez Rousseau, éditeur, rue Soufflot; thèse de G. TORRANT, lauréat de la Faculté de droit de Grenoble, février 1919; *L'Abus de droit*, par CHARMONT dans la *Revue trimestrielle et Droit civil*, I. 1902, et les rapports et discussions afférents aux divers projets de loi de Thalamas (1911) du 17^e Congrès de la Propriété bâtie du 5 nov. 1912, de LAUCHE (1913), de LÉPINE (1913), de DESPLAS (1913), G. BERRY (1913), projets DELHAY et OURY (1914), BRUZEAU (1914), etc., et les propositions de modification de l'article 1717 C. Civ. de MM. THIERRY, FAUCIOT, GRAVELLE, etc.

établi qu'il en retire, lui ou son nouveau locataire, un enrichissement :

4° En l'absence d'accord sur le prix, le locataire-commerçant peut citer le propriétaire devant des arbitres qui décident souverainement ;

5° Le bailleur peut refuser le renouvellement, mais seulement pour occuper lui-même les locaux et en s'interdisant pendant six ans d'y exercer un commerce similaire ; le même délai s'observe à l'égard d'une location à un commerçant concurrent ; une seule réserve est admise : lorsqu'il s'agit de locaux spéciaux (établissement de bains, théâtre, par exemple) ; mais, dans ce cas, il peut y avoir lieu à indemnité pour l'enrichissement obtenu du fait du locataire originaire.

Des dispositions secondaires décident : que la demande du locataire sortant doit être réclamée deux mois avant la fin du bail pour un renouvellement d'égale durée, que le Tribunal compétent est celui de la situation de l'immeuble, que les actions se prescrivent par deux ans à dater de l'expiration du bail, que les baux emphytéotiques (durée maxima 99 ans) échappant à l'application de la loi, que toutes dispositions contraires sont nulles, etc.

Le projet est très combattu à cause de l'atteinte portée à la propriété et à la liberté des conventions prétendent les uns, à cause de son insuffisance, prétendent les autres.

Il gagnerait, en tous cas, à être plus concis et, par suite, plus clair ; d'autre part, il paraît inapplicable en ce qui concerne la thèse de l'enrichissement sans cause, la preuve en ces matières délicates étant particulièrement difficile, sinon même impossible.

Tel est, réduit à un simple exposé de caractère pratique et dégagé de toute considération juridique et économique, le projet de loi voté par la défunte Chambre, et que le nouveau Parlement modifiera sans doute encore avant qu'il ne devienne l'une des lois les plus considérables de l'époque contemporaine.

Fernand JACO,
Docteur en droit,
Avocat à la Cour d'Appel.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
de l'Assemblée générale de la Société Mutuelle
d'Assurances, contre le Bris des Glaces, 13 décembre 1919

Allocution de M. BETTOUT, Président.

MES CHERS CONFRÈRES,

Nous avons au cours de cette Assemblée générale à nous occuper de la Caisse Spéciale et de la Caisse Ordinaire.

Nous vous parlerons tout d'abord de la Caisse Spéciale venue au monde assez laborieusement après le premier bombardement par avions (janvier 1918) elle faillit sombrer sous le fracas de l'explosion

de la Courneuve ; les prescriptions impératives de la loi du 31 mars 1918 nous causèrent aussi quelques ennuis, mais nous insistâmes et notre persévérance fut récompensée par l'adhésion finale de 645 confrères, bons mutualistes. Ce nombre fut ramené à 587 pour le deuxième appel de fonds et se réduisit à 574 pour le troisième et dernier versement.

Grâce à ces adhérents, nous pûmes secourir 55 confrères sinistrés. Le montant individuel de nos secours fut très variable (de 19 fr. 20 à 5.000 francs), mais il fut versé très rapidement. En outre, nous donnions des conseils à nos confrères ou à leur gérants pour la marche à suivre dans leurs recours contre l'Etat ou le Département. Notre miroitier les aidait à se clore rapidement etc. En un mot nous mettions en pratique notre devise : Mutualité et solidarité.

Comme vous le constaterez à la lecture du bilan, la Caisse Spéciale avait au 31 décembre 1918, une somme de 4.947 fr. 35 en caisse.

Cet avoir représentait :

Sinistres à régler	4.831.60
Solde, sauf imprévu	115.75

Le manque de matières premières seul, retarde le règlement de ces sinistres.

Et puis quelques sociétaires aimables consentent à attendre des jours meilleurs.

Dans ces conditions, la liquidation de ces sinistres peut être assez longue.

Nous avons donc déposé les fonds dans la caisse de la Mutuelle-Glaces, et nous vous demandons de vouloir bien ratifier ce dépôt.

Vous aurez aussi à dire si vous êtes d'avis que la Mutuelle-Glaces incorpore le solde actuel de la Caisse Spéciale, ou bien si vous préférez que les écritures futures fassent état, par lignes distinctes, de l'emploi de ce solde.

J'aborde maintenant la situation de la Caisse Ordinaire. Vous avez tous, ou la plupart, été mis au courant des faits.

Nous devons nous attendre à subir les conséquences de la hausse invraisemblable survenue, non seulement dans le prix des matières premières, mais de la main-d'œuvre, et je dois dire que cette situation s'aggrave chaque jour, car nous avons à subir la crise de production, résultat de la destruction des usines, la crise du change, et la crise de main-d'œuvre, sur lesquelles, sont en outre venues se greffer les lois économiques et sociales que nous connaissons tous.

Il résulte de tous ces faits que notre Société, après avoir tenu pendant toute la guerre, s'est trouvée déficitaire en 1918.

Le déficit était léger. Ce n'était qu'un avertissement. La situation s'est considérablement aggravée au cours de l'exercice 1919, et à tel point, que nous avons dû recourir à la révision individuelle de tous nos risques.

Cette révision a donné de bons résultats.

Nos sociétaires ont, dans la grande majorité, je puis dire 98 0/0, accepté nos suggestions, et ceux qui ont hésité, sont ensuite revenus, à part 4 ou 5 cas isolés.

Nous n'avons pas terminé cette révision, et nous la poursuivrons consciencieusement. Mais nous avons conservé notre stabilité.

Nous pouvons, dès à présent, continuer d'envisager l'avenir avec calme et confiance, car notre Société pourra, grâce au bon esprit de ses Sociétaires, continuer sa mission avec l'empressement et la bonne grâce que nous connaissons tous à son directeur.

Le Président donne ensuite la parole à M. Postel, commissaire-vérificateur des comptes pour l'exercice 1918 :

RAPPORT

du Commissaire des Comptes pour l'exercice 1918

MES CHERS CONFRÈRES,

Je viens vous présenter l'exposé de la situation financière de notre Société contre le bris des glaces et de sa filleule de guerre, la *Caisse Spéciale*, pendant l'exercice 1918 :

1° Société Mutuelle d'Assurances contre le bris des glaces,

Au cours de cet exercice le recouvrement des cotisations a atteint le chiffre de 11.146 fr. 60 accusant une légère progression — 188 fr. 20 — sur l'exercice précédent.

Les dépenses pendant la même période se sont élevées à 7.998 fr. 89 soit 1.214 fr. 01 de plus que l'année précédente. Cette augmentation a pour cause principale le chiffre plus élevé des sinistres réglés : 5.919 fr. 59, soit 773 fr. 36 de plus qu'en 1917.

L'exercice 1918 est le premier qui, depuis la fondation de la Société, se solde par un déficit. Le chiffre, en est très peu élevé et peut être attribué à deux causes :

La première, qui est la principale, provient de ce que 53 de nos sociétaires n'ont pas acquitté le montant de leur quittance. La somme qui, de ce fait, n'a pas été encaissée représente 1.276 fr. 65. Elle eut largement couvert notre déficit peu important de 430 fr. 58.

La seconde, plus capricieuse, provient de ce que nous n'avons pas eu la chance de pouvoir exercer beaucoup de recours. Un seul s'élevant à 107 francs, alors que l'année précédente, ils avaient atteint 1.280 fr. 50.

En résumé, si tous nos sociétaires avaient rempli leurs devoirs comme assurés et comme mutualistes, l'exercice 1918 eut constitué un véritable succès pour notre Société, étant donné la période critique que nous avons traversée et dont la répercussion ne va malheureusement pas en s'atténuant.

La situation et le crédit de notre jeune mutuelle sont-ils menacés par ce passif ? Nullement et je tiens à vous rassurer entièrement à ce sujet.

L'avoir de notre Société au 1^{er} janvier 1919 est constitué par un fonds de réserve effectif de 14.510 fr. 29.

Les chiffres qui figurent sur la situation font apparaître une somme plus élevée puisqu'elle atteint 23.474 fr. 33 ainsi représentée au cours du 31 décembre 1918.

30 Foncières 1903.	9.750 »
250 fr. rente 5 %	4.375 »
200 fr. rente 4 %	3.430 »
300 fr. rente 4 %	5.310 »
400 fr. Obligations de la Défense Nationale	390 »
Espèces en caisse à la Société Générale.	219 33
TOTAL	23.474 33

De cette somme, il convient de déduire les sommes dues, soit :

Provisions pour sinistres non réglés.	5.385 »	
à M. Lajoux (pour avances de fonds)	3.579 04	
ENSEMBLE.		8.964 04
DONT LA DIFFÉRENCE.		<u>14.510 29</u>

constitue le fonds de réserve effectif.

Ce compte fictif de 23.474 fr. 33 qui vous est présenté est dû à l'heureuse gestion de votre administrateur. Les sommes qui représentent des sinistres à régler auraient pu, en effet, être conservées en caisse. Notre administrateur a préféré en faire un emploi judicieux et productif au mieux des intérêts de notre mutuelle : nous ne pouvons que lui en adresser tous nos compliments.

La situation réelle est donc sensiblement la même qu'au 31 décembre 1917 où le fonds de réserve était représenté par une somme de 14.940 fr. 87. La différence en moins correspond exactement au déficit de l'exercice en cours.

Le revenu net des valeurs de la Société s'est élevé pour le premier semestre à 421 fr. 93 et seulement à 372 fr. 01 pour le deuxième. Cette différence provient d'une erreur dans les comptes de la Société Générale qui n'avait crédité notre compte en rente 4 0/0 que pour une somme de 50 francs au lieu de 400 francs. M. Lajoux a adressé une réclamation à ce sujet et ces arrérages ont été portés à notre crédit pour l'exercice 1919.

2° Caisse Spéciale. Mon rôle n'est pas de vous détailler les services qu'a rendus cette œuvre essentiellement confraternelle. Les sinistres secourus pourront bien mieux que moi vous dire tout le bien qu'ils en pensent.

Les recettes de cette filiale se sont élevées à	43.679 05
Les sinistres réglés atteignent la somme de . . .	32.113 55
Ceux restant à régler forment un total de . . .	<u>4.831 60</u>

SOIT POUR L'ENSEMBLE DES SINISTRES . . .	36.945 15
Les frais de constitution et de recouvrement ont atteint	6.618 15
taux qui peut paraître élevé mais qui n'a rien d'exagéré vu la courte durée de cette société confraternelle.	

Le résultat final se traduit par un bénéfice de	115 75
TOTAL ÉGAL AUX RECOUVREMENTS.	<u>43.679 05</u>

Si vous approuvez la proposition de votre Conseil d'Administration qui consiste à liquider cette caisse au profit de notre Mutuelle glaces le déficit de celle-ci ne sera plus que de 314 fr. 83. Votre fonds de réserve en écritures passera à 24.842 fr. 64 sur lesquels 10.216 fr. 60 devront être prélevés pour régler les sinistres correspondant à cet exercice et le reliquat dû à M. Lajoux.

Notre réserve réelle sera alors de 14.626 fr. 04 correspondant à celui de la Mutuelle glaces augmenté de 115 fr. 75, bénéfices de la Caisse Spéciale.

Bilan au 31 décembre 1918

ACTIF		PASSIF	
Espèces en caisse	» »	Dû à M. Lajoux (pour	
Société Générale	219 33	avances de fonds)	3.579 04
Portefeuille :		Provision pour sinistres à	
30 Fonc. 1903 32% »	9.730 »	régler :	
250 fr. rente 5%	87 50	1° 1917 : 1.980 fr.	
200 » 4%	8.430 »	— 1.000 fr. (régles en 1918).	980 »
300 » 4%	5.310 »	2° 1918 :	4.405 »
Obligat. Défense Nation.	390 »	Capit. ou fonds de réserv.	
		à fin déc. 1917 14.940 87	
		Défic. » 1918 430 58	14.510 29
	<u>23.474 33</u>		<u>23.474 33</u>

DU RÔLE DE LA COMPTABILITÉ DANS LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

(Suite)

Au début de cette deuxième chronique mensuelle, nous croyons rendre service à nos lecteurs en leur rappelant qu'ils doivent faire au fisc avant le 31 janvier 1920 la déclaration des appointements et salaires qu'ils ont payés à leur personnel, à quelque titre que ce soit, car il ne faut pas oublier que d'après l'article 26 de la loi du 31 juillet 1917, ce ne sont pas les employés, ouvriers ou domestiques qui ont à souscrire personnellement leur déclaration, mais bien *les patrons*, car cette loi prescrit à tout particulier ou Société rétribuant des employés, ouvriers auxiliaires ou domestiques, de fournir dans le courant du mois de janvier de chaque année un état présentant la liste des personnes qu'ils ont occupées, pendant l'année précédente, avec l'indication des appointements, salaires ou gages payés à chacune d'elles.

Il ne faut pas omettre, lorsque vous ferez votre déclaration d'évaluer dans la dite déclaration la valeur des avantages en nature fournis gratuitement, tels que logement, chauffage, éclairage, etc.

N'oubliez pas non plus que les commerçants et industriels doivent faire figurer sur leur état de déclaration, non seulement ceux de leurs employés, ouvriers, qui travaillent dans l'établissement même, mais ceux qui sont occupés au dehors.

Nous croyons devoir vous dire aussi que sur l'état que vous devez adresser au fisc, il ne faut porter ni les personnes dont les appointements ou salaires ne dépassent pas le minimum imposable ni celles qui ont été employées pendant moins de trente jours consécutifs.

Concernant le minimum imposable nous croyons devoir rappeler ici que cette somme est de :

1° Trois mille francs pour le personnel habitant Paris, le département de la Seine ou une commune de banlieue, située dans un rayon de vingt-cinq kilomètres des fortifications de Paris ;

2° Deux mille cinq cents francs, pour le personnel domicilié dans une commune de plus de 100.000 habitants ;

3° Deux mille francs pour le personnel domicilié dans une commune de 10.001 à 100.000 habitants ;

4° Mille cinq cents francs pour le personnel domicilié dans une commune de moins de 10.000 habitants.

Afin d'aider nos lecteurs dans la rédaction de l'état qu'ils ont à fournir au fisc nous leur donnons ci-dessous le modèle officiel qu'indique la direction générale des contributions directes.

Impôt sur les Traitements et Salaires

(Loi du 31 Juillet 1917, art. 26)

Appointements et salaires payés pendant l'année 19 .
 par M.
 Profession exercée
 Siège de l'établissement

DÉSIGNATION des personnes employées		NATURE de l'Emploi	SOMMES payées à titre d'appointe- ments, salaires, et rétributions accessoires	SOMMES payées à titre de frais d'emploi	MENTION des avantages en nature (logement, chauffage, etc.).	PÉRIODE à laquelle s'appliquent les payements lorsqu'elle est inférieure à une année
NOM et PRÉNOM	ADRESSE (commune, rue et numéro)					

Nous conseillons d'adresser ce tableau pour tous les industriels et commerçants dont le siège social est à Paris, par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse de :

Monsieur le Directeur Général des Contributions directes
 et du Cadastre du département de la Seine,
 quai de la Tournelle, à Paris.

qui en accusera réception dans la huitaine qui suivra la remise à la poste ; pour nos lecteurs habitant en dehors de Paris cette déclaration devra être adressée à M. le Contrôleur des Contributions de leur commune.

Nous devons prévenir les personnes qui veulent bien nous lire que la loi punit d'une amende de cinq francs, toute omission ou indication inexacte relevée à la charge des personnes qui sont tenues de donner les renseignements dont il s'agit.

Concernant le calcul de cet impôt nous devons dire que le taux est de 3 fr. 75 % pour la somme supérieure à 5.000 francs et que la fraction comprise entre le minimum imposable et cette somme de 5.000 francs est comptée seulement pour la moitié.

Nos lecteurs feront bien aussi de se souvenir qu'ils doivent déclarer toute personne bénéficiant chez eux d'une pension ou d'une rente

viagère, lorsque cette pension ou cette rente viagère dépasse la somme de 1.250 francs l'an.

Dans ce cas l'impôt est toujours de 3 fr. 75 % comme nous disions plus haut, mais alors la fraction comptée pour la moitié est entre 1.250 francs et 5.000 francs.

E. GERBE ET SES ENFANTS,
Experts-comptables,
36, rue Oberkampf, Paris.

(A suivre).

Reproduction interdite.

ASSOCIATION CORPORATIVE DES PHARMACIENS de la Réserve et de l'Armée Territoriale

Assemblée générale annuelle

La première Assemblée générale d'après guerre de l'Association corporative des Pharmaciens de la Réserve et de l'Armée territoriale, aura lieu à Paris, au Cercle militaire, 49, avenue de l'Opéra, le jeudi, 22 janvier 1920, à 14 h. 30.

Tous les membres de l'Association sont priés d'assister à cette importante réunion.

Ordre du Jour :

Allocution du Président.

Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale du 16 décembre 1913.

Rapport de M. BERTAUT-BLANCARD, Trésorier.

Renouvellement du Conseil.

Admission des pharmaciens auxiliaires.

Questions diverses.

Un banquet amical et strictement intime aura lieu à l'issue de cette réunion. Prix : 20 francs.

Les membres de l'A. C. P. R. T. recevront sous peu, avec la convocation individuelle à l'Assemblée générale, toutes les instructions concernant la réunion et le banquet.

Admission à l'A. C. P. R. T.

MM. les Pharmaciens désireux de faire partie de l'Association corporative des Pharmaciens de la Réserve et de l'Armée territoriale sont priés d'envoyer sans retard leur adhésion à M. A. LANGRAND, président, 29, rue des Francs-Bourgeois, Paris. Cotisations : 5 francs par an.

Le Secrétaire-Général-Adjoint :

P. MAUVAIS.

CITATION ET DISTINCTION HONORIFIQUE

D^r L. LAFAY, pharmacien, à Paris.

« En exécution des dispositions de l'additif n° 7374 m., du 1^{er} mai 1918, à l'instruction du 13 mai 1915, le Maréchal de France, commandant en chef les Armées françaises de l'Est, cite à l'ordre du jour n° 16048 « D », M. LAFAY L., pharmacien-major de 1^{re} classe, « a recueilli au cours de sa captivité et rapporté en France à ses risques et périls, des documents susceptibles d'intéresser la Défense Nationale. »

Au G. Q. G., le 16 avril 1919.

Le Maréchal de France,

Signé : PÉTAIN.

Le pharmacien-major LAFAY avait déjà été honoré, à la date du 2 mai 1916, d'une lettre de félicitations du Ministre de la Guerre, général Roques, et avait reçu, le 28 août 1916, la cravate de Commandeur de Saint-Stanislas de Russie « pour services rendus aux prisonniers russes en Allemagne. »

NÉCROLOGIE

Notre avocat-conseil, M^e Fernand JACQ, a eu la douleur de perdre sa grand-mère M^{me} veuve Emile VALLON, décédée le 30 novembre 1919. Nous adressons à notre distingué collaborateur, l'expression de nos regrets.

Notre confrère, M. ARTUS, vient d'être frappé d'un deuil cruel ; sa fille aînée est décédée, le 16 décembre, à l'âge de quinze ans. Nous prions notre collègue de la Chambre syndicale, d'agréer pour lui et pour sa famille, l'assurance de notre vive sympathie.

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. Paul-Charles BEAU, pharmacien honoraire, ancien interne des hôpitaux de Paris, décédé à Tonnerre, le 27 novembre, dans sa 83^e année.

Nous prions notre excellent camarade, M. Paul DESVIGNES et sa famille, d'agréer nos sincères condoléances.

ORDONNANCE SUSPECTE !

Il a été présenté dans une importante pharmacie parisienne, une ordonnance ainsi libellée :

D^r Robert BRUN,
de la Faculté de Lyon,
Spécialiste de l'Albuminurie,
du Diabète, et des Maladies
des Poumons,
40, rue du Commandant Rivière,
PARIS.

Téléph. Wagram 18-0.

Chlorhydrate de morphine deux centigrammes

Eau distillée un centicube.

pour une ampoule n° 12.

Avant de délivrer cette ordonnance, le pharmacien prudent a téléphoné à l'adresse indiquée : il lui a été répondu qu'il n'y avait pas de médecin à l'adresse portée sur l'ordonnance.

Avis du Parquet du Tribunal de la Seine.

De fausses ordonnances sont présentées, presque toujours sur papier à en-tête de l'Hôpital de la Pitié, prescrivant des solutions de *morphine* ou de *cocaïne* et signées faussement D^r Henriquez. Bien qu'il existe un D^r Henriquez et un D^r Enriquez, ces ordonnances sont fausses.

INFORMATIONS

OCCASIONS

Pharmacie sinistrée : Veuve de pharmacien céderait ses dommages de guerre et spécialités, dans grande-ville du Nord. Ecrire au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

A vendre : Un petit alambic en cuivre, modèle Salleron, pour l'essai des vins, cidre bière. S'adresser : pharmacie Feuilloux, 22, rue d'Angoulême, Paris XI^e ; prix demandé : 80 francs.

Sociétés.

VERSINI et C^{ie}, 8, rue de Prague, Paris. — Drogueries pharmaceutiques. Capital social : 184.000 francs. Acte notarié du 29 novembre 1919. — Formation publiée le 10 décembre 1919.

Enregistrement des diplômes.

PIRIOU (Charles-François-Léon), 28, rue Jeanne-d'Arc, à Saint-Mandé. — Enregist. le 21 novembre 1919. Rempl. HOFFMANN.

FLEUTELOT (Michel-Antoine-Louis), 32, rue Levis, Paris. — Enregist. le 24 novembre 1919. Rempl. PERRIN.

CUISINE (Georges-Raymond), 64, rue de la Sablière, à Asnières (Seine). — Enregist. le 2 décembre 1919. Rempl. PIERREFEU.

ROYER (Charles-Henri-Prosper), 6, place Daumesnil, Paris. — Enregist. le 3 décembre 1919. Rempl. CARABIN.

NICOLAS (Victor), 114, rue Saint-Dominique, Paris. — Enregist. le 5 décembre 1919. Associé à FOUCHER.

BONNAY (Raoul-Savinien-Hildevert-Louis), 34, rue du Pont, à Choisy-le-Roi. — Enregist. le 5 décembre 1919. Rempl. BASSET.

LOUDENOT (Pierre-Léon), 106, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine. — Enregist. le 6 décembre 1919. Rempl. FOUCHÉ.

VOGLWEITZ (Joseph-Oscar), 63, boulevard Magenta, Paris. — Enregist. le 6 décembre 1919. Rempl. MAINCENT.

GUHUR (Jean-Marie), 132, avenue Victor-Hugo, à Bois-Colombes. — Enregist. le 6 décembre 1919. Rempl. MILAN.

VEILLARD (Paul-Victor), 95, rue de Paris, à Saint-Mandé. — Enregist. le 9 décembre 1919. Rempl. BONCOUR.

LEPRINCE (Adolphe-Jules-Marie), 2, rue Léon, Paris. — Enregist. le 10 décembre 1919. Rempl. GIRARD.

DÉPRUNEAUX (Jean-Baptiste-Frédéric-Louis), 31, rue de Verneuil, Paris. — Enregist. le 11 décembre 1919. Rempl. BEAU.

DURET (Fernand-Edouard), 45, rue de Vanves, Paris. — Enregist. le 11 décembre 1919. Rempl. PERNUR.

DELERUYELLE (Achille-Etienne-Louis), 22, avenue Pasteur, à Courbevoie (Seine). — Enregist. le 13 décembre 1919. Rempl. LANDELLE.

POIRSON (Adolphe), 13, place du Havre, Paris. — Enregist. le 19 décembre 1916. Rempl. DUBOIS.

LÉTRY (Maurice), 42, avenue de Breteuil, Paris. — Enregist. le 20 décembre 1919. Rempl. BOULET.

Ventes de pharmacies.

M. PERRET, a vendu à M. DYVORNE, sa pharmacie, 182, avenue de Clichy, Paris. — Jouissance le 2 novembre 1919, publiée le 21 novembre 1919.

M. BACHELET, a vendu aux Etablissements BACHELET (Société). Apport d'un fond d'accessoires pharmaceutiques, 9, rue Rubens, Paris. — Jouissance le 2 décembre 1919, publiée le 22 décembre 1919.

BONNEFOY-MOLARD, veuve COMBE, a vendu à dame COMBE, sa pharmacie, 1, rue Saint-Germain, à Romainville. — Jouissance le 30 octobre 1919, publiée le 22 novembre 1919.

Succession FAGEARDIE, a vendu à M. REBOULLOT, une pharmacie, 38, rue du Louvre, Paris. — Jouissance le 10 novembre 1919, publiée le 22 novembre 1919.

Succession LAURE, a vendu à M. DUMESNIL, une pharmacie, 5, avenue de Chanzy, à Pavillons-sous-Bois (Seine). — Jouissance le 5 janvier 1920, publiée le 23 novembre 1919.

Succession COURBATERE, a vendu à M. SAGOT, une pharmacie, 1, avenue Junot, Paris. — Jouissance le 20 octobre 1919, publiée le 23 novembre 1919.

M. LÉGER, a vendu à M. HOTTOT, sa pharmacie, 10, rue Saint-Antoine, Paris. — Jouissance le 1^{er} janvier 1920, publiée le 23 novembre 1919.

M^{me} veuve LUCAS, a vendu à M. LUCAS, sa pharmacie, 126, avenue d'Argenteuil, à Asnières (Seine). — Jouissance le 30 mai 1916, publiée le 23 novembre 1919.

M. FOURNIE, a vendu à M. MEILLEROUX, sa pharmacie, 112, avenue de Lutèce, à La Garenne-Colombes (Seine). — Jouissance le 11 octobre 1919, publiée le 27 novembre 1919.

M^{me} veuve EMERY, a vendu à M. ROESKÉ, sa pharmacie, 51, rue Ernest-Renan, à Issy-les-Moulineaux (Seine). — Jouissance le 1^{er} décembre 1919, publiée le 29 novembre 1919.

M. HOFFMANN, a vendu à M. PIRIOU, sa pharmacie, 28, rue Jeanne-d'Arc, à Saint-Mandé (Seine). — Jouissance le 9 octobre 1919, publiée le 6 décembre 1919.

Dame SOMBSLAY et DURAND (Edouard), ont vendu à M. DURAND (Raymond), la propriété de la marque « Les véritables Pilules du Dr Blaud », 24, place des Vosges, Paris. — Jouissance le 30 novembre 1919, publiée le 6 décembre 1919.

MM. TRAPENARD et VEUVE, ont vendu à M. BOULLÉ, une pharmacie, 33, rue des Dames, Paris. — Jouissance le 20 novembre 1919, publiée le 9 décembre 1919.

Succession TEISSONNIERE, a vendu à M. PARAZ, une pharmacie, 21, rue de Liège, Paris. — Jouissance le 24 novembre 1919, publiée le 10 décembre 1919.

M. MAINCENT, a vendu à M. VOGELWEILH, sa pharmacie, 63, boulevard Magenta, Paris. — Jouissance le 15 octobre 1919, publiée le 11 décembre 1919.

M. BOSSUAT, a vendu à M. BOMPEID, sa pharmacie, 90, avenue de Saint-Ouen, Paris. — Jouissance le 1^{er} décembre 1919, publiée le 1^{er} décembre 1919.

M. BRINGER, a vendu à M. CAILLAUD, sa pharmacie, 19, rue Sadi-Carnot, à Bagnole (Seine). — Jouissance le 2 novembre 1919, publiée le 12 décembre 1919.

M. AMSLER, a vendu à M. DHAUTHILLE, sa pharmacie, 36, Grande-Rue, à Créteil (Seine). — Jouissance le 1^{er} juin 1919, publiée le 12 décembre 1919.

M. CHAUVIN, a vendu à M. LESOURE, sa pharmacie, 101 bis, rue du Mont-Cenis, Paris. — Jouissance le 1^{er} décembre 1919, publiée le 13 décembre 1919.

M. TRINQUART, a vendu à M. LAURIN (François), sa pharmacie, 69, avenue du Président-Wilson, à La Plaine Saint-Denis (Seine). — Jouissance le 1^{er} décembre 1919, publiée le 15 décembre 1919.

M. DENIER, a vendu à M. NOUTRAUD, sa pharmacie, 74, avenue de Clichy, Paris. — Jouissance le 1^{er} janvier 1920, publiée le 19 décembre 1919.

M. EVEN, a vendu à M. PERNET, sa pharmacie, 22, rue Trousseau, Paris. — Jouissance le 1^{er} janvier 1920, publiée le 19 décembre 1919.

M. MOUSNIER, a vendu à M. SCAGLIOLA, sa pharmacie, 1, rue des Tournelles, Paris. — Jouissance le 1^{er} décembre 1919, publiée le 19 décembre 1919.

M. LEVIN, a vendu à M. VINCENT, sa pharmacie, 34, rue de la Goutte-d'Or, Paris. — Jouissance le 10 décembre 1919, publiée le 20 décembre 1919.

BIBLIOGRAPHIE

VIENT DE PARAÎTRE

Formulaire thérapeutique, par G. LYON, ancien chef de clinique de la Faculté de Médecine de Paris et P. LOISEAU, ancien préparateur à l'Ecole supérieure de Pharmacie. *Onzième Edition, conforme au Codex de 1908*. 1 vol. in-12, de 818 pages, tiré sur papier très mince, relié souple (MASSON ET C^{ie}, EDITEURS) 16 fr. net.

Bien qu'il se soit écoulé peu de temps entre la 10^e édition du *Formulaire thérapeutique* de MM. G. LYON et P. LOISEAU, et la 11^e édition qui paraît aujourd'hui, les auteurs ont tenu, fidèles à leur plan, à introduire dans leur ouvrage les modifications qu'entraînent les nouvelles découvertes thérapeutiques.

Le chapitre consacré à l'*art de formuler* a été complété par la mention des dispositions nouvelles répartissant les médicaments toxiques en catégories qu'il importe aux praticiens de bien connaître, chacune d'elles comportant un mode spécial de prescription.

En plus de nombreuses modifications de détails (addition, suppression, rectification de formules, applications thérapeutiques nouvelles), citons l'addition du *formulaire magistral* de quelques médicaments nouveaux, tels que l'*étain*, le *galyl*, l'*iodure double d'émetine* et de *bismuth*, le *luargol*, etc.

A la liste des sérums ont été ajoutés le *sérum anti-pneumococcique* et le *sérum antigangreneux*; aux régimes, la cure de Guelpa (diabète, hydrite associée aux purgations répétées), et le régime dans l'oxalurie, etc. La *méthode de Carrel* a été mentionnée au chapitre de l'*Antisepsie*.

L'*Electrothérapie*, la *Radiothérapie* et la *Radianthérapie* ont été mises au courant des plus récentes applications.

La *Kinésithérapie* prend en hygiène et en thérapeutique une importance de plus en plus grande; aussi les auteurs ont-ils jugé utile d'insérer la liste des principaux *mouvements* de la *gymnastique suédoise*; d'autre part, un important paragraphe, dont l'actualité n'est pas contestable, a été consacré à la *rééducation chez les impotents et les mutilés de guerre*.

Les autres chapitres ont été révisés avec soin; dans le *Memento thérapeutique* a été insérée la liste des *maladies pour lesquelles la déclaration et la désinfection sont obligatoires*.

Le lecteur pourra juger par les nombreuses modifications apportées à cet ouvrage que le mouvement scientifique n'a pas été interrompu pendant la guerre; il y trouvera en outre quelques notions utiles sur les questions que l'actualité a mises au premier plan.

SERVICE DE PLACEMENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE

Prière de s'adresser pour les demandes et offres d'emplois, ainsi que pour les insertions qui sont gratuites, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, tous les jours non fériés, de 9 h. à midi et de 2 h. à 5 heures. (Tél. : Gobelins 18-37.)

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES.

Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|---|
| M. Barrière, 6, rue Lebouteux, 17 ^{me} , demande place de 1 ^{er} élève. | M. Ponson, 38, avenue Secrétan, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Bernardin, 3 avenue Gambetta, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Quinet, pharmacien, 17, bd Saint-Marcel, Paris, dem. gérance. |
| M. Bourdareau, 74, boulevard Rochechouart, Paris, dem. place de 1 ^{er} élève. | M. Reulet, 8, rue Delambre, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Broucier, 9, rue Hermel, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Reymann, 47, rue Damrémont, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Debord, 11, rue Capri, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Sanchis, 32, rue Sainte-Marthe, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Penian, 5, rue Sedaine, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Taïeb, hôtel de Jersey, rue de la Grange-Batelière, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Flambeau, 4, rue Pommard, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Valiquet, 133, route de Montrouge, Malakoff, dem. place de 1 ^{er} élève. |
| M. Girin, 55, rue de Vaugirard, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Vivent, 26, rue Pierre Leroux, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. |
| M. Marré, 22 bis, rue Sébastien-Mercier, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Bos, 35, rue Labat, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Mélaïne, 3 bis, rue Carpeaux, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M ^{lle} Bourdon, 12, rue de Fourcq, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Mondonneix, 22, rue des Envierges, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Brébion, 4, rue d'Auteuil, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Morichon, pharmacie Chauchy, 40, rue de la Bienfaisance, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Contadeur, 48, rue Saint-Antoine, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Perrette, pharmacien, 47, rue des Tilleuls, Boulogne, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Degreaux, 131, avenue du Maine, Paris, demande place de 2 ^e élève. |
| M. Poiré, 48, quai Jemmapes, Paris, demande place de 1 ^{er} élève. | M. Gay, 19, rue Jules-Ferry, Paris, demande place de 2 ^e élève. |

GÉRANTS. — ÉLÈVES EN PHARMACIE. — REMPLAÇANTS. —
CAISSIÈRES. — GARÇONS DE LABORATOIRE. — CONDITIONNEUSES
Demandes.

DU PERSONNEL

- | | |
|--|---|
| M. Hernet, 34, avenue Quihot, Saint-Mandé, demande pl. de 2 ^e élève. | M. Bancourt, 86, rue Saint-Louis-en-l'Isle, Paris, demande place de garçon élève. |
| M. Kanony, 38, rue Saint-Sulpice, Paris, demande place de 2 ^e élève. | M. Besse, 19, rue Charles-Ber-taux, Paris, demande place de garçon élève. |
| M. Maillet, 52, boulevard Pasteur, Paris, demande place de 2 ^e élève. | M. Chevallier, 78, rue du Bois, Clichy, demande place de garçon. |
| M. Poirot, 3, rue Baudin, Leval-lois, demande place de 2 ^e élève. | M. Picard, 33, rue Delambre, Paris, demande place de garçon. |
| M. Prost, chez M. Imbert, 35, rue de Crimée, Paris, demande place de 2 ^e élève. | M ^{lle} Ganachand, 4, rue Coquillière, Paris, demande place de caissière. |
| M. Berger, 7, rue Cambodge, Paris, demande remplace-ments. | M ^{me} de Chastellus, 26, avenue Trudaine, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M. Brochon, étudiant en pharma-cie, 21, rue des Moines, Paris, dispose de plusieurs heures par jour. | M ^{me} Enfert, 43, rue du Cherche-Midi, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M. Damecour, étudiant en phar-macie, 44, rue Perronet, Neuilly, demande remplace-ments, jeudi excepté. | M ^{me} Foucher, chez M. Guillet, 114, avenue de Clichy, Paris, demande place de condi-tionneuse. |
| M. Forestier, 25, rue Feutrier, Paris, demande remplace-ments pour les lundi, mercredi, vendredi. | M ^{lle} Houssard, 1, rue des Gardes, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M. Ledent, 83, rue de la Républi-que, Vincennes, demande remplacements. | M ^{lle} Landot, 8, rue Lanne, Saint-Denis, demande place de conditionneuse. |
| M ^{lle} Louinet, étudiante en phar-macie, hôtel de l'Univers, 63, rue Monsieur-le-Prince, Paris, demande des rempl. | M ^{me} Mennetrat, 54, boulevard Saint-Jacques, Paris, dem. place de conditionneuse. |
| M. Poincier, étudiant en pharma-cie, 45, rue de Seine, Paris, demande remplacements. | M ^{me} Poussard, 6, rue de Bourgo-gne, Paris, demande place de conditionneuse. |
| M ^{lle} Sindon, étudiante en pharma-cie, 62, rue du Bac, dem. remplacements. | M ^{me} Saugeron, chez M. Imbert, 165, boulevard Voltaire, Paris, demande place de vendeuse. |
| M. Thomas, 199, rue de Vaugi-rard, Paris, demande rempl. d'un jour par semaine. | M. Fourny, pharmacien, 2, rue des Moines, demande rem-placements vendredi et di-manche. |

(S'adresser au Service.)

Le service de placement de la Chambre syndicale est entièrement gratuit et réservé aux membres de la Chambre syndicale

MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 28, rue de Surène, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ELYSÉES 04.96 — 08.98.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

*Agathine.	Globéoneurol.	Picalbine.
Alycéol.	Globuline Sarrus.	Piloquina.
Amygdalol.	Gripell.	Podylline.
Anabiosine.	Ham (Dragées).	Policalcose.
Anacaine.	*Hémaseptine.	Prophulax.
Antipon.	Histocléine.	Prostalitoires.
*Arrhéicithine.	*Inah.	Protecta.
Arsénocalcine.	Iodarbhone.	Protéinol.
*Aseptine.	*Iodarsan.	Protéosol.
Bestine.	Iodeptone.	*Pulmogoutte.
Bientérose.	Ipaix.	Pulmogranules.
Blénoll.	Jardox.	Pulmotétrol.
Blérol.	Juniper.	Pulmorigor.
Boranose.	Jus d'Or.	Purgiose.
Boroplasme.	Kabylie.	40-50.
Bressolane.	Kamalgine.	Quiétal.
Bromo-Thymine.	Labium.	Quiétinol.
*Cadosal.	*Lactagol (le).	Quiniformio.
Calosine.	Lavoris.	Quiniformium.
Camusine.	*Laxatine.	Radiocaine.
Carboniote.	*Laxodine.	Radiosyl.
Cascarose.	Liposol.	Rénofor (Dragées).
Cépaline.	Liposote.	Rhinogénol.
Chlorostomalise.	Lupose.	Sagraphen.
Coiron.	Mariluz.	Salex.
Cosmargyre.	*Mercugène.	Salobal.
Cosmos (ouate).	Mina.	Sanpic.
Cystorunal.	Morhuzone.	Sédarsyl.
Dépurogène.	Morusol.	*Sédatine.
Dermagiga.	Nareb.	Sédoine.
Dermanine.	Neurcine.	Spilantoine.
Dermohiol.	Névraltine.	Thiogaiase.
Dilah.	Obésitose.	Tommy.
Diuréal.	Oculotétrol.	Toniphorine.
Dinah.	Osol.	Tot Hamélis.
Emergol.	Ototétrol.	Trioxone.
Engelurosine.	Ovida.	Ultra.
Entérotétrol.	Paludéol.	Ultradentis (I').
Eubiol.	Paludicure.	Unic.
Eucarnis.	*Paludifuge.	Urodragine.
Fluol.	*Paludine.	Varnarsan.
Fluoro-Calceine.	Paludol.	Vapora.
Fruitase.	*Paludose.	Varisparadrapp.
Fumaseptol.	Paludyl.	Veinosine.
Gaiathiose.	Passidol.	Vinosia.
Gastrentéraseptyl.	Pasteur (vin).	Vitamicao.
Gastylase.	Pepphos.	Wormine.
Gazogène.	Perlazimes.	Yomadine.
Givoline.	Phostrychinol.	

Les spécialistes peuvent continuer de s'adresser au bureau des Marques (28, rue de Surène, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités et leurs dépôts de marques.

Le Directeur du Bureau des Marques, J. LOUIS JEUNE.

MARQUES DE FABRIQUE

TABLE DES MATIÈRES

du Bulletin de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine

Année 1919

A la Société d'Histoire de la Pharmacie	355
A Sainte-Odile	292
Académie des Sciences	19
Additif au 22 ^e Bulletin de variations	290
Adresse des Pharmaciens Belges (lue à l'Assemblée générale de Strasbourg)	317
Approvisionnement du sucre	257-290
Application du décret sur les substances vénéneuses	390
Arrêté déterminant la forme de la demande et les pièces à pro- duire par les propriétaires prétendant au droit à indemnité en vertu de l'article 30 de la loi sur les loyers	89
Assemblée générale annuelle de la Chambre syndicale	101-146
Assemblée générale de Strasbourg	290
Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France	391
Association corporative des Pharmaciens de réserve	407
Avenir de la Pharmacie (L.)	31
Avis du Comité disciplinaire	341
Avis importants	2-34-137-183-257-290-320-356-382
Aux Messins	292

B

Bibliographie	93-210-373-412
Bulletin de variations au Tarif de l'Association générale	39-259
— — — — — (errata)	111

C

Cartes de sucre	350
Centenaire de l'Internat en Pharmacie	395
Cérémonie commémorative	394
Comité disciplinaire	257
Comité Intersyndical des Pharmaciens de la Seine	185
Compérage et Association par le D ^r H. MARTIN	370
Conférence des Alliés (La)	77
Conseil d'Administration (Rapport général sur les travaux du)	152
Conseil d'Administration (Extraits des Procès-verbaux)	6-36-78-106- 138-188-227-322-351-384

D

Conseil général des Sociétés d'arrondissements de Paris et de la Seine	395
Consultation des Pharmaciens du département de la Seine sur le futur Codex	293-342-369-393
Copie d'une fausse ordonnance	4
Critique des ordonnances et refus d'exécution par le Dr H. MARTIN	337
De Médor à Follette	43
Décret concernant les substances vénéneuses	119
Décret relatif aux thermomètres médicaux	84
Décret suivi d'une circulaire pour l'application de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer	359
Décret portant taxation de la vente en gros du sucre	397
Desiderata à propos du futur Codex	403
Disette du sucre	184
Distinctions honorifiques	14-48-93-175-199 239-258-309-408
Du rôle de la Comptabilité dans le commerce et l'industrie	357 405

E

Esprit nouveau	255
--------------------------	-----

F

Fausse ordonnance	38
Fédération Nationale d'Assistance aux Mutilés des Armées de terre et de mer	27
Franco de port et d'emballage	382

G

Garantie de la marque (La)	243
Groupements professionnels patronaux (Les)	95

I

Impôts sur le revenu, les bénéfices commerciaux, les bénéfices de guerre	50
Informations	27-72-96-130-177-218-248 281-309-342-374
Instruction pour les Etudiants en pharmacie	47

J

Journées de Strasbourg et de Metz (29 août au 2 sept. 1919.)	287
--	-----

L

Latin pharmaceutique par le Dr Henri MARTIN	305
Le pli cacheté	211
Le projet de loi sur la propriété commerciale	398
Les deux orphelines	291
Lettre de démission de M. C. CRINON, Archiviste de la Chambre syndicale	197
Libre choix du médecin et du pharmacien (Le)	369
Loi instituant des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose	302
Loi modifiant l'article 25 du 21 Germinal An XI	20
Loi modifiant l'article 4, paragraphe 1 ^{er} de la loi du 31 mars 1903, sur les accidents du travail	321
Loi relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre	21-58
Loi sur la journée de huit heures	173

M

Main-d'œuvre pharmaceutique (La)	225
Marques de fabrique	32-75-100-136-182-222
	253-286-315-348-380-408

N

Nécrologie	35-175-199-280-408
----------------------	--------------------

O

Ordonnance suspecte	408
-------------------------------	-----

P

Pansements d'urgence	277
Pour l'application du décret sur les substances vénéneuses par les médecins	33
Pour les français qui ne connaissent pas Strasbourg	291
Prévoyance pharmaceutique (La)	176-217
Procédé boche	3
Protestation nécessaire	4

R

Rapport de la Commission au sujet de la défense professionnelle	200
Rapport de projet pour servir de base aux règlements des loyers, et des impôts des pharmaciens mobilisés	267
Rapport sur les opérations financières de la Chambre syndicale pendant l'année 1918	112
Rareté et cherté de la codéine	355

Réalisations.	349
Recommandation importante	3
Réglementation de l'éclairage intérieur des locaux commerciaux.	358
Remboursement des tickets	34
Répartition de l'alcool	102
Réunion des représentants des Syndicats de réglementation et des membres du Conseil d'administration de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France	5
Réunion des Syndicats de réglementation et du Sydicat de la Droguerie	237
Revue de jurisprudence.	418

S

Séance de la Commission d'arbitrage de la Réglementation des spécialités	275
Service de placement de la Chambre syndicale	30-73-98-133-180 220-231-284-313-346-378-413
Société d'Assurances contre le bris des glaces.	400
Société de Médecine publique et de Génie sanitaire	82
Souhais de bonne année.	381
Souscription Parmentier	12-49-118
Souscription en faveur des Confrères Belges et Français des régions envahies	12-82-118-176-238
Surveillons nos achats	1
Syndicalisme et fédéralisme.	223
Syndicat général de la réglementation	274

T

Table des Matières	416
Taxes sur les paiements (Les)	332

V

Vente des sérums de l'Institut Pasteur.	392
---	-----

Le Gérant, V. PROUX.

50915-12-1919. — Paris. Imp. VILLAIN et BAR, 22, rue Dussoubs.

179
178
177
176
175
174
173
172
171
170
169
168
167
166
165
164
163
162
161
160
159
158
157
156
155
154
153
152
151
150
149
148
147
146
145
144
143
142
141
140
139
138
137
136
135
134
133
132
131
130
129
128
127
126
125
124
123
122
121
120
119
118
117
116
115
114
113
112
111
110
109
108
107
106
105
104
103
102
101
100
99
98
97
96
95
94
93
92
91
90
89
88
87
86
85
84
83
82
81
80
79
78
77
76
75
74
73
72
71
70
69
68
67
66
65
64
63
62
61
60
59
58
57
56
55
54
53
52
51
50
49
48
47
46
45
44
43
42
41
40
39
38
37
36
35
34
33
32
31
30
29
28
27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

2

179
178
177
176
175
174
173
172
171
170
169
168
167
166
165
164
163
162
161
160
159
158
157
156
155
154
153
152
151
150
149
148
147
146
145
144
143
142
141
140
139
138
137
136
135
134
133
132
131
130
129
128
127
126
125
124
123
122
121
120
119
118
117
116
115
114
113
112
111
110
109
108
107
106
105
104
103
102
101
100
99
98
97
96
95
94
93
92
91
90
89
88
87
86
85
84
83
82
81
80
79
78
77
76
75
74
73
72
71
70
69
68
67
66
65
64
63
62
61
60
59
58
57
56
55
54
53
52
51
50
49
48
47
46
45
44
43
42
41
40
39
38
37
36
35
34
33
32
31
30
29
28
27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1



T

179
178
177
176
175
174
173
172
171
170
169
168
167
166
165
164
163
162
161
160
159
158
157
156
155
154
153
152
151
150
149
148
147
146
145
144
143
142
141
140
139
138
137
136
135
134
133
132
131
130
129
128
127
126
125
124
123
122
121
120
119
118
117
116
115
114
113
112
111
110
109
108
107
106
105
104
103
102
101
100
99
98
97
96
95
94
93
92
91
90
89
88
87
86
85
84
83
82
81
80
79
78
77
76
75
74
73
72
71
70
69
68
67
66
65
64
63
62
61
60
59
58
57
56
55
54
53
52
51
50
49
48
47
46
45
44
43
42
41
40
39
38
37
36
35
34
33
32
31
30
29
28
27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

T

179
178
177
176
175
174
173
172
171
170
169
168
167
166
165
164
163
162
161
160
159
158
157
156
155
154
153
152
151
150
149
148
147
146
145
144
143
142
141
140
139
138
137
136
135
134
133
132
131
130
129
128
127
126
125
124
123
122
121
120
119
118
117
116
115
114
113
112
111
110
109
108
107
106
105
104
103
102
101
100
99
98
97
96
95
94
93
92
91
90
89
88
87
86
85
84
83
82
81
80
79
78
77
76
75
74
73
72
71
70
69
68
67
66
65
64
63
62
61
60
59
58
57
56
55
54
53
52
51
50
49
48
47
46
45
44
43
42
41
40
39
38
37
36
35
34
33
32
31
30
29
28
27
26
25
24
23
22
21
20
19
18
17
16
15
14
13
12
11
10
9
8
7
6
5
4
3
2
1

ANCIENNE MAISON
FAURE & DARRASSE, J. DARRASSE & C^{ie} ET DARRASSE F^{res} & LANDRIN
FONDÉE EN 1836

Maisons VÉE, CRUET réunies
Succursale à Caen (Maisons BESNIER et HUSSON réunies)

Grands Prix
Exposition Universelle, Paris 1900
Exposition Universelle, Bruxelles 1910

MÉDAILLE D'OR
Exposition universelle Paris 1889
MÉDAILLE D'OR
Exposition universelle Paris 1878
MÉDAILLE D'ARGENT
Exposition universelle Paris 1889



Hors Concours
MEMBRE DU JURY
Exposition Universelle, Turin 1911

DIPLOME D'HONNEUR
Exposition universelle Vienne 1873
MÉDAILLE D'ARGENT
Exposition universelle Paris 1867
MÉDAILLE D'ARGENT
Exposition universelle Sydney 1888

A LA MINERVE
MARQUE DÉPOSÉE

DARRASSE FRÈRES

PHARMACIENS DE 1^{re} CLASSE

DROGUERIES, HERBORISTERIE
PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES
SPÉCIALITÉS ET EAUX MINÉRALES
ACCESSOIRES DE PHARMACIE

Dépôtaires généraux pour :

PRODUITS RIGOLLOT Sinapismes en feuilles
Moutarde en poudre
LACTOBACILLINE Ferments lactiques sélectionnés
PEPTO FER DU D^r JAILLET Tonique, reconstituant
VALÉROBROMINE Spécifique des Maladies nerveuses
CHOLÉINE CAMUS Affections du Foie

13, RUE PAVÉE, 13

TÉLÉPHONE Archives 21-00 et 21-01 **PARIS** (4^e arr^e) Adresse télégraphique : DARRASDROG-PARIS

Usine à VINCENNES, Rue de Paris, 106

L'Extrait de Graines de Cotonnier

(Communication à l'Académie de Médecine du 20 mars 1906)

le Sactagol

POUDRE SPÉCIFIQUE GALACTOGÈNE

Accroît et améliore la sécrétion lactée,
la rétablit même après une interruption
de plusieurs semaines.

ATTESTATIONS MULTIPLES
des Médecins, des Sages-Femmes et des Mères.

LA BOITE, pour une semaine environ, Frs 4.50



Plus efficace que la Teinture d'Iode et les Iodures

L'iodoVASOGÈNE à 6.0%

l' Iodosol

Absorption immédiate; ni coloration, ni irritation, ni iodisme. —

AUTRES PRÉPARATIONS AU VASOGÈNE :

Cadosol - Camphrosol - Gaiaacosol - Salicylosol - Créosotosol
Menthosol - Ichtyosol - Iodoformosol, etc.

En Flacons de 30 gr. : 2 » — de 100 gr. : 5 »

VASOGÈNE Hg à 33 $\frac{1}{3}$ et à 50 %

en capsules gélatineuses de 3 gr. s'absorbant vite et agissant
rapidement et sans irritation.

La BOITE de 10 capsules : 3.75 — de 25 capsules : 9 »

PÂTE DENTIFRICE À L'EAU OXYGÉNÉE

d'un Pouvoir antiseptique élevé

l' Alline

Dégage dans la bouche de l'Oxygène naissant, Blanchit les Dents et assure
leur éclat naturel, tout en conservant l'émail. (Dr P. Sauvigny, Chirurgien-
Dentiste, de la Faculté de Paris. *Journal odontologique de France*, Septembre 1910).

Le $\frac{1}{2}$ Tube : 1 » — Le Grand Tube : 2 »

Pour Renseignements, Echantillons et Commandes, s'adresser aux
"USINES PEARSON", Société anonyme au capital de 500.000 francs
BUREAUX & USINES à Saint-Denis près Paris, 43, rue Pinel
Téléph. (ligne directe) : Paris-Nord 56-38

CHEZ TOUS LES PHARMACIENS & DROGUISTES

MEMBRE DU JURY — HORS CONCOURS — EXPOSITION UNIVERSELLE, PARIS 1900
GRANDS PRIX AUX EXPOSITIONS :
LIÈGE 1905 — MILAN 1906 — LONDRES 1908 — BUENOS-AYRES 1910 — BRUXELLES 1910

Etablissements Fumouze

78, Faubourg Saint-Denis, PARIS

Carnine LEFRANCQ

Suc de Viande de Bœuf crue, en solution saccharo-glycérinée.
Le plus puissant des Reconstituants. — Très efficace chez tous les
sujets affaiblis : *enfants en bas âge, enfants, adultes et vieillards.*

Vésicatoire d'ALBESPEYRES

Vésicatoires, Papier et Mouches Albespeyres, Employés dans les hôpitaux.
Exiger la Signature ALBESPEYRES.

Antiasthmiques BARRAL

Action immédiate — PAPIER BARRAL 5 fr.; CIGARES BARRAL 3 fr.

Sirop et Pâte BERTHÉ

A la *Godéne Lauro-cérasée*. Très efficaces contre Angines, Maux de Gorge,
Rhume, Excitation, Insomnie, etc.

Topiques CHAUMEL

A la *Glycérine solidifiée* et aux principaux médicaments.
Ovules, Crayons, Pessaires, Suppositoires, Bougies Chaumel.

Sirop DELABARRE

Facilite la sortie des dents; prévient ou supprime les accidents
de la première dentition. — FLACON 3 fr.
Produits hygiéniques, Dentifrices, Savons Delabarre (*Catalogue spécial*).

Globules FUMOUBE

Globules Fumouze, à enrobage glutino-résineux, assurant la
tolérance des médicaments et accroissant leur efficacité. —
Antiasthmiques, — Antidiarrhéiques, — Antipyrine, — Biline, — Bromure de
Potassium, — Iodure de Potassium, — Pancréatine, — Purgatifs, — Pyramidon,
— Quinine (Chlorhydrate ou Sulfate), — Salicylate de Soude, — Veronal, etc., etc.

Comprimés et Globules Fumouze a l'Helmitol (*antiseptique
intestinal et urinaire*).

Capsules RAQUIN

Seules Capsules de Gluten approuvées par l'Académie de Médecine.
Copahivite de Soude, — Copahu, — Cubébe, Santal, — Salol-Santal, Bistal
(Santal Copahivique), — Iodure de Potassium, — Protiodure d'Hydrargyre, etc.
FLACON 5 fr.; 1/2 FLACON 3 fr. 50

LE PROBLÈME DE L'ALCOOL EN PHARMACIE

La qualité inférieure des préparations obtenues avec les *essences déterpénées* et les produits de synthèse ramène l'attention sur les **Emulsions d'Essences naturelles**.

LES ESSENCES DIGNE. — Essences naturelles additionnées d'un savon approprié sans saveur ni odeur donnent *instantanément*, par simple mélange avec l'eau ordinaire, des **Emulsions blanches laiteuses et parfaitement homogènes**.

Les Essences de Digne se conservent indéfiniment.

Nous prions le Confrère qui veut se rendre compte de la valeur des **Essences Digne**, de préparer pour son usage un litre d'**Emulsion dentifrice**. Il pourra constater que l'**Emulsion** se conserve *blanche laiteuse et homogène* jusqu'aux dernières gouttes.

Les **Emulsions** doivent être agitées avant l'emploi.

Les **Essences Digne** se vendent en flacons contenant la dose pour un litre d'émulsion à 2 %.

Essences Digne. — Inhalations. — (Eucalyptus, pin sylvestre, sauge, romarin, myrrhe, oliban, etc.). Prix de la dose : **1 fr. 25**.

L'émulsion pour inhalation a cet avantage qu'elle supprime les vapeurs d'alcool.

Essences Digne. — Antiseptique. — (Thym, lavande, romarin). L'émulsion, additionnée de formol, constitue l'antiseptique idéal. La dose : **1 fr. 25**.

Essences Digne. — Cologne. — (Néroli, Bergamotte, cédrat, etc.). Parfum exquis et persistant. La dose : **2 fr. 50**.

Essences Digne. — Dentifrice. — (Menthe, anis, géranium). Rince-bouche suave. La dose : **2 fr. 50**.

Les ESSENCES DIGNE ne se vendent pas au public.

VENTE EN GROS :
SIMON et MERVEAU
71, Rue du Temple, PARIS (3°)
Téléphone : ARCHIVES 40-64